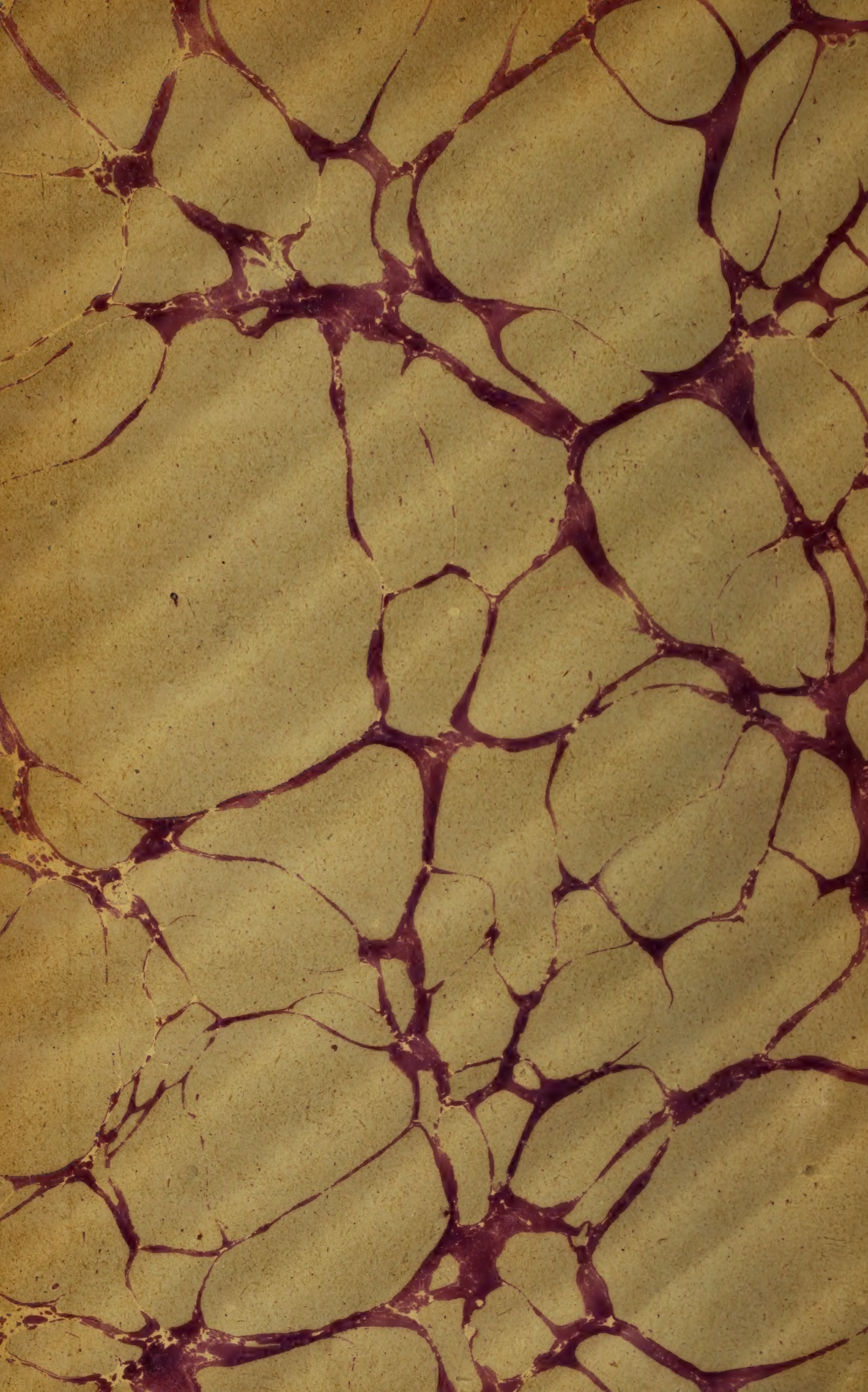
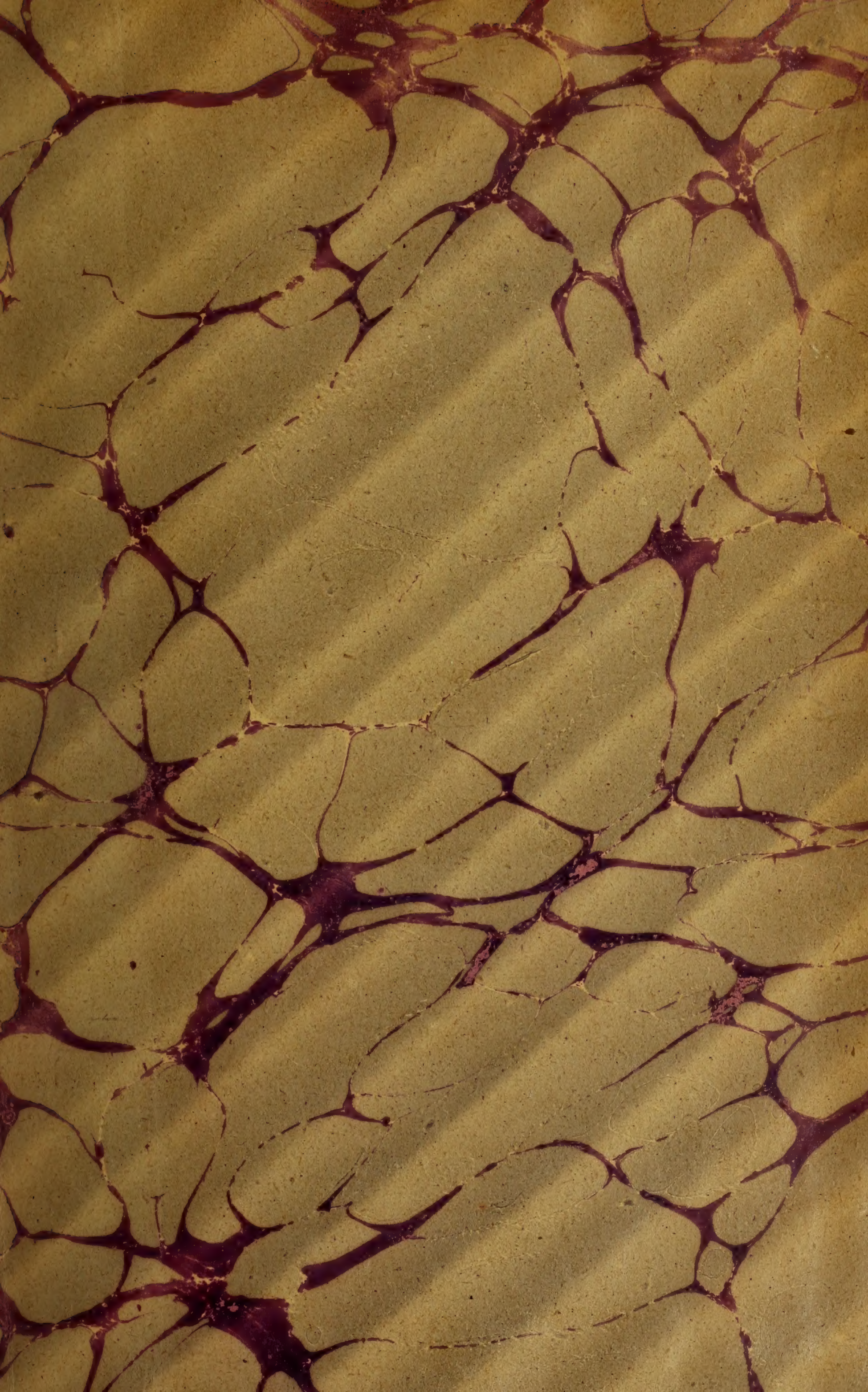

3 1761 05353832 8





# LA
# GUERRE DE SEPT ANS

*DU MÊME AUTEUR*

---

**Louis XV et le Renversement des Alliances.** — Préliminaires de la Guerre de Sept Ans (1754-1756). 1 vol. in-8°.

**La Guerre de Sept Ans.** — Histoire diplomatique et militaire. Vol. I. Les Débuts.



---

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — MESNIL (EURE).

ICHARD WADDINGTON

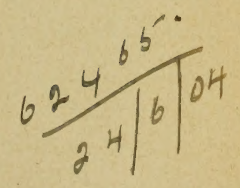
# LA GUERRE DE SEPT ANS

## HISTOIRE DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE

TOME II

## CREFELD ET ZORNDORF

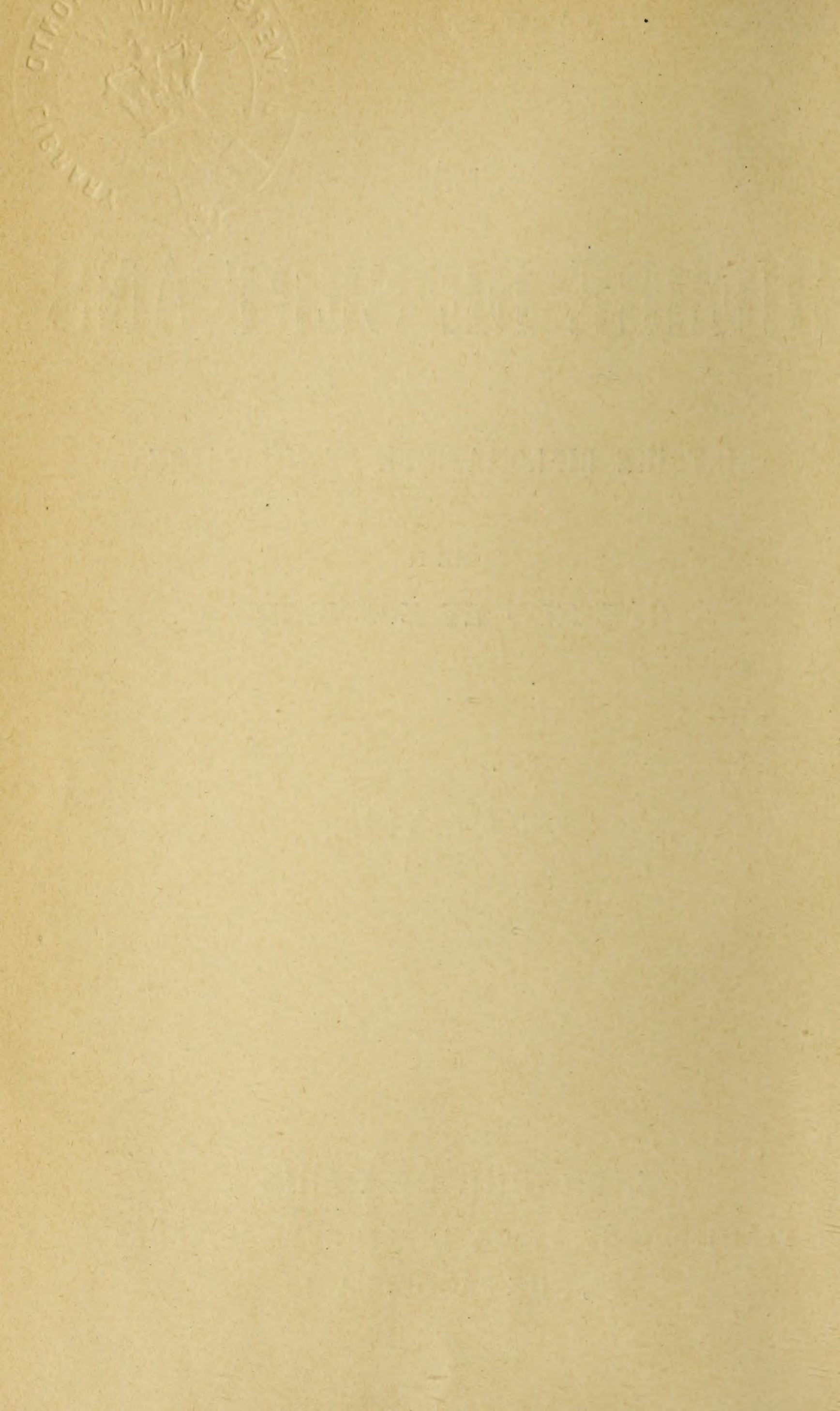




LIBRAIRIE DE PARIS

FIRMIN-DIDOT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

56, RUE JACOB, PARIS



# PRÉFACE

Les deux nouveaux volumes de la Guerre de Sept Ans qui vont paraître dans quelques jours contiennent le récit des événements militaires et politiques des années 1758 et 1759. Les uns nous obligeront à étudier les champs de bataille de l'Allemagne, à parcourir les mers, à visiter les lacs et les fleuves du Canada, les plaines de l'Inde; les autres nous feront pénétrer dans le secret de la plupart des chancelleries européennes.

Une pareille tâche eût été impossible sans le concours des hommes de science qui dirigent les Archives de Paris, de Londres, de Vienne, de Berlin; aussi, mon premier devoir est-il de renouveler mes remerciements à MM. Deluns-Montaud, Farges et Bertrand, du Ministère des Affaires Étrangères, au colonel Coutanceau, chef de la section historique au Ministère de la Guerre, et à ses collaborateurs, MM. Lemoine et Martinien, à MM. Delisle, administrateur général, et Marchal, conservateur des imprimés à la Bibliothèque nationale, à M. Henry Martin, conservateur de la Bibliothèque de l'Arsenal, à M. G. Servois, ex-garde général des Archives nationales, à MM. René Samuel, bibliothécaire en chef, et Piogey,

commis principal à la Bibliothèque du Sénat, à M. Vernier, archiviste à Troyes, au général Berthaut et au colonel Gaffiot, directeur du dépôt des cartes au Ministère de la Guerre, ainsi qu'au personnel de ce service, dont le travail a permis de reproduire et de placer sous les yeux du lecteur les cartes et les plans les plus authentiques des principaux sièges et batailles de la guerre.

En Angleterre, sir H. C. Maxwell Lyte, MM. Hall et Craib du Record Office, sir E. M. Thompson, bibliothécaire du British Museum, MM. Scott et Bickley, du département des manuscrits, m'ont puissamment et très aimablement aidé dans mes recherches.

A Vienne, je me plais à rappeler la courtoisie dont ont fait preuve à mon égard, les facilités que m'ont accordées le feldmarschall-lieutenant Émile Woinovich, directeur des Archives de la Guerre, et le conseiller aulique Gustave Winter, directeur des Archives de la Cour et de l'État. J'adresse à nouveau mes vifs remerciements à mon ami et collaborateur le D^r Hans Schlitter.

Je ne saurais oublier le gracieux accueil du général comte de Schlieffen et des officiers du grand état-major général de Berlin, mais une mention spéciale est due au chef de la section historique, le général de Leszczynski, au lieutenant-colonel Duvernoy et au capitaine de Wrisberg, avec lesquels j'ai été plus particulièrement en rapport, et qui ont singulièrement allégé ma tâche. A la mémoire de notre regretté attaché militaire, le commandant de Chazelles, mon compagnon d'excursion à Zorndorf et à Kunersdorf, j'adresse un respectueux souvenir.

Dans le travail auquel j'ai dû me livrer aux Archives

civiles du royaume de Prusse, le docteur Paczkowski m'a été du plus grand secours.

Pour le récit des événements du Canada, grâce à l'obligeance de M. Tarte, ancien ministre des Travaux publics du Dominion, j'ai eu à ma disposition la collection complète des manuscrits Levis publiée à Montréal par les soins du gouvernement de la province de Québec. Je suis heureux de saisir l'occasion de remercier cet ami de la vieille patrie. M. de Kerallain, le descendant et défenseur de Bougainville, si connu par ses articles intéressants sur les dernières années du Canada français, a eu la bonté de me confier la copie des lettres de son illustre aïeul; elles m'ont été des plus utiles pour la relation du siège et de la capitulation de Québec. M. Croockewid, de Rotterdam m'a communiqué des documents de famille et des gazettes de l'époque dans lesquels j'ai relevé des renseignements de quelque importance.

Il me reste, pour terminer, à payer mon tribut de reconnaissance habituel à M. Sorel, de l'Académie française, et à M. Gabriel Monod, directeur de la *Revue historique,* qui ont bien voulu m'éclairer de leurs précieux conseils.

---

# LA GUERRE DE SEPT ANS

## CHAPITRE PREMIER

### RETRAITE DU HANOVRE

ARRIVÉE DE CLERMONT A HANOVRE. — DÉTRESSE ET ÉPARPILLEMENT DE L'ARMÉE. — FERDINAND PREND L'OFFENSIVE. — COMBAT DE HOYA. — CONCENTRATION DES FRANÇAIS A HAMELN. — RETRAITE SUR LE RHIN. — CONFLIT AVEC DUVERNEY.

Dans le volume précédent, nous avons dépeint le triste état dans lequel se trouvait l'armée française du Hanovre vers la fin de janvier 1758. Les abus de tout genre dont le haut commandement donnait l'exemple, le désordre des services administratifs, la misère des hôpitaux, le manque absolu de fonds, avaient aggravé sur place les suites désastreuses de l'incurie dont la première responsabilité remontait au ministère de Versailles. Abandonnés à eux-mêmes, privés des effets et des harnais indispensables après l'usure d'une longue campagne, n'ayant reçu ni recrues, ni chevaux de remonte, les régiments de Richelieu, la plupart en haillons et sans souliers, pour résister à l'attaque d'un ennemi entreprenant, auraient eu besoin d'une direction énergique, d'un chef capable de relever leur moral, inspirant confiance au

soldat et sachant se faire obéir de ses lieutenants. Le récit des événements de février et mars 1758, démontrera que le successeur de Richelieu ne possédait aucune de ces qualités, et que sa faiblesse et son incapacité contribuèrent à accroître les dangers d'une situation déjà compromise.

Le 8 février, au moment où le maréchal de Richelieu quitta Hanovre et laissa le commandement au marquis de Villemeur en attendant l'arrivée du comte de Clermont, personne, ni dans le camp français, ni au ministère à Versailles, ne songeait à une reprise des hostilités avant l'époque classique du printemps. Le nouveau général en chef passa fort tranquillement les quinze jours qui s'écoulèrent entre sa nomination et son départ pour l'armée, à faire ses préparatifs, à travailler avec le Roi, le marquis de Paulmy, le maréchal de Belleisle, et les autres grands personnages, tant officiels qu'officieux, du gouvernement. L'intention de la cour de lui retirer 45 bataillons et 40 escadrons destinés à rentrer en France ou à former le corps auxiliaire de Bohême, dont il eut connaissance par une lettre de Paulmy (1), ne provoqua de sa part aucune protestation. Très flatté de la tâche réparatrice qui lui avait été confiée, il croyait avoir tout le temps de la mener à bonne fin avant le début de la campagne; aussi le voit-on beaucoup plus préoccupé du sort de ses protégés (2) que des opérations militaires. Le billet adressé à Crémille (3) quelques jours après sa désignation, où il prie son vieil ami d'accepter les fonctions de chef d'état-major, ne porte aucunes traces d'inquiétudes immédiates à propos de l'ennemi. Les volumineux mémoires que lui remirent Belleisle et Duverney, ont surtout trait au rétablissement de la discipline dans les troupes et dans le corps d'officiers;

(1) Paulmy à Clermont, 27 janvier 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXV.
(2) Lettres de Clermont datées du 1er février, jour de son départ.
(3) Clermont à Crémille, 24 janvier 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXV.

tout au plus, sous le titre d'« obmissions », trouve-t-on dans l'agenda du maréchal des critiques sur les agissements et sur la stratégie de Richelieu. Il fallut quatorze jours à Clermont pour se rendre à Hanovre. En route, il put constater le désarroi qui régnait dans le personnel qu'il allait commander : « Il retourne à Paris, écrit-il (1) à Mme de Pompadour, un grand nombre d'officiers; et l'on m'a assuré que si j'avais besoin de chariots de poste je n'en trouverais pas un, parce qu'ils les ont tous pris de force et sans payer. Il ne faut pas se le dissimuler, si ce ton-là continuait, le Roi n'aurait plus d'armée; mais j'y emploierai tout pour y remédier. »

A coup sûr, Clermont ne pouvait se faire illusion sur les difficultés de l'œuvre dont il s'était chargé, sur la résistance que rencontreraient ses projets de réforme, sur le mauvais esprit de ses subordonnés; mais il supposait que sa troupe, si mal disposée qu'elle fût, était, grâce à sa supériorité numérique, en état de se maintenir contre les entreprises de l'ennemi. Les dernières instructions du Roi (2), qui lui parvinrent pendant son voyage, étaient de nature à entretenir sa confiance; elles attribuaient à l'armée du Hanovre, après défalcation des détachements en Ost Frise, en Hesse et sur le Rhin, et en y comprenant les Palatins et la brigade autrichienne, une force de plus de 80.000 hommes. Cette constatation faite, le document prévoyait une attaque possible du prince Ferdinand et entrait à ce sujet dans les détails suivants : « Le sieur de Crémille communiquera au Comte de Clermont le travail qu'il doit avoir fait, et il rédigera sous ses ordres un mémoire circonstancié par forme de projet sur tout ce que les troupes du Roi devront exécuter, et ce

(1) Clermont à Mme de Pompadour. Strasbourg, 7 février 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXV.

(2) Instructions du Roi au Comte de Clermont. Papiers de Clermont, vol. XXXV.

qu'il sera à désirer qu'elles attendent du concours de celles de l'Impératrice; lequel mémoire sera envoyé au Secrétaire d'État, ayant le département de la Guerre, pour être communiqué à la cour de Vienne; et sur les réponses que S. M. en aura reçues, Elle fera savoir au Comte de Clermont ce qu'Elle aura déterminé définitivement. » Un péril sur lequel on aurait le temps de consulter les cabinets de Paris et de Vienne ne paraissait pas bien imminent; aussi n'est-il pas surprenant que Clermont, jusqu'à son arrivée à Hanovre, ait partagé l'optimisme de Versailles. Du reste, on n'avait pas attendu sa prise de commandement pour transmettre au quartier général les ordres nécessaires à la mise en pratique du premier chapitre du programme concerté avec la cour de Vienne; à cet effet, il fallait distraire de la grande armée les éléments du corps auxiliaire appelé, sous le prince de Soubise, à rejoindre les Autrichiens en Bohême. Les 33 bataillons et 10 escadrons affectés à cet emploi devaient être réunis, le 1er mars, à Cassel; aussitôt recrutés et habillés, ils se mettraient en route pour l'Autriche. D'autre part, 12 bataillons et 30 escadrons, des plus fatigués, devaient rentrer en France. Les régiments désignés pour le corps auxiliaire, la plupart allemands ou suisses au service du Roi, occupaient la ligne du Weser; avec eux servaient plusieurs des officiers supérieurs appelés à passer sous les ordres de Soubise. De là un chassé-croisé de troupes et de généraux des plus inopportuns : Soubise vint de Cassel à Paris recevoir ses instructions; le duc de Broglie qui commandait l'aile gauche à Brême fut appelé à Cassel et remplacé par le comte de Saint-Germain.

Toutes ces dispositions avaient été adoptées sans se préoccuper de l'ennemi; aussi fallut-il en rabattre quand le comte de Clermont parvint à Hanovre, le 14 février. Tout d'abord, il s'agit de trouver un chef d'état-major en place de Crémille, qui venait de refuser des fonctions que

ses forces physiques ne lui eussent pas permis de remplir. Le choix de Clermont s'arrêta sur M. de Monteynard, officier travailleur, mais sans initiative, qui joua dans la campagne un rôle effacé. Crémille consentit cependant à rester en qualité de conseiller; dès le lendemain de la venue du prince, il écrivait (1), sans doute après s'être mis d'accord avec lui, pour protester contre le départ des troupes destinées à la Bohême. Il annonçait les mouvements de Henri de Prusse sur Goslar, des Hanovriens sur l'Ilmenau et le débarquement probable d'une division anglaise à l'embouchure du Weser ou de l'Elbe. « Lorsque les recrues seront arrivées..., lorsque enfin les réparations des corps seront achevées, dont par parenthèse aucunes ne sont parvenues à leurs corps, pour lors, Monseigneur, cette armée-ci ayant repris la force et la consistance qui lui manquent, elle sera en état de se passer des 45 bataillons et des 40 escadrons qui lui sont si précieux aujourd'hui. »

Malheureusement, les troupes dont le généralissime allait prendre la direction étaient, on le sait, en fort mauvais état; effectifs réduits, cadres incomplets, beaucoup de malades, pas d'effets neufs, manque de chaussures, insuffisance de tentes, désorganisation des équipages; à toutes ces causes, qui atteignaient profondément la valeur morale et physique des soldats, s'ajoutait l'éparpillement des cantonnements. Isolés les uns des autres, répartis depuis Wolfenbuttel jusqu'à Brême, depuis l'Aller jusqu'au Rhin, les bataillons français, malgré la supériorité numérique du total, seraient inférieurs à l'ennemi au point d'attaque. Le premier cordon garnissait les rivières de l'Ocker et de l'Aller jusqu'au confluent de cette dernière avec le Weser et finissait à Brême; sur ces cours d'eau les villes de Goslar, Wolfenbuttel, Brunswick, Celle, Verden

(1) Crémille au ministre. Hanovre, 15 février 1758. Arch. de la Guerre.

et Brême servaient de points d'appui qu'éclairaient des avant-postes établis à quelques lieues en avant de la rive droite. En seconde ligne, se trouvaient les garnisons du Hanovre et des places du Weser, puis en troisième, les détachements auxquels était confiée la garde des communications avec le Rhin; enfin, presque hors de portée, la brigade d'occupation de l'Ost Frise et l'ancien corps de Soubise cantonné depuis Gottingue jusqu'à Hanau sur le Mein.

Les inconvénients d'une distribution aussi vicieuse avaient depuis longtemps attiré l'attention du général des confédérés, Ferdinand de Brunswick; et dès la rupture de l'armistice, au mois de décembre 1757, ce prince s'était jeté, par une pointe hardie, sur les quartiers de l'armée française. Cette tentative avait échoué grâce à la rigueur de la saison et, il faut le reconnaître, à l'énergique attitude du maréchal de Richelieu; mais Ferdinand n'avait pas renoncé à un projet dont l'exécution n'était qu'ajournée. Le répit dont les Français ne surent pas se servir, fut utilisé par leur adversaire à exercer, recruter et habiller ses troupes, à compléter son artillerie et à organiser ses convois. En réponse à l'appel de son cousin, Frédéric mit à sa disposition 15 escadrons prélevés sur le corps de Lehwaldt sous le prince de Holstein Gottorp, et donna ordre à son frère Henri de seconder, avec une division de 7 bataillons et 6 escadrons, le mouvement des Hanovriens par une démonstration dans la direction de Hildesheim. Selon son habitude, le roi de Prusse joignit à ses promesses de renforts le conseil d'une vigoureuse offensive, et des appréciations peu flatteuses sur l'ennemi à combattre : « Vous avez vu (1) auprès de Rossbach ce que c'est que les troupes françaises et leur misère. Pen-

(1) Frédéric au prince Ferdinand de Brunswick. Breslau, 3 février 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVI, p. 219.

sez-y un peu et à la différence qu'il y aurait si vous aviez autant d'Autrichiens devant vous. Avec les Français il n'y a qu'à aller droit à eux avec une fermeté et avec beaucoup de témérité quoique bien ordonnée. » Frédéric, il est vrai, n'a guère meilleure opinion des Hanovriens et de leurs alliés : « Il faut travestir (1) vos pleutres en héros, et pourvu qu'ils aient quelque avantage sur les Français, vous verrez fanfaronner vos lourdeaux et vous pourrez les mener au diable. » Il table sur le désordre qui résultera du changement de commandement : « Cependant voilà un nouveau général qui arrive, le moment que toutes les humeurs sont en fermentation... Cela doit donner lieu à bien des tracasseries, à des ordres opposés, des mesures changées, toutes circonstances dont vous pourrez profiter. »

Frédéric voyait juste. Pendant le court intérim qui s'écoula entre le départ de Richelieu et l'arrivée de Clermont, personne ne prit la direction : « Il ne faudrait pas, écrivait Voyer (2), que l'espèce d'anarchie où nous vivons durât longtemps; M. de Villemeur, peu instruit de la masse totale, craint de donner aucun ordre et a peut-être raison. » A peine débarqué à Hanovre, le 14 février, Clermont tomba en pleine crise; il reçut ses premières impressions de Crémille dont le langage, à en juger par le ton de la correspondance, dut être peu réconfortant. A la lecture des rapports des chefs de service, il put se convaincre que les effectifs étaient bien au-dessous des chiffres annoncés à Paris; l'état matériel des troupes laissait fort à désirer. Quant aux approvisionnements (3), si la

(1) Frédéric au prince Ferdinand. Breslau, 17 février 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVI, p. 251.

(2) Voyer d'Argenson à Crémille. Wolfenbuttel, 14 février 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXIX.

(3) Mémoire de l'Intendant Gayot, 12 février 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXV.

fourniture du pain était assurée jusqu'au 1er mai, il avait été impossible de remplir les magasins à fourrages dont Richelieu avait décidé la création à Brunswick, Wolfenbuttel, Celle et dans les places du Weser; seules, les premières localités avaient reçu à peu près le quart des quantités prévues; partout ailleurs, on vivait péniblement au jour le jour. Le pays épuisé se refusait à fournir davantage, et le vide du trésor et le manque de crédit ne permettaient pas d'avoir recours aux achats. On avait dû renvoyer sur les derrières une partie de la cavalerie, et on se demandait avec angoisse comment il serait possible de faire subsister, en cas de rassemblement, celle de la première ligne. Des travaux de fortification avaient été étudiés et même prescrits à Brême, à Verden et à Celle; mais ils n'avaient pas été exécutés faute de travailleurs et surtout de fonds. Brunswick, Wolfenbuttel, Giffhorn, pour les mêmes raisons, n'avaient pas été mis en état de défense, et ne pouvaient soutenir un siège sérieux. Les hôpitaux, dépourvus des ressources nécessaires, étaient dans une situation épouvantable. Enfin les contributions sur lesquelles on comptait pour les réparations de l'habillement, les gilets et les souliers du troupier, ne rentraient que lentement et étaient fort en arrière. Clermont s'empressa (1) de mettre sous les yeux de la cour le tableau alarmant qui résultait de l'ensemble de ces rapports, et en tira comme conclusion logique la suspension de l'ordre de rappel des troupes destinées à la défense des côtes de France et au corps auxiliaire de Bohême.

Pendant que ces dépêches faisaient route pour Versailles, les mauvaises nouvelles se succédaient de jour en jour; dès le commencement de février, on avait appris que les Prussiens venaient d'entamer la droite de la ligne fran-

(1) Clermont au Roi, à Paulmy, à Mme de Pompadour. Hanovre, 16 février 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXV.

çaise; la petite ville de Hornburg (1) avait été enlevée avec sa garnison, par surprise, dans des conditions humiliantes : pas de sentinelles aux barrières, un caporal et trois hommes endormis au poste, le commandant fait prisonnier dans son lit; une pareille mésaventure ne donnait pas une haute idée de la vigilance des avant-postes. Quelques jours plus tard, c'était la reddition du château de Regenstein, près de Halberstadt, avec le détachement qu'on y avait laissé bien inutilement; puis c'étaient les Hanovriens qui s'en prenaient à la gauche française en attaquant, le 18, Rothenburg, ville située sur la Wumme, à quelque distance de Verden. Ces incidents étaient le prodrome d'une entreprise générale sur les quartiers d'hiver de l'armée de Clermont : le prince Ferdinand, renouvelant l'opération qui avait échoué au mois de décembre, avait conçu le projet de percer par Verden le cordon des Français, de séparer de la masse principale leur aile gauche qui serait rejetée sur Brême et de s'établir sur le Weser, de manière à menacer les communications avec la Westphalie et le Rhin et à provoquer l'évacuation du Hanovre. Entre temps, des démonstrations sur Celle et sur l'Ocker, combinées avec la pointe du prince Henri, inquiéteraient la droite française et détermineraient peut-être l'abandon de Brunswick et de Wolfenbuttel. En exécution de ce programme, l'armée confédérée, que venait de rejoindre la cavalerie prussienne du prince de Holstein détachée du corps du maréchal Lehwaldt, s'ébranla d'Amelinghausen le 18 février; avec l'avant-garde (2), forte de 8 bataillons et 8 escadrons, marchait le prince Ferdinand; il était suivi du gros sous les ordres du général Zastrow, composé de

(1) Villemeur à Richelieu, 2 février 1758. Archives de la Guerre. Lettre sur l'état actuel de l'armée française. Cologne, 28 février 1758. Correspondance Cressener. Record Office.

(2) *Feldzüge der allierten Armee.* Von Reden herausgegeben von W. A. von der Osten. Hamburg, 1805.

25 bataillons et 44 escadrons et réparti en deux divisions conduites respectivement par les généraux Sporcken et Wutgenau. A l'extrême droite, Diepenbroich, avec une brigade de 5 bataillons et 3 escadrons, se dirigeait sur Brême ; entre lui et l'armée principale opérait Wangenheim avec 6 bataillons et 6 escadrons. Le total des alliés comptait 44 bataillons, 61 escadrons et atteignait un effectif de 34 à 35.000 hommes (1). Ils traînaient avec eux un parc de 46 canons et un convoi de 4.000 voitures chargées de vivres et d'approvisionnements. Ce fut Wangenheim qui prit le premier contact avec les Français; le début fut heureux. Après avoir essuyé quelques coups de canon, la garnison de Rothenburg, forte de 150 hommes, mit bas les armes le 20 février, et le lendemain, le prince héréditaire de Brunswick entra, sans résistance, en possession du poste de Ottersberg et de la ville de Verden, avec son pont sur l'Aller « qu'ils (les Français) (2) eurent la bonté de nous laisser intact, à notre grande surprise, quoiqu'un officier français y ait été laissé avec un détachement pour le détruire ».

Voyons maintenant l'effet produit sur l'état-major de Clermont par la brusque incursion de son adversaire. Les premières dépêches, en date du 18, indiquent le désarroi le plus complet : le prince annonce (3) son dessein de se retirer derrière le Weser, « parti qui eût dû être pris depuis longtemps » ; il n'a que 30.000 hommes en mauvais état à opposer aux 60.000 ennemis qui l'attaquent sur trois points différents, à sa droite du côté de l'Ocker, au centre vers Celle, et à gauche dans la contrée de Verden et de Brême. Il ne peut pas attendre les ordres de

(1) Renouard (*Krieg von Hannover*. Cassel, 1863) n'estime cet effectif qu'à 27.000 hommes, mais il ne compte les bataillons qu'entre 4 et 500 hommes, alors que le complet était de 814.

(2) Boyd, commissaire anglais, à Holdernesse. Hudemuhl, 23 février 1758. Record Office.

(3) Clermont à Paulmy. Hanovre, 18 février 1758. Archives de la Guerre.

la cour : « Le temps qu'ils seraient à me parvenir serait l'époque de la destruction de l'armée. » Le dégel seul, en causant des inondations, retarde les progrès des confédérés; « ce sera donc la variation dans le temps qui procurera plus ou moins de facilité à l'ennemi, sa promptitude dans ses opérations et dans ses attaques qui me détermineront à évacuer plus ou moins promptement les troupes qui sont dans Brunswick et Wolfenbuttel, lesquelles je ne crois pas sage d'abandonner à leurs propres forces, pour qu'au bout d'une défense de cinq à six jours elles fussent nécessairement prisonnières ». Dans un court billet au Roi, le généralissime confirme son intention de battre en retraite. Quant à Crémille (1), il est pour le moins aussi démoralisé que son chef; il se voit déjà aux prises avec tout le corps du maréchal Lehwaldt et avec les Anglais qui vont débarquer en Ost Frise ou à l'embouchure du Weser; « l'armée est déjà cernée à notre droite, au centre et à notre gauche; les ennemis sont à une marche de nous dans chacune des trois parties et sans possibilité de se donner mutuellement aucun secours ». Sans la crue, les hostilités auraient déjà commencé; les vivres font défaut, les bataillons ne comptent pas plus de 300 hommes en moyenne; « je vous écris la mort dans le cœur ». Pour dégager sa responsabilité, il prend soin d'ajouter qu'il avait été d'avis de se retirer après l'incident de Celle ; depuis longtemps, il avait prévu en secret la terrible catastrophe dont on était menacé.

Cependant, à la réflexion, et peut-être sous l'influence du dégel qui persistait, le prince et son conseiller se ressaisissent (2). On se bornera à évacuer Celle; on réunira sous Hanovre 36 bataillons et 16 escadrons; la garnison de Goslar, appuyée de 20 bataillons et 20 escadrons, arrêtera l'offensive du prince Henri; à la gauche Saint-Ger-

(1) Crémille à Belleisle. Hanovre, 18 février 1758. Archives de la Guerre.
(2) Clermont à Paulmy, Hanovre, 20 février 1758. Archives de la Guerre.

main, avec des forces plus importantes, 23 bataillons et 22 escadrons, se maintiendra à Brême; le mauvais temps et les inondations entravent les opérations du prince Ferdinand qui, probablement, devra se contenter de son facile succès à Rothenburg. Néanmoins les précautions sont prises : les généraux d'Armentières à Celle, Villemeur à Brunswick, d'Andlau à Goslar, Saint-Pern à Hildesheim, de Muy à Göttingen, ont ordre d'assembler leurs voitures et de préparer le transport des grains et des fourrages. Le général de Saint-Chamans, commandant de Verden, tiendra ce poste le plus longtemps possible; s'il est forcé à la retraite, il brûlera le pont sur l'Aller et se retirera sur Nienburg. Clermont résume ses dispositions dans un billet (1) à la Pompadour : « Ne croyez donc pas, Madame, que je me détermine à passer le Weser qu'après avoir épuisé tous les moyens de rester en deçà. Je sais combien le Roi le souhaite, et d'après cela c'est mon plus grand désir... La crainte que j'ai, Madame, que mes dernières dépêches n'aient pu faire penser que mon dessein était d'abandonner ce pays-ci, sans attendre d'y être forcé indispensablement, me fait prendre le parti de dépêcher ce soir un courrier pour rassurer à cet égard. » La précaution était bonne ; les lettres du 20 vinrent très à propos ranimer le moral fort abattu à Versailles. « Mon cousin, écrivait Louis XV à Clermont (2), le mémoire que vous avez envoyé par votre premier courrier, et vos dépêches de celui qui l'a suivi, je ne vous le cacherai pas, m'avaient fait une peine extrême; celles que nous reçûmes hier, du 20, me tranquillisent à beaucoup d'égards. L'abandon du pays d'Hanovre dans ce moment-ci est un coup mortel pour le système politique que je me suis fait et que j'ai adopté, y ayant en tout temps eu beaucoup d'inclina-

(1) Clermont à Mme de Pompadour. Hanovre, 20 février 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXVI.

(2) Louis XV à Clermont, 26 février 1758. Papiers de Clermont.

tion; il n'y a par conséquent rien que je désire autant que sa conservation; celle de mon armée ne m'est point moins chère, non plus que la gloire de mes armes, et la vôtre en particulier par l'amitié que j'ai pour vous depuis notre plus tendre enfance..... Si la gelée ne nous revient pas, comme je l'espère, Messieurs les Hanovriens ou Prussiens auront de la peine à vous inquiéter; j'ai toute confiance en vous, parce que vous êtes sage, que vous voulez le bien et que je vous aime. » Le billet plus familier de la favorite (1) reflète les mêmes impressions : « Ah! Monseigneur, quel désespoir votre lettre du 18 avait mis dans mon cœur... Votre lettre du 20 me rassure et me fait espérer que vous tiendrez assez longtemps pour nous donner celui de faire nos arrangements avec nos alliés. » Elle confirme la démission de Paulmy et son remplacement au ministère de la Guerre par Belleisle, nouvelles que le Roi avait tenu à apprendre directement à Clermont, et ajoute : « Duverney et Montmartel sont fort contents de cet arrangement; vous voilà assuré de votre argent, de vos subsistances; vous l'êtes aussi de la prompte expédition et des détails militaires avec le maréchal; j'espère donc que tout va aller à merveille, et si j'osais, je me flatterais que vous ne repasserez pas ce vilain Weser. Qu'il me donne de chagrin! Je le hais à mort! Je vous suis attachée, Monseigneur, avec le même acharnement. » Puis dans un P. S. qui prouve l'intimité des rapports avec le monarque : « M. de Paulmy aidera le maréchal jusqu'à son arrivée (Crémille); il est, en effet, impossible qu'à son âge il soit chargé d'un travail aussi énorme. Le Roi n'a pas eu le temps de rouvrir sa lettre et m'ordonne de le mander à Monseigneur. » Ces appels ardents n'avaient qu'un tort, celui d'arriver trop tard; quand ils parvinrent au quartier général de Clermont, la

(1) M^me^ de Pompadour à Clermont, 27 et 28 février 1758. Lettres citées par Camille Rousset, *Comte de Gisors*, p. 378 et 379.

retraite battait son plein, et le vilain Weser allait être franchi.

A Versailles, la petite crise ministérielle à laquelle M^me de Pompadour fait allusion s'était passée très pacifiquement. Paulmy, comprenant que le fardeau était trop lourd pour ses maigres épaules, avait demandé à être relevé de sa charge sous prétexte de santé, et Louis XV avait désigné pour le remplacer, comme sous-secrétaire d'État à la Guerre, le maréchal de Belleisle qui faisait déjà partie du conseil et qui avait repris depuis quelques mois ses fonctions de conseiller officieux des opérations militaires; il avait été convenu qu'il aurait pour adjoint et auxiliaire Crémille, rappelé en conséquence à Paris. Malgré le grand âge du nouveau titulaire, le choix fut heureux; à partir de l'arrivée de Belleisle au ministère, on constate une unité dans la direction, une suite dans les idées, une attention aux requêtes et aux besoins des armées, qui avaient trop souvent fait défaut sous l'administration de son prédécesseur. Par malheur, les hostilités en Hanovre étaient beaucoup trop avancées pour que la mutation survenue à Versailles eût la moindre influence sur les événements.

L'abandon de Verden vint bouleverser les combinaisons stratégiques de Clermont et lui enlever le peu de sang-froid qu'il avait conservé. Ce qui se passa à cette occasion est un exemple typique du désordre de l'armée française, des hésitations des chefs et de la désorganisation du commandement supérieur. Verden, véritable clef de la ligne de l'Aller, n'avait pas été mis à l'abri d'un coup de main; des ordres avaient été donnés pour des travaux de défense, mais le froid excessif, l'impossibilité de réunir des travailleurs, le manque de fonds, et, ajoutons-le, le peu d'énergie des officiers responsables, avaient tout arrêté. C'est à peine si on avait ébauché un camp retranché beaucoup trop grand pour l'effectif disponible.

M. de Beauffremont, qui commandait le quartier, ve-

nait, à la suite d'un rapport de Richelieu, de recevoir son ordre de rappel. Tout en protestant (1) contre sa disgrâce, provoquée par des « gens qui ont trahi le Roi, qui l'ont volé avec une audace qui mériterait la corde », il cherche à dégager sa responsabilité dans les difficultés qu'il prévoit : « M. de Broglie, écrit-il à Saint-Germain le 17 février, m'a prié de me charger de Rothenburg... cette partie est de votre district puisqu'elle était du sien ; je ne m'en charge pas et vous prie de la reprendre. »

D'autre part, il informe Clermont (2) qu'il se désintéresse de Rothenburg et qu'il se repliera sur Brême, et là-dessus il part lui-même, le 19, laissant son successeur, Saint-Chamans, fort embarrassé. Ce dernier, très ému de l'approche des Hanovriens (3), se plaint de l'état de Verden qui n'a qu'une « mauvaise muraille sans parapet », de l'insuffisance de son détachement, « 3 bataillons qui, sous les armes, sont à peine 1.000 hommes ». Si l'ennemi, à qui on attribue 3.000 hommes, fait un mouvement en avant, son parti est pris de se retirer sur Langwedel, et de là regagner Brême. « Je sens, mande-t-il au général en chef, combien il me sera dur d'abandonner cette ville et un hôpital de 150 malades, mais je ne puis m'y défendre... Il ne m'est pas possible de songer à repasser l'Aller qui sur la rive gauche est inondé à plus d'une demi-lieue... Toutes communications avec Rethem et Nienbourg me sont coupées... Je n'ai ni cavalerie ni dragons. »

Nouvelle dépêche, le 19 (4). Rothenburg est attaqué ; la ville ne pourra tenir faute de provisions. L'ennemi va se

(1) Beauffremont à Saint-Germain. Verden, 17 février 1758. Papiers de Clermont. Archives de la Guerre.

(2) Beauffremont à Clermont. Verden, 18 février 1758. Papiers de Clermont.

(3) Saint-Chamans à Clermont. Verden, 18 février 1758. Papiers de Clermont.

(4) Saint-Chamans à Clermont. Verden, 19 février 1758. Papiers de Clermont.

porter sur Achem et intercepter sa ligne de retraite. « En ce cas je suis perdu, mais je vendrai cher ma liberté; je vous avoue, Monseigneur, que cette perspective m'afflige beaucoup; j'espère qu'il n'en sera rien, mais j'ose assurer qu'on ne peut être dans une position plus critique. »

Cette lettre parvint à Hanovre, le 20, en même temps qu'une dépêche (1) de Saint-Germain : « Je ne puis me dispenser, écrivait celui-ci, d'observer à V. A. S. que d'après les arrangements pris entre MM. de Broglie et de Beauffremont, ce dernier était chargé du poste de Rothenburg; je n'ai rien pu changer aux dispositions faites; M. de Broglie n'est parti d'ici qu'hier matin 18. M. de Beauffremont me mande, ce qu'il fait aujourd'hui 19, qu'il laisse le commandement à M. de Saint-Chamans qui n'est pas à mes ordres... » Le poste de Verden « n'est nullement en état de défense parce qu'on n'y a rien fait ». Saint-Germain avait eu l'idée de rassembler son monde et de marcher au secours de Verden, mais il n'ose pas affaiblir la garnison de Brême. « Je ne pense pas, conclut-il, que ce soit le moment de hasarder quelque chose. » A ces rapports, Clermont répondit, comme nous l'avons vu, le 21 (2), en ordonnant à Saint-Chamans de se maintenir le plus longtemps possible à Verden, de brûler le pont et de se replier sur Nienburg, enfin d'obéir aux instructions de Saint-Germain. Ce dernier est informé (3) que l'armée se retire de l'Aller; la nouvelle ligne de défense suivra le cours du Weser jusqu'à Nienburg, de ce point jusqu'à Neustadt, le lac de Steinhuder et les défilés qui l'entourent, enfin en amont de Neustadt la rivière Lehne. Saint-Germain veillera sur le Bas-Weser; il aura soin de retrancher ou de détruire le pont de Hoya sur ce fleuve.

(1) Saint-Germain à Clermont. Brême, 19 février 1758. Papiers de Clermont.

(2) Clermont à Saint-Chamans. Hanovre, 21 février. Papiers de Clermont.

(3) Clermont à Saint-Germain. Hanovre, 20 février. Papiers de Clermont.

Malheureusement, Saint-Chamans n'avait pas attendu les ordres du quartier général; dès le 20 février, à 4 heures du soir, il avait quitté Verden par la route de Langwedel. Ce mouvement était pour le moins prématuré, car un courrier de Hanovre (1), arrivé le 21 à 2 heures du matin, pénétra sans difficulté dans la ville, n'y trouva aucun soldat ennemi et constata que le pont était encore intact. Quelques heures après, un peloton de hussards prussiens vint occuper le poste. Clermont s'en prit à l'infortuné général qu'il chercha à rendre responsable des échecs du début de la campagne. Il lui reprocha (2) son départ précipité, sa désobéissance au sujet du pont, enfin sa retraite sur Brême, alors qu'elle aurait dû être dirigée sur Hoya. Saint-Chamans se justifia sur ce dernier point, peut-être le plus important de tous, en alléguant les inondations qui auraient rendu la marche sur Hoya impossible. Quant à la non-destruction du pont, il en rejeta la faute sur le colonel de Nassau Ussingen et sur le capitaine du détachement de ce régiment, laissé à cet effet, qui s'était retiré sans accomplir sa besogne. La négligence commise, quel qu'en fût l'auteur responsable, eut des conséquences fâcheuses. Le prince héréditaire de Brunswick put passer sur la rive gauche de l'Aller avec sa division, forte de 10 bataillons, 12 escadrons et 8 canons, et, quoique retardé par les eaux débordées, se porter à l'attaque de Hoya avant que les Français eussent eu le temps de renforcer la garnison. La perte de Verden fut, en effet, suivie deux jours après d'un événement beaucoup plus grave.

Nous avons vu Saint-Germain succéder au duc de Broglie dans le commandement de l'aile gauche de l'armée, commandement fort mal défini d'ailleurs, à en juger d'après la

(1) Clermont à Saint-Germain. Hanovre, 21 février. Papiers de Clermont.

(2) Clermont à Belleisle. Wesel, 31 mars 1758. Archives de la Guerre, vol. 3473. Défense de Saint-Chamans.

correspondance échangée. Prévenu de l'évacuation prochaine de Verden, il pense à assurer le poste de Hoya sur le Weser et y envoie un de ses officiers les plus énergiques, le brigadier Chabo; il n'a pas d'inquiétude immédiate au sujet du pont de Hoya (1) que les inondations mettent à l'abri d'une tentative des confédérés. Ses préoccupations visent plutôt la place de Brême : « Je suis chargé à présent, mande-t-il au ministre (2), de la garde du Weser depuis Nienburg, et je compte que nous ne perdrons plus rien en détail dans cette partie de la part de l'ennemi; mais d'un autre côté la disette de toutes choses, l'état affreux des hôpitaux, nous détruiront nécessairement; il n'y a pas un sol; cette ville ne veut plus faire de crédit, le paysan est épuisé, et il n'y a de ressources d'aucun genre; je n'ai pas même de quoi faire placer 20 palissades pour la sûreté de cette garnison. »

Au moment où Saint-Germain exprimait ses doléances, Hoya était enlevé et la ligne de défense percée par les Hanovriens. Chabo, arrivé le 20, trouva la garnison dans la sécurité la plus complète (3); les magasins, la boulangerie et les autres dépôts étaient sur la rive droite; les dragons du régiment d'Harcourt avaient leurs armes en réparation chez l'armurier; la cavalerie, en général, était sans selles ni bottes. Il se mit à l'œuvre avec activité et rendit compte au général en chef des mesures adoptées (4) : « Le village d'Hoya est situé moitié à la rive gauche, moitié à la rive droite du Weser. Il est impossible de défendre le village situé à la rive droite. J'ai donc pris le parti de faire transporter à la rive gauche l'hôpital, les établissements des

(1) Saint-Germain à Clermont. Brême, 21 février 1758. Papiers de Clermont.

(2) Saint-Germain au Ministre. Brême, 23 février 1758. Archives de la Guerre, vol. 3472.

(3) Saint-Germain à Clermont. Lechte, 27 février 1758. Papiers de Clermont.

(4) Chabo à Clermont. Hoya, 22 février 1758. Papiers de Clermont.

fours, les magasins de fourrage. Je fais palissader la tête du pont et y fais faire tout ce qui est possible pour avoir le temps de le brûler si l'ennemi vient en force pour s'en emparer; le temps est trop court pour y faire un ouvrage... J'ai envoyé en diligence à Brême pour avoir des matières combustibles afin de pouvoir brûler le pont promptement si j'y suis forcé; je ne le ferai qu'à l'extrémité parce qu'il peut être utile pour des mouvements de troupes, mais je réponds que l'ennemi ne s'en emparera pas pour y pouvoir passer. Je ferai faire des patrouilles depuis Nienburg jusqu'à Bremen par les deux régiments de dragons de Mestre de Camp et d'Harcourt qui sont aux environs d'ici; j'ai fait passer à la rive gauche les quartiers qui étaient dans les villages à la droite. J'ai renforcé ce poste avec des grenadiers et piquets du régiment de Bretagne. Je viens d'aller moi-même avec un détachement tout le long de la rive droite du Weser jusqu'auprès de Verden. Je n'ai trouvé personne des ennemis de passé. L'inondation est encore assez forte; il serait difficile à des troupes de passer l'Aller, mais les eaux diminuent et le chemin sera praticable dans peu de jours. J'ai appris que les ennemis ont environ 3 à 4.000 hommes au moins dans Verden. »

L'attaque que Chabo ne prévoyait pas le 22 à 8 heures du soir se produisit beaucoup plus tôt qu'il ne le croyait. Pour y résister, le général français pouvait disposer du régiment de Gardes lorraines, fort de 6 à 700 hommes, d'un détachement de Bretagne et des régiments de cavalerie Mestre de Camp et Harcourt, soit en tout 13 à 1.400 hommes. « Le 23 à midi, rapporte Chabo (1), les ennemis avancèrent par le chemin de Verden et enlevèrent une de mes patrouilles. Sur-le-champ je fis prendre les armes et aller les reconnaître; il y eut une escarmouche assez vive; je leur tirai du canon, ils m'en rendirent, ce qui me fit

(1) Chabo à Clermont. Visbeck, 24 février 1758. Papiers de Clermont.

voir qu'ils étaient en force. Je pris sur-le-champ le parti de battre en retraite jusqu'au pont, amusant l'ennemi autant que je pouvais, pour avoir le temps d'évacuer totalement l'hôpital et beaucoup d'effets. Mon projet était arrangé d'avance, et au moyen d'un retranchement que j'avais fait construire et de l'incendie des maisons qui touchent le pont, j'étais sûr d'avoir le temps de le couper ou de le brûler. A 6 heures du soir, comme le pont était presque coupé et que l'on achevait d'attacher les matières combustibles qui venaient seulement d'arriver de Bremen, ainsi que les cartouches et les haches, une colonne des ennemis vint attaquer mes postes à la rive gauche et les replia jusques au pont. J'y portai sur-le-champ mes 4 compagnies de grenadiers, laissant les piquets et une partie des Gardes lorraines pour résister à la première attaque de la rive droite et conserver mon retranchement. Les troupes firent des merveilles, poussèrent trois fois les ennemis fort loin, mais enfin, étant presque tous tués et pris, ils furent obligés de se retirer, et nous regagnâmes en bon ordre une espèce de vieux château qui servait de magasin à foin, tout ouvert d'un côté. J'y ai tenu environ une heure jusqu'à ce que je n'aie plus eu de poudre et que j'aie vu 10 bataillons prêts à m'emporter d'assaut, et huit pièces de canon qui me battaient et allaient mettre le feu au magasin à paille et à foin, ce qui nous brûlait tous sans ressources. » Le petit détachement du château obtint de l'ennemi la liberté de s'en aller avec leur canon.

Chabo avait eu affaire à l'avant-garde du prince héréditaire de Brunswick, forte de 6 bataillons, à laquelle le prince Ferdinand avait confié la mission de s'emparer du point stratégique de Hoya. Le jeune général franchit (1)

(1) *Geschichte des Siebenjährigen Krieges von den Offizieren des grossen Generalstabs*, vol. II, p. 43. Annual Register, 1758, p. 35. Boyd à Holdernesse. Hudemuhl, 24 février 1758. Military expeditions. Record Office. Renouard, *Krieg in Hannover*. Reden, *Feldzüge der allierten Armee*, etc.

l'Aller à Verden le 23 de grand matin, et marchant par la chaussée que Saint-Chamans et Chabo avaient déclarée impraticable et qu'il avait fait réparer la veille, arriva sans encombre à quelques kilomètres des postes français; là, laissant une partie de ses forces pour tirailler contre le pont et amuser la garnison, il poussa avec 4 bataillons jusqu'aux bords du Weser, fit passer le fleuve en bateau et en radeau à 2 de ses bataillons et à quelques hussards, n'attendit pas le reste, et gagnant par la rive gauche la ville de Hoya, vint prendre à revers ses défenseurs. A en croire les généraux français, l'entreprise hardie du prince aurait été facilitée par la négligence de leur cavalerie (1). « Des patrouilles de dragons qui escarmouchèrent avec eux n'avertirent personne; d'autres furent enlevées; une passa à 20 pas des ennemis sans les apercevoir; ils s'étaient mis ventre à terre au bas de la digue et la patrouille ne se donna pas la peine de monter sur la digue et longea seulement l'autre côté. Nous savons ce fait du prince de Brunswick lui-même. » La prise de Hoya coûta aux Français environ 700 hommes tués, blessés, prisonniers ou malades abandonnés, appartenant pour la plupart aux Gardes lorraines, des provisions, des fourrages, et, ce qui était plus important, livra aux confédérés le pont encore intact sur le Weser. Chabo avait montré beaucoup de bravoure; il fit valoir les conditions avantageuses que lui avait accordées le prince de Brunswick et les compliments du vainqueur pour réclamer un avancement que les faits ne semblent pas justifier. Il termine son rapport à Clermont par ces mots : « La capitulation de Harburg a fait M. de Péreuse lieutenant-général; j'ai lieu de me flatter que les bontés de V. A. S. me feront maréchal de camp pour celle-ci. » Ce vœu fut exaucé quelques mois après. Chabo se retira à Brême; bon nombre de fuyards allèrent

(1) Saint-Germain à Clermont. Lechte, 27 février 1758. Papiers de Clermont. Archives de la Guerre.

à Nienburg. De cette ville, un capitaine de la garnison de Hoya annonça le malheur au quartier général dans une lettre (1) où la principale préoccupation semble être la perte « des gratifications et du fourrage de gratification qu'on nous avait payés en monnaie et escalens ». Cornillon n'avait pas tout à fait tort quand il alléguait que les officiers des corps n'étaient sensibles qu'à l'intérêt. Nous trouverons d'ailleurs d'autres faits à l'appui de cette appréciation.

Avant de relater l'influence qu'eurent, sur les décisions de Clermont, les premiers événements de la campagne, passons dans le camp ennemi pour nous rendre compte des opérations des confédérés. Au lendemain de l'occupation de Verden, le prince de Holstein, avec sa brigade de cavalerie, avait franchi l'Aller près de Hudemuhl (2), un peu en amont de Verden, et en attendant que l'établissement d'un pont permît à l'infanterie de le suivre, s'était dirigé sur Nienburg. En route, il surprit à Stocken pendant la nuit et enleva ou détruisit presque en entier le régiment de hussards français de Pollereski. Toutefois, malgré l'énergie du prince Ferdinand et de ses lieutenants, la marche des colonnes fut entravée par l'exécrable état des routes, et Nienburg ne tomba entre leurs mains que dans la nuit du 27 au 28 février. La ville était gardée par deux bataillons de Lyonnais et 5 à 600 échappés de Hoya. On ne brûla pas une cartouche; M. de Brulard, le gouverneur français, accepta la capitulation qu'on lui offrit, et, sacrifiant ses magasins et son canon, se retira sur la place de Minden dont il renforça la défense. « Le commandant, écrit Ferdinand au roi George (3), aurait fort bien pu s'y mainte-

(1) Gourmond à Cornillon. Nienburg, 24 février 1758. Archives de la Guerre, 3471.

(2) Boyd à Holdernesse. Hudemuhl, 24 février 1758. Military expeditions. Record Office.

(3) Ferdinand au roi George. Drackenburg, 1er mars 1758. Newcastle Papers.

nir quelques jours; mais comme ils me sont fort précieux, pour ne pas laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître, j'ai accordé à la garnison la sortie libre. J'y ai trouvé un bon magasin, ce qui m'accommode fort, et on a remis en liberté (1) à cette occasion quelques-unes de nos troupes et de celles de Prusse qui avaient été faites prisonnières de guerre l'été passé... Je marcherai demain matin en avant vers Minden, y ayant déjà détaché le prince de Holstein avec l'avant-garde. » Le recul précipité des Français avait ainsi le double inconvénient de les priver de leurs dépôts et approvisionnements, et de livrer à l'adversaire les ressources sans lesquelles (2) il n'eût pu continuer sa marche.

Les incidents de Verden et de Hoya avaient impressionné d'autant plus Clermont et son entourage qu'aux avis désastreux de la gauche venaient s'ajouter des renseignements non moins alarmants de la droite, signalant la présence à Osterwick (3) d'une division prussienne, évaluée tantôt à 4.000, tantôt à 15.000 hommes. Tout d'abord, le général en chef veut tenir ferme à Brunswick (4) et il écrit dans ce sens à Villemeur; le lendemain 24, sans doute sous le coup de la prise de Hoya, il donne des instructions contraires (5) : Villemeur et Voyer évacueront les places de Brunswick et de Wolfenbuttel le 26; le lendemain, ils opéreront leur jonction à Hildesheim avec les troupes venues de Goslar et Göttingen. Ces diverses divisions, fortes de 41 bataillons et 20 escadrons, formeront un

(1) Saint-Germain avait donné ordre d'évacuer ces prisonniers sur la Westphalie, mais cet ordre, s'il parvint au commandant de Nienburg, ne fut pas exécuté.

(2) Reden, vol. I, p. 122.

(3) D'Andlau à Clermont. Goslar, 21 février 1758. Voyer à Clermont. Wolfenbuttel, 21 février 1758. Papiers de Clermont.

(4) Clermont à Villemeur. Hanovre, 23 février 1758. Papiers de Clermont.

(5) Clermont à Villemeur. Clermont à Armentières, 24 février 1758. Papiers de Clermont.

corps sous la direction de Villemeur. Les équipages étaient limités à 4 voitures par bataillon et 3 par escadron. « Il faudra, ajoutait Clermont, avant de partir jeter toutes les farines et les cartouches que vous n'aurez pu emporter, et s'il est impossible de brûler le fourrage sans brûler la ville, vous la brûlerez. » Armentières, qui commandait à Celle, recevait des ordres identiques : à la même date du 26, il devait partir, détruire les ponts de l'Aller et se retirer à Hanovre. Après maintes tergiversations, le général en chef s'était décidé à abandonner l'Électorat et à faire sa retraite sur le Weser. La correspondance échangée avec la cour faisait pressentir cette résolution; dans sa dépêche du 23, Clermont (1) énumère tous ses soucis; l'ennemi s'avance, il a des forces doubles des siennes; l'armée n'aura pas le temps de faire ses préparatifs de résistance; le bruit se répand que le roi de Prusse est arrivé à Magdebourg, que les Anglais vont débarquer; le délabrement des hôpitaux est irrémédiable, l'argent manque, les officiers capables font défaut. « Nous sommes, écrit-il, dans une disette de talents et de bonne volonté qui exige que l'on fasse flèche de tout bois. »

Crémille voit tout aussi noir; pris à partie par Clermont qui lui reprochait son optimisme d'antan, il se justifie auprès de Belleisle (2) en expliquant que les travaux de fortification qu'il avait recommandés n'avaient pu être exécutés, soit à cause des gelées persistantes, soit par pénurie d'argent; les magasins de fourrage n'avaient pas été constitués; d'autre part, on n'avait prévu ni les renforts tirés du corps de Lehwaldt, ni l'intervention du prince Henri de Prusse. La conclusion de la lettre est caractéristique : « Il n'est point de positions, Monseigneur, vous le savez beaucoup mieux que moi, sans troupes, sans subsistances et sans

(1) Clermont au ministre. Hanovre, 23 février 1758. Archives de la Guerre, 3472.

(2) Crémille à Belleisle. Hanovre, 23 février 1758.

argent. » Dans sa lettre du 25 (1), le conseiller de Clermont annonce la retraite sur Hameln, si les progrès des Hanovriens ne s'y opposent pas, car on court le risque d'être coupé. Le sort de Brême, dont on n'a pas d'avis, inquiète : « Le danger de perdre Brême et la garnison qui y est, quoique le mal en fût affreux, est encore ce qu'il pourrait y avoir de moins fâcheux à craindre, parce que si M. de Saint-Germain peut s'y soutenir, il ne serait peut-être pas impossible que M. le comte de Clermont n'eût le temps de marcher à son secours; mais dans ce moment-ci l'objet principal semble être de placer toute l'armée du Roi derrière Hameln. » L'évacuation ne s'effectuera pas sans pertes sensibles : « Je ne vous ferai pas le détail de tout ce que l'on est obligé d'abandonner ou de détruire... Ce qu'il y a de plus affligeant, ce sont peut-être plus de 3 à 4.000 malades que nous allons laisser à la discrétion de l'ennemi. » Ce billet se croisa avec un courrier de Belleisle (2) annonçant sa nomination au ministère de la Guerre en remplacement de Paulmy, et le rappel de Crémille qui sera son coadjuteur. Le vieux maréchal, rassuré par les dépêches antérieures qui faisaient espérer la conservation du Hanovre, insiste sur la honte, pour le Roi, de permettre à l'ennemi de s'emparer de ses magasins et ses hôpitaux, et sur le détestable effet que produirait la reculade sur les alliés et les puissances neutres. Les remontrances de la cour, fussent-elles parvenues en temps utile, n'auraient pu arrêter le mouvement. Le 28 février, le quartier général quitta Hanovre et gagna le camp d'Hallersprinck où il fut rejoint par l'aile droite sous les ordres de Villemeur. Du corps de Saint-Germain on était sans nouvelles, toute communication ayant été interceptée à la suite de l'affaire de Hoya.

(1) Crémille à Belleisle. Hanovre, 25 février 1758. Archives de la Guerre, 3472

(2) Belleisle à Clermont et Crémille, 26 février 1758. Archives de la Guerre, 3472.

Quoique du côté de Brunswick il n'y eût, pour employer l'expression de Voyer, que des « hussarderies » sans importance où des détachements français, se gardant mal selon l'habitude de l'armée, furent surpris et enlevés, la retraite fut un véritable désastre; les régiments firent route en une seule colonne, traînant à leur suite 2.000 voitures et 2.800 convalescents et malades. Le marquis de Valfons, vicomte de Sebourg, nous décrit le sort de ces infortunés (1) : « L'objet de mes soucis, ce sont nos malades qu'on a eu la cruauté d'abandonner et qui avaient été déjà deux jours sans nul secours, ni de commissaire, ni d'entrepreneur; chirurgien, infirmiers, tout avait déserté; les malheureuses victimes se trouvaient sans rien dans une plaine, leurs chariots embourbés; j'y ai pensé toutes les nuits. » Villemeur, dans son rapport à Clermont (2), avoue qu'il sera forcé de laisser en arrière « une très grande partie des munitions de toutes espèces; ce sera beaucoup si l'on peut conduire toute l'artillerie, surtout les pièces de 12 ». Les chemins étaient défoncés, les chevaux rendus; « les paysans désertent et l'on est obligé de tirer dessus ».

Enfin, le gros de l'armée se trouva concentré autour de Hameln, petite place sur le Weser; il y fit un long séjour qui aurait pu être utilisé, soit pour le retour à l'offensive, soit pour l'écoulement des bagages et du matériel. Il n'en fut rien. La correspondance de Clermont et de son mentor attitré, Crémille, parle tantôt de concerter des mouvements contre le prince Ferdinand, tantôt de ramener les troupes au Rhin. Mais aucune décision ne fut prise. Peut-être faut-il attribuer ce résultat négatif à

(1) Sebourg au Ministre, 3 mars 1758. Archives de la Guerre, 3474.

Cet officier, qui était à l'état-major du corps de Villemeur, a laissé des mémoires intéressants publiés par son petit-neveu. *Souvenirs du Marquis de Valfons*. Paris, 1860.

(2) Villemeur à Clermont. Eldagessen, 28 février 1758. Papiers de Clermont. Archives de la Guerre.

une maladie de Clermont, qui entraîna selon la clinique de l'époque force saignées, et lui enleva probablement une partie de ses faibles moyens. Il faut avouer que les avis de ses lieutenants n'étaient pas de nature à remonter le moral du généralissime. Ceux de Saint-Germain, qui commandait la gauche, étaient empreints d'un pessimisme exagéré. Le coup de main hardi du prince de Brunswick, par lequel il s'était emparé de Hoya et de son pont, avait eu pour les confédérés des suites plus heureuses qu'ils n'eussent osé espérer. Aussitôt prévenu, le 24 février à 5 heures du matin, Saint-Germain juge « que le prince ne pouvait être là qu'avec un très gros corps », et que s'il ne quittait pas Brême, il y serait « immanquablement enfermé ». Il ordonne à ses régiments de se rassembler à Bassum, sur la route de Brême à Minden, sauf à se rabattre dans la direction d'Osnabruck si on était talonné par un ennemi supérieur. Parvenu à Bassum le soir du 24, il renonce avec raison à tenter la reprise de Hoya et informe Clermont, dans une lettre datée de Lechte, qu'il se portera sur Minden; mais, à en peser le contenu, on sent bien qu'il n'est pas rassuré sur le succès de son opération (1). « Je suis arrivé hier ici; une partie de l'infanterie n'est arrivée qu'à 11 heures du soir, et elle est si harassée que j'ai cru devoir la laisser reposer aujourd'hui; cela me donnera le temps de me défaire des éclopés et des malades que j'envoie sur Osnabruck. Je n'ai pas cessé de marcher depuis le 24 pour pouvoir rejoindre V. A. S. et lui être utile. Comme nous sommes suivis par un gros corps de troupes légères et de cavalerie, nous avons perdu presque tous nos équipages que nous avons sacrifiés volontiers dans la vue de sauver les troupes du Roi et de nous rendre utiles à son service. J'envoie aujourd'hui la cavalerie et les dragons en avant; ils me sont inutiles parce qu'ils

(1) Saint-Germain à Clermont. Lechte, 27 février 1758. Papiers de Clermont. Archives de la Guerre.

n'ont ni bottes, ni selles, ni armes. Je marcherai demain à Dant et successivement entre Osnabruck et Minden; je voudrais pouvoir me jeter dans ce dernier endroit; les chemins sont si horribles que l'infanterie met 10 heures à faire 4 lieues, et il faut encore faire de fréquents et longs circuits à cause des marais. » En même temps qu'il écrivait à Clermont, Saint-Germain annonce sa venue prochaine à Minden et demande au commandant de la place, M. de Morangies (1), de lui faire cuire du pain pour les 28 bataillons et 30 escadrons qu'il amène avec lui. Cependant, si l'on consulte l'itinéraire suivi par la colonne, il sera permis d'émettre des doutes sur la sincérité de l'avis donné à Minden. En effet, le 28 février, Saint-Germain était à Worde, et le 1er mars à Osnabruck. De cette ville, il mande à Clermont (2) qu'il lui avait adressé 7 à 8 courriers sans avoir de réponse, et que ses troupes « sont fort diminuées et fort harassées par les mauvais chemins et l'indiscipline » ; que les « ennemis dont il ignore la force » lui ont enlevé beaucoup de traîneurs. « Si l'ennemi arrive ici (à Osnabruck) avant l'arrivée des ordres du quartier général », il ne restera pas dans la ville, mais choisira, pour l'attendre, un poste qu'il n'indique d'ailleurs pas.

Après un séjour de trois jours à Osnabruck, et quoiqu'il ait été renforcé par le régiment de Champagne et par un régiment de cavalerie, Saint-Germain est de plus en plus inquiet. Il est toujours sans nouvelles du généralissime, mais il apprend que Nienburg est aux mains des Hanovriens et que Minden est menacé. Que doit-il faire? Se maintenir sur l'Ems ou poursuivre la marche rétrograde jusqu'à Wesel? « Je pense, écrit-il (3), que ce serait le

(1) Morangies à Clermont. Minden, 1er mars 1758. Il est fait mention de cette lettre dans la réponse de Clermont en date du 2 mars.

(2) Saint-Germain à Clermont. Osnabruck, 1er mars 1758. Papiers de Clermont.

(3) Saint-Germain à Clermont. Osnabruck, 4 mars 1758, 11 heures du matin. Papiers de Clermont. Voir aussi Saint-Germain à Duverney, 5 mars

meilleur parti et qu'il n'y a rien d'autre à faire présentement que de sauver le plus de troupes qu'il serait possible... J'ose prendre la liberté de le dire à V. A. S., il n'y a pas d'autre moyen que de se retirer derrière le Rhin..... Tout périra si Elle prend un autre parti, et si Elle ne le prend pas promptement, Elle n'y sera plus à temps. »

Enfin, le même jour au soir, Saint-Germain reçoit des instructions. Clermont approuve l'abandon de Brême; avec les contingents rassemblés sur le Weser il a l'intention (1) de marcher à l'ennemi et de le forcer à repasser le fleuve. L'aile gauche devra participer à cette opération et, à cet effet, rappeler à elle la cavalerie restée à Munster. Saint-Germain, il est presque superflu de le dire, combattit (2) ce projet jugé beaucoup trop audacieux. Tout d'abord, les régiments ne sont pas capables de prendre l'offensive : « L'armée de V. A. S. est dans le plus grand délabrement, l'officier et le soldat dans la plus grande misère, et les pays entièrement épuisés de subsistances; elle ne peut pas tenir sa cavalerie assemblée faute de fourrages, et plus loin elle descendra le Weser et moins elle en trouvera. Les chemins sont partout épouvantables et les charrois presque impossibles. J'ose même dire que les troupes, perdues par les brigandages et l'indiscipline, se conduiront mal devant l'ennemi; si elles doivent passer plusieurs nuits au bivouac elles périront en partie de maladie. » L'opération, même couronnée de succès dans le principe, n'aboutirait pas à une action décisive que l'ennemi n'accepterait pas, mais à des marches et contremarches qui achèveraient la ruine de l'armée. « Il me semble, conclut-il, qu'il ne s'agit dans la circonstance présente que de mettre en sûreté les troupes du Roi, de leur donner du repos et le temps de se

1758. *Correspondance particulière du comte de Saint-Germain*, Londres, 1789.

(1) Clermont à Saint-Germain, 3 mars 1758. Papiers de Clermont.

(2) Saint-Germain à Clermont. Osnabruck, 4 mars 1758. Papiers de Clermont.

réparer et de se recruter afin de pouvoir faire une belle campagne l'été prochain. Enfin il faut toujours des positions sûres pour l'hiver. Je ne crois pas me tromper en disant que, si V. A. S. poursuit son dessein, Elle y échouera et son armée périra, de façon qu'Elle ne pourra pas faire campagne l'été prochain ; il me semble qu'il est de la gloire de V. A. S. de ne rien hasarder et d'aller à coup sûr ; c'est aussi le bien du service du Roi. » En attendant des ordres, il fera séjour à Osnabruck.

Une nouvelle missive du généralissime se croise avec la dépêche de son lieutenant. Clermont s'excuse de son long silence (1) : « J'ai mieux aimé attendre que je susse par vous-même où vous étiez retiré, sentant bien que votre retraite dépendait absolument des mouvements plus ou moins considérables que les ennemis pouvaient faire sur vous. » Puis il revient à son projet d'attaque ; il débouchera de Hameln le 6. « Arrangez vos marches de façon que vous pourrez me rejoindre, ou du moins être à portée de moi, le 8 entre Lemgow et Herworden. » Force fut à Saint-Germain de s'exécuter ; à la date fixée, il était établi à Engern sans avoir rencontré un ennemi sur sa route, et rapportait la présence de hussards prussiens à Lubecke, où ils s'étaient emparés d'un magasin de fourrages que personne n'avait songé à défendre ou à évacuer. Ces hussards appartenaient à la brigade du prince de Holstein et étaient l'avant-garde du prince Ferdinand qui avait commencé le siège de Minden. Alors que Saint-Germain s'imaginait avoir à ses trousses le prince de Brunswick avec toute sa division, celui-ci, comme nous l'avons vu, avait remonté le Weser, franchi ce fleuve à Hudemuhl et s'était attaqué successivement aux places de Nienburg et Minden. En réalité, Saint-Germain n'avait été suivi que par la faible brigade de Diepenbroich, et encore le général

(1) Clermont à Saint-Germain. Hameln, 4 mars 1758. Papiers de Clermont.

hanovrien n'avait-il fait traverser la ville de Brême à ses troupes légères que 24 heures après le départ des Français. Ce retard n'empêcha pas le partisan Luckner de ramasser des traînards, des effets et des équipages en quantité considérable. Diepenbroich lui-même ne quitta Brême pour rejoindre le prince Ferdinand que le 3 mars; il laissa dans la ville une garnison de 2 bataillons. En fait, la précipitation avec laquelle Saint-Germain accomplit sa retraite contribua beaucoup à augmenter le désordre et l'indiscipline dont il se plaint si vivement.

Pendant que Clermont et ses lieutenants fuyaient devant un ennemi imaginaire auquel ils livraient magasins, bagages, canons, malades et éclopés, le gros des confédérés, dont les mouvements avaient été retardés par le mauvais état des routes et par la crue des rivières, se concentrait autour de Minden; mais le blocus, commencé le 5 mars par le général Oberg et le prince de Brunswick, ne se transforma en investissement que trois jours plus tard. Se laisserait-on enlever la place sans faire un effort pour la dégager? Malgré des embarras très réels, qu'il grossissait à plaisir, Clermont prit quelques dispositions pour cet objet. Les généraux Voyer, Villemeur et Armentières, avec 35 bataillons et 32 escadrons, devaient occuper Herworden, Lemgow et Rintelen, et appuyés par Saint-Germain, essayer de donner la main à la garnison de Minden. L'opération serait soutenue par le reste de l'armée, distribué en échelons le long du Weser, depuis Hameln jusqu'à Rintelen. Clermont aurait ainsi, rassemblés sous ses ordres directs, 97 bataillons et 70 escadrons, soit, en tablant sur des effectifs réduits (1), 32 à 35.000 combattants. Les difficultés à surmonter étaient sérieuses. Voyer se plaint (2) des chemins et de leur encombrement :

(1) Villemeur et Cornillon donnaient un effectif de 300 hommes aux bataillons. Saint-Germain un peu moins.

(2) Voyer à Clermont. Alverdissen, 6 mars 1758. Papiers de Clermont.

« Il y a telle communication où l'on a été obligé d'ouvrir 4 à 5 pieds de neige et de glace. On m'annonce de plus grands obstacles pour demain. » Il demande la suppression de tous les équipages, voitures, chaises, berlines dont la longue file entravait la marche des troupes. On ne peut rien obtenir du pays; « malheureusement il n'y a pas un village à trois lieues à la ronde où tous les gros équipages de l'armée n'aient commis des excès et des déprédations épouvantables ». Le lendemain, c'est l'indiscipline qu'il signale à son chef (1) : « Je crois que je serais venu à bout des habitants du pays, mais je ne puis en dire autant des différents pelotons de nos troupes répartis dans tous les environs. »

A ce moment et jusqu'au 8 mars, Voyer était encore en correspondance avec Minden. Il évalue (2) à 5 ou 6.000, sans compter la brigade de cavalerie prussienne, le nombre des Hanovriens sur la rive gauche du Weser, décrit les voies conduisant à Minden et termine ainsi : « Le résultat de tous ces détails est qu'il est difficile d'y marcher pour la secourir (la garnison), et qu'il eût été à désirer qu'on pût prévenir l'ennemi, en s'emparant des gorges, mais la plus près est à 4 lieues d'ici, celle de la droite à près de 5, et mes ordres ne me portaient qu'à Herworden. » Enfin le 12, Voyer, qui montra en cette occurrence une activité que n'imitèrent pas la plupart de ses camarades, soumet à Crémille le projet d'une attaque combinée par les deux rives du Weser, pour la relève de la place d'après lui fort compromise. Il s'adressait bien mal; si jamais Clermont et Crémille avaient songé à interrompre le siège, ce dessein était depuis quelques jours complètement abandonné.

Sans doute, dans sa correspondance avec Belleisle le général en chef affirme son intention de reprendre l'offen-

(1) Voyer à Clermont. Alverdissen, 7 mars 1758. Papiers de Clermont.
(2) Voyer à Clermont. Herworden, 10 mars 1758. Papiers de Clermont.

sive; mais il a soin d'ajouter (1) que son avis personnel est tout autre : « J'irais dès cet instant, et sans attendre ce que les ennemis souhaitent faire, prendre la position de ma gauche à Wesel, et, remontant le long de la Lippe, par ma droite vers Lippstadt. Ce serait la seule position qu'il conviendrait de prendre pour conserver le peu qui reste de cette armée, la mettre à portée de se recruter, de se réparer, de se discipliner, d'avoir le temps de lui donner un autre ton que celui qu'elle a. » Quant à Crémille, il est plus découragé que d'habitude (2) : « Plus nous avançons, plus notre situation devient effrayante; on avait cru que le sacrifice de l'Électorat d'Hanovre et du duché de Brunswick serait le terme de nos maux, et que la rive gauche du Weser nous procurerait au moins une tranquillité dont l'armée n'a pu jouir encore jusqu'ici et qui lui était cependant si nécessaire. Le destin, Monseigneur, en ordonne autrement; il n'est presque plus douteux que la campagne ne soit commencée par les ennemis; toutes leurs démarches l'annoncent, et depuis la prise de Hoya ils n'ont que trop de moyens pour exécuter un dessein qui ne peut manquer que de nous être funeste. Nous ignorons jusqu'à cette heure où se trouve l'armée du prince Henri, et de quel côté elle dirige ses mouvements. Cette incertitude est cruelle, puisqu'elle nous expose à en faire de faux; mais, Monseigneur, le pis est que nous sommes réduits à ne pouvoir ni rester nulle part, ni marcher à peine d'un lieu à un autre. » L'écrivain s'étend sur la pénurie de vivres et de fourrages et sur la difficulté des subsistances dans le cas d'un séjour prolongé; puis il relate les avis de Minden d'après lesquels l'ennemi n'avait pas encore franchi le Weser, et finit ainsi : « Son projet ne pourrait-il pas être de marcher en droiture sur le Bas-Rhin ou en Ost Frise? Ne

(1) Clermont à Belleisle. Hameln, 6 mars 1758. Archives de la Guerre.
(2) Crémille à Belleisle. Hameln, 6 mars 1758. Archives de la Guerre.

pourrait-il pas avoir été combiné avec les Anglais dont le débarquement se ferait en Hollande? »

Sur les intentions de l'adversaire, Clermont est tout aussi perplexe (1) que son conseiller : « Les ennemis viennent-ils avec toute leur armée sur Minden et veulent-ils m'y attendre, ou bien ne présentent-ils qu'un corps assez considérable pour m'occuper pendant que le reste de leurs armées filerait par les derrières, dirigeant sa marche comme je viens de le dire sur Wesel? Ont-ils le projet de m'attirer sur le Bas-Weser pour donner beau jeu au prince Henri de passer le haut de cette rivière, me séparer de la Hesse et s'emparer peut-être du cours de la Lippe? Ou bien le prince Henri veut-il se joindre au prince Ferdinand, ce qui réunirait des forces si supérieures aux miennes que même (à supposer que j'eusse le temps de me faire joindre par M. le duc de Broglie à qui j'ai ordonné de rassembler les troupes de la Hesse sous Cassel) il serait de la dernière imprudence de se commettre au sort des armes dont il ne pourrait résulter que la perte entière de l'armée du Roi. Cette incertitude a droit de m'occuper, et j'emploie tout pour tâcher de découvrir leurs véritables démarches dont il est pressant d'être instruit; car je n'ai pas un moment à perdre pour longer la rive gauche de la Lippe, si les ennemis marchent sur Wesel, ni un moment à perdre de même pour les combattre s'il n'y a devant Minden que le prince Ferdinand, afin de ne pas lui donner le temps, s'il est possible, d'y avoir rassemblé toutes ses forces et toute son artillerie. » En attendant, il ajourne la décision définitive : « J'ai été forcé de séjourner deux jours ici, sans cela je n'aurais eu ni troupes, ni artillerie. Je compte marcher demain à Alverdissen, après-demain à Lemgow; ces deux marches me portent également sur Minden et vers la Lippe. Arrivé à Lemgow, j'aurai peut-

(1) Clermont à Belleisle. Hameln, 5 mars 1758. Archives de la Guerre.

être des éclaircissements plus certains d'après lesquels je verrai le parti nécessaire à prendre. »

Bientôt toute hésitation cesse; Minden sera sacrifié. Le 9 mars, Crémille (1) informe le ministre qu'on se propose de rester sur le Weser pour manger les ressources du pays et qu'on profitera du répit pour évacuer les canons et le parc sur Wesel et Cassel. « J'avoue, Monseigneur, que je ne sais trop quel sera le sort de Minden; M. de Morangies se voit investi, mais les reconnaissances qu'on a faites du pays ne font que trop juger qu'il ne sera guère possible de le secourir, par la nature du pays qui nous sépare. » Quatre jours plus tard, après avoir lancé une dernière note décourageante, cette fois sur les dangers qui menaçaient du côté du Haut-Weser, Crémille quitta l'armée pour assumer, auprès de Belleisle, la fonction de directeur du ministère. Il fut remplacé au quartier général par le comte de Mortaigne, militaire de réputation et protégé de Belleisle. Clermont, comme toujours, partage les alarmes de son entourage; dans sa dépêche du 11 mars (2), il se montre beaucoup plus préoccupé des mouvements du prince Henri de Prusse, dont on rapportait l'arrivée à Göttingen, et de ses propres communications avec Paderborn et la Lippe, que de Minden dont il semble avoir fait son deuil. Néanmoins, les choses restèrent en l'état jusqu'au 15 mars; ce jour, Clermont apprit la capitulation de Morangies et la probabilité de la marche en avant de l'armée hanovrienne. Aussitôt, il donna l'ordre à Voyer et à Villemeur (3) de gagner Paderborn, à Armentières de brûler le pont qu'il avait jeté sur le Weser à Rintelen et de battre en retraite; quant à lui, il sortira de Hameln le 17 et sera suivi le lendemain par l'arrière-garde, sous les ordres de Saint-Pern.

(1) Crémille à Belleisle. Hameln, 9 mars 1758. Archives de la Guerre.

(2) Clermont à Belleisle. Hameln, 11 mars 1758. Archives de la Guerre.

(3) Clermont à Villemeur et Armentières. Hameln, 15 mars 1758. Archives de la Guerre.

Le généralissime avait consacré les loisirs de son séjour à la correspondance active qu'il entretenait avec les divers personnages de la cour. A Belleisle il fait part (1) de ses inquiétudes sur le nouveau coadjuteur que le ministre lui envoie; il s'incline, cela va de soi, devant le choix de Mortaigne dont il apprécie les connaissances militaires, mais, ajoute-t-il : « Vous m'auriez fait plaisir de me parler de son caractère. Il y a longtemps que j'entends dire qu'il est avantageux et despotique. Si cela est, il aura de la peine à réussir auprès de moi, car je n'aime point ces sortes de gens-là. » Toutefois, il lui fera bon accueil à cause de la recommandation du maréchal. Il se méfie de Contades dont il n'aime pas les prétentions : « C'est au général, pour que la besogne aille bien, à disposer de sa confiance et non à ceux de son armée à la prétendre; d'ailleurs une confiance multipliée met de la jalousie entre les confidents et cela ne va jamais qu'au détriment du service. Vous savez que je suis parti avec la promesse que je ne serais gêné en rien; c'est cela qui m'a déterminé à me charger d'une aussi détestable besogne que celle-ci. » Plus loin, c'est du commandant de son artillerie dont il se plaint : « Envoyez-moi, Monsieur le maréchal, et le plus promptement, M. de Vallière, car il n'est pas possible d'avoir aussi peu d'intelligence, de bonne volonté, d'activité et de ressources que le corps d'artillerie de cette armée, à commencer par le chef. » Si Clermont professait, en général, une mince estime pour la capacité de ses subordonnés, en revanche, il avait une excellente opinion de ses propres mérites : « Un particulier, écrit-il à Montmartel (2), sacrifierait tout à une espérance de gloire; je sacrifie ma gloire au bien de mon maître et de l'État. Voilà ce qu'on trouve dans un prince du sang qui pense bien. » A l'en croire, les maladies dont il est atteint ne diminuent en rien son énergie : « J'ai une

(1) Clermont à Belleisle. Hameln, 9 mars 1758. Papiers de Clermont.
(2) Clermont à Montmartel. Hameln, 11 mars 1758. Papiers de Clermont.

fluxion dans la tête, écrit-il à Mme de Pompadour (1), un très gros rhume sur la poitrine et de la fièvre, mais cela ne ralentit point mon devoir ni mon travail. C'est l'affaire de quelques jours à souffrir ; je voudrais bien n'avoir que ce sujet de souci. »

Quel contraste entre la vantardise irrésolue du prince français et la décision prévoyante et virile de son antagoniste ! Pendant que le premier passait son temps à gémir sur son sort et à médire de ses lieutenants qu'il laissait sans ordres, le second poursuivait son but sans trêve ni repos et savait inspirer à ses soldats, vaincus de la veille, les qualités militaires qu'il avait apprises à l'école de son maître, le roi de Prusse.

Après un séjour à Statthagen, pour donner au parc de siège le temps de rejoindre, le prince Ferdinand porta son quartier général, le 7 mars, à Frille ; de là, il traversa le Weser sur un pont jeté pendant la nuit et alla reconnaître la place de Minden. Antérieurement, le général Oberg avait offert au commandant une capitulation avantageuse. M. de Morangies avait répondu, en style de l'époque, qu'il n'était pas là pour rendre, mais pour défendre la ville, et qu'il espérait gagner l'estime de l'adversaire par sa conduite. Dans la soirée du 8, les tranchées furent commencées en présence du prince Ferdinand, sans opposition aucune des Français ; le 9, le général en chef inspecta les travaux qu'on exécutait près de Lubecke en prévision d'une attaque de l'armée de Clermont ; le 11, on avança les parallèles et on arma les batteries. En dépit des belles paroles de Morangies, la résistance avait été médiocre. « Les assiégés, écrit l'Anglais Boyd (2), n'ont pas tiré plus de 30 coups de canon par jour, ce qui nous fait supposer qu'ils n'ont pas beaucoup de munitions... La place est réellement une

(1) Clermont à Mme de Pompadour, Hameln, 16 mars 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXVI.

(2) Boyd à Newcastle, 12 mars 1758. Newcastle Papers.

misérable bicoque, mais nous sommes encore jeunes dans l'art des sièges, aussi mettons-nous tant de respect dans notre attaque que nous n'avons eu jusqu'à présent ni tués ni blessés. » Dès la nuit du 11, on avait ouvert le feu ; le 13, on jeta dans la ville des bombes qui provoquèrent des incendies ; Morangies convoqua aussitôt un conseil de guerre et, sur son avis, entama des pourparlers qui aboutirent à la reddition (1) le lendemain 14. La garnison, qui avait été renforcée de celle de Nienburg et de quelques fuyards de Hoya, se composait de 7 bataillons et 4 escadrons, et comptait, d'après le rapport du commissaire anglais, un lieutenant-général M. de Morangies, un major-général M. de la Guiche, 234 officiers et 3.468 soldats et sous-officiers ; elle déposa les armes. « Nous croyions, écrit Boyd (2), que la garnison manquait absolument de munitions puisqu'ils ont si peu tiré sur nos travailleurs ; nous avons été surpris de trouver qu'ils en avaient encore au moins pour une semaine ; cependant ils se sont rendus prisonniers sans grande difficulté quoique nous fussions encore à 400 pas du fossé... Les soldats ennemis étaient à moitié nus et leur cavalerie très misérablement montée. » Les Hanovriens prirent possession, dans la ville, de 2 mortiers, 9 pièces de bronze, 38 pièces de fer, de munitions diverses, et de 13.430 sacs de farine.

Pour expliquer (3) la courte durée de la résistance, Morangies invoqua le mauvais état des fortifications ; « point de chemin couvert ; les fossés pour la plupart secs n'ont ni escarpe ni contre-scarpe, les terres s'étant éboulées. Cette place n'est revêtue nulle part ; il n'y a ni écluse, ni batardeau pour retenir les eaux, et l'on en peut mettre au plus un

(1) D'après Renouard, le prince Fredinand aurait été mis au courant de l'état de la place par une dépêche interceptée de Morangies.

(2) Boyd à Holdernesse. Melle, 21 mars 1758. Military expeditions. Record Office.

(3) Rapport de Morangies. Archives de la Guerre, 3473.

pied et demi dans la partie des fossés qui est mouillée ». A ces causes de faiblesse il fallait, au dire du commandant malheureux, ajouter l'insuffisance des effectifs pour le pourtour de l'enceinte, la nécessité d'abandonner, faute de monde, l'ouvrage extérieur le plus important, le manque de canons sur le front d'attaque, la fatigue des troupes et surtout l'absence des secours promis.

Clermont jugea sévèrement la conduite de son subordonné (1). Il fait de la capitulation le commentaire suivant : « Tout se sent de l'indiscipline, du dégoût pour le service du Roi et de l'âpreté pour soi... La place a été attaquée mollement, et combien elle s'est défendue encore plus mollement ! » Sans doute, les fortifications sont défectueuses; « on n'y avait rien fait avant M. de Morangies, et lui-même n'y avait rien fait depuis qu'il y était, mais au moins donne-t-on quelques marques de vigueur et je n'en vois pas ». C'est à la reddition de Minden que se rattache l'incident du caporal Lajeunesse (2) qui refusa de mettre bas les armes, entraîna quelques centaines de ses camarades, perça la ligne des postes ennemis et réussit à gagner le camp français. « L'on a rencontré déjà, écrit Clermont (3), plus de 600 fantassins et cavaliers. Ils ont dit aux officiers qu'il n'y avait pas eu un chat de tué de la garnison, que la plupart des officiers étaient renvoyés sur leur parole, qu'on avait fait fort peu de feu de la place. » Lajeunesse devint le héros du jour; le Roi voulut lui donner un brevet d'officier; malheureusement, après son action d'éclat, il avait disparu et toutes les recherches faites pour le découvrir restèrent sans résultat. Cet épisode, qui faisait ressortir l'initiative dont était capable le soldat, servit à souligner, par contraste, la faiblesse et l'égoïsme des chefs. En effet, si la défense de Minden fut l'objet de critiques fon-

(1) Clermont à Belleisle. Lippstadt, 24 mars 1758. Archives de la Guerre.
(2) Camille Rousset, *Le comte de Gisors*, p. 405 et suivantes.
(3) Clermont à Belleisle. Paderborn, 20 mars 1758. Archives de la Guerre.

dées, les termes de la capitulation étaient une véritable honte pour ceux qui l'avaient acceptée. On s'étonna, à bon droit, de voir les négociateurs français se résigner (1), presque sans objection, à la captivité de leurs hommes, tout en stipulant leur propre renvoi et la conservation de leurs bagages, chevaux, voitures et chariots. Le gouvernement français refusa de ratifier ces clauses (2) et voulut obliger les officiers à partager le sort de la troupe, mais le prince Ferdinand ne consentit pas à les recevoir. M[me] de Pompadour, dans sa correspondance avec Clermont, se fit l'interprète (3) des impressions de la cour au sujet de la convention de Minden : « Elle ne me paraît faite que pour sauver les équipages et donner la liberté aux officiers. » Puis, faisant allusion à un succès remporté par les Autrichiens, elle ajoute cette réflexion : « Je ne puis cependant m'empêcher d'avoir le cœur flétri de voir faire de belles actions aux autres et les Français..... n'en parlons plus! »

Quelle que fût la responsabilité de Morangies et des subalternes, aux instances desquels il paraît avoir cédé, celle de Clermont ressort plus lourde à nos yeux. Il avait promis de venir en aide à Minden (4) ; il eût pu le faire, soit en dirigeant sa marche de Hanovre sur cette ville, soit en débouchant plus tôt d'Hameln. Jusqu'au 5 mars, il était en communication avec la garnison ; il lui était loisible de la retirer ou de la secourir. Il ne prit aucun de ces partis, resta immobile à Hameln, et gaspilla le répit que lui valut la faible résistance de son lieutenant.

(1) L'article qui décide que la garnison sera prisonnière de guerre porte en face le mot « accordé ». On peut donc supposer que l'initiative de la proposition appartient au négociateur français.

(2) Morangies fut privé de son grade et la plupart des officiers supérieurs mis en retrait d'emploi.

(3) M[me] de Pompadour à Clermont, 4 avril 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXVI.

(4) Morangies cite une lettre de Clermont, reçue le 4 mars, où le général en chef lui écrit : « Tenez bon jusqu'au dernier moment ; je marcherai à votre secours le plus diligemment qu'il m'est possible. »

Au surplus, à l'acquit de l'infortuné Clermont qui supportait la peine des fautes de son prédécesseur, on doit reconnaître que la cour partageait ses vues et approuvait ses plans. Le ton des premières lettres de Belleisle est énergique : Il faut retarder le recul sur le Weser (1), s'attacher à évacuer les magasins qui, d'après Duverney, contenaient des vivres pour jusqu'à la fin de juin. Mais à la réception des avis de l'échec de Hoya et de l'abandon décidé de Hanovre, il suggère (2) l'adoption de la ligne de Wesel à Cassel en passant par la rive gauche de la Lippe, ligne que Clermont allait préconiser à son tour. Quelques jours plus tard (3), c'est le Rhin qui devient l'objectif. « Le Roi et son conseil pensent donc, Monseigneur, qu'il faut, par préférence à tout, placer nos troupes sur le Haut et sur le Bas-Rhin, de manière qu'elles puissent pendant deux ou trois mois être tranquilles et en sûreté. » A la fin de sa dépêche, le vieux maréchal revient sur le thème : « J'ai discuté cette matière amplement avec le comte de Maillebois, Montazet, Bourcet et de Vault... V. A. S décidera ce qu'elle croira le meilleur, mais toujours dans le principe qu'il faut, préférablement à tout, que les troupes jouissent deux ou trois mois d'un repos certain. » A ces autorités, Belleisle eût pu ajouter celle du remplaçant de Crémille, le comte de Mortaigne, qui, aussitôt informé de sa nomination, donna son avis (4) sur la position militaire : « C'est un grand malheur que la retraite de l'armée, mais il n'y a pas d'autre parti à prendre que de la porter le long du Rhin, entre Wesel et Dusseldorf. » Aussi n'est-il pas surprenant de voir le ministre encore plus explicite dans la dépêche du 15 mars (5) : « Je finirai par où j'ai

(1) Belleisle à Clermont, 2 mars 1758. Archives de la Guerre.
(2) Belleisle à Clermont, 4 mars 1758. Archives de la Guerre.
(3) Belleisle à Clermont, 12 mars 1758. Archives de la Guerre.
(4) Mortaigne à Belleisle. Metz, 5 mars 1758. Papiers de Clermont.
(5) Belleisle à Clermont, 15 mars 1758. Archives de la Guerre.

commencé... que de préférence à tout il faut conserver l'armée du Roi, et lui procurer trois mois de repos pour la mettre en état de bien faire la guerre au mois de juillet. » Peut-on s'étonner qu'avec de pareilles recommandations de haut lieu, qu'avec l'assentiment pour ainsi dire unanime des généraux divisionnaires, la marche, à partir du départ d'Hameln, se soit transformée en une course désordonnée vers le Rhin? Peu importe qu'on laisse en route des milliers de malades, de traînards, qu'on livre à l'ennemi magasins, artillerie, matériel de toute sorte; il faut avant tout sauver ce qui reste de l'armée du Roi, et pour cela gagner au plus vite la barrière protectrice du grand fleuve.

Une seule note discordante se fit entendre dans le concert approbateur, ce fut celle de Bernis qui voyait s'effondrer ses plans politiques. Déjà M^me de Pompadour avait entretenu le prince (1) de la fâcheuse impression produite par la retraite sur le Weser : « Je suis d'autant plus affligée de ce que vous me faites l'honneur de me mander, que par l'esprit et les talents de l'abbé de Bernis les affaires se remontaient au point d'en imposer prodigieusement au roi de Prusse ; je crains bien que tant de peines deviennent inutiles par la position de l'armée. » Clermont avait écrit de Hameln au Ministre des Affaires Étrangères (2) que, s'il s'était maintenu aussi longtemps sur le Weser, ce n'était « que parce que le Roi le désirait ardemment et que vous me marquiez combien cet abandon de la Hesse et du Weser causerait de trouble dans les projets politiques ». Au reçu du billet de la marquise, il s'exprima (3) en termes qui ne devaient laisser aucune illusion au pauvre abbé : « Si l'on veut faire la guerre avec cette armée-ci avant qu'elle soit totalement rétablie, elle retombera dans

(1) M^me de Pompadour à Clermont, 12 mars 1758. Papiers de Clermont.
(2) Clermont à Bernis. Hameln, 16 mars 1758. Papiers de Clermont.
(3) Clermont à Bernis. Paderborn, 20 mars 1758. Papiers de Clermont.

la misère actuelle, et c'est alors qu'il n'existera plus de remède au mal... Je vois avec douleur que l'on est toujours pressé à la cour, que l'on parle d'entamer des expéditions deux mois après que l'armée aura été dans sa tranquillité. » Force fut à Bernis de s'incliner devant les exigences militaires; dans sa réponse à la première missive (1), il s'exécute, non sans quelque amertume : « Personne après vous, Monseigneur, n'est plus à plaindre que moi. J'ose vous dire que j'ai fait plus en Europe que je ne pouvais l'espérer, et que les désordres de l'armée m'ont perpétuellement coupé bras et jambes. Je ne perdrai cependant pas courage et je commencerai à dormir dès que je saurai l'armée du Roi en sûreté. »

A partir du Weser, les opérations n'offrent plus d'intérêt. L'arrière-garde de Clermont évacue Hameln, le 18 mars, après avoir détruit ou jeté dans le fleuve beaucoup de munitions et de farines. Le même jour, le prince Ferdinand, avec le gros de ses forces, quitte Minden pour continuer son offensive.

A signaler la correspondance du duc de Broglie avec le quartier général. Arrivé à Cassel, le 24 février, pour remplacer le prince de Soubise, mais laissé sans instructions, Broglie se voit obligé (2) de prendre l'initiative de mesures pour défendre la Hesse. Pendant les premiers jours de mars, les lettres se succèdent insignifiantes, mais vers le 12 de ce mois, un nouveau sujet de craintes s'empare des esprits timides de Clermont et de Crémille (3). On vient d'apprendre que le prince Henri de Prusse est entré à Göttingen et qu'il a fait publier des réquisitions dans le pays d'Eichsfeld; si ce mouvement se poursuit, les relations avec Broglie seront interceptées et ce dernier ne pourra plus gagner Paderborn, indiqué comme di-

(1) Bernis à Clermont, 22 mars 1758. Papiers de Clermont.
(2) Broglie à Clermont. Cassel, 2 mars 1758. Papiers de Clermont.
(3) Crémille à Duverney. Hameln, 12 mars 1758. Papiers de Clermont.

rection éventuelle. « Le point le plus essentiel de tous, Monsieur, lui mande Clermont (1), est celui de ne vous point laisser séparer de moi et de vous bien ménager les moyens et la sûreté de votre retraite sur Paderborn. » Broglie, moins ému, ne croit pas à la marche en avant du prince Henri, mais est forcé d'obtempérer à l'ordre formel du général en chef, tout en déclarant impossible d'opérer sa jonction à la date indiquée du 20 mars. En effet, il ne partit de Cassel que le 21 de ce mois, après avoir fait filer ses gros bagages sur Marburg, et s'être constitué un parc d'artillerie avec les ressources du Landgraviat. « Nous allons commencer, écrit-il à Lorges (2), une retraite de 50 lieues; il paraît qu'on nous destine pour l'arrière-garde. Nous aurons à combattre défaut de subsistances, chemins et ennemis; nous en trouverons le repos meilleur, si tant est que j'y sois jamais destiné. » Parvenu à Soest, après une course des plus pénibles, Broglie insiste sur la nécessité d'un séjour de deux jours pour reposer ses hommes, cuire son pain et transporter ses malades. Clermont, qui voit toujours le prince Ferdinand à ses trousses ou coupant ses communications, n'admet pas (3) de retard : « Je ne puis que vous exhorter à marcher avec le plus de célérité qu'il sera possible, parce que je ne puis rien changer à mes dispositions. » Il sera le 25 à Halteren, le 30 à Wesel. Broglie, à son tour, se plaint (4) du peu d'initiative qu'on lui laisse : « Jusqu'ici j'ai resté soutenu par les lettres pleines de bonté et de confiance dont V. A. S. m'honorait; à présent je ne puis aller qu'en tremblant, et m'attache à la lettre comme un caporal. » Il fallut cependant obéir, et abandonner aux hussards prussiens un magasin de 100.000 rations, 10 canons, des munitions, et

(1) Clermont à Broglie. Hameln, 12 mars 1758. Papiers de Clermont.
(2) Broglie à Lorges. Cassel, 19 mars 1758. Arch. de la Guerre, vol. 3473.
(3) Clermont à Broglie, 24 et 26 mars 1758. Arch. de la Guerre, vol. 3473.
(4) Broglie à Clermont, 26 mars 1758. Arch. de la Guerre, vol. 3473.

un hôpital de 500 malades, sacrifices qu'avec un peu moins de précipitation il eût été facile d'éviter. Broglie ramena, sans autre aventure, son corps à Dusseldorf, où il arriva dans les premiers jours d'avril.

Malgré l'assentiment général donné à la stratégie de Clermont, la cour de Versailles fut en désaccord avec lui sur deux points : Belleisle, préoccupé des bruits qui attribuaient à l'expédition préparée en Angleterre la destination de l'Ost Frise, aurait voulu maintenir à Embden une partie de la division qui y tenait garnison. A une date aussi tardive que le 3 avril, alors que l'armée avait déjà repassé le Rhin, Bernis écrivait (1) à propos d'Embden : « J'ai de fortes raisons de désirer que cette place reste entre les mains de l'Impératrice jusqu'à la fin de la guerre. » Clermont, avec raison, estimait inutile de laisser dans cette ville mal fortifiée des troupes qui eussent été infailliblement prises par l'ennemi. Le ministre dut accepter une décision qui devint bientôt un fait accompli. Les 4 bataillons et les 13 escadrons qui composaient le petit corps d'occupation, purent gagner le Rhin sans autre perte que celle d'une partie de leurs bagages embarqués sur l'Ems, qui fut enlevée par la flottille anglaise. Le second différend fut plus grave.

Pour des raisons de prudence excessive, le généralissime avait transmis, par l'intermédiaire de Broglie, au comte de Lorges, l'ordre d'évacuer le comté de Hanau et de se retirer derrière le Rhin. Aussitôt avisé (2), Belleisle, non sans force excuses, lança un contre-ordre (3) qui parvint en temps utile pour arrêter le mouvement. Dans l'espèce, Clermont s'était laissé tromper par une pointe des Prussiens du prince Henri dont il s'était exagéré l'importance et le danger. En effet, en se félicitant des instructions qu'il ve-

(1) Bernis à Clermont, 3 avril 1758. Papiers de Clermont.
(2) Clermont à Belleisle. Hameln, 16 mars 1758. Arch. de la Guerre, 3473.
(3) Belleisle à Lorges, 23 mars 1758. Arch. de la Guerre, 3473.

nait de recevoir de Versailles, Lorges rapportait (1) : « Il n'y avait pas d'ennemis à plus de 40 lieues à la ronde, et personne n'est entré à Cassel depuis le départ du duc de Broglie. » Cet incident, malgré la précaution du ministre (2) qui s'était abrité derrière l'opinion formelle du Roi, ne laissa pas de provoquer la mauvaise humeur de Clermont dont la susceptibilité n'était pas le moindre défaut. Il s'en expliqua avec la Pompadour (3) : « Il faut me laisser faire, Madame, et ne pas me prévenir par des idées de trop loin, ou du moins me les communiquer avant que de donner des ordres. » Il termine son billet par un de ces airs de bravoure dont il était coutumier : « Je crois, par les mouvements que je viens de faire et que je vais continuer, avoir mis le prince Ferdinand hors de portée de me gêner, et malgré cela n'avoir pas fait de marche trop précipitée ni trop timide. »

S'il est difficile de s'associer à l'éloge que le général français se décerne, il faut reconnaître qu'il avait complètement distancé son adversaire. La poursuite des Hanovriens fut en effet des plus lentes; ils souffraient tout autant que les Français du mauvais état des routes et des intempéries de la saison. « Les chemins sont si exécrables, écrit Boyd (4), que nos bagages n'ont pu nous rejoindre qu'hier et notre canon cet après-midi seulement... Nous sommes arrivés ici le 26 (5), et comme dans ce beau pays les routes sont détestables, nous sommes forcés de séjourner jusqu'à aujourd'hui (le 30) pour attendre notre

(1) Lorges à Belleisle. Hanau, 23 mars 1758. Arch. de le Guerre, 3473.

(2) Belleisle à Clermont. Particulière, 23 mars 1758. Papiers de Clermont.

(3) Clermont à M^me^ de Pompadour. Luinen, 27 mars 1758. Papiers de Clermont.

(4) Boyd à Holdernesse. Melle, 21 mars 1758. Military expeditions. Record Office.

(5) Boyd à Holdernesse. Vreckenhorst, 30 mars 1758. Military expeditions. Record Office.

canon et notre fourrage; demain nous irons à Tellicht et le lendemain à Munster. »

En résumé, dans cette campagne de six semaines, commencée sur les bords de l'Aller vers le 20 février, terminée le 31 mars par l'arrivée au Rhin, l'armée française n'avait éprouvé, par le feu ou le fer ennemis, que des pertes peu importantes. D'action disputée, à l'exception du combat de Hoya, il n'y en avait pas eu; la défaite ou la surprise de détachements isolés, la capitulation de Minden, avaient livré au vainqueur bon nombre de prisonniers, mais n'avaient été sanglantes pour aucun des belligérants. Par contre, les malades laissés dans les hôpitaux, les traînards ramassés par les coureurs ennemis ou massacrés par les paysans, atteignaient un chiffre considérable. La situation, relevée au 30 avril, ne donne pour l'infanterie, déduction faite de 16 à 18 bataillons qui n'avaient pas encore fourni leurs états, qu'un total de 5.957 morts aux hôpitaux et 1.179 ayant déserté pendant les dix mois de la campagne. En tenant compte des corps omis et de la cavalerie, on aurait, de ce chef, un déchet d'une dizaine de mille hommes. Mais ce total doit être inférieur à la vérité, car même en y ajoutant celui des prisonniers, tant valides que malades, qui, d'après Reden (1), se serait monté à 11.000, le déficit de l'an 1757 et des premiers mois de 1758 n'aurait été que de 21.000 hommes. Or, pour la seule retraite de l'Aller au Rhin, l'historien Renouard (2) évalue les pertes des Français à 478 officiers et environ 16.000 soldats. A en juger par la différence sensible entre les effectifs de 1757 et ceux de 1758, ce dernier calcul ne semble pas excessif.

En matériel, vivres, munitions, fourrages, équipages, les dégâts furent énormes. L'évacuation de Hameln fut in-

(1) Reden, vol. I, p. 144.
(2) Renouard, *Krieg in Hannover*. Cassel, 1863.

complète; il fallut détruire ce qu'on ne put emporter; à Lippstadt, on dut abandonner, faute de moyens de transport, 16 pièces de canon parmi lesquelles les trophées de la bataille d'Hastenbeck. « Il a été impossible, mande Clermont (1), d'enlever l'artillerie de Munster, ni même tous les effets du Roi; tous les chevaux de l'artillerie et des vivres sont crevés pendant la campagne... Comme le désordre de l'armée n'a pas d'exemple, les secours des voitures du pays n'ont pas été tels qu'ils auraient pu être; à mesure que ces voitures arrivaient, elles étaient enlevées et les chevaux étaient pillés dans les villages. »

A quel point étaient montés l'encombrement et la confusion, Gayot, l'intendant de l'armée, va nous le dire (2) : « Avant que d'arriver ici (Hameln), on m'avait mandé que les gros équipages de l'armée qui avaient été renvoyés traînaient à leur suite au moins 8.000 chevaux du pays; en arrivant ici, j'ai su qu'on n'avait pas exagéré, et gens de poids l'ont certifié en ma présence. Sur mes représentations il a été donné des ordres pour réprimer cet excès, et pour ramener au parc de cette ville tout ce qui se trouverait outrepasser le nombre de voitures que l'on ne peut pas refuser aux troupes; dans toute la journée d'hier cet ordre n'a fait rentrer que 16 chevaux de trait qui m'ont été ramenés par un sergent du régiment de Talaru. Je vous laisse à penser, Monsieur, s'il est bien facile de pourvoir au service avec de tels résultats. » L'accaparement des chevaux pour les besoins particuliers n'était pas le seul inconvénient de cet état de choses; il fallait nourrir ces animaux; aussi la correspondance de l'armée fourmille-t-elle de plaintes sur le détournement ou le gaspillage des fourrages destinés à la cavalerie et au train.

(1) Clermont à Belleisle. Wesel, 30 mars 1758. Archives de la Guerre, vol. 3473.

(2) Gayot à Duverney. Hameln, 7 mars 1758. Correspondance de Gayot. Papiers de Clermont.

Parfois, c'étaient des fonctionnaires des services auxiliaires qui faussaient leurs écritures et inscrivaient sur leurs livres des stocks imaginaires. De ce genre de fraude, la correspondance de Clermont fournit un exemple typique : « Le 5 mars, écrit-il (1), le lendemain de mon arrivée à Hameln, on me rendit compte qu'après la distribution faite aux troupes il se trouvait un vide de plus de 16.000 rations (de fourrages); j'ordonnai qu'on arrêtât le garde-magasin nommé de Baine; je fis mettre le scellé chez lui, j'envoyai se saisir de ses registres de recette et de dépense. Présumant que le sieur de Baine avait vendu le fourrage qui se trouvait de moins, je le fis interroger, et il résulta de son interrogatoire qu'il avait porté sur son état 29.460 rations au lieu de 9.465 effectives qu'il avait reçues. Ce fait avéré et constaté, je le condamnai à être mis au carcan tous les jeudis et dimanches jusqu'à nouvel ordre, avec l'écriteau :

« Voleur qui a fait manquer l'armée. »

Le soir du premier jour de l'exécution de cette sentence, Baine demanda à être entendu en déposition; dans cette nouvelle instruction, il accusa le sieur Millin de Grandmaison, son régisseur, de l'avoir induit à fournir l'état faux sur la vue duquel il avait été puni, et ajouta que ce n'était pas la première fois que son chef avait engagé ses gardes-magasins à forcer leur recette. Clermont donna ordre d'arrêter Millin, mais ce dernier, averti en temps utile, réussit à s'échapper.

Et cependant, à défaut de l'éternel abus des équipages et des friponneries des employés, les difficultés seules du transport eussent entraîné de lourds sacrifices. A la veille de son départ d'Hameln, Clermont décrivait à la cour

(1) Clermont à Belleisle. Hameln, 16 mars 1758. Archives de la Guerre, vol. 3473.

ses embarras (1) : « La disette de chevaux dont il est mort la plus grande partie dans les boues, depuis Hanovre jusqu'en deçà du Weser, les paysans désertés et abandonnant leurs chevaux mourant de faim, la quantité de convois qui ont été nécessaires pour soutenir ma position sur le Weser, les chevaux d'artillerie écrasés et en très petit nombre, ont fait que je n'ai pu retirer mon canon que très lentement. La prompte reddition de Minden qui me force à partir quelques jours plus tôt que je ne comptais ne me laisse pas non plus la liberté d'emmener tous les effets d'artillerie. J'ai déblayé autant que j'ai pu les bouches à feu, les caissons de cartouches et les effets les plus précieux et les plus nécessaires, mais malgré cela il restera encore bien des choses que je fais détruire. »

Vers la fin de la campagne, la marche prit les allures d'une véritable débâcle. Cressener, l'agent anglais accrédité auprès de l'Électeur de Cologne, qui avait organisé un service d'espionnage au profit de son gouvernement, répète (2) avec complaisance les propos des officiers français rentrant de Westphalie : « La détresse et la misère de leur armée dépasse toute expression ; les routes sont couvertes de canons, de chariots embourbés, de voitures renversées, de fourrages jetés, de sacs, de fusils, de sabres, de bois de tentes ; on ne voit que des malades, des soldats qui ont perdu leur régiment. Voilà les rapports qu'ils font au commandant de la place et au commissaire de guerre, et que me confirment des commerçants arrivés tout récemment de Munster..... Cette retraite ressemble à la fuite après la bataille de Rossbach. »

Nous trouvons la même impression chez les officiers que la reprise des hostilités avait ramenés au théâtre de

(1) Clermont à Belleisle. Hameln, 14 mars 1758. Archives de la Guerre, vol. 3473.

(2) Cressener à Holdernesse. Cologne, 27 mars 1758. Cressener's correspondance. Record Office.

la guerre. Dès la réception des premiers avis de Hanovre, Belleisle avait obtenu du Roi l'ordre de renvoi des généraux et colonels en permission à la cour. « Il est en vérité ridicule, écrivait-il (1), que tous ces messieurs soient ici ou à Paris comme si nous étions en pleine paix. » L'un des rappelés, le comte de Guerchy (2), fait un triste tableau de la situation : « Je ne puis vous dépeindre, Monseigneur, l'état pitoyable de notre pauvre infanterie. Indépendamment de la quantité prodigieuse de malades que nous avons laissés dans différents endroits, et qu'il y aurait de la cruauté à mener plus loin, ce que nous conduisons est sans guêtres, sans souliers, et enfin sans aucune sorte de réparation qui puisse leur faire supporter les rigueurs de cette marche, qui a plutôt l'air d'une déroute que d'une retraite. Nous sommes bien heureux de n'avoir pas de troupes légères à la suite de nos divisions, car si nous en étions harcelés nous perdrions journellement beaucoup de monde et d'équipages ; mais il n'y a paru exactement personne et je crois que nous pouvons être assurés à présent qu'il en sera de même jusqu'au moment où toutes nos troupes passeront le Rhin. »

Gisors, qui avait été retenu quelque temps à Versailles pour servir de secrétaire à son père, rejoignit son régiment près de Bielefeldt. Tout d'abord, il se montre très affecté du mauvais ton qui régnait parmi les officiers et qu'il attribue à l'insuffisance de la solde et à l'élément roturier admis à l'épaulette (3) : « Je vous en conjure à genoux, doublez nos compagnies... cette opération et celle d'assujettir désormais à des preuves de noblesse pour entrer dans les corps, doivent être la base du renouvellement de notre esprit. Quand il n'y aura plus que de la noblesse,

(1) Belleisle à Clermont, 2 mars 1758. Archives de la Guerre, vol. 3473.
(2) Guerchy à Belleisle. Recklinghausen, 28 mars 1758. Archives de la Guerre, vol. 3473.
(3) Gisors à Belleisle, 21 mars 1758. Archives de la Guerre, vol. 3473.

on n'entendra plus dire : « J'espère que ceux qui se sont « absentés l'hiver ont fait le coup fin, que si les ennemis « venaient, il est sûr que nous nous enferrerions tous », et cent autres propos qui font dresser les cheveux. » Ce langage, si blâmable qu'il fût, s'expliquait du reste, et il est permis de douter que le remède suggéré y eût mis fin. Quelques jours après, le jeune brigadier ne peut s'empêcher d'être impressionné par le nombre de malades que son régiment traîne à sa suite (1) : « En voyant cette misère je commence à prendre le ton de l'armée qui aspire à repasser le Rhin. » Cependant, il fait tous ses efforts pour maintenir, jusqu'au bout, le moral et le prestige des soldats de Champagne (2) : « D'après tout ce qu'on m'a dit de l'état de plusieurs régiments de la grande armée, je crois que le spectacle de ceux du corps de M. de Villemeur étonnera. Je me suis concerté avec les chefs des autres régiments pour que nous arrivions à Wesel tenus, ajustés et en ordre comme au milieu de la paix. Bentheim et Lowendahl surtout sont admirables. Alsace et Courten pareillement sont en bon état, et le tort de notre corps est de ne pas concevoir pourquoi on se retire. Caraman qui nous a joints a le brillant d'un régiment qui entre en campagne. Les volontaires royaux sont tels que vous les connaissez, et ayant toujours fait l'arrière-garde de la colonne, je puis vous certifier sur mon honneur que nous n'avons pas laissé un traîneur ni fait du désordre pour 5 sols. »

L'éloge que revendique le colonel de Champagne pour la conduite de ses hommes était peut-être justifié ; mais s'il faut ajouter foi aux nombreuses correspondances que nous avons citées, on ne saurait l'appliquer à toute l'armée. Néanmoins, nous sommes porté à croire que les méfaits

(1) Gisors à Belleisle, 24 mars 1758. Archives de la Guerre, vol. 3473.

(2) Gisors à Belleisle. Scherenbeck, 29 mars 1758. Archives de la Guerre vol. 3473. Lettre citée partiellement par C. Rousset, p. 414.

des troupiers ne furent pas aussi étendus qu'on le prétendit en pays étranger. Un témoin non suspect, le général Yorke, ne peut s'empêcher de le constater. Au retour de sa mission auprès du roi de Prusse, il parcourut, pour regagner La Haye, tout le théâtre de la dernière campagne. « Je raconterai à V. S. en confidence, écrit-il à son père (1), une autre anecdote, c'est que le pays de Hanovre n'a pas été si maltraité par les Français. Vous pouvez vous fier à moi, car j'en ai traversé une grande partie, et je ne me serais pas douté, si je ne l'avais pas su, que la guerre avait passé par là. On a beaucoup crié pour émouvoir les esprits. »

Sans doute, l'envahisseur avait exigé des contrées occupées des contributions importantes ; il avait prélevé des farines, de l'avoine, des fourrages; il avait réquisitionné force voitures et chevaux; il avait enlevé du bétail; il avait encaissé des sommes considérables. A ces fournitures régulières, il faut ajouter l'argent extorqué par Richelieu et son état-major. Sans doute, sur les routes suivies par les colonnes françaises il y avait eu de la maraude et du pillage; mais en dehors de ces délits exceptionnels, les rapports des populations avec les officiers et les soldats de l'armée ne paraissent pas avoir été mauvais. Plusieurs officiers généraux reçurent les félicitations et les remerciements des autorités locales. Le commissaire anglais Boyd (2) le reconnaît : « M. de Richelieu, M. Maillebois qu'on appelle le vendeur de fumier, et M. Dumesnil ne sont pas en odeur de sainteté dans ce pays; mais le duc de Randan et M. d'Armentières, surtout le premier, ont laissé la réputation de très nobles caractères. » « Les Français nous quittèrent hier, écrit-on de Hanovre (3), avec

(1) Yorke à Hardwicke, 8 août 1758. Hardwicke Papers, British Museum.
(2) Boyd à Newcastle. Hella, 12 mars 1758. Military expeditions. Record Office.
(3) Lettre de Hanovre, 1er mars 1758. Record Office.

tout l'ordre et le ménagement qu'on peut attendre d'un ennemi.» A Brunswick, M. de Valfons, aide-major général du corps de Villemeur (1), profita de ses bonnes relations avec les fonctionnaires du duché pour faciliter l'évacuation et pour assurer le sort des blessés et malades qu'on laissa en arrière. Il refusa un cadeau de 2.000 ducats que lui offraient les États de Lunebourg, et reçut par contre un certificat des plus élogieux attestant sa conduite honorable et ses excellents procédés à l'égard du conseil de régence.

Enfin, le 31 mars, le gros de l'armée française atteignit le Rhin ; les dernières étapes avaient été aussi précipitées que le départ de Hameln. Cependant on avait distancé l'ennemi par la rapidité des marches ; on paraissait se ressaisir : « Je commence à m'apercevoir, écrit Clermont, qu'il y a du mieux dans la discipline, mais comme le mal est extrême, il faut du temps. » Le nouveau conseiller du général en chef, M. le comte de Mortaigne, s'y employait de son mieux. Avant d'avoir rejoint le quartier général, sous l'impression du spectacle qu'il avait sous les yeux, il parle à Belleisle (2) de la nécessité de sévir contre le luxe de la vaisselle et de la table des officiers généraux, de l'utilité de faire camper les maréchaux de camp et même les lieutenants-généraux avec leurs divisions. Quelques jours après (3), c'est la répression d'autres désordres qu'il sollicite du ministre : « Il est une espèce de gens qu'il est indispensable d'exclure de l'armée : ce sont les cafetiers qui s'y sont multipliés sans nombre, ce qui ruine l'officier, non-seulement par la dépense, mais aussi par le jeu. La mode du café et des liqueurs est venue à un point qu'on en porte aux gardes. C'est aussi le refuge des filles de mauvaise vie, ce

(1) *Souvenirs du marquis de Valfons*. Paris, 1860.

(2) Mortaigne à Belleisle, 12 mars 1758. Papiers de Clermont. Lettre citée par Camille Rousset.

(3) Mortaigne à Belleisle, 16 mars 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXVI.

qui doit être banni des armées. » Mortaigne fut probablement l'inspirateur d'une excellente mesure dont son chef s'appropria l'initiative, la répartition des régiments en brigades et divisions permanentes : « Les officiers généraux (1) connaîtront les troupes avec lesquelles ils devront combattre, et les troupes connaîtront ceux qui devront les commander. » A cette époque, le généralissime et son mentor étaient encore dans leur lune de miel. Clermont qui, au besoin, savait très bien dissimuler ses sentiments secrets, avait fait bon accueil à l'ami du ministre de la guerre, et celui-ci semblait au mieux avec son supérieur. « Il me paraît, rapportait Gisors (2), on ne peut plus content du prince qui commence à mettre en lui son entière confiance. »

Une fois établie derrière le Rhin, l'armée jouirait-elle du repos après lequel tout le monde aspirait et qui devenait de plus en plus indispensable? Les fatigues de la route, les intempéries de la saison, le délabrement des effets et de la chaussure, avaient singulièrement augmenté le nombre des indisponibles. « Il nous est tombé, relate Gisors (3), encore une grande quantité de malades; tous nos soldats toussent et n'en peuvent absolument plus. » Dans une situation de l'infanterie en date du 30 avril, les 95 bataillons qui avaient fourni leurs états comptaient, non compris les officiers, environ 37.000 hommes présents, un peu plus de 10.000 dans les hôpitaux, 4.300 miliciens incorporés et 3.600 recrues en route pour rejoindre. La cavalerie, à la même date, pouvait mettre en ligne 11.000 sabres Malgré la forte proportion des non-valeurs, c'était encore un total imposant à opposer aux 47.000 sol-

(1) Clermont à Belleisle. Wesel, 5 avril 1758. Archives de la Guerre, vol. 3473.

(2) Gisors à Belleisle, sous Wesel, 1er avril 1758. Archives de la Guerre, vol. 3473.

(3) Gisors à Belleisle, sous Wesel, 2 avril 1758. Archives de la guerre, vol. 3473.

dats que Clermont attribuait (1) au prince Ferdinand.

A peine les Français commençaient-ils à prendre ces quartiers d'hiver tant souhaités, et leur chef à se remettre des émotions de sa campagne désastreuse, que des ordres de la cour vinrent troubler leur quiétude. A Versailles, on crut le moment propice pour exécuter les engagements contractés avec l'Impératrice : Clermont reçut successivement l'ordre de diriger sur le Haut-Rhin les régiments destinés au corps de Soubise, l'avis du rappel des 6 bataillons autrichiens adjoints à son armée, enfin l'invitation de détacher pour la Bohême, en plus des régiments déjà désignés, six bataillons suisses. Ces diminutions devaient, d'après les instructions du ministère, coïncider avec le départ de 15 bataillons des plus éprouvés, renvoyés en France pour se rétablir; elles seraient compensées par l'incorporation de milices et de recrues, et par l'arrivée ultérieure (2) de 6.000 Wurtembourgeois en voie d'organisation sous les yeux de leur prince, et de 10.000 Saxons, en grande partie déserteurs prussiens, qu'on n'osait employer contre le roi Frédéric, et qui étaient en marche vers le Rhin. L'échange proposé met Clermont hors des gonds (3) : « Cette formation d'armée ne convient ni à la gloire du Roi, ni à moi. Je sais ce que c'est que des armées combinées; je ne veux pas faire le second tour de M. de Soubise. Le Roi m'a mis à la tête d'une armée française si peu mêlée que ce n'est pas la peine d'en parler; mes arrangements sont faits; en conséquence je ne puis défaire le soir ce que j'ai fait le matin, et ne dois travailler qu'avec des matériaux solides..... J'aime mieux des bataillons français à 300 hommes que ceux qu'on me propose à 1.000. »

(1) Évaluation de Clermont qui supposait au complet les 46 bataillons et 46 escadrons de son adversaire. Ce dernier n'avait en réalité que 25.000 ou 28.000 disponibles.

(2) Crémille à Clermont, 3 avril 1758. Papiers de Clermont.

(3) Clermont à Crémille. Wesel, 7 avril 1758. Papiers de Clermont.

Il faut avouer que les emprunts répétés qu'on voulait prélever sur ses effectifs réduits n'étaient pas faits pour consolider le moral encore chancelant du prince. Aussi celui-ci souligne-t-il sa plainte de la perspective d'un nouveau mouvement rétrograde (1) : « Comment se peut-il que vous qui êtes homme de guerre, vous n'ayez pas arrêté l'idée que l'on a eue de m'enlever les troupes que l'on me demande, sachant que le prince Ferdinand est en force devant moi de plus de 50.000 hommes, que pas une des places que je tiens à la rive droite du Rhin, et par conséquent du côté de l'ennemi, n'est à l'abri d'un coup de main, et que Wesel, qui est la moins mauvaise, n'est peut-être pas une affaire de six jours à prendre? Peut-on imaginer que le prince Ferdinand, qui a des troupes bien complètes et bien rétablies, restera les bras croisés et attendra pour agir deux mois, et peut-être trois, que les milices et les recrues que vous m'envoyez soient arrivées? Nous sommes forcés de nous mettre en quartier d'hiver dans le temps que l'on devrait entrer en campagne ; mais le prince Ferdinand ne l'est pas... Les troupes n'ayant d'ailleurs ni tentes, ni marmites, ni souliers, ni guêtres, ni habits, ni chapeaux, ni armes en état, et par conséquent je serai percé dans quelque point de ma ligne qui est fort étendue, et obligé peut-être malgré toutes les précautions que je prends de m'en revenir sur le Roer, de là sur la Moselle, et de là où il plaira à l'ennemi de me chasser de la manière (au moins désagréable) dont je suis revenu derrière le Weser et ensuite derrière le Rhin. » Le général termine en offrant sa démission. Le lendemain, il pose la question (2) si, en cas de retraite, il doit laisser les garnisons dans les places de Wesel, Dusseldorf et Gueldres.

(1) Clermont à Belleisle. Wesel, 12 avril 1758. Archives de la Guerre, vol. 3474.

(2) Clermont à Belleisle. Wesel, 13 avril 1758. Archives de la Guerre, vol. 3474.

Mortaigne tient à peu près le même langage (1) : « Je ne vois pas noir mal à propos, mais je vois ce que je vois... Si l'ennemi nous force, nous ne serons pas plus tranquilles derrière la Meuse que derrière le Rhin; il n'y a pas plus de moyens de nous y recevoir et par conséquent de nous y maintenir. Que deviendrons-nous donc? Des fourrages, Monseigneur, des fourrages! et le militaire fera son devoir. »

Dans sa réponse, Belleisle (2) s'attache surtout à rassurer son correspondant. L'armée du prince Ferdinand, décimée par les maladies et la désertion, n'est pas en état de prendre l'offensive; les Français n'ont en face d'eux que des Hanovriens dont « on connaît le peu de valeur », et tout au plus les 2 ou 3.000 Prussiens du prince de Holstein; il n'y a pas en Allemagne un seul Anglais. « Il n'est pas vraisemblable ni raisonnablement possible de passer le Rhin devant un ennemi, et de laisser une place telle que Wesel derrière soi à la rive droite. Imagineriez-vous, Monseigneur, de le faire, si vous étiez à la place du prince Ferdinand?... Je reviens donc à votre position que vous trouviez avec raison très bonne par vos lettres du 5, du 7 et du 9, et qui n'est devenue, à ce que V. A. S. croit à présent, insoutenable qu'à cause du départ des Autrichiens et de la demande des 6 bataillons suisses. » Sur ce dernier point, il aura satisfaction; les bataillons resteront à l'armée jusqu'à l'arrivée des renforts promis.

On peut se figurer l'émoi que produisit l'appréhension d'une nouvelle reculade. Le Roi, M[me] de Pompadour, l'abbé de Bernis, protestèrent chacun à sa façon contre la terrible éventualité : « Mon armée, écrit Louis XV (3), s'est retirée aussi loin qu'il le fallait pour sa sûreté.... mais je ne consentirai pas qu'elle abandonnât la défense du Rhin

(1) Mortaigne à Belleisle. Wesel, 11 avril 1758. Papiers de Clermont.
(2) Belleisle à Clermont, 15 avril 1758. Archives de la Guerre, vol. 3474.
(3) Louis XV à Clermont, 16 avril 1758. Papiers de Clermont.

sans y être absolument forcée. Il serait trop honteux d'abandonner Dusseldorf et Wesel et je veux que vous les défendiez ; l'honneur est préférable à tout, et je ne sépare pas le vôtre du mien ni de celui de toute la nation. » Chez la marquise, la plaidoirie est passionnée comme il convient à la partisane zélée de l'alliance autrichienne (1) : « Vous êtes persuadé, Monseigneur, du violent chagrin que les événements malheureux m'ont causé; celui que j'éprouve aujourd'hui..... l'est encore plus s'il est possible. Je vois que les troupes qui vous ont été demandées pour l'Impératrice vous déterminent à une seconde retraite mille fois plus humiliante et plus dangereuse à tous égards que celle que vous venez de faire. Nos alliés accablés, la Hollande maîtresse de se déclarer sans courir de risques, sont les moindres des inconvénients qui en doivent résulter. D'un autre côté si nous n'envoyons pas à l'Impératrice les secours promis, Elle est en très grand danger d'être détrônée. Nous resterons donc seuls, ayant abandonné et laissé périr nos amis (et où trouverons-nous jamais des puissances assez dupes pour vouloir en être?), déshonorés, perdus dans l'Europe entière, avec le roi de Prusse et l'Angleterre et peut-être bien d'autres acharnés à notre destruction. Voilà, Monseigneur, le tableau très exact de notre situation; elle est trop violente pour me laisser la force de vous parler d'autre chose que de mon inviolable attachement. » Bernis (2), comme de raison, entame le chapitre des conséquences politiques : « Si nous reculons encore il ne faut plus compter sur nos alliés qui, ne nous voyant tenir ferme nulle part, nous accusent déjà assez haut de trahison et de lâcheté.... Nous avons manqué dix fois de parole à l'Impératrice sur le secours de 24.000 hommes stipulé par un traité solennel

(1) Mme de Pompadour à Clermont, 16 avril 1758. Papiers de Clermont.
(2) Bernis à Clermont, 15 avril 1758. Papiers de Clermont.

et annoncé par la lettre de la propre main du Roi. Est-il possible qu'on lui refuse le secours, quand Elle est à la veille d'être détrônée et que nos forces sont hors d'état d'agir? »

Pour dire la vérité, Clermont, dont le caractère irrésolu et vaniteux se révèle à chaque page de sa correspondance, avait cédé à un sentiment de mauvaise humeur en parlant d'une retraite qui, dans son esprit, ne se présentait encore qu'à titre de possibilité. Aussi fut-il très affecté de l'impression créée à Versailles, et protesta-t-il énergiquement contre l'interprétation donnée à sa pensée. Au Roi (1), il affirme, dans une lettre personnelle, que jamais son intention n'avait été de reculer au delà du Rhin. Dans un billet intime à Bernis (2), il se plaint fort qu'on lui eût prêté une pareille conception. « L'on n'a pas pris ce que j'ai mandé dans le sens qu'on devait le prendre. On m'a vu tout à coup derrière la Moselle et peut-être à Vaugirard. Je devais espérer qu'on me connaissait mieux que cela. »

De son côté, Mortaigne, que Belleisle voulait rendre responsable des défaillances de son chef, se justifie (3) en termes indignés : « Je ne crois pas qu'il (le comte de Clermont) ait trouvé en moi une façon de penser timide; ce mot m'est sensible et je vois que je n'ai pas été entendu. » Dans une lettre postérieure (4) de quelques jours, il défend l'attitude du prince : « M. le Comte de Clermont n'a pas besoin, à ce qu'il me paraît jusqu'à présent, qu'on lui donne de l'audace et je ne lui inspirerai pas de la timidité; il n'a jamais été question d'abandonner les bords du Rhin que pour un motif forcé de manque de subsistances...

(1) Clermont au Roi. Wesel, 20 avril 1758. Papiers de Clermont.

(2) Clermont à Bernis. Wesel, 21 avril 1758. Papiers de Clermont.

(3) Mortaigne à Belleisle. Wesel, 18 avril 1758. Archives de la Guerre, vol. 3474.

(4) Mortaigne à Belleisle. Wesel, 21 avril 1758. Archives de la Guerre, vol. 3474.

M. le Comte de Clermont n'est pas mou, mais il est sensible. » Mortaigne continue en insistant sur les besoins de l'armée et sur la nécessité de les satisfaire le plus promptement possible : « Il nous faut sans retard nos milices et nos recrues. Il faut amender et réparer ; ce n'est pas le moment de mettre les points sur les i ; les combinaisons de bureau sont bonnes en pleine paix ou à l'entrée de l'hiver, mais l'alouette chante, il faut courir aux armes ; moins de formalités et plus de célérité. » Puis il expose des considérations excellentes sur les mesures utiles pour rétablir et compléter les cadres : « C'est à l'armée qu'il faut mettre l'ordre, et il y sera ; mais que ce qui doit y être discipliné y arrive. Il y a actuellement à Strasbourg, à Landau et à Metz une quantité de recrues et d'officiers qui y gémissent ; le soldat ne se discipline pas, ne prend pas l'esprit de corps, n'est point équipé ; l'officier n'est point à sa troupe, se ruine au cabaret et à nourrir ses chevaux, et tout cela rejoindra quand il faudra songer à se mettre sous la toile. L'article des fourrages est essentiel ; il en coûtera certainement au Roi. C'est une armée au cabaret ; il faut en sortir le plus tôt qu'on pourra et par conséquent travailler avec célérité aux moyens ; tous les moments sont précieux à tous égards. » Suit une critique de l'intendant Gayot qui fut, comme on le verra plus loin, le point de départ d'un incident sérieux : « Notre intendant est, à ce qu'on assure, honnête homme ; je le crois homme d'esprit idem, mais il est trop lent dans ses opérations et trop boutonné ; c'est un malheur, mais tout le monde s'en plaint ; c'est une partie essentielle, voilà tout dit ; je n'ai assurément rien contre lui, mais j'aime mieux le Roi. »

Cependant, malgré les lamentations du quartier général, l'influence bienfaisante de la nouvelle direction du département de la Guerre commençait à se faire sentir. La question des fourrages avait été résolue par le versement d'un million arraché au contrôleur général et à un marché

passé avec les Juifs (1) « qui ont aussi bonne réputation que Juifs peuvent avoir ». D'autre part, les avis de Paris indiquaient que Belleisle s'occupait des besoins de l'armée avec une activité et une suite dont les bureaux avaient perdu l'habitude depuis la disgrâce d'Argenson. En plus des 18 bataillons de milice qui étaient déjà sur le Rhin, on annonçait un nouveau renfort de 50 compagnies de la même arme. De cette réserve on tirerait ainsi pour l'infanterie un contingent d'environ 12.000 hommes, qui, ajouté aux recrues, devait porter l'effectif des bataillons à 680 hommes; la cavalerie, qui avait moins souffert, serait également complétée. Le ministre de la Guerre, se basant sur des calculs un peu optimistes, promettait à Clermont une armée de 60.000 fantassins et 20.000 cavaliers, sans compter les Wurtembourgeois et les Saxons contre l'envoi desquels il avait protesté avec tant d'aigreur. Dans un billet autographe (2) d'une écriture presque indéchiffrable, le vieux maréchal avait tenu à encourager le généralissime : « Tout consiste à passer mai et juin au repos; après quoi V. A. S. aura une armée qui lui donnera autant de satisfaction qu'Elle a essuyé jusqu'à présent de peine et de désagrément. »

L'ennemi accorderait-il les deux mois, du 15 avril au 15 juin, nécessaires pour mener à bonne fin la réparation des régiments et l'incorporation des recrues? Cela était douteux, mais pour le moment le prince Ferdinand, absorbé dans la même besogne, ne donnait pas signe de vie; aussi se rassura-t-on au quartier général de Wesel et par contre-coup à Paris. « Votre lettre du 18, Monseigneur, ranime un peu nos espérances, écrit M^me^ de Pompadour (3); il est sûr que vos deux derniers courriers les

(1) Clermont à Belleisle. Wesel, 18 avril 1758. Archives de la Guerre, vol. 3474.

(2) Belleisle à Clermont, 17 avril 1758. Papiers de Clermont.

(3) M^me^ de Pompadour à Clermont, 21 avril 1758. Papiers de Clermont.

avaient éteintes tout à fait et que nous étions ici dans la douleur la plus amère. » Gisors, qui avait repris les fonctions de secrétaire de son père, s'exprime de même (1) : « Le courrier d'aujourd'hui a ranimé la cour, mon cher Mortaigne... Après avoir remis à M^me de Pompadour les lettres du prince, pour qu'elle les fît passer au Roi à qui mon père n'a pu les porter, à cause du rhume qui le retient au lit, je lui ai montré votre lettre à mon père et même celle que vous m'avez écrite ; l'une et l'autre l'ont enchantée. Vous pouvez croire que j'ai profité de l'occasion pour lui dire tout ce que j'ai été élevé à penser de vous. » La présence de Montazet au quartier général contribua aussi à remonter le moral de Clermont et de son état-major. Cet officier, après la campagne désastreuse de Silésie pendant laquelle il avait été attaché au prince Charles de Lorraine, était revenu passer quelque temps à Paris. A la réception des mauvaises nouvelles du Rhin, la cour estima que sa connaissance approfondie des affaires de l'Impératrice autoriserait des conseils que son intimité avec le prince rendrait acceptables. Il y a tout lieu de croire que Montazet, avec son tact habituel, fit comprendre, et la nécessité de tenir sur le Rhin, et la disgrâce infaillible dont serait victime le général qui ne s'inclinerait pas devant cette obligation. Au contact du messager de Versailles, Clermont retrouva (2) sa belle confiance d'antan : « Le comte de Montazet part demain... Je lui ai parlé avec cette franchise dont je fais profession et je vous assure que je n'ai pas cherché à me faire valoir ; je l'aurais pourtant pu, sans être trop claque-dent. » Le rapport de Montazet fut favorable et Belleisle s'empressa de communiquer (3) cette bonne impression à Clermont.

Grâce à la vigoureuse impulsion donnée par l'infati-

(1) Gisors à Mortaigne, 26 avril 1758. Papiers de Clermont.
(2) Clermont à Belleisle. Wesel, 26 avril 1758. Papiers de Clermont.
(3) Belleisle à Clermont, 7 mai 1758. Papiers de Clermont.

gable ministre, les effets d'équipement indispensables pour le rétablissement des corps commençaient à parvenir à destination, non sans quelque confusion il est vrai : « Les désordres dans toutes les parties ont été si grands, mandait Mortaigne (1), que quand un régiment reçoit son drap il n'a pas de doublures, et ainsi de suite. » Il y avait aussi des déceptions au sujet des recrues (2); parmi celles de Metz, beaucoup avaient à peine 5 pieds; 7 à 800 avaient été retenues comme impropres au service; parmi elles, « il n'y avait peut-être pas un seul garçon qui fût capable de porter son fusil, ni de faire deux marches de suite; ce sont presque tous des enfants au-dessous de seize ans, incapables de soutenir la moindre fatigue, et qui seraient tout aussi peu propres à servir de domestiques que de soldats ».

Néanmoins, dans l'ensemble, il y avait amélioration, et les chefs français n'étaient pas les seuls à la signaler. Cressener, l'agent anglais en résidence à Cologne, observateur malveillant mais scrupuleux (3), en fait la constatation : « Il est impossible de rendre compte à Votre Seigneurie du changement que j'ai marqué dans les troupes françaises depuis ces derniers dix jours; elles se ressaisissent, elles reprennent courage; elles commencent à recevoir beaucoup de recrues et elles paraissent tout à fait résolues à reprendre le Rhin. »

Vers cette époque, se produisit un incident qui nous éclairera sur le rôle prépondérant de certains personnages à la cour. Depuis longtemps Clermont, enclin, comme on l'a vu, à rejeter sur ses subalternes le blâme d'erreurs et de défaillances qui n'étaient pas de leur fait, influencé peut-être par Mortaigne, était mécontent de Gayot, l'intendant de l'armée. Un événement de peu d'importance

(1) Mortaigne à Belleisle. Wesel, 27 avril 1758. Papiers de Clermont.

(2) Crémille à Clermont, 16 mai 1758. Papiers de Clermont.

(3) Cressener à Holdernesse. Cologne, 28 avril 1758. Cressener's correspondance. Record Office.

fit éclater l'orage. Le général en chef qui, à en juger par les dates de sa correspondance, ne paraît pas avoir quitté pendant les mois d'avril et de mai son quartier général de Wesel, s'avisa de visiter l'hôpital de cette ville; il y goûta le bouillon, reconnut qu'il ne contenait guère que de l'eau et du sel, fit mettre le contrôleur en prison, et aussitôt rentré chez lui, appela l'intendant et lui infligea une verte semonce à laquelle ce dernier répondit en priant d'être relevé de ses fonctions. Dans l'espèce, Gayot, qui avoua n'avoir pas inspecté les hôpitaux depuis son arrivée à Wesel, n'était qu'indirectement responsable d'une administration qui relevait d'une compagnie indépendante; aussi Clermont, en relatant ce qui s'était passé, s'appuie-t-il plutôt sur l'ensemble de la conduite de son subordonné que sur un fait isolé. « L'intendant de cette armée, écrit-il à M^me de Pompadour (1), demande sa retraite, et il fait très bien pour le service du Roi et pour lui. C'est un très honnête homme, mais flegmatique, lent, ne finissant rien, sans ressources ni activité pour en chercher. Il accepte ce qui se présente, et souvent ce qui se présente n'est pas le mieux pour les finances du Roi. »

Cette démission était d'autant plus mal venue qu'elle contrecarrait les projets de la coterie gouvernementale. Par suite de l'imperfection des rouages financiers de l'époque, le roulement de la trésorerie se trouvait concentré entre les mains du banquier Paris Montmartel, à l'entremise duquel il fallait s'adresser pour les paiements à faire à l'extérieur. Sans lui, pas de crédits, pas de fonds, pour les achats de grains et de fourrages indispensables aux besoins des troupes. Envoyer auprès de Clermont son frère le fameux Paris Duverney, ne serait-ce pas mettre à la disposition du général une expérience et des talents que

(1) Clermont à M^me de Pompadour. Wesel, 1^er mai. Papiers de Clermont. Voir pour les détails de l'incident, Camille Rousset, *Comte de Gisors*.

personne ne contestait, et procurer à l'armée du Rhin l'argent que l'affection et l'intimité fraternelles sauraient faire sortir de la caisse de Montmartel? Dans un courrier qui se croisa avec l'avis de la retraite de Gayot, Mme de Pompadour et Bernis confient à Clermont l'idée de la mission de Duverney. « Le grand point à présent, écrit l'abbé (1), est que la finance fournisse ce qui est nécessaire pour l'approvisionnement et les réparations de l'armée... Il y a longtemps que j'ai pensé que, si Duverney avait assez de force pour se charger sous vos ordres de cette partie, ce serait un grand coup... Je suis presque en état d'assurer V. A. que si Elle veut bien montrer directement à Duverney qu'Elle désire de l'avoir avec Elle, il volera à vos ordres. »

Comment concilier le voyage du munitionnaire avec la disgrâce de l'intendant, son protégé? Belleisle prend sur lui de chapitrer Clermont (2) : « Vous connaissez, Monseigneur,... jusqu'où le Roi pousse lui-même la condescendance et la confiance dans Duverney et son frère; le besoin qu'on en a, et qu'on a laissé pousser trop loin, met pour ainsi dire le Roi et par conséquent son ministère dans l'impossibilité de pouvoir en user autrement... M. Gayot est la créature et l'ami intime des deux frères; Duverney n'a été occupé dès le commencement de la guerre qu'à faire M. Gayot intendant de l'armée, et je doute qu'on puisse parvenir à faire entendre raison là-dessus. L'abbé de Bernis a été exprès hier à Paris... Il me paraît persuadé de la difficulté presque insurmontable de pouvoir obtenir que Duverney abandonne jamais M. Gayot. » Dans une lettre à Mortaigne, commencée par le maréchal et terminée par lui-même, Gisors insiste (3) sur l'avantage d'une entente avec les deux frères Paris : « Montmartel ne donne

(1) Bernis à Clermont, 1er mai 1758. Papiers de Clermont.
(2) Belleisle à Clermont, 7 mai 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXVII.
(3) Belleisle à Mortaigne, 7 mai 1758. Papiers de Clermont.

de l'argent que pour les opérations approuvées par son frère... Dans la position où l'on est, il faut ménager jusqu'aux fantaisies d'un homme dont on ne peut se passer. Le maréchal d'Estrées y a déjà été en partie sacrifié. Gardez-vous que par vengeance il ne vous prenne en grippe. »

Dans la lutte d'influence qui allait s'engager entre le prince du sang, chef de la grande armée, et les roturiers, maîtres des cordons de la bourse et ayant leurs entrées dans l'entourage le plus intime du souverain, la victoire devait rester aux derniers. Clermont le comprit et s'inclina d'assez bonne grâce. Il répond à Bernis (1) qu'il fera bon accueil à Duverney malgré les inconvénients que sa présence pourra entraîner. Avec Belleisle (2), il est plus explicite : « Nous avons ri plusieurs fois ensemble sur ce que la fureur de Duverney était d'être général; je ne me suis pas aperçu qu'en vieillissant il ait perdu ce goût-là, et cela n'est pas commode pour un homme qui commande une armée, surtout vis-à-vis de quelqu'un aussi despotique que l'est notre homme et qui est toujours prêt à s'en aller à Plaisance quand on n'est pas de son avis (3). Mais enfin plus grands seigneurs que moi lui passent quelquefois ces moments auxquels je ne sais pas donner de nom; ainsi je suis fait pour au moins en faire de même, et pourvu qu'il nous procure des utilités et des avantages, nous serons ensemble le mieux du monde et je lui passerai toutes ses prétentions. » A Duverney, le prince (4) dépêche une invitation des plus aimables : « Je sais que vous voyez toutes les lettres un peu importantes que j'adresse à la cour; elles auront dû vous prouver combien un homme tel que vous

(1) Clermont à Bernis. Wesel, 4 mai 1758. Papiers de Clermont.

(2) Clermont à Belleisle. Wesel, 6 mai 1758. Papiers de Clermont.

(3) Résidence dans la banlieue de Paris, où Duverney avait l'habitude de se retirer, quand il ne faisait pas prévaloir son avis.

(4) Clermont à Duverney. Wesel, 7 mai 1758. Papiers de Clermont.

manque à cette armée; je ne vous cacherai pas que vous ne me fussiez du plus grand secours. »

Aux ouvertures gracieuses du général en chef, le munitionnaire, en personnage qui sent toute son importance, réplique (1) en posant les conditions qu'il mettra à son concours; il critique les procédés auxquels on venait d'avoir recours pour conjurer la crise des fourrages, prend la défense de Gayot et expose ses théories sur la séparation des pouvoirs : « Jamais le maréchal de Saxe ne s'est occupé de ce qu'on appelle les subsistances. » Il termine en formulant son ultimatum : « Les principes que je lui ai remis sous les yeux (de V. A. S.) sont ceux que j'ai vu pratiquer de tout temps aux armées, et ce sont les seuls dont je puisse faire usage pour les subsistances de celle dont le Roi a confié le commandement à V. A. S., si Elle persiste à m'y appeler. » Sur cette question si controversée qui n'a été définitivement tranchée que par une loi récente, Clermont, il lui faut rendre justice, était d'un avis totalement opposé : « Le général, écrit-il à un ami (2), doit avoir l'œil à toutes les parties, s'occuper des subsistances sans lesquelles il ne peut pas opérer, des hôpitaux pour conserver son monde... Vous me marquez qu'il est au-dessous d'un général d'avoir attention aux hôpitaux. La conservation des soldats doit être son principal but... La seule autorité réside dans le général. Il faut pour que les choses aillent bien que tous les chefs de chaque partie, ainsi que les parties elles-mêmes, soient subordonnés à lui. » On ne saurait mieux dire; cependant Clermont, malgré sa brusquerie militaire, était trop fin courtisan pour ne pas accepter l'inévitable. Belleisle l'avait mis au courant (3) :

(1) Duverney à Clermont, 16 mai 1758. Papiers de Clermont. Ce document avait été lu à un comité composé de Belleisle, Crémille et Bernis; il avait donc l'autorité d'un document officiel.

(2) Clermont à Pelletier. Wesel, 10 mai 1758. Papiers de Clermont.

(3) Belleisle à Clermont, 16 mai 1758. Papiers de Clermont.

« Il n'est plus possible de se passer des deux frères, et par conséquent on ne doit plus les mécontenter dans un point aussi capital pour eux que le maintien de Gayot. » Il avait même ajouté, de sa main, dans un P. S. : « Le Roi a vu Duverney aujourd'hui et a eu la bonté de l'entretenir une bonne demi-heure chez M[me] de Pompadour; je vous fais part de cette circonstance afin que V. A. S. se confirme dans ce que j'ai pris la liberté de lui demander. » Ainsi averti, Clermont s'exécuta, non sans quelque amertume : « C'est le cas de dire, répond-il à Belleisle (1), que de deux maux il faut éviter le pire; il est cependant bien cruel que le moindre de ces deux maux soit si considérable... J'agis selon cette fâcheuse nécessité... J'évite cependant d'entrer en matière avec lui, parce qu'il ne serait pas en moi d'approuver ou de paraître condescendre aux principes monstrueux qu'il avance. » Cela dit, il vivra en bonne intelligence avec Duverney; il gardera Gayot, quoiqu'il ne soit pas d'accord avec lui sur l'interprétation d'un contrat de fourrages passé avec les Juifs, et qu'il en résulte « un mic-mac de mauvaise volonté et de fourberie dans lequel je ne soupçonne pas l'intendant d'avoir part, mais qui me choque et qui est impertinent ». De son côté, Mortaigne, stylé par Gisors, rentre dans le rang : « Les circonstances demandent (2) que le Roi soit volé; ainsi soit-il, pourvu que l'armée ne manque pas. » Quant à Duverney qui, décidément, le prenait de haut avec Clermont, il répliqua (3) à une nouvelle invitation plus pressante de ce dernier qu'il ne pourrait partir avant le 10 ou 15 juin.

Pour en finir avec cet incident curieux, disons que le voyage, remis à la suite (4) « d'un de ces rhumes qui ne sont que trop communs à Paris et qui y tiennent de la

(1) Clermont à Belleisle. Wesel, 21 mai 1758. Papiers de Clermont.
(2) Mortaigne à Gisors, 16 mai 1758. Papiers de Clermont.
(3) Duverney à Clermont, 26 mai 1758. Papiers de Clermont.
(4) Duverney à Clermont, 13 juin 1758. Papiers de Clermont.

fluxion de poitrine », fut définitivement abandonné. La reprise des opérations militaires vint interrompre le conflit naissant entre la plume et l'épée, et retarder une solution que l'influence prépondérante de Duverney eût fait pencher, au moins temporairement, en faveur de l'administration civile.

Rien de bien marquant à signaler dans la correspondance pendant le mois de mai, sinon d'excellentes circulaires ministérielles sur la promotion des officiers supérieurs, sur les équipages et la table des généraux, la diminution des états-majors. Par malheur, si l'esprit de ces arrêtés était louable, leur effet était singulièrement atténué par les infractions dont le Roi, le ministre, ou à leur défaut le général en chef, prenaient l'initiative. Sans doute, on donnait raison à Mortaigne quand il critiquait le nombre des officiers d'état-major (1) : « Cela ne fait que des fainéants, embarrasse au quartier général; s'y fourre qui peut pour ne rien faire et pour avoir des grades. » Mais cela n'empêchait pas les collègues du ministre de recommander leurs parents et amis à Clermont, ni ce dernier de faire droit aux solliciteurs. Il était entendu que l'avancement au grade de lieutenant-général serait réservé aux officiers actifs, intelligents et méritants, et cependant M[me] de Pompadour fait mettre au tableau le comte de Montmorency qui ne possédait aucune de ces qualités. Belleisle s'excuse de ce choix (2) : « Le détail de toutes les mauvaises raisons que l'on a données au Roi et que S. M. a néanmoins adoptées serait trop long à faire à V. A. S. » Un échange de lettres entre Versailles et Wesel a lieu sur la nécessité de réduire la proportion de brigadiers, « ruineuse tant pour l'argent que pour la consommation de fourrages et l'augmentation des équipages ». Le ministre parle d'une mesure « qui avilit le grade en le multipliant ». Et tout se

(1) Mortaigne à Belleisle. Wesel, 6 mai 1758. Papiers de Clermont.
(2) Belleisle à Clermont, 12 mai 1758. Papiers de Clermont.

termine par le maintien, à la requête de Clermont, des brigadiers attaqués. C'est avec quelque raison que Mortaigne pouvait écrire : « Il vaudrait mieux ne pas donner d'ordonnance et des réglements, ou les suivre à la lettre, si le Roi veut avoir des armées militaires ; sans quoi une main détruit ce que l'autre a fait. »

Un autre sujet de discussion entre le ministre de la Guerre et le généralissime était le choix des lieutenants-généraux appelés à faire la campagne. Belleisle, autrement énergique que le prince, aurait voulu le renvoi des divisionnaires dont l'insuffisance était notoire, mais désirait laisser la responsabilité de la mesure à Clermont qui résistait de son mieux. Le marquis de Villemeur et le duc de Randan étaient plus spécialement visés. Dans un billet du 12 mai, Belleisle suggère leur remplacement. Clermont prend la défense (1) du premier dont il n'a pas à se plaindre ; quant à Randan qui est « extrêmement borné avec des prétentions qui gênent et impatientent », il est son ami ; si la cour, qui l'a désigné, veut le rappeler, qu'elle le fasse ; pour lui, il s'en lave les mains. Belleisle insiste (2) : « Il (Villemeur) est aussi brave que tout autre pour essuyer des coups de fusil quand il sera subordonné et que rien ne roulera sur lui ; mais la tête n'y est plus, quand il est devant l'ennemi et qu'il faut qu'il prenne un parti. » Ne pourrait-on pas le reléguer sur les derrières, le charger des approvisionnements? Puis avec un manque absolu de logique, le ministre ajoute : « Mettez-moi aussi, je vous prie, Monseigneur, en état de parler positivement à M. de Beauffremont (3) qui est devenu mon ombre. » Le généralissime, très jaloux de son autorité et très enclin à prendre le contre-pied de ce

(1) Clermont à Belleisle, 16 mai 1758. Papiers de Clermont.

(2) Belleisle à Clermont, 9 juin 1758. Papiers de Clermont.

(3) Beauffremont, qui avait été rappelé en disgrâce sur le rapport de Richelieu, demandait à retourner à l'armée.

qu'on lui propose, de répliquer avec quelque vérité : « Il vaudrait mieux ne pas les nommer que de les désobliger au milieu d'une campagne d'une manière ulcérante. » Au surplus, Clermont ne fait pas mystère des ennuis que lui causent les exigences de ses divisionnaires : « M. d'Armentières a trouvé qu'il lui était désagréable d'être à l'infanterie en second sous M. de Contades et a désiré être à la cavalerie. M. de Poyanne a souhaité rester aux carabiniers. Cela a fait remuer tous les officiers des ailes droites et des ailes gauches... Ce ne sont point de simples demandes qu'on fait, ce sont des plaintes amères, douloureuses, et des droits revendiqués, et quelquefois l'honneur compromis. Enfin, M. le ministre, nous avons des têtes et une armée dont il est bien difficile de venir à bout. »

Pendant que Clermont gaspillait en débats stériles les quelques semaines de répit que lui laissait l'ennemi, le prince Ferdinand déployait une activité infatigable à compléter ses effectifs, à restaurer son armée fort éprouvée par les marches du printemps. Ainsi que l'avait deviné la sagacité de Belleisle, au moment du retour des Français sur le Rhin, les Hanovriens étaient incapables de continuer leur offensive. « Cette expédition d'hiver, écrivait Ferdinand (1) à Knyphausen, devenu ministre de Prusse à Londres, nous a valu un nombre prodigieux de malades. J'avais 30.000 hommes complets en la commençant, il m'en restait peu au delà de 20.000 en arrivant sur la Lippe. Posons maintenant, que les malades se rétablissent, et que les recrues arrivent toutes, l'armée sera en effet alors de 55.000 hommes, mais ce sera une armée où il y aura au moins 15.000 recrues qui, faute de temps pour les dresser, ne peuvent pas recevoir le pli qu'un soldat formé doit avoir. Il me semble d'ailleurs

(1) Ferdinand à Knyphausen. Munster, 14 mai 1758. Geh. Staat. Arch. Berlin.

qu'on suppose qu'en portant l'armée à 55.000 hommes, on ait mis un tel nombre à ma disposition pour le mener à l'ennemi. Je crains qu'il y ait du mécompte dans ce calcul, car l'expérience fait voir que, pour mener 50.000 hommes effectifs à l'ennemi, il faut avoir une armée dont le fond soit du moins de 60.000. »

Dans une lettre du même jour (14 mai) au roi de la Grande-Bretagne (1), nous constatons l'expression de la même pensée. La cour de Saint-James, comme celle de Versailles, avait tendance à exagérer les forces que son général pouvait mettre en ligne; toutefois elle ne se refusait pas à de nouveaux sacrifices. Grâce probablement au plaidoyer habile de Knyphausen, le ministère britannique se convertissait peu à peu à l'idée d'employer sur le continent des soldats nationaux, mais hésitait à prendre la responsabilité d'une mesure encore impopulaire. « Si V. A. continue donc, avait écrit (2) l'envoyé prussien, à agir offensivement contre l'armée du prince de Clermont, Elle peut être persuadée qu'elle mettra par là le ministère d'Angleterre à portée de pouvoir se déclarer ouvertement... Je ne saurais exprimer à V. A. à quel point le sieur Pitt ainsi que ses collègues y sont préparés. » Cette poursuite de la campagne, le roi George aurait voulu l'exiger dès le mois d'avril, et pour le faire patienter, Ferdinand avait dû développer les raisons (3) qui lui imposaient un temps d'arrêt, parmi lesquelles figuraient, en première ligne, les fatigues, le besoin de repos, les maladies de ses soldats et la supériorité numérique des Français. Cependant, il ne renonçait pas à l'espoir de reprendre bientôt les hostilités : « Le cordon qu'ils ont tiré de Clèves jusqu'à Coblentz m'a

(1) Ferdinand à George. Munster, 14 mai 1758. Military Expeditions. Record Office.

(2) Knyphausen à Ferdinand. Londres, 7 mai 1758. Geh. Staat. Arch. Berlin.

(3) Ferdinand à George. Munster, 21 avril 1758. Military expeditions. Record Office.

fait naître l'idée de faire passer le Rhin à un corps de 6 à 7.000 hommes pour donner dans leurs quartiers. »

Laissons le prince Ferdinand mûrir les projets qu'il ne devait mettre à exécution que six semaines plus tard, et essayons de rechercher les responsabilités dans les déplorables événements que nous venons de relater. L'incapacité du général français sera amplement mise en lumière par la suite des opérations de l'année; mais au moment même, personne, tout au moins dans les cercles de la cour, ne songeait à imputer au comte de Clermont la retraite désastreuse de son armée. La correspondance avec Belleisle nous révèle un homme indécis, timoré, ajoutant aux difficultés réelles celles que lui suggérait une imagination trop fertile, exagérant les moyens de l'adversaire, ne sachant pas tirer parti des siens; et malgré ces symptômes peu rassurants, pas un blâme, à peine une critique. Cette indulgence était naturelle à l'égard d'un personnage considérable de la famille royale; on lui savait gré d'avoir accepté le commandement dans une situation que l'antipathie du ministre de la Guerre pour son prédécesseur Richelieu faisait envisager plus périlleuse encore que la réalité. Convaincu lui-même de l'impossibilité de se maintenir en Hanovre, Belleisle abonde dans le sens des vues pessimistes de son général, autorise, conseille le retour le plus rapide au Rhin. Pouvait-on douter de la nécessité de cette rétrogradation, quand des officiers expérimentés comme Crémille et Saint-Germain étaient, pour le moins, aussi démoralisés que leur chef? Aux yeux du maréchal, du conseil des ministres, de M$^{me}$ de Pompadour, du Roi lui-même, c'était Richelieu qui était le véritable coupable. Pourquoi celui-ci échappa-t-il à la disgrâce que Louis XV n'épargnait pas à ses meilleurs serviteurs? Fut-il redevable de sa bonne fortune à l'influence d'une personne (1) qui aurait eu sa part des dépouilles de l'Allemagne, et

(1) Correspondance secrète de Versailles, 28 mars 1758. Cressener's

qui était assez haut placée pour le défendre contre toute attaque? Ou fut-il protégé par son heureuse étoile, comme le ferait croire un propos du prince Gallitzin (1), ambassadeur de Russie à Londres? « Quant au maréchal de Richelieu, je le crois né coiffé; il se retire à la veille des coups après avoir bien fait ses orges. » Quoi qu'il en soit du jugement contemporain, tout en faisant large mesure aux circonstances atténuantes, en reconnaissant les conditions détestables dans lesquelles se trouva Clermont à son arrivée à Hanovre, en le disculpant des fautes commises à propos de l'éparpillement des forces, de l'indiscipline de l'armée, du vide des magasins, du manque de transports, du mauvais état des places, il est indiscutable que, dans la conduite des opérations, bien loin de déployer une qualité quelconque d'un homme de guerre, il ne montra que faiblesse, timidité et affolement.

Si Clermont ne fut pas capable de remédier aux dangers d'une situation compromise par son prédécesseur, le cabinet de Versailles eut sa grande part dans la responsabilité des désastres. Grâce à son incurie et à sa négligence, les corps n'avaient reçu ni leurs recrues ni leurs effets; rien n'avait été fait pour réparer les pertes de Rossbach quoique cette défaite remontât à plus de trois mois. Voici la description, d'après Cressener (2), du régiment de Piedmont, l'un des plus éprouvés à la bataille du 5 novembre, lors de son passage à Cologne en route pour tenir garnison à Wesel : « Ce régiment de 4 bataillons ne compte que 1.290 hommes; ils n'ont pas de pièces de campagne et presque la moitié des soldats n'avaient pas de fusils. » Il s'agis-

correspondance. Record Office. Ces lettres venaient d'un espion qui avait accès à la cour et qui était payé par le gouvernement anglais.

(1) Gallitzin à Keyserling. Londres, 7 mars 1758. Confidential Miscellaneous. Record Office.

(2) Cressener à Holdernesse, 9 mars 1758 Record Office.

sait pourtant d'un corps qui n'avait pas pris part à la retraite de Hanovre et auquel le séjour de trois mois dans son quartier d'hiver aurait dû laisser toute facilité pour son rétablissement.

Par contre, le maréchal de Belleisle sut donner une impulsion presque fiévreuse à la besogne de son département. Les lettres qu'il écrit ou qu'il dicte se distinguent par la précision des questions posées, par la promptitude des réponses aux demandes, par le bon sens des solutions conseillées; elles révèlent une activité d'esprit, une sûreté de mémoire vraiment surprenantes chez un homme de son âge. Avec l'aide de Crémille, qui paraît avoir été meilleur administrateur qu'il n'avait été général, avec le concours de son fils, Belleisle fit des efforts surhumains pour regagner le temps perdu par le marquis de Paulmy; mais il ne put obtenir que des résultats partiels. A la date des premiers jours de juin, lors de la rentrée en campagne du prince Ferdinand, les habits et équipements n'avaient pas été distribués à tous les régiments, et il aurait fallu un délai supplémentaire de vingt jours pour remettre tout en état.

## CHAPITRE II

### CREFELD

CAMPAGNE SUR LA RIVE GAUCHE DU RHIN. — BATAILLE DE CREFELD. — DIVERSION DE SOUBISE EN HESSE. — COMBAT DE SANDERSHAUSEN. — COMBAT DE MEERS.

Pendant la dernière semaine de mai, Clermont travailla à préparer le plan de campagne qu'on lui réclamait (1) de Paris. Tablant sur l'infériorité numérique des Hanovriens, il se proposait (2) d'opérer dans le territoire compris entre la Lippe et le Roer; il se servirait de la première rivière pour son ravitaillement et marcherait sur le Weser après avoir livré bataille à l'adversaire si, ce dont il doutait fort, celui-ci acceptait la partie. Il était d'accord avec le cabinet de Versailles pour fixer la reprise des hostilités à la fin de juin, époque à laquelle les réparations de son armée seraient achevées et les recrues incorporées. Il fut brusquement réveillé de sa tranquillité par la nouvelle d'une incursion hardie des confédérés sur la rive gauche du Rhin.

Dans la nuit du 29 au 30 mai, le partisan Scheiter (3), qui avait habilement caché ses bateaux dans l'embouchure du Roer, franchit le Rhin aux environs de Homburg avec 400 hommes et s'empara d'une batterie de 4 pièces où il ne trouva qu'un poste d'un caporal et 4 hommes. Après une

(1) M^me de Pompadour à Clermont, 23 mai 1758. Papiers de Clermont.
(2) Clermont à Belleisle. Wesel, 31 mai 1758. Papiers de Clermont.
(3) Ferdinand au roi George. Annexe à sa lettre du 3 mai 1758. Record Office.

escarmouche avec les troupes de soutien, il repassa le fleuve emportant les 4 canons, une vingtaine de prisonniers, et les ballots contenant l'habillement du régiment de Navarre. Le général de Muy (1), qui commandait le secteur de la rive gauche, n'avait pu réunir que 400 hommes environ représentant l'effectif de deux bataillons de Cambrésis et de Royal Roussillon, avait dû attendre des renforts, et n'était arrivé à Homburg que pour constater le départ des Hanovriens avec leur butin.

Cette surprise qui, comme le dit Clermont (2), « prouve combien peu le zèle, les soins et l'attachement au métier, ont fait de progrès », fut suivie d'incidents plus importants. Le 1er juin, le général hanovrien Wutgenau fit sommer le commandant de Wesel de rendre ou d'évacuer la place. Une injonction de ce genre, adressée à une ville fortifiée où l'on ne pouvait ignorer la présence du généralissime et de son état-major, n'était qu'une bravade destinée à tromper les Français sur les intentions réelles de l'armée confédérée; aussi le gouverneur, le comte de Castella, répondit-il (3) avec le dédain qu'elle méritait : « Présentez-vous, Monsieur, pour l'exécution de vos ordres, je suis prêt à vous recevoir. »

Mais le lendemain, on apprit deux mauvaises nouvelles au quartier général français : Quelques heures après la sommation, le 2 juin, un corps ennemi considérable avait traversé le Rhin dans le voisinage de la frontière hollandaise; plus haut sur le fleuve, la ville de Kaiserwerth, conservée comme tête de pont sur la rive droite, mais dont les fortifications étaient encore inachevées, avait été abandonnée et était tombée entre les mains du général hanovrien Wangenheim.

(1) Muy à Clermont, 30 mai 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, 3475. Clermont à Belleisle, 31 mai 1758. Papiers de Clermont.

(2) Clermont à Mme de Pompadour, 31 mai 1758. Papiers de Clermont.

(3) Rapport de Castella, 2 juin 1758. Papiers de Clermont.

Ferdinand avait tenu la promesse faite à son souverain. Pendant qu'une division confédérée faisait diversion devant Wesel, le gros de l'armée marchait sur Emmerich et se rassemblait le long du Rhin à Lobitz, petite localité proche des limites hollandaises. Le point de passage avait été très habilement choisi. Dans cette partie du cours de la rivière, les variations du chenal avaient apporté des modifications à l'ancienne ligne de démarcation qui séparait le territoire des Provinces-Unies de celui des duchés rhénans; un peu en aval d'Emmerich, le Rhin décrivait une succession de courbes et formait une série d'îles ou de promontoires, appartenant tantôt à l'un, tantôt à l'autre des États limitrophes. La sympathie à peine dissimulée des autorités hollandaises, tout autant que la configuration des rives, devait faciliter la tentative hardie du prince. D'abord fixée pour la nuit du 31 mai, elle échoua par suite du refus des bateliers de travailler dans la zone exposée au feu des postes français ; force fut aux Hanovriens de se retirer sur les hauteurs d'Elten où ils établirent leur camp. Un second essai, dans la nuit du 1er au 2 juin, fut plus heureux. Une trentaine de bateaux avaient été réunis en pays neutre, dans le canal de Pandern qui ouvre la communication entre l'Yssel et le Waal devenu le bras principal du Rhin; on les chargea de foin (1), pour ne pas éveiller l'attention des Français, et on les fit remonter jusqu'au village hollandais de Herven, dans le voisinage duquel on commença (2) la construction du pont. La même nuit, vers 2 heures du matin, à un kilomètre plus en amont, on transporta sur la rive gauche quelques pelotons de hussards et quelques piquets de grenadiers. « Les bateaux plats dont on se servit (3) firent tant de diligence qu'avant midi, outre les hussards, un

(1) Gazette de Haarlem. Correspondance de Clèves du 2 juin 1758.
(2) Reden, *Feldzüge der allierten Armée*, vol. I, p. 356.
(3) Ferdinand au roi George. Clèves, 3 juin 1758. Record Office.

régiment de dragons avec 10 ou 12 bataillons se trouvaient de l'autre bord de la rivière. Pendant tout ce temps-là on travaillait au pont qui ne fut cependant achevé (1) qu'à 4 heures de ce matin (le 3 juin). » D'après le rapport de Clermont (2), si le premier débarquement ne fut pas troublé, c'est qu'il eut lieu sur le territoire de Millingen (3) appartenant aux Hollandais, où les Français n'avaient pas pu exercer de surveillance. Aussitôt en nombre suffisant, les confédérés poussèrent en avant : tandis que les hussards prussiens du major de Beusch, formant avant-garde, chassaient les patrouilles françaises et refoulaient le régiment de cavalerie Bellefond au moment où il s'apprêtait à déboucher de son cantonnement au village de Düffelward, l'infanterie suivit la digue de la rive gauche, gagna le canal de Spoy qui relie la ville de Clèves avec le Rhin, et s'empara de l'écluse.

Ce fut de grand matin, le 2 juin, c'est-à-dire quelques heures seulement après l'apparition du premier détachement hanovrien, que les fuyards français en apportèrent (4) la nouvelle à Clèves. « Sur-le-champ on battit la générale; notre garnison sortit et l'on envoya séance tenante plusieurs courriers au prince de Clermont... et au duc de Randan; on ordonna immédiatement à tous les régiments cantonnés dans les environs et en garnison à Goch, Xanten, Calcar et ailleurs, de venir ici en toute hâte. Notre garnison, composée des régiments de la Marine, Mestre de Camp et La Reine, avec ceux de Périgord, Bellefond et Foix, marchait la première aux alliés afin de les

(1) Le Rhin avait dans cet endroit une largeur de 82 toises. Reden, vol. I, p. 158.

(2) Clermont à Belleisle. Rheinberg, 6 juin 1758. Archives de la Guerre, vol. 3476.

(3) L'île de Byland où débarquèrent les confédérés faisait partie alors de la rive gauche du Rhin ou Waal; par suite de modifications du chenal, elle tient aujourd'hui à la rive droite. Atlas de Bawr, La Haye, 1764.

(4) Gazette de Haarlem. Correspondance de Clèves, 2 et 3 juin 1758.

empêcher autant que possible de pénétrer et de s'approcher, et aussi pour les retarder en les harcelant sans cesse, jusqu'à l'arrivée et la concentration en un seul corps de tous les régiments. »

Un effort sérieux dans la matinée du 2 juin eût peut-être réussi contre les confédérés qui n'avaient encore (1) que 1.500 fantassins et 400 cavaliers sur la rive gauche; on se borna à lancer contre eux un détachement du régiment de la Marine, qui fut facilement repoussé. Pendant que le prince Ferdinand achevait tranquillement son pont, les Français, aidés des habitants, sujets prussiens qui ne demandaient pas mieux que d'être débarrassés de leurs hôtes, s'occupèrent à vider leurs magasins et à faire leurs préparatifs de départ. Le marquis de Villemeur, commandant du secteur, quoique renforcé dans le courant de l'après-midi par le duc de Randan avec de l'infanterie et du canon, ne se crut pas assez fort pour tenter quelque chose contre l'ennemi; dans la nuit du 2 au 3 juin, craignant d'être cerné, il évacua Clèves, où il laissa ses blessés et ses malades, et se retira sur Calcar, puis sur Xanten. Les pertes dans ces escarmouches, peu importantes pour les Français, furent insignifiantes pour les Hanovriens. Le vainqueur installa son quartier général à Clèves, et ce fut de cette ville que Ferdinand put dater sa dépêche au roi d'Angleterre. Il n'y demeura pas longtemps; aussitôt rejoint par son artillerie et ses équipages, il se mit à la poursuite de Villemeur. En même temps, le pont de bateaux, remonté jusqu'à Rees, permit aux généraux Wutgenau et Sporcken de rallier avec leurs divisions restées jusqu'alors sur la rive droite. Le 8 juin, les confédérés prirent position entre Alpen et Sousbeck; de son côté, l'armée française s'était rassemblée à Rheinberg où Villemeur, après un séjour de quelques jours à Xanten, vint la retrouver.

(1) Reden, *Feldzüge der allierten Armée*, vol. I, p. 57.

Comme toujours, Clermont rejeta la responsabilité de l'échec sur son subordonné. Au dire du général en chef, Villemeur, très éprouvé par des coliques néphrétiques, n'aurait pas paru sur le théâtre de l'action, se serait laissé surprendre, et n'aurait pas su tirer parti des troupes à sa disposition, 12 bataillons, 21 escadrons et 14 canons (1), suffisantes pour repousser l'ennemi. A en croire le divisionnaire (2), il aurait, sur le rapport d'un officier envoyé à Arnheim, averti le quartier général de la réunion de 80 bateaux reliés par des planches et recouverts de foin, dans un bras du fleuve en territoire hollandais, et aurait réclamé des secours. La nuit du passage, il se serait porté avec 1.100 hommes du régiment de la Marine à l'aide du régiment de cavalerie Bellefond chargé de surveiller la rive; il aurait trouvé les Hanovriens trop solidement établis sur l'écluse pour pouvoir les aborder avec chance de succès; le renfort de 2.000 hommes, amené par Randan, serait arrivé à 7 heures du soir seulement, alors que les forces de l'adversaire s'étaient considérablement accrues. Dans ces conditions, usant de la latitude que lui avait donnée Clermont, il s'était retiré le 3 juin à Marienburg, le 4 à Xanten. Le récit se termine par un aveu quelque peu naïf : « Les ennemis doivent avoir eu des moyens inconcevables pour exécuter leur projet avec autant de vivacité. » Villemeur, de la capacité duquel Belleisle avait une mince opinion, fut rappelé de l'armée; son collègue, le duc de Randan, n'échappa à une disgrâce semblable que grâce à l'intervention de Clermont et de Gisors, et surtout au crédit que lui assuraient son rang et ses relations à la cour. A la suite des rapports successifs qui lui parvinrent, le généralissime, qui avait cru d'abord à une tentative

(1) Ce contingent ne représentait qu'un effectif de 7.000 hommes environ dont la moitié seulement fut réunie dans la matinée du 2.

(2) Villemeur à Belleisle. Meurs, 14 juin 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, vol. 3476.

partielle dont ses lieutenants viendraient à bout, dut se rendre à l'évidence et informer son gouvernement que le gros de l'armée du prince Ferdinand était passé sur la rive gauche du Rhin.

Il était impossible de nier que le débarquement des hussards prussiens et l'établissement du pont eussent eu lieu en terrain hollandais; aussi cette violation flagrante de la neutralité fut-elle l'objet d'une plainte de l'ambassadeur français, M. d'Affry, d'une enquête des autorités des Provinces-Unies et d'explications fort embarrassées de Ferdinand. D'après celui-ci (1), c'est « un pur hasard qui m'ait porté sur le territoire de la République, ayant eu pour conducteurs des guides qui savaient le chemin, sans connaître avec une entière précision les limites ». On avait pu se tromper de quelques centaines de mètres; la faute incombait d'ailleurs aux députés hollandais qui auraient dû indiquer la frontière. Au surplus, le prince s'offrait à rembourser les dommages, qui furent évalués, en fin de compte, à 1.195 florins. Dans son rapport à Holdernesse, il se console d'un incident qui n'aura pas de suite en observant qu'il « n'a rien fait que les Français n'eussent fait de même de plusieurs manières sans nécessité avant moi ».

Cette reprise inattendue des hostilités n'entrait pas dans le programme que le généralissime et ses conseillers s'étaient tracé, car elle avait pour conséquence de troubler les préparatifs indispensables pour la campagne d'été. « Je ne laisse pas d'être embarrassé, écrit Clermont (2), les incorporations des miliciens n'étant pas achevées, n'ayant de subsistances ni fourrage nulle part; une grande partie de mon infanterie n'ayant ni tentes, ni marmites, ni bidons, ni réparations de faites, et une partie de la cavalerie

(1) Ferdinand à Mme la Gouvernante, 8 juin 1758. Papiers de Clermont.
(2) Clermont à Belleisle. Wesel, 3 juin 1758. Papiers de Clermont.

n'ayant ni bottes, ni selles, ni tentes, ni autres réparations finies; d'ailleurs les nouvelles milices qu'on y a incorporées ne peuvent pas servir faute d'équipement et de savoir seulement se tenir à cheval. Malgré tous ces inconvénients-là, j'espère battre l'ennemi... S'il nous arrive quelque malheur, ce que je ne présume pas, mon intention est de me retirer sur Liège par Aix-la-Chapelle. » En attendant, le gros de l'armée s'assemblait à Rheinberg où le quartier général fut transféré le 4 juin. Les jérémiades reprennent de plus belle : « Si les ennemis passent la Meuse (1), on ne pourra plus douter alors, ou je me suis bien trompé, que leur partie ne soit liée avec les Anglais et les Hollandais pour s'emparer d'Anvers, Ruremonde et la Flandre. C'est à ce moment que je crois qu'il ne faut pas hésiter d'envoyer ce qui nous reste de troupes avec la maison du Roi dans ce pays. » Le lendemain, même complainte (2) : « Le long du Rhin il n'y a plus que des bataillons délabrés. Je ne vous dis rien de Wesel et Dusseldorf, vous n'ignorez pas qu'ils manquent de tout. Vous savez mieux que moi, Monsieur le maréchal, que la guerre ne peut pas se faire avec toutes les entraves que j'ai essuyées jusqu'à présent. »

On était trop familiarisé à Versailles avec le ton de la correspondance de Clermont pour ne pas ressentir des inquiétudes d'autant plus vives, que Mortaigne, l'homme de confiance que Belleisle avait choisi pour le poste délicat de conseiller du comte, semblait partager les craintes de ce dernier au sujet de l'attitude des Hollandais et de l'invasion probable des Pays-Bas autrichiens. Il admettait que (3) les deux passages du Rhin avaient été des sur-

(1) Clermont à Belleisle. Rheinberg, 6 juin 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, 3476.

(2) Clermont à Belleisle. Rheinberg, 7 juin 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, 3476.

(3) Mortaigne à Belleisle, Rheinberg, 6 juin 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, 3476.

prises; « mais, ajoutait-il avec mélancolie, l'ennemi eût-il été repoussé, qu'il aurait passé plus bas ». On peut s'imaginer l'effet produit à la cour par les mauvaises nouvelles et par les prophéties de malheurs encore plus grands. « Quelle humiliation, Monseigneur! s'écriait Mme de Pompadour (1) au reçu des premiers avis; laisser débarquer 6.000 hommes et établir un pont sur le Rhin! Je ne peux vous peindre l'excès de ma douleur; elle est proportionnée à l'avilissement où nous sommes. » Belleisle ne dissimule pas l'émotion que lui fait éprouver le contenu des dépêches, mais après une allusion à l'imprévoyance qui n'a pas su découvrir les prodromes du passage, il s'attache (2) surtout à relever la confiance du général en chef et de son mentor. La situation des Hanovriens avec le fleuve à dos lui paraît très aventurée : « Je sens et je conviens que cette entreprise prématurée vous aura d'abord extrêmement dérangé, mais je veux espérer que la célérité de vos mouvements, les bons propos de M. le comte de Clermont et le bon exemple d'un général prince du sang, feront oublier et aux officiers et aux soldats le ton plaintif, et que l'honneur et la volonté française se renouvelleront pour une occasion aussi sérieuse. » Il discute avec son ami la position des deux armées et lui suggère une diversion par la rive droite du Rhin contre le pont des Hanovriens : « Si le prince Ferdinand est battu, il est perdu sans ressource... si au contraire vous êtes repoussé, vous ne serez guère en pire état. »

A Clermont (3), le ministre affirme qu'il n'a rien à craindre du côté des Provinces-Unies : Ferdinand ne franchira pas la Meuse, tant que les Hollandais ne se déclareront pas, ce qui n'est pas probable; « les Anglais ne sont

(1) Mme de Pompadour à Clermont, 5 juin 1758. Papiers de Clermont.

(2) Belleisle à Mortaigne, 7 et 10 juin 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, 3476.

(3) Belleisle à Clermont, 10 juin 1758. Papiers de Clermont.

pas de la partie ». On ne doit pas songer à quitter le Rhin : « Si V. A. prenait le parti de remonter sur Liège, elle abandonnerait et ses deux places et ses approvisionnements. » Il conseille l'offensive : « Vous êtes si supérieurs en nombre et en qualité qu'il ne paraît pas que le succès puisse être douteux. » En serait-il autrement, la cavalerie est assez puissante pour couvrir la retraite de l'infanterie en cas d'échec. Bernis prend aussi part à la correspondance (1) : « Si V. A. S. obtenait un avantage décidé sur l'armée hanovrienne, non seulement elle changerait le ton des affaires mais elle assurerait la neutralité des Provinces-Unies et dégèlerait l'argent qui ne circule plus par la crainte des événements. » Il ajoute, à propos du débarquement que les Anglais venaient de faire en Bretagne : « Nous sommes fort rassurés sur Saint-Malo. Il faut espérer que le Marlborough (2) d'aujourd'hui ne ressemblera pas à celui de la reine Anne. »

Dans le camp ennemi on se rendait bien compte du désarroi des Français. « Si je puis entamer M. de Villemeur, écrivait le prince Ferdinand le 9 juin (3), et si j'ai le bonheur de le battre, je ne doute pas que toute l'armée française se replie. Il se peut même que dans ce cas ils prennent le parti d'abandonner Wesel pour en sauver la garnison. » Clermont ne fournit pas à son adversaire l'occasion de tomber sur le corps isolé laissé à Xanten; il le rappela à lui et réunit ainsi tout son monde à Rheinberg. Encouragé par cette concentration, stimulé peut-être par une affaire heureuse d'avant-garde à Alpen, le général en chef eut, d'accord probablement avec Mortaigne, une inspiration géniale dont il entretint Belleisle (4) sans se douter que ce dernier avait eu le même

(1) Bernis à Clermont, 11 juin 1758. Papiers de Clermont.
(2) L'expedition anglaise était commandée par le duc de Marlborough.
(3) Ferdinand à Holdernesse. Sousbeck, 9 juin 1758. Record Office.
(4) Clermont à Belleisle. Rheinberg, 9 juin 1758. Papiers de Clermont.

concept. Il s'agissait de transporter une partie de ses forces sur la rive droite du Rhin en se servant du pont de Wesel, et de faire une démonstration contre les ponts qui constituaient la ligne de retraite du prince Ferdinand. Mais dès le lendemain, Clermont (1), avec sa versatilité coutumière, condamne ce qu'il avait prôné la veille : « Cette idée m'avait saisi en me réservant de faire sur cela toutes les réflexions que demandait une pareille entreprise. La position de Cologne à la rive gauche du Rhin y met un obstacle invincible. L'ennemi pourrait s'en emparer, se rendrait maître de tout ce pays, enlèverait nos subsistances et je laisserais nos frontières totalement à découvert. » La contrée où il manœuvre n'est pas favorable : « C'est un pays étroit, marécageux et plein de bruyères; l'ennemi a la ressource de la Meuse. » Puis vient le refrain habituel : « Il est bien difficile de faire de la bonne besogne quand on n'a pas de ressource et avec une armée prise au dépourvu de tout. » A la réception de la première dépêche, Belleisle applaudit des deux mains (2) un projet dont il apprécie d'autant plus le mérite qu'il vient lui-même de le proposer. Il en fallut rabattre à l'ouverture du second courrier où une lettre de Mortaigne (3) appuyait les raisonnements que son chef avait fait valoir. Le ministre prend la plume lui-même (4). Il regrette l'idée de la diversion, à laquelle il eût été facile d'affecter 12 ou 15.000 hommes pour détruire ou tout au moins menacer les ponts. Il insiste sur le danger que court le prince Ferdinand et cherche à piquer l'amour-propre de son correspondant : « Nous serions avec raison bien inquiets de votre position si elle était pareille à la sienne.

(1) Clermont à Belleisle. Rheinberg, 10 juin 1758. Papiers de Clermont.

(2) Belleisle à Clermont, 12 juin 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, 3476.

(3) Mortaigne à Belleisle. Rheinberg, 11 juin 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, 3476.

(4) Belleisle à Clermont, 13 juin 1758. Archives de la Guerre, 3476.

Jamais il n'y a eu tant de raisons réunies pour déterminer à combattre l'ennemi. Il nous faut nécessairement une action glorieuse et elle ne peut être autre, commandée et dirigée par V. A. S. en personne. Toute l'Europe a les yeux ouverts sur Elle ; le Roi pense de même. » A Mortaigne (1), le ministre ne cache pas son sentiment intime ; faisant allusion au changement de plan : « J'y vois, écrit-il, une irrésolution qui me déplaît d'autant plus que je ne connais pas un plus grand défaut à la guerre. » Suit une discussion serrée où Belleisle fait ressortir les contradictions dans le langage de Clermont et de son conseiller, ainsi que l'invraisemblance de leurs craintes. Il n'était pas question, comme le prétendait le prince, de passer sur la rive droite avec toute l'armée, mais d'en détacher une division de 12.000 à 15.000 hommes qui, après avoir franchi le Rhin à Wesel pendant la nuit, « se porterait avec la plus grande diligence sur Emmerich pour y attaquer par la rive droite la queue des ponts, détruire tout ce qu'il pourrait y avoir dans cette partie, et couper par cette expédition à l'ennemi toute communication avec l'Allemagne. Cela me paraissait très faisable et sans aucun risque. Le prince Ferdinand n'a certainement pas plus de 40.000 hommes, et vous en avez beaucoup davantage..... Comment se peut-il que M. le prince Ferdinand ose se tenir devant vous, s'il n'a pas toutes ses forces? Et s'il les a toutes, rien ne doit vous empêcher de vous assurer de la rive droite entre Dusseldorf et Wesel ». S'il faut risquer une bataille, il y voit moins d'inconvénients que dans l'inaction, et il donne pour cette préférence trois raisons d'ordre général et privé : Grâce à la supériorité de la cavalerie française, une défaite n'aurait pas pour Clermont les suites graves qu'elle pourrait avoir pour son adversaire ; un succès est indispensable

(1) Belleisle à Mortaigne, 13 juin 1758. Archives de la Guerre, 3476.

pour rétablir le prestige du généralissime, ébranlé par ses reculades continuelles; il rapporterait à Mortaigne le bâton de maréchal de France.

Quand ces dépêches réconfortantes arrivèrent au quartier général, une nouvelle retraite de Clermont avait rendu inexécutable le parti qu'elles préconisaient. A l'approche des confédérés, l'armée française, d'abord postée derrière la fosse Eugeniana qui sert de canal entre Venloo et le Rhin, était venue camper au nord de cette ville sur une chaîne de petite élévation parallèle au fleuve et sur la plaine qui la prolonge. Des détachements occupaient, devant le front de bandière, les points de passage du ruisseau qui sépare les collines dont nous venons de parler des hauteurs plus considérables de Sousbeck-Alpen; une brigade, sous les ordres de Voyer, était placée à Closter Camp près du canal. Dans la nuit du 11 au 12 juin, Ferdinand quitta son bivouac de Sousbeck et prit position en face des Français; le lendemain, il engagea avec eux un duel d'artillerie et quelques escarmouches à la suite desquelles ces derniers évacuèrent Closter Camp et la plupart de leurs postes de la vallée. A en croire ses lettres, le prince Ferdinand, malgré son infériorité numérique, aurait eu l'intention d'attaquer Clermont dont la situation, avec le Rhin à dos, eût été en cas d'échec fort scabreuse. Mais celui-ci, craignant d'être tourné par sa gauche, se déroba à la bataille, leva son camp dans la nuit du 12 au 13 juin, et rétrograda jusqu'à Meurs.

Ce mouvement entraîna l'abandon des magasins et approvisionnements de Rheinberg, et fit perdre aux Français la communication directe avec Wesel. Or cette forteresse, réduite à elle-même, n'était pas en état de résister longtemps à un ennemi audacieux. La garnison se composait de quelques compagnies d'artillerie, du régiment suisse de Reding non encore réparé, et de « neuf débris de bataillons de milices desquels on a tiré; on y a laissé

beaucoup de nouveaux qui ne connaissent pas un fusil ». En fait de vivres, on n'avait que du pain, du riz et un troupeau de 200 vaches. Les fortifications manquaient de palissades, de fascines et de gabions. « Jugez, Monseigneur, écrivait le commandant (1), si avec telle garnison et le peu de précaution qu'on a pris pour la sûreté de cette place, malgré les représentations que je n'ai cessé de faire depuis un an, l'on peut espérer de faire une belle défense ou d'avoir une capitulation telle que le prince la demande. » Et cependant, celui-ci (2) ne s'était pas montré exigeant : « Si nous sommes battus, M. de Castella tiendra le plus qu'il pourra, sans cependant se mettre dans le cas de n'avoir pas une capitulation aussi avantageuse qu'il lui sera possible, étant bien essentiel, autant qu'il le pourra, de conserver au Roi la grosse artillerie qu'il a dans la place, ainsi que les troupes, observant cependant de tenir 5 ou 6 jours d'attaque, et plus s'il le peut, pour donner le temps à l'armée de se retirer. » Il entrait bien dans les vues du prince Ferdinand d'entreprendre le siège de Wesel, de tenter un coup de main sur Dusseldorf, et de s'emparer ainsi des principaux points d'appui des Français sur le Rhin; mais les détachements restés sur la rive droite étaient à peine suffisants pour tenir en respect les postes français et pour protéger les ponts qui assuraient la communication. De son armée, tant que celle de Clermont serait intacte, il ne pouvait distraire des renforts dont le départ eût accru l'écart entre ses effectifs et ceux de l'adversaire. En attendant l'action désirée, Ferdinand suivit Clermont avec le gros, laissant à Rheinberg Sporcken avec 6 bataillons et 8 escadrons, pour préparer, de concert avec Imhoff, le blocus de Wesel.

Quant au général français, il ne fut guère prodigue

(1) Castella à Belleisle. Wesel, 5 juin 1758. Archives de la Guerre, 3476.

(2) Instructions pour M. de Castella, commandant à Wesel. Archives de la Guerre.

d'explications sur les raisons de sa marche rétrograde (1) : « Les ennemis ont fait mine de m'attaquer ce matin... ils ont passé le canal sur leur droite en trois colonnes... Sur ce mouvement je l'ai passé aussi et suis venu à Meurs pour tâcher de les couper et de les rencontrer. Il est 10 heures du soir. Je suis rendu de fatigue. » Le lendemain, il annonce que le prince Ferdinand a occupé le camp qu'il avait évacué la veille, et que l'infanterie confédérée garde « le canal qui est inattaquable ». Enfin, un billet confidentiel (2) à M^me de Pompadour mettait à nu ses hésitations : « Vous verrez par la lettre que j'ai écrite hier à M. de Belleisle combien je suis embarrassé de prendre un parti. J'y réfléchis sans cesse et je désire ardemment trouver quelque moyen d'attaquer ces gens-là. »

Pendant que Clermont continuait à céder le terrain, Belleisle n'avait pas renoncé à son projet de diversion sur la rive droite du Rhin. Quelles forces serait-il possible d'affecter à cette opération qui, seule, arrêterait la marche triomphante des Hanovriens et que Clermont avec ses propres ressources se déclarait impuissant à tenter? Ne pourrait-on pas utiliser de ce côté, au moins momentanément, le corps destiné à coopérer avec les Autrichiens en Bohême? Il était vrai, des engagements solennels avaient été pris par le Roi au sujet de l'envoi de ces troupes; les ordres avaient été transmis pour leur itinéraire et pour le départ de Hanau; la date en avait été fixée au 20 juin pour les premiers échelons; mais cela était évident, longtemps avant l'arrivée des régiments français, le sort des Autrichiens aurait été tranché et une bataille décisive aurait été livrée. Les intérêts de l'alliance ne seraient-ils pas mieux servis si on disposait des 30.000 hommes de Soubise pour une incursion en Hesse ou en

(1) Clermont à Belleisle. Meurs, 12 juin 1758. Papiers de Clermont.
(2) Clermont à M^me de Pompadour. Meurs, 14 juin 1758. Papiers de Clermont.

Westphalie? Belleisle, au fond du cœur, n'avait jamais été partisan de l'emploi en Autriche de troupes françaises; il obtint du Roi de nouvelles instructions (1) pour le corps de Soubise, qui venait de reprendre son commandement. Celui-ci reçut ordre de rassembler ses brigades pour le 25 juin et de préparer sans retard les étapes vers Dusseldorf et Wesel. Cette décision capitale fut tenue strictement secrète et ne fut communiquée, en dehors des intimes, qu'aux tout-puissants Duverney et Montmartel. Dans un billet particulier à Clermont (2), le vieux maréchal mit toute sa vigueur d'argumentation à inoculer au général en chef un peu de sa propre énergie. La perte de Wesel, que de fâcheux précédents faisaient craindre, serait un désastre pour la cause; elle entraînerait la défection de tous les alliés de l'Allemagne et l'entrée de la Hollande dans la confédération ennemie. Pour parer à un pareil danger, Soubise, suivi des 6.000 Wurtembourgeois à la solde française, devrait se porter au secours de l'armée du Bas-Rhin, soit directement, soit en descendant la rive droite du fleuve. Ce mouvement aurait sûrement pour résultat la retraite du prince Ferdinand et son retour en Westphalie. « Vous sentez en même temps, continue Belleisle, toute l'importante nécessité que V. A. S. tienne ferme, à quelque prix que ce soit, où elle est, en s'y retranchant et mettant tous les moyens humainement possibles en œuvre pour conserver sa droite au Rhin sans perdre sa communication avec Ruremonde... Tout dépend aujourd'hui que vous conserviez votre position et ne la quittiez que pour combattre l'ennemi, si par ses mouvements il vous fournit une belle occasion. »

Clermont, il est équitable de le reconnaître, avait eu la même pensée que le cabinet. Le 16 juin, date du change-

(1) Belleisle à Duverney, 16 juin 1758. Papiers de Clermont.
(2) Belleisle à Clermont, 16 juin 1758. Papiers de Clermont.

ment de destination du corps de Soubise, il écrivait (1) dans ce sens à son collègue; mais il n'avait pas osé faire part de ses vues à la cour qui lui aurait répondu : « Quoi! Il faut l'armée de Xercès pour battre M. le prince Ferdinand (2)! » Si sur ce point il était d'accord avec les intentions de Versailles, il n'en était pas de même sur l'obligation de tenir ferme. Le séjour à Meurs avait été court; l'armée française y était parvenue le 13 au matin, après une marche pénible; la nuit suivante, Ferdinand quitta le camp de Rheinberg et, passant par l'abbaye de Camps, vint s'établir dans la plaine d'Altkirchen entre Gueldres et Meurs. Clermont aussitôt de se voir coupé de Neuss où étaient les magasins de l'armée et de se retirer sur cette ville où il installa son quartier général le 16 juin. Ce nouveau recul coûta au prince la perte de 30 bateaux chargés de vivres et de matériel qu'on négligea de détruire et qui tombèrent aux mains des confédérés. A Neuss, le généralissime recouvra son assurance des beaux jours : « Je serai parvenu, mande-t-il à Belleisle (3), par une marche forcée que j'ai faite hier, à avoir enfin l'ennemi devant moi; aussi je vais marcher à lui pour le combattre ou pour lui faire passer le Rhin... Si M. le prince Ferdinand avait voulu se tenir dans le camp de Rheinberg que j'occupais en dedans du canal et qu'il avait pris lorsque j'en suis sorti, mes dispositions étaient faites pour l'y attaquer, mais il en a connu le défectueux et en est ressorti tout de suite. »

Les illusions sont tenaces; aussi cette rodomontade, en ravivant la confiance du Roi dans son général, eut-elle le plus fâcheux effet sur la décision prise à l'égard du corps auxiliaire et fit-elle annuler l'avis si récemment

(1) Clermont à Soubise. Neuss, 16 juin 1758. Papiers de Clermont.

(2) Allusion à un propos du maréchal d'Estrées pendant la campagne de 1757.

(3) Clermont à Belleisle. Neuss, 16 juin 1758. Papiers de Clermont.

donné à Soubise. Louis XV, aussi irrésolu mais plus entêté que son cousin, se demandait déjà si ses obligations vis-à-vis de l'Impératrice lui permettaient de changer l'affectation des troupes promises à cette souveraine, et s'il ne devait pas révoquer l'instruction du 16. La vantardise de Clermont vint confirmer ce revirement contre lequel Belleisle (1) et ses amis luttèrent de leur mieux : « mais la force de nos raisons à M. l'abbé de Bernis et à moi, diminua des trois quarts par la lettre du 16 que m'a apportée le courrier de M. le comte de Clermont ». En conséquence, ordre fut envoyé à Soubise de revenir au plan primitif et de commencer le 25 courant sa marche vers le Danube. Cependant l'incident ne devait pas se terminer ainsi. Duverney, qui partageait les idées de Belleisle sur l'impérieuse nécessité de diriger l'armée de Soubise vers le Bas-Rhin, ne se tint pas pour battu. Un mémoire où il développait avec vigueur les excellents motifs qui militaient en faveur de cette solution, éclaira la religion du Roi et mit fin à des tergiversations regrettables. Le 25 juin, quelques heures avant d'avoir connaissance de la bataille de Crefeld, Belleisle écrivit à Soubise de reprendre l'exécution de la diversion sur la rive droite du Rhin; mais ces hésitations et les délais pour rassembler les approvisionnements sur la nouvelle ligne d'étapes retardèrent le départ jusqu'au 10 juillet.

Donnons à Soubise le temps d'achever ses préparatifs, et revenons à Clermont que nous avons laissé à Neuss plein d'énergie et d'audace. Pour se conformer à ses promesses d'offensive, il refait en avant une partie du chemin qu'il venait de parcourir en arrière, et reporte son quartier général à Fischeln, village situé près d'un canal qui formait limite entre l'électorat de Cologne et le comté de Meurs. Là il reçoit les dépêches de Versailles du 16, et en

(1) Belleisle à Duverney, 19 juin 1758. Papiers de Clermont.

saisit fort mal l'esprit, comme le prouve sa lettre du 20 (1) : « Toutes mes nouvelles disent que l'armée des ennemis est arrivée aujourd'hui, sa droite à Kempen et sa gauche à Hulste. Je me suis arrêté derrière la landwehr, devant une position où j'ai reçu l'ordre du Roi de ne pas combattre, si ce n'est avec certitude de succès. Cela m'empêche de passer la landwehr pour marcher à l'ennemi ; la position que je garde me procure quelque avantage s'il vient m'y attaquer. » Même note deux jours plus tard (2) dans une dépêche signée du général en chef, mais rédigée par Mortaigne : « Je n'ai donc été occupé depuis deux jours que j'ai reçu les ordres que vous m'avez annoncés de la part du Roi de ne pas agir offensivement, et au contraire de faire faire des redoutes pour assurer mieux ma position. » De son côté, Mortaigne écrit au ministre (3) : « J'ai eu celui (l'honneur) de vous mander effectivement que nous allions combattre le prince Ferdinand ou le forcer à repasser le Rhin, et cela serait terminé sans la dépêche qu'a reçue M. le comte de Clermont qui lui ordonnait de ne rien hasarder, de rester où il était, d'y faire même des redoutes pour assurer sa position. » On peut se figurer la stupéfaction de Belleisle (4) quand il apprit le sens que le généralissime et son conseiller avaient attaché à ses instructions. Alors qu'il avait toujours cherché à réagir contre l'indécision et la faiblesse du commandement, c'était sur lui que Clermont et Mortaigne faisaient retomber la responsabilité de leur inaction ; aussi protesta-t-il énergiquement contre l'interprétation donnée aux termes de sa lettre ; mais avant que sa réponse ne parvînt au quartier général, le

(1) Clermont à Belleisle. Vischelen, 20 juin 1758. Papiers de Clermont.

(2) Clermont à Belleisle. Vischelen, 22 juin 1758. Papiers de Clermont.

(3) Mortaigne à Belleisle. Vischelen, 22 juin 1758. Archives de la Guerre, 3477.

(4) Voir le récit de cet incident dans Camille Rousset, *Comte de Gisors*, p. 473 et suivantes.

prince Ferdinand avait tranché la question en prenant l'initiative de l'attaque.

Depuis le passage du Rhin par lequel leur campagne avait si brillamment débuté, les confédérés avaient su maintenir leur supériorité. C'était à bon droit que leur général pouvait mander (1) au roi George : « J'ai lieu de croire que la petite marche que j'ai faite ce matin de Closter Camp jusqu'ici (Rivitch) a de nouveau dérangé un peu ses projets (de Clermont). » Le 16 juin, Ferdinand était à Altkirchen, assez préoccupé de l'arrivée à Crefeld d'une division française sous les ordres de Saint-Germain, que Clermont y avait postée pour couvrir sa retraite sur Neuss. Le général hanovrien « alla reconnaître en personne du côté de Kempen la position du corps détaché de l'ennemi à Crefeld, mais sans pouvoir deviner par quelle raison il avait placé ce détachement autant éloigné de son armée ». Au lieu de profiter de la situation en l'air de Saint-Germain pour l'écraser, il ne voulut pas agir avant d'avoir rappelé à lui les fractions restées en arrière sous les généraux Wangenheim (2) et Sporcken. En attendant la jonction, le prince héréditaire de Brunswick devait se rendre compte des forces qu'on avait devant soi et, si on n'avait affaire qu'à une division isolée, exécuter une pointe sur Ruremonde qu'on espérait enlever avec ses magasins et sa garnison. La marche en avant de Clermont, qui vint camper sur la landwehr pour appuyer Saint-Germain, fit renoncer à cette entreprise. « Le 20 de juin (3), toutes les troupes dont S. A. S. (le prince Ferdinand) pouvait disposer se trouvèrent ainsi réunies dans ce camp, dont la droite allait vers Kempen et la gauche vers Hulste; le quartier général fut marqué au premier endroit... L'armée, la-

(1) Ferdinand à George. Rivitch, 14 juin 1758. Record Office.

(2) Wangenheim avait été chargé de surveiller Dusseldorf.

(3) Relation de la bataille de Crefeld apportée à Londres par le colonel Reden. Record Office.

quelle réunie telle qu'elle fut, présenta une armée de 35 bataillons et 58 escadrons, inclusivement les 6 escadrons de hussards. Son Altesse s'était attendue que le prince de Clermont avancerait ce jour sur lui pour le combattre, mais il se passa sans aucun événement considérable. » Le 21, Crefeld fut évacué puis réoccupé par les Français; le prince Ferdinand profita de l'intervalle entre ces deux mouvements contradictoires pour examiner, du haut du clocher (1), les positions de Clermont. Le 22, nouvelle reconnaissance (2) « particulièrement du côté de Saint-Antoine, dans la bruyère qui menait vers leur gauche; et quoiqu'Elle (S. A. le prince Ferdinand) trouvât maintes difficultés, principalement en égard d'un terrain extrêmement coupé par des bois et broussailles et de champs clos entourés de larges et profonds fossés, Elle résolut de marcher le lendemain sur l'ennemi et de l'attaquer dans son camp ». Les régiments confédérés étaient en bon état et pouvaient mettre en ligne (3) 25.000 baïonnettes et plus de 8.000 sabres.

Dans l'armée de Clermont, si les bataillons et escadrons étaient plus nombreux, les effectifs par unités étaient très inférieurs, et parmi les présents, il y avait bon nombre de recrues et de miliciens à peine incorporés et mal instruits. Vers cette époque, Cressener (4) évaluait la moyenne des bataillons français à 420 hommes sur lesquels presque la moitié ne savaient pas se servir de leurs armes. D'autre part, un état de Cornillon (5), pos-

(1) Relation de Reden déjà citée.

(2) Relation succincte de l'affaire du 23 juin. Papiers du prince Xavier de Saxe. Archives de Troyes.

(3) Un état détaillé du 24 août donne 852 officiers et soldats par bataillon et 156 par escadron, malades compris; nous avons estimé les bataillons à 740, les escadrons à 140.

(4) Cressener à Holdernesse, 19 juin 1758. Cressener's Correspondance. Record Office.

(5) Cornillon à Belleisle. Weringen, 26 juin 1758. Archives de la Guerre, 3477.

térieur de trois jours à la bataille de Crefeld, fait ressortir les bataillons l'un dans l'autre à 454 officiers et soldats. D'après ces données, les 73 bataillons, 111 escadrons et troupes légères (1) rassemblés par Clermont et présents dans la zone d'action, peuvent être comptés à un total de 34.000 fantassins (2) et artilleurs et 13.000 cavaliers de tous rangs.

Essayons de donner une idée du théâtre du combat qui allait s'engager. Entre les villes de Kempen et Huls au nord, et les villages de Willich et Osterath au sud, s'étend une plaine (3) où se dressent aujourd'hui les usines du grand centre industriel de Crefeld, et où s'entassent les nombreuses habitations de la population ouvrière qui en dépend. Les maisons de Saint-Tonis et de Fischeln se rejoignent et font de cette région une des plus peuplées de l'Allemagne. Au milieu du dix-huitième siècle, il n'en était pas ainsi. Crefeld, bourg de peu d'importance, et les villages voisins étaient séparés les uns des autres par des bruyères et par un réseau de bois, de champs et de prés; dans le fond de verdure, on distinguait à peine les chaumières des paysans, entourées chacune de vergers à ceinture de fossés plantés de saules. Le pays était un fouillis de haies, de taillis, de bosquets, de rigoles pour l'écoulement des eaux, au-dessus duquel émergeaient les clochers des églises. A peu près à égale distance de Saint-Tonis et de Willich, la contrée était coupée par une muraille couronnant un talus en terre, le tout envahi par les ronces et les broussailles; de chaque côté, des

(1) Monteynard au ministre. Neuss, 17 juin 1758. Archives de la Guerre, 3477. L'ouvrage de l'état-major allemand donne 91 bataillons; de ce chiffre, il faut défalquer 12 bataillons sous Beaussobre gardant les bords du Rhin et les 6 bataillons des garnisons de Dusseldorf et de Cologne.

(2) Mortaigne évalue l'effectif de Crefeld à 32.000 fantassins et 10.000 chevaux.

(3) Cette description est empruntée à un article de M. de Schaumburg, *Annalen des historischen Vereins fur den Niederrhein*. Cologne, 1858. Voir la carte à la fin du volume.

tranchées larges et profondes qui, en temps de pluie et dans les saisons humides, servaient de déversoir aux eaux du voisinage Cette espèce de retranchement, appelée landwehr, souvenir des fortifications du moyen-âge, et dont il ne reste presque plus de traces aujourd'hui, ne pouvait être franchie qu'à des intervalles espacés, par des ponts qu'empruntait la voirie fort imparfaite de l'époque. Clermont, il est vrai, estimant ces débouchés insuffisants pour l'offensive qu'il avait rêvée, en avait fait ouvrir de nouveaux. Un canal de décharge courant vers le ruisseau de la Vleut ou Schüppe, prolongeait au nord-ouest la landwehr et transformait en défilés les communications entre les villages de Vorst et d'Anrath.

Au sud de la landwehr, à l'extrémité de la grande bruyère et aux confins des cultures d'Anrath et de Willich, s'allongeait une succession de cours de fermes, adossées à des boqueteaux, bordées de talus et entourées d'un dédale de fossés se reliant au canal de décharge. La ligne ainsi formée décrivait avec celle de la landwehr un angle rentrant très aigu. Il est presque superflu d'insister sur le parti que la défense devait tirer de ces obstacles naturels, dont l'assaillant ne pouvait approcher qu'après avoir traversé la zone découverte des champs et des prairies d'Anrath. La rangée de fermes continuait, sans interruption, depuis la cense de Stock sur la landwehr jusqu'à la route de Willich à Fischeln; derrière elle, et à la suite du bois sur lequel elle s'appuyait, on retrouvait la plaine où était campée l'armée de Clermont.

En résumé, le pays qui séparait les deux belligérants était un amalgame de bruyères, de taillis, de pâturages, de vergers, entremêlé de haies et de cours d'eau; les habitations, pour la plupart isolées, reproduisaient en miniature, et chacune pour son propre compte, l'aspect général de la contrée. Partout des banquettes plantées d'arbres, des étangs, des prés mal drainés et émaillés de bosquets. Au

centre, la formidable barrière de la landwehr constituait une excellente ligne de résistance qu'il serait très difficile d'aborder de front. A cette ligne, les villages de Crefeld et de Saint-Tonis en avant du centre, celui d'Anrath sur la gauche, servaient, avec leurs franges de fortifications naturelles, d'avant-postes qu'il serait facile de maintenir longtemps, même contre un assaillant supérieur. A droite, les marais de Neer, à gauche, ceux que forme le Schupp-fluss, petit affluent de la Nierse, mettaient les flancs extrêmes à l'abri d'un mouvement tournant. A tous les points de vue, la position en arrière de la landwehr présentait pour la défensive des avantages appréciables, mais pour en profiter, il était indispensable de retarder l'approche de l'ennemi en conservant le plus longtemps possible les villages situés en avant. D'autre part, il fallait fermer les débouchés d'Anrath et interdire à l'adversaire l'accès de la plaine qui se déroule entre ce hameau et celui de Willich, ou tout au moins, si une pareille extension offrait des inconvénients, compléter par des ouvrages de campagne les clôtures et les fossés qui couvraient les abords du camp français. On songea, il est vrai, à élever de ce côté quelques redans, mais pendant les quatre jours qui précédèrent la bataille du 23, le temps ou plutôt l'énergie fit défaut pour accomplir la tâche. On commença bien, dans la matinée du 23 (1), à tracer vis-à-vis d'Anrath une redoute pour 5 pièces de canon, mais l'attaque de Ferdinand vint interrompre la besogne.

Voyons maintenant le parti que Clermont et son état-major avaient tiré des dispositions du terrain. Dans une lettre du 22 juin, qui allait être la dernière de cette longue et intéressante correspondance avec son père, Gisors résume ainsi (2) la situation : « La droite appuyée à des

(1) Officier du génie à Derainsault, 16 juillet 1758. Archives de la Guerre, 3479.

(2) Gisors à Belleisle. Fischeln, 22 juin 1758. Lettre citée par Camille Rousset.

marais est fort bonne ; le front hérissé de canons qui borde la landwehr est très respectable ; la gauche, quoi qu'on y fasse, sera mauvaise et tournable, y ayant une lieue d'ici à la Nierse de pays très praticable. » Clermont, au contraire, craignant sans doute d'être coupé des bords du Rhin où il avait ses magasins, avait négligé la gauche et ne pensait qu'à sa droite. Il avait même poussé si loin ce souci qu'il avait chargé Beaussobre, avec 12 bataillons et quelque cavalerie, éparpillés depuis Dusseldorf jusqu'à Urdingen, de surveiller les rives du fleuve. Cet officier, laissé sans ordres, ne prit aucune part à la bataille du 23 et ne reçut pas de réponse à une proposition de se porter sur le flanc gauche de l'ennemi. Sur le champ de l'action, la distribution des troupes était des plus élémentaires ; l'infanterie, rangée sur deux lignes, avait son poste de combat derrière la landwehr où on avait établi des batteries aux principaux débouchés ; le plus gros contingent était en face de Crefeld. Deux brigades, celles de Champagne et La Tour du Pin, garnissaient la gauche du retranchement entre les censes de Stock et Hückelsmey. La cavalerie, en troisième ligne derrière l'infanterie ; comme réserves 12 bataillons de grenadiers appuyant la droite, 11 bataillons y compris la brigade de Navarre au centre, et à gauche les carabiniers et des dragons, en tout 26 escadrons. Le bourg de Crefeld était occupé par une avant-garde aux ordres du marquis de Voyer, et la défense du village d'Anrath avait été confiée à la légion royale, corps franc commandé par Sicard.

Les confédérés prirent les armes à 1 heure du matin le 23 juin ; le prince Ferdinand réunit ses officiers généraux et leur expliqua son plan. Ses troupes furent d'abord réparties en deux colonnes : Sporcken, avec celle de gauche, laissant un bataillon à Huls pour garder les derrières, marcherait sur Crefeld, s'en emparerait, déploierait ses régiments et engagerait une vive canonnade contre les

Français; si ces derniers paraissaient ébranlés, il chercherait à franchir la landwehr et à les aborder. La colonne de droite, composée de la division du prince héréditaire de Brunswick et de la brigade de Wangenheim, devait agir sous la direction immédiate de Ferdinand; elle était forte de 16 bataillons et de 24 escadrons, l'infanterie commandée par le prince héréditaire, la cavalerie par le prince de Holstein. En plus des pièces régimentaires, l'aile droite traînait avec elle 8 canons et 3 mortiers empruntés au parc d'artillerie. A ce corps d'armée était dévolue la tâche de tourner la gauche des Français, de la prendre en flanc et à dos, et de la culbuter. Grâce à la nature boisée du terrain, le général hanovrien espérait dérober son mouvement au comte de Clermont dont l'attention serait absorbée par la fausse attaque de Sporcken sur la ligne de la landwehr.

On se mit en route à 4 heures, et vers 6 heures les divisions de droite occupèrent sans résistance Saint-Tonis. Les Français n'avaient sur ce point qu'un poste de fantassins (1) éclairé par quelques cavaliers qui ne paraissent pas même avoir donné l'éveil. Pendant la halte que firent les confédérés, Ferdinand, accompagné des princes de Brunswick et de Holstein, avec l'assistance de personnes appartenant au pays, se rendit compte de la position des Français et combina l'attaque en conséquence. Pour combler le vide qu'allait créer au centre la direction excentrique donnée à sa droite, il détacha de l'aile gauche 6 bataillons et 6 escadrons avec quelques pièces de gros canon. Oberg, qui fut placé à la tête de ces troupes, devait remplacer à Saint-Tonis l'aile droite, dépasser ce village et amuser l'ennemi par des démonstrations et une vigoureuse canonnade. Enfin 3 escadrons de hussards, ainsi que les corps irréguliers de Luckner et Scheiter,

(1) Mortaigne est le seul qui fasse mention de ce poste dans sa lettre du 20 juillet à Belleisle.

furent envoyés à Papendeick avec mission d'inquiéter l'extrême droite de Clermont. Ces dispositions prises, on s'ébranla à 8 heures et l'on se dirigea sur Anrath laissant à droite la petite localité de Vorst. La marche fut pénible; l'étroitesse des sentiers ne permettait pas d'avancer à plus de trois de front; ils furent reservés pour la cavalerie et l'artillerie, et les fantassins durent se frayer un chemin à travers les haies et les taillis. Ce ne fut qu'à deux heures de l'après-midi que Ferdinand, qui conduisait en personne la colonne, put déboucher dans la plaine en avant d'Anrath. Il s'était servi, pour franchir la landwehr (1), d'une des ouvertures que Clermont y avait fait pratiquer le 19, lors de ses velléités d'offensive. Jusqu'alors on n'avait rencontré, en fait de Français, que des patrouilles aux abords d'Anrath; après l'échange de quelques coups de fusil, les troupes légères qui gardaient ce poste s'étaient retirées sur les lignes françaises.

Clermont, pas plus d'ailleurs que ses conseillers attitrés, Mortaigne et Contades, n'avait prévu une bataille; ils ne commencèrent à soupçonner les intentions de l'armée confédérée que vers 11 heures du matin. Voici la description que fait Mortaigne des premiers incidents de la journée (2) : « J'étais allé le matin avec M. de Contades à Anrath pour visiter cette partie; à une portée de fusil de là, il nous vint un déserteur houssard qui nous dit qu'un petit bois et des broussailles qui étaient devant nous étaient remplis d'ennemis et que nous allions être attaqués. Sans ce houssard nous aurions été pris, M. de Contades et moi; nous entrâmes pourtant dans la ville pour parler à M. Sicart qui commandait les volontaires royaux. Je lui dis qu'il était surprenant qu'il ne fût informé que l'ennemi

(1) Relation succincte de l'affaire du 23 juin. Papiers du prince Xavier de Saxe. Archives de Troyes.

(2) Mortaigne à Belleisle. Andernach, 20 juillet 1758. Archives de la Guerre, vol. 3479.

était si près de lui, qu'il devait sans perdre un instant envoyer reconnaître et sortir de la ville avec son corps. Sans moi il allait être enlevé; à peine fûmes-nous hors de la ville que sa patrouille trouva l'ennemi qui débouchait; nous allâmes joindre M. le comte de Clermont au quartier général. »

A deux reprises pendant la matinée, Clermont reçut de Crefeld où était posté Voyer, l'avis de l'apparition d'une grosse colonne ennemie marchant sur ce bourg; Voyer, qui avait commencé sa retraite, eut ordre de se replier derrière la landwehr. D'après le dire d'un officier du génie, l'insouciance de l'état-major aurait dépassé les bornes de la vraisemblance. Dès 7 heures du matin, des blessés de la légion royale qui tenait les avant-postes du côté d'Anrath, auraient raconté aux officiers occupés à tracer la redoute projetée qu'à la faveur des bois l'ennemi arrivait en nombre. « On fit avertir au quartier général; on n'en voulut rien croire; cependant les avis se réitéraient, mais l'opinion du conseil fut que ce ne pouvait être qu'une pointe. Le reste de l'armée attend des ordres pendant que le quartier général dîne (1) pour prendre des forces. Enfin on assure qu'il était midi lorsque la générale fut battue et que les officiers-généraux reçurent l'ordre d'aller à leurs divisions. »

Que les détails de ce récit soient exacts ou non, il est évident que le service d'avant-postes et celui de l'état-major, dans le camp français, étaient aussi défectueux l'un que l'autre, que les renseignements, mal transmis, ne furent pas considérés comme authentiques, et qu'en tout cas, ils ne furent pas vérifiés en temps utile. Probablement le général en chef n'attacha pas grande importance à des

(1) On racontait quelques jours après la bataille à La Haye que Clermont était encore à table à 4 heures quand on lui apporta la nouvelle de l'attaque de Saint-Germain. Kauderback à Galitzin, La Haye, 27 et 30 juin 1758. Confidential Miscellaneous. Record Office. Il y avait dans ces propos une exagération évidente.

mouvements auxquels il attribua le caractère de reconnaissances, et ne crut au danger immédiat de sa gauche que sur le rapport que lui firent Mortaigne et Contades de ce qu'ils avaient vu à Anrath. Ce fut, en effet, de ce côté que vinrent les informations décisives : « Enfin à 11 heures on sut (1) positivement que les hussards prussiens étaient déjà à Anrath et que la colonne dont ils avaient l'avant-garde débouchait par la landwehr à notre gauche. Il n'y eut plus moyen alors de douter que toute l'armée prussienne et hanovrienne ne s'avançât pour nous donner bataille en déployant ses trois colonnes sur tout notre front. La générale fut battue et l'armée tout entière se porta sur la ligne de la landwehr, au premier rang l'infanterie, au second la cavalerie. Pendant ce temps le feu du canon augmentait insensiblement du côté de Crefeld où l'ennemi faisait sa fausse attaque; on renforça notre droite de troupes comme si cette attaque eût déjà été décidée la véritable. » Voici en quels termes le prince Xavier de Saxe, qui était présent, ou le narrateur inspiré par lui, raconte le début de la bataille : « Les colonnes hanovriennes marchaient toujours, celle qui se portait sur Crefeld marchant très lentement et faisant fréquemment halte. Insensiblement, vers les deux heures, le feu changea de direction. La canonnade devint plus vive de part et d'autre sur notre gauche... Dès lors on vit clairement que tout se réunissait dans ce point, et M. de Saint-Germain avec une réserve formant en tout 16 bataillons (2), se porta promptement dans les bois du débouché d'Anrath, en avançant encore la brigade de la Marine plus près de la colonne hanovrienne pour éclairer et reconnaître plus parfaitement sa

(1) Relation succincte de l'affaire du 23. Papiers du prince Xavier de Saxe. Archives de Troyes.

(2) Cette division, empruntée à la deuxième ligne, se composait des régiments suivants : Marine à 4 bataillons; Touraine, Couronne, Chartres, Brancas et Lockman (Suisse) à 2 bataillons; La Marche à un bataillon : en tout 15 bataillons et non 16 fournissant de 6.500 à 7.000 hommes.

marche et sa destination positive. » Le débouché d'Anrath dont parle le récit, était ce labyrinthe de bosquets, de cours, de talus et de fossés qui bordait la bruyère en face d'Anrath et de Willich. C'était dans ces cours, que nous avons décrites plus haut, qu'étaient accourus la brigade de la Marine et les autres régiments de la division de Saint-Germain. Derrière le rideau de bois, entre Willich et Fischeln, était postée la réserve de 26 escadrons composée des carabiniers et de dragons.

Il devait être deux heures quand le prince Ferdinand atteignit la plaine entre les maisons d'Anrath et la chaîne de fermes que venaient d'occuper les soldats de Saint-Germain. Le rapport hanovrien relate comme suit les premières phases de l'action : « Le duc prince Ferdinand (1) fit avancer incontinent son artillerie qui, de beaucoup supérieure à celle de l'ennemi (2), facilita à notre infanterie les moyens de pouvoir se former vis-à-vis de ce bois, et à notre cavalerie à s'étendre sur notre droite vers le village de Willich, faisant mine de vouloir tourner leur flanc gauche pour les prendre à dos. Après une canonnade aussi véhémente que bien suivie, S. A. voyait bien qu'il en faudrait venir au point à tâcher de chasser l'ennemi de ce bois par le petit feu ; ce pourquoi S. A. le Prince héréditaire se mit lui-même à la tête de la première ligne..... Elle avança avec tout le front tout droit vers le bois ; le feu y devint alors extrêmement vif de part et d'autre, et ne discontinua en aucune façon pendant deux heures et demie de temps. Entre temps, tous les autres bataillons entrèrent pareillement dans ce bois, de façon qu'il n'y eut que 8 escadrons qui formèrent dans la plaine un corps de réserve prêt à être employé où les circonstances le demanderaient. Les autres seize escadrons qui se trouvèrent à notre

(1) Relation de Reden, 29 juin 1758. Ferdinand's Correspondance. Record Office.

(2) Les Français n'avaient dans le bois que leurs pièces régimentaires.

droite ne purent jamais pénétrer à l'autre côté du bois, à cause de deux batteries que l'ennemi y avait placées et qui furent soutenues par plus de quarante escadrons. »

Que se passait-il du côté des Français? Des spectateurs, l'officier d'état-major Lamy du Châtel (1) et le général de Mortaigne, vont nous le dire. Les 4 bataillons de la Marine essuyèrent le premier feu : « L'attaque qui se fit sur la brigade de la Marine dura plus de trois quarts d'heure et la plus vive des mousqueteries que j'ai ouïes ; cette brigade pendant ce temps repoussa, fut repoussée plusieurs fois, et enfin forcée par la supériorité des ennemis à se retirer assez loin pour se reformer ; celles de Lockman et de Touraine la remplacèrent et chassèrent d'emblée les ennemis hors de cette lisière de bois ; cette attaque dura encore à peu près trois quarts d'heure, au bout duquel temps elle fut encore obligée de céder le terrain aux ennemis mais en très bon ordre. Une batterie de pièces de huit que nous avions sur le flanc rompit les ennemis plusieurs fois et les déposta, quoique fort battue par les batteries ennemies. »

Enfin, vers cinq heures, les confédérés qui avaient engagé tout leur monde purent, grâce au tir de leur gros canon et à l'avantage du nombre (ils avaient au moins 12.000 fantassins à opposer aux 7.000 de Saint-Germain), pénétrer dans les vergers, franchir les tranchées qui protégeaient l'orée du taillis et, après un nouvel effort, se rendre maîtres du taillis lui-même. Mortaigne, qui était accouru de ce côté, et Saint-Germain firent tout au monde pour se maintenir jusqu'à l'arrivée des secours qu'ils avaient demandés ; le premier, après avoir vu son cheval recevoir quatre coups de fusil, se rendit auprès de Clermont pour hâter la marche des soutiens d'infanterie, et en attendant leur venue, pour faire charger la cavalerie de l'aile gauche qui jusqu'alors était restée sans bouger

(1) Lamy du Châtel au Ministre. Neuss, 24 juin 1758. Archives de la Guerre, vol. 3477.

sous le feu de l'artillerie hanovrienne. Par suite d'un malentendu resté inexplicable, le renfort promis ne parut pas sur le champ de l'action. D'après le rapport officiel (1) et la relation plus détaillée de Mortaigne, Clermont, aussitôt qu'il s'aperçut que la véritable attaque de l'ennemi avait pour objectif son aile gauche, ordonna à Cornillon, major-général de l'infanterie, d'envoyer deux de ses aides chercher, l'un, la brigade de Navarre, et l'autre, la division des grenadiers, qui servaient de réserve au centre et à l'aile droite. C'était l'infanterie disponible la plus rapprochée, car il eût été imprudent de dégarnir la landwehr et d'inviter l'ennemi, par un mouvement qui eût paru une reculade, à déboucher de Crefeld et de Saint-Tonis. Il eût d'ailleurs suffi d'une demi-heure, d'une heure tout au plus pour amener ces troupes, dont l'entrée en ligne eût certainement rétabli les affaires de Saint-Germain. A en croire Mortaigne, une enquête faite par les soins du général en chef aurait prouvé qu'au lieu d'être conduits à la gauche, les corps désignés auraient été dirigés sur un autre point du champ de bataille où leur présence était complètement superflue. Cette assertion est confirmée par le témoignage d'un autre spectateur, le prince de Saxe : « Il y avait déjà plus d'une heure qu'on avait demandé la brigade des grenadiers de France et celle de Navarre qui étaient destinées pour la réserve. Mais ces deux corps qu'on avait postés assez inutilement vers Crefeld dans l'idée que ce serait la principale attaque, se trouvant par ce moyen à l'autre extrémité de la ligne, ne purent arriver, telle diligence qu'ils firent, que lorsque les 3 brigades de M. de Saint-Germain étaient hors d'état de pouvoir les attendre. » Faute d'être secourue, en effet, la division de Saint-Germain, malgré l'énergie de son chef, commençait à faiblir; chassés du bois, les soldats se répandaient en désordre dans la plaine.

(1) Bulletin du 25 juin 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXVIII.

Pour couvrir leur retraite, à défaut d'infanterie il fallut engager la cavalerie. Voici en quels termes le rapport du colonel hanovrien Reden (1) décrit le combat de cette arme qui termina la journée : « La confusion alors se mit dans toute cette infanterie ennemie, laquelle se retira pêle-mêle hors du bois sans que jamais elle pût être ralliée. La nôtre la suivit mais sans jamais oser la poursuivre à cause de la cavalerie, laquelle, malgré le feu terrible de notre artillerie, tenait non seulement la meilleure contenance du monde, mais garantissait aussi leur infanterie ensuite, à ne rien avoir à appréhender de notre cavalerie, laquelle entre cinq et six heures du soir avait trouvé moyen de parvenir sur la plaine. Les dragons des Hessois et le régiment du corps cavalerie de la même nation eurent deux chocs avec les carabiniers royaux de Provence et le régiment de Roussillon, et les culbutèrent. Voilà tout ce que la cavalerie eut à faire dans cette journée. Un escadron des carabiniers tâcha de pénétrer par notre infanterie et attaqua les bataillons de Post et de Drèves; mais il y perdit beaucoup de monde, et quoique une quarantaine d'eux percèrent effectivement, ils ne purent jamais rejoindre leurs corps et furent tous tués à coups de feu et de baïonnette. »

Ce récit ne rend pas justice à la cavalerie française dont une partie, et notamment les carabiniers, se comporta vaillamment. Le prince Ferdinand le reconnaît : « Le succès du combat, écrit-il au roi George (2), fut longtemps balancé; la cavalerie ennemie eut quelque succès; elle fut arrêtée par les dragons bleus de Hesse et échoua ensuite entièrement contre trois bataillons de la brave infanterie de Votre Majesté. » Lamy du Châtel constate (3) la belle conduite des carabiniers : « Les 10 esca-

(1) Relation de Reden, 28 juin 1758. Record Office.

(2) Ferdinand au roi George. Crefeld, 24 juin 1758. Record Office.

(3) Lamy du Châtel au Ministre, 24 juin 1758. Archives de la Guerre, vol. 3477.

drons des carabiniers pénétrèrent dans l'infanterie, et s'ils avaient été suivis de la cavalerie en seconde ligne qui ne marcha pas, l'infanterie ennemie était défaite. Les brigades d'Aquitaine et Royal Roussillon chargèrent en même temps; mais elles ne purent pas percer; elles plièrent seulement quelques escadrons ennemis, de sorte que les carabiniers furent obligés de repercer une seconde fois pour se retirer. Rien ne peut égaler leur valeur en cette action, et un si bel exemple aurait dû engager la seconde ligne à les suivre. »

Mortaigne est plus sévère dans son commentaire (1) : « M. le comte de Clermont envoya deux fois l'ordre, mais il n'y eut que les carabiniers et deux brigades qui chargèrent; les carabiniers n'ont pas été sacrifiés, mais ils n'ont pas été soutenus, puisqu'il y a de leurs escadrons mêmes qui n'ont pas chargé, ni l'officier général qui les commandait; cependant il en est aujourd'hui le commandant, faveur qu'il ne devait pas espérer... Je suis retourné reconnaître les mouvements de l'ennemi et voyant qu'il se formait dans la plaine et que notre cavalerie ne chargeait pas, je rejoignis M. le comte de Clermont pour lui représenter la nécessité de faire charger la cavalerie. Il me répondit tout haut : « Je leur ai déjà fait dire deux « fois, elle ne le veut pas; que voulez-vous que j'y fasse? » Tout le monde l'a entendu, les princes et M. de Contades qui était auprès de M. le comte de Clermont, et tout ce qui était à portée. Sur ces entrefaites la cavalerie, quoique en ordre, fit un mouvement rétrograde, cela donna encore plus de facilité à l'ennemi d'achever de déboucher et de se former, cavalerie et infanterie. »

Il y eut, en réalité, plusieurs engagements distincts; les carabiniers eurent raison des premiers escadrons ennemis qui avaient pu se dépêtrer des clôtures et du bois à l'ex-

(1) Mortaigne à Belleisle, 20 juillet 1758. Archives de la Guerre, vol. 3479.

trême droite des alliés, près de la ferme de Inger Hof, et rejoindre leurs fantassins ; puis ils se jetèrent, sans beaucoup de succès, sur 3 bataillons hanovriens dont le feu, délivré à bonne portée, leur infligea des pertes cruelles. Ce fut là que leur jeune et brillant colonel (1), le comte de Gisors, reçut la blessure mortelle des suites de laquelle il succomba quelques jours après. Un jeune cornette de dix-huit ans, M. de Bailloud, traversa avec son peloton la ligne ennemie, se trouva séparé de l'armée, gagna Gladbach, et rejoignit, le lendemain, avec 25 hommes dont 8 blessés (2), ramenant comme prisonnier un colonel hanovrien. Le chevalier de Groslier se distingua aussi par son entrain et sa bravoure. Pendant ces rencontres, le prince de Holstein avait pu gagner la plaine entre Willich et Hoxhöfe, et y former ceux de ses escadrons (une vingtaine environ) qui n'avaient pas encore pris part à l'action. Il les lança sur les carabiniers qui revenaient en désordre de leur charge et sur les brigades de Royal Roussillon et d'Aquitaine qui accouraient au secours. Cette attaque réussit ; les 22 escadrons français, qui seuls se battirent à l'arme blanche (3), allèrent se rallier sous la protection des dragons et du reste de leur cavalerie qui n'essayèrent pas de prendre la revanche. Leurs pertes avaient été lourdes : le chevalier du Muy, commandant des deux brigades, et le comte de Lauraguais, colonel du Royal Roussillon, y furent blessés de coups de sabre ; les carabiniers eurent 53 officiers et 355 cavaliers mis hors de combat.

(1) Gisors, nommé tout récemment lieutenant commandant du corps des carabiniers, avait rejoint quelques jours avant la bataille.

(2) Clermont à Belleisle. Weringen, 26 juin 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXVIII. Bailloud obtint pour cette action d'éclat une commission de colonel, une pension de 800 livres et la croix de Saint-Louis (Luynes, XVI, p. 482).

(3) Fumel, major général de la cavalerie, 25 juin 1758. Archives de la Guerre, 3477.

Il était près de sept heures quand finirent les mêlées que nous venons de décrire. Clermont avait donné le signal de la retraite qui fut exécutée en bon ordre, de l'aveu même de l'ennemi. Les grenadiers de France, qui étaient survenus trop tard pour empêcher la déroute de la division Saint-Germain, prirent position pour protéger le défilé de l'armée et en imposèrent par leur bonne attitude. Au centre et à droite, la lutte s'était bornée à une canonnade assez meurtrière pour les Français, à en juger par le déchet des régiments qui bordaient la landwehr en face de Saint-Tonis. Oberg, profitant du recul du centre français qui avait suivi la défaite de Saint-Germain, occupa les débouchés de Stock et Hückelsmey sur la landwehr, et donna la main au prince Ferdinand. Sporcken se contenta de surveiller de loin la marche des Français sans l'inquiéter. « Ils n'avaient jamais osé attaquer le front qui leur fut opposé, rapporte Reden; par conséquent la droite et le centre de l'ennemi se retira paisiblement dans le plus grand ordre du monde du côté de Neuss, nous cédant le champ de bataille. » Clermont arriva l'un des premiers dans cette ville où il établit son quartier général; Saint-Germain avec sa division fort délabrée n'y parvint que le lendemain matin à neuf heures.

Les pertes des Français furent sérieuses (1). Pour l'infanterie, elles se montèrent à 2.912 officiers et soldats tués, blessés et disparus, sur lesquels plus de 2.000 appartenaient aux 15 bataillons de l'aile gauche. La cavalerie accusa un déficit de 1.286 de tous rangs dont plus de 900 des régiments qui avaient chargé. Les chiffres officiels (2) de l'armée confédérée furent bien inférieurs;

(1) Annexes au rapport de Clermont, 24 juin 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXVIII. Le chiffre de tués est rapporté comme supérieur à celui des blessés, les disparus et pour plusieurs corps les blessés sont confondus avec les morts.

(2) Ouvrage de l'état-major prussien. Berlin, 1826, vol. II.

ils atteignirent 1.619 tués, blessés et disparus, dont 279 seulement pour leur cavalerie. L'écart s'explique par un certain nombre de prisonniers faits dans le combat du bois, et par la supériorité marquée de l'artillerie du prince Ferdinand, au feu de laquelle restèrent exposés, pendant plusieurs heures, les défenseurs de la landwehr. L'artillerie française, soit insuffisance de matériel, soit mauvais emplacement des batteries, se montra très au-dessous de ce qu'elle avait été à Hastenbeck. En fait de trophées, le vainqueur ramassa 6 drapeaux et trois canons dont les affûts avaient été brisés et que les Français ne purent pas emmener.

A l'occasion de la bataille de Crefeld, il est curieux de relever une de ces réclamations, si usuelles aujourd'hui, sur l'emploi de projectiles prohibés par les lois de l'humanité. Le colonel Reden, à propos de la demande d'un chirurgien français pour donner des soins au comte de Gisors, ajoute à sa lettre (1) le message suivant : « S. A. S. le duc Ferdinand m'a ordonné en outre de vous envoyer cette espèce de cartouche de clous que nous avons trouvée parmi les charges et les boulets de canon avec quoi votre artillerie a manœuvré hier contre nous. S. A. le duc Ferdinand connaît trop l'humanité de Mgr le Comte de Clermont pour n'être pas persuadé que ceci s'est fait sans son ordre et à son insu. » Du camp français, on fournit une explication des plus satisfaisantes : le prétendu projectile « s'appelait pelote de maréchal et servait à ferrer les chevaux qui se déferreraient dans les marches et à reclouer les bandes des roues » ; il ne pouvait être utilisé pour le tir.

Nous avons vu le prince Ferdinand rendre hommage à la valeur de ses antagonistes; un autre témoin étranger, le colonel autrichien Kettler, qui avait repris ses fonctions au quartier général de Clermont, tient le même langage :

(1) Reden à Blaisel, 24 juin 1758. Papiers de Clermont.

« Les Français, écrit-il (1), ont recouvré l'honneur des armes perdu à Rosbach. » Mais si, à Crefeld, la conduite des soldats des deux armées fut digne d'éloges, il n'en fut pas de même de la tactique des généraux rivaux. Le prince Ferdinand tenta contre un adversaire qu'il savait supérieur une manœuvre des plus dangereuses. « Le plan du duc à la bataille de Crefeld, écrit Napoléon, a été contre la règle qui dit : Ne séparez jamais les ailes de votre armée les unes des autres, de manière que votre ennemi puisse se placer dans les intervalles. Il a divisé sa ligne de bataille en trois parties séparées entre elles par des défilés; il a tourné toute une armée avec un corps en l'air, non appuyé, qui devait être enveloppé et pris. » La critique, si fondée qu'elle soit, suppose chez le défenseur le coup d'œil nécessaire pour profiter des fautes de l'assaillant. De ce coup d'œil, nous ne discernons la moindre trace, ni chez le pauvre Clermont, ni chez ses principaux conseillers. Mortaigne, questionné par Belleisle, allègue les dangers d'une contre-attaque : « Il n'eût pas été prudent de faire passer la landwehr aux troupes qui la bordaient; l'ennemi qui était en présence se serait replié, et les troupes de la gauche étant percées, les troupes de la landwehr se seraient trouvées entre deux feux et n'auraient pu se retirer; mais si on avait réussi à la gauche comme cela devait être, c'est alors qu'on aurait passé la landwehr et qu'on aurait eu une victoire complète. Je n'adopte pas de faire détruire une armée dans un jour sans espoir de réussite; il faut être brave pour soi et prudent pour les autres. » Admettons que Clermont et son état-major aient été incapables d'improviser un mouvement offensif, tout au moins devaient-ils prendre les mesures pour gagner l'action défensive qui, d'après eux, était dans les vues de la cour. Pourquoi ne pas construire les re-

(1) Kettler à Kaunitz. Voringen, 26 juin 1758. Archives de Vienne.

doutes jugées nécessaires pour la protection de la partie faible? Pourquoi ne pas affecter sur le terrain une réserve d'infanterie à la division de Saint-Germain? Pourquoi n'avoir pas assuré la mise en route des renforts réclamés et leur arrivée au point menacé? Cornillon, chargé de transmettre l'ordre, informe Belleisle (1) qu'il le reçut à une heure (2) de l'après-midi, et qu'en conséquence les brigades des grenadiers et de Navarre (3) furent placées à la gauche du régiment de Champagne, le long de la landwehr. Ce dire s'accorde avec les témoignages de Mortaigne et du prince de Saxe cités plus haut, et il n'est pas en contradiction avec celui de Clermont. D'après le rapport rédigé par Mortaigne (4), mais signé par le prince, ce serait « la maladresse et l'étourderie de deux officiers que j'avais envoyés pour chercher ma réserve qui l'auraient égarée sans qu'on puisse comprendre comment, n'ayant qu'une bruyère à traverser, sans ravins ni buissons, et à l'abri de l'attaque ».

Si le reproche est fondé, c'est non sans motif que M[me] de Pompadour (5) demandait à Clermont : « Qui sont les plats officiers, Monseigneur, qui ont égaré vos troupes et ont fait d'une action (qui devait être la plus belle) la plus malheureuse du monde? » Qu'il y ait eu mauvaise interprétation de l'ordre donné, cela est possible, mais la responsabilité initiale n'en appartient pas moins au commandement dont les premières dispositions étaient défectueuses, et qui ne sut ni réparer la faute en temps utile,

(1) Cornillon à Fumeron. Weringen, 25 juin 1758. Arch. de la guerre, 3477.

(2) Le récit du prince Xavier parle d'un peu plus d'une heure avant la perte du bois, c'est-à-dire 3 heures et demie ou 4 heures.

(3) Le régiment de Navarre (4 bataillons) perdit 10 officiers et 27 soldats, et fut par conséquent pendant quelque temps dans la zone de feu. Les grenadiers de France et royaux (12 bataillons) n'eurent que 8 hommes hors de combat.

(4) Clermont à Belleisle. Weringen, 25 juin 1758. Papiers de Clermont.

(5) M[me] de Pompadour à Clermont, 28 juin 1758. Papiers de Clermont.

ni veiller à l'exécution prompte et exacte des nouvelles instructions.

Ce fut sans doute l'incapacité avérée de Mortaigne qui donna lieu à la légende de la trahison de cet officier général, reconnu par l'armée comme son véritable chef. A en croire les bruits colportés après la bataille et reproduits plus tard dans des ouvrages militaires (1), Mortaigne, jaloux du général en chef dont il aurait escompté la disgrâce en sa faveur, aurait sciemment empêché ou retardé l'arrivée des renforts destinés à Saint-Germain. Rien, selon nous, ne vient corroborer cette accusation qu'expliquerait une rare impopularité due à la morgue et aux prétentions du personnage. Du reste, nous partageons sur cette question les appréciations de l'Autrichien Kettler (2) : « Je n'ai pas donné dans l'histoire de la trahison de MM. de Villemeur et Mortaigne ; je vis très simplement dans leur conduite des gens qui ne savaient ce qu'ils faisaient et auxquels la tête avait tourné à force d'être chargés d'une besogne qu'ils n'étaient pas en état de remplir. »

Quel que fût l'auteur de la faute commise, elle eut des conséquences fatales. Pendant que les 15 bataillons de Saint-Germain, après une résistance des plus énergiques, se faisaient écraser par les forces supérieures de l'aile droite des confédérés, les 58 autres bataillons de l'armée, d'un effectif de 25.000 hommes, restaient immobiles, exposés à la canonnade ennemie, en face des 14.000 fantassins de Sporcken et d'Oberg, et à quelques lieues du champ de bataille les 12 bataillons de Beaussobre exécutaient des contre-marches inutiles sur le bord du Rhin (3). Et cependant l'entrée en ligne de quelques bataillons eût fait pen-

1) *La galerie des aristocrates militaires* citée dans l'ouvrage de l'état-major prussien.

(2) Kettler à Kaunitz. Hamm, 4 novembre 1758. Archives de Vienne.

(3) Beaussobre à Fumeron. Neuss, 24 juin 1758. Archives de la Guerre, vol. 3477.

cher la balance en faveur des soldats de Saint-Germain qui, livrés à eux-mêmes, surent repousser pendant trois heures l'assaut des Hanovriens. Ferdinand qui, dès le commencement de l'après-midi, avait engagé toute l'infanterie de son aile droite et qui n'avait en réserve que quelques escadrons, eût été forcé de céder à des troupes fraîches et eût été refoulé en désordre dans les bois et les vergers d'Anrath. Une poursuite poussée avec vigueur et secondée par une marche en avant du reste de l'armée française dans la direction de Saint-Tonis, aurait complété le succès et contraint l'ennemi à repasser le Rhin au plus vite.

Tout au contraire, Clermont ne sut pas profiter des imprudences de son adversaire, se laissa tromper par la fausse attaque, permit aux confédérés de développer à loisir leur mouvement tournant, ne secourut pas son aile menacée, ne tenta rien pour ressaisir la victoire, et après la bataille, au lieu de chercher à réparer les fautes commises, parut avoir à cœur d'exagérer la portée de sa défaite, en fuyant devant celui qu'il proclamait ainsi son vainqueur. Aussitôt arrivé à Neuss, le prince écrivit (1) un billet, daté de minuit, par lequel il annonçait son échec et la retraite de l'armée derrière l'Erfft, où d'ailleurs il n'espérait pas se maintenir. Le lendemain 24, deux lettres; dans la première il parle de remarcher à l'ennemi, dans la seconde (2) il renonce à ce projet énergique parce que les confédérés sont à Osterad, « ce qui rend mes débouchés impossibles sans mettre l'armée dans un danger certain, l'ennemi pouvant être sur moi dans deux heures et ne pas me donner le temps de me mettre en bataille »; il ira camper à Weringen et « successivement jusqu'à ce que je trouve une position où m'arrêter et où je puisse at-

(1) Clermont à Belleisle. Neuss, 23 juin 1758 à minuit. Papiers de Clermont.

(2) Clermont à Belleisle. Neuss, 24 juin 1758. Papiers de Clermont.

tendre les ordres positifs du Roi pour la destination de son armée ».

Le 25 juin, on évacua Neuss, abandonnant aux Hanovriens des magasins considérables et bon nombre de blessés, parmi lesquels le comte de Gisors, qui expira le lendemain. En adversaire généreux, le prince Ferdinand, qui avait accordé à l'illustre blessé tous les soins et toutes les facilités possibles, fit célébrer ses funérailles avec le cérémonial militaire dû à son rang et à sa parenté. Le 28, l'armée se replia jusque sous les murs de Cologne. Le général en chef se montre de plus en plus démoralisé (1) : « Si je perds de vue Cologne qui est notre mère nourricière, je cours risque que l'ennemi ne vienne m'insulter, à moins que je n'y laisse un gros corps, ce qui m'affaiblirait d'autant. » Il craint pour Dusseldorf, que sa retraite de Neuss avait découvert : « Le gouverneur, M. d'Isselbach, me mande... qu'il est menacé d'un bombardement et m'annonce qu'il n'a pas l'envie de l'attendre; il a pourtant 6.000 hommes dont 4 bataillons français. » On vient de lui apprendre qu'à Juliers il n'y a qu'un « petit bataillon »; sa surprise a été grande, car il croyait la place mieux garnie; seule la diversion de Soubise peut rétablir les affaires.

A la suite du désarroi qui se manifestait dans le commandement, l'indiscipline gagnait les rangs supérieurs de l'armée, où l'on était très monté contre Mortaigne et Contades. « Je plains le comte de Clermont, mandait Kettler (2), il est à plaindre, mais MM. de Contades et Mortaigne font tout, c'est à eux à en répondre... On ouvre (3) toutes les lettres vers Paris, mais plusieurs officiers sont partis pour porter des plaintes contre ces deux Messieurs

(1) Clermont à Belleisle. Cologne, 28 juin 1758. Papiers de Clermont.

(2) Kettler à Kaunitz. Cologne, 28 juin et 1er juillet 1758. Archives de Vienne.

(3) Cressener et Ammon, agents d'Angleterre et de Prusse à Cologne, confirment ce fait dans leurs lettres à Ferdinand du 4 juillet 1758. Record Office et Geh. Staat. Archiv. Berlin.

nommés; avant-hier il y eut un éclat public dans l'antichambre... Les gros bagages sont portés à Andernach. Cela sent la marche de Coblentz. »

Pendant quinze jours, du 28 juin au 13 juillet, l'armée française demeura aux environs de Cologne; la volonté de la cour s'était affirmée d'une façon qui ne prêtait à aucune équivoque. « L'ordre positif du Roi, avait écrit Belleisle (1), se réduit, Monseigneur, à ce que son armée reste dans son camp sous Cologne, et que l'on y fasse un pont sur le Rhin, et que l'on y attende les effets des opérations de l'armée de M. de Soubise. »

Mais si la nouvelle position de Clermont offrait l'avantage de se rapprocher de Soubise, de conserver les communications par le haut Rhin et la Moselle avec les dépôts de France, elle avait, par contre, le grave inconvénient de laisser ouverts les Pays-Bas autrichiens et de livrer cette riche contrée, presque dépourvue de troupes, aux incursions des confédérés. L'état-major français crut à un mouvement du prince Ferdinand dans cette direction : « Il y a grande apparence, mandait Mortaigne sous la signature de son chef (2), que toute cette armée va se porter sur la Meuse et porter le théâtre de la guerre en Flandre... En cas que le Roi souhaite que je suive l'ennemi en Flandre, quelles sont les intentions sur les places de Wesel, Dusseldorf, Gueldres, Juliers, si j'y laisserai des troupes de milices ou troupes réglées et combien? » C'était contre ces forteresses qui gênaient ses derrières que le général hanovrien allait porter ses premiers efforts : Ruremonde attaquée par le prince de Brunswick capitula, le 28 juin, après quelques heures de bombardement, et les 3 bataillons de milice qui en formaient la garnison se replièrent sur Liège, où s'étaient entassés, dans la plus grande

(1) Belleisle à Clermont, 1er juillet 1758. Papiers de Clermont.
(2) Clermont à Belleisle, sous Cologne, 30 juin 1758. Papiers de Clermont.

confusion, les hommes et chevaux destinés au recrutement et à la remonte d'une notable partie de la cavalerie de Clermont. De Paris, on y envoya le marquis de Castries pour rétablir l'ordre, et on détacha, de l'armée des côtes de France, quelques escadrons pour rassurer les populations des Pays-Bas et pour arrêter les réquisitions des coureurs hanovriens.

Malgré les incitations du cabinet de Londres, qui notifiait à son général (1) que « Sa Majesté n'a aucun ménagement à garder avec Sa Majesté Impériale... et que vous pourrez traiter ses États comme pays ennemi », l'invasion de la Belgique se borna à des raids de hussards qui allèrent lever à Tirlemont, à Louvain, et jusqu'à Charleroi, des contributions en nature et en argent. Ferdinand en effet, en dépit de ses succès, se rendait bien compte des dangers auxquels l'exposait son infériorité numérique et hésitait devant les risques d'une expédition trop excentrique. « J'ai battu grâce au ciel, écrivait-il au roi George (2), l'armée ennemie; mais malgré cet avantage je continue d'avoir vis-à-vis de moi une armée fort supérieure en nombre;... elle reste maîtresse des forteresses de Wesel, de Gueldres et de Dusseldorf, tandis que deux ponts de bateaux jetés à Rees sur le Rhin font mon seul point d'appui et l'unique source d'où je puisse tirer ma subsistance. Je manque trop de bons ingénieurs et mon artillerie est trop peu nombreuse pour entreprendre des sièges tant soit peu difficiles... Une seule marche faite dans ces circonstances de trop en avant doit devenir une source intarissable d'inconvénients vis-à-vis d'un ennemi vigilant et expert. » Déduction faite des garnisons, détachements et dépôts, à peine lui restait-il 30.000 hommes à opposer aux 100 bataillons, aux 100 escadrons et à l'artillerie formidable qu'il supposait à son antagoniste. Heureusement celui-ci ne

(1) Holdernesse à Ferdinand, 28 juin 1758. Record Office.
(2) Ferdinand au roi George. Osterad, 29 juin 1758. Record Office.

semblait pas avoir pour l'avenir des idées bien déterminées : « Clermont a fait passer le Rhin (1) à un corps de plusieurs mille hommes à Deutz. Il pourrait avoir en vue de sauver Dusseldorf, ou même un dessein plus hardi encore; mais dans le même temps le bagage de son armée est renvoyé vers Liège et on tâche de sauver l'hôpital et les magasins de Cologne, d'où je tire la conséquence qu'il ne s'est pas encore fixement attaché à aucun plan, soit général, soit particulier. » Cette dernière information était confirmée par un rapport de Cressener (2) signalant l'embarquement précipité à Cologne des blessés et malades français.

Il eût fallu un effort énergique pour conserver Dusseldorf, dont la prise par les Hanovriens serait grosse de conséquences, comme l'avouait Clermont avec sa philosophie habituelle; car d'après lui (3), la perte de la ville entraînerait l'abandon du Rhin et la retraite sur la Meuse, à moins que la diversion confiée à Soubise ne décidât le prince Ferdinand à rentrer en Westphalie. Dusseldorf, résidence de l'Électeur palatin dont les troupes étaient à la solde française et avaient pris part à la campagne de 1757, avait pour commandant M. d'Isselbach, « homme mou qui ne s'occupe qu'à boire (4) ». La garnison se composait de 10 bataillons palatins et de 4 bataillons français à effectifs réduits sous le brigadier Bergeick. Au lendemain de Crefeld, Clermont, qui ne paraît jamais avoir compté sur la résistance du général palatin et de ses hommes, avait prescrit aux 1.200 Français de rallier l'armée; cet ordre n'avait pu être exécuté et la brigade de Bergeick allait être condamnée à partager le sort de ses alliés. Wangenheim, que

(1) Ferdinand à George. Osterad, 1er juillet 1758. Record Office.

(2) Cressener à Holdernesse. Cologne, 3 juillet 1758. Record Office.

(3) Mémoire sur les opérations, 2 juillet 1758. Archives de la Guerre, vol. 3478.

(4) Bergeick à Clermont. Dusseldorf, 6 juillet 1758. Archives de la Guerre, vol. 3478.

Ferdinand avait détaché après la bataille pour faire le siège de Dusseldorf, n'avait avec lui, en y comprenant les contingents de la rive droite, que 4 bataillons, 4 escadrons et quelques troupes légères. Malgré la faiblesse de ses moyens, il avait sommé la ville le 26 juin, refusé le délai que demandait Isselbach pour en référer à son prince, et, désireux d'exploiter le découragement que manifestait cette requête, avait commencé le bombardement le 27 avec 6 canons et 4 mortiers. Même avant l'ouverture du feu, le gouverneur se montrait très impressionné : « L'ennemi travaille actuellement, écrivait-il à Clermont (1), à ses batteries à la rive gauche du Rhin, et je ne doute pas qu'on verra tomber les bombes, et la ville, et peut-être même le palais électoral, en feu, avant la fin de cette journée. » Son effet d'intimidation produit, Wangenheim accorda l'autorisation de consulter l'Électeur et consentit à une trêve jusqu'à réception de la réponse. Pendant les huit jours que dura l'armistice, il y eut entre Dusseldorf, Mannheim où se trouvait l'Électeur et le quartier général de Cologne, une correspondance active dans laquelle chacun des intervenants fit assaut d'indécision ou d'imbécillité. L'Électeur, très partagé entre sa fidélité à l'alliance et ses inquiétudes pour son palais et sa galerie de tableaux, cherchait à se décharger sur Clermont de la responsabilité des ordres (2) à donner à la garnison; le général français s'en rapportait à la décision de l'Électeur (3) et s'abritait au besoin derrière l'avis motivé de ses lieutenants-généraux; Isselbach enfin, toujours en quête d'un prétexte pour accepter l'arrangement qu'on lui offrait, finit par le trouver dans une lettre évasive de Clermont.

(1) Isselbach à Clermont. Dusseldorf, sans date mais évidemment du 27 juin. Archives de la Guerre, vol. 3478.

(2) Correspondance de l'Électeur avec Clermont et Isselbach, commencement juillet 1758. Archives de la Guerre.

(3) Clermont à Isselbach, 28 juin, 3 juillet 1758. Memorandum des 3 lieutenants-généraux, 5 juillet. Archives de la Guerre, 3478.

On ne signa que le 7 juillet les conditions de la reddition, mais dès le 29 juin, le commandant français avait reçu de Cologne (1) des instructions qui prévoyaient la chute de la place : « Quand les Palatins feront leur capitulation, M. de Bergeick fera tous ses efforts pour que les bataillons à ses ordres puissent se retirer et ne soient pas prisonniers de guerre. » Sur ce point, on eut gain de cause; la troupe, tant française qu'indigène, conserva sa liberté, mais 26 canons appartenant au Roi, 42.000 paires de souliers, 2.700 tentes, beaucoup de munitions et de vivres tombèrent entre les mains du vainqueur ou furent détruits par l'assiégé. En revanche, l'Électeur obtint la faculté d'emporter ses tableaux. On aurait eu tout le loisir d'évacuer les magasins; mais personne n'y songea en temps utile, et quand les attelages arrivèrent pour enlever le matériel, il était trop tard, la convention était déjà conclue (2). On laissa saccager les effets par les soldats : « Les Hanovriens, écrit le commissaire des guerres, ne profiteront pas des pertes immenses que nous faisons. L'indiscipline des troupes y a pourvu; hier à 4 heures la garnison a forcé le magasin du Roi malgré la garde qui y était... Les Français et les Palatins ont pillé... souliers, tentes, faisceaux... et jusques aux planches qui en formaient l'enceinte. »

Pendant le séjour des Français devant Cologne, un événement important s'était accompli : le commandement avait changé de mains. Le crédit de Clermont était déjà depuis longtemps ébranlé; sans le rendre responsable des malheurs d'une armée qui avait été attaquée deux jours après son arrivée à Hanovre, renseignement pris, on avait jugé trop hâtive la retraite sur le Rhin, et quoique le principe en eût été accepté à Versailles, on avait blâmé une exé-

(1) Lettre citée par Bergeick dans son rapport du 6 juillet.

(2) D'Erville à Gayot. Dusseldorf, 6 et 8 juillet 1758. Archives de la Guerre, 3478.

cution qui avait aggravé les pertes inhérentes à une opération de cette nature. Le passage du prince Ferdinand sur la rive gauche du Rhin, les succès stratégiques de ce général, les reculades successives des Français, la mauvaise interprétation donnée aux ordres du Roi, furent autant de griefs accumulés contre le prince ; décidément, celui-ci ne justifiait en aucune façon les espérances qui lui avaient valu sa nomination. Déjà à l'occasion d'un petit conciliabule tenu, le 23 juin, dans le cabinet de Belleisle (1), auquel assistaient, en dehors du ministre de la Guerre, Bernis, Paris Duverney et Crémille, on avait parlé non seulement de modifier la destination du corps de Soubise, mais aussi de remplacer Clermont. Belleisle déclara que la cour, la ville, les provinces, l'Europe entière semblaient indiquer le maréchal d'Estrées. Duverney se répandit en éloges du vainqueur d'Hastenbeck, et on passa à autre chose. En réalité, il était très opposé à ce choix, comme la suite le prouve. La nouvelle de l'affaire du 23 parvint à Versailles le 26 ; Duverney y fut appelé le 27 ; on discuta beaucoup sur le parti à prendre et « on pressa M. Duverney sur son départ pour l'armée ; il en avait, de lui-même, fixé le jour au samedi 1er de juillet. On ne lui dit pas que M. le maréchal d'Estrées avait été mandé, mais il le démêla dans les propos de M. l'abbé de Bernis. Il dit, en sortant du cabinet de M. le maréchal, à M. de Crémille qu'il ne partirait pas, si on donnait le commandement à M. le maréchal d'Estrées. M. de Crémille rentra dans le cabinet et n'en sortit plus. M. Duverney revint le même soir à Paris et eut pendant la nuit une vapeur si violente, qu'à 4 heures du matin il écrivit à M. de Crémille qu'il ne devait plus penser à aller à l'armée. Ayant eu avis que M. le Comte de Clermont se préparait à abandonner Neuss, il en fut si frappé qu'il alla de lui-même à Versailles le 29, où il vit

(1) Compte rendu des entrevues entre Belleisle et Duverney. Papiers de Clermont, vol. XXXVIII.

M. le maréchal, M. l'abbé de Bernis et M. de Crémille. On lui parla assez ouvertement de M. le maréchal d'Estrées, et M. de Bernis lui dit qu'il n'y avait que lui qui s'opposât à ce qu'on l'envoyât à l'armée. Il répondit qu'il n'était pas dans le cas de s'opposer à de pareilles choses, etc....... M. d'Estrées, arrivé à Paris, a fait dire qu'il avait la goutte dans les reins et qu'il pissait le sang ».

A défaut de ce maréchal, et en attendant la désignation d'un autre successeur, le gouvernement prit la décision singulière de confier la direction des opérations, sous l'autorité nominale de Clermont, à un triumvirat composé des généraux Contades, Mortaigne et Chevert. « L'intention du Roi, leur écrivait le ministre (1), est que vous serviez de conseil à M. le Comte de Clermont, et que pour cet effet vous vous assembliez pour discuter à fond la matière sur l'état actuel de l'armée et la position où elle se trouvera, lorsque cet ordre vous parviendra. » Le Roi espérait que les avis seraient émis à l'unanimité des suffrages; en cas de désaccord, ils devraient être rédigés, motivés et transmis à Versailles. L'arrangement resterait strictement secret et ne serait connu que des 3 lieutenants-généraux et de Clermont lui-même. Ce dernier se contenta d'abord d'enregistrer sans commentaire (2) l'ordre de la cour; « sachant la volonté du Roi, il a envoyé chercher M. de Chevert pour l'assembler avec MM. de Contades et Mortaigne ». Mais le lendemain, il pria le souverain (3) de le relever de son commandement pour raison de santé; tout en invoquant ce prétexte, il ne dissimula pas le motif véritable de sa démission. « A présent que M. le maréchal de Belleisle m'a mandé par ordre de Votre Majesté de former un conseil de guerre qui décidera les opérations militaires,

(1) Belleisle à Contades, Mortaigne et Chevert, 28 juin 1758. Archives de la Guerre 3477.

(2) Clermont à Belleisle. Nippes, 3 juillet 1758. Papiers de Clermont.

(3) Clermont au Roi. Nippes, 4 juillet 1758. Papiers de Clermont.

je ne puis plus être d'aucune utilité à Votre Majesté. » Au ministre de la guerre, Clermont ne cacha pas son dépit (1) : « Je n'ai pas pu me dispenser de faire la comparaison des blâmes que l'on m'a donnés et du parti que l'on a pris à mon égard sur une bataille que j'avais gagnée, qui, par un coup de hasard qui n'a pas dépendu de moi, n'a pas eu le succès qu'elle devait avoir, d'avec la manière satisfaisante et consolante dont on a traité des généraux dans des cas plus malheureux (2). » Même note d'amertume dans un billet à Bernis (3) : « Ce n'est point, Monsieur, à un ministre que je parle, c'est à un ami dont je connais toute la tendresse pour moi..... Par le nouvel arrangement du conseil de guerre prescrit par le Roi, je deviens un général de paille dans les talents duquel on n'a nulle confiance et qui n'est plus que le prête-nom des décisions d'un aréopage. Je ne peux pas convenir que je doive en aucune façon jouer ce rôle-là ; il est si humiliant que l'on aurait raison de me regarder avec mépris si j'y souscrivais... Ma vie est au Roi, mais mon honneur est à moi. » Du reste, on n'avait pas attendu la réponse de Clermont pour mettre fin au système du triumvirat dont il était facile de prévoir tous les inconvénients. Le 3 juillet (4), la veille de l'envoi de la démission, Belleisle fit part à Contades de sa nomination au commandement de l'armée, et 24 heures après, la lettre de service fut expédiée à Cologne.

Dans une longue dépêche, Belleisle mettait Contades au courant des instructions données à Soubise et du rôle qu'on attendait de la grande armée. En lisant ces lignes pleines de bon sens et de perspicacité, on s'incline avec respect devant le vieillard qui, malgré son âge et ses infir-

(1) Clermont à Belleisle. Munickdorf, 6 juillet 1758. Papiers de Clermont.

(2) Clermont avait écrit dans la minute : « dont on a excusé M. de Soubise après une déroute totale et une fuite humiliante de la part des troupes ».

(3) Clermont à Bernis. Munickdorf, 6 juillet 1758. Papiers de Clermont.

(4) Belleisle à Contades, 3 juillet 1758. Archives de la Guerre, vol. 3478.

mités, n'avait pas craint d'assumer le lourd fardeau du ministère de la Guerre, et qui en ce moment, frappé dans ses affections les plus intimes par la perte d'un fils unique, son confident, son collaborateur le plus dévoué, se fait violence pour taire sa douleur et pour consacrer au service du Roi et de son pays tout ce qui lui reste de vigueur et d'intelligence. D'après Belleisle, l'invasion de la Hesse, l'occupation de Cassel, les incursions que Soubise ferait en Hanovre et en Brunswick, devaient amener le prince Ferdinand à regagner la rive droite du Rhin : « Dès ce moment vous voilà libre de remarcher sur Wesel, d'y rétablir vos ponts et de repasser avec toute votre armée sur la Lippe, en état de communiquer avec M. de Soubise. Tout consiste donc, monsieur, à tenir ferme à Cologne, de vous y procurer un pont sur le Rhin sans délai. » Pour le cas d'insuffisance des bateaux que son prédécesseur avait dû réunir, ordre avait été donné de faire descendre le pont d'Oppenheim; sans tarder, il était indispensable d'occuper Deutz en face de Cologne et de fortifier cette localité comme tête de pont. « Si M. de Clermont n'avait pas pris cette nécessaire précaution, vous ne perdrez pas un moment à le faire; et si par malheur les ennemis s'y étaient établis, il faut à quelque prix que ce soit les en chasser. Il n'est pas possible que M. le prince Ferdinand vous méprise assez pour oser se dégarnir, tandis que toute l'armée du Roi est dans la plaine de Cologne en état de marcher sur lui; il a déjà envoyé une garnison dans Ruremonde et des détachements du côté de la Meuse; il faut bien qu'il ait une garnison dans Dusseldorf si cette place s'est rendue; que pourrait-il donc avoir mis à Deutz et en remontant le long de la rive droite du Rhin? Il ne peut y avoir que de médiocres détachements. » L'armée française compte 39.500 fantassins et 12.000 cavaliers (1), tandis que le

(1) Grâce aux renforts reçus, l'armée française était plus forte qu'avant Crefeld.

prince Ferdinand n'a jamais eu 45.000 hommes et ne les a plus aujourd'hui. « Est-il naturel que ce soit ce prince qui vous donne l'ordre; vous ne le souffrirez pas et j'ai répondu au Roi que vous l'obligerez bientôt à le recevoir de vous. » Pour le cas fort improbable où Clermont aurait reculé jusqu'à Bonn, « il faut remarcher à Cologne et combattre M. le prince Ferdinand s'il y est venu; et si enfin cela était totalement impossible, il faut donc vous arrêter à Bonn et y faire également un pont sur le Rhin pour remplir tous les objets dont je viens de parler ».

Belleisle n'oublie pas de passer en revue les principaux lieutenants du nouveau généralissime : « J'ai appris avec plaisir que vous étiez ami et agissiez de concert avec M. de Mortaigne; je suis persuadé qu'il vous aidera de bon cœur et de bonne foi; je lui écris à ce sujet. Vous avez encore M. de Chevert et M. de Saint-Germain qui sont gens de guerre; M. de Guerchy, que j'aime et estime beaucoup, est votre ami; je suis persuadé que non seulement eux, mais tout ce qu'il y a de gens d'honneur et de bons serviteurs du Roi vous obéiront et vous seconderont de leur mieux. » C'était parler d'or et marquer la plus grande confiance dans les talents et le caractère de Contades, et cependant le choix que venait de faire le Roi n'avait pas été sans rencontrer d'opposition. En dehors d'Estrées, qui eût été désigné sans son refus, le tout-puissant Duverney avait eu son candidat. « M. de Bernis vous aura dit, Monsieur, lui écrit Belleisle (1), qu'il n'a pas été en notre pouvoir d'obtenir du Roi que le commandement général fût donné à celui que vous en croyez le plus digne. Il faut espérer que celui à qui il est dévolu par ancienneté, faisant déjà tant de cas du mérite de cette personne, prendra ses conseils et agira de concert. » Il est à présumer, d'après les relations et la correspondance de Duverney

(1) Belleisle à Duverney, 6 juillet 1758. Papiers de Clermont.

avec le personnage, que le sujet ainsi écarté était Saint-Germain. Toujours est-il que le jour même qu'il annonça à Contades sa nomination, Belleisle transmit à Saint-Germain (1) les félicitations du Roi sur sa belle conduite à Crefeld. Comme de coutume, Duverney prit en très mauvaise part le rejet de son protégé, et sous prétexte d'une de ces indispositions périodiques qui coïncidaient avec ses accès d'humeur boudeuse, se retira à Plaisance. Un billet de Belleisle (2) le força à sortir de sa villégiature : « Il serait doublement nuisible au service du Roi que vous ne vous portiez pas bien et que vous fussiez absent de Paris. La crise dans laquelle nous nous trouvons exige que nous puissions, M. de Crémille, ou moi, ou vous aller voir, ou vous proposer de venir ici ; vous en connaissez et en sentez mieux que personne toute la conséquence. Je suis absolument dans le même cas que vous sur le commandement de l'armée. M. l'abbé de Bernis a dû vous dire ce qui s'est passé à ce sujet que l'on ne peut mettre par écrit. Nous devons cependant redoubler de soins, d'activité et d'attention dans une circonstance aussi intéressante. Je connais votre zèle pour le Roi et la chose publique, et votre cœur de citoyen. Le mien, quoique pénétré de douleur et d'amertume, ne m'empêche pas de me livrer 14 ou 15 heures par jour au travail quoique je n'aie encore pu rattraper le sommeil, mais il faut absolument sortir de l'état d'humiliation où nous sommes. »

A un tel appel il était impossible de résister; aussi Duverney vint-il conférer avec le ministre sur les moyens de constituer les magasins de vivres et de fourrages sans lesquels l'armée ne pourrait opérer en Westphalie et sur la Lippe. Belleisle avait-il pensé à Mortaigne pour en faire le successeur de Clermont? nous serions tentés de le croire;

(1) Belleisle à Saint-Germain, 3 juillet 1758, Archives de la Guerre, vol. 3478.

(2) Belleisle à Duverney, 9 juillet 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXVIII.

en tout cas, malgré les revers de la campagne dont il s'obstinait à ne pas rendre son ami responsable, sa foi était restée entière. Le 3 juillet, date de la lettre à Contades que nous avons citée, le vieux maréchal écrivit à Mortaigne (1) une longue épître, dont la partie essentielle était sans doute plus sincère que le début, où l'écrivain se déclarait « véritablement affligé de voir le parti que le Roi a cru être obligé de prendre de rappeler M. le comte de Clermont ». Après ce compliment de condoléance, Belleisle justifie la mesure par une critique raisonnée des opérations du printemps : « Je ne saurais croire que M. le comte de Clermont ait suivi vos conseils, ni ceux de M. de Contades; il n'est pas possible qu'il se fût conduit comme il l'a fait depuis un mois... Je dois m'occuper, en tout ce qui dépendra de moi, à aider M. de Contades à qui le commandement général de l'armée est confié, pour qu'il répare l'honneur des armes du Roi et raccommode une besogne si considérablement gâtée. J'espère qu'il y parviendra, surtout s'il est aidé de vos conseils. J'ai appris avec une vraie satisfaction, et par vous, et par M. de Contades lui-même, et par mon malheureux fils, que vous viviez tous deux dans la plus grande union; il faut qu'elle redouble à présent... je compte donc, et j'en ai répondu au Roi, que vous agirez comme si vous commandiez vous-même l'armée; vous en êtes le premier lieutenant-général; et si, comme je le désire, les succès répondent aux moyens et aux forces que M. de Contades a en main, il sera maréchal de France et vous ne sauriez manquer de le suivre de près... J'entends parler principalement de MM. de Chevert et de Saint-Germain. Écartons les défauts qu'ils peuvent avoir, nous en avons tous; ce sont deux hommes de guerre l'un et l'autre, et très capables de remplir les missions les plus difficiles dont on voudra les

(1) Belleisle à Mortaigne 3 juillet 1758. Archives de la Guerre, vol. 3478.

charger. Vous êtes l'ancien et le premier homme de l'armée; vous voilà où je voulais; je suis assuré que vous répondrez à mon attente. C'est aujourd'hui, que j'ai tout perdu, que la chose à laquelle je puis être le plus sensible sera d'apprendre par votre réponse, que je ne me suis pas trompé. »

Quelque touchantes que fussent l'affection et l'estime de Belleisle, il faut avouer que celui qui en était l'objet ne paraît guère en avoir été digne. Brave, excellent officier de cavalerie, Mortaigne était vaniteux et personnel à l'excès. Clermont, qui l'avait beaucoup pratiqué, le dépeint (1) comme un « homme entier, qui n'écoute personne et que l'on révolte même quand on dit son avis, et qui n'abonde que dans son sens ». Ses efforts pour rétablir la discipline dans la troupe, pour faire revivre la subordination dans les états-majors avaient été mal interprétés; ses procédés hautains et son dédain affiché pour ses collègues lui avaient valu les inimitiés de tous. Indulgent pour Clermont d'une nature beaucoup plus serviable, le public du camp rejeta sur celui qui se proclamait son mentor le blâme des surprises et des échecs de la campagne. Mortaigne ne fut pas long à se rendre compte de la fausse situation dans laquelle il se trouverait vis-à-vis du nouveau général en chef; il obtint de rester à Cologne, puis de se retirer à Andernach (2) où il reçut l'autorisation de reprendre son ancien commandement à Metz.

Pour comble de malheur, Contades était presque aussi mal vu que Mortaigne. « Le soldat et l'officier, écrit Kettler à sa cour (3), étaient contre MM. de Contades et Mortaigne

(1) Mémoire de Clermont au Roi, 22 juillet 1758. Papiers de Clermont.

(2) Contades à Belleisle. Mungersdoff, 11 juillet 1758. Archives de la Guerre, vol. 3478.

(3) Kettler à Kaunitz. Woringen, 26 juin 1758. Archives de Vienne.

tout haut ». Les deux avaient reçu les confidences de Clermont (1) et passaient pour avoir été initiés à tous les événements militaires. « On les rend responsables, écrit Guerchy (2), de nos malheurs passés, ne faisant pas réflexion que conseiller et agir par soi-même sont deux choses fort différentes; ils l'ont bien prouvé en la fatale journée du 23 où leurs conseils, quoique écoutés, n'ont pas été suivis à temps... A l'égard de M. de Contades je pourrai être suspect sur son compte étant fort de ses amis; mais cependant je ne m'aveugle pas ordinairement sur ce qui les regarde, aussi me garderai-je bien de le juger d'avance dans le poste qu'il va remplir. Tel brille au second rang qui s'éclipse au premier. Ainsi on ne peut pas encore prononcer sur ce qu'il sera comme général; il a le sens fort droit, une bonne tête et très froide, la probité la plus exacte et les sentiments du meilleur citoyen avec l'usage de ce métier qu'il a beaucoup pratiqué. Tout cela me donne beaucoup d'espérance, mais sa besogne est bien mauvaise actuellement, relativement à l'ennemi, et il s'agit d'acquérir vis-à-vis de notre armée confiance et consistance; le premier dépend de lui, le second du Roi en lui donnant un grade dans ce moment-ci qui lui attire la considération nécessaire à un chef d'armée, pour en imposer et empêcher de croire qu'il n'est là que par interim et peut-être pas jusqu'à la fin de la campagne, ce qui serait, il me semble, fort contraire au bien du service, si cela s'établissait comme cela dans les têtes. »

Quant à Clermont, il ne ménage pas son successeur (3) : « M. de Contades est de mes amis; j'ai cru cependant avoir

(1) Au moment du départ de son prédécesseur, Contades signa une déclaration affirmant que, de même que Mortaigne, il avait toujours été de l'avis de S. A. S. Archives de la Guerre, vol. 3478.

(2) Guerchy à Belleisle. Königsdorf, 8 juillet 1758. Archives de la Guerre, vol. 3478.

(3) Mémoire de Clermont au Roi, 22 juillet 1758. Papiers de Clermont, vol. XXXVIII.

sujet de m'en plaindre; il s'est lavé vis-à-vis de moi. L'armée lui refuse les talents et les vues pour commander. Je crains qu'il ne les ait pas acquis encore. Son flegme et sa sécheresse révoltent contre lui; il est presque aussi haï et regardé aussi incapable que M. de Mortaigne. »

Quand il traça ces lignes, Clermont avait quitté l'armée depuis quelques jours, et était de retour à Versailles où il avait reçu un excellent accueil de son souverain. Moins indulgent, le public de la cour et de la ville se vengea de la blessure faite à l'amour-propre national en chansonnant sans merci le général dont la nullité avait été la principale cause de la défaite :

Moitié plumet, moitié rabat,
Aussi peu propre à l'un qu'à l'autre,
Clermont se bat comme un apôtre
Et sert son Dieu comme il se bat.

Est-ce un abbé? L'Église le renie.
Un Général? Mars l'a bien maltraité.
Suivons-le dans l'Académie :
Il fut muet (1); est-ce par dignité?
Qu'est-il enfin? Son mérite est bien mince;
On lui croyait la valeur d'un géant;
Mais par malheur ce n'est qu'un pauvre prince
Dont un auguste titre éclaire le néant (2).

Il faut avouer que Contades ne prenait pas le commandement sous de brillants auspices : cabales à Paris, mauvaises dispositions au quartier général, une armée en retraite depuis six mois, des soldats à peine reposés des pertes et des fatigues de l'hiver, manquant encore des effets les plus indispensables; en face de lui un élève du grand Frédéric, dont la réputation avait grandi avec les succès; à la cour, le Roi, le ministre, demandant, exigeant

(1) Lors de sa réception, Clermont n'avait pas prononcé de discours.
(2) *Chansonnier historique du XVIII^e^ siècle*, p. 299.

une victoire que la politique rendait chaque jour plus souhaitable. Un ensemble pareil n'était pas de nature à encourager un homme qui jouait le principal rôle pour la première fois. Peut-être pensa-t-il qu'étant données les circonstances, on n'attendait pas de gros résultats et qu'on lui saurait gré du peu qu'il pourrait accomplir. Si tel fut son calcul, il ne se trompa guère.

Pour l'instant, Contades n'avait qu'à suivre les instructions de Belleisle et se procurer un débouché sur la rive droite du Rhin. Il s'y employa activement et annonça bientôt, comme entrée en matière, l'ouverture du pont, le prochain achèvement de la tête de pont à Deutz, et un retour offensif contre le prince Ferdinand. Le 13 juillet, toute l'armée qui, pendant son séjour devant Cologne, s'était renforcée de la garnison de Dusseldorf, se porta sur l'Erfft, sur les bords duquel il s'en fallut de peu qu'il n'y eût rencontre. L'avant-garde française venait de couronner les hauteurs de Belberg et de Frowiller quand elle aperçut l'ennemi entre elle et la rivière.

D'après le rapport des officiers envoyés à la découverte, il aurait été possible de profiter de l'embarras des Hanovriens, surpris en pleine marche, pour les aborder avec chances favorables. Malgré l'avis de Chevert et quelques autres généraux, l'affaire fut remise au lendemain et on se contenta (1) d'échanger quelques coups de canon. « Le 15, au moment que M. de Contades se préparait à attaquer, il fut informé que l'ennemi lui avait échappé pendant la nuit et qu'il était déjà bien loin. Les détachements du régiment de Turpin qui étaient à la gauche allèrent à la pointe du jour le long de l'Erfft jusqu'à Grevenbroick où ils prirent une pièce de canon de 17 qui était embourbée, et firent prisonniers quelques soldats qui tâchaient de l'emmener. » Contades ordonna de suivre les Hanovriens, mais son avant-

(1) Relation d'un officier du corps de Turpin. Alderad, 18 juillet 1758. Correspondance de Cressener. Record Office.

garde ne se mit en mouvement qu'à sept heures du matin et l'adversaire avait passé l'Erfft longtemps avant qu'elle ne pût y arriver. Le prince Ferdinand campa de l'autre côté de la rivière, la gauche à Neuss, la droite à Hulgen. Il y eut quelques escarmouches pour la possession du pont de Pfaffenmütze, sur l'Erfft, qui finit par rester entre les mains des confédérés. Ces derniers, satisfaits de ce petit avantage qui faciliterait au besoin leurs débouchés, ne cherchèrent pas à pousser plus loin et se bornèrent à s'établir solidement dans le poste conquis. Du 17 au 25, les deux armées demeurèrent en présence sans presque se tirer un coup de fusil.

Le changement dans l'attitude des Français n'avait pas échappé à la perspicacité du prince Ferdinand : « C'est plutôt un étourdissement des premiers succès de l'armée de S. M., écrit-il (1), et les appréhensions où il (l'ennemi) a été des succès des armes du roi de Prusse, qui l'ont retenu que sa faiblesse. » Encouragé par les nouvelles récentes de Moravie, il se ressaisira et saura utiliser sa supériorité. Aussi la reprise de l'offensive par Contades confirma-t-elle chez le prince les inquiétudes que causaient déjà l'apparition de détachements français du côté de Ruremonde sur ses derrières, la menace d'une expédition contre les ponts de Rees qui assuraient la communication avec la rive droite du Rhin, enfin les progrès de Soubise en Hesse. Bientôt il fallut donner (2) au prince d'Issemburg, dont les forces n'étaient pas suffisantes pour repousser l'invasion, l'autorisation en cas de nécessité de se retirer sur Munden et Hameln.

Par la teneur de ces dernières instructions, on voit que la diversion de Soubise commençait à produire ses effets. Conformément aux ordres reçus, ce général avait réuni le 11 juillet à Friedberg, 39 bataillons et 32 escadrons éva-

(1) Ferdinand à Holdernesse. Grevenbroich, 13 juillet 1758. Record Office.
(2) Ferdinand à George. Neuss, 17 juillet 1758. Record Office.

lués à une trentaine de mille hommes, sans compter le contingent du Wurtemberg. De là il se mit en marche, son avant-garde sous les ordres du duc de Broglie, le gros sous sa direction personnelle, et les Wurtembourgeois à quelques étapes en arrière. On s'empara de Marburg sans résistance le 16, et on prit le contact effectif avec les confédérés, le 23, à l'occasion du combat sanglant de Sandershausen.

Sur le point d'entrer à Cassel, dont une députation était venue apporter la soumission, Broglie découvrit le camp des Hessois au delà de la Fulde, sur le chemin de Munden, à environ une lieue du chef-lieu. Il se décida aussitôt (1) pour le cas « que M. d'Issemburg attendît trop tard à faire sa retraite », et disposa tout pour pouvoir attaquer son arrière-garde. En conséquence la ville fut occupée, l'ordre donné aux troupes de presser le pas, et des éclaireurs furent poussés en avant pour surveiller l'ennemi. L'infanterie, arrivée à midi, traversa Cassel sans faire halte et gravit les hauteurs; la cavalerie passa la rivière à gué et tout se concentra entre Bettenhausen et Sandershausen. Les Hessois qui avaient commencé à détendre leur camp, et qui s'apprêtaient à défiler par la route de Munden, avaient suspendu leur mouvement et semblaient prêts à accepter le combat. « J'ai été assez surpris, relate Broglie qui avait pris les devants pour les reconnaître, de voir les ennemis en bataille, la droite à un grand escarpement de la Fulde, et la gauche à un bois occupant la crête; le poste était très bon, j'ai bien vu que l'affaire était sérieuse. » Malgré une réduction de 2.400 dans son effectif, due à la nécessité de laisser 3 bataillons de Deux-Ponts et 800 hommes de piquets à Cassel et à Sandershausen, Broglie résolut de

(1) Rapport de Broglie à Soubise. Sandershausen, 23 juillet. Relation de ce qui s'est passé au corps de M. le duc de Broglie les 21, 22 et 23 juillet. Détail de ce qui s'est passé au corps de Broglie. Archives de la Guerre, 3479. Voir la carte à la fin du volume.

brusquer l'action, sans se soucier de son général en chef qui était, il est vrai, de deux jours en arrière. Voici quel fut son plan d'opérations : « Le terrain étant étroit, j'ai mis l'infanterie en première ligne, la cavalerie et les dragons en une seconde; j'ai appuyé ma droite au bois et je l'ai renforcée de trois compagnies de grenadiers de Royal Deux-Ponts. Je l'avais plus avancée que ma gauche, mon dessein étant d'attaquer l'infanterie que les ennemis avaient dans le bois, et les tournant par leur gauche, les jeter le cul dans l'escarpement et dans la rivière, si l'attaque réussissait. Lorsque la disposition a été finie, j'ai placé les 10 pièces de canon des deux brigades d'artillerie devant la droite pour tirer sur la cavalerie des ennemis qui appuyait au bois. Cela lui a fait prendre le parti de s'avancer pour charger l'infanterie; j'ai fait alors doubler le régiment de Waldner derrière celui de Diesbach, et celui de Royal Bavière devant un bataillon des Deux-Ponts, et j'ai fait avancer par cet intervalle les régiments de Wurtemberg, Royal Allemand, et Nassau commandés par M. de Rougrave. »

Cette démonstration arrêta la cavalerie hessoise; profitant de son hésitation, Broglie la fit aborder par les escadrons de Rougrave; « mais la charge n'a pas été heureuse, et celle des ennemis a été si vive que j'ai craint pendant un moment que cela n'ébranlât l'infanterie qui se trouvait sans cavalerie; mais le régiment Royal Bavière a fait une si formidable décharge au régiment d'Issemburg qui est venu dessus, qu'il en a tué beaucoup et l'a maltraité de façon que cette cavalerie n'a plus reparu depuis ». D'autre part, une lutte des plus vives s'engageait pour la possession des bois d'Ellenbach qui couvraient la gauche des Hessois; de ce côté, la brigade suisse et les grenadiers des Deux-Ponts, conduits par M. de Waldner, ne faisaient pas grand progrès. Mais Issemburg ne se borna pas à défendre énergiquement ses positions; il dirigea

une contre-attaque contre la gauche française qu'il croyait probablement dégarnie. Elle se heurta « à la brigade de Rohan dont Beauvoisis formait la gauche; cette brigade essuya avec le courage le plus grand un feu très vif et elle y répondit de même; elle fit même replier les ennemis et reculer quelques centaines de pas, mais ils revinrent avec plus de force, se couvrant de l'escarpement, et voulaient gagner nos derrières. Pour m'y opposer je fis avancer quelques escadrons d'Apchon, et derrière ces escadrons notre cavalerie qui s'était ralliée. Le feu continuait toujours avec beaucoup de violence; le régiment de Beauvoisis était écrasé et celui de Rohan perdait beaucoup, la poudre nous manquait; j'ai pris le parti de faire marcher à l'escarpement les deux bataillons de Royal Bavière et un des Deux-Ponts, et ceux de Beauvoisis et de Rohan; comme nous n'avions presque plus de poudre, nous nous y sommes portés la baïonnette au bout du fusil. Cela a réussi parfaitement, les ennemis ont fui; nous les avons suivis jusqu'à un grand ravin où nous nous sommes arrêtés; ils se sont jetés dans les bois qui bordent la rivière, dans un escarpement qui est auprès. Il était sept heures, le temps très mauvais, le pays très fourré; j'ai jugé à propos de m'arrêter. J'envoyai à leur suite M. le baron de Travers avec 700 hommes volontaires et les hussards qui vraisemblablement feront des prisonniers, et je le dirige sur Munden. On m'en a déjà amené quelques-uns parmi lesquels il y a un aide de camp de M. le prince d'Issemburg; on a pris aussi quelques pièces de canon ».

Comme ce récit le démontre, l'action fut décidée par l'assaut vigoureux de l'infanterie française qui enleva à la baïonnette les hauteurs occupées par les Hessois et rejeta les défenseurs dans la vallée de la Fulde; le mouvement tournant que Broglie avait voulu opérer par sa droite ne réussit pas. L'ennemi se maintint jusqu'à la nuit dans le château d'Ellenbach et n'évacua ce poste qu'à

la suite de la déroute de son aile droite. Étant donnés les faibles effectifs des deux armées et le peu de durée de l'affaire qui ne débuta qu'à deux heures de l'après-midi, les pertes furent très lourdes; elles se montèrent pour les Français, tant en tués que blessés, à 2.100 hommes dont environ 1.800 pour l'infanterie. Le régiment de Rohan, fort de 2 bataillons, laissa sur le terrain son lieutenant-colonel, 35 officiers et 359 sous-officiers et soldats. Beauvoisis, également à 2 bataillons, fut encore plus éprouvé : il eut 30 officiers et 419 sous-officiers et soldats mis hors de combat. Les trois compagnies de Deux-Ponts qui attaquèrent le château d'Ellenbach furent réduites, le soir, à 1 officier et 30 hommes.

D'après un témoin (1), la brigade de Rohan n'aurait été si maltraitée qu'à cause de ce qu'il appelle son indiscipline au feu : « Aussitôt qu'ils furent à portée de l'ennemi, les soldats commencèrent à tirer sans commandement et à leur volonté; vainement M. de Broglie essaya de les faire cesser, vainement il ordonna à cette brigade de faire porter les armes et de faire un quart de conversion à gauche; tout le monde ordonnait, tout le monde criait; enfin ce ne fut qu'au bout de deux heures et lorsque la poudre manqua que M. le duc de Broglie parvint à se faire entendre et que le mouvement fut exécuté tant bien que mal. De ce défaut d'ordre, tranchons le mot, de cette indiscipline, il est résulté que la brigade de Rohan a été écrasée, vue de toutes parts par un ennemi à couvert qui faisait un feu prodigieux sur la masse informe qu'elle composait, et que peu s'en est fallu que le combat n'ait tourné à la honte de nos armées. »

Dans l'affaire, Broglie avait engagé 11 bataillons et 14 escadrons, soit avec les troupes légères et l'artillerie environ 7.500 hommes; de cet effectif, une proportion de 28 p. 100 fut atteinte par le feu. Plusieurs officiers supé-

(1) Keralio, aide-major général, à Belleisle, 16 août 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, 3481.

rieurs, Rosen, Puységur, le prince de Nassau, furent blessés; le marquis de Broglie, neveu du duc, le fut mortellement. Quant aux Hessois, qui avaient mis en ligne 5 bataillons et demi dont 3 de milice et 3 escadrons, soit en tout à peu près 4.500 combattants, ils souffrirent moins que les Français; mais ils laissèrent aux mains du vainqueur plusieurs officiers supérieurs, une cinquantaine d'officiers, 5 à 600 soldats, la plupart blessés, et 7 canons.

En résumé, le combat de Sandershausen fut avant tout une bataille de soldats où l'infanterie, et surtout l'infanterie française, eut le beau rôle. La cavalerie, à l'exception des dragons d'Apchon, se comporta mal (1). Voici d'ailleurs les jugements contemporains sur les troupes et sur leurs chefs : Soubise (2) fait l'éloge de son lieutenant et demande pour lui le cordon bleu et toutes espèces de grâces. « L'occasion lui a été favorable, ajoute-t-il; reste à savoir s'il en sera reconnaissant; je veux le croire, mais il est bien sûr que c'est un homme de guerre et que je lui confierai pendant la campagne toutes les besognes qui demandent du talent. J'ai prévu celle-ci; je ne croyais pas que les ennemis osassent se commettre; rien n'était moins vraisemblable. Nos trois régiments allemands ont fait une charge très molle et mal soutenue. J'en suis surpris, car ils étaient supérieurs, c'est un malheureux moment; je crains que notre brigade française ne soit fort diminuée... Cette affaire va donner du ton et relever le courage de l'armée. »

D'après un commentateur appartenant au corps de Soubise (3), probablement Castries, Broglie avait peu de bénéfice à espérer de son attaque; il aurait dû attendre l'arrivée du corps principal; son centre était trop resserré et la dispo-

(1) Le lieutenant-colonel du régiment de Rougrave reçut ses passeports pour la France. Correspondance de Castries.

(2) Soubise à Belleisle. Iesberg, 24 juillet 1758 (particulière). Archives de la Guerre, vol. 3479.

(3) Réflexions sur le combat du 23 juillet 1758. Archives de la Guerre, vol. 3479.

sition de sa cavalerie défectueuse; celle-ci a chargé toute à la fois sans laisser de soutien, de là confusion et échec. Le prince Ferdinand (1) fait sur la rencontre les réflexions suivantes : « Je crains que sa perte (celle du prince d'Issemburg) n'aille jusqu'à la moitié de tout son corps, entre tués, blessés et prisonniers, et que, quoique nos gens aient combattu en désespérés et que l'ennemi ait fait une perte des plus considérables, l'électorat de Hanovre ne lui soit maintenant ouvert, n'ayant eu d'autre barrière que celle que le corps du prince d'Issemburg pouvait opposer. » Dans une lettre de Belleisle à Stainville (2), nous trouvons la reproduction de ce qui devait être l'impression à Paris : « L'avantage qu'a remporté M. de Broglie sur le prince d'Issemburg a été médiocre en soi et je crois que nous avons plus perdu que l'ennemi. M. de Broglie qui a voulu faire parler de lui s'est beaucoup commis, mais la volonté des troupes a répondu à la sienne et nous y avons acquis la réputation des armes qui est un grand point dans la circonstance après tout ce qui s'est passé depuis un an. »

Ainsi que le prévoyait Belleisle, l'effet moral du combat de Sandershausen fut important; il produisit au sein du conseil de régence de Hanovre, et même jusque dans le cabinet de Londres, une émotion dont le prince de Soubise ne se douta peut-être jamais. Les ministres hanovriens coururent se réfugier à Stade; le président Münchhausen informa (3) Newcastle de cette fuite en ajoutant, sans doute pour l'expliquer, qu'Issemburg s'était retiré à Hameln avec 1.500 hommes et que « tout notre pays est à la merci des Français ». De son côté, Ferdinand demanda (4), comme mesures urgentes, l'embarquement pour l'An-

(1) Ferdinand à Holdernesse. Wassenberg, 28 juillet 1758. Record Office.

(2) Belleisle à Stainville, 11 août 1758. Archives de la Guerre, 3480.

(3) Münchhausen à Newcastle, 1 août 1758. Newcastle Papers, 32882.

(4) Newcastle à Hardwicke, 2 août 1758. Newcastle Papers, 32882. Cette lettre donne l'analyse des demandes de Ferdinand et le récit de ce qui s'est passé dans le comité.

gleterre de 7.000 prisonniers français détenus à Stade, l'envoi d'un ou deux bataillons anglais comme garnison de cette ville et enfin une croisière de quelques frégates à l'embouchure de l'Elbe. Un comité composé de Newcastle, Pitt, Granville et Holdernesse, se réunit aussitôt pour examiner ces requêtes qui, à l'exception de la dernière, furent repoussées malgré une plaidoirie de Newcastle. Pitt s'était refusé énergiquement à l'accroissement des contingents britanniques affectés à la guerre du continent : La cour de Saint-James, cédant aux sollicitations de Ferdinand, avait consenti successivement à lui accorder un bataillon pour occuper Embden, puis une brigade de cavalerie et enfin une brigade d'infanterie pour renforcer l'armée du prince. Ces troupes, qui atteignaient un total de 8 à 9.000 hommes et dont les dernières étaient parties d'Angleterre vers la fin de juillet, avaient débarqué et étaient en marche pour le rejoindre ; il serait impossible de détacher d'autres régiments sans affaiblir le corps expéditionnaire destiné à opérer sur les côtes de France. En outre du coût des troupes nationales, le budget anglais entretenait en Allemagne une armée de 50.000 hommes ; le sacrifice en faveur du Hanovre était suffisant, et il ne convenait pas de le dépasser ; peut-être si l'augmentation des effectifs était indispensable, pourrait-on prendre à la solde anglaise 4 à 5.000 Bavarois que leur souverain était disposé (1) à offrir à la Grande-Bretagne.

Pour avoir été chaude, l'alarme ne fut pas de longue durée. Soubise, qui était arrivé à Cassel le lendemain de l'affaire de Sandershausen, y resta inactif pendant plus de trois semaines et se contenta de pousser quelques découvertes du côté du Weser. Issemburg put réorganiser à loisir

(1) A ce moment, l'Électeur de Bavière recevait des subsides de la cour de France pour l'entretien d'un corps de 6.000 hommes dont les débris servaient avec l'armée autrichienne en Moravie.

sa division, recevoir des recrues et prendre position entre Eimbeck et Hameln; les conseillers électoraux regagnèrent leur résidence habituelle (1), non sans avoir essuyé le blâme de leur prince pour leur départ précipité. A quelqu'un malheur fut bon; le pauvre landgrave de Hesse, en instances pour le paiement de sommes qu'il prétendait lui être dues, vit faire un pas à la négociation qui traînait depuis longtemps. Moitié prières, moitié menaces de quitter une alliance qui lui coûtait si cher, il obtint (2) de Londres, à l'occasion de son second exode de sa capitale, l'offre, qu'il trouva d'ailleurs trop basse, de 60.000 livres et d'un subside extraordinaire de 20.000 livres sterling.

Un général doué des qualités d'initiative et de décision qui faisaient défaut à Soubise aurait pu tirer parti de la victoire de Broglie. Grâce au succès du 23 juillet, les Français étaient maîtres d'envahir le Hanovre ou, au moins, de tenter un coup de main sur les places fortes du Weser, Minden et Hameln, qui n'eussent guère été en état de résister. Qu'une opération de ce genre parût trop excentrique, on pouvait se rabattre sur la gauche et prendre possession de Lippstadt qui n'était défendu que par quelques invalides. Belleisle conseillait (3) l'entreprise, mais le grand Duverney ne partageait (4) pas cet avis; enfin sur un mémoire longuement motivé de de Vault, chef de son état-major, le prince de Soubise proposa (5) de subordonner ses mouvements à ceux de la grande armée et du prince Ferdinand. Tant qu'on ne saurait pas si l'ennemi allait repasser le Rhin en aval ou en amont de Wesel, il serait dangereux de s'avancer au delà de Kleinenberg; tout au plus serait-il possible de jeter dans Paderborn quelques

(1) Münchhausen à Newcastle, 2 septembre 1758. Newcastle Papers, 32883.
(2) Newcastle à Hardwicke, 14 août 1758. Newcastle Papers, 32882.
(3) Belleisle à Soubise, 1er août 1758. Archives de la Guerre, 3480.
(4) Duverney à de Vault, 7 août 1758. Archives de la Guerre.
(5) Soubise à Belleisle. Cassel, 9 août 1758. Archives de la Guerre.

troupes légères. Conformément à ce thème, malgré l'arrivée de la gendarmerie et des auxiliaires wurtembourgeois, le général français se borna à poster le marquis du Mesnil à Warburg avec 9 bataillons et 8 escadrons, et à envoyer quelques détachements à Munden et à Göttingen; le gros du corps d'armée resta logé dans la ville de Cassel ou campé dans les environs. Bref le 11 août, presque trois semaines après le combat de Sandershausen, Soubise était encore dans la capitale de la Hesse; il informe Belleisle (1) de son intention d'échelonner quelques brigades sur la route de Paderborn et de viser la prise de possession de Lippstadt aussitôt que Contades aurait passé le Rhin. Il ajoute : « Si je n'étais pas occupé, de préférence à tout, des événements du Bas-Rhin, il serait facile de pousser la diversion dans le pays de Hanovre ».

Le prince Ferdinand n'eut qu'à se féliciter de cette longue inaction qu'il ne pouvait prévoir; la seule présence des Français à Cassel était pour lui une cause sérieuse d'inquiétude; elle fut même la raison décisive de son retour à la rive droite du Rhin. Dans une dépêche adressée au roi George, Ferdinand, à la veille de repasser le fleuve, explique (2) qu'il ne ferait pas le mouvement de recul « s'il n'y était déterminé par la marche de Soubise et par la nécessité de protéger, soit les forteresses du Weser, soit la Hesse pour laquelle le landgrave réclamait du secours ».

Revenons aux deux armées principales que nous avons laissées en face l'une de l'autre sur les bords de l'Erfft. Dans la nuit du 24 au 25 juillet, les confédérés levèrent leur camp et, s'éloignant du Rhin, vinrent prendre une forte position à Wassemberg, la droite à la Roer, la gauche couverte par des marais. Contades les y suivit et plaça ses avant-gardes à Gladbach et au pont de Wachtendonk sur la Nierse. Maître des passages de cette rivière, appuyé sur la

(1) Soubise à Belleisle. Cassel, 11 août 1758. Archives de la Guerre, 3480.
(2) Ferdinand à George. Xanten, 7 août 1758, Record Office.

place de Gueldres, il pouvait intercepter les communications des confédérés; il eut même quelques succès (1), leur enleva un convoi de vivres et recouvra à Crefeld environ 150 blessés restés dans l'ambulance de cette ville. Le 30 juillet, Ferdinand rétrograda jusqu'aux environs de Ruremonde; il y apprit la présence de Chevert sur la rive droite du Rhin. Pour sortir d'embarras, il marcha sur Dulken et chercha à engager avec Contades une affaire à laquelle ce dernier se déroba. « Je ne suis pas tombé, écrit le général français (2), dans le panneau du prince Ferdinand. » Au ministre il annonce l'intention de franchir la Nierse à Gueldres et de là, selon les circonstances, de traverser le Rhin à Wesel ou de suivre l'ennemi jusqu'à Emmerich, s'il descend jusqu'à ce point, et de l'attaquer pendant qu'il effectuera son retour en Westphalie.

Entre temps, Ferdinand, de plus en plus inquiet sur sa ligne de retraite que menaçaient à la fois les progrès de Soubise en Hesse et la diversion plus proche de Chevert, s'était décidé à regagner le bas du fleuve. Pour l'exécution de sa manœuvre, il lui fallait saisir les ponts de la Nierse, qu'occupaient les avant-postes de Contades, et accomplir cette opération sans donner aux Français le temps de les secourir. A cet effet, il fit semblant d'expédier ses bagages et sa boulangerie à Ruremonde et prépara des fours dans cette localité afin de faire croire à une marche sur la Meuse. En route, on changea de direction; le prince héréditaire de Brunswick se porta sur Wachtendonk, surprit et chassa la garnison française de 500 hommes qui défendait le pont. Le principal passage ainsi enlevé, le gros de l'armée, rejoint par le détachement de Ruremonde, abattit ses tentes dans la nuit du 3 au 4 août, défila par Wachtendonk et alla reprendre l'an-

(1) Contades à Belleisle, 30 juillet et 1er août 1758. Archives de la Guerre, vol. 3479 et 3480.

(2) Contades à Belleisle. Dalen, 3 août 1758. Archives de la Guerre, 3480.

cienne position de Rheinberg derrière le canal de Venloe.

C'est là que Ferdinand eut connaissance de l'arrivée à Wesel de Chevert avec le dessein évident de détruire les ponts de Rees qui n'étaient gardés que par 4 bataillons et 4 escadrons sous les ordres d'Imhoff. Malheureusement, les inondations couvraient les abords du fleuve et rendaient impossible l'envoi direct de renforts; aussi le prince ne put-il qu'expédier le général Wangenheim à Xanten pour essayer de venir en aide à son collègue. La situation était scabreuse, et grande dut être la joie des alliés quand ils surent l'échec de la tentative de Chevert. Toutefois, comme l'accès des ponts de Rees restait impraticable, Ferdinand donna ordre de descendre à Griethuysen les bateaux qui les composaient et se remit en chemin, le 8 août, pour cette localité située entre Clèves et Emmerich.

Contades fut complètement trompé par la brillante manœuvre du prince. Dans sa dépêche du 5 août (1), il est obligé d'avouer qu'il a perdu le contact avec l'ennemi qui ne sème sur son parcours que peu de monde; c'est le lendemain (2) seulement qu'il rend compte du combat de Wachtendonk, et les jours suivants qu'il annonce (3) l'arrivée à Xanten de l'armée confédérée : « Allant ce train-là il est difficile de la joindre; et ce qui me paraît aussi extraordinaire que la façon dont elle marche, c'est qu'elle ne laisse point d'équipages en arrière et fort peu de traîneurs... Par la marche extraordinaire que M. le prince Ferdinand a faite en venant en deux jours et demi de Bruggen à Xanten, il a deux marches d'avance sur moi; de façon que je ne puis pas espérer de le joindre ni même de faire attaquer son arrière-garde. » Force fut

(1) Contades à Belleisle. Gladbach, 5 août 1758. Archives de la Guerre, vol. 3480.

(2) Contades à Belleisle. Bruggen, 6 août 1758. Archives de la Guerre.

(3) Contades à Belleisle. Crefeld, 7 août; Altkirchen, 8 août 1758. Archives de la Guerre.

donc au général français de renoncer à tout espoir d'inquiéter le retour des Hanovriens sur la rive droite; il se contenta de détacher le marquis d'Armentières pour les surveiller, et commença à faire à Burich, en face de Wesel, pour sa propre traversée, des préparatifs qui furent entravés par la crue anormale des eaux.

Malgré la rapidité et l'habileté de ses mouvements, et malgré l'échec de l'entreprise de Chevert, Ferdinand n'était pas tout à fait rassuré sur l'heureuse issue de son équipée de l'autre côté du Rhin; il trouvait sa situation encore critique (1) : « Ayant l'ennemi en front, deux forteresses qui sont aux mains de l'ennemi; sur moi deux fleuves, et un fleuve sorti d'une manière tout à fait extraordinaire de son lit au dos. Il n'y a pas moyen de tirer parti de mes magasins pour faire subsister l'armée, l'inondation ayant rendu les ponts impassables et personne ne pouvant presque approcher du bord du fleuve... L'extrême difficulté de ce passage, qui semble même tenir de l'impossible, ne m'empêchera pas cependant de le tenter avec l'aide de Dieu. »

Grâce à l'énergie du chef et à la bonne volonté du soldat, les obstacles furent surmontés; le pont de bateaux, ramené de Rees, fut jeté entre Griethuysen et Spyk. Les troupes défilèrent pendant les journées des 10 et 11, et à cette dernière date, Ferdinand put mander à Holdernesse (2) que si la traversée du Rhin avait été longue et très laborieuse, il n'y avait perdu « ni un seul homme ni la moindre chose du bagage ». Le soir du 11 août, l'armée confédérée était réunie sur les hauteurs d'Elten d'où elle était partie à la fin du mois de mai.

Bien autrement épineuse eût été la position du prince Ferdinand sans la piteuse défaite des Français sur la rive droite du Rhin. Cependant l'opération avait été combinée

(1) Ferdinand à George, Xanten, 7 août 1758. Record Office.
(2) Ferdinand à Holdernesse. Ober-Ette, 11 août 1758. Record Office.

de vieille date et la direction en avait été confiée au meilleur divisionnaire de la grande armée. Dès le 22 juillet, Chevert avait quitté le quartier général, muni d'instructions secrètes; tout d'abord il s'agissait d'essayer de s'emparer de Dusseldorf par surprise; comme mesure préalable, il fallait rompre le pont qui reliait cette ville à la rive gauche et couper ainsi au prince Ferdinand toute communication avec la garnison. Les préparatifs prirent du temps et, malgré un accès de fièvre qui vint fort à propos colorer le séjour du général à Cologne, donnèrent l'éveil aux espions anglais et allemands qui fourmillaient dans la ville. Enfin, le 30 juillet, Chevert partit (1) de Cologne avec une division de 8 bataillons, quelques compagnies de grenadiers, des volontaires, un régiment de dragons, une cinquantaine de hussards et un petit détachement d'artillerie, en tout 4.505 combattants; ces troupes, commandées par les brigadiers Voyer et Vence, n'étaient pas de première qualité et comprenaient dans les rangs beaucoup de miliciens récemment incorporés. L'agent britannique, Cressener, dont les Français avaient scrupuleusement respecté le caractère diplomatique, avertit aussitôt le gouverneur de Dusseldorf (2) du danger qui le menaçait. Hardenberg, qui était à la tête seulement de 1.800 hommes, eut le loisir d'improviser quelques mesures de défense; il refusa d'obtempérer à la sommation de rendre la ville, mais il ne put empêcher la destruction du pont sur le Rhin. Sans moyens pour s'attaquer aux fortifications de Dusseldorf, Chevert se rabattit sur la seconde partie de son programme. Pendant les retards de Cologne, il avait été entendu entre Contades et lui (3) qu'on ne s'arrête-

(1) Chevert à Contades, 28 juillet; Chevert à Belleisle, 30 juillet 1758. Archives de la Guerre, 3479.

(2) Cressener à Holdernesse, 31 juillet 1758. Cressener's Correspondance. Record Office.

(3) Contades à Chevert. Hasevîller, 26 juillet 1758. Archives de la Guerre, 3479.

rait pas au siège de Dusseldorf, mais qu'on continuerait la descente de la rive droite du fleuve et qu'on tenterait un coup de main contre le pont de Rees qui assurait alors les communications de Ferdinand avec la Westphalie, et qui, d'après les rapports des espions, n'était protégé que par une faible brigade. La colonne poursuivit donc son chemin et arriva à Wesel, où elle emprunta (1) à la garnison deux bataillons du régiment suisse de Reding, des piquets de milice, des convalescents et 10 pièces de canon avec leurs servants.

A la tête de forces portées ainsi à environ 6.500 hommes, Chevert se mit en route de grand matin le 4 août; mais une perte de dix heures pour traverser le Roer débordé, une marche pénible, retardée par les mauvais chemins et la nature du pays, transformèrent en affaire de jour ce qui devait être une surprise de nuit. Les Hanovriens étaient en éveil; le général Imhoff, qui avait la garde du pont et des magasins de Rees, avisé par un billet anonyme de l'approche des Français, avait pu se renforcer de deux bataillons et quelques cavaliers transportés de la rive gauche. Il alla à la rencontre de l'assaillant, passa la nuit sous les armes dans l'attente d'une attaque qui ne se produisit pas, crut à une fausse alerte, et se disposait à rentrer dans son camp lorsque apparut l'avant-garde de Chevert. Il rangea aussitôt en bataille sa division composée de 6 bataillons et de 4 escadrons, en profitant habilement d'une hauteur couverte de bois et de vergers dominant le village de Meers.

Parvenu à 500 pas des maisons, après une reconnaissance hâtive qui ne permit pas de distinguer les défenseurs dissimulés derrière les haies et dans le taillis, Chevert donna le signal du combat (2). D'après l'idée primitive,

(1) Chevert à Belleisle. Wesel, 5 août 1758. Archives de la Guerre, 3480.

(2) Le récit du combat de Meers est tiré du rapport de Chevert en

M. de Chavigny, avec 1.300 hommes dont moitié miliciens, devait marcher droit sur Rees, pendant que Chevert, avec le gros, tiendrait tête au corps principal des confédérés. Ce projet fut abandonné à cause des risques qu'il présentait et Chavigny, ramené sur Meers, fut chargé de débusquer l'ennemi « d'une maison isolée et d'un poste baraqué de 2 à 300 hommes qui étaient à l'entrée dudit village. » Cette première opération accomplie, la brigade de Brancas reçut ordre de déboucher sur la droite et la brigade de Reding sur la gauche de Meers; les 10 pièces du parc appuieraient l'attaque de leur tir. Les bataillons de Foix, Périgord et Royal Lorraine, qui formaient la tête de la brigade de Brancas, eurent « beaucoup de peine à passer plusieurs clos entourés de haies fort épaisses et de fossés très profonds. » Ils étaient exposés au canon de l'ennemi sans pouvoir faire jouer le leur. Il en fut de même de la brigade de Reding qui ne faisait pas de progrès sur la gauche. Pour la soutenir, Chevert fit déployer au centre, entre les deux attaques, le régiment de Brancas fort de 2 bataillons. Pendant que ce mouvement s'effectuait, les miliciens du détachement de Chavigny, émus de la perte de leur chef qui venait d'être gravement blessé, quittèrent leurs rangs et revinrent en arrière. Les généraux français cherchaient à arrêter cette débandade quand, à leur gauche, éclata une fusillade des plus vives. Voyant les Français empêtrés dans les vergers, Imhoff, avec beaucoup d'à-propos, les avait fait aborder en flanc par le régiment de Holtzenberg. Cette charge eut un plein succès; les Suisses de Reding cédèrent et finirent par s'enfuir, suivis par leurs camarades de la Marck et Royal Barrois. « Nos troupes, écrit Chevert, répondirent mollement et immédiatement

date du 5 août, d'une relation française en date du 18 août transmise par Cressener, et du récit des commissaires hanovriens (Newcastle Papers).

après leur première décharge qui fut faite, malgré les ordres, beaucoup trop haut, je vis la brigade de ma gauche lâcher pied et se replier dans la plaine avec assez de désordre. M. de Voyer vint à bout de la rallier environ à 200 pas, mais comme les ennemis s'étaient emparés des haies qu'elle avait abandonnées, et que l'on faisait sur les fuyards un feu assez vif, il ne fut pas possible de reporter cette brigade jusqu'à son premier poste; et au lieu de remarcher la baïonnette au bout du fusil comme l'ordre en avait été donné, on se contenta d'essuyer et de faire une nouvelle décharge qui fut suivie d'un nouveau mouvement rétrograde plus précipité et plus indécent. M. de Voyer crut y remédier en reportant un drapeau de la brigade sous le feu des ennemis, mais cela ne produisit qu'une nouvelle répétition de ce qui venait d'arriver, et il n'y eut qu'une trentaine de braves gens qui se sacrifièrent pour ramener le drapeau. »

Encouragés par ces défaillances, les confédérés se jetèrent sur « les brigades du centre et de la droite; celle du centre fut pliée sans espoir de la rallier; le régiment de Brancas se soutint un peu plus longtemps, mais il céda à son tour ». Bien secondé par ses deux brigadiers et sous la protection des dragons du Roi, Chevert reforma son infanterie sur les hauteurs de Drisfort, où il mit en batterie les deux seuls canons qui lui restaient, les autres étant tombés au pouvoir des Hanovriens. Après une halte d'une heure pour ramasser les blessés, la retraite continua « sur Wesel où l'armée arriva à 5 heures du soir sans avoir été poursuivie qu'une demi-lieue, l'ennemi s'étant contenté de paraître en dehors du village de Meers sur deux colonnes et de nous tirer quelques volées de notre canon abandonné. »

Dans l'affaire, la perte des Français, évaluée d'abord par Chevert lui-même à 900 tués, blessés et disparus, se trouva réduite à 600 par la rentrée des traînards. Les confédérés

ne laissèrent sur le terrain que 239 tués et blessés pour la plupart Hessois; le régiment de Holtzenberg, dont la charge avait décidé la victoire, ne compta que 15 blessés. Ils s'emparèrent de 8 pièces sur les 10 qui formaient le parc d'artillerie, et de 2 canons appartenant aux régiments de Foix et de Royal Lorraine. Dans le rapport qu'il adressa dès le soir de l'action au maréchal de Belleisle (1), Chevert reconnaît loyalement sa défaite : « Je ne chercherai point à pallier le désavantage que je viens d'avoir; plus j'étais frappé de l'importance de mon objet, plus la vérité m'oblige de convenir que j'ai bien perdu la petite bataille que je viens de donner. La fortune et les femmes ne sont pas, dit-on, pour les vieux généraux; cet échec le prouve, c'est le premier que j'ai eu à la guerre, et je le prendrai pour un avertissement dont je profiterai. Il est cruel et je n'avais pas mérité que ma carrière militaire finît par un pareil coup de poignard dont la plaie ne se fermera jamais. »

Il se plaint à bon droit de la conduite de ses soldats : « Je voudrais bien, écrit-il à Torcy (2), être dans le cas de pouvoir dire plus de bien des troupes que je commandais; le régiment de Brancas et celui du Roi Dragons étant les seuls dont je puis me louer et qui ont fait l'arrière-garde..... Les ennemis étaient postés avantageusement et j'avais malheureusement beaucoup de milice. Si je les avais battus, les conséquences en auraient été plus avantageuses pour le Roi que l'enlèvement du convoi d'Olmütz ne l'a été à l'Impératrice, puisque je me serais rendu maître des ponts, des magasins et des équipages de l'armée hanovrienne..... Ma marche à la rive droite du Rhin a dû donner bien de l'inquiétude à M. le prince Ferdinand, et il est très vraisemblable que c'est ce qui l'a

(1) Chevert à Belleisle. Wesel, 5 août 1758. Archives de la Guerre, 3480.

(2) Chevert à Torcy. Wesel, 9 août 1758. Cressener's Correspondance. Record Office.

déterminé aux marches forcées et précipitées par lesquelles il s'est porté sur Xanten et sur Emmerich. »

Malgré sa déconvenue, le brave Chevert ne se tint pas pour battu; dans l'espoir de renouveler son succès contre le pont de Dusseldorf, il fit préparer et lancer (1) contre celui qu'il croyait encore à Rees des bateaux chargés de pierres et reliés entre eux par des arbres munis de scies. La tentative ne réussit pas; l'éloignement du pont, qui avait été descendu de Rees à Emmerich, permit à l'ennemi de couler la plupart des radeaux destructeurs; le reste échoua avant d'arriver à destination.

Bien conçue en principe, l'expédition contre les ponts de Rees, fut pitoyablement exécutée. Le général en chef ne mit pas à la disposition de son lieutenant les moyens proportionnés à l'importance des résultats qu'on pouvait attendre de l'entreprise; avec l'appoint de 7 ou 8.000 hommes de bonnes troupes qu'il eût été facile de tirer de l'armée principale, ajouté à la brigade de Cologne, Chevert eût eu raison des 4 ou 5.000 soldats qu'Imhoff lui opposa. Ainsi que Napoléon le fait observer dans ses commentaires (2) sur la guerre de Sept ans, là où il eût fallu employer 18 ou 20.000 hommes on en détacha 7 à 8.000. D'autre part, sans parler du long séjour à Cologne qui fit éventer la mèche, la marche de Deutz à Meers fut beaucoup trop lente; la colonne française mit du 30 juillet au 5 août, plus de six jours, à accomplir un trajet d'environ 80 kilomètres. En agissant avec plus de célérité, Chevert n'eût pas laissé à son adversaire le temps de se renforcer, car les inondations empêchèrent Imhoff de se servir du pont dont les abords étaient sous l'eau, et il fut obligé de transporter en bateau à la rive

(1) Chevert à Contades. Wesel, 9 et 10 août 1758. La Taille à Chevert, 10 août 1758. Archives de la Guerre, 3480.

(2) *Ouvrage de l'état-major prussien sur la Guerre de Sept Ans*, vol. II, p. 159.

droite les deux bataillons qui vinrent le rejoindre la veille du combat. Au point de vue tactique, Chevert fut accusé (1) d'avoir trop brusqué l'attaque, d'avoir mené les soldats « à tire d'aile », et de les avoir lancés contre la position ennemie encore « essoufflés, sans qu'ils s'y attendissent et sans disposition. » Pour expliquer la critique, il est bon de se rappeler que l'offensive n'était guère à la mode parmi les généraux de Louis XV. L'échec de Meers eut une fâcheuse répercussion sur toute la campagne; non seulement Ferdinand put repasser le Rhin sans être inquiété, mais Soubise y trouva prétexte (2) pour renoncer à tous projets de pointe sur Munster, Osnabruck et Lippstadt. Le 12 août, sur l'avis du combat du 5, il révoqua les instructions données un peu à contre-cœur à Dumesnil de se porter sur Paderborn et Lippstadt, maintint les anciennes positions et poussa la prudence jusqu'à rappeler le détachement qu'il avait posté à Göttingen. Grâce à ce contre-ordre, les Hanovriens eurent le temps de s'établir solidement à Lippstadt. En effet, Hardenberg, que la retraite du prince Ferdinand laissait fort exposé, ne pouvait songer à soutenir un siège à Dusseldorf avec sa brigade de 1.800 hommes; aussi évacua-t-il la ville après avoir jeté dans le Rhin (3) la plupart des canons dont il s'était emparé avec la place, et se retira-t-il à Lippstadt où il arriva le 19 août. Dusseldorf fut réoccupé par les Français quelques heures après le départ de la garnison ennemie.

A la suite de la belle manœuvre du prince Ferdinand, qui lui avait procuré sur les Français une avance de deux jours, Contades avait dû renoncer à tout espoir d'atteindre son adversaire; peut-être même ne fut-il pas fâché de re-

(1) Guerchy à Belleisle. Wesel, 13 août 1758. Archives de la Guerre, 3480.

(2) Soubise à Belleisle. Cassel, 13 août 1758. Archives de la Guerre, 3480.

(3) Beaucoup de ces pièces furent repêchées dans le fleuve par les artilleurs français.

cueillir, sans risques, l'avantage matériel et moral que l'abandon des pays de la rive gauche du Rhin allait lui donner. Du moment qu'on n'avait pu ni poursuivre l'ennemi ni troubler son passage, le seul parti à prendre était de hâter le sien. Le général en chef installa son quartier général à Alpen (1), pour surveiller l'opération qui devait s'effectuer par le pont de Wesel récemment rétabli. Par suite des inondations, l'accès du tablier était des plus difficiles. « Quelque désir que vous avez, Monsieur, lui écrivait (2) Chevert, de passer le Rhin, je doute que vous le puissiez à cause des flaques d'eau qui rendent les bords du fleuve inaccessibles du côté de Burich. » Comme la plupart de ces flaques n'avaient qu'une profondeur d'un pied et demi, c'était plutôt une gêne qu'un obstacle insurmontable. Pour les franchir, on jeta des ponts de chevalets qui servirent à l'artillerie et aux bagages; l'infanterie fut obligée (3) « de se mettre jusqu'au gras de la jambe dans la boue ». Il y eut de la confusion, des accidents de voiture, des hommes noyés ou écrasés; le troupier profita de l'occasion pour revenir à ses vieilles habitudes de pillage. En résumé, la traversée de l'armée de Contades dura cinq jours, contre deux que les Hanovriens avaient mis à la leur, coûta cher en effets, équipages et matériel de toutes sortes, et eut une influence fâcheuse sur la discipline si péniblement rétablie.

De Wesel, Contades avisa Belleisle de ses difficultés (4) : « J'ai éprouvé hier bien de la contradiction par le Rhin. Je partis d'Alpen avec les campements de la première ligne à 5 heures du matin. Il avait plu toute la nuit et pleuvait encore. Il s'y joignit un vent affreux et comme

(1) Contades arriva à Alpen le 10 août. Les Hanovriens avaient commencé leur passage le même jour.

(2) Chevert à Contades. Wesel, 10 août 1758. Archives de la Guerre, 3480.

(3) Plainchamp au ministre. Wesel, 13 août 1758. Archives de la Guerre, 3480.

(4) Contades à Belleisle. Wesel, 13 août 1758. Archives de la Guerre, 3480.

les gens du pays n'en ont jamais vu. Il ne fut plus question de continuer le second pont auquel on travaillait, et je ne m'occupai qu'à soutenir celui qui était fait et qui, malgré tous les soins qu'on y donna toute la journée, fut rompu trois fois..... Le pont a été totalement rompu pendant la nuit et n'a pu être réparé qu'à 9 heures du matin..... J'espère, s'il n'arrive point de nouvel inconvénient, que la totalité de l'armée sera passée après-demain. » L'opération, qui devait être achevée le 15 août, ne le fut réellement que le 19 (1), et au prix de désordres sur lesquels le général en chef se garde de trop appuyer : « Il y aurait eu tant de monde à punir que j'ai cru qu'il convenait de ne punir personne. » C'est par cette phrase caractéristique qu'il convient de terminer le récit d'une campagne où, grâce à la supériorité de manœuvres, d'organisation et de discipline des confédérés, leur chef avait poussé la hardiesse quelquefois jusqu'à l'imprudence, et acquis un prestige tactique et moral que ne justifiaient ni le nombre ni la réputation de ses troupes.

(1) Contades à Belleisle. Wesel, 19 août 1758. Archives de la Guerre, 3481.

# CHAPITRE III

CAMPAGNES DE CONTADES EN WESTPHALIE ET DE SOUBISE EN HESSE. — COMBAT DE LUTTERBERG. — PRISE DES QUARTIERS D'HIVER.

Pendant que les troupes de Contades accomplissaient si péniblement la traversée du Rhin, son chef d'état-major, Monteynard, élaborait un plan d'opérations combinées pour la grande armée (1) et pour celle de Soubise. A la première, qui prendrait position sur la rive gauche de la Lippe, était réservé le rôle de tenir tête au prince Ferdinand et de le refouler au delà du Weser, soit par une attaque directe, si l'occasion s'en présentait, soit par des manœuvres dirigées contre ses lignes de communication. A Soubise incomberait la tâche d'occuper Lippstadt et de préparer le siège d'Hameln sur le Weser. Le mémoire qui exposait ce projet contenait bien quelques réserves sur l'état physique et moral du corps de Contades; beaucoup de régiments des deux armes n'avaient pas reçu ou avaient perdu leur habillement au cours des retraites successives de Clermont; l'effectif des bataillons ne dépassait pas 400, celui des escadrons 110 hommes. Symptôme plus grave : « L'esprit de l'armée n'est pas le même au delà du Rhin qu'il était entre le Rhin et la Meuse; l'armée est

(1) Mémoire de Contades préparé par Monteynard. Wesel, 16 août 1758. Archives de la Guerre, 3481.

frappée des malheurs et des fatigues de l'hiver dernier et elle redoute les mêmes événements. »

De son côté Soubise, malgré son succès récent, n'était guère plus confiant. Depuis qu'il savait le prince Ferdinand de retour en Westphalie et renforcé ou sur le point de l'être par la division anglaise, il prévoyait une course des confédérés sur la Hesse et se trouvait aventuré à Cassel; il avait même renvoyé sa grosse artillerie, préparé l'évacuation de son parc et de ses magasins, et parlait de se retirer dans une position qu'il avait fait reconnaître derrière l'Eder, près de Fritzlar, ou même à Marburg. « Je conviens, disait-il, que la marche rétrograde (1) est toujours déplaisante; mais quand on cède à des forces supérieures, et surtout que l'on remplit son objet, je pense qu'il ne faut pas balancer. » Ces craintes, que partageaient de Vault et Castries commandant de la cavalerie et ami intime du général, avaient décidé l'abandon de Göttingen dont la garnison fut ramenée à Munden.

Où étaient à cette époque les forces supérieures que mentionne Soubise? Le prince Ferdinand était en route pour Coesfeld où il fut rejoint, le 19 et le 21 août, par les détachements des généraux Imhoff et Wangenheim rentrant des bords du Rhin, et par le corps auxiliaire anglais fort de 7.000 combattants venu d'Embden où il avait débarqué peu de temps auparavant. Hardenberg avait évacué Dusseldorf le 10 et était en train de gagner, avec sa brigade de 1.800 hommes, Lippstadt où il devait parvenir le 19. Enfin le prince d'Issemburg, avec les débris de la division battue à Sandershausen et quelques nouvelles levées hanovriennes, était revenu à Eimbeck. Beaucoup mieux renseigné que ses généraux sur les mouvements de l'ennemi, Belleisle manda (2) à Soubise qu'il n'avait rien à redouter du prince Ferdinand; cependant il l'au-

(1) Soubise à Belleisle. Cassel, 17 août 1758. Archives de la Guerre, 3481.
(2) Belleisle à Soubise, 18 août 1758. Archives de la Guerre, 3481.

torisa à concentrer ses forces à Cassel et à renoncer pour le moment à l'invasion du Hanovre. Ces instructions furent d'autant mieux accueillies qu'elles coïncidaient avec les vues de l'état-major du prince, hostile au siège des places du Weser et favorable à un effort combiné avec l'armée de Contades.

Au fond, ni à Versailles, ni en Allemagne, on n'était partisan d'une action énergique. Le maréchal de Belleisle ne se faisait aucune illusion sur les résultats à espérer : « Il ne faut pas nous tromper nous-mêmes, écrivait-il à Stainville (1), nos troupes ont repris toute leur volonté, mais nos régiments sont en mauvais état ; si nous prolongions la campagne, nous retomberions dans les maladies, le dégoût suivrait et vous connaissez la nation... Si nous ne faisons pas la paix cet hiver, ce que je ne crois pas trop praticable, nous aurons une armée formidable au printemps prochain... Ce serait une folie de songer à porter l'armée de M. de Soubise jusque sur l'Elbe, même au delà du Weser ; il faut s'en tenir à y envoyer à propos de gros détachements bien conduits pour en tirer de grosses contributions et en enlever des otages. »

Dans une lettre subséquente (2), le ministre de la Guerre répète ce qu'il a déjà dit sur l'état et l'esprit de l'armée : « Si le Roi voulait exiger trop et forcer nature, je ne dois pas vous le dissimuler, il achèverait de ruiner ses troupes et n'aurait point d'armée pour la campagne prochaine. » En définitive, le programme de la cour se réduisait aux termes suivants : vivre le plus longtemps possible aux dépens de l'ennemi, puis à l'entrée de la mauvaise saison prendre des quartiers où l'on pût se reposer en sûreté. Pour remplir le premier de ces buts il était désirable d'obliger le prince Ferdinand à se retirer au delà du Weser ou pour le moins de l'Ems, tandis qu'on se maintiendrait à

(1) Belleisle à Stainville, 11 août 1758. Archives de la Guerre, 3481
(2) Belleisle à Stainville, 25 août 1758. Archives de la Guerre, 3481.

portée du Hanovre pour y puiser vivres, fourrages et argent.

Après quelques jours consacrés au repos, Contades partit le 21 août de Wesel, fit sa première étape à Scherenbeck, franchit la Lippe à Dorstein le 23, et s'établit le surlendemain à Recklinghausen. L'armée se distribua le long de la rive gauche de la Lippe : Chabo avec quelques troupes légères en amont à Luynen, une division à Hampke en face d'Halteren ; en aval, à Dorstein, le duc de Chevreuse couvrait les communications avec Wesel, distant d'environ 100 kilomètres du quartier général. Contades séjourna à Recklinghausen depuis le 25 août jusqu'au 4 octobre. Pendant les trois premières semaines, il n'y eut d'autres événements dans le camp français que l'entrée en ligne du corps saxon, fort de 9.000 hommes, sous les ordres du prince Xavier de Saxe, frère de la Dauphine, connu sous le nom de Comte de Lusace, et la promotion de Contades au grade de maréchal de France. Cette haute distinction, récompense d'une campagne où la prudence avait joué un plus grand rôle que l'initiative, était de nature à confirmer le général français dans son intention de courir le moins de risques possibles et de s'estimer heureux s'il atteignait l'hiver sans accident. Le prince Ferdinand, devenu aussi peu entreprenant que son adversaire, garnit de ses troupes la rive droite de la Lippe, fixa son quartier général à Dülmen, entre Halteren et Munster, et attendit l'attaque, bien résolu à la repousser si elle se produisait; il se crut même assez fort pour détacher sur Lippstadt le général Oberg avec 10 bataillons et 10 escadrons. Cet officier, qui avait mission de surveiller les mouvements de Soubise, alla camper entre Lippstadt et Paderborn. Défalcation faite de la division d'Oberg, le prince Ferdinand avait 39 bataillons et 66 escadrons, soit, avec l'artillerie et les corps francs, environ 40.000 combattants (1) à op-

(1) La situation du 26 août donna 42.602 officiers et soldats présents et

poser aux Français. Ces derniers, renforcés par les Saxons qui étaient cantonnés à Unna, atteignaient un total (1) de 104 bataillons et 117 escadrons, soit, en y comprenant les troupes légères et les artilleurs, 48.000 fantassins et 12.000 cavaliers.

Comment mettre en pratique la coopération des deux armées françaises sur le principe de laquelle les chefs semblaient d'accord? Dans la correspondance échangée, c'est à qui rejettera l'initiative sur son collègue. « J'attends ce que M. le prince de Soubise se déterminera à faire, écrit Contades (2) à Castries. Je pense, comme je lui ai mandé hier et avant-hier, que la diversion qu'il pourrait faire en menaçant le pays de Hanovre pourrait être utile. Par sa lettre du 30 que je viens de recevoir il ne paraît pas encore décidé sur le parti qu'il prendra. Comme la saison s'avance, je crois nécessaire de se déterminer. » A peu près à la même date, Soubise écrivait (3) à Belleisle : « J'attends avec impatience le moment où M. de Contades se sera porté à Hamm ou à Soest; je ne puis ni avancer au delà de la montagne de Paderborn, ou à Buren sans être sûr de m'appuyer à la grande armée.... J'agirai de concert avec M. de Contades..... selon le parti que prendront les ennemis. Je voudrais bien que nous fussions à portée de leur donner la loi au lieu de l'attendre. » Mais Contades, malgré toute sa déférence pour le grand seigneur et l'ami de Mme de Pompadour, se refuse à bouger. A Soubise dont il vient d'apprendre la

3.977 malades; ne sont pas compris 20 escadrons détachés et 6 bataillons formant les garnisons de Munster et Lippstadt. Record Office.

(1) Ces chiffres, qui ne comprennent pas la garnison de Wesel, sont tirés de l'état du 4 septembre; les bataillons et escadrons français sont comptés à 450 et 110 hommes, les bataillons saxons à 850.

(2) Contades à Castries. Recklinghausen, 2 septembre 1758. Archives de la Guerre.

(3) Soubise à Belleisle. Cassel, 3 septembre 1758. Archives de la Guerre. 3482.

présence à Warburg (1) il mande : « Tant que le prince Ferdinand sera où il est, je ne saurais marcher en remontant la Lippe; dès qu'il marchera, je marcherai. » Il reste partisan du plan de diversion au delà du Weser auquel il conseille de revenir.

Ainsi stimulé, Soubise se décide pour l'incursion en Hanovre; il annonce au ministre son intention d'employer à une pointe sur Göttingen toutes ses troupes à l'exception d'une brigade laissée à Warburg, de la garnison de Cassel et de la plupart des bataillons wurtembourgeois qu'il n'eût pas été prudent de mettre en face de l'ennemi sous peine de les voir déserter en masse. Ce thème fut fidèlement exécuté : l'avant-garde française réoccupa Göttingen le 9 septembre, mais elle ne réussit pas à entamer Issemburg qui évacua Eimbeck et se retira sur Hameln si promptement qu'il ne put être rattrapé. Le prince, en transmettant ces avis (2), signalait le mouvement d'Oberg sur le Weser, sans doute pour se réunir à Issemburg.

Un heureux hasard mit Ferdinand (3) au courant des projets des généraux français; un officier hardi, le capitaine Scheither, avait traversé la Lippe à la nage avec quelques hommes et enlevé deux courriers porteurs de la correspondance entre Contades et Soubise. Quelques jours après, Ferdinand eut connaissance de l'arrivée de Soubise à Göttingen. Il rassure aussitôt (4) le roi George sur les suites de cette nouvelle expédition contre l'Électorat, et lui fait part des mesures prises pour contraindre l'envahisseur à revenir sur ses pas. Oberg, dont les forces ont été augmentées, a porté sa division de Lippstadt à

(1) Contades à Soubise, Recklinghausen, 5 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3482.

(2) Soubise à Belleisle, 9 et 12 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3482.

(3) Ferdinand à Holdernesse. Dülmen, 8 septembre 1758. Record Office.

(4) Ferdinand au roi George. Dülmen, 17 septembre 1758. Record Office.

Paderborn; Issemburg, qui s'était réparé à Hameln, sera en état de coopérer. « Il m'a paru que je devais faire les efforts les plus grands pour dégager le Weser; il est vrai que je ne puis m'affaiblir ici sans courir quelque risque; cependant, pour aller au plus pressant, j'ai renforcé le corps du général Oberg et celui du prince d'Issembourg. Ils ont ensemble 18 bataillons de troupes réglées et 20 escadrons de dragons et de cavalerie, sans compter ni les hussards hanovriens et hessois, ni les chasseurs d'Hanovre et de Hesse. Ils pourront commencer d'agir le 23, et si le ciel ne retire pas ses mains, j'ai lieu d'espérer que l'ennemi sera obligé de quitter dans peu également l'Electorat et la Hesse. »

Conformément aux ordres reçus, Oberg, avec ses 14 bataillons et 14 escadrons, parvint le 17 septembre à Paderborn et le 20 à Warburg qui avait été évacué la veille par les Français. Il y perdit du temps pour attendre les mouvements d'Issemburg, mit 6 jours à franchir les 64 kilomètres qui séparent Warburg de Cassel, et ne parut aux environs de cette ville que le 26 septembre au matin.

Que s'était-il passé du côté des Français? A Versailles, on était mécontent de l'action ou plutôt de l'inaction des généraux. Belleisle, qui avait reproché avec raison à Soubise de n'avoir pas effectué sa jonction avec la grande armée, et surtout de n'avoir pas tenté un coup de main sur Lippstadt (1), se rallie cependant à la marche sur le Hanovre. A l'égard de Contades il se montre plus exigeant (2) : « Le Roi est bien persuadé que vous mettrez tout en œuvre pour prendre quelque avantage sur le prince Ferdinand, pendant que M. de Soubise va se porter en avant sur le pays de Hanovre. Tous nos alliés nous don-

(1) Belleisle à Soubise, 12 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3482.
(2) Belleisle à Contades, 12 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3482.

nent de vigoureux exemples d'émulation. Les Russes se battent trois jours de suite avec fureur. M. de Daun est en Saxe; les Suédois marchent sur Berlin, et peut-être que les troupes que nous avons en Bretagne combattent actuellement les Anglais qui ont débarqué à Saint-Briac..... Il serait bien fâcheux que M. le prince Ferdinand achevât la campagne restant en deçà du Weser et hivernât en Westphalie. » Contades et son état-major ne se laissent pas émouvoir; ils objectent (1) que le passage de la Lippe sous le feu de l'ennemi serait une opération des plus scabreuses; alors même qu'elle réussirait, il serait très difficile de trouver des subsistances en Westphalie. Quant à l'esprit des troupes, il ne s'améliore pas : « Le soldat est tout nu, écrit Chabo (2), jamais je ne les ai vus en si mauvais état.... Je ne reconnais plus l'armée depuis le passage du Rhin. L'officier et le soldat sont désolés de voir que l'on les mène loin, et craignent avec raison une campagne d'hiver, ce que l'on ne saurait éviter, si l'on ne repasse le Rhin de bonne heure... Je tremble pour la suite de cette campagne et cette pauvre armée. »

Cependant, le général en chef n'avait pas renoncé à son projet de « s'allonger par sa droite », mais il entendait exécuter ce mouvement à son heure et avec sa prudence caractéristique. Le 16 septembre, Chabo, avec les troupes légères et 12 escadrons de hussards, alla occuper Hamm; il fut remplacé à Luynen par Saint-Pern avec sa division de grenadiers et 10 escadrons; le duc de Fitzjames s'établit à Dortmund avec 10 bataillons et 12 escadrons; le reste de l'armée resta campé à Dorstein, à Hampke vis-à-vis d'Halteren, à Unna, et enfin à Recklinghausen où le quartier général fut maintenu. Toutes ces localités étaient encore loin de la Hesse ; aussi dans l'entourage de Soubise

(1) Contades, Guerchy et Monteynard à Belleisle. Recklinghausen, 16 septembre 1758. Archives de la Guerre.

(2) Chabo à Belleisle. Luynen, 29 août 1758. Archives de la Guerre, 3481.

commençait-on à se montrer très inquiet et peu satisfait de Contades : « Dieu veuille, écrit Bourcet (1), qu'en se servant de nous comme de la patte du chat, nous n'en soyons les dupes. » Le prince lui-même se trouvait bien en l'air (2) : Waldner lui mande de Warburg qu'Oberg est arrivé à Paderborn; en Hanovre il n'y a rien à faire; le partisan Fischer a poussé jusqu'aux portes de la capitale de l'Électorat, mais « il n'a jamais pu persuader de les faire ouvrir »; la régence s'est sauvée à Stade, les habitants sont en fuite et il est impossible de lever des contributions. Loin de lui, de blâmer Contades de vouloir conserver sa communication avec Wesel; « mais la mienne, observe-t-il (3), est-elle moins intéressante avec Cassel d'où je suis obligé de tirer mon pain et mes farines? Je veux croire que M. Oberg avec 10 à 12.000 hommes ne s'avancera pas jusqu'à Cassel; primo, rien ne l'en empêche. Le mal qu'il nous ferait pourrait le tenter : maître des défilés, il nous serait très difficile de rentrer par Munden et Wittzenhausen; il faudrait remonter la Vera jusqu'à Eschwege et peut-être Eisenach, et nous serions séparés de Cassel jusqu'à la fin de la campagne; plus de communication avec Marburg, et mille autres inconvénients. M. de Contades dans sa position de Recklinghausen où il était encore le 14 au soir ne peut être d'aucun secours. Vous en jugerez, Monsieur, en calculant le temps qui lui serait nécessaire pour avancer à hauteur de Paderborn, et pour établir des subsistances. Le mémoire du duc de Broglie est dans l'exacte vérité ». Les nouvelles de Dresde font prévoir la retraite des Autrichiens : « Si la Saxe est délivrée, je croirai très aisément que le roi de Prusse fera un effort pour délivrer le pays

(1) Bourcet à un ami. Göttingen, 10 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3482.

(2) Soubise à Belleisle. Northeim, 17 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

(3) Soubise à Belleisle, Particulière. Göttingen, 19 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

de ses alliés. On n'en fait aucun doute dans toute l'Allemagne..... Je crois qu'il eût été de la dernière imprudence de s'avancer au delà d'Eimbeck. » Dans le mémoire auquel il est fait allusion (1), Broglie était plus catégorique que son chef. Il prédit la marche d'Oberg sur Cassel; Paderborn, où se trouve ce général, n'est qu'à 16 lieues de la capitale de la Hesse, presque à la même distance que Northeim où était le quartier général de Soubise. Le prince Ferdinand appuiera son lieutenant ou livrera bataille à Contades entre Lippstadt et Paderborn. La saison est trop avancée pour le siège d'Hameln, alors même que cette entreprise serait praticable. Conclusion : il faut concentrer le corps d'armée à Göttingen et se tenir prêt à se rapprocher de Cassel. Les craintes pour la sûreté de cette ville étaient d'autant plus fondées que sa garnison se composait en grande partie de bataillons wurtembourgeois, réduits par la désertion et animés du plus mauvais esprit.

Contades, toujours à Recklinghausen, ne se doutait pas du danger que courait son collègue, et, plus entreprenant pour le voisin que pour lui-même, demandait (2) si, par une pointe hardie, il ne pourrait pas délivrer les prisonniers français enfermés à Stade. De son côté, Belleisle invitait (3) Soubise à lever des contributions à Wolfenbuttel et à Halberstadt. Enfin sur l'avis de la présence d'Oberg à Paderborn et de détachements que Ferdinand faisait dans la direction de Warendorf, Contades se décida (4) à faire un pas de plus vers la Hesse en portant les Saxons à Werlé et Fitzjames à Unna : « Voilà 22 bataillons et 36 escadrons allongés sur le chemin de Soest... je ferai soutenir cette tête. » Le lendemain de l'envoi

(1) Mémoire de Broglie, 18 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

(2) Contades à Soubise. Recklinghausen, 17 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

(3) Belleisle à Soubise, 21 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

(4) Contades à Soubise. Recklinghausen, 22 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

de cette dépêche, arriva un billet particulier de Belleisle (1) insistant pour la reprise de l'offensive : « Il est indispensable de forcer M. le prince Ferdinand à repasser le Weser. J'aurais peine à vous exprimer la douleur que le Roi ressent quand il voit, dans toutes les lettres des ministres que nous avons dans toutes les cours de l'Europe, le ton de mépris dont on y parle des armées françaises, les reproches amers et humiliants que nous font tous nos alliés... Ils disent que M. le prince Ferdinand, qui était pour ainsi dire acculé et enfermé auprès de Ruremonde, manquant de subsistances, a trouvé le moyen de repasser le Rhin intact à travers nos places, et que l'armée que vous commandez, supérieure de 15 à 20.000 hommes, se tient cachée derrière la Lippe. Et ce qui peine le plus le Roi est de voir dans toutes vos lettres que vous êtes redevenu si décisivement aux ordres du prince Ferdinand, que vous répétez toujours dans toutes vos lettres que vous attendez d'être instruit de ses mouvements pour régler les vôtres... Voilà M. de Soubise à Eimbeck et vraisemblablement le général d'Oberg qui avec 6 ou 7.000 hommes aura joint M. le prince d'Issembourg. M. le prince Ferdinand a son armée séparée en plusieurs corps ; la Lippe est guéable presque partout ; n'y a-t-il donc point de moyen de rassembler les vôtres et d'attaquer quelques-uns des siens ?... Le Roi ne vous prescrit rien de particulier ; mais il désire que vous fassiez usage efficacement de votre supériorité. M. le prince de Soubise se conformera très exactement à ce que vous lui manderez ; son affaire est d'attirer l'ennemi au delà du Weser, d'y porter la terreur et d'en tirer de grosses contributions, et à vous, M. le maréchal, d'en profiter en l'avertissant à temps, pour qu'il ne puisse être ni coupé ni compromis. »

(1) Belleisle à Contades. Particulière. 19 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

C'était précisément le danger qui menaçait et qui se serait probablement réalisé sans la lenteur et les hésitations d'Oberg. Soubise, dont le quartier général était à Göttingen, apprit le 24 septembre que le général hanovrien avait quitté Paderborn la veille pour gagner Stadtberg. « Comme il est bien décidé, informe-t-il Castries (1), que M. de Contades n'a aucun corps à portée d'empêcher le mal qu'il (l'ennemi) pourrait nous faire dans la Hesse, il n'y a pas à balancer... Je fais marcher demain l'armée pour y rentrer... ; au moins toutes nos forces seront rassemblées auprès de Cassel. » Il n'y avait pas, en effet, un instant à perdre, pour effectuer cette concentration. Issemburg, qui avait reculé jusqu'à Bisperode, y fut rejoint, le 20 septembre, par la brigade Zastrow venue de Westphalie et par deux forts bataillons hanovriens de nouvelle levée. Le 25, il franchit le Weser à Holzmunden, et le 27 fit à Ober Wallmur près de Cassel sa jonction avec Oberg. Ce dernier, dont l'avant-garde avait occupé Warburg dès le 19, et qui avait reçu, le 21, les renforts que lui avait envoyés le prince Ferdinand, fit si peu de diligence qu'il ne parvint que le 26 devant Cassel. Il s'y rencontra avec les têtes de colonnes de Soubise qui venaient de quitter Munden le matin même. En dehors de quelques dépôts, la capitale de la Hesse n'avait eu pour défenseurs que la brigade de Waldner qui s'était repliée de Warburg. Il y eut un moment de panique; la porte de la ville resta ouverte; la moitié des soldats français étaient employés à réunir et charger les bagages, les postes n'avaient pas été augmentés et le chemin couvert était dégarni de monde; le partisan Luckner, averti par des habitants, voulut profiter du désordre pour tenter un coup de main, mais il ne put obtenir l'assentiment d'Oberg, qui n'osa rien entreprendre avant l'entrée en ligne d'Issemburg.

(1) Soubise à Castries. Göttingen, 24 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

Aussitôt arrivé, à 10 heures du matin, Soubise alla s'établir sur le Krentzenberg, entre Cassel et ce qui est aujourd'hui le parc de Wilhemshohe; en face de lui, sur les collines d'Ober Wallmur campait l'armée d'Oberg. « Je puis vous assurer, mande Soubise (1), que nous sommes revenus bien à propos. Deux heures plus tard, les équipages de l'armée, les convalescents, éclopés, etc., tout était enlevé dans les villages aux environs de Cassel; les ennemis auraient pris une position qui nous aurait causé beaucoup d'embarras. Nous serons assemblés ce soir. » En effet, la concentration des Français s'accomplit sans opposition, et le 27 septembre le gros du corps, 38 bataillons et 22 escadrons, était installé à Cassel ou dans le voisinage, tandis qu'à faible distance, à Woldau, se trouvait une réserve de 13 bataillons et 10 escadrons. L'alerte avait été chaude et sans les retards d'Oberg le péril eût été des plus sérieux.

Pourquoi le secours promis par Contades n'avait-il pas été expédié en temps utile? C'est que le maréchal avait été complètement trompé sur les mouvements d'Oberg qu'il estimait beaucoup plus faible qu'il ne l'était en réalité, et qu'il s'imaginait être en route pour effectuer sa jonction avec Issemburg sur le Haut-Weser. Prévenu que les Hanovriens ont pris la direction de Stadtberg, il refuse de le croire : « Si cela est vrai, écrit-il à Castries (2), il ne faut plus compter sur rien, car les détachements que M. de Chabo a envoyés à Buren, Soest et Paderborn, m'ont confirmé de tous ces endroits que le général Oberg avait marché sur Driburg et Brackel, ce qui le porte sur le Weser; il me paraît bien extraordinaire que M. du Mesnil ait mandé tout le contraire en le donnant

(1) Soubise à Belleisle. Cassel, 27 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

(2) Contades à Castries. Recklinghausen, 27 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

comme sûr. Je n'ai pas pu m'empêcher de marquer mon étonnement sur cela à M. le prince de Soubise et qu'il ait ajouté foi à une nouvelle aussi invraisemblable ; car peut-on croire qu'un corps de 7.000 hommes prête le flanc à 36 bataillons et 42 escadrons dont la tête est à Werle et Hamm ! » Néanmoins, tout en émettant des doutes sur le danger que courait son collègue, Contades se décida (1) à expédier Chevert et Fitzjames à son secours. Le premier, avec sa division et les Saxons sous les ordres immédiats du comte de Lusace, reçut ordre de se rendre par Soest et Buren à Warburg ; il serait suivi à un jour d'intervalle par le duc de Fitzjames. Soubise était prié d'assurer les vivres de ces troupes qui passeraient sous son commandement ; le premier échelon, fort de 22 bataillons, 24 escadrons et de quelques troupes légères, devrait être à Buren le 2 octobre.

L'arrivée à Recklinghausen d'un aide de camp du prince, parti de Cassel le 28 septembre, dissipa les dernières illusions du général en chef ; Chevert et Fitzjames furent invités à activer leur marche et à s'arranger de manière à atteindre Stadtberg le 3 octobre. Aussitôt les magasins constitués, la grande armée remonterait à son tour la vallée de la Lippe et échangerait la ligne de ravitaillement de Wesel pour celle de Dusseldorf. En conséquence, le 5 octobre, le quartier général fut transféré à Luynen et le lendemain à Hamm ; le duc de Chevreuse, avec la droite de l'armée, occupa Soest ; le marquis d'Armentières, avec la gauche, fut maintenu à Luynen.

Pendant le séjour de six semaines que Contades avait fait à Recklinghausen, la trêve tacite qui existait entre les deux belligérants n'avait été troublée que par une affaire d'avant-postes à Borck. Le 29 septembre, St-Pern, avec sa division de grenadiers, traversa la Lippe au cours de

(1) Contades à Belleisle. Recklinghausen, 28 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

la nuit dans le dessein de surprendre le prince de Holstein; l'avant-garde seule, sous les ordres du comte de Broglie, l'ex-ambassadeur en Pologne, fut engagée; elle replia facilement les postes ennemis, réveilla le prince à coups de canon (1), fit une centaine de prisonniers, mais au lieu de pousser son avantage, se contenta de piller le cantonnement que l'on trouva abandonné. A midi, tout le monde était de retour à la rive gauche de la Lippe. De ce petit combat on fit grand bruit; St-Pern adressa un état de propositions que Contades lui-même qualifia de fort exagéré. « Il est vrai, ajoute-t-il (2), que toutes nos têtes sont si bien tournées qu'on croit mériter des grâces toutes les fois qu'on sort du camp. »

Devant Cassel, Français et confédérés s'observèrent sans en venir aux mains, chacun considérant l'adversaire trop fort pour être abordé avec chances de succès. Abstraction faite des Wurtembourgeois, sur lesquels il aurait été imprudent de compter, les effectifs étaient à peu près égaux de part et d'autre, mais l'entrée en ligne de Chevert et de Fitzjames allait faire pencher la balance en faveur des Français. La marche de ces généraux ne rencontra aucun obstacle; Soubise, averti le 2 octobre de leur approche, put leur donner instructions et vivres, et eut la satisfaction de les voir se joindre à lui, Chevert le 8, Fitzjames le 9 octobre. Il résolut aussitôt de profiter de sa supériorité pour prendre sa revanche de l'alerte du 26 septembre.

Oberg avait laissé échapper l'occasion favorable, il ne la retrouva pas; malgré l'arrivée de la division d'Issemburg qui le rejoignit le 27 septembre, il n'osa pas attaquer une position « préparée (3) d'ailleurs avec tout le soin

(1) Reden, vol. I, p. 223.

(2) Cornillon à Belleisle. Recklinghausen, 3 octobre 1758. Archives de la Guerre, 3484.

(3) Relation du général de Furstenberg. Guntersheim, 12 octobre 1758. Military expeditions. Record Office.

dont les Français sont capables » ; et resta immobile vis-à-vis de l'armée de Soubise sur la rive gauche de la Fulda. Bientôt mis au courant du voisinage de Chevert, il passa la rivière à Speele dans les journées des 4 et 5 octobre, et installa sur les hauteurs de la rive droite, aux environs du village de Landwehrhagen, un camp que dérobaient à la vue des Français les bois intervenants de Sandershausen et d'Ellenbach.

Dans l'état-major de Soubise (1), on crut d'abord à une répétition du combat de Sandershausen et on fit les plans en conséquence. Le 9, les Français franchirent la Fulda en 5 colonnes et s'établirent à une demi-lieue de l'adversaire, la gauche à la rivière, la droite à la montagne, le ruisseau de Bettenhausen (la Losse) en avant. Chevert, chargé d'une manœuvre semblable à celle dont il s'était acquitté si brillamment à Hastenbeck, devait tourner le flanc gauche de l'ennemi, le prendre à dos et s'emparer de la route de Munden qui constituait sa ligne de retraite; aussitôt Chevert engagé, le centre, composé des troupes de Fitzjames, et la gauche, formée de l'ancien corps de Soubise, aborderaient de front les confédérés et s'efforceraient de les culbuter dans la vallée de la Fulda; un détachement resté sur la rive gauche devait faire une démonstration sur leur flanc. Ce fut, d'après Furstenberg, l'un des généraux hanovriens présents à l'action, la crainte d'être débordé par sa gauche qui décida Oberg à changer ses dispositions. Il décampa à 3 heures du matin, le 10 octobre, dépassa le village de Landwehrhagen, gagna les abords de Lutterberg et y rangea ses troupes en ba-

(1) Le récit du combat de Lutterberg est tiré des relations françaises, folios 156 et 157, des lettres de Bourcet folios 144, Castries 167, Allemagne, vol. 3484, du rapport de Furstenberg ci-dessus cité, de l'histoire de l'état-major prussien, du récit du comte de Lusace, du journal de Reden, des *Operations of the allied army by an officer who served in the british forces*, London, 1764, etc., etc. Voir la carte à la fin du volume.

taille, « la droite appuyée à la Fulda, la gauche à un bouquet de bois sur une hauteur (Grosse Staufenberg) où 5 pièces à 6 livres de balle furent placées. La cavalerie soutenait les ailes en troisième ligne, les maisons de Lutterberg restaient à dos et une forte éminence à côté du village (Kleine Staufenberg) fut garnie de 4 pièces de 12 livres ». Oberg n'avait pas eu d'abord l'intention de se battre, mais serré de près par une troupe supérieure, et n'ayant pour retraite que les défilés qui mènent à Munden, il préféra risquer une action défensive que de s'exposer à une affaire d'arrière-garde dans des conditions fâcheuses.

La position des confédérés était avantageuse; à leur gauche, les deux mamelons de Staufenberg ou Stolberg (1) émergeant l'un d'une vingtaine, l'autre d'une cinquantaine de mètres au-dessus du plateau, constituaient deux cavaliers naturels dont le feu dominerait celui de l'adversaire, et dont la prise, indispensable pour le succès, ne laisserait pas d'exiger des efforts coûteux. Devant le village de Lutterberg, s'étendait un glacis à déclivité douce; à l'extrémité de la pente, les prairies marécageuses et le ruisseau fangeux aux abords de Landwehrhagen seraient un obstacle pour l'infanterie et une barrière presque infranchissable pour la cavalerie, à laquelle il ne resterait que le débouché de la chaussée de Munden. La droite hanovrienne était couverte par les bois qui frangent l'escarpement de la Fulda.

Le duc de Broglie, qui connaissait bien la contrée, où il avait combattu quelques mois auparavant, était à la tête de l'avant-garde; emboîtant le pas à l'ennemi, il prit possession, sans coup férir, du village de Landwehrhagen, y amena son artillerie, et, vers sept heures du matin, commença à canonner les Hanovriens. Ceux-çi répondirent en

(1) La relation du comte de Lusace donne le nom de Stolberg à cette colline qui est appelée Staufenberg dans les cartes modernes.

faisant mine de reprendre le village. Ne se sentant pas en force, Broglie retira son canon et attendit l'arrivée de Soubise, avec le gros de l'armée, qui eut lieu vers 10 heures. Dès la veille au soir, Voyer, avec l'avant-garde du corps de Chevert, avait occupé Heiligenrode que l'ennemi avait évacué à son approche. Le 10, de bon matin, ce général, qui avait été renforcé pendant la nuit, continua sa marche à travers les bois, gagna les hauteurs de Sichelstein, et fit enlever par les troupes légères de Chabo et Fischer le hameau de Bruck et les grandes futaies qui sont en avant. Le terrain ainsi déblayé, les têtes de colonnes de Chevert parurent à la droite de Benterode; Fitzjames, qui reliait la droite au reste de l'armée, se dirigea sur cette bourgade; enfin l'ancien corps de Soubise remonta la chaussée qui conduit de Sandershausen à Landwehrhagen, et se déploya au fur et à mesure de son entrée en ligne. On perdit beaucoup de temps à des formations en général inutiles puisqu'il fallut se remettre en colonnes pour franchir le vallon qui séparait les deux armées. « La cavalerie de l'ancienne armée de Soubise, nous dit Castries, fut mise en bataille en avant du village de Landwehrhagen, le cul dans les haies qu'on avait farcies d'infanterie », dont par conséquent elle masquait le feu, « les deux tiers de son front couverts par un ravin et un marais, de manière que ce n'était que par sa droite, et le long du grand chemin, qu'elle pût déboucher; elle était soumise à des batteries qui pouvaient la battre en brèche ». Toutes ces dispositions prirent jusqu'à 2 heures, et par suite du retard, Chevert ne reçut l'ordre de commencer l'attaque que vers 3 heures de l'après-midi.

Les Français avaient pour eux l'avantage du nombre ; ils avaient, présents à la bataille, 76 bataillons dont 9 wurtembourgeois, 15 saxons et 4 palatins, le reste français ou étrangers appartenant à l'armée du Roi, 62 escadrons presque tous français, et quelques troupes légères, soit

un peu plus de 40.000 combattants. Oberg et Issemburg avaient sous leurs ordres 22 bataillons (1) et 24 escadrons, soit un effectif de 20 ou 21.000 hommes. Soubise ne sut ou ne put profiter de sa supériorité, car la bonne moitié de ses soldats ne tira pas un coup de fusil et seul le corps de Chevert fut réellement engagé. Il se composait de 25 bataillons dont 15 saxons et 4 palatins, de 18 escadrons et des troupes légères de Chabo.

Dès le matin, aussitôt qu'il se fut rendu compte du mouvement tournant qui menaçait sa gauche, Oberg avait détaché de ce côté le général Zastrow avec deux bataillons et deux escadrons pour appuyer les chasseurs hanovriens qui faisaient le coup de feu avec l'avant-garde de Chevert. Zastrow chassa avec quelque perte les tirailleurs français des bois en avant de Sichelstein, et occupa fortement le grand Staufenberg; puis en prévision de l'assaut qu'il voyait se dessiner devant lui, il demanda des renforts. En conséquence, le général de Bock le rejoignit avec 5 bataillons et 4 escadrons, et le général Post, avec une brigade mixte, prit une position de soutien entre Landwehrhagen et la gauche confédérée.

Chevert avait réparti son infanterie en deux colonnes : celle de droite, flanquée par les corps francs de Chabo, était formée de la brigade de Belzunce et des Palatins, en tout 10 bataillons; celle de gauche consistait en 12 bataillons saxons conduits par le comte de Lusace et par le général Dyhern; entre deux, l'artillerie escortée par 3 bataillons saxons; en arrière, la cavalerie distribuée en 3 brigades et forte de 18 escadrons; chaque colonne était précédée d'une avant-garde de 10 compagnies de grenadiers. Pour accomplir sa manœuvre, Chevert avait à traverser des bois clairsemés qui entourent la base du Grand

(1) Les effectifs réglementaires des bataillons et escadrons confédérés étaient très supérieurs à ceux de l'armée française.

Staufenberg; il s'y heurta aux bataillons de Zastrow; ce choc entraîna un combat des plus vifs où le commandant des grenadiers de droite, Belzunce, fut grièvement blessé. Chevert fit avancer sa cavalerie qui, prenant les confédérés « en front et en flanc, les enfonça dans la minute qu'ils venaient de pousser l'infanterie française. Nos 8 escadrons, relate Furstenberg, attaquèrent la cavalerie ennemie et en renversèrent quelques escadrons, mais le nombre grossissait et sortit du bois. L'infanterie française qui n'avait pas combattu avançait de nouveau; la nôtre avait été foulée en partie, le reste était obligé de se retirer quoique avec ordre. Les Français débouchèrent jusqu'à dos de notre première ligne. » Dans ces rencontres, le brave Voyer, qu'on retrouve toujours au poste du danger, fut blessé; le général Zastrow fut blessé et pris; les régiments hessois Issemburg et Kanitz souffrirent beaucoup. D'après le récit français, d'ailleurs plus détaillé, il y eut deux combats, le premier dans le bois où l'infanterie hanovrienne eut à lutter à la fois contre les escadrons de Voyer et les grenadiers de Belzunce, le second dans la plaine entre les deux cavaleries rivales; dans les deux affaires les Français remportèrent un plein succès.

Pendant cette mêlée, les Saxons, qui formaient la colonne de gauche, étaient exposés au feu du Grand Staufenberg, « où les ennemis avaient placé des batteries et un gros corps de troupes, qui dominait la plaine par laquelle nos colonnes débouchaient ». Il y eut un moment d'hésitation que le comte de Lusace fit cesser en ordonnant au baron Dyhern « de prendre la hauteur à revers tandis qu'il l'attaquerait de front ». L'assaut réussit et la butte, avec ses canons, tomba entre les mains des Saxons. Le Grand Staufenberg était la clef de la position, aussi les confédérés essayèrent-ils un retour offensif pour s'en ressaisir. Il fut repoussé, et l'artillerie française et saxonne put s'établir à mi-côte et couvrir de ses feux l'ennemi refoulé.

La défaite de l'aile gauche des alliés trancha le sort de la journée; Oberg commanda la retraite qui se fit « avec une contenance parfaite jusque devant le bois où commence le défilé qui mène à Munden ». Le tir du canon français que le duc de Broglie fit avancer « avec une vivacité extrême », mit le désordre « dans les troupes près du défilé; la cavalerie s'y jeta avec précipitation; l'artillerie et les charrettes de munitions descendant par des sentiers et en hâte, se brisèrent et se renversèrent. La nuit survint, tout descendit, passa Munden et alla coucher sous les armes au delà du Weser. » Soit manque de jour, soit fatigue des troupes, la poursuite fut molle; à partir de l'entrée des bois que traverse la route de Munden, les fuyards furent harcelés seulement par quelques hussards que put repousser assez facilement le bataillon de Buckeburg placé en arrière-garde.

A l'affaire de Lutterberg, la plus grande partie de l'armée française ne prit pas part. Soubise permit à Oberg de dégarnir le centre pour renforcer sa gauche, sans essayer de s'y opposer; il laissa Chevert s'engager à fond avant d'ébranler le reste de ses forces, et quand il songea à lancer sa cavalerie pour achever la déroute, il n'était plus temps. Malgré leur bonne volonté, les carabiniers, arrêtés par le ravin qui court entre Landwehrhagen et Lutterberg, ne purent le franchir qu'en pelotons et débouchèrent trop tard pour être de quelque utilité. Une heure de moins consacrée à la formation des lignes, un peu plus d'audace dès le début de la bataille, auraient transformé en désastre ce qui ne fut qu'un échec grave pour le corps confédéré. Ces fautes n'empêchèrent pas Soubise de recevoir le bâton de maréchal de France en récompense d'une victoire qu'il devait à Chevert. A bon droit, cet avancement fut attribué par l'opinion publique beaucoup plus à l'amitié du roi et de la favorite qu'aux talents du général.

Au combat du 10 octobre, les Hanovriens laissèrent aux mains du vainqueur 22 canons, dont 6 au Grand Staufenberg et le reste pendant la retraite, des caissons, des drapeaux et environ 600 prisonniers, la plupart blessés, parmi lesquels bon nombre d'officiers supérieurs. Leur perte totale (1) fut relativement légère et ne dépassa guère 12 à 1.300 hommes. Celle des Français ne se monta qu'à 69 officiers et 500 soldats tués ou blessés ; elle porta presque exclusivement sur le corps de Chevert et plus particulièrement sur la brigade d'infanterie de Belzunce et sur celle des cuirassiers.

Le lendemain de l'affaire, le marquis de Crillon, chargé de la poursuite, arriva de grand matin à Munden ; il n'y trouva que des blessés qui n'avaient pu être évacués pendant la nuit. Oberg, avec le gros de son armée, avait mis la Werra entre lui et les Français et s'était retiré à Guntersheim où ceux-ci ne tentèrent pas de l'inquiéter. Le général hanovrien, après avoir remis l'ordre dans ses troupes, se sépara d'Issemburg qui reprit à Moringen son rôle de surveillance, traversa le Weser à Holzmunden et rejoignit sans encombre le prince Ferdinand, le 21 octobre, à Ostinghausen. Soubise fit un séjour de quelques jours à Cassel et s'installa avec une partie de ses forces à Hohenkirchen, à deux lieues de Cassel, sur la route de Warburg. Il est juste de reconnaître qu'en conformité avec la demande de Contades, il lui avait, dès le 13, renvoyé les corps de Chevert et de Fitzjames.

Revenons aux deux armées principales qui s'observaient l'une l'autre sur les bords opposés de la Lippe. Le mouvement de Contades sur Hamm paraît avoir troublé (2) la quiétude de l'état-major confédéré. Quel motif avait dé-

(1) 166 tués, 426 blessés, 573 prisonniers et 16 canons. *Gespräch im Reiche der Todten.* Francfort. Leipzig, 1758.

(2) Reden, *Feldzüge der allierten Armee*, vol. I, p. 227.

cidé le maréchal à quitter, à une époque si tardive de la saison, sa position de Recklinghausen où son ravitaillement par Wesel était assuré, pour un pays dont les ressources étaient épuisées et dont la voirie serait ruinée par les premières pluies? Voulait-il entreprendre le siège de Lippstadt dont la garnison était trop faible pour opposer une longue résistance? Nourrissait-il des desseins contre Munster, ou songeait-il à donner la main au prince de Soubise? La capture d'une dépêche de ce dernier à Contades éclaircit le mystère. En conséquence, le 8 octobre, Ferdinand leva les camps de Dülmen et d'Halteren et transféra son quartier général à Munster; le 12, sur l'avis de la défaite d'Oberg, il confia la garde de la ville au général Kielmannsegge avec une brigade mixte et des corps francs, rassembla son armée à Warendorf et la mit en route sur Lippstadt. Le 17 au soir, le quartier général était à Kloster Kappel, sur les bords de la Lippe, où on établit les ponts. Le prince de Brunswick, faisant avant-garde, franchit la rivière et se logea à Benninghausen; il en partit le lendemain, à 2 heures du matin, pour essayer d'entamer le duc de Chevreuse à Soest. « Ce corps, écrit Ferdinand (1), estimé fort de 5.000 hommes, avait passé la nuit au bivouac; il venait de recevoir un renfort de 3.000 hommes qui arrivaient de Werle; mais Monsieur le prince héréditaire l'attaqua si brusquement à 7 heures du matin qu'il n'eut pas le temps de se reconnaître. Il se retira à Werle après avoir perdu du monde; nous fîmes à cette occasion 163 prisonniers et 11 officiers. L'armée commença à 4 heures du matin à défiler par les ponts de Capeln, mais le mauvais chemin arrêta tellement la marche que les derniers régiments n'arrivèrent au camp que le 19 à 6 heures du matin... M. le maréchal de Con-

(1) Ferdinand au roi George. Soest, 20 octobre 1758. Military correspondance. Record Office.

tades a depuis ce matin abandonné la ville de Hamm et s'est porté à Werle pour se joindre au renfort qui vient de retourner de la Hesse sous les ordres de M. de Chevert, du duc de Fitzjames et du prince Xavier de Saxe. »

Dans la rencontre dont il est question, les Français, mal éclairés par leur cavalerie (1), avaient été surpris. Chevreuse, avec 5 bataillons et 12 escadrons, était posté à Soest; averti de l'approche des confédérés, il appela à lui Beauffremont et ses deux brigades de cavalerie. Les deux divisions demeurèrent la nuit sous les armes, mais se séparèrent à 7 heures du matin, au retour des patrouilles qui déclaraient n'avoir vu personne. Beauffremont regagna Werle et Chevreuse rentra à son quartier. Une demi-heure après (2), les hussards du prince de Brunswick tombaient sur les derniers escadrons français qui prirent la fuite, laissant sur le terrain ou aux mains de l'ennemi 7 officiers et 55 cavaliers; deux compagnies d'infanterie furent enlevées et, sans la bonne attitude du régiment d'Aumont, l'échec eût pris des proportions sérieuses. Contades, aussitôt prévenu, se porta au secours de son lieutenant. Le 19, le prince de Brunswick avait continué sa pointe; il occupa Werle que Beauffremont avait évacué, et poussait ses troupes légères dans la direction d'Unna quand on aperçut les têtes de colonnes des Français. Le commissaire autrichien Kettler décrit ainsi cet épisode (3) : « Dans ce moment critique la cavalerie de M. de Contades parut trompettes sonnantes sur la hauteur d'Illinghofen; l'infanterie suivit; c'étaient en tout 6 brigades. On nous rangea en une ligne pour paraître. L'ennemi fit alors un signal de poudre allumée sur les

(1) Lamy du Châtel au ministre. Hamm, 18 octobre 1758. Contades à Belleisle. Illingen, 19 octobre 1758. Archives de la Guerre, 3485.

(2) Chevert frappa la ville de Soest d'une amende de 80.000 thalers, pour avoir aidé l'ennemi. *Gespräch im Reiche der Todten.*

(3) Kettler à Kaunitz. Hamm, 25 octobre 1758. Archives de Vienne.

hauteurs de Werle et retira ses postes avancés. Le mouvement audacieux du maréchal de Contades fut couronné par l'arrivée de M. d'Armentières à 5 heures du soir sur la hauteur de Werle, lequel apercevant une ligne de cavalerie rangée, la fit canonner d'abord, sur quoi l'ennemi abandonna le poste de Werle au plus vite et se retira derrière Soest. Dès alors je vis le projet ennemi rompu. »

L'intervention opportune de Contades et la lenteur avec laquelle le passage de la Lippe fut effectué par les confédérés, sauvèrent en effet les Français d'un péril imminent. Établi solidement à Soest ou à Werle, Ferdinand eût été à même de retarder, sinon d'empêcher la rentrée de Chevert et de Fitzjames à la grande armée. En l'espèce, ces généraux furent obligés de changer de route et de faire un détour par Meschede et Arensberg. Ferdinand fut-il impressionné par la manœuvre du maréchal, se soucia-t-il peu de livrer bataille à un adversaire dont il s'exagérait peut-être les forces? Toujours est-il qu'il se contenta d'avoir dégagé Lippstadt et d'avoir protégé la marche d'Oberg. Dans la nuit du 19 au 20, les Hanovriens évacuèrent Werle, et dans la journée du 22, ils se retirèrent de Soest. Enfin le 24, Chevert et Fitzjames étaient revenus de leur expédition en Hesse, le premier à Werle, le second à Unna.

De retour à Hamm, Contades songea à profiter de l'éloignement du prince Ferdinand, encore entre Soest et Lippstadt, pour tenter un coup de main sur Munster qui, d'après le rapport d'un officier d'artillerie, était « insultable (1) à moins que les ennemis n'y eussent beaucoup travaillé ». Cette expédition n'atteignit pas son but. Armentières franchit la Lippe, chassa devant lui la brigade de Kielmannsegge, mais ne put lui couper la retraite sur Munster. Parvenu sous les murs de la ville, le général, peu

(1) Contades à Belleisle. Hamm, 24 octobre 1758. Archives de la Guerre 3485.

entreprenant de sa nature, se décourage : « Il y a beaucoup d'eau dans les fossés; les points d'attaque qu'on avait eus en vue sont impraticables. » En conséquence, la soirée du 26 octobre, un aide de camp d'Armentières vint prévenir (1) le maréchal qu'un essai d'escalade ne paraissait pas possible et qu'il faudrait ouvrir la tranchée. Contades répondit avec raison que le temps faisait défaut pour une entreprise de longue haleine, et autorisa son lieutenant à revenir sur ses pas. Armentières ne se le fit pas dire deux fois; convaincu d'avoir le prince Ferdinand avec toute son armée à ses trousses, il décampa le 27 et était de retour le 28 à Hamm. Cette rentrée fut trop précipitée; Ferdinand, prévenu le 25 au soir de la pointe sur Munster, avait regagné le lendemain son pont de Capeln et traversé la Lippe; mais le gros était encore à Rheda et l'avant-garde à Warendorf quand on apprit le départ des Français; le prince continua sa marche sur Munster où il arriva le 31.

Ce fut le dernier acte de la campagne; depuis longtemps officiers et soldats soupiraient après les quartiers d'hiver. Sous la tente depuis le début de l'année, n'ayant eu de repos que pendant le court répit que le prince Ferdinand leur avait laissé après la retraite de Hanovre, privés d'une grande partie de leurs effets que la stratégie de Clermont avait livrés à l'ennemi, les régiments étaient dans le plus piteux état. « L'infanterie est pour ainsi dire sans habits, » écrit Kettler (2). De son côté, Guerchy expose au ministre les dangers que présenterait pour la santé des troupes le maintien de l'armée en présence de l'ennemi (3) : « La saison est fort rude en ce pays-ci, au mois de novembre, le temps pluvieux, le terrain souvent marécageux; quand

(1) Contades à Belleisle. Hamm, 26 octobre 1758. Archives de la Guerre, 3485.
(2) Kettler à Kaunitz. Hamm, 16 octobre 1758. Archives de Vienne.
(3) Guerchy à Belleisle. Camp de Hamm, 17 octobre 1758. Archives de la Guerre, 3485.

le soldat marchera et couchera dans ce terrain, avec des tentes déchirées comme elles le sont toutes à présent, il en tombera malade indubitablement... Les cavaliers périront également quoiqu'ils ne marchent pas dans la boue,... enfin on peut prévoir que 15 jours de mauvais temps actuellement donneront plus de malades qu'il n'y en a eu pendant tout le courant de la campagne; il périra aussi beaucoup de chevaux au piquet. »

C'est sans doute sous l'impression des lettres de Westphalie que Belleisle répondait à Choiseul qui réclamait de nouveaux efforts (1) : « Les deux tiers de nos régiments d'infanterie sont nus et composés de soldats qui n'ont point eu de repos depuis 15 mois, ou de recrues qui n'ont pas la force de résister au froid et aux pluies de l'arrière-saison. » Aussi quand il insistait auprès de Contades pour la conservation de la ligne de la Lippe jusqu'au 15 novembre, il se plaçait moins au point de vue militaire qu'à celui des finances. Le séjour en pays étranger offrait l'avantage de faire vivre l'armée aux dépens de l'ennemi et d'épuiser des ressources dont ce dernier ne pourrait plus profiter; plus on tarderait à repasser le Rhin, plus longtemps jouirait-on de ce double bénéfice, et plus grande serait l'économie pour le budget national.

Conformément aux instructions du ministre, Contades ajourna son retour au Rhin jusqu'au 13 novembre, date à laquelle le quartier général fut transféré de Hamm à Unna; l'opération s'accomplit sans encombre, et le maréchal put, dans une dépêche du 20, expédiée de Wesel, annoncer la dislocation. Les avant-postes de la rive droite, en avant de Wesel et Dusseldorf, furent confiés aux troupes légères, infanterie et cavalerie, soit environ 5.000 hommes. Sur la rive gauche, le premier cordon fut formé de 63 bataillons et 26 escadrons cantonnés depuis Neuwied jusqu'à

(1) Belleisle à Choiseul, 28 octobre 1758. Archives de la Guerre.

Clèves; dans ce total étaient comprises les garnisons de Dusseldorf et de Wesel. En seconde ligne, à Juliers, Gladbach, Crefeld et Gueldres, furent casés 32 bataillons et 22 escadrons. Le reste, 13 bataillons et 37 escadrons, occupa Aix-la-Chapelle, Ruremonde et le pays de Liège. Aussitôt les troupes arrivées à destination, on commença l'installation pour l'hiver et les travaux de réparation qui pouvaient s'effectuer sur place. A en juger d'après les circulaires adressées (1) aux chefs de corps, des soins minutieux semblent avoir été pris pour la santé et l'hygiène du soldat : marches et exercices fréquents, précautions contre la chaleur excessive des poêles, inspection du linge, des souliers, des fusils, visites souvent renouvelées des logements, réduction à une heure des durées de faction, interdiction des jeux de hasard, telles furent les principales mesures prescrites. Contades, dont l'activité contraste avec la nonchalance de son prédécesseur, procéda à une revue des postes de son armée; il porta toute son attention sur la région avoisinant la frontière hollandaise, et ordonna la construction d'ouvrages défensifs destinés à arrêter une nouvelle tentative de passage du Rhin aux environs d'Emmerich.

De son côté, Soubise évacua Cassel le 22 novembre; son corps, renforcé des Saxons et de 12 escadrons détachés de la grande armée, se montait à 64 bataillons et 51 escadrons; il vint se poster derrière la Lahn sur une ligne dont les extrémités s'appuyaient à Giessen et Hanau. Grâce à une convention secrète avec le landgrave de Hesse Darmstadt, Soubise s'était rendu maître (2) de cette première ville et, pour assurer ses derrières, il s'empara par surprise de Rheinfels malgré les protestations des autorités

(1) Circulaire de Cornillon, 21 novembre 1758. Instructions de Soubise, 28 novembre 1758. Archives de la Guerre, 3487.

(2) Du Mesnil à Belleisle. Giessen, 19 novembre 1758. Archives de la Guerre, 3487.

locales. La capture de cette forteresse, qui n'était défendue que par quelques centaines de miliciens, valut à Castries le grade de lieutenant-général. « On ne voulait, ce me semble (1), lui écrit Contades, qu'une occasion pour vous accorder le grade de lieutenant-général; la voilà trouvée, mais faites décider promptement cette affaire et ne laissez pas à tout ce qui est avant vous le temps de clabauder pour l'empêcher. » Il est superflu d'ajouter que le conseil fut écouté et que M^me^ de Pompadour ne fut pas étrangère à une promotion qui, bien qu'elle échût à un officier de mérite, n'était pas justifiée par la circonstance.

Dans l'armée, l'envie d'aller faire sa cour aux puissants du jour, et peut-être aussi de jouir des plaisirs de la capitale, était aussi vive que jamais parmi les officiers supérieurs. C'était à qui lâcherait son corps pour courir à Paris. Avant de quitter les bords de la Lippe, Contades prévient Belleisle que la moitié des colonels demandent des congés, et qu'il ne voit aucun inconvénient à ce qu'ils soient octroyés, aussitôt les régiments parvenus à leurs cantonnements. Soubise plaide (2) dans le même sens : « J'espère que vous ne le trouverez point contraire aux principes que vous voulez établir dans le militaire. Je ne puis vous cacher, Monsieur, que j'y vois régner un grand dégoût et qu'il semble augmenter tous les jours ; malheureusement ce sont les meilleurs sujets qui en paraissent le plus affectés... Je ne puis vous exprimer à quel point est poussé le désir de retourner en France. Je crois que vous avez très bien fait de consentir que chaque colonel eût la permission d'y aller passer deux mois. J'ai vu la plus grande satisfaction peinte sur tous les visages et je suis persuadé qu'ils reviendront de meilleure humeur. On

(1) Contades à Castries. Cologne, 7 décembre 1758. Archives de la Guerre, 3488.

(2) Soubise à Belleisle. Fritzlar, 28 novembre 1758. Archives de la Guerre, 3487.

est accoutumé aux campagnes de Flandre. Celles-ci paraissent longues. » La limitation des absences paraît avoir été à peu près observée malgré la difficulté de faire rentrer à l'armée les premiers permissionnaires : « J'ai eu bien des batailles, écrit le ministre (1), à essuyer avec toutes les dames de la cour et de la ville pour prolonger le séjour des colonels en ce pays; j'ai tenu ferme excepté pour ceux qui sont réellement malades, et cependant il y en a quelques-uns à qui j'ai dû dire que l'on ne regarderait pas de si près pour quelques jours plus tôt ou plus tard. »

Est-ce au mauvais exemple venu d'en haut qu'il faut attribuer l'attitude déplorable de l'officier inférieur qui ne jouissait pas des mêmes faveurs que son chef? « Nos officiers ont besoin d'être encouragés, rapporte Soubise (2). La guerre éloignée et qui ne permet pas de retourner l'hiver en France ne plaît guère. Enfin il souffle un mauvais esprit et le dégoût est grand. » La correspondance de Contades contient sur le sujet des détails typiques : « Il est arrivé, écrit-il au cours de la campagne (3), au corps aux ordres de M. de Saint-Pern, quelque chose de fort extraordinaire et qui exigera une punition bien sévère, s'il est possible de découvrir l'officier qui s'est mis dans un cas aussi fâcheux. M. le comte de Broglie et M. le prince de Chimay visitant les postes trouvèrent un officier qui chassait; ils voulurent savoir son nom. L'officier fuit devant eux, sauta un fossé plein d'eau que les chevaux ne pouvaient pas passer. L'officier de l'autre côté du fossé les mit en joue en leur disant qu'il leur casserait la tête, s'ils voulaient le faire arrêter, et qu'ils ne sauraient pas son nom, et se retira ensuite dans les bois de façon

(1) Belleisle à Armentières, 4 février 1759. Archives de la Guerre, 3512.

(2) Soubise à Belleisle. Weilburg, 5 décembre 1758. Archives de la Guerre, 3488.

(3) Contades à Belleisle. Recklinghausen, 8 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3482.

qu'on ne le pût rejoindre. M. de Saint-Pern me mande que depuis deux jours il se sert de tous les moyens possibles pour savoir quel est cet officier, sans avoir pu y parvenir. » Peu de temps après, ce sont (1) « trois lieutenants fort chauds de vin » qui mettent l'épée à la main au quartier général et qu'il a fallu envoyer en prison à Wesel, ou encore des officiers qui ont été arrêtés fourrageant avec leurs valets, malgré la défense. Dans les régiments, il n'y avait pas d'esprit de corps; l'officier sorti du rang, pauvre, peu instruit, cantonné dans les grades inférieurs sans espoir d'avancer, fusionnait mal avec ses collègues nobles dont il ne partageait pas les goûts et dont il supportait mal le ton de supériorité. Parfois c'étaient ces derniers qui se plaignaient de ce qu'on « ne leur donnait pour camarades que des fils de marchands ». Saint-Pern, en rapportant ce grief (2), signale trois nominations de jeunes gens « qui n'étaient pas de condition », et attribue à ce fait le peu de sympathie que les officiers du régiment de la Marine témoignaient les uns pour les autres.

Contades demeura à l'armée jusqu'au 21 janvier 1759, date à laquelle il fut relevé par Armentières. Quant à Soubise, il prolongea son séjour en Allemagne jusqu'au 4 février; il fut remplacé à la tête de son corps par Broglie qui, parti des premiers, venait de rentrer de Paris. Enregistrons, en passant, l'opinion du maréchal prince (3) sur celui qui lui avait été subordonné pendant la campagne et qui allait jouer un rôle important dans les opérations à venir : « Je répéterai qu'il est très bon militaire et qu'il me paraît très utile de l'employer. Au reste, vous l'enten-

(1) Contades à Belleisle. Recklinghausen, 14 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3482.

(2) Saint-Pern au ministre, 14 décembre 1758. Archives de la Guerre.

(3) Soubise à Belleisle. Particulière. Cassel, 15 novembre 1758. Archives de la Guerre, 3486.

drez quand il sera à Versailles. Vous êtes prévenu qu'il n'arrivera pas content. Il l'est de moi et de la façon de penser des troupes sur ses talents. » Soubise continue en faisant l'éloge de Chevert dont il déplore la mauvaise santé : « Au printemps je serai toujours fort aise de le voir arriver..... Je suis persuadé qu'à beaucoup d'égards, il sera plus facile de vivre avec lui qu'avec le duc de Broglie; cependant je suis accoutumé avec ce dernier, et je doute qu'il s'accommode beaucoup avec d'autres que moi. »

Probablement à cause de son caractère entier et cassant, Broglie n'était pas apprécié à la cour, où néanmoins on était obligé de reconnaître sa valeur militaire, et partant de compter avec lui. « M. le duc de Broglie s'est enfin déterminé à partir, écrit Belleisle (1), je laisse à Mme de Pompadour de vous faire le détail, car, comme c'est par elle que tout a passé, elle vous le dira beaucoup mieux que je ne pourrais faire. » Il s'agissait sans doute du commandement indépendant qui allait lui être réservé pour la campagne de 1759. En attendant, et avant de relever le maréchal de Soubise, Broglie rédigea un mémoire envisageant une attaque de l'armée du Mein par le prince Ferdinand et le prince Henri de Prusse, et insistant pour obtenir des instructions formelles sur les mesures défensives à prendre. « M. de Broglie est arrivé d'assez bonne grâce, mande Soubise (2). Il paraît content; je crois qu'il ne sera pas fâché de mon départ. Il m'a paru content des dispositions; nous verrons ce qu'il en dira dans quelque temps. » La satisfaction ne fut que très relative, car nous voyons le général intérimaire poser à de Vault, le chef d'état-major de son prédécesseur, un questionnaire demandant des explications sur 41 points relatifs à l'empla-

(1) Belleisle à Soubise, 2 janvier 1759. Archives de la Guerre, 3511.

(2) Soubise à Castries. Francfort, 30 janvier 1759. Archives de la Guerre, 3511.

cement des troupes, à leur concentration et à l'établissement des magasins de vivres et de fourrages.

Dans les cantonnements français aussi bien qu'au ministère, aussitôt les quartiers d'hiver pris, on s'était ému de la possibilité de les voir troubler. On croyait fermement à une tentative de l'ennemi contre le corps de Soubise, et on prévoyait l'éventualité d'une retraite, soit sur le Necker, soit sur la rive gauche du Rhin. Soubise réclame, pour remplacer le contingent que le duc de Wurtemberg venait de rappeler, un renfort tiré de l'armée de Contades. Ce dernier, sollicité dans ce sens par Belleisle, oppose (1) une fin de non-recevoir basée sur le grave inconvénient de faire marcher une armée « toute nue »; les réparations ont à peine commencé; la plupart des chevaux n'ont ni selles ni mors; « les radoubs de l'artillerie » battent leur plein. Tout au plus pourrait-on rassembler 26.000 hommes, « mais dans quel état? » Le ministre dut se contenter (2) de l'envoi du régiment d'Enghien que l'Électeur n'avait pas voulu recevoir à Coblentz; d'autre part, il autorisa (3), avec l'assentiment tacite de la cour de Vienne, la prise de possession de la ville impériale de Francfort qui eut lieu sans résistance le 2 janvier. Peu à peu, les esprits se calmèrent et les régiments français purent jouir du repos indispensable. Les confédérés avaient, depuis longtemps, suivi l'exemple de leurs adversaires; protégées par un cordon d'avant-postes tendu depuis Stadtloen jusqu'à Hamm, les troupes du prince Ferdinand s'étaient réparties dans les évêchés de Munster, Osnabruck et Paderborn, tandis qu'Issemburg avait réoccupé la Hesse et s'était installé de sa personne à Fritzlar, d'où il surveillait Marburg devenu poste avancé du corps de Soubise.

(1) Contades à Soubise. Crefeld, 2 janvier 1759. Archives de la Guerre, 3511.

(2) Belleisle à Contades, 9 janvier 1759. Archives de la Guerre, 3511.

(3) Belleisle à Soubise, 23 décembre 1758. Archives de la Guerre, 3489.

De part et d'autre, on s'efforça de remplir les vides de la campagne et de compléter les cadres. Ferdinand n'avait pas à se plaindre du gouvernement de Londres : au cours des derniers mois de l'année 1758, il avait vu s'accroître (1) les forces mises à sa disposition de 8.500 Anglais, de 6.700 Hanovriens et de 6.500 Hessois. L'incorporation des recrues, l'arrivée de quelques compagnies d'Écossais, l'augmentation des troupes légères allemandes devaient porter le fond de son armée à un total théorique de 75.000 pour l'année 1759 et lui permettre d'entrer en lutte avec un effectif réel d'environ 60.000 combattants. En outre, les pourparlers engagés avec la Hesse pour le paiement de l'indemnité devaient avoir pour corollaire la prise, à la solde anglaise, d'un supplément de troupes de ce pays, auxquelles se joindraient quelques centaines de soldats qu'on espérait tirer du Brunswick. Restait l'Angleterre : Knyphausen ne pourrait-il (2) convaincre Pitt de la nécessité de renforcer la division anglaise? A cette requête, l'envoyé de Frédéric répondit (3) par un tableau de la distribution de l'armée britannique; les régiments laissés en Angleterre suffiraient à peine pour les garnisons des ports, pour la réserve des corps détachés en Amérique et en Afrique, pour la garde des 24.000 prisonniers français dispersés dans le royaume; d'ailleurs, le recrutement s'effectuait si lentement, qu'il manquait encore 9.000 hommes pour remplir les prévisions budgétaires. Le sujet était délicat, aussi suppliait-il le prince de ne pas insister davantage sur ce point auprès du cabinet de Londres, « attendu que de pareilles représentations ne servent qu'à décourager le Roi et le ministère et ne sauraient manquer de produire des

(1) Reden, vol. I. Annexes.

(2) Ferdinand à Knyphausen. Munster, 28 novembre 1758. Geh. Staats Arch. Berlin.

(3) Knyphausen à Ferdinand, 12 décembre 1758. Geh. Staats. Arch. Berlin.

impressions très désavantageuses pour le bien de la cause commune, que je n'ose indiquer, mais qu'il est aisé de deviner ». Ferdinand le prit de haut avec le diplomate prussien (1) : « Quoique je ne doute ni des soins que vous prenez à cet égard, ni de vos talents, ni de votre suffisance, Sa Majesté britannique aurait cependant pu, par la confiance même dont elle m'honore, trouver mauvais, si je n'eusse pas eu la vanité de croire, qu'en fait d'opérations militaires je devais parler moi-même. » En dépit de ses instances, le prince ne put obtenir du gouvernement anglais le renfort qu'il sollicitait. Quant au roi de Prusse, à défaut de soldats, il gratifia son ancien lieutenant du grade de feld-maréchal.

La seconde campagne de 1758 était définitivement close. En résumé, malgré les échecs de Sandershausen et Lutterberg, la supériorité restait acquise au prince Ferdinand. Sans doute il avait dû repasser le Rhin, mais il avait ramené son armée intacte, effectué sa jonction avec les Anglais, tenu tête pendant l'automne à des forces plus nombreuses, et conservé pour ses quartiers d'hiver les provinces dont ses succès du printemps lui avaient valu la possession. Du côté de la France, tel était le découragement à la suite des défaites et des reculades de Clermont, tel était le manque avéré de sujets capables, qu'on sut gré à Contades de n'avoir pas été battu, et d'avoir rétabli, dans une certaine mesure, le moral et la discipline des troupes. On aurait souhaité voir l'ennemi repoussé jusqu'au Weser, on aurait voulu lever des contributions en Hanovre, vivre le plus longtemps possible aux dépens des confédérés, mais on n'osa pas suggérer des quartiers d'hiver en Westphalie ou en Hesse. La correspondance échangée entre le ministre et les deux généraux français indique

(1) Ferdinand à Knyphausen. Munster, 20 décembre 1758. Geh. Staats. Arch. Berlin.

que, dès le mois de septembre, toutes les autorités militaires étaient d'accord sur la nécessité du retour au Rhin pour la fin de la saison. Au surplus, il faut reconnaître que Contades, sans faire preuve de grande initiative, s'acquitta convenablement de son rôle ; il s'effaça devant Soubise et lui donna un concours loyal. En travaillant ainsi à la gloire du protégé du Roi et de l'ami de la favorite, il fit plus pour sa propre cause que s'il eût remporté des victoires. D'ailleurs ses billets à Castries, membre influent de la coterie, nous montrent un homme très soucieux de faire sa cour à la marquise.

Peu de temps après la nomination de Contades au commandement de l'armée, commence le commerce épistolaire (1) : « Je suis en correspondance avec Mme de Pompadour ; elle me marque beaucoup de bonté que je vous dois et j'en suis bien aise ; elle me mande qu'elle aime les honnêtes gens, et je me flatte que je ne déméritera pas auprès d'elle. » L'échange de lettres devient de plus en plus fréquent ; il lui écrit trois fois par semaine et reçoit régulièrement ses réponses. « Mme de Pompadour continue (2) à me marquer ses bontés... elle ajoute que l'on cherche à me faire des tracasseries de plus d'une espèce, mais qu'elle voit avec plaisir que ma tête est faite de façon que je suis occupé du bien et que je m'embarrasse peu des critiques ; elle a la bonté de m'écrire par tous les courriers, et il en arrive au moins de deux jours l'un. » La grande dame ne se borne pas à soutenir le général de sa sympathie ; elle lui confie parfois son opinion sur la conduite de la campagne : « Mme de Pompadour ne veut pas (3) que je prenne de parti violent, elle entre dans le détail de toutes les raisons qui la déterminent à penser de cette façon-là. »

(1) Contades à Castries, 30 juillet 1758. Arch. de la Guerre, 3479.
(2) Contades à Castries, 23 septembre 1758. Arch. de la Guerre, 3483.
(3) Contades à Castries, 21 octobre 1758. Arch. de la Guerre, 3485.

Ces extraits suffisent pour illustrer le soin que mettait l'amie de Louis XV à se tenir au courant du moindre incident de la stratégie militaire, aussi bien que des intrigues des camps, et à conserver, grâce à sa connaissance intime de tous les rouages, l'influence prépondérante qu'elle avait conquise dans les conseils du Roi et dans la direction des affaires.



## CHAPITRE IV

### CAMPAGNE DE MORAVIE

CONCLUSION DU TRAITÉ ENTRE LA PRUSSE ET L'ANGLETERRE. — MISSION DE YORKE. — INVASION DE LA MORAVIE. — SIÈGE D'OLMUTZ. — COMBAT DE DOMSTADTL. — RETRAITE DES PRUSSIENS PAR LA BOHÊME.

Les opérations des armées de Louis XV en Allemagne, au cours de l'année 1758, constituent un ensemble dont il eût été difficile d'interrompre le récit sans nuire à sa clarté; mais les incidents de la campagne, quelque intéressants qu'ils fussent pour la France, n'eurent qu'une répercussion très secondaire sur la lutte autrement sérieuse que le roi de Prusse avait à soutenir contre l'Autriche et la Russie.

C'est au commencement de 1758 que le traité de Westminster fut complété par un acte qui transforma en alliance étroite entre l'Angleterre et la Prusse ce qui n'avait été jusqu'alors qu'un arrangement pour la sécurité de l'Allemagne. Les pourparlers étaient pendants depuis longtemps, mais l'entente entre les deux souverains, ou plutôt entre le cabinet britannique et Frédéric, qui était tout autant ministre des Affaires étrangères de son royaume que général en chef de ses troupes, avait subi le contre-coup d'événements pour la plupart peu propices au développement de rapports intimes. La négociation pour la neutralité du Hanovre, la convention de Closter Seven d'une part, de l'autre, les tentatives répétées

du roi de Prusse pour reprendre le contact avec la cour de Versailles, avaient éveillé et entretenu des soupçons, d'ailleurs justifiés, sur la confiance que chacune des parties pouvait avoir dans son allié. Ce fut, on se le rappelle, la victoire de Rossbach qui eut le triple résultat de relever le moral de Frédéric, d'atteindre profondément le prestige des Français et de permettre la répudiation de la capitulation signée par l'infortuné Cumberland. Son père, le roi George, était d'autant plus enclin à se lier au sort de son neveu, que les succès inespérés de ce dernier lui fournissaient l'occasion de se venger de l'humiliation infligée. La nomination du prince Ferdinand de Brunswick au commandement de l'armée confédérée, l'engagement de ne pas traiter sans un accord préalable, avaient été les premiers symptômes de rapprochement. De son côté, Frédéric, qui avait épuisé presque toutes ses ressources (1); qui se voyait privé, par l'invasion, d'une fraction importante de ses revenus, sentait la nécessité d'avoir recours à l'or britannique qu'il avait d'abord dédaigneusement repoussé. Pendant sa marche sur la Silésie, à la veille de la bataille décisive qu'il allait livrer, soit par calcul, soit par un sentiment chevaleresque dont n'était pas dépourvu ce caractère parfois sec et positif jusqu'à la dureté, le Roi avait ajourné l'examen du traité qu'on lui proposait de Londres. Après la bataille de Leuthen et la prise de Breslau, il consentit à renouer la conversation. Le 22 décembre 1757, Holdernesse expédia à Mitchell (2) un projet de convention aux termes duquel l'Angleterre versait un fort subside au roi de Prusse, mais déclinait toute coopération à la guerre continentale, soit par l'adjonction d'un corps anglais à l'armée du prince Ferdinand, soit par l'envoi d'une escadre dans la Baltique. Par contre, sans rien stipuler de précis dans le

(1) Koser. « Die preuszischen Finanzen im siebenjährigen Kriege. »
(2) Holdernesse à Mitchell, 22 décembre 1757. Newcastle papers, 32876.

texte, on demandait au Roi la promesse verbale d'un renfort de 12.000 hommes destiné à rejoindre au printemps les troupes confédérées. Cette insistance pour obtenir de la Prusse, en faveur de l'Électorat, un concours militaire dont l'Angleterre se refusait à accorder la réciprocité, offusqua singulièrement Frédéric. Étranger aux rouages du régime parlementaire, il ne comprenait pas pourquoi le souverain qui réunissait sur sa tête les dignités d'Électeur du Hanovre et de roi de la Grande-Bretagne, ne pouvait pas affecter à la défense de ses possessions continentales tout au moins un détachement des troupes si libéralement offertes pour la guerre d'Amérique ou pour les entreprises coloniales; et pis encore, si pour des raisons d'ordre intérieur le cabinet de Londres ne voulait pas participer à la défense du Hanovre, ne faisait-il pas preuve d'égoïsme cynique en s'adressant, pour cet objet, à lui qui luttait péniblement contre les puissances dont le but avoué était son abaissement et la ruine de ses États?

Dans de longues dépêches à Holdernesse (1) et à Newcastle (2), le ministre britannique accrédité auprès de Frédéric rend compte des obstacles inattendus qu'il rencontre de la part du Roi. « Les arguments dont je me suis servi, écrit-il, ont été surtout tirés de la nature de notre gouvernement; ils n'ont pas eu pour résultat, je dois l'avouer, l'impression que j'eusse désirée; mais il ne faut pas s'étonner que des considérations de ce genre ne produisent pas sur un prince armé de pouvoirs despotiques l'effet qu'elles eussent eu sur tout homme ayant le bonheur de vivre sous le régime de la liberté. » C'est en vain que l'Anglais assure que les articles critiqués n'étaient dictés par aucun sentiment de méfiance à l'égard

(1) Mitchell à Holdernesse. Secret. Breslau, 9 février 1758. Record Office.
(2) Mitchell à Newcastle. Breslau, 9 février 1758. Newcastle Papers. British Museum.

de Sa Majesté prussienne; Frédéric laisse dire son interlocuteur, mais persiste dans son attitude : « Je préfère ne pas mêler l'argent à l'affaire; je n'ai jamais reçu de subsides de France au temps de notre alliance et je ne voudrais pas vous être à charge. Mes affaires sont en meilleur état qu'il y a quelque temps; peut-être pourrai-je me passer d'aide financière. »

Un tel désintéressement était trop insolite pour ne pas causer à Mitchell un étonnement mêlé de quelque inquiétude; il fit observer au Roi que l'accord sur le principe du secours n'entraînait pas l'obligation d'en toucher le montant intégral. A cette invite peut-être trop commerciale, Frédéric répondit en affirmant sa répugnance à encaisser des subventions dont l'octroi autorisait les donateurs à assumer des airs de supériorité qu'il ne pourrait pas endurer, et l'impossibilité de faire pour l'envoi de troupes des promesses qu'il ne serait pas sûr de tenir. L'envoyé, de plus en plus déconcerté, conçut des soupçons sur les motifs secrets qui devaient inspirer une conduite aussi extraordinaire; il s'en ouvrit un peu naïvement aux ministres Eichel et Finkenstein, qui s'efforcèrent de le rassurer sur la loyauté de leur maître. Sur leur conseil, il revint, bien inutilement, à la charge. Frédéric, tout en continuant à repousser l'idée d'aide pécuniaire, déclara qu'il n'en remplirait pas moins ses engagements vis-à-vis de l'Angleterre et qu'il apporterait au roi George le concours que lui permettraient ses propres circonstances. Le pauvre Mitchell devient de plus en plus perplexe. Le refus si fier et, disons-le, si quichottique qu'il venait d'essuyer et dont il ne trouvait aucun exemple dans l'histoire, s'expliquait d'autant moins que les embarras financiers de la Prusse étaient indéniables : la perte de revenus due à l'occupation par l'ennemi d'une partie du territoire, les besoins toujours croissants de l'armée, avaient nécessité la réduction des traitements et pensions des employés civils et obligé d'a-

voir recours à l'émission de papier monnaie. Pour sortir de l'impasse, ne serait-il pas possible de se passer du consentement de Frédéric et de lui faire voter par le Parlement, à titre gracieux et en sa qualité de défenseur de la cause protestante et de la liberté de l'Allemagne, une somme égale ou même supérieure à celle qui avait été prévue dans le projet de traité? « Sa Majesté prussienne, ajoute-t-il, est trop honorable pour toucher un shilling de la subvention à moins d'y être absolument forcée, et dans ce cas, nous aurions tout intérêt à la lui accorder pour notre sûreté et pour celle de l'Europe. »

Était-ce amour-propre, désintéressement ou comédie? Quelle que fût la véritable raison de l'attitude du Roi, il faut reconnaître qu'il mit ses actes en harmonie avec ses paroles. Il prescrivit à son envoyé (1) Michel « de ne pas procéder de votre part, ni à conclure ou à signer cette convention ni sur ce qu'il faut pour toucher les subsides, jusqu'à un nouvel ordre exprès de ma part pour y procéder ».

Quand ces dépêches parvinrent à Londres, elles contribuèrent à aigrir les dissentiments qui existaient déjà au sein du cabinet. Pitt, très mécontent de Mitchell qu'il rendait responsable de l'échec des négociations et de l'intransigeance du roi de Prusse, demanda le rappel du diplomate : « J'aime à parler franc, écrit-il à Newcastle (2); André Mitchell n'est pas un imbécile et par conséquent il ne peut convenir comme représentant de notre politique ..... pour nos pourparlers avec la Prusse. Depuis longtemps j'ai une médiocre opinion de sa correspondance et..... aujourd'hui je suis tout à fait convaincu que son action est néfaste au plus suprême degré : Il a instillé au roi de Prusse des idées qui seront la ruine de notre système; son but, je le vois et je crois qu'il y a réussi, est

(1) Frédéric à Michel. Breslau, 25 janvier 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVI, p. 199.

(2) Pitt à Newcastle, 28 janvier 1758. Newcastle Papers, vol. 32877.

d'amener le roi de Prusse à proposer la participation de troupes anglaises à la prochaine campagne en Allemagne. ..... C'est ainsi, milord, que dans tous les rouages du gouvernement des hommes inféodés à une autre politique s'emploient constamment à entraver toutes les mesures entreprises par l'administration actuelle. Au surplus, si Votre Grâce ne peut pas expulser du corps gouvernemental, et surtout de son centre vital, ce poison caché qui se répand dans les organes, il vaudrait mieux en finir. Quant à moi, je n'entends pas qu'André Mitchell m'entraîne où je suis bien décidé à ne pas aller. » Le coup était d'autant plus droit que Newcastle, le principal collègue de Pitt dans le cabinet, commençait à partager l'avis de Mitchell (1) sur l'envoi en Hanovre d'une division anglaise et avait avoué son sentiment là-dessus à Hardwicke, le matin même, avant la réception du billet que nous venons de citer.

Au dire du sagace Hardwicke (2), cette diatribe de Pitt s'expliquerait par la promesse qu'il aurait faite à la majorité ministérielle de la Chambre des Communes de ne pas prendre une part directe à la guerre du continent, et de réserver pour celle d'Amérique tous les efforts militaires dont le pays était capable.

Mais Pitt était un membre trop essentiel du ministère pour qu'on ne s'inclinât pas devant son injonction. Mitchell fut avisé (3) de son remplacement par le général Yorke, ministre anglais à La Haye et fils de lord Hardwicke; toutefois, il resterait à son poste jusqu'à l'arrivée de son successeur appelé à Londres pour recevoir les instructions du département. Quelques jours après (4), Holdernesse adressa à Mitchell une dépêche sur le contenu de laquelle

(1) Newcastle à Hardwicke, 29 janvier 1758. Newcastle Papers, vol. 32877.
(2) Hardwicke à Newcastle, 29 janvier 1758. Newcastle Papers.
(3) Holdernesse à Mitchell, 17 février 1758. Prussia. Record Office.
(4) Holdernesse à Mitchell, 25 février 1758. Prussia. Record Office.

il s'était concerté avec l'irascible Pitt. L'entente fut pénible, à en juger par un billet d'Holdernesse à Newcastle (1) : « Ma conférence avec M. Pitt a duré plus de cinq heures; tout le temps a été employé à soupeser plutôt les termes que le fond, car quoique le brouillon de ma lettre à M. Mitchell soit corrigé au point que je puis à peine le déchiffrer moi-même, la substance est restée à peu près identique. *Tout ceci est bel et bon pour une fois* (2), mais je ne voudrais pas passer une autre soirée de cette façon, quand même on me gratifierait des revenus du Roi, ou ce qui a peut-être encore plus de valeur, des talents de M. Pitt. » Newcastle donna son assentiment à la rédaction commune, dont le produit fut expédié à Breslau.

Dans l'ensemble, les points en suspens étaient résolus dans le sens de l'opinion insulaire. Le cabinet de Saint-James renouvelait, il est vrai, l'engagement de ne pas conclure de paix séparée, mais il rejetait toute idée de la coopération d'une division anglaise à la défense du Hanovre; quoique opposé à l'envoi d'une escadre dans la Baltique à cause des complications qui en résulteraient avec les trois puissances du nord, il s'y résignerait si le roi de Prusse accordait, pour l'armée du Hanovre, le renfort qu'il avait jusqu'alors refusé. La dépêche se terminait par l'énumération des sacrifices consentis pour la cause commune : « En fait de crédits (le vote de sommes d'argent a toujours été considéré pour l'Angleterre comme le mode de concours le plus efficace, le plus approprié aux circonstances du pays), pas moins de deux millions de livres sterling ont été affectés dans le budget aux affaires du continent. » A Mitchell, la franchise de l'exposé qu'il avait fait des vues du souverain auprès duquel il était accrédité, attira une réprimande des plus sévères : « Je ne dois pas vous le cacher; Sa Majesté estime que vous avez manqué

(1) Holdernesse à Newcastle, 25 février 1758. Newcastle Papers, 32878.
(2) Ces mots sont en français dans l'original.

aux exigences de son service en acceptant, comme cela ressort de vos lettres, l'idée fâcheuse et erronée que la politique du cabinet actuel signifiait désintéressement des affaires du continent et indifférence à l'égard de la situation malheureuse de l'Allemagne. » A ce blâme injustifié, Mitchell répliqua (1) par quelques mots pleins de dignité et de réserve. Tout en se vengeant sur l'envoyé de ses embarras, le cabinet de Londres commençait à renoncer à l'espoir d'un accord avec son susceptible allié. Newcastle (2) ne voyait que deux solutions : demander au Parlement les crédits nécessaires pour l'armée du Hanovre et une provision pour les besoins de Frédéric, en prenant acte des déclarations de ce prince, ou abandonner la partie, arrêter les frais en Hanovre et laisser au roi électeur le soin de défendre ses possessions continentales. Newcastle n'hésite pas à se prononcer pour la première de ces alternatives, mais il a soin d'insinuer que tous ses collègues du ministère ne partagent pas son opinion.

Entre temps, le roi George, d'accord avec ses conseillers britanniques, venait de confirmer, en ce qui concernait l'Électorat, sa politique belliqueuse. Les projets de neutralité du Hanovre, remis sur le tapis par Kaunitz au lendemain du désastre de Leuthen et adoptés par Bernis, avaient pris corps et s'étaient enfin traduits sous la forme d'une offre d'intervention que la cour de Danemark avait fait parvenir à la régence du Hanovre. Dans une réunion tenue le 9 février à Stade (3), le conseil privé examina la suite à donner à cette ouverture qui visait la conclusion d'une paix particulière entre le roi George, traitant comme Électeur d'une part, la France et l'Autriche de l'autre. A vrai dire, le moment paraissait mal choisi pour une négociation de

(1) Mitchell à Holdernesse. Breslau, 12 mars 1758. Prussia. Record Office.
(2) Newcastle à Hardwicke, 26 février 1758. Newcastle Papers, vol. 32878.
(3) Procès-verbal de la réunion du conseil privé. Stade, 9 février 1758. Newcastle Papers.

ce genre; on était à la veille de la reprise des hostilités; on s'était concerté à cet effet avec le roi de Prusse et on attendait l'arrivée d'une brigade de sa cavalerie pour entrer en campagne; enfin le langage de George avait été trop énergique et était de trop fraîche date pour qu'on pût espérer un retour favorable à l'entente partielle. Néanmoins, un des conseillers, M. de Schwichelt, opina pour la paix particulière, « comme l'unique moyen de sauver ces pays-ci de leur ruine éternelle ». Les autres membres furent d'avis de rejeter l'offre danoise ou d'en référer à Londres; ce fut dans ce dernier sens qu'on écrivit à Copenhague. La réponse du Roi (1) fut catégorique; il repoussa « les propositions telles que nous ne saurions y prêter l'oreille sans blesser notre dignité, nos engagements et nos intérêts »; et invita le ministère hanovrien, et plus spécialement Schwichelt, à ne plus écouter, sous peine de disgrâce, des ouvertures de ce genre. Les premiers succès de Ferdinand sur Clermont vinrent fort à propos consolider la fermeté du cabinet de Saint-James. « Puisse l'épée du prince Ferdinand, s'écriait Pitt (2) dans son langage emphatique, confondre l'amitié traîtresse du pensionnaire français Bernstorf et la fourberie lettrée du professeur de Stade! »

Mais si, à Londres, on était unanime pour rejeter toute idée de paix séparée, on l'était beaucoup moins sur les moyens de continuer la guerre. Aux yeux de Pitt, les prétendus besoins d'argent du Hanovre étaient exagérés et exigeaient des justifications. A l'appui de ses chiffres, Münchhausen (de Londres) avait fourni un mémoire (3) où il exposait la situation financière de son maître; il rappelait les termes de la promesse faite par le cabinet anglais,

(1) Roi George au conseil de Régence, 22 février 1758. Newcastle Papers. 32878.

(2) Pitt à Newcastle, 28 février 1758. Newcastle Papers, 32878.

(3) Mémoire de Münchhausen, 20 mars 1758. Newcastle Papers, 32878.

dans sa réunion du 7 octobre 1757, « que les revenus de l'Électorat étant dans la possession de l'ennemi, l'honneur et la justice demandaient que ladite armée serait payée de la couronne de la Grande-Bretagne dès le jour qu'elle recommencerait les opérations militaires contre les forces de la France, et en concert avec le roi de Prusse ». Conformément à cet engagement, le trésor anglais supportait déjà la charge de la solde et de l'entretien de 38.000 Hanovriens; sur l'invitation du prince Ferdinand, Sa Majesté allait renforcer cet effectif de 6.000 nouvelles recrues. Münchhausen concluait à mettre cette augmentation au compte du budget britannique et terminait par un appel à la commisération de ses collègues anglais : « Le soussigné se trouve (1) à représenter au dit ministère l'impossibilité qu'il y a, que Sa Majesté puisse entretenir seulement une partie de ces troupes, ses épargnes de tant d'années étant absolument absorbées dans la dernière campagne, et son Électorat étant ruiné et épuisé pour maintes années, et le peu de revenus qu'on en peut attendre suffisant à peine pour le paiement de l'état civil et des pensions d'officiers et soldats invalides dont le nombre s'augmente journellement, de sorte que le financier le plus adroit sera embarrassé comment s'y prendre. »

Pendant qu'on ergotait à Londres sur les voies et moyens et que l'on désespérait d'arriver à un accord avec la Prusse, Frédéric était à peu près revenu de son attitude irréductible. A son représentant Michel, tout en renouvelant les instructions négatives du 24 janvier, il montre son désir de ne pas laisser tomber la conversation : « Il importe de savoir, écrit-il (2), si j'ai quelque assistance à espérer de l'Angleterre dans les circonstances critiques où je me trouve..... Je souhaite d'être instruit de

(1) En français dans l'original.

(2) Frédéric à Michel, 12 février 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVI, p. 244.

l'usage que les ministres anglais comptent faire de leurs troupes nationales, s'ils ont résolu de ne point les employer du tout, si leur destination se borne à l'Amérique seule, et s'ils veulent mettre effectivement les affaires d'Allemagne au hasard, et courir le risque d'un bouleversement général dans le système de l'Europe. » Il s'en prend à l'infortuné diplomate (1) : « Vos relations sont d'un secrétaire du sieur Pitt et non d'un envoyé du Roi; je suis excessivement mécontent de vous. » C'est de cette phase de la négociation que Holdernesse rend compte (2) dans les termes suivants : « Michel vient de me quitter; les affaires vont au plus mal à Breslau; pas de subside, des troupes anglaises, l'escadre dans la Baltique, voilà le ton de toutes ses instructions. » Cependant, peu à peu, le Roi s'adoucit. Pitt, dans un entretien avec Michel, avait demandé que la Prusse déclarât « la guerre solennellement à la France ». Frédéric, quoiqu'il eût fort bien compris la pensée de défiance dont s'inspirait cette invitation, n'en releva pas l'impertinence, et se borna (3) à en démontrer l'inutilité. Dans sa dépêche du 3 mars (4), il fait un pas important dans la voie de la conciliation. Il se contenterait de « quelques vaisseaux de guerre avec quelques frégates dans la Baltique, pour que cela ait seulement le nom de l'envoi d'une escadre anglaise là, quand même elle ne ferait que s'y promener. Cette résolution prise de la part du ministère, je ferais incessamment signer la convention et accepterais la somme de subside qu'on m'a destinée, quoique sous condition qu'elle sera déposée en Angleterre et que je n'en ferais usage qu'au cas que la nécessité m'y

(1) Frédéric à Michel, 18 février 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVI, p. 253.

(2) Holdernesse à Newcastle, 22 février 1758. Newcastle Papers, 32878.

(3) Frédéric à Michel, 3 mars 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVI, p. 256.

(4) Frédéric à Michel, 3 mars 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVI, p. 276.

obligerait ». Il insiste pour une augmentation de 10.000 hommes de l'armée hanovrienne, à laquelle le ministère ne pourrait se montrer contraire, « d'autant qu'il ne s'agirait pas de donner des troupes nationales anglaises ». Enfin, sur la nouvelle du rappel et du remplacement de Mitchell, Frédéric se décida à faire partir pour Londres Knyphausen, son ancien représentant à la cour de Versailles, avec autorisation de conclure à certaines conditions, et avec mission de sonder les vues secrètes de la cour de Saint-James. « Comme il y a apparence (1) que peut-être vers la fin de l'année la paix soit faite, il faut que vous vous procuriez une exacte notice et soyez bien en garde sur toutes les démarches que la France et l'Angleterre feront pour faire la paix générale. M'étant aperçu plus d'une fois que l'Angleterre garde quelque considération pour la Russie et un certain penchant envers la cour de Vienne, cela me fait soupçonner, non sans fondement, que les Anglais n'attendent que la paix générale pour rétablir leur ancien système. C'est de quoi il faut nécessairement que je sois instruit... Le prétexte dont vous vous servirez par rapport à votre voyage en Angleterre sera d'amener à sa fin la convention ci-dessus mentionnée, mise sur le tapis par le ministère anglais. »

Enfin vers le milieu de mars, dans une entrevue à la veille du départ de Frédéric pour le siège de Schweidnitz, Mitchell fut mis au courant par le souverain lui-même du revirement qui s'était effectué dans son esprit : « Hier le roi de Prusse, écrit-il (2), m'a fait venir dans son cabinet; tout d'abord il avait songé à répondre à votre dépêche du 25 février (3)..... mais après réflexion, m'a-t-il dit, j'y ai renoncé. J'aurais été forcé d'aborder des objets qui ne se-

(1) Instruction pour le baron de Knyphausen, 8 mars 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVI, p. 293.

(2) Mitchell à Holdernesse. Breslau, 15 mars 1758. Prussia. Record Office.

(3) La dépêche rédigée en commun par Pitt et Holdernesse.

raient pas agréables, et selon moi, moins il y a d'explications entre amis et alliés, et mieux cela vaut. » Frédéric lui annonça le départ de Knyphausen pour Londres avec pleins pouvoirs pour signer l'arrangement, sous les seules réserves que l'argent voté serait mis en dépôt et que le roi George augmenterait ses troupes en Hanovre. Il ajouta : « J'ai ordonné à M. Knyphausen de vous rendre justice. » Mitchell, en répétant ce propos, a soin d'informer son ministre qu'il ne l'a pas relevé et qu'il s'est borné à des remerciements. Comme on le voit, Frédéric s'était résigné à abandonner sa demande d'une escadre dans la Baltique, stipulation qu'il avait maintenue dans les instructions de Michel et dans les premières de Knyphausen. Il confirma cette concession dans une lettre à Michel (1) où il se montrait aussi pressé d'aboutir qu'il l'avait été peu jusqu'alors. « Vous savez au reste les conditions auxquelles je vous ai ordonné de signer la convention avec l'Angleterre. Je me flatte qu'elle le sera déjà ; en tous cas je renoncerai encore à l'envoi d'une escadre dans la Baltique et vous vous appliquerez seulement à faire en sorte que la dite convention soit signée, pour tranquilliser Sa Majesté britannique et pour ne pas mettre plus d'empêchements aux autres affaires parlementaires. » Cette conversion subite est aussi difficile à expliquer que le refus antérieur ; peut-être faut-il n'y voir que le désir de terminer l'affaire avant la reprise de la campagne contre l'Autriche et de pouvoir se consacrer, sans arrière-pensée, aux opérations militaires.

Avec des dispositions pareilles, les pourparlers ne devaient pas traîner. Le 26 mars, Pitt eut avec Michel une conversation à la suite de laquelle (2) il se rallia à l'idée

(1) Frédéric à Michel. Grüssau, 26 mars 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVI, p. 332.

(2) Résumé de la conversation entre Pitt et Holdernesse, 27 mars 1758. Newcastle Papers, 32878.

d'une déclaration où le roi George se dirait prêt à épouser la cause de la Prusse contre la Russie et expliquerait l'impossibilité dans laquelle il se trouvait d'armer des vaisseaux pour la Baltique. Pitt insista beaucoup sur l'avantage, au point de vue de la tactique parlementaire, de rattacher le vote du traité avec la Prusse à celui des crédits pour l'armée du Hanovre, et promit d'examiner avec ses collègues la requête, présentée par Michel, d'installer une garnison anglaise dans la ville d'Embden que les Français venaient d'évacuer. Cette dernière proposition fut acceptée par le Conseil des Ministres, sous la réserve formelle qu'elle ne créerait pas de précédent pour une participation plus étendue des troupes britanniques à la guerre du continent. En échange de cette satisfaction donnée à Newcastle et à ses amis, Pitt obtint leur assentiment à son projet de débarquement sur les côtes de la France, et à l'organisation, pour cet objet, d'un corps expéditionnaire d'une dizaine de mille hommes. Holdernesse s'empresse d'annoncer à Newcastle (1), retenu à la campagne, l'heureux accord intervenu (2) : « *Tout est allé au mieux dans le cabinet aujourd'hui.* Le Roi a été très aimable pour mon collègue (Pitt) et celui-ci en a été fort touché. *L'affaire d'Embden est décidée sauf l'approbation du conseil ce soir.* » Quelques inquiétudes soulevées à l'occasion de la mission de Knyphausen furent bien vite apaisées grâce à l'assertion de Michel que ce voyage ne changeait rien, et qu'il était autorisé (3) à signer les déclarations convenues avec Pitt au sujet de la Russie et de l'augmentation de l'armée hanovrienne. Newcastle est au comble de la joie : « Nous sommes tous dans les meilleures dispositions ; le Roi est de bonne humeur et nos affaires extérieures prennent une excellente tournure. Le seul malheur est que nous manquerons ici

(1) Holdernesse à Newcastle, 28 mars 1758. Newcastle Papers, 32878.
(2) En français dans l'original.
(3) Newcastle à Legge, 30 mars 1758. Newcastle Papers, 32878.

d'argent, car nous n'avons pas demandé assez pour faire face à nos besoins. »

Knyphausen arriva à Londres en temps utile pour apposer son cachet à côté de celui de son collègue Michel au bas du traité du 11 avril 1758 (1) qui scellait l'alliance entre l'Angleterre et la Prusse. Par cet instrument diplomatique qui ne comprenait que quatre articles, le roi de la Grande-Bretagne s'engageait à payer, entre les mains et à la réquisition de Sa Majesté prussienne, la somme de 4 millions écus d'Allemagne, ou 670.000 livres sterling. En échange du secours, le roi de Prusse « promettait d'employer cette somme pour le maintien et l'augmentation de ses forces, lesquelles agiront de la manière la plus utile à la cause commune et au but proposé par Leurs dites Majestés de défense réciproque et de sûreté mutuelle ».

En vertu du troisième article, « Sa Majesté Britannique tant comme Roi que comme Électeur » et Sa Majesté Prussienne s'engageaient « à ne conclure aucun traité de paix, de trêve ou de neutralité, ni aucune convention ou accord que ce soit avec les Puissances qui ont pris part à la présente guerre, que de concert et par un accord mutuel et en s'y comprenant nommément ». Le dernier article fixait à six semaines le délai de ratification.

Aussitôt après la signature, les plénipotentiaires prussiens reçurent des ministres anglais une pièce (2) par laquelle le roi George promettait de demander à son Parlement les crédits nécessaires pour une armée de 50.000 hommes de troupes allemandes, et prenait à sa propre charge le coût d'un complément de 5.000 hommes. Une division anglaise serait affectée à une descente sur les côtes de France et un régiment de même nationalité débarqué à Embden pour y tenir garnison. Enfin tout en regrettant

(1) Convention du 11 avril 1758 (en français). Prussia. Record Office.

(2) Déclaration annexée à la convention du 11 avril 1758. Prussia. Record Office.

l'impossibilité d'envoyer une escadre dans la Baltique, le Roi se disait prêt, sur la requête de la Prusse, « à faire telle déclaration qui au sentiment de Sa Majesté Prussienne puisse fortifier la cause commune... en cas que le roi de Prusse recommande, dans la présente situation des cours de Pétersbourg et de Stockholm, un langage différent de celui que Sa Majesté Prussienne a jusqu'ici conseillé et concerté avec le Roi ». Au parlement, les crédits, tant pour le subside à la Prusse que pour l'armée du prince Ferdinand, furent votés sans discussion et à l'unanimité moins une voix.

Pendant que l'on se mettait d'accord à Londres, le nouveau ministre, Yorke, continuait un voyage qui n'allait plus avoir sa raison d'être. A Hambourg, il se croisa avec Knyphausen et échangea avec lui ses impressions; à Berlin, il eut une longue conférence avec Finckenstein (1) et poussa ensuite jusqu'en Silésie. Il rencontra Mitchell à Landshut et fut présenté à Frédéric. Une audience qui dura plus de deux heures transforma en certitude la conviction, déjà acquise à Berlin, que Mitchell était « persona grata » auprès du souverain (2) et que ce serait une erreur de le déplacer, aussi Yorke prit-il sur lui de retarder la remise des lettres de rappel jusqu'à la réception de nouvelles instructions de Londres. En attendant le courrier qui les apporterait, Yorke et Mitchell vécurent en très bonne intelligence et accompagnèrent tous les deux l'armée prussienne dans l'invasion de la Moravie.

Du quartier général de Frédéric, dont il devint l'hôte habituel, Yorke adressa à son père Lord Hardwicke et à Newcastle des détails intimes sur le mode de vie, les propos, les vues et le caractère du grand homme pour lequel il se mit bientôt à professer la plus vive admiration. Le pre-

(1) Yorke à Holdernesse. Berlin, 4 avril 1758. Prussia. Record Office.
(2) Yorke à Holdernesse, 4 avril, et Yorke à Newcastle, 11 avril 1758. Prussia. Record Office.

mier entretien dont il rend compte (1) ne présente pas grand intérêt. Le langage du Roi fut en apparence des plus candides : « Il regrettait beaucoup que son attitude (au sujet de la convention) eût créé des difficultés ou donné ouverture à des soupçons ou à des susceptibilités..... Aussitôt qu'il s'était aperçu de cet état de choses, il n'avait pas hésité un instant à prendre les mesures nécessaires pour y mettre fin. » Rien n'était plus naturel ni plus innocent que les clauses du traité : « Je ne pouvais avoir de motif, continua Frédéric, pour ne pas signer un engagement qui me lie, et pour la guerre et pour la paix, au roi de la Grande-Bretagne. Je ne vous attribuais pas la pensée d'un retour à l'alliance autrichienne, et il ne m'était pas entré en tête que je pusse renouer avec la France; ces deux partis me paraissent au même titre impossibles. Ni la cour de Vienne ni celle de Versailles ne voudront s'unir à nous comme autrefois; du moins, en ce qui me regarde, je n'ai aucune raison de croire que, quand même je le désirerais, les Français consentiraient à reprendre les anciennes relations, ou qu'ils me pardonneraient le traité que j'ai signé avec le Roi votre maître. » Puis, probablement afin de ne laisser aucun doute sur ses sentiments à l'égard de ses anciens amis, Frédéric qualifia de méprisable la figure que les Français avaient faite pendant la guerre, et flétrit en termes énergiques leur conduite en Allemagne.

Dans les conversations presque journalières qui suivirent, le roi de Prusse (2) passa en revue la situation de l'Europe, exposa ses projets, donna son avis sur les entreprises que pourraient tenter les Anglais en Flandre et sur les côtes de la Manche et discuta les moyens d'amener la Hollande à épouser la cause commune. Comme

(1) Yorke à Holdernesse. Landshut, 11 avril 1758. Prussia. Record Office.

(2) Yorke à Holdernesse. Landshut, 12 et 13 avril 1758. Prussia. Record Office.

Yorke, en sa qualité de représentant d'un gouvernement avant tout gallophobe, demandait au Roi si les Français chassés de l'Allemagne, il serait disposé, le cas échéant, à les poursuivre plus loin et à les punir de leurs méfaits dans l'Empire, Frédéric se prit à sourire : « Vous imagineriez-vous par hasard que je ne serais pas heureux de pouvoir porter le flambeau aux portes de Paris et d'apprendre à ces messieurs ce que c'est que des procédés? Je puis vous affirmer, ajouta-t-il, que je ne mettrai aucune réserve dans mes agissements contre la France; si j'ai quelques succès autre part et si en jouant des coudes je puis me donner de l'air, c'est avec plaisir que je transporterai les hostilités chez eux. »

Jour par jour, la confiance croissant avec l'intimité, nous voyons Frédéric déployer sa connaissance profonde de l'échiquier européen, s'exprimer avec la modération, la courtoisie et le bon sens qui lui étaient coutumiers en pareille occurrence, flatter son interlocuteur en l'écoutant avec bienveillance et s'intéresser à ses explications, en un mot, exercer sur Yorke le charme particulier dont il avait, à l'occasion, le secret dans ses rapports avec son entourage.

Dans une lettre intime à son père (1), notre Anglais trace un crayon pris sur le vif de son héros tel qu'il se montrait dans la vie un peu négligée des camps : « Il paraît en bonne santé et de belle humeur et mange avec appétit. Sa taille est de 5 pieds 8 pouces; il ne porte que ses propres cheveux qui sont bien et simplement taillés; son front est haut et beau, le nez et la bouche bien proportionnés..... Il prise énormément, et sa figure, son habit, ses manchettes, ses mains sont couverts et tachés de tabac; à ses repas il doit en avaler des quantités. Il est vêtu d'un pardessus bleu avec manches de velours et cape de même couleur; celui qu'il porte en ce moment est plein de

(1) Yorke à Hardwicke, 13 avril 1758. Hardwicke Papers. British Museum.

trous dans un de ses pans et, à dire vrai, ne vaut pas cinq shillings; l'aigle sur l'étoile qu'il a sur la poitrine est mal attaché et a l'air de s'en aller; il porte toujours son écharpe autour de la taille et son épée est du même modèle que celle de tous ses officiers. La table royale est des plus simples; j'y ai dîné trois fois et très bien; le menu se compose d'un potage et trois plats pour le premier service et quatre plats pour le second; pas de dessert et aucune prétention. Le Roi reste volontiers longtemps à table et aime à causer; il y apporte beaucoup de liberté et d'esprit; il est amusant au possible, sa mémoire est surprenante et c'est un admirable conteur. J'imagine que mécontent il peut se servir de termes fort durs, mais comme j'ai toujours eu l'heureuse fortune de le voir de bonne humeur, je puis dire avec vérité qu'il donne l'impression d'un caractère aimable. »

Une plus ample fréquentation ne modifia pas l'opinion de Yorke; rentré à La Haye, après avoir passé plus de deux mois avec le roi de Prusse, il a conservé son appréciation favorable : « Je l'ai trouvé, écrit-il (1), très différent de ce qu'on m'avait dit; il se livre en causant au point même d'être indiscret; il laisse voir sur ses traits la moindre contrariété. Très vif, sans être passionné, il s'exprime en termes des plus convenables sur le compte d'autrui. » Dans un rapport destiné à être mis sous les yeux du roi George, Yorke, en bon courtisan, s'étend avec complaisance sur le respect que professait Frédéric pour son oncle, le penchant qu'il avait toujours eu pour l'alliance anglaise, les mauvais traitements dont il avait été l'objet de la part de la France et son désir de tirer vengeance des procédés de cette puissance. Rien de bien original dans les autres renseignements de l'envoyé anglais qui ne font que con-

(1) Yorke à Hardwicke. La Haye, 31 juillet 1758. Hardwicke Papers. British Museum.

firmer les récits contemporains : longues séances à table, quelquefois de 5 et 6 heures, pendant lesquelles Frédéric tient le premier rôle, questionnant, narrant, parlant de tous et de tout, passant de la philosophie aux sciences « dont il a quelque teinture », mêlant le sérieux au plaisant, étonnant de mémoire, étincelant d'esprit. En dehors de ces heures de conversation, de celles qu'il consacre à la lecture, à la poésie, Frédéric s'adonne tout entier à son métier et paie d'exemple : « Malgré sa sensibilité au froid, jamais il ne monte en voiture ; toujours à cheval avec son infanterie, il commence l'étape avec elle et la conduit jusqu'au camp ou jusqu'aux cantonnements..... Autrefois il campait avec l'armée, mais son état de santé l'oblige depuis le commencement de la présente guerre à se reposer sous un toit. Lui et le maréchal Keith sont les seuls officiers de l'armée ainsi logés, tous les autres vivent sous la tente. » L'équipage est des plus simples : pour la selle 10 ou 12 chevaux de chasse, de race anglaise, 12 ou 14 domestiques en livrée. « Debout à 5 heures, le Roi se couche à 9, à moins de circonstances extraordinaires, et dort très bien. Il ne fait qu'un repas par jour (vers 11 heures et demie ou midi) et ne prend en outre que deux tasses de café le matin. Aussitôt levé, il envoie chercher M. Eichel et traite avec lui toutes les affaires qui concernent l'étranger. Toujours en tenue et prêt pour la parade de sa garde qui ne compte qu'un officier et 18 hommes, il n'omet jamais d'en faire l'inspection. La revue finie, il monte à cheval, va au camp, visite les postes et leurs approches, et rentre au quartier général vers 11 heures pour donner les ordres. »

Du souverain, Yorke passe à l'armée prussienne dont il nous décrit le train de vie, l'apparence et le personnel : « Le quartier général est tranquille, sans bruit ni remue-ménage ; tout marche comme une horloge et ce n'est pas surprenant, car c'est le Roi qui dirige tout lui-même... Les

troupes sont très belles, ont bonne tenue et paraissent contentes. » L'Anglais est très frappé de la stricte discipline exigée pendant les étapes : « Chaque fois que les troupes traversent une petite ville et que, par suite d'embarras, une partie de la colonne est obligée de s'arrêter dans la rue, je n'ai jamais vu un soldat quitter le rang, quoique le temps de la halte ait pu durer plus d'une heure. Cette règle existe, il est vrai, dans tous les services du monde, mais c'est la première fois que je l'ai vu rigidement observer. » Yorke, qui était militaire lui-même comme beaucoup des diplomates du dix-huitième siècle, parle avec éloge de plusieurs usages de l'armée prussienne : l'obligation du capitaine, moyennant une indemnité donnée par le Roi, d'entretenir à sa table les officiers de sa compagnie ou de son escadron, le mode de placer les grand'gardes et les sentinelles, le soin d'éviter tout mélange de détachements appartenant à des corps différents, de manière à n'employer ensemble que des officiers et des soldats se connaissant déjà. Il est émerveillé du bon entretien de l'habillement et des effets d'équipement. L'intendance s'occupe beaucoup du soldat qui ne manque jamais de pain et qui reçoit tantôt deux, tantôt quatre rations de viande par semaine. Peu d'exercices ou de revues en campagne ; l'instruction vigoureusement poussée pendant l'hiver suffit comme préparation ; en guise de punition, la bastonnade, le Roi ne voulant pas infliger la peine de mort ; aussi se plaint-on de quelque laisser-aller chez les troupes qui servent sous les yeux du Prince. On a souvent recours aux moyens moraux, par exemple, à celui de changer les boutons de métal d'un régiment qui s'est mal conduit contre des boutons d'étoffe.

Au dire de notre informateur, Frédéric tenait en grande estime les Autrichiens, et surtout leurs troupes légères composées de Croates ou Pandours, comme on les appelait alors. Chez ces irréguliers, beaucoup de fidélité à

leur drapeau, jamais de désertion et une activité infatigable; aussi fallait-il être constamment en garde contre leurs surprises, et dans ce but, ainsi que pour ménager l'infanterie régulière, les Prussiens avaient-ils formé des bataillons dits francs qui, ils étaient les premiers à le reconnaître, ne valaient pas leurs adversaires.

Après la troupe, Yorke donne son appréciation sur les généraux les plus en vue de l'armée de Moravie; les portraits qu'il en trace sont intéressants : « Le prince Maurice de Dessau est d'un physique extraordinaire et son caractère est tout aussi extravagant que sa figure. Chacun sait que le père n'a eu aucun souci de l'éducation de son fils et s'en est rapporté à la nature; c'est à peine s'il sait écrire son nom. Il passe cependant pour un excellent officier, très actif, mais à mon avis trop agité. Le Roi lui témoigne beaucoup d'égards, non seulement à cause de ses talents militaires, mais par crainte qu'il ne quitte son service, ce qu'il avait envie de faire quand les affaires allaient mal et que le conseil aulique lança ses foudres contre les ennemis de l'Empire. »

« Le maréchal Keith est un homme de sens, d'un commerce aimable et très respecté par le Roi... Sa Majesté le traite et parle de lui avec beaucoup d'estime; il le consulte plus qu'aucun de ses officiers. Le maréchal souffre cependant du désavantage d'être étranger et de ne pas parler l'allemand avec facilité; il a soin de rester à l'écart de toutes les intrigues, tant à la cour qu'à l'armée, et s'est ainsi assuré l'affection et la considération de la troupe. »

« Le général Seydlitz est jeune, un peu plus de 30 ans, mais son mérite l'a fait passer sur la tête d'un grand nombre de ses camarades..... Le Roi l'aime beaucoup et quand il était malade de sa blessure de Rossbach, Sa Majesté lui rendait visite tous les deux jours et passait une heure ou deux avec lui en tête-à-tête. Il dit ce qu'il pense avec franchise et en honnête homme; il a plus de lettres et de

sciences que la plupart de ceux que j'ai rencontrés. »

« Le général Zieten est un vieux serviteur de grande valeur et de conduite exemplaire. Il a quelque chose dans son visage qui appelle la sympathie, et s'acquitte de sa besogne avec beaucoup de sang-froid et de décision. On s'accorde à dire que personne n'a le coup d'œil plus sûr quand il s'agit de deviner le fort ou le faible de l'adversaire, et qu'aucun n'est plus rapide à l'exécution. Les soldats le suivent avec plaisir et le Roi montre en lui la plus grande confiance. Il prétend que Zieten ne vaut que sur le champ de bataille et devant l'ennemi ; à une revue ou à une manœuvre il entasse fautes sur fautes, ce qui lui avait fait concevoir tout d'abord une médiocre opinion de sa capacité....... Le général Fouqué est l'ami personnel du Roi..... Il a l'œil vif, est prompt à la riposte et sévère en matière de discipline, il a été à l'école du vieux prince d'Anhalt dont il a été l'aide de camp; il conserve la vieille tenue prussienne de cette époque. »

Dans le tableau de Yorke les autres généraux viennent au second plan : « Le prince de Wurtemberg est un officier d'avenir, brave, humain, vigilant, très entendu pour le service de renseignements. Retzow, commissaire général de l'armée, est très estimé. Le margrave Charles, très affable et bien goûté de tous, n'est pas un sujet d'élite, pas plus que le prince Ferdinand, le plus jeune frère du Roi, dont on apprécie la courtoisie et dont on admire le courage. »

Tout en distribuant tant d'éloges, l'envoyé britannique se permet quelques critiques : « Le service se fait, écrit-il, avec exactitude mais avec moins de zèle et d'entrain que j'en ai encore constaté. Une attitude réservée dans l'accomplissement du devoir est la note dominante ; jamais je n'ai vu d'armée où les officiers sont moins communicatifs et où il est aussi difficile de se procurer des informations. Il faut mettre beaucoup de prudence dans les ques-

tions que l'on pose, et si on ne s'y prend pas adroitement, on court le risque de ne pas obtenir de réponse, si bien que, dans ce milieu, la qualité d'étranger n'a rien d'agréable. Cela doit tenir à ce que tout le monde vit au régiment, sans rapports avec d'autres éléments ; on a peur d'être entraîné dans la conversation et d'être amené à dire ce qu'on devrait taire. »

Pleine d'actualité est la conclusion de l'Anglais : « En résumé, milord, la machine a été créée, existe et fonctionne, grâce au seul génie du prince qui la surveille. Souhaitons que la Providence veille sur son existence, qui me paraît de bien plus grande importance depuis que je l'ai vu à l'œuvre. Quel général eût osé proposer les choses qu'il a faites la campagne dernière? Quel conseil de guerre les eût adoptées? La bataille de Rossbach est son œuvre ; celle de Lissa l'est encore davantage. » Puis après le passé, envisageant l'avenir, Yorke se plaît à énumérer les merveilleux résultats obtenus pendant l'hiver. Le Roi « avait réuni des troupes fraîches armées de fusils autrichiens, alors que tout le monde pensait qu'il ne trouverait pas la moitié des recrues dont il avait besoin. Il est entré en Moravie avec des cavaliers et des dragons qui n'avaient pas encore reçu leurs tentes, et qui jusqu'à quelques jours avant mon départ n'avaient pour se mettre à l'abri que des cabanes de paille ».

Que Yorke, d'ordinaire si froid et si maître de lui, eût subi le charme que le grand capitaine savait répandre autour de lui, que Frédéric se fût employé à faire la conquête du ministre anglais, qu'il y eût quelque exagération dans les faits présentés et dans le compte rendu qui les relate, cela est possible, mais il n'en reste pas moins acquis que le Roi avait accompli un véritable tour de force en réorganisant et en complétant l'armée formidable qui allait envahir la Moravie. Au dire de Frédé-

ric, les corps assemblés en Silésie atteignaient un effectif de 96.000 hommes. Mais, observe Yorke (1), en donnant ce chiffre il a ajouté : « Il ne faut pas que je mène cette campagne comme la dernière, car j'ai beaucoup de conscrits et il sera bon de les initier au feu avant d'attaquer des postes fortifiés et des camps retranchés comme je l'ai fait. » Même appréciation, cette fois personnelle, dans une lettre postérieure (2) : « L'infanterie que j'ai eu l'occasion de voir est vraiment dans un état surprenant, bien habillée et munie de tout son équipement. Il est vrai que dans les rangs il y a beaucoup de recrues, et toute personne qui a vu l'armée l'année dernière en serait probablement plus frappée que moi ; mais quand on pense à ce qu'elle a fait et aux souffrances qu'elle a endurées, on sera plutôt surpris de constater leur belle apparence. La cavalerie compte plus de vieux soldats, mais à tout prendre n'a pas l'air d'être en aussi bon état que l'infanterie. »

Ce fut à Neisse, avant d'entrer en Moravie, que Frédéric ratifia la convention du 11 avril qui avait déjà reçu la signature de son oncle et qui devint ainsi définitive. Disons, pour clore l'incident relatif à Mitchell, qu'une dépêche de Holdernesse, en date du 11 mai, annula l'ordre de rappel qui lui avait été signifié, et le confirma de nouveau dans ses fonctions auprès du roi de Prusse. Quant à Yorke, après avoir assisté au début de la campagne, il regagna son poste de La Haye où il n'avait pas été remplacé.

Les hostilités commencèrent par le siège de Schweidnitz où les Autrichiens avaient laissé une divison de 7.000 hommes sous le général Thurheim. Les travaux d'approche, amorcés le 1er avril, furent menés bon train ; les batteries ouvrirent le feu le 8 et prirent bientôt le dessus sur l'assiégé qui dut abandonner une flèche du front d'attaque.

(1) Yorke à Holdernesse. Freyburg, 19 avril 1758. Newcastle Papers.
(2) Yorke à Holdernesse. Neisse, 26 avril 1758. Prussia. Record Office.

Les Prussiens, dont les opérations étaient dirigées par le général Treskow, avec le colonel Balby comme commandant du génie, s'y établirent et profitèrent de cet avantage pour pousser une sape volante jusqu'à 150 pas du Galgenfort, ouvrage détaché du côté de la rivière de Wiestritz. Dans la nuit du 15 au 16 eut lieu l'assaut du fort; grâce à une fausse attaque qui détourna l'attention de l'ennemi, l'escalade eut un plein succès; le petit poste de Galgenfort, composé de 3 officiers et 153 hommes, déposa les armes. Au cours de la matinée qui suivit, le général autrichien battit la chamade; après quelques tentatives pour obtenir des conditions meilleures, il fut obligé d'accepter celles que Nadasty avait accordées en 1757 à la garnison prussienne; le 18 avril, il se rendit prisonnier avec 4.000 hommes; le reste de ses troupes était malade dans les hôpitaux (1) ou était mort pendant le blocus de l'hiver. La prise de Schweidnitz, qui ne coûta au vainqueur que 230 tués et blessés, fit tomber aux mains des Prussiens, avec leurs propres canons recouvrés, le train d'artillerie laissé dans la forteresse par le prince Charles de Lorraine lors de sa retraite après Leuthen. Le commandant autrichien Thurheim, brave soldat, ne fit preuve d'aucune capacité; d'après les autorités prussiennes, « il se serait montré (2) très ignorant des moyens de la place et aurait gaspillé sans utilité les munitions ». Il est difficile, en effet, d'expliquer la faible garnison et la molle défense du Galgenfort, point menacé et dont l'importance était telle, que sa perte devait entraîner la reddition de la ville. Pendant le siège, Frédéric en personne avec 30.000 hommes à Landshut, le général Fouqué avec 8.000 hommes dans le comté de Glatz, tinrent tête aux Autrichiens, qui d'ailleurs n'essayèrent pas de secourir les assiégés.

Dès le lendemain de la capitulation, le 19 avril, l'ar-

(1) Mitchell à Holdernesse, 18 avril 1758. Prussia. Record Office.
(2) Yorke à Holdernesse. Landshut, 21 avril 1758. Prussia. Record Office.

mée prussienne se mit en marche vers la Moravie. C'était en effet au cœur de cette province que le Roi de Prusse allait agir, conformément à un plan combiné depuis longtemps. Vers le milieu de mars, dans les instructions envoyées au prince Henri, qu'il venait de placer à la tête des troupes de Saxe, il avait annoncé ses intentions (1) : « Voici donc mon projet de campagne : Prendre Schweidnitz tranquillement, laisser un corps de 15.000 hommes pour couvrir les montagnes, où, au cas que quelque corps voudrait passer par la Lusace, mon détachement puisse s'y opposer, ensuite porter la guerre en Moravie. Si je marche droit à Olmütz, l'ennemi viendra pour le défendre; alors nous aurons une bataille dans un terrain dont il n'a pas le choix. Si je le bats, comme il le faut espérer, j'assiège Olmütz ; alors l'ennemi obligé de couvrir Vienne attirera toutes ses forces de ce côté-là, et Olmütz pris, votre armée sera destinée à prendre Prague et à tenir la Bohême en respect. Après quoi, que les Russes ou qui que ce soit viennent, je serai en état de détacher tant qu'il faudra. »

Depuis le jour où le Roi avait tracé ces lignes, les circonstances étaient devenues plus propices : les Français, réfugiés derrière le Rhin, étaient hors de combat pour quelque temps ; les Russes qui, dès le mois de janvier, s'étaient emparés sans coup férir de la Prusse royale, n'avaient pas encore dépassé la Vistule ; leur nouveau général, Fermor, était encore à Marienverder et, au lieu de reprendre l'offensive, semblait vouloir attendre le corps de réserve qui se rassemblait en Lithuanie. Il était évident qu'avant leur entrée en scène, il serait possible de frapper un coup décisif contre l'armée de l'Impératrice-Reine.

Au cours de l'hiver, les Autrichiens, très éprouvés par leur désastreuse retraite après Leuthen, avaient beaucoup

(1) Instruction pour le prince Henri annexée à la lettre de Frédéric du 11 mars 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVI, 303.

souffert de maladies. Durant le seul mois de mars, la division bavaroise cantonnée en Moravie avait enregistré 782 morts (1) sur un effectif d'un peu plus de 5.000 hommes. Les Wurtembourgeois avaient encore plus perdu et il avait fallu les renvoyer chez eux; dans les corps de Bohême, le déchet (2), quoique moins fort, avait été considérable. Cependant le maréchal Daun, qui remplaçait le prince Charles dans le haut commandement, avait déployé le plus grand zèle pour la réorganisation, tâche dans laquelle il avait été secondé par les efforts de l'Impératrice et de ses ministres. Beaucoup de recrues tirées de Hongrie, de Bohême et de toutes les provinces, avaient rejoint l'armée qui, au commencement d'avril, atteignait le chiffre respectable de 63.000 hommes (3), y compris les troupes légères. Presque la moitié était, il est vrai, composée de jeunes soldats à peine exercés; aussi le généralissime, avec sa prudence habituelle, se refusa-t-il à toute tentative de relève de Schweidnitz; il savait en effet que Frédéric n'eût pas abandonné le siège sans livrer bataille et, pour une action de ce genre, les Autrichiens n'étaient ni assez nombreux ni assez aguerris. « Le découragement est grand dans cette armée-ci, écrivait vers cette époque l'attaché Marainville (4), par la crainte qu'on a de la supériorité de l'ennemi et par l'éloignement de l'armée française. » Quelques jours après, le même correspondant rapportait (5) que les bataillons étaient encore incomplets, les conscrits non encore habillés. Malgré ces causes de faiblesse, Daun avait

(1) Sainte-Marthe au ministre. Neustadt, 1er avril 1758. Archives de la Guerre, vol. 3474.

(2) Prince de Ligne, *Journal de la Guerre de Sept Ans*. Campagne de 1758.

(3) Arneth, *Marie-Thérèse*, vol. V, p. 353.

(4) Marainville à Belleisle. Königgrätz, 16 avril 1758. Archives de la Guerre, vol. 3474.

(5) Marainville à Belleisle. Skalitz, 1er mai 1758. Archives de la Guerre, vol. 3475.

quitté son camp de Königgrätz et s'était rapproché de la frontière silésienne pour s'opposer à une incursion en Bohême qui paraissait imminente. Ce fut à Skalitz qu'il apprit le mouvement des Prussiens sur la Moravie; il leva aussitôt son camp, laissant le général Harsch en observation avec 20.000 hommes, et se porta à Leutmischl sur les confins de la Moravie et de la Bohême, où il établit, le 5 mai, son quartier général. A la même date, le roi de Prusse était devant Olmütz, et avait ainsi acquis sur son adversaire une avance qu'il évaluait (1) à neuf jours. Les premiers échelons avaient commencé leur marche dès le 19 avril, mais Frédéric s'était rendu, de sa personne, auprès de Fouqué à Glatz; il y fit des démonstrations dans le but d'entretenir les illusions des Autrichiens, et ne rejoignit ses colonnes que le 26. L'entrée dans les États de l'Impératrice s'effectua sans résistance; le général de Ville, qui gardait les limites avec 5.000 hommes, se retira sur Olmütz, où il fit passer son infanterie pour renforcer la garnison, et prit position à Proditz avec sa cavalerie. Le Roi vint se loger à Littau et chargea le maréchal Keith du blocus de la forteresse (2) en attendant l'arrivée de l'artillerie de siège et du parc de munitions que Fouqué devait lui amener sous bonne escorte.

A Vienne, l'alarme fut chaude quand on sut l'invasion de la Moravie. On avait compté sur les opérations presque classiques que Frédéric avait l'usage de tenter contre la Bohême; aussi, aux abords de Königgrätz, qui paraissait le point le plus accessible, avait-on pris toutes sortes de précautions : les routes avaient été défoncées, des barricades d'arbres élevées; une chaîne de postes garnissait la

(1) Frédéric à Ferdinand. Troppau, 30 avril 1758. Corr., vol. XVI, 413.

(2) Voir pour la campagne de Moravie l'ouvrage de l'état-major prussien, vol. II, *Die Belagerung und der Entsatz von Olmutz*, 1758. Cerrini de Mantenarcki, *Oesterreichische Militarische Zeitschrift*, 1843. *Mittheilungen des K. K. Kriegs Archivs*, Wien, 1885. *Correspondance Politique de Frédéric*. *Correspondance de Montazet*, etc., etc.

ligne de démarcation, prête à donner l'alerte en cas de danger. Du côté de la Moravie, rien de semblable; peu ou pas de troupes dans la province, et à l'exception d'Olmütz, aucune forteresse pour faire obstacle au roi de Prusse. Ce monarque ne se bornerait-il pas à laisser une division, voire même une brigade de cavalerie pour masquer la place, et ne marcherait-il pas directement sur la capitale, sauf à livrer bataille à Daun, si celui-ci se mettait en travers? Au surplus, le maréchal était-il en état de se mesurer avec le Roi, à qui on attribuait, selon l'habitude, en pareille occurrence, plus de soldats qu'il n'en avait en réalité? D'urgence, des mesures furent adoptées pour la défense de Vienne : afin d'y attirer les approvisionnements, la perception de l'octroi fut suspendue; la marche des Saxons du corps auxiliaire destinés à l'armée du Rhin fut arrêtée; un appel fut adressé aux Hongrois; sous les murs de la ville on fit les préparatifs d'un camp dont le principal élément serait fourni par 3.500 Toscans, en route pour rejoindre. A la vue de ces dispositions militaires, les ministres étrangers (1) s'inquiétèrent et demandèrent à leurs gouvernements des instructions pour le cas, devenu très probable, du départ de la Cour. Les esprits furent, il est vrai, un peu rassurés par le bruit, d'ailleurs faux, de l'entrée des Russes en Silésie, et par l'arrivée de l'armée des Cercles à Egra, en Bohême, où elle venait donner la main à Serbelloni; mais la panique reprit de plus belle le 17 mai, quand on vit accourir des fugitifs de Brünn, avec la nouvelle, fort exagérée, de la défaite et de la retraite du général de Ville.

S'il partagea les émotions du public, le cabinet de Marie-Thérèse, bien loin de l'avouer, s'efforça d'assumer un ton qui fût de nature à remonter le moral de son général et de ses soldats : il ne dissimule pas (2) son opinion,

(1) Ruzzini au Sénat, 6, 10 et 17 mai 1758. Archives de Venise.
(2) Cabinet de l'Impératrice à Daun, 6 mai 1758. Archives de Vienne.

que l'objectif de l'adversaire pourrait bien être le Danube, sa crainte qu'il ne cherche à devancer le maréchal Daun, en se portant à Marisch Trebau, et même à Leutmischl; mais il se console en pensant à la forte garnison d'Olmütz, au corps encore intact de Villė, à la marche sur Leutmischl du gros de l'armée précédé par l'avant-garde de Laudon. Ces forces réunies devront tenir tête au roi de Prusse dont les 47 bataillons n'ont qu'un effectif moyen de 500 hommes; aussi la dépêche se termine-t-elle en déclarant que l'apparition de l'ennemi sous Olmütz est plus à désirer qu'à redouter. Quand on sut que le but immédiat de Frédéric ne dépassait pas la prise de la forteresse, une conférence (1) eut lieu, sous la présidence de Marie-Thérèse; on y discuta les instructions à donner au maréchal Daun et on finit par se mettre d'accord sur les points suivants qui furent approuvés par la souveraine (2) : Nécessité de secourir la place, même au prix d'une bataille; latitude laissée au commandant en chef de choisir le moment le plus propice pour risquer l'aventure.

Tout en respectant l'initiative de son général, l'Impératrice avait ajouté que la tentative aurait plus de chances de réussite quand Frédéric serait empêtré dans les travaux du siège. Or ce siège n'était même pas commencé; le train d'artillerie, retardé par l'état des routes et par les précautions contre les coureurs ennemis, ne fut complètement rendu devant Olmütz que le 20 mai. En attendant, les Prussiens avaient cherché à établir le blocus sur les deux rives de la Marsch; à cet effet, la cavalerie de Ville avait été refoulée dans la direction de Brünn, et l'armée royale avait été distribuée autour de la place, de manière à couvrir le corps de Keith et à sauvegarder les communications avec la Silésie sur lesquelles on n'était pas

(1) Voir au sujet de la conférence Arneth, *Marie-Thérèse*, vol. V, p. 363 et suivantes.

(2) L'Impératrice à Daun, 15 mai 1758. Archives de Vienne.

sans souci. Jahnus, avec un détachement composé en grande partie de Croates, harcelait la ligne d'étapes et rendait l'approvisionnement en vivres et en munitions de plus en plus précaire. D'autre part, Laudon avait pris une position menaçante aux environs de Namiescht et sur la lisière de la forêt de Laschkau. Pour se donner de l'air, Frédéric dirigea contre ce dernier un mouvement convergent auquel le général autrichien échappa en se retirant sur Konitz. Le lendemain de cette petite affaire, le 24 mai, Daun, dont l'effectif s'accroissait chaque jour, vint camper avec le gros de ses forces à Gewicz, à portée de son lieutenant.

Ce fut seulement dans la nuit du 26 au 27 mai que les Prussiens ouvrirent les tranchées devant Olmütz. Les inondations naturelles et artificielles, en modifiant l'aspect des lieux, ne leur avaient pas laissé le choix du point d'attaque; seul le front de la rive droite de la Marsch entre les routes d'Olschan et de Neustift était abordable; de ce côté, l'assaillant avait en outre l'avantage de profiter des hauteurs du Tabelberg, d'où son feu plongeait sur la ville et où la pente du terrain faciliterait les travaux d'approche. Une ligne de circonvallation, appuyée de quelques ouvrages de campagne, fut dessinée sur un parcours de 10 kilomètres, depuis Neustift au sud jusqu'à Hreptschein au nord d'Olmütz. Pour la défense d'une longueur pareille et pour les opérations du siège, les 16 bataillons de Keith étaient tout à fait insuffisants; aussi avait-on eu recours à la cavalerie pour garder les intervalles entre les postes de l'infanterie. Le blocus au nord et la surveillance de la route de Silésie furent confiés au général Mayer avec 3 bataillons et 12 escadrons. Le prince Maurice de Dessau à Aschmeritz et Littau, avec 15 bataillons, autant d'escadrons et quelques hussards, le margrave Karl plus au nord à Neustadt, avec 7 bataillons et 3 escadrons, le Roi enfin vers Prossnitz à une vingtaine de kilomètres d'Olmütz sur la

route de Brünn, avec 21 bataillons et 88 escadrons, protégeaient le corps de Keith et interceptaient les communications avec la forteresse. Ces forces atteignaient un total de 55.000 à 60.000 combattants que viendraient renforcer les convalescents et les jeunes soldats des dépôts de Silésie. Le parc d'artillerie, de 81 canons, 19 obusiers et 16 mortiers, était déjà parvenu à destination. Malgré le temps perdu, Frédéric pouvait espérer (1) une heureuse issue de la campagne.

Toutefois la tâche à accomplir n'était pas aisée. Olmütz, dont les fortifications avaient été récemment reconstruites, n'était plus la bicoque des premières guerres de Silésie. Voici en quels termes l'ingénieur français Lambert (2) la décrit : « Olmütz est une bonne place de second ordre. Le côté de l'attaque est composé de 4 fronts presque sur une ligne droite, ce qui rend la défense d'autant meilleure; les contregardes ou bastions détachés couvrent chacun une petite tour, attachée au corps de la place qui est l'ancienne enceinte avec rempart et parapet. Les bastions sont beaux, grands et casematés ainsi que les demi-lunes; toutes les places d'armes rentrantes du chemin couvert retranchées; des galeries de mines sur tout le pourtour de ces fronts. Les fossés sont grands, qu'on assure pouvoir être mis à sec ou pleins d'eau à volonté. Avec de pareilles ressources et une fortification toute neuve et aussi régulière, on peut regarder cette place au-dessus du second ordre, et certainement en état de faire une longue et vigoureuse défense, surtout vis-à-vis d'un ennemi si neuf dans l'attaque des places, à qui on peut faire cent chicanes auxquelles il ne doit pas s'attendre par son peu d'expérience. »

La garnison, forte de 7.500 hommes, était commandée

(1) Frédéric à Dohna. Prossnitz, 28 mai 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 34.

(2) Lambert à Belleisle. Gewicz, 2 juin 1758. Archives de la Guerre, 3476.

par le général Marschall, « officier de grande valeur mais bien cassé » (1). Ce vieillard énergique avait mis à profit le répit qu'on lui avait laissé; les faubourgs avaient été rasés, les hôpitaux installés, les magasins remplis et tout un système de signaux inventé pour correspondre avec Daun. Du reste, jusqu'alors, l'insuffisance de l'investissement sur la rive gauche de la Marsch avait permis au gouverneur de conserver de ce côté le contact avec l'armée impériale.

A coup sûr, Frédéric eût souhaité une tentative de la part des Autrichiens pour lever le blocus : « Le roi de Prusse, écrivait Yorke (2), espère ouvrir les tranchées le 20 de ce mois ou vers cette date; le général Fouqué l'aura rejoint avec la plus grande partie de ses troupes et il pourra ainsi couvrir le siège avec environ 45.000 hommes, tout en laissant assez de monde pour garnir les tranchées. Si l'ennemi descend dans la plaine et l'attaque, il risquera une bataille... Si l'ennemi se contente de l'observer, il me paraît décidé pour le moment à ne pas courir d'aventure jusqu'à la prise de la ville. »

Mais Daun, quoique son armée eût été considérablement augmentée, n'était pas en état de livrer une action offensive. Le Français Boisgelin, qui avait repris son poste à l'état-major du maréchal, évalue (3) à 55.000 hommes les effectifs autrichiens, c'est-à-dire à un chiffre à peu près égal à celui des Prussiens. Il signale les progrès accomplis depuis l'entrée en campagne : « les recrues étaient exercées deux fois par jour à tirer et à marcher;... on ne peut rien désirer pour la discipline et le bon ordre qui est à la vérité beaucoup plus facile à établir et à conserver dans cette nation que dans la nôtre; et quoique tout cela fût

(1) Boisgelin à Belleisle. Leutmischl, 9 mai 1758. Archives de la guerre, 3475.

(2) Yorke à Holdernesse. Littau, 6 mai 1758. Prussia. Record Office.

(3) Boisgelin à Belleisle. Gewicz, 26 mai 1758. Archives de la Guerre, 3475.

bien l'année passée, il faut convenir que tout va encore mieux celle-ci, et cela doit s'entendre depuis les officiers généraux jusqu'au simple soldat. » Ces bons résultats, dus en partie à une refonte de l'état-major, auraient été compromis par un engagement prématuré ; aussi Daun fermat-il l'oreille aux craintes pour le sort d'Olmütz dont on l'assaillait de Vienne, et à l'invitation qu'il recevait du même quartier de courir la chance d'une bataille. Sans doute il n'attendrait pas la chute de la place (1), parce que dans ce cas « il aurait affaire à toutes ses forces (de l'ennemi), au lieu que, pendant son siège, elles seraient partagées et que la garnison d'Olmütz agirait de son côté contre le corps qui serait laissé pour la garde de la tranchée » ; mais il entendait choisir son heure et son occasion. Au surplus, le temps travaillait pour les Autrichiens dont l'armée se renforçait et s'aguerrissait tous les jours, tandis que l'ennemi s'approvisionnait difficilement et que sa cavalerie surtout souffrait du manque de fourrages (2) et dépérissait à vue d'œil.

Dans ces conditions, tout dépendait de la promptitude avec laquelle seraient menées les opérations du siège. Malheureusement pour les Prussiens, elles avançaient lentement : La première parallèle fut achevée le 30 mai seulement, c'est-à-dire 25 jours après l'arrivée devant Olmütz ; le lendemain, 6 batteries armées de 25 canons, 15 mortiers et 4 obusiers, ouvrirent le tir contre les bastions entre la porte Catherine et la porte Thérèse. On s'aperçut bientôt que ces batteries étaient trop éloignées ; pour produire de l'effet, il fallut augmenter les charges, au grand préjudice du matériel ; en outre les tranchées étaient enfilées par les ouvrages extérieurs du Salzergut et d'une île formée par un bras de la Marsch.

(1) Marainville à Belleisle. Gewicz, 31 mai 1758. Archives de la Guerre, 3475.

(2) Grébauval à Stainville. Wirschau, 27 mai 1758. Archives de la Guerre, 3475.

La seconde parallèle fut amorcée le 5 juin, et quoique le feu de la place ne fût pas éteint, on commença à faire brèche dans le bastion le plus voisin de la porte Catherine et on dirigea deux zigzags vers le glacis du front d'attaque. Mais l'assiégé ne resta pas inactif; dans une sortie effectuée pendant la nuit du 13 juin, il bouleversa les travaux d'approche, encloua du canon et tua du monde aux Prussiens. Le 17 du même mois, eut lieu une affaire plus importante. Le général Mayer, qui avait été chargé du blocus sur la rive gauche de la Marsch et dont les forces, trop dispersées par suite de leur faiblesse, s'étendaient depuis Starnau jusqu'à Bystrowan, fut surpris à Holitz par l'Autrichien Saint-Ignon. Le régiment de cavalerie Baireuth perdit plus de la moitié de son effectif; Mayer fut fait prisonnier. Saint-Ignon put même donner la main à quelques pelotons de cavalerie venus d'Olmütz, mais il fut à son tour repoussé par les renforts que Keith envoya au secours de ses camarades et regagna son quartier à Prerau. La veille de ce combat, Frédéric avait transféré de Neustadt à Dollein, au nord d'Olmütz, la division du margrave Karl, et remis à Retzow la surveillance générale de la rive gauche. De son côté, quelques jours avant l'affaire d'Holitz, Daun avait confié à Laudon, le plus entreprenant de ses lieutenants, la mission d'agir sur la ligne de communication des Prussiens et d'enlever leurs convois; puis, quittant son camp de Gewicz, il vint s'établir, de sa personne, le 17 juin à Eywanowitz, localité située à une vingtaine de kilomètres au sud de Prossnitz, et y fit sa jonction avec de Ville.

Inquiet de ce voisinage, Frédéric échangea le quartier général de Klein Latein, hameau juché sur le flanc du mont Kosir, à 15 kilomètres d'Olmütz, pour la petite ville de Prossnitz et le village de Smrzitz où il était plus à portée de son adversaire le plus redoutable. Le 20 juin, il reconnut la position de Daun d'assez près pour l'obliger à dé-

ployer son monde. Estimant qu'il avait devant lui au moins 45.000 hommes, il appela à lui la division du prince Maurice, ne laissant en arrière qu'une brigade mixte, sous les ordres du général Kreytzen, pour tenir tête aux Autrichiens postés à Williman et Luka.

En résumé, vers le 22 juin, la situation était la suivante : Dans la plaine qui entoure Olmütz et dans un rayon de 20 kilomètres, les Prussiens divisés en deux groupes principaux, l'armée du Roi cantonnée de Prossnitz à Studenetz, faisant vis-à-vis à Daun et lui barrant toute communication avec Olmütz par la rive droite de la Marsch; en arrière, le corps de siège sous Keith; sur les premiers contreforts de la région boisée qui entoure la plaine, des détachements en observation; enfin sur la rive gauche, les forces éparpillées de Retzow chargées à la fois du blocus et de la ligne de ravitaillement de Silésie. Du côté autrichien, Daun avec Harsch et de Ville avait son quartier général à Eywanowitz et ses avant-postes à Prödlitz sur la route directe d'Olmütz; une brigade de trois régiments, à Kojetein sur la Marsch, reliait le gros de l'armée à Saint-Ignon qui, avec sa cavalerie, battait l'estrade entre Olmütz et Prerau. A l'ouest de la place assiégée, Buccow, avec 8.000 hommes, se tenait vers Konitz, et se rattachait par ses patrouilles à Laudon qui, plus au nord, préparait un coup de main sur le grand convoi prussien en voie d'organisation à Troppau. Les Prussiens, maîtres de la plaine d'Olmütz et bloquant cette ville, se trouvaient eux-mêmes cernés par les forces impériales, et sans relation assurée avec leurs dépôts et magasins de Silésie. « Il me serait bien difficile, écrivait Frédéric (1), de dire ce que le maréchal Daun fera ou non. S'il a des ordres de sa cour, il est obligé d'agir malgré lui, mais s'il ne veut avoir égard qu'aux règles de la guerre, il lui sera bien difficile de

(1) Frédéric à Keith. Smirzitz, 21 juin 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 77.

m'attaquer ici; ma droite est hors d'insulte, et s'il veut tourner ma gauche il est toujours obligé de défiler en ma présence dans un terrain plus bas et plus étroit que celui que j'occupe. » Le général autrichien ne songeait pas encore à la relève directe, mais il s'employait à faire pénétrer des renforts dans la forteresse par la rive gauche de la Marsch, restée le point vulnérable de l'investissement. C'est ainsi que dans la nuit du 22 juin le général Bulow put, grâce au concours de Saint-Ignon, se glisser sans opposition dans Olmütz avec 1.366 hommes et avec quelques ingénieurs qui rendirent les plus grands services.

Vers cette époque, notre vieille connaissance, Montazet, rejoignit le quartier général impérial; il était muni d'une lettre officielle de Kaunitz précisant les fonctions qu'il devait exercer et l'attitude qu'il devait avoir vis-à-vis du maréchal. Dans un billet particulier (1), le chancelier ajoutait : « M. de Montazet présentera à Votre Excellence une lettre de ma part que j'ai eu soin de lui faire remettre à cachet volant, pour lui rappeler ce qu'il a promis et quelles sont nos conventions; il est au fond bon garçon, mais français; je me flatte cependant qu'il se conduira comme Votre Excellence pourra le désirer... Quant à l'article des conseils de guerre qui sont toujours par eux-mêmes une très mauvaise drogue, Votre Excellence se mettra hors de tout embarras (2) en n'en tenant point comme j'imagine qu'elle fera, et très bien selon moi. » Ainsi stylé, et se sentant sans doute surveillé, Montazet ne tarit pas en éloges sur la troupe à laquelle il était attaché. De Dobromielitz, où s'était porté Daun pour se rapprocher du camp prussien, il écrit (3) : « Je suis en-

(1) Kaunitz à Daun, 19 juin 1758. Archives de Vienne.

(2) Pendant la campagne de 1757, Montazet avait assisté à la plupart des conseils de guerre.

(3) Montazet à Belleisle. Dobromielitz, 28 juin 1758. Archives de la Guerre, 3477.

chanté de l'ordre avec lequel l'armée a marché hier, et je ne le suis pas moins de sa force, car réellement j'ai vu au moins 50.000 combattants sous les armes, sans compter le corps de M. de Buccow qui est sur le flanc droit du roi de Prusse et qui est de plus de 14.000 hommes, sans compter plusieurs autres corps détachés. Oui, Monseigneur, cette armée-ci augmente à vue d'œil, et je puis vous assurer que je la crois plus forte que celle du roi de Prusse et qu'elle a en vérité bien bonne façon. Je ne comprends pas comment l'Impératrice a pu faire autant de choses en aussi peu de temps : des recrues immenses, des réparations sans fin de toutes les espèces, des établissements nouveaux dans plusieurs genres, cela prouve bien les ressources de cette puissance, et encore n'en tire-t-on pas tout le parti qu'on pourrait. » Quant au siège, « il y en a encore au moins pour quinze jours, pour peu que la place puisse se défendre, quand même nous resterions immobiles, ce que je ne saurais croire, vu tous les mouvements que se donne M. le maréchal Daun et ce qu'il me fait l'honneur de me dire tous les jours ».

Contre Olmütz, les Prussiens ne faisaient pas assez de progrès au gré du Roi, aussi celui-ci perdait-il patience et s'en prenait-il à l'ingénieur Balbi et à l'artilleur Dieskau chargés de la direction des attaques. Il écrivait à Keith des billets presque quotidiens dont voici un spécimen (1) : « Cette sape avance avec une furieuse lenteur; elle me coûte tous les jours du monde, et à la fin il y aura plus de monde tué qu'à une bataille... Vous direz, s'il vous plaît, à MM. les ingénieurs qu'au lieu d'une belle couronne civique ou rurale (murale) je leur prépare un beau bonnet d'âne, dût-il m'en coûter les oreilles de mon meilleur mulet. » Toutefois, à cette date du 24 juin, malgré les

(1) Frédéric à Keith. Smirzitz, 24 juin 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 78.

erreurs du début, malgré l'inondation et le feu du Salzergut et des redoutes que Marshall avait ajoutées à l'enceinte, Keith avait poussé ses tranchées jusqu'à 60 toises des palissades du chemin couvert et élargi les brèches des bastions; malheureusement, ses soldats étaient exténués de fatigue et les projectiles aussi bien que la poudre faisaient défaut pour l'effort suprême. Dans le camp prussien, on se décourageait et les murmures se faisaient entendre. « J'ai peur, écrit Mitchell (1), que le siège ne dure plus longtemps et ne coûte plus cher qu'on ne pensait... La garnison compte au moins 9.000 hommes, est munie de tout, et, il y a deux jours, a été renforcée de 1.000 hommes venus de l'autre côté de la rivière. Les assiégeants n'atteignent pas le chiffre de 6.000 hommes; les munitions commencent à se faire rares, aussi attend-on avec impatience le convoi. Il sera escorté de 8 bataillons et environ 3.000 convalescents. »

D'après les prévisions, la réception des approvisionnements, fixée au 30 juin, serait le signe précurseur de la chute d'Olmütz; la place, quoique vigoureusement défendue, en était à sa dernière heure; la tête de sape faisait des progrès journaliers et n'était plus qu'à 4 toises du saillant de la flèche qui protégeait le ravelin du front d'attaque; aussitôt rejoint par les troupes de Silésie, Keith serait en mesure de livrer l'assaut final. Si Daun, averti de l'extrémité dans laquelle se trouvait la forteresse, se portait à son secours, toutes les dispositions (2) étaient prises pour lui barrer la route. Il n'en fut pas de même du côté de la Silésie; quelque importance qu'attachât Frédéric à l'arrivée de ses renforts, comme le témoigne sa correspondance avec Keith, il ne paraît pas s'être rendu compte

(1) Mitchell à Holdernesse. Smirzitz, 24 juin 1758. Prussia. Record Office.

(2) Frédéric à Keith. Prossnitz, 30 juin 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 83.

de la force des Autrichiens dans les parages qu'il faudrait traverser. L'escorte, formée de 8 bataillons, de 2.000 convalescents ou prisonniers échangés et de 1.200 cavaliers, lui sembla suffisante et il se borna à envoyer au-devant du colonel Mosel qui la commandait, le général Zieten avec 7 bataillons, 2 régiments de cavalerie et du canon.

Jusqu'alors, les Autrichiens n'avaient fait agir sur la route de la Silésie que des troupes légères sous les ordres du colonel Lanius dont le rôle s'était limité à quelques escarmouches et à l'enlèvement de voitures et de traînards. Ainsi que nous l'avons dit, Daun venait de concevoir un projet de plus vaste envergure ; pendant que, par des démonstrations, il attirait sur lui-même l'attention de l'adversaire, il prescrivit à Laudon de se rendre, avec une division mixte de 4.000 hommes, par Sternberg, à Domstadtl pour intercepter le convoi dans les défilés que traverse la route dans le voisinage de cette localité. D'autre part, il détacha de la grande armée Sziskovitz et environ 5.000 hommes avec mission de remonter la rive gauche de la Marsch et de se concerter avec Laudon. La première rencontre eut lieu le 28 juin entre ce dernier et Mosel ; elle ne fut pas heureuse pour les Autrichiens. La colonne prussienne, partie de Troppau le 26, après un séjour d'un jour nécessité par l'état des chemins et la difficulté de mettre de l'ordre dans les 4.000 voitures qu'elle avait à protéger, déboucha de Bautsch le 28 de grand matin. Aux abords de Guntersdorf, elle se heurta à Laudon qui, réuni à Lanius, l'attendait au passage. Après une canonnade et une rencontre de cavalerie où il eut le dessous, Mosel, grâce à la valeur de son infanterie et à ses bonnes dispositions, put repousser les Autrichiens que l'approche de Zieten décida à se retirer sur Bähren avec une perte de près de 600 hommes, à peine compensée par la capture de quelques fourgons. La voie devenue libre, Mosel opéra sa

jonction avec Zieten qui avait couché la veille à Gibau. Par malheur, le combat avait mis la confusion parmi les équipages dont bon nombre avait rebroussé; Zieten employa la journée du 29 à les réorganiser et donna ainsi aux Autrichiens le temps de se reconnaître et de combiner leurs mouvements. Entre temps, Sziskovitz, qui avait suivi une fausse direction, était enfin arrivé à Liebe et avait pris le contact avec Laudon.

Le 30 juin, le convoi se remit en marche. L'avant-garde sous le général Krokow, forte de 400 voitures, avait déjà franchi les défilés quand Sziskovitz commença l'attaque sur la gauche des Prussiens; elle fut d'abord refoulée, mais une charge vigoureuse du colonel Caramelli, à la tête du régiment de Deux-Ponts, jeta le désordre dans quelques-uns des bataillons de Zieten. De son côté, Laudon accourut au canon et lança sa division contre la droite de l'escorte. Pris entre deux feux, mitraillés par l'artillerie du capitaine Rouvroy, les Prussiens se réfugièrent derrière les chariots, s'en servirent comme barricade et firent une résistance des plus opiniâtres. « Malgré cela, écrit Laudon dans son rapport (1), cette infanterie fut séparée et culbutée, tant par l'infanterie que par la cavalerie que j'avais avec moi et qui combattit avec une valeur extraordinaire. La cavalerie prussienne... se rallia à la vérité dans la suite jusque pour la quatrième fois et chercha à m'entamer par le flanc, mais toujours en vain. »

En fin de compte, Zieten fut obligé d'abandonner la lutte, après avoir fait sauter quelques caissons dont les conducteurs avaient fui dès le début de l'action; coupé d'Olmütz, il dut pousser jusqu'à Troppau. Seule la tête de 400 voitures parmi lesquelles la plupart portaient le numéraire pour la paie de l'armée, put continuer sa route et gagner le camp de Keith. Voici les détails que donne

(1) Relation de Laudon à Daun. Archives de la Guerre, 3478.

Laudon sur la fin du combat : « Le retranchement consistait en 3.000 chariots au moins dont la plus grande partie étaient chargés de farine et munitions de guerre, et quelques-uns de bagages d'officiers, d'habillement des troupes; la plupart des conducteurs et des chevaux ayant été tués par le feu d'artillerie ou s'étant sauvés, il ne fut pas possible de les amener, ce qui me fit prendre la résolution de les brûler, ce qui fut exécuté encore pendant que j'étais sur le champ de bataille; on fit sauter les bombes et les grenades chargées et les farines furent brûlées, et jetées partie au vent. Ensuite je fis poursuivre l'ennemi par mes hussards et me retirai avec le reste de mes troupes dans mon ancien camp de Bärn, d'autant plus que durant l'affaire j'ai reçu l'avis que le roi de Prusse était en marche avec un gros secours. »

En outre de ce butin, Laudon captura pendant l'action le général Puttkamer, plus de 650 officiers et soldats et 6 canons. Sziskovitz recueillit comme trophées 800 prisonniers et 6 canons (1). La perte des Autrichiens, dans la journée du 30, n'aurait été, d'après Daun, que de 600 hommes; à en croire les historiens prussiens, elle se serait montée à 2.400 hommes et 6 canons.

Contrairement aux craintes exprimées par Laudon, aucun détachement autre que celui de Zieten n'avait été envoyé par le Roi au-devant du convoi. Ce fut seulement le 1er juillet que Retzow, dépêché par Keith, se heurta aux éclaireurs de Sziskovitz aux environs de Dollein. Édifié par cette rencontre sur la défaite de ses compatriotes, il revint à son point de départ, à Bystrowan, où il fut très surpris de voir l'armée entière de Daun postée sur les hauteurs de Gross-Teinitz; il se hâta de passer la Marsch à Neustift et de rallier le corps de Keith.

Voici ce qui était arrivé : Alors que Frédéric, dans son

(1) Copie de la lettre de Daun à l'Impératrice. Gross-Teinitz, 2 juillet 1758. Archives de la Guerre, 3478.

camp de Prossnitz, se préparait à recevoir l'attaque du maréchal, celui-ci par une manœuvre habile, qu'il déroba aux Prussiens, effectuait la relève d'Olmütz. Stimulé par la lettre de sa souveraine (1), qui lui prescrivait de risquer une bataille plutôt que de laisser la place succomber, Daun avait fait jeter des ponts dans les environs de Kojetein; puis dissimulant son mouvement derrière un rideau de cavalerie et de troupes légères, il avait quitté sa position dans la nuit du 30 juin au 1er juillet, et s'était porté, par une longue étape de près de 40 kilomètres, à Gross-Teinitz sur la rive gauche de la Marsch et à faible distance d'Olmütz. Dans sa dépêche à l'Impératrice, il décrit cet exploit ainsi que ses précautions pour en conserver le secret : « Quant à la marche que j'ai faite ici, je ne dois pas laisser ignorer à Votre Majesté qu'auparavant j'ai donné à l'armée des ordres si éloignés de ma véritable intention, qu'on se devait attendre à tout autre chose qu'à une prochaine translocation,... vu que j'avais ordonné d'établir diverses redoutes, de faire différentes communications et autres arrangements de cette nature. Mais contre l'attente universelle, avant-hier au soir à 10 heures j'ai levé mon camp, et n'ayant laissé prendre que deux heures de repos à la troupe, j'ai pressé avant-hier, premier de ce mois, la marche et continué la marche qui a été si longue que les derniers régiments ne sont entrés qu'à 9 heures du soir dans la position que j'avais choisie... Ce qu'il y a de plus étonnant dans ceci, c'est que bien avant dans la journée l'ennemi a profondément ignoré que l'armée de Votre Majesté avait décampé, de plus encore qu'elle s'était portée de l'autre côté de la rivière. »

A la suite des événements du 30 juin et du 1er juillet, la situation des Prussiens était devenue critique. Les Au-

(1) Impératrice à Daun, 24 juin 1758. Archives de Vienne.

trichiens, maîtres de la rive gauche de la Marsch, libres de communiquer avec la ville, pouvaient y introduire tous les secours en hommes et en munitions nécessaires pour faire durer la résistance; il leur était même facile de se joindre à la garnison pour tomber sur le corps de Keith. D'autre part, la privation des renforts attendus, la séparation de la division Zieten, la perte de la ligne de ravitaillement interdisaient aux Prussiens la continuation du siège et rendaient fort dangereux le prolongement de leur séjour dans les environs d'Olmütz. Il fallait une décision. Le Roi la prit avec cette promptitude et cette virilité qui, dans les circonstances adverses, lui faisaient rarement défaut.

Jusqu'au dernier moment, Frédéric avait conservé ses illusions; mais du 30 juin au 1er juillet, le ton de la correspondance change complètement : « Je me flatte que le convoi sera sauvé, avait-il écrit à la première date (1)... ; pour ce qui est de ma conduite je ne remue pas de mon camp à moins que M. Daun ne me tourne; s'il passe le ruisseau à Ivon (2) je change ma position... J'ai une belle plaine très avantageuse à ma gauche et alors je le laisserai venir et l'attaquerai tout de suite. » Quelques heures après, il avait appris l'échec de Zieten et la marche de flanc de Daun. « Je crois dans la situation présente, mande-t-il à Keith (3), qu'il faudra renoncer à notre siège. L'ennemi est marché à Kremsier (près de Kojetein) et de là il marchera demain à Prerau (à l'est d'Olmütz). Faites donc d'abord revenir Retzow, car après ce terrible contre-temps je ne vois plus guère à prendre Olmütz; et comme les difficultés pourraient aller en augmentant, je vous dirai

(1) Frédéric à Keith. Smirzitz, 30 juin 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 83.

(2) Ivon ou Éiwan, village près de Tobitschau.

(3) Frédéric à Keith. Smirzitz, 1er juillet 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 85.

sous le sceau du secret, que je crois le meilleur parti pour nous sera de marcher à Königgrätz, d'y prendre le magasin des Autrichiens et de faire revenir à moi par Neisse les bataillons et régiments qui se sont retirés par Troppau. Pensez-y bien, car il faudra retirer votre canon, emporter la farine que l'on pourra ainsi que les fours. »

Pendant la journée du 1er juillet, les ordres d'exécution se succédèrent rapidement. Il fallait choisir la ligne de retraite : La route de Silésie, qu'avaient suivie les convois, était aux mains de Laudon qui résisterait en tête, tandis que Daun poursuivrait en queue. Le chemin de la Bohême était, au contraire, à peu près libre et conduisait à un pays qui n'avait pas été le théâtre de la guerre et dont les ressources étaient encore intactes. Ce dernier itinéraire, comme l'indique la dépêche adressée à Keith, fut adopté sans hésitation. En conséquence, le corps principal, sous les ordres du Roi, gagna Konitz sans encombre, quoique au cours de l'étape il eût été flanqué et surveillé par les Autrichiens de Buccow restés sur la rive droite de la Marsch. La tâche qui incomba à Keith était plus épineuse; ses travaux avancés n'étaient qu'à quelques pas de l'ennemi dont il ne fallait pas éveiller l'attention; Marschall avait même préparé une sortie qui n'eut pas lieu, parce que Daun, par excès de prudence, refusa son consentement. Pour tromper l'assiégé sur son dessein, Keith fit maintenir le tir des batteries d'attaque jusqu'à minuit, puis il commença son mouvement, abandonnant dans les tranchées 4 mortiers et un canon qu'il ne put pas emmener. Il réunit ses troupes et celles de Retzow à Krenau et alla coucher le 2 à Littau et le 3 à Muglitz. Le Roi séjourna à Gewicz, Tribau et Leutmischl; il avait été précédé, dans cette dernière localité, par le prince Maurice qui s'y empara d'un magasin autrichien contenant des vivres dont l'armée avait grand besoin.

Daun paraît avoir été trompé par le brusque départ des

Prussiens et par la direction qu'ils prirent. Dans sa relation en date du 2 juillet (1), écrite dans un français des moins corrects, il est peu prodigue d'explications : « Ce fut ce matin, que le général d'infanterie baron de Marschall me donna avis, que l'ennemi avait fait un feu suivi pendant toute la nuit, pour couvrir la levée de son siège, qu'il avait cependant exécutée effectivement, encore avant le point du jour..... et qu'il marchait sur Littau. C'est ce que le Roi a fait aussi ce matin avec son armée à trois heures d'observation (*sic*) et, suivant le rapport, il est en pleine marche pour le susdit endroit. Le général baron de Buccow qui se fait joindre par le général de Ville le suit à la piste et ils ont ordre l'un et l'autre de causer à l'ennemi tout dommage possible. De notre côté les généraux Laudon, et Siskovich (Sziskovitz) et Saint-Ignon ont ordre de faire la même chose et moyennant cela l'ennemi est suivi de tous les côtés. Ce différent corps ensemble formait un total de 24.000 hommes, ce qui m'a fait espérer que la retraite de l'ennemi serait rendue très difficile, ainsi que cela se manifeste déjà seulement depuis ce court trajet qu'il fait d'Olmütz jusqu'un peu au-dessus de Krenau, vu que tout le chemin est couvert des boulets et des bombes, et que de plus on a trouvé une pièce de canon de fer avec plusieurs barils de provisions brisés; l'ennemi a abandonné dans les tranchées 5 mortiers, une pièce de batterie et beaucoup de bombes et boulets. »

Le siège d'Olmütz avait duré trente-sept jours; il coûta aux assiégés 27 officiers et 850 hommes dont 25 habitants de la ville. La perte des Prussiens dut être beaucoup plus forte; rien qu'en prisonniers et déserteurs, elle atteignit le chiffre de 600. Marie-Thérèse ne se montra pas avare de récompenses à l'égard des braves défenseurs; l'intré-

(1) Copie de la lettre de Daun à l'Impératrice. Gross-Teinitz, 2 juillet 1758. Archives de la Guerre, 3478.

pide et énergique Marschall devint feld-maréchal et comte de l'Empire; son lieutenant, Draskowich, qui avait commandé une brigade, fut promu au rang de feld-maréchal lieutenant. Quant à Daun, il reçut les chaudes félicitations de sa souveraine (1), dont la gratitude pour le succès était proportionnée à l'anxiété que lui avait causée le péril.

Malgré les dispositions de Daun, les Prussiens, au cours de leurs premières étapes, furent peu inquiétés; mais quoiqu'ils eussent détruit ou brûlé beaucoup de provisions, et notamment pour deux mois de farine (2), ils avaient dû emporter de quoi suffire aux besoins immédiats; ils avaient donc à traîner d'innombrables voitures et tout leur parc de siège. Pour faciliter l'écoulement de cet immense convoi, Frédéric répartit son armée en 4 divisions dont la première opéra sous sa direction et les 3 autres furent confiées aux généraux Fouqué, Wied (3) et Retzow. Le Roi prit les devants avec le gros de la cavalerie et l'artillerie; il arriva, le 11 juillet, devant Königgrätz où était posté le corps de Buccow avec les brigades d'Esterhazi et de Kolnoky qui n'avaient pas quitté la Bohême pendant la campagne de Moravie; les Autrichiens ne se crurent pas en nombre pour résister et évacuèrent le camp retranché que Frédéric occupa aussitôt. Entre temps, Retzow, qui avec le gros bagage de l'armée s'était mis en marche de Tignisko, trouva sa route barrée sur les hauteurs de Holitz par les forces réunies de Laudon, Sziskovitz et Saint-Ignon. Il dut se barricader derrière ses équipages et prendre position près du village de Wosterzeten en attendant des secours. Le lendemain, grâce au renfort que Keith lui envoya, Retzow put continuer sa route, après un combat qui lui coûta du canon et beaucoup de fourgons. Enfin,

(1) Marie-Thérèse à Daun, 6 juillet 1758. Arneth, vol. V, p. 376.
(2) Mitchell à Holdernesse. Königgrätz, 14 juillet 1758. Newcastle Papers.
(3) Keith eut la direction suprême de la 2e et 3e division.

le 14 juillet, tous les corps prussiens furent assemblés autour de Königgrätz. Fouqué, chargé de conduire à Glatz le grand parc et 1.400 malades ainsi que de ravitailler l'armée, réussit dans l'entreprise malgré une attaque de Laudon, et renvoya les provisions qui faisaient défaut.

Si, pendant la marche de Frédéric par la Bohême, et surtout au cours des derniers jours de cette retraite, les lieutenants de Daun, et en particulier Laudon et Buccow, firent de leur mieux pour harceler les colonnes royales et pour leur enlever du matériel et des traînards, le maréchal lui-même ne donna pas l'exemple de l'activité. Arrivé à Gross-Teinitz, dans la banlieue d'Olmütz, dès la soirée du 1er juillet, il n'en repartit que le 4, quoique averti le 2 du départ des Prussiens. « Le 4 de juillet, écrit le prince de Ligne (1), l'armée, par une assez petite marche et très aisée, se rendit à Olleschau (2) où l'on perdit encore un jour à chanter le *Te Deum*... Le 7 juillet, on se mit en marche pour Konitz, village situé dans un vallon très profond. Il y a dans ces environs-là de si mauvais chemins, qu'il est inouï que l'ennemi ait pu s'en tirer sans perdre un homme ni une pièce de canon. » Le 8 juillet, on alla camper à Gewicz, à distance respectable du Roi, qui était depuis la veille à Leutmischl, et enfin, le 18, on passa l'Elbe à Pardubitz; le lendemain, Daun se vit de nouveau en face de son adversaire. Le général autrichien devait avoir sous ses ordres immédiats, défalcation faite de la division de Ville détachée en Silésie, une armée de 70.000 hommes, alors que les Prussiens pouvaient à peine mettre en ligne 40.000 combattants (3). Cependant, fidèle à sa tactique et convaincu que le Roi

(1) Prince de Ligne, *Mélanges militaires*. Campagne de 1758.

(2) Olleschau est à 17 ou 18 kilomètres de Gross-Teinitz.

(3) Un état de l'armée de Daun en date du 30 juillet donne 69 bataillons complets à 6 compagnies de 140 hommes et 105 escadrons. A ces chiffres il faut ajouter les troupes légères. Quant aux Prussiens, les chiffres de l'his-

serait forcé, par les progrès des Russes, à sortir de Bohême pour aller à eux, Daun ne voulut pas risquer une attaque qui, après une reconnaissance de la position ennemie, lui parut trop chanceuse. Malgré l'inégalité numérique, Frédéric songea un instant à livrer bataille. « Je suis charmé de savoir l'ennemi entre Dobrawitz et Libischau, écrit-il à Keith (1). Nous pourrons, dans le terrain qu'il a à parcourir, engager une affaire avantageuse. Rien ne pourrait nous arriver de plus à propos dans les circonstances où nous nous trouvons... Je me flatte que cela pourra avoir lieu le 24 ou 25 de ce mois. » A ce billet était joint un mémoire contenant les raisons qui faisaient espérer un succès. Soit après examen plus détaillé du camp de Daun, soit à la suite de nouvelles inquiétantes de l'armée russe, Frédéric renonça à ses projets d'offensive et, le 25 juillet, fit filer ses bagages sur Nachod; les Autrichiens, qui le guettaient de près, s'emparèrent, le même soir, d'un des faubourgs de Königgrätz et infligèrent des pertes assez sérieuses aux défenseurs. Ce ne fut d'ailleurs qu'un combat d'arrière-garde, car quelques heures plus tard la ville fut complètement évacuée.

Le prince de Ligne rend hommage (2) à la manière dont cette opération fut conduite : « Les Prussiens ne laissèrent dans la ville qu'autant de chasseurs qu'il en fallait, pour que les autres eussent le temps de s'éloigner toujours dans le plus bel ordre. Je voyais leur dernière colonne, toute mêlée dans les défilés, se débrouiller au plus vite après, se reformer dans l'instant et gagner pays. Les poursuivants rentrèrent chez eux avec beaucoup de fatigue, de poussière et de mécontentement d'avoir si mal

toire de l'état-major prussien ne donnent qu'un total de 28.000, mais le Roi, dans une conversation avec Mitchell, parle de 40.000.

(1) Frédéric à Keith. Opotschno, 21 juillet 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 131.

(2) Prince de Ligne, *Mélanges militaires*. Campagne de 1758.

pris leurs mesures. » En effet, la rétrogradation de Frédéric vers la frontière de Silésie s'effectua avec méthode et sans autre incident que des escarmouches avec Laudon qui venait d'être promu au grade de général-feld-maréchal lieutenant pour sa victoire de Domstadtl.

C'est au bivouac sur les bords de la Mettau (1), que le roi de Prusse, enfin édifié sur les intentions des Russes, paraît avoir combiné ses projets; il en fait part (2) à son frère le prince Henri : « Depuis dix jours j'ai reçu toutes sortes d'avis et de lettres d'où il résulte que les Russes, au lieu d'avancer, se retranchent auprès de Meseritz, que les Suédois ne s'avancent que jusque Ancklam. Ceci m'a obligé à quitter Königgrätz et de me mettre à petites marches du côté de Landshut. Ce que j'augure des desseins de l'ennemi c'est : primo que Daun, au lieu de marcher sur la Silésie, prendra ou le chemin de Boemisch-Friedland ou celui de Zittau. Pour moi je m'opposerai à lui ou aux Russes, et cela dépend de la proximité qui en décidera. » En post-scriptum il ajoute : « Je crois que Daun marchera en Lusace; j'ai de certains indices qui semblent le dénoter, quoique cependant je puis me tromper. » Quarante-huit heures après, le 30 juillet, il annonce (3) à Dohna, qui venait de remplacer Lehwaldt à la tête de l'armée de Poméranie, son plan de regagner la Silésie et, après un séjour à Landshut, de le rejoindre avec un renfort de 10 à 12.000 hommes, en passant l'Oder probablement aux environs de Crossen, et de combattre les Russes. Ce fut bien à cette dernière solution que s'arrêta le Roi. Le 9 août, il était de retour au couvent de Grissau, près de Landshut, d'où il était parti pour son expédition de Mora-

(1) Petit affluent de l'Elbe.

(2) Frédéric à Henri. Auprès de la Mettau, 28 juillet 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 140.

(3) Frédéric à Dohna. Bei der Mettau, 30 juillet 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 142.

vie; le 11 août, il se mit en route pour aller au secours de Dohna. Deux jours plus tôt, le 9 août, le maréchal Daun avait commencé, comme le prévoyait Frédéric, son mouvement vers la Lusace.

Pour les Prussiens, le début de la campagne n'avait pas été heureux; il est vrai, leur armée principale n'avait pas subi de défaite; aux échecs de Domstadtl et d'Olmütz ils pouvaient opposer la prise de Schweidnitz et la belle retraite de Bohême, mais il n'en était pas moins exact que la situation réciproque des belligérants s'était sensiblement modifiée depuis le mois d'avril. A ce moment, le Roi pouvait revendiquer la supériorité matérielle et morale sur son adversaire, dont les troupes, encore saignantes des désastres de la fin de 1757, n'étaient, ni comme quantité, ni comme qualité, en état de lutter contre lui. Après plus de 3 mois d'opérations, la balance était renversée; c'était à l'armée de Daun qu'appartenaient et l'avantage du nombre et le prestige du succès. En Moravie, si Frédéric ne fut pas servi par les circonstances, il faut reconnaître qu'il ne déploya pas, pour réparer les coups de la fortune, ses talents habituels. Pendant la première période du siège, il ne mit à la disposition de Keith que des moyens insuffisants, tant en bras qu'en munitions; plus tard, il ne prit pas les précautions indispensables pour la sauvegarde du convoi, et se laissa amuser par Daun qui put, à la barbe des Prussiens, détacher la division Sziskovitz et exécuter lui-même sa marche de flanc sur Gross-Teinitz. L'Anglais Mitchell était bien l'interprète des critiques de l'armée quand il écrivait (1) : « On applaudit beaucoup la conduite du maréchal Daun; il a complètement trompé le roi de Prusse; il a eu l'audace de faire traverser à toute son armée les bords marécageux de la rivière Mo-

(1) Mitchell à Holdernesse, particulière et secrète. Königgrätz, 16 juillet 1758. Newcastle Papers.

rawa (Marsch) près de Tobitschau pour aller à Prerau, sur quatre ponts de bateaux, et cela devant les Prussiens qui étaient campés à un mille de distance. Il a lanterné Sa Majesté prussienne au moyen de fausses alertes à Kostelitz et à Prossnitz, les 28, 29 et 30 juin, pendant que ses troupes marchaient. » A partir de la relève d'Olmütz, les rôles changent; Frédéric se ressaisit; coupé de sa base, il en improvise une autre, vit aux dépens de l'ennemi dont il enlève les magasins, emmène avec lui son bagage, son artillerie, ses malades, tient tête partout aux Impériaux et transforme en campagne offensive ce qui aurait pu être une débâcle. Daun, vigilant, habile pendant le siège, une fois Olmütz délivré, s'endort sur ses lauriers; comme après la bataille de Kolin, il s'attarde dans ses lignes, laisse prendre de l'avance à son adversaire, le suit à distance et ne fait pas le nécessaire pour gêner, pour harceler ses mouvements. Lent, exagérant le sang-froid jusqu'au flegme, le maréchal de Marie-Thérèse, pareil à un général de l'antiquité dont il était loin d'ailleurs de partager le génie, prouva que s'il savait vaincre, il ne savait pas profiter de la victoire.

Montazet, fin observateur, voyait juste dans les appréciations qu'il transmettait à Stainville (1) au lendemain de la levée du siège d'Olmütz : « M. le maréchal a le talent de se servir à merveille des ouvriers qu'il a. C'est une des grandes qualités d'un général et des hommes chargés de grandes besognes. Vous savez d'ailleurs le bien que je vous ai dit de sa prudence, de sa sagesse et de son zèle. Il est donc à présumer que si cette armée ne fait pas des choses éclatantes dans le cours de cette campagne, elle en fera du moins de solides et d'utiles telles que la conservation de la Bohême et de la Moravie. Je crois que l'on peut compter sur cela au moins, hors qu'il n'arrive

(1) Montazet à Stainville, 4 juillet 1758. Archives la Guerre, vol. 3478.

quelque révolution à laquelle on ne doit pas s'attendre; mais pour croire que nous soyons en état de conquérir, vu la nature du pays où il faudrait porter la guerre, je doute fort que, sans le secours de M. le Prince de Soubise, nous puissions nous en flatter, hors que la Russie et la Suède ne fassent agir vigoureusement leurs armées. »

# CHAPITRE V

## ZORNDORF

OCCUPATION DE LA PRUSSE ORIENTALE PAR LES RUSSES. — LEUR MARCHE SUR CUSTRIN. — FRÉDÉRIC VA AU SECOURS DE DOHNA. — PASSAGE DE L'ODER. — BATAILLE DE ZORNDORF. — SIÈGE DE COLBERG. — CAMPAGNE DES SUÉDOIS.

Il est presque superflu de le répéter, la campagne des Français en Westphalie et en Hesse pendant l'été et l'automne de 1758 constitue un chapitre distinct et séparé des hostilités générales. Leurs opérations n'eurent aucune relation directe avec les incidents de la grande entreprise dirigée contre le roi de Prusse; elles ne produisirent d'autre effet que de retenir loin de lui l'armée des Confédérés, et, en particulier, la brigade de cavalerie prussienne attachée au prince Ferdinand, et par conséquent d'empêcher l'envoi de secours dont, à vrai dire, il avait eu le plus pressant besoin. D'une bien autre importance fut le rôle du second auxiliaire de l'Impératrice dans la lutte contre son redoutable adversaire.

De tous les belligérants, les Russes avaient été les premiers, en 1758, à entrer en ligne. Leur objectif initial, la conquête de la Prusse orientale, fut atteint sans difficulté. Frédéric, vers la fin de l'année précédente, serré de près par ses ennemis et obligé d'abandonner les provinces les plus éloignées de ses États pour concentrer ses forces de résistance, avait rappelé le corps du maréchal Lehwaldt et

n'avait laissé dans la région que deux bataillons de forteresse et quelques pelotons de cavalerie. Ces détachements se retirèrent à l'approche des Russes, et le général Fermor, qui avait remplacé dans le commandement le maréchal Apraxin disgracié, installa le 24 janvier, à Königsberg, l'administration moscovite. Le pays fut virtuellement annexé (1); les autorités civiles et ecclésiastiques durent prêter serment d'allégeance à la Tzarine, devenue leur souveraine; les impôts furent recouvrés, la justice rendue en son nom; en un mot, les Russes semblèrent vouloir traiter le territoire comme leur appartenant à titre définitif plutôt que comme une conquête provisoire. A tout prendre, le régime fut doux, le commerce reçut des encouragements, les libertés locales furent respectées, les contributions modérées; aussi la docilité des habitants à l'égard de leurs nouveaux seigneurs parut-elle excessive au monarque légitime, et Frédéric, quand il rentra en possession de son domaine, garda-t-il longtemps rancune à ses sujets de la Prusse orientale d'une soumission jugée trop facile.

Après quelques semaines consacrées à l'organisation de la province, Fermor transporta, le 19 mars, son quartier général à Marienwerder, en pays polonais (2); maître du cours de la Vistule, il avait mis des garnisons dans les villes d'Elbing et Thorn, et avait entamé, pour l'occupation de Dantzig, des pourparlers qui échouèrent devant la fermeté des magistrats de cette ville. Il conserva sa position pendant près de trois mois et ne fit passer ses régiments sur l'autre rive du fleuve qu'au commencement de juin. Les Prussiens ne furent pour rien dans ce retard, car ils n'opposèrent à l'envahisseur qu'un cordon de troupes légères, et les colonnes moscovites arrivèrent à

(1) Voir, sur le régime appliqué par les Russes, Rambaud, *Russes et Prussiens*, chapitre VI.

(2) La Prusse occidentale dépendait encore du royaume de Pologne.

Posen, le 1er juillet, sans autre aventure que des escarmouches entre les cosaques et les hussards royaux; elles y séjournèrent jusqu'au 10, puis se dirigèrent lentement vers le Brandebourg.

Ce début de campagne ne se déroula pas sans murmures contre le généralissime dont on mettait en doute la capacité, ni sans plaintes sur l'administration et la composition de l'armée : le nombre de voitures et de chariots était hors de proportion avec les effectifs; le soldat, à peine nourri, tombait malade; la cavalerie, mal montée, était insuffisante; les services du génie et de l'état-major laissaient fort à désirer; les divisionnaires étaient au-dessous de leur tâche. « Si l'armée russe, écrivait l'attaché français Mesnager (1), fait une petite diversion, c'est tout l'avantage qu'on en peut attendre; et si elle reçoit le moindre échec, elle sera totalement détruite. »

Mesnager n'était pas le seul à montrer peu de goût pour le général de la Tzarine; ses collègues de l'état-major, l'Autrichien Saint-André, le Suédois Armfeldt, le Saxon Tielke et le prince Charles de Saxe sont tout aussi sévères dans leurs appréciations. Aussi Fermor, qui ne pouvait se méprendre sur le ton des rapports adressés de son quartier général aux cours alliées, demanda-t-il le rappel de ceux qu'il regardait comme ses ennemis personnels (2). D'infortune, si le général en chef était mal vu des représentants des puissances, il n'avait guère plus d'amis parmi les Russes, car originaire des Provinces Baltiques et luthérien de religion, il était en butte à la méfiance de la plupart de ses lieutenants qui, en leur qualité de moscovites et d'orthodoxes, le considéraient comme un étranger. Au surplus, et à en juger par le portrait que trace de lui le marquis de Lhopital (3), Fer-

(1) Mesnager au Ministre, 20 juillet 1758. Archives de la Guerre, 3479.
(2) Voir la lettre de Fermor à Woronzow. Masslowski, II. Annexes.
(3) Lhopital à Choiseul, 28 février 1759. Affaires Étrangères. Russie.

mor ne devait pas être un personnage sympathique : « Sa santé est aussi misérable que son esprit et que son cœur. Il est d'ailleurs d'une figure plate qui annonce tout ce qu'on doit craindre. »

En dépit des inconvénients inhérents à l'imperfection de ses services et à l'impopularité de son chef, l'armée russe était beaucoup plus formidable que ne le pensaient ses détracteurs; elle comptait 20 régiments de cavalerie régulière, 72 bataillons d'infanterie, quelques milliers de Cosaques et un train d'artillerie important où figuraient les fameux obusiers Schouvalow, dont la construction était encore un secret pour la grande majorité des officiers de l'arme. Le tout pouvait atteindre le chiffre de 65.000 à 70.000 hommes.

Aussitôt averti du passage de la Vistule, Frédéric avait envoyé au-devant des Russes le général Dohna, qui venait de remplacer le vieux Lehwaldt à la tête du corps chargé du blocus de Stralsund. Dohna quitta les environs de cette ville le 17 juin et, après être resté quelque temps en observation à Schwedt, vint camper, le 24 juillet, à Lebus, près de Francfort-sur-l'Oder; en outre de la brigade de Platen qui protégeait le port de Colberg, il avait sous ses ordres 17 bataillons et 33 escadrons bientôt renforcés de 8 bataillons venus de Silésie et de deux régiments de cuirassiers tirés de la Saxe.

Deux jours après l'arrivée de Dohna à Lebus, Fermor, avec le gros de ses troupes, parvenait à Meseritz, situé sur un affluent de la Wartha et appartenant au territoire polonais. Pendant son séjour dans cette ville, il reçut la visite d'un officier autrichien, le colonel Nugent (1), expédié de Vienne pour le prévenir de la marche de Daun sur la Lusace et pour « concerter avec lui les points de communi-

(2) Cet officier était de retour à Vienne le 13 août. Stainville à Belleisle, 15 août. Archives de la Guerre, Allemagne, 3480.

cation que l'on pourrait procurer entre l'armée de l'Impératrice-Reine, portée à Görlitz, et l'armée russe, avancée jusqu'à l'Oder ». L'entretien qu'il eut avec Fermor faisait suite à une discussion qui se prolongeait depuis le commencement de l'année. En principe, le général russe devait obéir aux ordres de la conférence militaire siégeant à Pétersbourg; mais à ces instructions, inspirées beaucoup plus par les considérations politiques que par les nécessités stratégiques, venaient s'ajouter les lettres adressées au commandant en chef par la chancellerie de Vienne ou par le maréchal Daun. Dans ce fouillis de recommandations souvent contradictoires, il était d'autant plus difficile de se reconnaître que les événements n'étaient pas toujours d'accord avec les prévisions des correspondants; aussi, pour se tirer d'embarras, Fermor s'abritait-il le plus souvent derrière l'avis de son conseil de guerre. D'après le dernier plan élaboré à Pétersbourg, l'armée moscovite devait être divisée en deux fractions dont la plus importante s'acheminerait vers le bas Oder et l'autre sur Glogau pour se joindre aux Autrichiens. Mais des raisons d'ordres divers s'opposaient à l'exécution de ce projet. Le corps d'observation, sous le général Browne, qui était destiné à agir en Silésie, composé d'éléments médiocres, surchargé d'artillerie, était hors d'état d'entreprendre une expédition isolée. D'autre part, les conversations de Daun avec Springer, officier russe attaché au quartier général autrichien, et encore plus le langage de Kaunitz (1), autorisaient à croire que la cour de Vienne avait renoncé, pour le moment, à la conquête de la Silésie et s'était prononcée pour la marche sur la Lusace et éventuellement sur le Brandebourg. Ces divergences n'empêchaient pas, il est vrai, le chancelier d'affirmer sa confiance dans la coopération des deux

(1) Kaunitz à Fermor, 17 juillet 1758. Cité par Masslowski, vol. II, p. 116.

armées, ni Fermor d'assurer le feld-maréchal (1) de son désir « d'entretenir bonne amitié et correspondance avec lui et de concerter ensemble les opérations militaires ». Toutefois, il était manifeste que, pour la pointe sur Glogau, il serait imprudent de compter sur le concours de l'Impératrice, et qu'il serait tout aussi dangereux de s'engager dans le Brandebourg sur des promesses aussi vagues que celles de Daun. Dans ces conditions, Fermor répondit aux propositions dont Nugent était porteur, par une fin de non-recevoir, basée sur l'incertitude de la jonction avec les Autrichiens, et par l'exposé de ses desseins sur Custrin « qu'il espère prendre en le bombardant », et de son intention « de se combiner avec les Suédois par des points pris entre Custrin et Stettin ».

Ce programme était, à peu de chose près, celui qu'adoptèrent, dans un conciliabule (2) à Pschewo, le 24 juillet, le général en chef et le général Browne. Ils furent d'accord pour penser que la concentration probable des Prussiens sur l'Oder nécessitait une mesure similaire de la part des Russes, qu'il eût été périllenx de séparer en deux tronçons indépendants l'un de l'autre; en effet, le corps de Browne, même complété au chiffre de 20.000 hommes, n'aurait pas pu accomplir en Silésie la mission qui lui avait été attribuée, tandis que l'armée principale, réduite à 28.000 hommes, aurait couru le risque d'être battue par un ennemi supérieur. Se fondant sur ce raisonnement dont il était difficile de méconnaître la force, les généraux avaient demandé à la cour de Pétersbourg la faculté de marcher ensemble sur l'Oder en vue de s'emparer des forteresses situées sur ce fleuve.

Sans attendre la réponse de la conférence, Fermor avait commencé l'exécution du plan arrêté avec Browne en se rendant maître du cours de la Wartha; une avant-garde,

(1) Fermor à Daun, 22 juillet 1758. Cité par Masslowski, vol. II, p. 119.
(2) Voir Masslowski, vol. II, Annexes.

sous les ordres de Jeropkine, avait pris possession de Driesen et infligé un échec décisif à la garnison prussienne qui cherchait à se sauver ; 400 hommes du régiment de Hordt, presque tous prisonniers suédois ou autrichiens enrôlés de force, saisirent l'occasion pour déserter. Le 8 août, le général moscovite, qui avait enfin franchi la frontière du Brandebourg, transporta son quartier général à Landsberg où il fut rejoint par le corps de Browne. Après un nouveau séjour qui laissa les Prussiens incertains sur ses intentions, il se remit en marche et vint camper avec deux divisions d'infanterie, le 15 août, aux environs de la forteresse de Custrin; la troisième division (16 bataillons et 15 escadrons), forte de 12.000 hommes, sous le général Rumjanzew, fut détachée avec mission d'occuper Stargard, de couvrir le siège de Colberg dont serait chargé un détachement venu de la Vistule, et de préparer la réunion avec les Suédois.

Ces derniers, au nombre de 16.000 hommes commandés par Hamilton, avaient profité de l'absence des Prussiens pour s'avancer jusqu'aux confins du Mecklembourg ; le 23 août (1), ils étaient à Wodack, quand arriva, avec une escorte de douze cosaques, un de leurs officiers délégué à l'état-major russe ; parti cinq jours auparavant du camp devant Custrin, il apportait une lettre de Fermor. Le général russe, qui donnait signe de vie pour la première fois depuis son entrée en campagne, manifestait le désir de prendre le contact par la voie de Schwedt et engageait le général Hamilton à venir à sa rencontre jusqu'à l'Oder. Ainsi que nous le dirons plus loin, il ne fut pas donné suite à cette invite.

L'apparition inattendue du roi de Prusse sur la scène obligea Fermor à modifier ses projets. Comme nous l'avons vu, Frédéric avait annoncé à Dohna, à la fin de juillet,

(1) Montalembert à Belleisle. Wodach, 26 août 1758. Archives de la Guerre, 3481.

son dessein de le retrouver et de livrer bataille aux Russes; le 3 août, il écrit dans le même sens à son frère, le prince Henri, et le 8 août (1), il lui confirme les grandes lignes de son plan. A Dohna, le même jour, il indique un endroit près de Zullichau comme le point probable où il franchira l'Oder; enfin, dans une dépêche du 10 au prince Henri, il trace son itinéraire : « Le 13, je serai à Liegnitz... le 17 à ce village que je vous ai écrit où je veux passer l'Oder, le 18 les ponts se feront, le 19 le passage, le 20 jonction avec Dohna, et du 20 au 25 j'espère engager une affaire entre Meseritz et Posen. » Ce programme dut subir des changements à la suite du mouvement de l'ennemi sur Custrin.

A la date fixée, le 10 août, le Roi quitta Landshut avec 14 bataillons et 38 escadrons, soit environ 14.000 combattants, laissant au margrave Charles le commandement des troupes chargées de défendre la Silésie, et des instructions détaillées pour les occurrences probables, et notamment pour le cas où le maréchal Daun ferait en Lusace l'incursion prévue. A Wartenberg, le 16 août, il apprit (2) la présence des Russes sous les murs de Custrin et le départ de Dohna pour aller dégager la place : « Je marche par Crossen où je serai le 18, mande le Roi; le 19 repos, le 21 à Francfort, le 22 dans votre armée... Quoi qu'il arrive, il faut que Custrin tienne, ou sous peine de mort, ou des plus grands supplices si quelqu'un parle de se rendre. » La menace était superflue : le soir du 14, la garnison de la forteresse, composée d'abord de deux bataillons de dépôt, avait été renforcée de 4 bataillons, 10 escadrons de dragons et quelques hussards, que Dohna y fit entrer fort à propos sous les ordres du général Schorlemmer. A

(1) Frédéric à Henri, 3, 8 et 10 août 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 146, 151 et 158.

(2) Dohna à Frédéric. Francfort, 15 août 1758. Frédéric à Dohna. Wartenberg, 16 août 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 173.

cette occasion, le vieil et infirme gouverneur avait été remplacé par un officier énergique, le colonel de Wuttenau. Le lendemain matin, l'avant-garde russe, commandée par le chef d'état-major Stoffel, parut devant Custrin; elle chassa facilement les postes prussiens du faubourg de la Kurze Vorstadt, et suivie bientôt par le gros de l'armée, tirailla contre l'enceinte de la ville. Pendant la nuit, les Russes établirent leurs batteries, et commencèrent le bombardement au jour. Les maisons, presque toutes en bois, furent incendiées, un magasin important de blé fut détruit, et de Custrin il ne resta debout que les fortifications encore intactes. La canonnade continua les jours suivants, mais sans résultat; la garnison, en communication avec Dohna, reçut des secours, son canon reprit le dessus et brûla le faubourg où étaient cantonnés les Russes. Les Prussiens essayèrent même de mettre le feu à un pont que Fermor avait fait construire à Schaumberg pour relier une île de l'Oder à la rive droite en vue d'un passage ultérieur.

Entre temps, Rumjanzew, en marche vers Stargard, eut ordre de s'arrêter et d'occuper solidement Schwedt dont un détachement de sa cavalerie s'était emparé. Pourquoi la division Rumjanzew ne fut-elle pas rappelée? Depuis quelques jours, Fermor devait s'attendre à la venue prochaine du roi de Prusse; il avait appris, par les prisonniers faits devant Custrin, l'approche de ce prince à la tête de forces qu'on estimait, avec l'exagération habituelle de ce genre de rapports, à 40.000 hommes; depuis lors, ces bruits avaient été confirmés presque journellement; d'autre part, il n'avait aucune aide immédiate à espérer des Autrichiens ni des Suédois. Pour repousser une attaque sur la certitude de laquelle la méthode bien connue de Frédéric ne permettait pas le doute, les deux divisions réunies sous les murs de Custrin seraient-elles suffisantes? Ne serait-il pas sage de se renforcer du corps

d'observation qui se reposait de ses fatigues à Landsberg et de la division de Rumjanzew trop éloignée pour prendre part à une action imminente? Le général Tschernyschew, qui remplaçait provisoirement Browne tombé malade, fut invité à rallier sans retard le quartier général, mais bien loin de donner les mêmes instructions à Rumjanzew, on lui envoya Stoffel avec quelques sotnias de cosaques. Le commandant en chef ne voyait évidemment que deux points où les Prussiens pussent franchir l'Oder, Schwedt où il aurait affaire à Rumjanzew, ou Custrin où il était lui-même; il se borna, en conséquence, à faire surveiller le cours intermédiaire du fleuve par des pelotons d'irréguliers et de dragons.

Dans la matinée du 21 août, le Roi, devançant ses têtes de colonnes et escorté d'un escadron de hussards, arriva au camp de Dohna. Il alla de suite reconnaître la position des Russes devant Custrin et prit aussitôt son parti. Pour lui, plus encore que pour les Russes, la situation était critique. La grande armée impériale, conduite par Daun qu'on savait en route pour la Lusace, et celle du duc de Deux-Ponts qui s'apprêtait à entrer en Saxe, formeraient ensemble une masse de 80.000 combattants, auraient raison des 25.000 hommes du prince Henri, et, si on leur en laissait le temps, s'empareraient de tout l'Électorat; Laudon, avec une forte division, pousserait une pointe dans la direction de Berlin que menaçaient au nord les Suédois. Aux uns et aux autres, on ne pouvait opposer que des détachements insignifiants, car il importait de soutenir Dohna qui, avec ses seules forces, n'aurait pu résister longtemps aux Russes ni les empêcher de passer l'Oder et de marcher aussi sur la capitale. Sans doute l'effet moral de la présence de Frédéric dans le camp prussien, les renforts qu'il amenait avec lui, auraient pour effet de faire renoncer les Russes à l'aventure et les retiendraient sur la rive droite du fleuve; mais ce résultat ne suffirait pas; il

devenait indispensable de frapper un coup décisif et de mettre Fermor hors d'état de rien entreprendre pour le reste de la campagne; une bataille s'imposait et, pour la livrer, il fallait, sans perdre un instant, traverser l'Oder et aller à l'ennemi. De Custrin, on ne pouvait déboucher devant les lignes russes et sous leur canon; Schwedt était trop au nord et de plus au pouvoir de l'adversaire; aussi, pour jeter son pont, Frédéric choisit-il un endroit à 30 kilomètres en aval de la forteresse et à distance égale des localités occupées par les Russes. Le 22, toutes les troupes prussiennes étaient réunies; les bataillons de Silésie avaient, en dix jours, accompli en plein été une marche de 240 kilomètres; malgré leurs fatigues, ils se remirent en route le même soir. Les pontons venus également de Silésie et les bateaux réquisitionnés de divers côtés attendaient à Alt-Güstebiese; de l'ennemi, pas le moindre signe. Quelques hussards passèrent en canot, puis des fantassins. Dans l'après-midi, le pont terminé ouvrait aux troupes du Roi l'accès de la rive droite, et le soir du 23, elles allèrent camper entre Zellin et Klossow. Frédéric avait réalisé la première partie du programme; il avait franchi l'Oder sans être inquiété et interposé son armée entre le gros des Russes et la division Rumjanzew. L'inaction de Fermor fut-elle due au mauvais service de ses éclaireurs qui ne s'aperçurent pas en temps utile des préparatifs prussiens, ou à l'incapacité du chef qui ne voulut pas écouter des rapports contraires à ses prévisions? Fut-il trompé par les démonstrations de quelques détachements royaux du côté de Custrin et du pont russe de Schaumberg? Sur ces points, les récits sont contradictoires. Quelle que fût la raison du retard, ce fut seulement pendant la nuit du 23 que le généralissime quitta les environs de Custrin et vint s'installer au sud de Quartschen, faisant face au Mietzel, petit affluent de l'Oder, et par conséquent aux Prussiens qui étaient au nord de ce cours d'eau. Le

corps d'observation de Browne avait enfin rejoint dans la soirée, et les gros bagages avaient été expédiés, sous une garde de 4.000 hommes, à Klein-Cammin sur la route de Custrin à Landsberg.

Cette décision de Fermor avait rencontré une vive opposition de la part des officiers étrangers attachés au quartier général, et notamment du prince Charles de Saxe et du conseiller de celui-ci, l'Autrichien Saint-André. Ces derniers avaient essayé (1) de faire adopter pour la concentration la position de Gross-Cammin qui offrait des avantages pour la défense et couvrait la retraite sur Landsberg; le prince avait cru son avis accepté et aurait été fort surpris de la direction prise par l'armée. Fermor, aux reproches qu'on lui adressait, aurait répondu : « Les circonstances sont telles, Monseigneur, qu'il faut quelquefois mentir. Je voudrais bien que l'ennemi m'attaquât ici, je le battrais. »

Dans le camp prussien, la matinée du 24 août fut consacrée à un repos bien mérité. On repartit dans l'après-midi et on vint cantonner à quelque distance de la rivière de Mietzel, entre le village de Darmietzel et le moulin de Neu-Damm où le Roi passa la nuit. Durant l'étape, il y eut quelques coups de fusil échangés entre les éclaireurs prussiens et les Cosaques; ces derniers, en se retirant, mirent le feu aux ponts qui desservaient les villages de Darmietzel, Quartschen et Kutsdorf, les plus voisins des quartiers russes; le pont du moulin resta intact et deux régiments de dragons de l'armée royale, avec quelques canons, l'utilisèrent pour s'établir sur la rive sud.

Cherchons à nous rendre compte du terrain où allait s'engager une des luttes les plus meurtrières de la guerre. Le village de Zorndorf, qui donna son nom à la bataille, est situé à peu près au centre d'un quadrilatère borné au nord par le Mietzel, au sud par la Wartha, tous deux af-

(1) Saint-André à Kaunitz. Friedeberg, 28 août 1758. Archives de Vienne.

fluents de l'Oder, à l'ouest par ce fleuve et à l'est par la forêt de Massin. Autour de Zorndorf et de Wilkersdorf, bourgades éloignées l'une de l'autre de 3 kilomètres, et jusqu'à Quartschen, s'étend un plateau sablonneux, émaillé de petits étangs, bosselé çà et là de renflements presque inappréciables. Couverte aujourd'hui, jusqu'à la lisière des bois, de cultures de céréales, la plaine devait offrir, à l'époque de la bataille, de grands espaces en friche ou livrés à la vaine pâture. Le spectateur qui gravit l'une des buttes en avant de Zorndorf et qui regarde du côté du nord, voit se dérouler le théâtre de l'action; à gauche, les bois de Drewitz, qui le séparent de l'Oder en gagnant vers le Mietzel dont le cours encaissé se dérobe à la vue; devant lui, le terrain se relève en pente insensible, coupé par trois ravins à peu près parallèles, à fonds marécageux, que l'on devine sans pouvoir en suivre les contours, et qui servent à déverser au Mietzel les eaux de la contrée. Ce sont, en allant de gauche à droite, le Zubergrund, le Galgengrund, le Hofebruck. Entre les deux premiers, une croupe dont le point culminant, couronné par un monument commémoratif, porte l'appellation prétentieuse de Fuchsberg; entre le Galgengrund et le Doppelgrund ou Langegrund, qui n'est qu'un bras du Hofebruck, le Galgenberg, seconde hauteur plus longue et moins accusée que le Fuchsberg; sur le fond du tableau, s'estompe la feuillée sombre de Darmietzel; au delà et plus à droite, la forêt de Massin, sur l'orée de laquelle se détachent la tour blanche de l'église et les chaumières à toit rouge de Zicher. Derrière le spectateur, un peu en contre-bas, Zorndorf, dont les vergers cachent les deux étangs autour desquels se groupent les maisons du village. Des alentours, émergent les moulins à vent, caractéristiques de toute l'Allemagne du Nord, et les clochers pointus de Wilkersdorf, de Batzlow, de Gross-Cammin; au demeurant, un pays essentiellement plat, sans accident bien marqué.

Comparons les forces respectives (1) des armées qui allaient se mesurer dans le champ clos que nous venons de décrire. Défalcation faite de la garnison de Custrin et des troupes laissées à la garde du pont d'Alt-Güstebiese, Frédéric avait avec lui 38 bataillons et 83 escadrons; 21 des premiers et 45 des seconds appartenaient au corps de Dohna; le reste était venu de Silésie. Indépendamment des canons régimentaires, le parc d'artillerie comptait 117 obusiers et pièces de gros calibre. Les Prussiens disposaient ainsi de 25.000 fantassins et 12.000 cavaliers. Fermor pouvait leur opposer 55 bataillons et 21 escadrons, soit un peu plus de 36.000 fantassins, 3.300 cavaliers et 3.000 Cosaques ou irréguliers (2) appuyés de 240 pièces de position et de régiment. La supériorité des Russes en infanterie et en artillerie était compensée, dans une certaine mesure, par leur infériorité en cavalerie, arme pour laquelle le terrain était singulièrement propice.

Dès l'aube d'une longue journée d'août, le roi de Prusse commença son mouvement; très semblable à celui qui lui avait si bien réussi à Leuthen, il consistait à tourner l'adversaire et à porter sa première et principale attaque sur l'une des ailes; le début de l'opération s'accomplirait sous le couvert de la forêt de Massin et avant que les Russes n'eussent pris l'éveil, mais la complète exécution comporterait une marche parallèle aux lignes ennemies et ne serait pas sans danger. Frédéric qui, malgré la défaite de Lehwaldt à Gross-Jägersdorf, avait conservé une médiocre opinion des troupes moscovites et de leurs généraux, n'hésita pas à courir le risque. Au cours de l'action, il

(1) Le Dr Immich (*Die Schlacht bei Zorndorf*) a résumé et critiqué avec beaucoup de soin et d'impartialité les sources de renseignements. Les chiffres que nous donnons sont ceux des conclusions de son travail; ils sont également ceux des écrivains allemands les plus récents, notamment de Wengen et d'Unger.

(2) Au cours de l'après-midi les Russes furent rejoints par 2.000 Cosaques.

dut avouer que, si son appréciation sur le compte des derniers était juste, il se trompait lourdement en ce qui concerne les premiers. L'infanterie prussienne traversa le Mietzel au moulin de Neu-Damm, la cavalerie au pont de Kersten, un peu plus en amont; elles débouchèrent de la forêt à Batzlow, se formèrent en 4 colonnes et, flanquées par un rideau de cavalerie, se dirigèrent sur un point en arrière de Wilkersdorf et Zorndorf. Les Cosaques qui éclairaient l'armée russe se retirèrent en mettant le feu aux deux villages. Le Roi, selon son habitude, accompagnait sa cavalerie légère; il fit une reconnaissance de l'ennemi et prit ses dispositions pour l'attaque.

Ainsi que le démontrera un coup d'œil jeté sur la carte, Frédéric avait gagné la première manche avant même d'avoir croisé le fer; sa position était devenue excellente et celle de son adversaire détestable. Les Prussiens, postés derrière Zorndorf, appuyés sur leur base Custrin, d'où ils pouvaient tirer vivres et munitions, avaient intercepté les communications des Russes avec leurs équipages, laissés, comme on le sait, sous faible garde à Klein-Cammin. A l'inverse, Fermor, acculé à une rivière dont il avait détruit les ponts, était dans un véritable cul-de-sac, sans moyen de se ravitailler et sans retraite assurée. L'avantage que Frédéric s'était procuré était si marqué qu'on lui a souvent reproché d'avoir assailli l'armée russe au lieu de s'être contenté du succès facile que lui eût valu la prise du camp de Cammin. Fermor, privé de ses bagages, de ses moyens de transport, eût été forcé d'évacuer un pays dans lequel il n'eût plus trouvé moyen de faire subsister ses soldats. Par contre, il est vrai, le général russe aurait eu le loisir de rappeler à lui son lieutenant Rumjanzew et de prendre une grande supériorité sur les Prussiens. Fut-ce cette crainte qui détermina Frédéric, sûr d'ailleurs qu'en cas de victoire le convoi ne lui échapperait pas, à se jeter sans retard sur le gros des Russes? Fut-il

entraîné par l'heureuse issue de sa tactique et par le mépris qu'il avait pour son ennemi? Fut-il désireux, par une défaite retentissante, de tirer vengeance des actes de cruauté et de sauvagerie par lesquels les Russes, ou du moins les Cosaques, avaient signalé leur invasion? Quel que fût le motif de sa conduite, il ne montra aucun symptôme d'hésitation, et ne paraît pas avoir varié, depuis son arrivée à Custrin, dans l'intention de livrer bataille.

Une longue controverse s'est engagée, entre les historiens militaires, au sujet de l'ordre dans lequel l'armée russe était rangée au commencement de l'affaire. De nombreux écrivains, et parmi eux l'ingénieur saxon Tielke, qui accompagnait son prince et assistait à l'action, affirment que Fermor, se conformant aux méthodes en usage pendant les guerres contre les Turcs, avait disposé ses troupes en carré. Masslowski, au contraire, s'appuie sur les documents empruntés aux archives de Pétersbourg pour réfuter ce qu'il appelle une légende et s'évertue à prouver que Fermor n'eut pas recours à une formation, excellente peut-être contre les hordes barbares, mais des plus défectueuses alors qu'elle est exposée au feu de mousqueterie et d'artillerie d'une armée européenne. Cependant, il est difficile de négliger les affirmations des officiers prussiens, de spectateurs comme l'Anglais Mittchell ou le lecteur Catt, du Roi lui-même, qui parlent des troupes moscovites comme réparties sur 4 lignes et rangées en carré. Que les Russes aient ainsi passé la nuit du 24 ou 25, cela paraît hors de doute. Conservèrent-ils cet ordre de bataille pendant la journée du 25? cela semble peu probable. Aussi sommes-nous enclin à nous rallier aux conclusions des critiques qui cherchent à concilier les assertions divergentes. Averti de grand matin du mouvement des Prussiens, Fermor, jusqu'alors incertain sur le point de l'attaque, se rendit bientôt compte qu'elle serait dirigée de la plaine de Zorndorf; il fit exécuter à ses régiments une con-

tremarche de manière à faire face au sud et distribua son canon sur le nouveau front, mais il laissa en place les bataillons qui garnissaient les petits côtés de l'ancien rectangle. Ces unités se trouvèrent donc entre les deux lignes d'infanterie dont elles doublaient la profondeur sur chacune des ailes. La cavalerie fut postée derrière l'infanterie et les intervalles de celle-ci furent occupés par les réserves de chaque corps et par le reste des équipages légers dont une partie seulement fut évacuée sur Quartschen. Vue des environs de Zorndorf, l'armée russe paraissait constituer une masse dont les échelons s'étageaient l'un derrière l'autre et produisait, par l'accumulation de 36.000 fantassins sur un front de trois kilomètres et demi et dans un espace resserré, l'impression d'un carré irrégulier. Par la nature du terrain, les Russes étaient divisés en trois groupes principaux, leur aile droite sur le plateau du Fuchsberg, l'extrémité touchant au Zubergrund; le centre et une partie de la gauche sur les hauteurs, entre le Galgengrund et le Doppelgrund; l'extrême gauche au delà de ce bas-fond, jusqu'à Zicher, avec quelques bataillons en garde-flanc à proximité de ce village.

A huit heures du matin (1), les Prussiens avaient gagné les derrières de Zorndorf et de Wilkersdorf; l'infanterie, en trois divisions, était sous les ordres du prince Maurice de Dessau; une avant-garde de 8 bataillons, sous le général Manteuffel, que nous avons vu se distinguer à la bataille de Prague aux côtés du vieux Schwerin; la première ligne,

(1) Le récit de la bataille est tiré des ouvrages et pièces suivantes : *Geschichte des Siebenjährigen Krieges von des Grossen Generalstab.* — Journaux de Mitchell et de Catt. — Masslowski, *Der Siebenjährige Krieg nach russischer Darstellung.* — Rambaud, *Russes et Prussiens.* — Immich, *Die Schlacht bei Zorndorf.* — Rapports de Saint-André. Archives de Vienne. — Journal de Mesnager. Archives de la Guerre. — Tielke, *Campagnes de 1756 à 1763.* — Fr. v. Wengen, *Deutsche Heeres-Zeitung*, Berlin, Marz, 1894. — Major v. Unger, *Beiheft z. Militar Wochenbl*, 1901. — Oberst v. Etzel, Berlin, 1858, etc., etc. Voir la carte à la fin du volume.

forte de 20 bataillons, conduite par les généraux Dohna et Kanitz; la seconde, de 10 bataillons, aux ordres de Forcade; 40 escadrons soutenant l'aile gauche, 12 servant de flanqueurs à la droite; tout à fait à gauche, à la lisière du bois de Drewitz, était une réserve de 31 escadrons, cuirassiers et hussards, sous le commandement de Seydlitz, le héros de Rosbach. L'action commença par une canonnade qui dura une heure. Le Roi avait établi, au nord de Zorndorf, deux batteries de vingt et quarante pièces qui ouvrirent un feu des plus vifs. Les Russes, qui avaient à leur droite une grande partie de leur matériel (1), y répondirent de leur mieux, mais le tir concentré des batteries prussiennes fut plus efficace; les projectiles, pénétrant dans la masse profonde, enlevaient plusieurs files à la fois; le récit de Tielke parle d'un boulet de canon qui aurait couché par terre 42 hommes d'un régiment de grenadiers. Sous la protection de leur artillerie, les troupes royales s'avancèrent à l'assaut; la poussière et la fumée des maisons de Zorndorf, que les Cosaques avaient incendiées en se retirant, chassées par le vent dans la direction des Russes, leur cachaient le mouvement des Prussiens, mais empêchaient ceux-ci de voir soit ennemis soit camarades. De là une certaine confusion dans l'exécution de la manœuvre ordonnée par le Roi. Obligé de renoncer à l'idée de tourner l'extrême droite de Fermor qui s'appuyait sur les bas-fonds marécageux du Zubergrund, Frédéric s'était décidé à diriger une attaque directe contre le Fuchsberg; au premier choc était affectée l'avant-garde de Manteuffel que seconderait l'aile gauche de la première ligne commandée par Kanitz, tandis que la droite refusée resterait inactive. Mais ce général, ne pouvant traverser Zorndorf en flammes, dut faire défiler ses bataillons en dehors

(1) Decker, *Emploi de l'artillerie pendant la Guerre de Sept Ans*. Traduction française. Paris, 1839.

du village, puis arrivé dans la plaine, il inclina trop à droite, et en définitive, en place de doubler la division de Manteuffel se déploya à la droite de ce dernier. De ce fait, l'infanterie prussienne, au lieu d'une oblique dont l'extrémité gauche aurait été fortement renforcée, prit l'aspect d'un long et mince ruban parallèle à une partie de la position moscovite et s'en écartant au fur et à mesure qu'elle gagnait vers la droite.

Sans soutien, très éprouvés par la fusillade et par la canonnade, les 8 bataillons de l'avant-garde n'allèrent plus de l'avant et commencèrent à flotter; Fermor s'aperçut de cette hésitation et les fit aborder par la cavalerie de Marvinof. La charge eut un plein succès; la division Manteuffel se replia en désordre, entraînant dans son recul les 7 bataillons les plus rapprochés de la division Kanitz. Les fuyards se mirent à l'abri derrière Zorndorf et Wilkersdorf; quelques-uns coururent jusqu'à Batzlow et la forêt qui avoisine ce village. De son côté, l'infanterie russe, lasse de l'attitude passive qu'elle avait conservée jusqu'alors, voulut achever la débandade des Prussiens et se jeta à leurs trousses en poussant des cris de triomphe. Mal lui en prit, car mise en confusion par son élan victorieux, elle ne put résister à l'assaut de la cavalerie royale. Celle-ci, qui suivait de loin la marche en avant, avait volé au secours de son infanterie battue; le prince Maurice, à la tête de ses dragons, avait repoussé les escadrons russes; de son côté, Seydlitz avec la grosse cavalerie, gendarmes, gardes du corps et cuirassiers, avait trouvé le moyen de franchir le Zubergrund et s'était lancé contre les fantassins russes que les hussards de Zieten et de Malachowski prenaient en flanc.

C'est à cet épisode de la matinée que se rattache l'anecdote plus ou moins légendaire d'après laquelle, aux ordres réitérés du Roi de faire donner ses escadrons, et à la menace qu'il paierait de sa tête toute désobéissance, Seyd-

litz aurait répondu : « Après la bataille, ma tête sera à la disposition de Votre Majesté, mais pour le moment, et avec la permission de Votre Majesté, je la conserverai pour m'en servir moi-même. » Que le trait soit authentique, ou, comme le prétendent d'autres narrateurs, que Seydlitz se fût engagé sans attendre les instructions du souverain, toujours est-il que l'intervention fut des plus opportunes et qu'elle rétablit en faveur des Prussiens la balance d'une affaire fort compromise.

Dans toute la plaine entre Zorndorf et le Fuchsberg se livra une lutte acharnée; les Russes surpris, lents à la manœuvre, ne parvenaient pas à se mettre en carré, mais formaient des groupes isolés dont beaucoup se firent hacher sur place. Le bruit s'était répandu dans les deux armées qu'on n'accorderait pas de quartier, aussi se battit-on avec fureur; les blessés se soulevaient pour tirer encore, plusieurs officiers russes qui s'étaient rendus prisonniers furent tués par les soldats prussiens que ne pouvaient contenir leurs supérieurs. Après une résistance désespérée, l'aile droite russe, écrasée par la puissante cavalerie de Seydlitz, fut littéralement mise hors de combat; elle perdit toute consistance; « les régiments, raconte le Suédois Armfeldt (1), étaient devenus de véritables essaims d'abeilles ». Sur les derrières, le désordre fut encore augmenté par le pillage (2) des barriques d'eau-de-vie que les fuyards trouvèrent dans les fourgons et dans les maisons de Quartschen.

A l'engagement de l'aile droite assistaient le général Fermor et son état-major, entre autres, le prince Charles de Saxe et Saint-André. Ils durent se sauver avec le reste. D'après l'Autrichien (3), le généralissime lui aurait an-

(1) Armfeldt à Hamilton. Landsberg, 17 sept. 1758. Etzel. Annexes.
(2) Relation de la bataille par le général Panin. Etzel. Annexes.
(3) Saint-André à Kaunitz. Friedeberg, 28 août 1758. Archives de Vienne.

noncé son intention de se retirer à Schwedt ou partout où il pourrait; à en croire Mesnager, mauvaise langue comme on le sait (1), trouvant le pont sur le Mietzel brûlé, et « n'osant se risquer à passer la rivière à la nage, il rétrograda et vint aux équipages s'enfermer dans son carrosse attendre l'événement ».

Que ce détail ait été inventé ou exagéré, il est certain que Fermor fut absent du champ de bataille pendant au moins quelques heures de l'après-midi et ne reprit le commandement que vers le soir. Quant au prince, suivi de son conseiller, « après avoir passé le petit ruisseau et le marais, il trouva des paysans prussiens armés qui voulurent lui disputer le passage de la rivière, mais en ayant couché un par terre d'un coup de pistolet, Son Altesse Royale passa à la nage et se retira à Soldin où M. de Saint-André lui fit prendre sa retraite à travers les bois. » De là, ils gagnèrent le camp de Rumjanzew, qu'ils mirent au courant de la situation, et ne rejoignirent le quartier général que quatre jours après la bataille.

Il semblerait que la défaite de l'aile droite des Russes eût assuré la victoire aux Prussiens. Il n'en fut rien; la sanglante mêlée n'en était qu'à son premier acte. L'élan des escadrons de Seydlitz fut arrêté par l'obstacle du Galgengrund et par le feu des Russes massés sur le renflement qui sépare ce fond du Doppelgrund; ils allèrent se reformer derrière Zorndorf.

Au combat du matin succéda une nouvelle affaire; le théâtre de la lutte se déplaça; la bataille de l'après-midi, aussi meurtrière que celle du début, se livra entre les villages de Wilkersdorf et de Zicher sur le terrain légèrement vallonné que traverse le Langer-Bruck. S'attaquer à la gauche de l'ennemi, la refouler sur le Mietzel, aborder en flanc leur centre et l'enfiler de son artillerie,

(1) Journal de Mesnager, Annexe à sa lettre du 31 août. Archives de la Guerre. Allemagne, 3481.

telle était l'opération qui, dans l'esprit de Frédéric, devait achever la destruction de l'armée de Fermor. La gauche des Russes, composée du corps de réserve du général Browne, s'étendait depuis le plateau central jusqu'au village de Zicher; pour agir contre elle, le Roi devait se servir de son aile droite, refusée jusqu'alors, et formée de ses bataillons les plus solides, ceux qu'il avait amenés avec lui de Silésie. Les préparatifs prirent du temps, et il y eut dans l'engagement un intervalle qu'on employa, de part et d'autre, à disposer, pour le nouveau choc, les troupes encore intactes ou ralliées, car de l'avant-garde de Manteuffel et de l'aile droite moscovite, il ne fut plus question pendant le reste de la journée.

Quand Frédéric se rendit, vers une heure de l'après-midi, à son aile droite, il était encore, malgré tout son sang-froid, sous l'impression de la déroute des divisions Manteuffel et Kanitz; il fut reçu par le prince Maurice qui essaya de lui remonter le moral en le félicitant bruyamment des succès obtenus et en criant victoire. En prolongement de la ligne d'attaque constituée, comme nous venons de le dire, avec la droite prussienne, se rangèrent tant bien que mal les régiments de la division Kanitz à peine remis de leur échec récent; la cavalerie suivit sur les ailes et servit de réserve. Pour préparer l'assaut, Frédéric, renouvelant sa tactique de la matinée, fit placer en avant de Wilkersdorf deux batteries de grosse artillerie.

Ce mouvement était à peine ébauché et le feu recommencé, que les cuirassiers russes de Demicoude (1) apparurent sur le champ de bataille; en un clin d'œil, ils enlevèrent une des batteries royales, firent mettre bas les armes au bataillon de soutien, enfoncèrent un bataillon du régiment Prince de Prusse, et ne furent arrêtés dans

(1) Quelques récits font intervenir ce général dans la charge faite le matin par la cavalerie russe. Dans l'ordre de bataille, Demicoude est placé à l'aile gauche de l'armée moscovite.

leur course audacieuse que par le feu du second bataillon de ce corps. A leur tour, les dragons prussiens accoururent, refoulèrent les cavaliers de Demicoude, reprirent les pièces et délivrèrent le bataillon prisonnier.

A partir de cet épisode, les phases de l'action deviennent très confuses. Nous ne suivrons pas les critiques allemands dans les efforts qu'ils ont tentés, non sans quelque semblant de succès, pour concilier les récits nombreux et contradictoires de la dernière partie de la bataille. Pour nous en tenir aux grandes lignes, il paraît acquis que la rencontre de cavalerie que nous venons de décrire fut le prélude d'une offensive générale de l'infanterie de Browne. Ce mouvement eut pour résultat la prise de l'autre batterie prussienne et la débandade des bataillons qu'on avait eu tant de peine à rallier. Les débris de ces corps allèrent se réfugier à Wilkersdorf, à Batzlow, dans la forêt, et jusqu'aux ponts du Mietzel. En vain le Roi en personne, saisissant un drapeau, essaya-t-il de les ramener au feu; il fut impossible de leur faire quitter l'abri du village de Wilkersdorf; les chefs mêmes ne furent pas tous à la hauteur de leur tâche, car l'un d'eux, le général Rautter, fut, quelques jours après l'affaire, renvoyé de l'armée en disgrâce.

Le salut de la journée fut dû à la belle conduite des neuf bataillons de la droite entraînés par le prince Maurice, à la bravoure de la cavalerie et au coup d'œil des généraux de cette arme. Seydlitz eut certainement une grande part aux charges de l'après-midi, mais il semble douteux qu'il ait joué le rôle exclusif et prépondérant que lui ont attribué des admirateurs trop zélés.

Partout, dans la plaine, les scènes de la matinée se renouvelèrent; les fantassins russes donnèrent le même spectacle d'intrépidité tenace; les combattants, trop mêlés les uns aux autres pour tirer, ne se battirent plus qu'à l'arme blanche, sabre contre baïonnette. Enfin la supé-

riorité de discipline, et surtout d'instruction militaire, prévalut; l'aile gauche de l'armée russe eut un sort identique à celui de l'aile droite; les fuyards gagnèrent les bords du Mietzel, mais faute de ponts, ne purent franchir la rivière. Peut-être même l'impossibilité de continuer la course fut-elle une circonstance heureuse pour les Russes. Le général Demicoude (1), qui dans cette journée paya tant de sa personne, parvint à rallier un millier de fantassins, y ajouta quelques escadrons encore en ordre, et alla rejoindre le centre qui tenait toujours derrière le Galgengrund. Il y eut sur ce point une résistance des plus obstinées dont les Prussiens ne vinrent pas à bout. L'obscurité et plus encore la lassitude du soldat mirent fin à la bataille. Tout était dans la plus grande confusion : « La grosse artillerie, écrit Mitchell (2), avait été retirée faute de munitions, l'infanterie avait fui à l'exception de 9 bataillons. La cavalerie, en selle depuis deux heures du matin, n'en pouvait plus. » A la tombée de la nuit, ce qui restait encore dans le rang des fantassins prussiens, et toute la cavalerie, bivouaquèrent sur l'extrémité de l'ancienne position du corps de Browne, à l'ouest du Doppelgrund, à Zicher et à Wilkersdorf; les débris des régiments débandés, dans la forêt de Massin. De leur côté, les Russes semblent s'être reportés vers le Zubergrund, quelques fractions sur le Fuchsberg et près des ruines de Zorndorf. Entre les deux armées, le théâtre de la mêlée, couvert de morts et de blessés, semé de bouches à feu, d'affûts, de voitures brisées, était abandonné aux Cosaques et aux maraudeurs occupés à dépouiller les morts et quelquefois à achever les blessés. « Nous avons passé la nuit, raconte Mitchell, plutôt sur les bords du champ de bataille que sur le champ de bataille lui-même, avec les Russes de l'autre côté presque à portée de canon, si bien qu'à mon avis le champ lui-

(1) Demicoude était Suisse de naissance.
(2) Mitchell Papers.

même, pendant cette nuit du 25 août, a été délaissé aux morts et aux pièces de canon des deux partis. »

A la suite du combat de l'après-midi, la situation respective s'était modifiée, en réalité, au profit des Russes. Sans doute, ils s'étaient laissé enlever une bonne partie de leur camp, mais ils avaient recouvré, au moins partiellement, leur communication avec Klein-Cammin où étaient leurs bagages et avec Landsberg qui était leur base de ravitaillement; les Prussiens, au contraire, n'avaient plus la leur avec Custrin. Mais, de part et d'autre, on était trop fatigué pour songer à autre chose qu'au repos. La moitié de l'armée russe était dispersée dans les bois, hors de combat ou prisonnière; elle avait perdu le tiers de son artillerie; le déchet en officiers était extraordinaire; le général en chef avait été légèrement, Browne dangereusement blessés; beaucoup d'hommes, ivres-morts à la suite du pillage des voitures, étaient incapables de tout service. Il eût suffi d'un effort de la part des Prussiens pour achever la débâcle, mais cet effort eût dépassé ce qui leur restait d'énergie. Épuisés par leurs marches des derniers jours, sur pied depuis l'aube, ayant combattu pendant dix heures sous un ciel de feu, les soldats de Frédéric n'avaient d'autre souci que celui du sommeil; même dans les régiments de Silésie, il y avait de grands vides; les munitions faisaient défaut; en un mot l'armée royale eût été, elle aussi, à la merci d'un retour offensif de son adversaire.

Dès l'aube du 26 août, Frédéric, qui avait couché au bivouac, alla reconnaître la nouvelle position de l'ennemi; il posta sa cavalerie sur le plateau, au nord de Wilkersdorf, les bataillons de Silésie demeurèrent au centre; vers huit heures, on put rassembler une partie des fugitifs de la veille et les établir à droite, entre le Galgengrund et le Doppelgrund; les hussards en garde-flanc à l'extrême droite vers le Mietzel. Les Russes, de leur côté, étendirent leur droite vers Zorndorf et paraissent avoir eu recours

à cette formation en carré qui leur était si familière. Pendant la journée du 26, il y eut une canonnade qui, faute de munitions, ne dura pas longtemps, et une escarmouche du côté de Quartschen entre les Cosaques et les hussards de Ruesch où ces derniers eurent le dessous. Fermor ayant proposé un armistice pour enterrer les morts et ramasser les blessés, le général Dohna lui répondit, par ordre du Roi, que les Prussiens, étant restés maîtres du champ de bataille, se chargeraient de ce soin.

Dans la nuit du 26 au 27 août, vers minuit, Fermor quitta son camp, emmenant avec lui ses blessés et ses équipages, longea les bois, passa au sud de Wilkersdorf et gagna Klein-Cammin où était son gros bagage. Cette marche, exécutée avec le plus grand ordre, ne fut pas inquiétée par les Prussiens, qui n'essayèrent même pas d'entamer l'arrière-garde; elle fait honneur à Fermor et à ses soldats. Frédéric suivit son adversaire à distance et se posta en face de lui à Tamsel, la droite appuyée à la Wartha et à peu de distance de Custrin.

A la bataille de Zorndorf, les pertes de part et d'autre furent énormes; celles des Prussiens se montèrent à 3.566 tués, 6.297 blessés et 1.474 prisonniers ou disparus, soit un total de 11.337, plus de 30 p.100 de l'effectif engagé. L'infanterie, beaucoup plus éprouvée que la cavalerie, eut 40 p.100 de son personnel mis hors de combat. Vingt-six pièces de canon, 8 drapeaux et 3 étendards (1) tombèrent entre les mains des Russes. Parmi les généraux, le major général Zieten fut tué, Froideville mortellement et Kanitz grièvement atteints. Les Russes accusèrent 10.886 tués ou disparus (2) et 12.788 blessés, soit en tout 23.674 officiers et soldats, chiffre qui aurait été atténué par la rentrée,

(1) D'après Masslowski. Les historiens prussiens donnent pour les trophées des chiffres inférieurs.

(2) D'après le Journal de Mesnager, ce chiffre aurait été grossi de manière à y comprendre une partie de l'incomplet des compagnies.

quelques jours après l'action, de près de 5.000 manquants. Les prisonniers faits par l'armée royale atteignirent le chiffre de 83 officiers dont 5 généraux, tous blessés, et 2.400 soldats. A en croire les rapports des Prussiens, ils auraient enlevé aux Russes 103 canons, 24 drapeaux, beaucoup de bagage et une bonne partie de leur caisse militaire. Masslowski ne mentionne que 80 canons et 11 drapeaux. Après la lecture de ces détails, on ne sera pas surpris que l'avantage ait été revendiqué par chacun des combattants et le *Te Deum* chanté dans les deux camps. Ni l'un ni l'autre des antagonistes ne chercha à continuer les opérations; de part et d'autre on était trop épuisé pour reprendre l'offensive. Les Russes furent les premiers à battre en retraite; le 31 août à 7 heures du soir, Fermor leva son camp de Cammin et rétrograda sur Landsberg, sans être harcelé par le Roi.

Beaucoup plus habile que son adversaire, Frédéric, dès le lendemain de l'affaire, avait affirmé son titre de vainqueur et avait exagéré à dessein les résultats de sa victoire. Les dépêches à la margrave de Baireuth, au roi George, au ministre Finckenstein, au margrave Charles, enflent les pertes des Russes, atténuent les siennes et parlent de poursuite. Avec le prince Henri (1) le Roi est plus véridique : « La bataille du poste de Quartschen fut gagnée à 2 heures; après quoi nous avons été sur le point d'être battus totalement, et par trois succès différents, où je n'ai pas toujours trouvé tout le secours possible dans l'infanterie, je les ai battus. Je suis très content de la cavalerie. Je ne sais ni la perte de l'ennemi, ni la mienne. » D'après le récit de Catt (2), le Roi n'aurait pas dissimulé les vicissitudes de l'affaire : « Elle a été terrible cette journée,

(1) Frédéric à Henri, 25 août 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, page 187.

(2) Catt, *Entretiens avec Frédéric le Grand*. Leipsick et Paris, 1885, page 161.

et j'ai vu le moment où tout allait au diable. Tout y serait allé sans mon brave Seydlitz et sans le courage de mon aile droite et surtout de celui (le régiment) de mon cher frère et de Forcade; je vous le dis, ils ont sauvé l'État et moi. » Suit une critique acerbe de la conduite des régiments de la Prusse : « Ces b..... ont eu une terreur panique dont on n'a pu les faire revenir. Qu'il est cruel de dépendre de ce ramas de drôles! » Puis, de capitaine devenu philosophe, le Roi déclame l'ode de Rousseau à la Fortune :

Juges insensés que nous sommes,
Nous admirons de tels exploits.
Est-ce donc le malheur des hommes
Qui fait la vertu des grands rois?
Leur gloire, féconde en ruines,
Sans le meurtre et sans les rapines
Ne saurait-elle subsister?...

Soyons convaincus que les sentiments humanitaires qu'évoquait le prince avec tant d'à-propos, ne contrarièrent en rien les mesures énergiques qu'il prit pour réorganiser ses troupes.

Quant à l'armée russe, Mesnager, écrivant dix jours après la bataille (1), en fait un triste tableau : « Il y a bien encore assez d'artillerie de campagne mais presque plus d'officiers ni de munitions. La cavalerie qui a fait des merveilles, toujours en atteignant à la débandade, est réduite à moitié. Il est parti 9.000 blessés pour Marienwerder ; les 3/4 périront certainement puisqu'il n'y a pas de chirurgien. Enfin, Monseigneur, dans l'état où nous sommes il est fort à souhaiter que la campagne finisse bientôt. »

A Landsberg, Fermor fut rejoint par Rumjanzew ; ce général, quoique averti par les fuyards, parmi lesquels se trouvaient Saint-André et Galitzin, commandant de la première division, de la situation critique de l'armée, était

(1) Mesnager à Belleisle. Landsberg, 6 septembre 1758. Archives de la Guerre.

demeuré immobile à Schwedt et ne commença sa marche pour rallier le gros que sur les ordres réitérés de son chef. Son arrivée ranima le moral des Russes et porta leur effectif à environ 32 ou 34.000 combattants (1). S'il faut s'en rapporter au dire de Mesnager, sujet il est vrai à caution, Fermor aurait été sur le point de continuer la retraite jusqu'à la Vistule et n'aurait renoncé à ce parti que sur les prières de Rumjanzew et de Demicoude, et par crainte du blâme de sa cour.

La première quinzaine de septembre se passa dans l'inaction et l'incertitude. Sans nouvelles des Autrichiens et des Suédois, en plus mauvais termes que jamais avec ses lieutenants, auprès desquels son autorité avait été compromise à la suite des événements de Zorndorf, Fermor ne voulut rien engager (2) sans ordres positifs de Pétersbourg. Le 16 septembre, il reçut une décision de la conférence en date du 4 de ce mois, en vertu de laquelle pleins pouvoirs lui étaient donnés; il convoqua aussitôt un conseil de guerre où il fut résolu de reprendre l'offensive. Conformément à cet avis, l'armée s'ébranla de Landsberg le 20 septembre et s'avança lentement jusqu'à Stargard où le quartier général fut installé le 30.

Depuis la dernière semaine d'août, les nouvelles de Saxe et de Lusace devenaient chaque jour plus alarmantes, aussi Frédéric n'avait-il pas attendu le départ des Russes de Cammin pour détacher le prince François de Brunswick, avec 6 bataillons et les hussards de Zieten, au secours de sa capitale menacée par Laudon. Le 2 septembre, il quitta le camp de Tamsel (3) avec le reste des troupes qu'il avait amenées de Silésie, confiant à Dohna le soin de surveiller

(1) Mesnager à Belleisle. Landsberg, 12 et 16 septembre 1758. Archives de la Guerre.

(2) Masslowski, vol. II, page 207.

(3) Frédéric à Henri. Blumberg, 2 septembre 1758. *Correspondance Politique,* vol. XVII, p. 206.

l'ennemi. Fermor ne sut pas profiter d'une circonstance qui modifiait la situation en sa faveur : Quoique pendant son incursion en Poméranie il n'eût devant lui que des forces très inférieures, il laissa la fin de la campagne s'écouler sans autre incident que des escarmouches entre ses avant-postes et ceux de Dohna. Les Russes, après une station de 15 jours à Stargard, se replièrent successivement sur Dramburg, puis sur Tempelburg où ils furent rejoints par le général Palmenbach. Cet officier avait été chargé, avec 3.000 fantassins (1), quelques centaines de cavaliers et 14 pièces de canon, de faire le siège de Colberg, port situé sur la mer Baltique. Le contingent affecté à cette entreprise aurait été tout à fait insuffisant si la place, assez forte en elle-même, bien munie d'artillerie et de munitions, avait eu une garnison adéquate. Il n'en était rien; le commandant prussien, le colonel Schmaling, ne pouvait disposer que de 700 hommes de milice, 3 officiers du génie et d'artillerie et quelques volontaires pris dans la population civile. Palmenbach ouvrit ses travaux le 4 octobre et les continua, d'une façon plus ou moins intermittente, jusqu'au 29; ce jour, il apprit l'approche du général Wobersnow qui venait de surprendre un poste russe à Greiffenberg. Sur le rapport des fuyards attribuant au détachement prussien un effectif très exagéré, Palmenbach évacua ses tranchées, et après un essai infructueux d'escalade, leva le siège qui lui avait coûté 4 à 500 hommes, et rallia le gros de l'armée. Le 8 novembre commença la retraite définitive, le 22 le territoire prussien était complètement libéré et la dislocation des troupes décidée.

En résumé, les opérations des Russes au cours de l'été et de l'automne de 1758, n'eurent d'autre effet que de mettre en relief la valeur de leurs troupes, et de grandir

(1) Les assiégeants reçurent un renfort de deux bataillons pendant le siège. Tielke, *Récit des campagnes de 1756 à 1763.*

le prestige de l'empire du Nord. Au point de vue de la lutte engagée contre le roi de Prusse, l'entreprise fut à peu près stérile. Sans doute ils avaient envahi les États de l'ennemi, ravagé une partie du Brandebourg, forcé le grand capitaine à compter avec eux; mais quand ils rentrèrent dans leurs quartiers d'hiver, de ces succès éphémères il ne restait plus rien. Affaiblie par la boucherie de Zorndorf, atteinte dans son moral par le recul qui avait suivi la bataille, l'armée moscovite n'avait pu se relever du coup qui l'avait frappée, et il avait suffi de lui opposer les régiments démoralisés de Dohna pour la tenir en échec. Il serait injuste d'imputer en entier cette défaillance à la faiblesse du commandement et de ne pas tenir compte des défauts, des vices d'organisation des services, du peu de mobilité des troupes; mais l'instrument, si imparfait qu'il fût, possédait des qualités dont un chef mieux doué eût su tirer parti. Ni pendant les jours qui précédèrent l'action, ni au cours de la bataille, Fermor ne fit preuve de capacité stratégique ou de coup d'œil tactique; on le dirait hypnotisé par la présence de Frédéric, qu'il laisse manœuvrer autour de lui sans lui opposer d'autres moyens que ceux de la résistance passive. S'il se ressaisit un instant, lors du beau mouvement de la nuit du 26 août, il retombe dans l'inaction à Landsberg, et gaspille les mois d'automne sans profiter de sa supériorité numérique. D'ailleurs, la responsabilité de ce résultat négatif il la partagea, comme nous le verrons, avec le maréchal Daun, qui lui aussi négligea les chances que lui offrait l'absence de Frédéric aux prises avec les Russes.

Du côté des Suédois, la campagne de 1758 fut à peu près aussi nulle en effets utiles que celle de l'année précédente. Libéré dès le mois de juin par le départ de Dohna, le général Hamilton ne parvint que vers la fin de juillet à Treptow où il attendit quatre semaines les instructions de Stockholm. Il était encore très indécis sur la direction à choisir, quand

il reçut à Wodach l'avis de Fermor, daté du 18 août, l'invitant à se rapprocher de l'Oder. Cette proposition rencontra de l'opposition; l'attaché français Montalembert n'était pas partisan d'une action commune avec les Russes, et poussait l'état-major suédois à faire une pointe sur Berlin et à chercher le contact avec les Autrichiens de Daun. Influencé par cette opinion, dominé par les avis des conseils de guerre qu'il réunissait à tout propos, Hamilton adopta un parti intermédiaire et chemina sur Strasburg, où sa petite armée s'établit le 4 septembre (1). En route, on avait appris la bataille de Zorndorf, et l'union avec les Russes paraissant désormais impraticable, on songea à reprendre la marche sur Berlin. Le 10, on arriva à Prenslow. Écrivant de cette ville, Montalembert exprime (2) à Choiseul l'espoir d'entraîner les Suédois jusqu'à l'Elbe : « Le général Hamilton fera tout ce qui dépendra de lui pour pénétrer jusqu'à Wittemberg et donner la main au maréchal Daun, lorsqu'il sera à Torgau. » Mais n'y avait-il pas à craindre un retour du roi de Prusse? et dans ce cas, le général autrichien ne pourrait-il détacher 25 à 30.000 hommes audevant des Suédois à Zehdenik, Fehrbellin ou Oranienberg? « Lorsque nous serons plus avancés et l'armée autrichienne aussi, je tâcherai de faire passer une lettre à M. de Montazet pour proposer à M. le maréchal Daun ce moyen de jonction. » Ces beaux projets ne furent pas réalisés; à la suite d'un nouveau conseil de guerre, Hamilton reporta le gros de ses troupes à Neu-Ruppin et ne laissa que des avant-postes à Fehrbellin et Zehdenik.

Pendant la fin d'août et la première moitié de septembre, les Suédois n'avaient eu devant eux que des troupes légères ou de la milice. Mais le 14 septembre, Frédéric, inquiet de

(1) Montalembert à Crémille. Strasburg, 4 septembre 1758. Archives de la Guerre. Allemagne. 3482.

(2) Montalembert à Choiseul. Prenslow, 10 septembre 1758. Archives de la Guerre. Allemagne. 3482.

leurs progrès, et leur attribuant une hardiesse dont leur chef était incapable, expédia de Saxe (1), au secours de sa capitale, le général Wedell avec 8 bataillons et 5 escadrons; il fit même répandre le bruit de sa venue en personne. Wedell entra le 20 à Berlin, s'y renforça d'un régiment de dragons appartenant au corps de Dohna et se porta à la rencontre des Suédois qui, à son approche, évacuèrent Zehdenick. Il y eut un combat sanglant près du village de Tarnow entre l'avant-garde de Wedell, composée de hussards et de dragons, et un petit détachement suédois. La cavalerie de ce dernier, forte seulement de 100 hommes, courut sus aux Prussiens; elle fut complètement détruite; par contre, les fantassins formèrent le carré et repoussèrent (2) toutes les charges des hussards et des dragons qui perdirent plus de 200 hommes. Le bourg de Fehrbellin fut également attaqué mais put être défendu jusqu'à l'arrivée de Hamilton avec des renforts. Dans ces deux affaires, la conduite des troupes démontra qu'au point de vue de la bravoure, l'armée suédoise était digne de se mesurer avec son redoutable adversaire. Malheureusement pour elle, il n'en était pas de même du commandement ni de l'organisation qui laissaient fort à désirer. De l'état-major, Montalembert (3) fait une triste peinture : « Presque tous n'ont aucune teinture du métier. Il y a ici trois généraux majors qu'on ne peut absolument employer à rien..... mais ce qu'il y a de pis c'est que le moindre officier se croit égal aux généraux et que les généraux ne sont point éloignés de le croire aussi. Toujours occupés de la diète prochaine, ils ménagent tout le monde. Il y a ici quelques officiers généraux fort bons, plusieurs colo-

(1) Frédéric à Finckenstein. Schönfeldt, 15 septembre 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVI, page 233.

(2) *Histoire de la Guerre de Sept Ans*, par l'état-major prussien.

(3) Montalembert à Havrincour. Neu-Ruppin, 2 octobre 1758. Archives de la Guerre, 3484.

nels très intelligents; cette armée est excellente en elle-même, les soldats et cavaliers sont très sages, point maraudeurs, point déserteurs et très braves. Il ne leur manque qu'un chef; mais il ne faut point le chercher dans la nation; fût-il un second Turenne, il n'y serait pas propre, parce qu'il ne serait jamais ni assez respecté, ni assez craint. » Un prince étranger réussirait mieux : « Ce serait même un grand bien pour la nation en cas que la guerre ne fût pas heureuse; l'impossibilité où ils seraient de faire couper la tête à leur général les forcerait de rester tranquilles dans leurs diètes. » Les services administratifs n'existaient pas (1) : « Elle (l'armée) marche sans farines, sans fours, sans boulangers. Le soldat a 9 sols, 9 deniers de France ; quand il arrive du pain du pays au camp, il en achète ; lorsqu'il ne vient pas, il s'en passe. » Ajoutez à l'anarchie dans les rouages le manque de pontons laissés en arrière faute de moyens de transport, l'absence de cavalerie et de troupes légères, et il est facile de comprendre pourquoi l'armée suédoise rendit si peu de services à la cause commune.

La position de Neu-Ruppin, où Hamilton s'était retiré, était trop forte pour que l'on pût songer à l'y attaquer; aussi Wedell se borna-t-il à couper ses convois et à gêner ses approvisionnements. Les privations qui en résultèrent pour les troupes augmentèrent le mécontentement; Hamilton envoya sa démission à la Diète, ne voulant plus commander (2) une armée « où tout est intrigue et cabale et où tout le monde est maître ». Une diversion que le prince de Bevern fit exécuter par la garnison de Stettin, sur la ligne de communication avec Stralsund, fit rétrograder les Suédois jusqu'à Prenslow. Ils y reçurent, dans les

(1) Montalembert à Belleisle. Prenslow, 10 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3482.

(2) Montalembert à Belleisle. Neu-Ruppin, 9 octobre 1758. Archives de la Guerre.

derniers jours d'octobre (1), une dépêche de Fermor en date du 18 septembre. Le général russe, qui venait de quitter Landsberg pour marcher sur Stargard, les informait en termes vagues de son intention de se diriger vers l'Oder et les engageait à se joindre à lui près de Stettin. Dans l'attente de nouvelles plus fraîches et plus précises, l'armée prolongea son séjour jusqu'au 21 novembre, puis, sur l'avis du retour de Dohna, qui revenait de Saxe où il avait été appelé après le départ des Russes, elle regagna l'abri des murs de Stralsund et de l'île de Rugen. La campagne, qui n'avait procuré à l'envahisseur que l'avantage de vivre quelques mois aux dépens du roi de Prusse, coûta en fin de compte aux Suédois, indépendamment des malades, environ 3.000 hommes sacrifiés dans les postes qui retombèrent entre les mains de l'ennemi.

(1) Montalembert à Belleisle. Prenslow, 30 octobre 1758. Archives de la Guerre.

# CHAPITRE VI

## HOCHKIRCH

OPÉRATIONS DE DAUN EN LUSACE ET EN SAXE. — JONCTION AVEC L'ARMÉE DES CERCLES. — ARRIVÉE DE FRÉDÉRIC. — MARCHE DE DAUN SUR GÖRLITZ. — BATAILLE DE HOCHKIRCH. — FRÉDÉRIC FAIT LEVER LE SIÈGE DE NEISSE. — TENTATIVE DE DAUN SUR DRESDE. — RENTRÉE DES AUTRICHIENS EN BOHÊME ET DES IMPÉRIAUX EN FRANCONIE.

Il nous a fallu suivre les opérations des Russes jusqu'à la reprise des quartiers d'hiver derrière la Vistule; elles se distinguent d'ailleurs parfaitement de la campagne de Saxe, qui se déroula pendant la seconde moitié de l'année 1758. Au moment où nous avons interrompu notre récit, le maréchal Daun, sur les confins de la Silésie, faisait face au roi de Prusse qui venait d'évacuer la Bohême. Le départ de Frédéric pour aller au-devant des Russes eut lieu de Landshut le 11 août; l'avant-veille, le gros de l'armée autrichienne avait commencé sa marche vers la Lusace. Ce mouvement était la mise en pratique d'un projet préparé par le maréchal et approuvé (1) par la cour de Vienne. Daun, qui ne se doutait pas du départ prochain du Roi, avait obtenu l'autorisation de transporter la majeure partie de ses forces en Lusace et de prendre, dans

(1) Dépêche du cabinet de Vienne à Daun, 29 juillet 1758. Archives de Vienne.

cette contrée, une position où il serait à même de seconder l'offensive des Russes et d'intercepter les communications de Frédéric avec le prince Henri qui commandait en Saxe, et peut-être avec Dohna qu'on supposait à cheval sur le bas Oder; pendant que Daun agirait en Lusace, les généraux Harsch et Jahnus, avec un corps de 15.000 hommes posté à Arnau et Trautenau, surveilleraient les corps prussiens qui restaient en Silésie.

Masquées par la chaîne des Riesen Gebirge, les colonnes autrichiennes accomplirent leurs étapes sans rencontrer un ennemi ni même attirer l'attention des généraux prussiens. Le 20 août, Daun installa son quartier général à Görlitz, sur la route de Dresde à Breslau, et le lendemain envoya Laudon, à la tête de 7 à 8.000 hommes, essayer de prendre contact avec l'armée russe. En fait, Laudon ne dépassa pas la petite ville de Peitz située sur un affluent de la Sprée, et il ne pouvait en être autrement. Cette tentative, que Daun fit par acquit de conscience et pour donner une preuve de bonne volonté, était condamnée à l'insuccès, car Laudon n'était pas en force, et l'eût-il été, qu'il se serait heurté à l'armée royale qui se trouvait entre lui et les Russes. Au surplus, si le maréchal, en poussant son lieutenant en avant, obéissait à la lettre des instructions qui lui enjoignaient de se concerter avec le généralissime russe, il ne devait pas conserver beaucoup d'illusions sur la possibilité d'une action commune, car dès le 13 août, la cour de Vienne avait été avertie du dessein de Fermor d'entreprendre le siège de Custrin et de tendre la main aux Suédois entre Custrin et Stettin (1). Sur les mouvements des Prussiens, on n'était guère mieux renseigné dans le camp impérial : « Nous sommes tous très étonnés, écrivait Montazet (2), de ce que le roi de Prusse ne se montre

(1) Stainville à Belleisle, 15 août 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, vol. 3480.

(2) Montazet à Belleisle. Zittau, 17 août 1758. Archives de la Guerre, 3481.

pas plus vite en Lusace. M. le maréchal de Daun me disait encore il y a une heure qu'il n'avait aucune nouvelle communication de ce qu'il faisait. Cela ne nous empêche pas de cheminer en attendant en Lusace. » D'après le commissaire français, ce fut seulement en arrivant à Görlitz qu'on eut connaissance (1), par des lettres interceptées, de la course du Roi vers l'Oder et de son projet de se joindre à Dohna pour tomber sur les Russes. « Si ceux-ci, ajoute Montazet, ont le bon esprit de prendre d'excellentes positions, et même de reculer plutôt que de combattre dans un terrain désavantageux, que fera donc alors le roi de Prusse, et ne sommes-nous pas ici les maîtres d'opérer sur l'Elbe puisque le prince Henri qui protège Dresde et Torgau n'a pas plus de 20 à 22.000 hommes à ses ordres? Quel moment, Monseigneur, si nous savons en profiter! et s'il ne nous arrive pas encore des malheurs qui tiennent du miracle! »

Mais pour une expédition s'écartant du programme officiel, il aurait fallu une initiative qui ne cadrait ni avec les traditions de la cour de Vienne, ni avec le tempérament du général. Au lieu d'agir, on en référa au cabinet de l'Impératrice. Le 25 août, c'est-à-dire après cinq jours passés à Görlitz, Daun reçut l'autorisation (2) de se réunir au duc de Deux-Ponts qui, avec l'armée des Cercles et un corps autrichien, venait de pénétrer en Saxe; les deux commandants devaient se concerter pour attaquer le prince Henri, et tenter d'enlever les villes de Dresde et de Torgau. En conformité avec ce plan, Daun laissa à Schonberg, près de Zittau, le prince de Durlach avec « 16 à 18.000 hommes, pour arrêter ce qui pourrait venir de Silésie », et se mit en route avec le gros vers Meis-

(1) Montazet à Belleisle. Görlitz, 20 août 1758. Archives de la Guerre, 3481.

(2) Montazet à Belleisle. Görlitz, 25 août 1758. Archives de la Guerre. 3481.

sen, à quatre lieues en aval de Dresde. La consultation avait demandé cinq jours; la lenteur de la marche (1) en fit perdre encore, et ce ne fut que le 1er septembre que les Autrichiens arrivèrent à Niederrödern dans la banlieue de Dresde. On avait mis sept jours à parcourir une distance d'une centaine de kilomètres, et, ce qui aggravait le fâcheux effet du temps gaspillé, on avait appris la veille (2), par les réjouissances des Prussiens et par les rapports des espions, leur victoire de Zorndorf. Cependant, en se hâtant, on pouvait encore entreprendre quelque chose contre le prince Henri avant le retour du Roi. Pendant que l'on cheminait à travers la Saxe, le général Lascy, quartier-maître général de l'armée, avait pris les devants (3) à l'effet de s'entendre avec le duc de Deux-Ponts et le feld-maréchal Serbelloni, dont les forces étaient campées sur la rive gauche de l'Elbe.

Jusqu'alors, le duc n'avait joué qu'un rôle secondaire. Appelé à remplacer le prince de Saxe Hildburghausen dans le commandement des contingents de l'Empire, il avait conduit ses troupes en Bohême, où il avait rallié les 15.000 Autrichiens de Serbelloni destinés à servir sous ses ordres. Le mois de juin et la plus grande partie de juillet ne furent troublés que par les incursions des partisans Driesen et Mayer (4), qui allèrent lever des contributions pour le roi de Prusse à Bamberg et en Franconie. Le 21 juillet, l'armée combinée prit position à Brix; elle comptait (5) 60 escadrons en grande majorité autrichiens;

(1) Prince de Ligne, *Mélanges militaires*. Campagne de 1758.

(2) Montazet à Belleisle. Königsbruck, 31 août 1758. Archives de la Guerre, 3481.

(3) Boisgelin au Ministre. Schonwalde, 24 août 1758. Archives de la Guerre, 3481.

(4) Mackau à Belleisle. Ratisbonne, 24 juin 1758. Archives de la Guerre, 3476.

(5) Boisgelin au Ministre. Saatz, 19 juillet 1758. Archives de la Guerre, Allemagne. 3479.

en revanche, sur 42 bataillons d'infanterie il y en avait 29 appartenant aux Cercles, dont 10 de qualité inférieure; en tout 35 à 36.000 hommes. Malgré cet effectif respectable, le corps de Deux-Ponts, mal dirigé, médiocrement encadré, composé d'éléments disparates, quoique supérieur aux troupes qui avaient fait si triste figure à Rossbach, ne présentait qu'une valeur très relative, et était, d'après le dire de l'attaché français Boisgelin (1), « incapable de grandes opérations ». Marchant avec un flegme inouï, coupant leurs étapes par des repos prolongés, les Impériaux n'avaient franchi la frontière de Saxe que vers le milieu d'août; ils s'établirent, le 27 de ce mois, dans l'ancien camp occupé par les Saxons pendant l'automne de 1756, la gauche devant Krischwitz, le centre et le quartier général à Struppen, la droite appuyée à l'Elbe; deux ponts jetés sur le fleuve à Schandau et à Ruden, entre Wehlen et la forteresse de Königstein, permettaient la communication avec la rive droite; le général Dombasle, avec une division mixte d'Impériaux et d'Autrichiens, venait de rejoindre. Aux 45.000 soldats que comptait Deux-Ponts après cette addition, le prince Henri de Prusse pouvait opposer, sans y comprendre les garnisons, 28 à 30.000 hommes de bonnes troupes; sur l'avis de l'approche de Daun, il évacua les hauteurs de Pirna et vint camper depuis Maxen jusqu'à Gamig, avec avant-garde à Gross-Sedlitz et Pirna.

De son côté, après un séjour de quarante-huit heures à Niederrödern, Daun transféra son quartier général à Stolpen, petite ville à l'est de Dresde et au nord de Wehlen et de Pirna. Laudon, revenu de sa pointe inutile en Brandebourg, fit arrière-garde et se porta avec elle à Radeberg. Ces mouvements signifiaient l'abandon de l'effort concerté contre le prince Henri, d'après lequel le maré-

(1) Boisgelin au Ministre. Struppen, 28 août 1758. Archives de la Guerre. Allemagne. 3481.

chal devait franchir l'Elbe près de Meissen, tourner et prendre à dos les Prussiens, pendant que le duc de Deux-Ponts les aurait attaqués de front. Dans une revue rétrospective des événements, Montazet se livre à une critique sévère du changement apporté au plan primitif, et reproduit les raisons, nous pourrions presque dire les excuses, de Daun (1) : « Nous traversons la Lusace lentement à la vérité ; nous arrivons à une petite marche de l'Elbe, et c'est là que nous nous arrêtons parce que Monsieur le prince Henri, qui est couvert de Dresden et de l'Elbe, ne change pas de position. Au lieu donc de jeter sur-le-champ des ponts sur l'Elbe au-dessous de Meissen et de menacer par là sa communication avec Torgau et Leipsig, manœuvre qui lui aurait nécessairement fait prendre son parti, nous nous jetons tout d'un coup sur notre gauche pour nous porter à Stolpen, et nous nous mettons par là hors d'état pour ainsi dire de rien entreprendre sur l'ennemi. Il semble même que nous nous soyons reculés pour faciliter la jonction des troupes que le Roi de Prusse avait laissées sur les frontières de Silésie avec celles du prince Henri. J'avoue que cette manœuvre me confondit si fort et me fâcha tellement pour le bien de la cause commune, que je me plaignis par écrit (2) à M. le Maréchal Daun. Il m'assura que c'était malgré lui qu'il faisait cette manœuvre, mais qu'il y était forcé par le refus qu'avait fait l'armée de l'Empire de le seconder comme il le désirait. Il ajouta qu'il espérait tirer meilleur parti de cette armée quand il se serait rapproché d'elle. En un mot, nous partîmes, et dès cet instant je perdis toute espérance de voir recouvrer la Saxe. »

Pour arrêter la résolution définitive, un conseil de guerre

(1) Montazet à Belleisle. Stolpen, 13 septembre 1758. Archives de la Guerre. Allemagne. 3482.

(2) Le prétexte de la plainte était de n'avoir pas été convoqué à un conseil de guerre.

fut convoqué, mais seulement le 10 septembre. Il est vraiment difficile de comprendre les motifs de ce retard. Le maréchal avait été informé, le 31 août, de la bataille de Zorndorf; quelques jours après, un officier qui avait été témoin de l'affaire (1) vint en rapporter les détails et inspirer des doutes sur l'étendue de la victoire que les Prussiens prétendaient avoir remportée. Très au courant des procédés de Frédéric, contre lequel il faisait la guerre depuis longtemps, l'état-major autrichien devait savoir qu'il reparaîtrait sur le terrain de la lutte engagée en Saxe. Évidemment, ce retour demanderait du temps pour les étapes à parcourir, sans compter les jours de repos qu'on ne refuserait pas à des troupes éprouvées par les fatigues de la route et du combat; mais en attendant la rentrée des vainqueurs de Zorndorf, il était prudent de prévoir l'arrivée prochaine d'une partie du corps laissé en Silésie, ou tout au moins de la division qui était entre la Neisse et la Sprée. Chaque heure était précieuse, car en ajournant l'opération contre le prince Henri, on risquait de perdre ou de diminuer la supériorité numérique qu'on possédait sur lui. Ce dernier ne pouvait mettre en ligne que 30.000 hommes au plus, tandis que, du côté de l'Impératrice, si on additionnait aux 45.000 hommes de Deux-Ponts les 35.000 que Daun avait amenés de Görlitz, on aurait des forces presque triples à lui opposer. La cour de Vienne était si imbue de la nécessité de profiter de la situation, qu'elle insista avec énergie pour une action immédiate. Dans une dépêche du 2 septembre (2), après avoir parlé de la défaite des Russes que confirmaient les avis les plus récents, le cabinet de l'Impératrice écrivait : « Comme dans ce cas le Roi ne perdra pas un instant pour

(1) Montazet à Belleisle. Stolpen, 13 septembre 1758. Archives de la Guerre. Allemagne. 3482.

(2) Cabinet de l'Impératrice à Daun, 2 septembre 1758. Archives de Vienne.

se retourner avec son armée contre vous, vous vous rendez compte par vous-même combien il serait au plus haut point avantageux, même indispensable, d'activer le plus possible votre coup contre le prince Henri et la ville de Dresde, et si cela est possible, de mener à bout cette entreprise avant que le Roi puisse accourir en Saxe porter secours à son frère et interrompre vos opérations. » Cette invitation dut parvenir au quartier général de Stolpen le 5, au plus tard le 6 septembre, par l'entremise de M. d'Haugwitz, venu ce jour de Vienne. Par la même occasion, Daun reçut avis de l'arrangement secret concerté entre les cours de Varsovie et de Vienne pour lui livrer la forteresse de Königstein avec son artillerie. La lettre de Bruhl (1), qui annonçait le consentement du roi de Pologne, ajoutait prudemment : « Le maréchal Daun réservera cet ordre pour le moment de la dernière nécessité » et stipulait « que l'on évitera, dans l'exécution, jusqu'aux apparences qui pourraient le faire soupçonner et que les alliés du roi se chargent eux-mêmes du blâme que l'ennemi commun s'efforcera indubitablement de jeter en entier sur Sa Majesté ». Tout paraissait donc prêt pour une tentative sur Dresde; cependant, le conseil de guerre ne fut convoqué que le 10 (2), et entre cette date et celle de l'arrivée de Daun dans la banlieue de Dresde, il n'y eut d'autre incident militaire que la prise de Sonnenstein par l'armée des Cercles. Ce château, situé au bord de l'Elbe, possédait des casemates et des fossés taillés dans le roc, mais il était commandé par les hauteurs voisines; aussi, après un bombardement de quelques heures, la garnison se rendit-elle prisonnière; elle était forte de 1.400 hommes environ. Le prince Henri ne put rien faire pour secourir la place.

(1) Bruhl à Fleming. Varsovie, 28 août 1758. Archives de Vienne.

(2) Le prince de Ligne prétend qu'une journée fut perdue par suite d'une revue donnée en l'honneur de M. d'Haugwitz.

Ni ce général, à qui le Roi son frère avait remis la défense de la Saxe, ni les autorités prussiennes, ne se faisaient illusion sur l'extrême danger qui les menaçait. Dès le 23 août, Borcke, directeur de l'administration prussienne en Saxe, manifestait (1) son appréhension de voir tomber entre les mains des alliés les places de l'Elbe « qui toutes ne sauraient tenir huit jours... Il n'y a donc qu'une protection bien marquée de la Providence qui pourra nous tirer du labyrinthe et du margouillis où nous nous trouvons ». Dresde était à la merci d'une surprise (2) : « La cour d'ici, qui est notre meilleur rempart, empêchera bien qu'on n'assiège Dresden dans les formes, craintes du feu, mais il y a à craindre qu'on emporte la ville par un coup de main..... les fortifications étant assez mauvaises et la garnison composée la moitié de Saxons peu propres à s'y confier. » Le prince Henri lui-même était fort découragé : « Je suis depuis huit jours, écrivait-il (3), le soir du 3 septembre, aux ministres Podewils et Finckenstein, dans une situation des plus critiques et des plus embarrassantes, d'autant plus que depuis la dernière lettre du Roi, par laquelle il m'annonçait sa victoire sur les Russes, je suis sans avoir eu la moindre nouvelle ni directe, ni indirecte de sa part, ne sachant pas où il est, s'il a poursuivi les Russes ou s'il a pris son chemin vers la Lusace pour s'opposer au feld-maréchal Daun qui s'avance à grands pas. Le quartier général est à Königsbruck et son avant-garde à Radeburg. Il paraît, par sa position, qu'il veut établir un pont à Meissen, passer l'Elbe et tenter un coup et sur Dresde et sur Torgau. Le prince de Deux-

(1) Borcke à Podewils et Finckenstein. Dresde, 23 août 1758. Saxonia. 1758-59. Gch. Staats Archives. Berlin.

(2) Borcke à Podewils et Finckenstein. Dresde, 1er septembre 1758. Gch. Staats Archives. Berlin.

(3) Prince Henri à Finckenstein. Seydlitz, 3 septembre 1758. Gch. St. Archiv. Berlin.

Ponts, renforcé par plusieurs bataillons et escadrons de l'armée de Daun, a élargi son camp du côté de Struppen; Hadick campe vis-à-vis de moi et Dombale à ma droite, de sorte que je suis entouré d'ennemis beaucoup supérieurs en force, sans savoir ce que fera le Roi. Je n'ay pas non plus la moindre nouvelle du margrave Charles; il m'a écrit le 18 du mois passé de Grissau, en me mandant qu'il marcheroit à Loewenberg, depuis ce temps j'ignore absolument où il est et ce qu'il fait. » Plus la saison s'avançait et plus l'inaction des alliés paraissait inintelligible. « Il semble tenir du miracle, écrit Borcke (1), qu'une armée aussi formidable, de 62 bataillons et 92 escadrons, se tienne huit jours les bras croisés sans rien entreprendre pour leur bien ou notre désavantage, à quoi elle avait des occasions qui m'ont fait trembler. »

On ne saurait mieux expliquer le miracle dont parle le directeur prussien qu'en mettant en scène le maréchal autrichien, que sa lenteur systématique et sa crainte de responsabilité avaient empêché de profiter des faveurs de la fortune. De la conférenee du 10, Montazet nous a laissé un compte rendu des plus vivants (2), où il fait parler successivement les membres présents sans, bien entendu, s'oublier lui-même. Daun prit la parole le premier : « J'avais fait le projet, comme vous savez, de passer l'Elbe demain à la pointe du jour entre Pirna et Dresden... dans l'intention de prendre en dos M. le prince Henri qui campe sa droite à Maxen et sa gauche vers Gamig, tandis que l'armée de M. le prince de Deux-Ponts l'attaquerait en tête et que le corps de M. Hadick se porterait sur son flanc droit. Le projet me paraissait excellent. En conséquence tout est disposé pour jeter des ponts cette nuit, et pour faire marcher l'armée aujourd'hui à 3 heures après-

(1) Borcke à Finckenstein, 6 septembre 1758. Geh. Staats Archives. Berlin.

(2) Montazet à Belleisle. Stolpen, 10 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3482.

midi...... Mais je reçois dans l'instant des nouvelles du général Laudon qui me mande que l'armée du roi de Prusse, ou tout au moins un corps très considérable, est à Dobritz. Sans doute que c'est pour passer l'Elbe tout de suite à Dresden, moyennant quoi je dois m'attendre d'avoir demain matin le roi de Prusse sur mon flanc droit, et alors mon opération devient si difficile que je me trouve très embarrassé. » M. le Maréchal ajouta à cela qu'il lui fallait prendre son parti tout de suite, puisque le mouvement était combiné et arrangé d'hier au soir avec M. le prince de Deux-Ponts. O'Donnell, général de cavalerie, et Neutoloski déclarèrent qu'il fallait renoncer à une entreprise que l'arrivée du Roi..... rendait des plus dangereuses, et songer avant tout à conserver à l'Impératrice son armée. Montazet et Lascy furent d'une opinion différente; le Français ne croyait pas à la possibilité d'une intervention immédiate (1) des contingents qu'amenait le Roi, et estimait qu'un corps de 20.000 hommes suffirait pour les arrêter; le reste, soit 55.000 soldats appartenant aux deux armées, aurait raison des 30.000 hommes du prince Henri. Daun termina la conférence en offrant un compromis : « Je suis au désespoir que nous n'ayons pas pu exécuter hier notre projet; c'est la faute de l'armée de l'Empire qui n'a pu me promettre d'agir que demain matin; or, pour ne rien hasarder de trop, et d'un autre côté pour ne pas perdre les espérances qui nous restent, je vais toujours faire marcher les grenadiers de l'armée, et les pontons. J'ai même envie de faire marcher toute l'armée afin que nous puissions faire notre opération si les nouvelles de M. de Laudon se contredisent, ou que nous ne voyions pas le roi de Prusse en état de nous disputer le terrain. » Lascy s'évertua en vain à démontrer que ce

(1) Le 10 septembre Frédéric était en marche de Dobritz sur Reichenbach avec la division Zieten et les régiments revenus de Zorndorf; il était suivi à une étape en arrière par le margrave avec 33 bataillons et 40 escadrons.

mezzo termine présentait toutes sortes d'inconvénients : « Il fit même une observation très juste à M. le maréchal en l'assurant que ses doutes ne seraient pas plus éclaircis demain matin qu'ils l'étaient dans le moment,.... que par conséquent on ne pourrait commencer à jeter les ponts que quand il serait décidé ; que la journée se passerait peut-être à calculer et à douter..... que par conséquent il fallait rester ici et renoncer à tout, ou partir tout de suite avec la ferme résolution de passer l'Elbe et d'attaquer l'ennemi, que tout était disposé pour jeter des ponts à l'entrée de la nuit et faire de bonne besogne, qu'il espérait que cela arriverait et que c'était là son avis. M. le maréchal répondit à M. de Lascy qu'il n'allait pas aussi vite en besogne, et nous dit sur cela beaucoup de choses qui montrèrent sa prudence et sa sagesse dans tout son jour ; il finit enfin par ordonner à M. de Lascy de marcher avec les grenadiers de l'armée et les pontons, sans entamer la besogne ; qu'il lui enverrait ses ordres quand il aurait reçu de nouveaux avis et qu'il aurait pris son parti. » Il est superflu d'ajouter que les préparatifs ainsi ordonnés n'aboutirent qu'à une démonstration vaine, et qu'il ne fut plus question de franchir l'Elbe ni d'attaquer le prince Henri.

En dépit de l'incrédulité de Montazet, le bruit de la présence du roi de Prusse aux environs de Dresde était parfaitement fondé ; le temps perdu par Daun à Görlitz et en Saxe avait été utilisé par son actif adversaire. Lors du départ presque simultané du Roi et de Daun, l'un pour l'Oder, l'autre pour la Lusace, le margrave Charles d'un côté, les généraux Harsch et Jahnus de l'autre, surveillaient les frontières de la Bohême et de la Silésie. Conformément à ses instructions, le margrave se contenta d'abord d'envoyer à Greifenberg le général Zieten avec quelques troupes ; puis, sur la nouvelle de la pointe de Laudon sur Peitz, il se mit en route avec le gros de son corps, laissant Fouqué

à Landshut avec une dizaine de mille hommes. Ce fut ce mouvement du margrave qui fit rentrer Laudon en Saxe.

Longtemps Frédéric se trompa sur les vues des Autrichiens et leur prêta l'intention de tenter un coup de main sur sa capitale. « Le dessein de Daun, écrit-il à son frère (1), est sûrement de faire marcher Laudon à Berlin pour nous empêcher de passer l'Oder, mais le général Zieten, à ce que j'espère, l'en empêchera. » Le soir de la bataille de Zorndorf, il mande (2) au margrave son projet d'aller, avec une partie de son armée, à Guben se joindre à Zieten pour couvrir la capitale. Le lendemain, il fallut en rabattre; l'action avait été meurtrière; il ne pourra quitter sa position actuelle (3) avant d'être complètement débarrassé des Russes; le margrave devra s'attacher aux pas de Daun et lui barrer la route du Brandebourg, en attendant qu'il (le Roi) puisse accourir en personne. Le 28 (4), même note; l'essentiel est de s'entendre avec Zieten pour protéger le Brandebourg contre une incursion des Autrichiens et d'éviter à Berlin un deuxième affront. Le 31 août, Frédéric apprend que Daun est à Görlitz; il invite aussitôt le margrave, qui avait déjà atteint Sprottau sur le Bober, à suspendre sa course vers le nord et à ne s'occuper que de Daun dont il devra emboîter les pas « qu'il se porte à droite ou à gauche ». Dans sa correspondance, le Roi, tout en exagérant, probablement par calcul, l'importance des pertes infligées aux Moscovites, ne dissimule pas l'impossibilité de lâcher la partie avant de les avoir forcés à la retraite. Enfin, dans la nuit du

(1) Frédéric au prince Henri. Gorgast, 22 août 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 182.

(2) Frédéric au margrave, 25 août 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 187.

(3) Frédéric au margrave. Près de Custrin, 26 août 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 189.

(4) Frédéric au margrave. Tamsel, 28 août 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 193.

31 août au 1er septembre, Fermor évacue son camp de Cammin, et Frédéric (1) recouvre sa liberté. Il annonce aussitôt (2) au prince Henri sa venue prochaine : « Je marche aujourd'hui à Custrin; je me joindrai au margrave Charles à Sonnenwalde, de là je marcherai, ou bien pour passer le pont à Torgau, ou bien tout droit à Meissen pour venir en dos à Daun et l'obliger à rebrousser. » Il donne des instructions en conséquence au margrave (3) et, pour satisfaire une vieille rancune, lui enjoint de faire brûler le château du comte de Bruhl en route. Le 5 septembre, le Roi était à Lubben, le 9 à Grossenhein où il ramassait les divisions de Zieten et du margrave ; le 10, il mande de Gross-Dobritz (4) à son frère qu'il dînera avec lui le lendemain à Dresde. « Veuille le ciel que Daun passe la rivière et qu'il ait ordre de tenter quelque chose; ce serait mon salut. » L'itinéraire que nous venons de relever démontre que, si l'opération projetée par Daun était devenue scabreuse le 11 septembre, elle eût pu s'accomplir sans crainte d'interruption de la part du Roi la semaine précédente, et peut-être même le 10, date à laquelle une bonne partie des colonnes royales étaient encore fort en arrière.

Les Autrichiens conservèrent leur position de Stolpen jusqu'au 5 octobre ; pendant les trois semaines qui s'écoulèrent entre l'arrivée du roi de Prusse et cette date, les deux armées s'observèrent sans en venir aux mains. Le 13 septembre, les Prussiens, après avoir contraint Laudon à évacuer Radeberg où il était posté depuis son retour du Brande-

(1) Frédéric à Finckenstein. Blumberg, 1er septembre 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 205.

(2) Frédéric à Henri. Blumberg, 2 septembre 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 206.

(3) Frédéric au margrave. Blumberg, 2 septembre 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 206.

(4) Frédéric au prince Henri. Gross-Dobritz, 10 septembre 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 222.

bourg et à se replier sur les lignes de Daun, s'établirent à une lieue de ce dernier, sur les hauteurs de Vinschendorf, d'où un pont, à Pillnitz, leur permettait de communiquer avec le prince Henri sur la rive gauche de l'Elbe. « Les voilà donc, écrit Montazet (1), à cheval sur cette rivière avec 45 à 50.000 hommes, tout comme nous y sommes avec nos 100.000. » Il décrit la retraite un peu précipitée de Laudon et ajoute : « Voilà à quoi on passe sa vie; comme celle que je mène ici ne m'offre ni fleurs ni fruits pour la cause commune, j'avoue que j'aimerais autant en mener une autre. » Entre les deux adversaires, il y eut quelques escarmouches plutôt à l'avantage de Frédéric : « Il y a deux jours, mande Montazet (2), que l'ennemi manœuvre sous nos yeux comme bon lui semble, qu'il déposte nos corps détachés, culbute nos avant-postes, et nous restons malgré cela sur la défensive comme si nous avions 30.000 hommes de moins que lui. » Montazet aurait été encore plus furieux, s'il avait su que le Roi, en dépit de son infériorité numérique, s'était cru assez fort pour envoyer le général Wedell avec 5 ou 6.000 hommes contre les Suédois dont les progrès commençaient à l'inquiéter. Même inactivité dans le corps du duc de Deux-Ponts où l'on manquait de fourrage, et même découragement de l'attaché Boisgelin (3) : « mais c'est une armée d'Empire vicieuse dans toutes ses parties, excepté dans celles que je ne connais pas ».

Ce n'était pas seulement chez les officiers français détachés aux armées autrichiennes que se manifestait le mécontentement causé par l'effondrement des projets offensifs du maréchal Daun. La cour de Vienne s'en émut à son

(1) Montazet à Belleisle. Stolpen, 19 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

(2) Montazet à Belleisle. Stolpen, 28 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

(3) Boisgelin au Ministre. Struppen, 17 septembre 1758. Archives de la Guerre, 3483.

tour : Elle ne comprenait pas (1) l'impuissance des 72.000 hommes de Daun et des 40.000 de Deux-Ponts devant un ennemi dont l'effectif ne dépassait pas 60.000 combattants. Si l'on devait se résigner à la défensive en Saxe, elle conseillerait de détacher 20 à 25.000 hommes, sous les ordres de Hadick, avec mission de se joindre aux Russes et de tenter quelque chose du côté de l'Oder. Dans le cas où Daun verrait des objections sérieuses à se priver d'un corps aussi considérable, il se bornerait à renforcer l'armée de Silésie de 7 à 8.000 fantassins et 5.000 cavaliers. La cour s'en rapportait à lui sur le mode d'effectuer l'un ou l'autre de ces mouvements et sur le but de l'entreprise qui pourrait être Berlin ou Francfort-sur-l'Oder, et de préférence cette dernière ville; il aurait, en outre, soin d'envoyer à Fermor un officier chargé de s'entendre avec lui sur les suites de la campagne. Enfin, on informait Daun de l'organisation d'un nouveau corps d'armée dont la direction était confiée aux généraux Harsch et de Ville et qui était destiné à opérer en basse Silésie.

Entre temps, le généralissime autrichien, sous le coup du blâme à peine dissimulé des dépêches de Vienne, avait consulté Montazet (2) sur la possibilité d'une attaque des positions prussiennes. Le Français s'aboucha avec les généraux Lascy et Tilliers et combina avec eux un projet offensif. Daun le trouva trop risqué et lui opposa son idée d'intercepter les communications du Roi avec la Silésie en retournant à Görlitz. Les deux propositions, celle de Montazet et celle du général en chef, furent portées à Vienne (3) par Tilliers, et examinées en conseil de cabinet; celui-ci se prononça pour la marche sur Görlitz et avis

(1) Cabinet à Daun. Vienne, 28 septembre 1758. Archives de Vienne. Le chiffre de 72.000 comprend évidemment le corps de Durlach en Lusace.

(2) Montazet à Belleisle. Stolpen, 28 septembre 1758. 1er octobre 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, vol. 3484.

(3) Choiseul à Belleisle, 6 octobre 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, vol. 3484.

conforme fut expédié au quartier général. En attendant la coopération avec les Russes, qui paraît avoir été reléguée au second plan, sans doute à cause de la pointe de Fermor sur Stargard, Daun devait empêcher le roi de Prusse de secourir la place de Neiss dont le siège serait fait par Harsch. L'entrée en scène des troupes dont ce général avait le commandement était un événement inattendu : « Je vous avoue, écrit Choiseul (1), que l'apparition de cette nouvelle armée m'a bien étonné; elle est composée des bataillons de garnison, des Bavarois et des Toscans; elle prouve que cette puissance a des mines d'hommes inépuisables. »

Après s'être renforcé de 5 bataillons et d'un régiment de cuirassiers tirés de l'armée de Deux-Ponts, Daun commença, le 5 octobre au soir, son mouvement vers la Lusace, laissant l'armée des Cercles en face du prince Henri et fort préoccupée (2) de son isolement. L'entreprise pouvait être épineuse à cause de la proximité des Prussiens dont il fallait longer les cantonnements; elle s'exécuta cependant avec plein succès et fit le plus grand honneur à Lascy, maréchal des logis général de l'armée impériale, qui en dressa l'itinéraire. Frédéric ne s'aperçut que tardivement du départ de son adversaire, et ne put que tâter son arrière-garde par ses hussards et deux bataillons francs; mais Laudon les repoussa avec perte, leur fit des prisonniers et s'empara de deux canons. Le 7 octobre, l'armée autrichienne s'installa à Kittlitz, près de Lobau, où elle donna la main à la division du prince de Durlach posté à Reichenbach sur la route de Görlitz. « On eut avis ce même jour, écrit Marainville (3), que le roi de Prusse se portait

(1) Choiseul à Belleisle, 2 octobre 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, vol. 3484.

(2) Boisgelin au Ministre. Struppen, 6 octobre 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, vol. 3484.

(3) Relation de la bataille de Hochkirch par Marainville. Archives de la Guerre, vol. 3484.

vers Bautzen. Il vint le 8 camper en avant de cette ville et y séjourna le 9. M. le maréchal de Daun avait fait le projet d'attaquer le lendemain le corps prussien qui était à Weissenberg; ses dispositions étaient faites et les troupes furent au moment de marcher pendant la nuit lorsqu'il leur arriva contre-ordre parce que M. le maréchal avait appris que l'armée du roi de Prusse était en mouvement pour s'approcher de lui. Le 10 de grand matin les postes avancés de l'armée impériale qui étaient sur la hauteur de Hochkirch, furent obligés de se retirer parce que la tête de l'armée prussienne vint l'occuper. »

Le pays dans lequel venaient de s'engager les forces rivales est dominé par la chaîne de Hochkirch (1), qu'il ne faut pas confondre avec la colline sur laquelle est bâti le village de ce nom; cette chaîne, orientée de l'ouest à l'est, se prolonge sur une longueur d'une dizaine de kilomètres et atteint son point culminant au Czorneboh qui dépasse les environs d'une élévation de 200 à 300 mètres. Du haut de la tour qui couronne cette éminence, le spectateur voit se dérouler devant lui un plateau ondulé dont la déclivité, brisée par de fréquents accidents de terrain, s'abaisse en gagnant vers le nord et va mourir, de ce côté et à l'ouest, dans les fonds du Lobau-Wasser, petit affluent de la Sprée. Du massif boisé au centre duquel est placé l'observatoire, se détachent plusieurs contreforts dont les dernières pentes se confondent avec la vallée à niveau élevé qui le sépare du plateau dont nous venons de parler. L'un de ces éperons, plus allongé que les autres, entre les hameaux de Wuischke et Sornssig, fait saillie dans la direction des hauteurs de Hochkirch dont on aperçoit l'église en face et un peu à droite. Le promontoire ainsi formé est couvert de bois taillis qui se continuent à travers la dépression et gravissent le versant opposé.

(1) Pour éviter les confusions, nous parlerons de cette chaîne sous le nom de Czorneboh, son point le plus élevé. Voir la carte à la fin du volume.

En descendant du Czorneboh et à mesure que l'on trouve des altitudes moindres, la contrée, qui du sommet de la montagne paraissait presque plate, découvre les vallées qui la traversent du sud au nord. Ce sont les ravins étroits et en général encaissés de Drehsa, Niethen et Tschorna, qui prennent leur naissance dans les plis du massif et par lesquels coulent au Lobau-Wasser les eaux de la région. Ces tranchées servent de fossé naturel à la surface mamelonnée du plateau.

Dans tout le canton situé au nord de la grande chaîne du Czorneboh, le clocher de Hochkirch est un véritable point de repère. Bâti sur le dos d'âne d'une hauteur relative, il se détache sur l'horizon et domine suffisamment pour être vu de tous les alentours. Il est cependant, ne l'oublions pas, à un niveau inférieur à celui du contrefort entre Wuischke et Sornssig. L'église et le cimetière qui l'entoure ne sont pas, du reste, sur le point le plus élevé mais à quelques mètres en contre-bas de la première crête qui fait vis-à-vis à la grande chaîne du Czorneboh. De Hochkirch, on descend pour gagner les villages voisins de Pommritz, de Rodewitz, de Laucke et de Steindorfel. Constatons enfin que la région comprise entre les trois fonds de Drehsa, Niethen et Tschorna n'est rien moins qu'une plaine unie; coupée par de nombreuses dépressions, elle offre à l'œil de non moins nombreux renflements. Vers l'est et dans la direction de Lobau, les côtes sont supérieures de 40 ou 50 mètres à celle du village de Hochkirch. Dans cette direction, le col que franchit la route de Bautzen à Lobau entre Peschen et Eiserode, enfin, au delà et au nord du col, le mamelon isolé du Wohla ou Spittel-Berg et celui du Stromberg un peu au sud de la ville de Weissenberg, sont autant de traits saillants dans le paysage.

En arrivant avec son avant-garde, le 10 octobre, à Hochkirch, le roi de Prusse put distinguer tout à coup, grâce à

la levée du brouillard d'automne qui, pendant la matinée, avait jeté un voile sur les environs, l'armée autrichienne sous les armes sur les hauteurs en avant de son camp de Kittlitz; malgré le voisinage de l'ennemi dont les grand'-gardes étaient à portée de canon, il résolut de prendre, entre la montagne du Czorneboh au sud et le ruisseau de Lobau au nord, une position qui lui ouvrit la route de Görlitz et de Zittau. La droite des Prussiens occupa Hochkirch, 6 bataillons dans le bourg ou aux alentours, 3 bataillons en retour faisant face au Czorneboh, 10 escadrons de hussards sur la route d'Hochkirch à Steindorfel, 18 escadrons à gauche du premier dans la direction de Roderitz. Le centre, fort de 11 bataillons, placé entre Pommritz et Rodewitz sur le prolongement du plateau, était couvert par le fond marécageux de Niethen que l'ennemi ne pourrait franchir qu'à certains endroits faciles à défendre. Derrière la droite et le centre, était rangée, en seconde ligne, une réserve de 4 bataillons et 10 escadrons. Devant le front de bataille, des avant-postes étaient établis dans les hameaux de Kuppritz et de Niethen. L'aile gauche du Roi, adossée au vallon de Niethen, garnissait les villages de Klein-Tschorna et de Lanske avec 9 bataillons; derrière cette infanterie, 25 escadrons dans la plaine entre les ravins de Niethen et de Tschorna. Enfin, au nord de la grande route de Görlitz, à cheval sur le ruisseau de Lobau, le corps de Retzow, fort de 14 bataillons et 35 escadrons, était campé depuis Kriesche jusqu'à Wutschke avec le centre à Weissenberg; 5 escadrons détachés de ce corps gardaient les communications entre l'armée royale et celle de son lieutenant.

Tout compte fait, la position prussienne, forte sur la gauche, bien protégée contre une attaque du côté de Lobau, présentait plusieurs points faibles; elle prêtait le flanc à une entreprise des Autrichiens dont la supériorité numérique constituait une menace permanente; la droite,

beaucoup trop rapprochée du massif de Czorneboh qu'occupait l'adversaire, était exposée, par la nature même du terrain, à une surprise, et pourrait être enfilée par le feu des batteries de Daun. En cas de malheur, les difficultés du passage des ravins qui séparaient les fractions de l'armée, retarderaient l'arrivée des secours; enfin le corps de Retzow était bien loin pour prendre part à une action qui s'engagerait à Hochkirch. Ces dangers frappèrent l'esprit des vétérans qui accompagnaient Frédéric. Le prince Maurice fit des objections (1) auxquelles le Roi demeura sourd; et quand le général de Marwitz, quartier-maître de l'armée, lui signala à son tour les défectuosités de l'emplacement, il répliqua en le mettant aux arrêts. Keith, qui venait de rejoindre avec un convoi de vivres, ne fut pas plus heureux que ses camarades. A la remarque que les Autrichiens mériteraient d'être pendus s'ils ne profitaient pas de leurs avantages pour attaquer, Frédéric répondit que sûrement l'ennemi aurait plus peur des Prussiens que de la potence. On raconte même que les boulets autrichiens vinrent troubler les travaux de castramétation et démontrer les périls du voisinage. Rien n'y fit. Frédéric, convaincu que Daun ne songeait qu'à sa retraite vers la Bohême (2) et qu'il ne risquerait pas à la fin de la saison une affaire toujours déclinée jusqu'alors, ne crut pas à une bataille et encore moins à une surprise.

C'était mal connaître son adversaire, dont la ruse égalait la prudence. Le premier soin de Daun fut d'appuyer solidement sa droite à la butte de Stromberg dont Retzow, malgré les ordres du Roi, avait omis de s'emparer alors qu'elle n'était défendue que par de faibles détachements. Le maréchal y installa (3) du gros canon avec 4 bataillons de grenadiers soutenus par 12 autres de

(1) Retzow, *Nouveaux Mémoires historiques*, vol. I, p. 434.
(2) *Correspondance Politique*, 8 au 11 octobre 1758, vol. XVII.
(3) Marainville, Relation de la bataille de Hochkirch.

la réserve et par la cavalerie de l'aile droite. « Il établit sur le flanc de la montagne qui faisait face au village (de Hochkirch) des batteries destinées à balayer la plaine et prendre en flanc les lignes prussiennes. Il fit faire des abatis dans les bois qui couvrent ces montagnes; on les garnit de Croates pour entretenir une communication avec M. de Laudon qui était à Meschwitz, sur les derrières de Hochkirch, du côté de Bautzen. Le centre de son armée, protégé par deux grosses buttes qui commandent tous les environs, avait l'avantage du terrain. Il fit fortifier avec beaucoup de soin le village de Glossen, poste très important », pour le cas où le Roi aurait voulu attaquer le prince de Durlach à Reichenbach, et s'emparer de Görlitz.

Tel était, en effet, le dessein du roi de Prusse qui alla le 12 octobre à Weissenberg pour examiner les lieux. Il prépara même (1) un projet contre la droite autrichienne, dans le but de séparer le corps du prince de Durlach du gros de l'armée, et de se rendre maître de la chaussée de Görlitz. L'exécution de ce plan, qui exigeait l'abandon de la ligne de ravitaillement de Dresde à Bautzen, demandait du temps; fixée d'abord au 13, elle fut ajournée jusqu'après le 14 octobre. En attendant, quelques précautions furent prises du côté de Hochkirch; une batterie de 20 canons protégea les abords du village, et en avant de Lanske, un ouvrage semblable, armé de 30 canons, fut construit pour couvrir le centre et la gauche.

(1) Le récit de la bataille est tiré des sources suivantes : *Geschichte des Siebenjährigen Krieges bearbeitet von den Offizieren des grossen Generalstabs*, II, p. 298 et 299. — Catt, *Mes entretiens avec Frédéric le Grand*, publiés par Koser, p. 185. — *Correspondance Politique*, XVII. Lettres des 11 et 13 octobre au prince Henri et au prince de Hesse. — Relation de Marainville. — Lettres de Montazet. Archives de la Guerre. — Prince de Ligne, *Mélanges militaires*. — Hohenemser, *Kritik der Quellen zu Schlacht bei Hochkirch*. Frankfurt, 1899. — Streffleurs, *Oesterreichische milit. Zeitschrift*, Janv. 1897, etc., etc. — Voir la carte à la fin du volume.

Alors que Frédéric pensait beaucoup plus à la route de la Silésie qu'au danger d'une offensive des Autrichiens, Daun, contrairement à ses habitudes et aux prévisions de son adversaire, s'était résolu à renouveler, contre le Roi en personne, la surprise qui avait si bien réussi contre Winterfeldt au cours de l'automne de 1757. La citation que nous empruntons au rapport de Marainville fournit une excellente idée de l'astuce et de la suite que le maréchal mit dans ses préparatifs et du secret qu'il sut garder sur ses intentions : « M. le maréchal Daun était tous les jours à cheval dès la pointe du jour, soit pour reconnaître la situation des ennemis, soit pour examiner soigneusement la sienne et y ajouter tout ce qu'il croirait convenable. Il sentit au premier coup d'œil que la droite du roi de Prusse donnait prise sur elle, ce qui lui fit former le projet de l'attaquer. Il s'occupa alors des dispositions qu'il fallait faire pour arranger cette opération et tromper la vigilance d'un ennemi habile et toujours sur ses gardes. En conséquence, il faisait tous les jours changer la place à quelques corps, afin que le roi de Prusse s'accoutumât à leurs mouvements et ne prît point ombrage de ceux que feraient les troupes qui marcheraient pour tourner sa droite. Il fit ordonner pendant plusieurs jours que tous les équipages se tinssent prêts à marcher ainsi que les troupes elles-mêmes. Il feignit de vouloir attaquer le corps qui était à Weissenberg ; il en fit les dispositions, en distribua les ordres deux jours de suite et les révoqua chaque fois dans la nuit. Enfin la veille de l'attaque générale qu'il avait projetée il fit tracer des redoutes en avant du front de son armée à la vue des ennemis et si près de leur camp qu'ils tirèrent du canon sur les travailleurs. Ces feintes les confirmèrent toujours plus dans l'idée que M. le maréchal de Daun ne pensait qu'à prendre des sûretés contre leurs entreprises sur lui, et nullement à les attaquer. Elles ont produit leur effet ainsi qu'on le verra. » La pensée

maîtresse du plan de Daun était de profiter de la proximité des deux armées et de la facilité d'approche due à la nature des lieux pour surprendre et écraser la faible droite prussienne avec des forces supérieures; le succès obtenu sur ce point, la droite autrichienne chercherait à percer le centre royal, que la nécessité de venir en aide aux défenseurs de Hochkirch aurait dégarni, et s'interposerait entre l'armée de Frédéric et le corps de Retzow.

Laissons encore la parole à Marainville pour la description des moyens d'exécution : « M. le maréchal de Daun fit marcher le 13 dans l'après-dînée la plus grande partie de la seconde ligne et de sa réserve, tant infanterie que cavalerie, pour la porter en deux colonnes, par la vallée de Cunewalda (1), sur le sommet des montagnes dont on a déjà parlé qui, beaucoup plus élevées que celles de Hochkirch et couvertes de bois de sapins, étaient propres à cacher toutes les manœuvres qu'on devait faire. On y avait préparé, sans donner de soupçon, des passages pour l'artillerie. M. de Laudon qui était encore plus loin, vers Meschwitz, avec un corps de 5 à 6.000 hommes, fut renforcé pour former une troisième colonne et attaquer par les derrières le flanc des Prussiens. Ce qu'on avait destiné de la première ligne à former une quatrième colonne qui devait attaquer en tête le village de Hochkirch, était resté dans le camp et ne prit les armes qu'à la nuit pour se porter vers le village de Plotzen et agir de concert avec les trois autres. M. le duc d'Arenberg avait ordre d'attaquer avec deux colonnes la gauche des ennemis. M. le prince de Durlach, qui était à Reichenbach avec le corps qu'il commandait, avait marché pendant la nuit pour le soutenir et avait détaché M. le prince Lövenstein avec 5 ou 6.000 hommes pour aller attaquer le corps qui était à Weissenberg. On avait distribué de petites troupes d'in-

(1) Cette vallée est au sud de la chaîne du Czorneboh.

fanterie et de cavalerie sur tout le front de l'ennemi afin de lui donner de l'inquiétude partout. »

A la surprise de Hochkirch étaient affectés 46 bataillons et 16 escadrons de carabiniers, sous les ordres directs du maréchal, qui avait pour divisionnaires les généraux Sincère et Forgacz; l'assaut du village devait être flanqué et couvert à droite par Colloredo et Weisse qui déboucheraient de Plotzen, tandis qu'à gauche, Laudon, avec 3.000 Croates appuyés par 4 bataillons réguliers, et O'Donnell avec 20 escadrons, avaient pour objectif de prendre les Prussiens à dos et d'agir sur les derrières dans la direction de Drehsa. L'attaque de droite, confiée aux ducs d'Arenberg et d'Ursel, devait être effectuée par 20 bataillons et 32 escadrons. Enfin, le prince de Durlach conservait 27 bataillons et 25 escadrons pour tenir tête à Retzow. Y compris les troupes laissées à la garde du camp ou en réserve sur le Stromberg et au Spittelberg, l'armée autrichienne atteignait un effectif de plus de 70.000 hommes dont 14.000 cavaliers. Les Prussiens, à peu près aussi forts en cavalerie, ne pouvaient mettre en ligne que 29.000 fantassins contre les 56.000 de leur adversaire.

Daun, qui avait passé la nuit à Jauernick, donna le signal au moment où l'horloge du clocher de Hochkirch sonnait 5 heures du matin. Il faisait nuit noire, et un brouillard épais rendait les ténèbres plus intenses. Les grenadiers autrichiens, qui formaient les têtes de colonnes, n'avaient que quelques centaines de mètres à parcourir pour se heurter aux grand'gardes prussiennes. Se faufilant à travers les taillis qui favorisaient leur approche, ils tombèrent à l'improviste sur les avant-postes, puis sur les deux bataillons de troupes légères, les chassèrent du bois où ils étaient campés, et, poursuivant leur avantage, abordèrent les 4 bataillons de soutien en avant du village. Les fantassins prussiens, surpris dans leur sommeil, se jetèrent sur leurs armes, et, rompus à leurs habitudes de discipline,

vinrent, à moitié habillés, prendre leurs formations de combat. La résistance fut courte; écrasés par le nombre des assaillants, attaqués de front et en flanc, ils durent bientôt abandonner la partie et se retirer en désordre dans et derrière le village. Au cours de cette reculade, le bataillon Benkendorf, qui tenait la droite, fut chargé par les grenadiers à cheval et perdit plus de la moitié de son effectif. Pendant le combat, les retranchements et la grosse batterie que le Roi avait fait établir devant Hochkirch furent facilement enlevés par les Autrichiens, qui avaient aussi capturé la plupart des pièces régimentaires placées, selon l'usage, sur le front de bandière; mais il n'en fut pas de même du village pour la possession duquel une lutte acharnée allait se livrer.

Pour le premier choc, on ne s'était pour ainsi dire servi que du fusil et de l'arme blanche, mais au bout d'un quart d'heure le canon fit entendre sa voix. Au feu d'artillerie que Laudon dirigea de Meschwitz sur l'extrême droite de la position prussienne, s'ajouta bientôt celui des pièces légères des bataillons royaux que l'assaillant avait retournées contre les fuyards. Le bruit de la canonnade ne permit plus de doute sur l'importance d'une action que l'armée royale, et son chef tout le premier, accoutumés aux tirailleries des Croates, avaient considérée comme une simple « pandourade ». Frédéric, comprenant enfin l'étendue du danger, combina tous ses efforts pour secourir son aile droite et pour regagner le terrain perdu. Au fur et à mesure qu'accoururent les troupes du centre, infanterie et cavalerie, il les lança contre l'ennemi. Le régiment de Forcade fut le premier engagé; ses deux bataillons se réunirent aux débris de la droite et firent un retour offensif qui eut d'abord quelque succès, mais, bousculés par les escadrons d'O'Donnell, ils furent ramenés avec perte.

Une heure s'était à peine écoulée depuis le début de l'affaire. Les Impériaux, dont les rangs s'étaient confon-

dus par suite de l'obscurité, de la brume et des incidents de la mêlée, cherchaient à mettre quelque ordre dans leurs unités tout en préparant l'assaut des maisons d'Hochkirch. Une fraction importante des troupes destinées à l'attaque du village, et notamment la brigade du général Browne, s'était portée trop à gauche et, après avoir traversé le camp des hussards de Zieten, que ceux-ci venaient de quitter pour prendre part au combat, s'était avancée jusqu'à la plaine qui s'étend entre Hochkirch et Pommritz et s'était jointe à la colonne de Laudon. Le prince de Ligne (1), dont le régiment faisait partie de la brigade Browne, raconte que son « bataillon de droite entra dans le camp des grenadiers de Retzow (appartenant au centre prussien) qui moitié habillés se retiraient pour se former, y rentrer et s'y défendre et leur tua beaucoup de monde ». Du côté de la droite autrichienne, tout était tranquille. A Hochkirch même, la plus grande partie du bourg était encore aux mains des Prussiens dont deux bataillons tenaient ferme, l'un (le second du régiment margrave Charles) dans le cimetière, l'autre (le premier de Geist) dans les jardins.

A partir de ce moment et jusqu'à 8 heures, dans les ruelles d'Hochkirch, dans les vergers qui lui servent de ceinture, et sur l'emplacement de la grande batterie, eurent lieu une succession d'engagements sanglants. Le premier paraît avoir été celui où Keith trouva la mort. Le brave Écossais s'était mis à la tête du régiment Kannacker, avait ramassé quelques pelotons appartenant à d'autres corps, et laissant Hochkirch à droite, avait entraîné son monde à la conquête de la batterie; il l'emporta du premier élan, mais entouré du flot montant des Autrichiens, pris en écharpe par le feu du canon ennemi qui commençait à tirer du côté de Kuppritz, il dut reculer. Dans sa retraite, et alors qu'il cherchait à rallier ses hom-

(1) Prince de Ligne, *Mélanges militaires*. Campagne de 1758.

mes, il fut frappé de 3 balles en pleine poitrine. Profitant du désordre qui suivit la mort de Keith et de l'échec de la cavalerie de Zieten qui, après des charges infructueuses, avait été se reformer sous la protection des escadrons du centre, le général Sincère lança ses régiments contre Hochkirch et s'en rendit maître, à l'exception du cimetière que défendait encore le major de Lange avec son bataillon. La tâche n'avait pas été facile s'il faut s'en rapporter au récit de Marainville : « Ce village était couvert d'ouvrages et flanqué de batteries. Un cimetière fermé de murs, une grande église et le clocher même étaient remplis d'infanterie ; il en sortait un feu de mousqueterie prodigieux ; il y avait sur toutes les avenues du canon qui tirait à cartouche et qui a été fort meurtrier. »

A peine l'effort de Keith avait-il été repoussé, qu'un nouveau retour offensif se produisit sous les ordres des princes François de Brunswick et Maurice de Dessau. Ils échouèrent tous les deux ; le prince François fut tué à l'attaque de la batterie par un boulet tiré des hauteurs de Kuppritz ; le prince Maurice eut d'abord plus de réussite ; il reprit une partie du village, mais refoulé par des troupes fraîches qui entraient en ligne, il dut abandonner les vergers et les rues d'Hochkirch aux Impériaux. Ceux-ci le poursuivirent de près et s'emparèrent enfin du cimetière où Lange paya de sa vie sa glorieuse résistance. Les bataillons du prince Maurice furent dégagés par une vigoureuse charge de Zieten revenu à la tête de 38 escadrons, tant du centre que de la droite ; les Autrichiens se replièrent en désordre, laissant 300 prisonniers aux mains des Prussiens. Mais ce succès, auquel avaient contribué surtout les cuirassiers de Schonaich et les dragons de Normann, ne fut qu'éphémère ; criblée des feux de l'infanterie, prise en flanc par le général O'Donnell qui se multiplia pendant la matinée, la cavalerie de Zieten fut obligée de céder à son tour et de se réfugier à Pommritz. Maurice,

sous le couvert du mouvement de Zieten, avait dirigé une nouvelle contre-attaque avec les 4 bataillons des régiments Itzenplitz et Prince de Prusse, mais elle n'eut pas de résultat; il fut mortellement blessé et ses troupes furent ramenées.

Il était plus de 7 heures; la première phase de la journée était terminée. Malgré la bravoure héroïque des chefs et des soldats, les tentatives successives mais isolées des Prussiens pour ressaisir les positions perdues n'avaient pas abouti. Engagées les unes après les autres, les unités royales étaient venues se heurter aux masses autrichiennes; cependant, le succès partiel obtenu au début de la plupart de ces mêlées fait supposer qu'un effort d'ensemble aurait eu raison de l'entreprise de Daun. Mais eût-il été possible de réunir, dans les deux premières heures de l'affaire, des forces suffisantes? Cela est fort douteux. Maintenant il était trop tard; le maréchal avait assemblé dans et autour de Hochkirch presque la moitié de son infanterie; solidement établi dans le village, il pouvait se servir du canon amené ou conquis pour rejeter les assauts que l'adversaire essaierait de renouveler. Mais celui-ci n'était pas en état de le faire; sur 30 bataillons qui composaient la droite et le centre royaux, 19, très éprouvés par des pertes effroyables, étaient incapables de retourner au feu. D'autre part, les colonnes autrichiennes commençaient à paraître vers Tschorna et Lanske, et il faudrait bientôt faire face de ce côté. Enfin l'infatigable cavalerie de Laudon et d'O'Donnell faisait mine d'inquiéter les derrières du camp prussien. Sous le coup de ces menaces, le Roi envoya deux bataillons de grenadiers à Kuppritz et Niethen, et détacha sur Drehsa un bataillon de la garde; entre ce hameau et celui de Kuppritz, il constitua trois puissantes batteries (1), avec les canons, tant du parc que de régiments, jusqu'alors éparpillés sur le front de bataille. Ces

(1) Decker, *Emploi de l'artillerie pendant la Guerre de Sept Ans.*

mesures prises pour couper court à toute velléité d'un mouvement tournant de la part de l'ennemi, Frédéric exigea de ses soldats un suprême élan pour arracher la victoire aux Autrichiens. Quatre bataillons des régiments Retzow, Garde et Bornstadt dessinèrent contre Hochkirch une attaque qui ne paraît pas avoir été poussée à fond et qui fut probablement arrêtée par la charge de Lascy dont nous aurons à parler tout à l'heure.

Pendant que l'infanterie se battait encore autour de Hochkirch, dans la plaine qui s'étend de Steindörfel à Kumschütz il y avait eu rencontre entre les cavaliers d'O'Donnell et 10 escadrons des carabiniers royaux et du régiment de Bredow. Ceux-ci, vainqueurs d'abord, tombèrent sous le tir des pièces que Laudon avait placées près de Steindörfel, et durent reculer jusqu'à Kumschütz où Zieten, chargé de surveiller les derrières de l'armée royale, vint les rejoindre. Cette rétrogradation eut pour conséquence de découvrir le flanc des Prussiens qui luttaient encore devant Hochkirch; chargés par Lascy (1) à la tête des grenadiers à cheval et des carabiniers, ils se retirèrent en désordre sur Pommritz, laissant bon nombre des leurs aux mains des vainqueurs. Ce fut sans doute dans une de ces mêlées, à peu près une heure avant la fin de l'action, que Montazet fut blessé par des cuirassiers autrichiens. Très brave, très ardent, le général français, qui avait déjà reçu une contusion et dont le cheval avait été blessé à plusieurs reprises, voulut (2) rallier des pelotons qui pliaient. « Mais comme nous étions aux prises avec l'ennemi, que le feu était vif et qu'il y avait beaucoup de fumée, cette cavalerie me prit pour un officier prussien. Je dois cette méprise sans doute à l'habit bleu

(1) Montazet à Belleisle. Lobau, 26 octobre 1758. Archives de la Guerre. Allemagne, 3485.

(2) Cette charge de Lascy est mentionnée comme décisive dans la relation de Marainville et dans les souvenirs du Prince de Ligne.

que je portais et c'est véritablement un miracle que j'aie échappé à l'acharnement de nos propres troupes. » A Pommritz, les fuyards furent recueillis par deux bataillons que le Roi avait appelés de sa gauche et se reformèrent sous la protection des bouches à feu qui balayaient les abords de Hochkirch.

A peu près au même moment, entre 9 et 10 heures, le général Bulow, grâce à la bonne attitude de deux bataillons habilement postés sur les hauteurs de Kuppritz et Niethen, et grâce surtout au tir soutenu de son artillerie, avait pu arrêter les Autrichiens de Colloredo et Weisse qui faisaient mine de franchir le ravin de Niethen. Cette tentative, dont la réussite eût été désastreuse pour les Prussiens, à en juger par le mal que leur avaient fait les batteries de Neu-Kuppritz, ne fut pas renouvelée. Du côté de Hochkirch, la bataille était à peu près finie; la droite et le centre de l'armée royale, ou tout au moins ce qu'il en restait encore en ordre, s'était rangé derrière le village de Pommritz qu'on venait d'incendier, les extrémités s'appuyant au vallon de Niethen d'une part, aux défilés de Drehsa de l'autre. Vis-à-vis d'eux, la gauche de Daun tenait à peu près la ligne Steindörfel, Hochkirch, Kohlwesa, tandis que les Croates et la cavalerie de Laudon faisaient le coup de fusil dans la direction de Canitz, Christma et Kumschütz. Selon toute vraisemblance, le feu puissant des batteries prussiennes fut pour beaucoup dans l'immobilité des Autrichiens qui, pendant longtemps, ne cherchèrent pas à déboucher des positions si péniblement conquises; mais il ne faut pas oublier qu'en se conduisant ainsi, ils obéissaient aux instructions reçues « de ne pas poursuivre à la débandade, mais de rester ferme sur le champ de bataille ».

Jetons maintenant un coup d'œil sur la droite des Impériaux et voyons comment le duc d'Aremberg et le prince de Durlach s'étaient acquittés de la mission qui leur avait

été confiée. Le premier, qui devait attendre la prise d'Hochkirch avant de commencer son mouvement, s'ébranla vers 8 heures, un peu tard par conséquent, et essaya inutilement de passer le ravin de Tschorna à Kotitz, tandis que son lieutenant, le duc d'Ursel, faisait de même plus haut à Kohlwesa. Ursel se heurta au feu de la grande batterie qui protégeait la gauche prussienne ; ne pouvant percer dans cette direction, il fit descendre le vallon à une partie de ses troupes, refoula les deux bataillons de soutien de l'adversaire qui, fort éprouvés à Zorndorf, ne comptaient en tout que 600 combattants, et vint aborder la batterie à revers. Il fut repoussé par les défenseurs qui lui opposèrent une résistance des plus énergiques, et contraint de reculer jusqu'à Lanke. Pendant ce temps, d'Aremberg, appuyé par 7 bataillons que le prince de Durlach lui avait envoyés, avait renouvelé son attaque, cette fois avec bonheur; le défilé de Kotitz fut forcé, le bataillon prussien de Kleist cerné et obligé de mettre bas les armes; enfin, à la faveur d'un retour offensif d'Ursel, la grande batterie de 30 pièces fut emportée par le régiment de Charles de Lorraine. Les Prussiens, après pertes sérieuses, se retirèrent jusqu'à Rodewitz, abandonnant ainsi tout le terrain entre les vallées de Tschorna et de Niethen.

D'après le projet de Daun, le prince de Durlach devait surveiller le corps détaché de Retzow et empêcher toute entreprise prussienne du côté du Lobauwasser sur les derrières des Impériaux. Il remplit fort mal le rôle qui lui avait été attribué; il se borna à détacher 7 bataillons pour renforcer le duc d'Aremberg, et à expédier le prince Lovenstein, avec 6 bataillons et quelques escadrons, contre la gauche de Retzow, diversion qui se traduisit par une rencontre de cavalerie où les Autrichiens eurent le dessous. Le reste des troupes de Durlach, environ 9 ou 10.000 hommes, ne prit aucune part à la bataille. Dégagé de souci

pour sa propre sûreté, Retzow s'empressa d'obéir à l'ordre de rappel que le Roi lui avait adressé dès qu'il s'était rendu compte de la gravité de la situation. L'avant-garde, sous le prince de Wurtemberg, repassa le Lobauwasser à Weissenberg et marcha sur Wieha et Nechern; comme elle débouchait de ce dernier village, le général Buccow, qui commandait la cavalerie impériale de l'aile droite, fit mine de la prévenir; mais il suffit de quelques coups de canon pour le faire renoncer à ce dessein. Le prince continua sa route par Wurschen et vint finalement se placer à Dreska pour protéger la retraite du Roi et en imposer aux cavaliers de Laudon qui battaient l'estrade dans la plaine. Retzow, avec le gros, put suivre son avant-garde sans être sérieusement inquiété par son indolent antagoniste. Il gagna Wurschen, se porta sur les hauteurs de Kanwurtz, et garnit avec une partie de ses forces le retranchement, souvenir des guerres suédoises, aux abords du bourg. Ainsi posté, il couvrit le défilé de l'armée royale qui rentrait fort éprouvée de la bataille du matin. En résumé, la marche rétrograde se fit en bon ordre : L'arrière-garde, composée du corps de Retzow et de quelques bataillons du centre ou de la gauche restés intacts, se retira par échelons, tandis que le général Seydlitz, qui avait réuni sous sa direction toute la cavalerie, arrêta par son attitude résolue toute velléité de poursuite. Les Prussiens franchirent sans difficulté la rivière de Bautzen (la petite Sprée) et s'établirent à Doberschutz dans une position excellente. Daun, toujours fidèle à ses maximes de prudence, ne troubla la manœuvre de Frédéric que par le feu de son artillerie légère qu'il fit avancer de hauteur à hauteur, et par la mousqueterie des infatigables Croates. L'affaire avait duré environ 5 heures et coûtait cher aux vainqueurs et aux vaincus.

Aucun document officiel n'a été publié sur la perte générale des Prussiens. D'après Gaudi, dont les chiffres

ont été adoptés dans le récit de l'état-major, elle se serait montée à 116 officiers et 5.381 soldats tués, prisonniers ou disparus, et 127 officiers et 3.470 soldats blessés, soit en tout plus de 9.000 manquants (1) à l'appel. Dans ces totaux, la cavalerie, d'après un état officiel (2), ne figurerait que pour 1.079 de tous rangs. A ce propos, rappelons que le corps de Retzow tout entier et 4 à 5 bataillons de la gauche ou du centre ne furent presque pas engagés et n'eurent que peu de monde hors de combat. Ce fut donc sur les 33 bataillons réguliers et 2 bataillons francs de l'armée du Roi, donnant un total d'environ 20.000 hommes, que porta un déchet qu'on peut évaluer à 7.500 environ. En autres mots, l'infanterie prussienne qui prit réellement part à l'action laissa sur le champ de bataille ou aux mains de l'ennemi 37 % de ses effectifs. Certains corps furent encore plus éprouvés : les régiments de Benkendorf et de Doringshofen furent presque anéantis; les 2 bataillons du margrave Charles perdirent 916 officiers et soldats sur 1.200 présents; Wedell fut réduit au tiers de son total de la veille; Kanaker eut un déficit de 50 %.

Pour l'armée autrichienne, les rapports officiels accusèrent 41 officiers, 1.030 soldats tués, 156 officiers, 3.972 soldats blessés, 21 officiers prisonniers; en ajoutant à ces chiffres 7 ou 800 prisonniers ou disparus, on aurait un total un peu supérieur à 6.000 (3) de tous rangs. Si l'écart entre le déchet des deux armées ne fut pas considérable, il n'en fut pas de même des trophées de la victoire. Les Impériaux s'emparèrent de 101 canons, 80 caissons,

(1) Hohenemser, *Kritik der Quellen zu Schlacht bei Hochkirch*. Frankfurt, 1899, p. 10.

(2) Une note française sur l'affaire parle de 5.000 morts sur le champ de bataille, de 4.300 blessés prussiens trouvés à Bautzen et de 1.800 prisonniers non blessés. Archives de la Guerre. Allemagne, vol. 3484.

(3) Streffleur's *Oesterreichische militärische Zeitschrift*, XXXVIII. Januar 1897. L'auteur d'un article sur Hochkirch porte le nombre des disparus autrichiens à 2.270 et évalue la perte totale à 8.000 en chiffres ronds.

28 drapeaux, 2 étendards, beaucoup de bagages et une grande partie des tentes.

L'état-major royal fut décimé. Trois hommes de la plus grande distinction, le maréchal Keith, le prince François de Brunswick, le prince Maurice d'Anhalt, restèrent sur le champ d'honneur ou succombèrent à leurs blessures. Keith était le type du soldat de fortune de l'époque. Forcé de quitter l'Écosse, sa patrie, à la suite de l'insurrection jacobite de 1715, il était entré successivement au service de l'Espagne, de la Russie et enfin de la Prusse avec le grade de maréchal. Très apprécié du Roi à cause de son expérience et de son sang-froid, il avait été chargé, malgré son imparfaite connaissance de la langue allemande, des missions les plus délicates. Sa droiture et son désintéressement lui avaient valu l'estime et le respect de toute l'armée. Frédéric témoigna au lord maréchal d'Écosse, frère du défunt, tous les regrets que lui causait cette mort. La dépouille de Keith, que Daun avait fait ensevelir, avec tous les honneurs militaires (1), dans l'église de Hochkirch, fut transportée à Berlin et placée dans le monument réservé aux héros de la guerre de Sept Ans. Le prince Maurice d'Anhalt, blessé mortellement à Hochkirch, fut pris par les pandours pendant le trajet des ambulances à Bautzen; relâché sur parole, il alla mourir à Dessau. Fruste, sans instruction, Maurice avait du coup d'œil et de la décision; il ne craignait pas, à l'occasion, d'opposer son opinion à celle du Roi et de la défendre en termes dont la franchise faisait pardonner la vivacité. Sa disparition, ainsi que celle du prince François, le plus jeune des Brunswick, laissa dans les rangs des généraux prussiens un vide qui ne fut pas comblé.

Des deux côtés, la bataille de Hochkirch ne fut qu'une affaire partielle; un bon tiers des troupes de Daun ne fut

(1) D'après Catt, p. 383, ç'aurait été le maître d'école de Hochkirch qui fit ensevelir le corps du maréchal.

pas engagé ; sur les 52 bataillons de l'attaque de gauche et du centre, 18 ne tirèrent pas un coup de fusil. Ajoutons à ce chiffre les 20 bataillons de Durlach qui se trouvèrent dans le même cas et nous constaterons que les 2/3 seulement de l'infanterie impériale, environ 38.000 hommes, combattirent contre 20.000 Prussiens.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la poursuite fut à peu près nulle. Daun se contenta de faire suivre les Prussiens par ses Croates et fit rentrer le gros de l'armée dans son camp de la veille. On consacra deux jours au repos et au *Te Deum* obligatoire et ce ne fut que le 17 octobre que les Autrichiens allèrent camper entre Belgern et Jenkwitz à peu de distance des positions royales ; leur extrême droite, composée de troupes légères sous les ordres de Wehla, s'étendit jusqu'à la grande route de Bautzen à Görlitz qu'elle était chargée de surveiller. Selon sa méthode habituelle, Daun s'employa activement à se retrancher pour le cas d'une reprise offensive par l'ennemi.

Frédéric, nous l'avons vu maintes fois au cours de cette histoire, possédait le don de ne jamais s'avouer vaincu. Subissait-il un échec, dès le lendemain il songeait, ou mieux encore, il croyait à la revanche. Cette faculté de se ressaisir que Montazet reconnaissait (1) à l'armée prussienne, il aurait dû, pour être impartial, en faire remonter le principal mérite à son chef. Le passage est à citer : « En vérité voilà une suite bien singulière d'une bataille gagnée... Ce n'est pas que je croie que le roi de Prusse en sache sur la guerre beaucoup plus qu'un autre. Il est bien aisé d'en juger ; mais il a une armée avec laquelle il peut faire fautes sur fautes parce qu'elle est toujours prête à les réparer. Voilà son fort et ce qui doit le rendre redoutable à l'Europe, car surpris à Hochkirch et battu à 8 heures du matin, ayant perdu presque toute son artillerie et aban-

(1) Montazet à Belleisle. Lobau, 30 octobre 1758. Archives de la Guerre. Allemagne. 3485.

donné son camp tout tendu, son armée fait la plus belle retraite du monde et s'arrête à une lieue du champ de bataille qu'elle a perdu; elle y prend une position qui nous en impose au point que nous nous fortifions de redoutes et que nous reprenons le ton de la défensive quatre jours après nos succès... Ce n'est pas tout. L'ennemi non content de cette espèce d'audace suit son projet de nous prévenir à Görlitz; il a l'air d'oublier la bataille qu'il a perdue et ne fait aucun cas de notre supériorité. Il calcule encore moins la difficulté qu'il y a d'exécuter son entreprise, et comme s'il eût été sûr de notre inaction, il tente tout et rend par là notre victoire non seulement inutile mais même nuisible, puisque c'est elle qui nous a fait changer la position de laquelle nous n'aurions jamais dû sortir. »

En la circonstance, Montazet voyait juste; pendant que Daun ajoutait batteries et redoutes aux avantages naturels de son nouveau camp, Frédéric se préoccupait avant tout de la nécessité de secourir la Silésie et, en particulier, la place de Neiss dont le général Harsch avait commencé le siège. Son premier souci fut de reconstituer ses effectifs et son matériel : « Je suis obligé de vous parler franchement, mande-t-il au prince Henri (1), je me vois obligé de faire la marche en Silésie pour ne point voir perdre toute cette province. J'ai beaucoup de régiments découragés sur lesquels je ne saurais pas trop me fier. Je vous prie... de m'envoyer 5 ou 6 bataillons mais point de Silésiens, avec une dizaine de canons. » Après échange de dépêches entre les deux frères, il fut entendu (2) que le prince Henri rejoindrait l'armée avec 8 bataillons et du canon, laissant Itzenplitz et Finck pour tenir tête à l'armée du duc de Deux-Ponts. Le Roi terminait sa lettre par ces mots : « Ce que

(1) Frédéric à Henri. Doberschutz, 15 octobre 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 308.

(2) Frédéric à Henri. Doberschutz, 17 octobre 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 316.

vous voulez faire, faites-le vite. L'ennemi est à un quart de mille de moi, et qui sait même ce qui se passera demain? »

La force d'âme de Frédéric était d'autant plus méritoire qu'il venait d'apprendre la mort de sa sœur favorite, Wilhelmine, margrave de Baireuth, qui, par une étrange coïncidence, avait succombé, après une courte maladie, le jour même du désastre de Hochkirch. Il faut lire dans les souvenirs de Catt (1) le récit des journées qui suivirent la bataille ; sans doute il ne convient pas de prendre à la lettre la scène de l'après-midi du 14 octobre, où il nous montre le Roi, à peine descendu de cheval après sa défaite, déclamant des vers de « Mithridate » arrangés pour la circonstance :

Je suis vaincu, Daunus a saisi l'avantage
D'une nuit qui laissait peu de place au courage.
Mes soldats presque nus, dans l'ombre intimidés....

Mais tout en supposant, de la part du lecteur de S. M. prussienne, quelque exagération de décors à l'effet de grandir l'importance de son rôle de confident, il est impossible, en feuilletant « les entretiens », de ne pas retenir comme authentiques beaucoup des propos relatés. Frédéric, esprit des plus cultivés, très versé dans la littérature française, doué d'une mémoire des plus sûres, possédait admirablement nos classiques et se reposait volontiers des fatigues de la politique et de la guerre en lisant ou en citant ses auteurs favoris. En d'autres occasions, il passait ses soirées à écrire des pièces de vers, des oraisons funèbres, voire même des sermons. C'est ainsi que, par des exercices intellectuels tout à fait étrangers à ses soucis journaliers, cet homme extraordinaire savait retrouver son ressort et retremper son âme très sensible, en dépit de l'extérieur froid et du maintien sarcastique, aux sentiments de l'amitié et de la douleur.

(1) Catt, *Mémoires*, p. 188 et suivantes. *Journal*, p. 374 et suivantes.

Aussitôt après la jonction du prince Henri, qui eut lieu le 21 octobre, le Roi fit ses préparatifs de départ, évacua sur Glogau ses blessés transportables, leva son camp dans la nuit du 24 au 25, et gagna Görlitz à marches forcées. Daun, averti par Wehla de ce mouvement hardi et inattendu, mit ses troupes en route, le 26 de grand matin, avec 24 heures de retard, mais dans l'impossibilité de devancer le Roi à Görlitz, il les dirigea sur les hauteurs de Landskrone où il s'établit dans une bonne position défensive. Au cours de la journée, la cavalerie prussienne eut une rencontre heureuse avec celle du prince Durlach. Les grenadiers à cheval et les carabiniers autrichiens, sous les ordres d'Ayasas, trompés par une fuite simulée des hussards royaux, se trouvèrent tout à coup en présence de nombreux escadrons ennemis; dans leur retraite, ils s'empêtrèrent dans un marais et y perdirent beaucoup de monde.

Quatre jours durant, les deux armées s'observèrent, chacune estimant l'autre trop bien postée pour être attaquée avec chance de succès. Mais le bénéfice de la manœuvre était resté aux Prussiens et, à ce sujet, il n'y eut aucun doute dans l'état-major autrichien. « Le Roi en nous prévenant à Görlitz, écrit Viomesnil (1) qui remplaçait comme correspondant Montazet retenu au lit par ses blessures, s'est mis en état d'arriver au siège de Neiss avant nous, quand il lui plaira; il vient de reprendre, par la marche forcée qu'il a faite pour y arriver, l'avantage qu'il avait perdu par sa faute, lorsque M. le maréchal partit de Stolpen et qu'il gagna de vitesse Lobau, Reichembach et Görlitz..... Aujourd'hui le voilà maître des débouchés les plus courts et les plus beaux pour se porter en Silésie, ce qui me fait craindre beaucoup pour le siège de Neiss. »

En atténuation du résultat constaté par Viomesnil, le

(1) Viomesnil à Belleisle. Jawrnick, 26 octobre 1758. Archives de la Guerre, 3485.

mouvement sur Görlitz entraîna, pour Frédéric, la perte de la communication avec la Saxe, et l'abandon de Bautzen où les Autrichiens trouvèrent les blessés les plus gravement atteints qu'on n'avait pas pu enlever. Pour compléter l'historique du mois d'octobre, il convient de dire que l'armée de Deux-Ponts, affaiblie il est vrai d'une division de troupes autrichiennes que Daun avait appelée à lui, reprit son rôle passif, ne tenta rien contre les Prussiens que commandait Itzenplitz depuis le départ du prince Henri, et se contenta de monter la garde sur les ponts de l'Elbe.

Interrompons un moment notre récit pour nous rendre compte des raisons capitales qui exigeaient la présence du Roi en Silésie. Trois forteresses voisines de la frontière des États de l'Impératrice constituent la première ligne de défense de cette province; ce sont celles de Schweidnitz, Glatz et Neiss. Cette dernière, située sur la rivière du même nom, est à la fois la plus rapprochée des limites autrichiennes et la plus éloignée de Görlitz et de la région où manœuvrait le roi de Prusse depuis son expédition contre les Russes; aussi fut-ce contre Neiss que le corps autrichien de Harsch fut utilisé. Ce général, assez faible en troupes, dut se borner d'abord à observer la garnison prussienne de 5.000 hommes sous le vétéran Treskow; puis renforcé peu à peu par Ville et par des détachements isolés, il établit autour de la place un blocus qui devint complet au commencement d'octobre. Enfin la confiance née de la victoire d'Hochkirch autorisa l'envoi sur Neiss de l'artillerie de siège, tenue jusqu'alors en réserve en Bohême. Les canons arrivés, Harsch ouvrit les tranchées dans la nuit du 28 au 29 octobre. L'ingénieur français Gribeauval qui dirigeait les opérations (1) avait, pour gagner du temps, tracé la première

(1) Gribeauval au ministre. Devant Neiss, 29 octobre 1758. Archives de la Guerre, 3485.

parallèle à 160 toises du centre de la palissade du chemin couvert. L'avis de ce début, et peut-être quelque inquiétude sur la fermeté de Treskow, décidèrent Frédéric à courir au secours de Neiss. Parti de Görlitz le 30 octobre à deux heures du matin, il était à Lobau le même soir; en passant le 3 novembre à Jauer, il ramassa 12 bouches à feu empruntées à la place de Schweidnitz, et il était déjà parvenu, le 7 novembre aux environs de Munsterberg, quand il apprit d'une façon positive la levée de l'investissement et la retraite des Autrichiens. « Le comte de Harsch qui est chargé du siège, écrivait Boisgelin (1), a beaucoup d'intelligence dans cette partie, mais c'est un si grand trembleur que le roi de Prusse avec une petite armée l'étonnera beaucoup. » Dans l'espèce, Harsch ne méritait pas cette appréciation sévère; il ne fit qu'obéir aux ordres de Daun (2) qui lui enjoignaient « de mettre en sûreté l'artillerie mais de garder la tranchée jusqu'à ce que le roi de Prusse fût à deux marches ». A en croire Choiseul qui devait être bien renseigné, la tentative contre Neiss n'aurait été qu'une feinte pour attirer les Prussiens en Silésie et permettre à Daun de conquérir la Saxe. Quel que fût le but réel de l'entreprise, l'évacuation des parallèles fut si mal conduite que la garnison put entamer l'arrière-garde des assiégeants et lui enlever 800 prisonniers, sans compter les projectiles et munitions qu'il ne put emporter. Entre temps, Fouqué ayant expulsé les Impériaux de la Haute-Silésie, la province fut complètement délivrée; le Roi recouvra sa liberté et put songer à rejoindre ses lieutenants Dohna et Wedell qu'il avait envoyés en Saxe.

C'était en effet du côté de l'Électorat que venait la menace. Daun qui avait déjà expédié à Harsch, par la voie de

(1) Boisgelin à Belleisle. Gieshubel, 28 octobre 1758. Archives de la Guerre, 3485.

(2) Choiseul à Contades, 9 novembre 1758. Archives de la Guerre, 3486.

Bohême, un secours d'une dizaine de mille hommes sous le général Wied, ne suivit pas en personne le roi de Prusse et confia à Laudon et à Wehla le soin de le harceler dans sa marche. Le maréchal s'était en effet décidé à recommencer contre Dresde l'opération qu'il n'avait pu accomplir au mois de septembre, et il tenait à ce qu'on lui sût gré de cette résolution. « Entre nous, sans que cela passe, écrit-il à Montazet encore alité à Lobau (1),... je compte, si l'ennemi poursuit sa marche vers Neiss, préférer la tentative et même plus, pour délivrer la Saxe, à tout ce qui peut regarder nos intérêts par rapport à cette place, sachant que ma cour a plus à cœur le bien de la cause commune que ses progrès. » On peut se demander pourquoi de si bonnes dispositions ne furent pas exécutées avec plus de célérité et pourquoi le départ pour la Saxe n'eut lieu que quatre jours après celui de Frédéric pour la Silésie. En trois étapes, les Autrichiens gagnèrent l'Elbe qu'ils franchirent à Pillnitz entre Dresde et Pirna ; le quartier général s'installa à Lockewitz sur la rive gauche. De son côté, l'armée des Cercles, dont les mouvements étaient concertés avec ceux de Daun, s'était étendue sur la gauche vers Freyberg, où le duc de Deux-Ponts s'établit, ne laissant qu'un détachement pour garder les ponts et maintenir les communications avec le maréchal. Cette manœuvre excentrique avait pour but de détourner l'attention des Prussiens et de leur faire croire (2) qu'on allait reprendre les quartiers d'hiver ; conformément au plan combiné, Hadick occupa Nossen, sur la Mulda, et poussa une avant-garde sur Meissen.

Pour résister aux Autrichiens et à leurs alliés des Cercles, il ne restait en Saxe, en dehors de la garnison de Dresde et des dépôts de Leipzig et Torgau, que les 18 bataillons

(1) Daun à Montazet, 30 octobre 1758. Archives de la Guerre, 3485.

(2) Boisgelin au Ministre. Hernisdorf, 4 novembre 1758. Archives de la Guerre, 3486.

et quelques escadrons sous le commandement d'Itzenplitz ou plutôt de son collègue moins ancien Finck, qui correspondait directement avec le Roi. Dohna, libéré de sa faction par la retraite des Russes, avait reçu ordre d'opposer 7.000 hommes sous Manteuffel aux Suédois et, avec le reste de son corps de se porter sur l'Elbe. Wedell, également rappelé de sa mission contre les Suédois, était déjà en route pour Torgau; mais ces généraux étaient encore loin et le péril devenait des plus imminents.

Finck se montra à la hauteur des circonstances; il ne se laissa pas tromper par la démonstration du duc de Deux-Ponts. Bien stylé sur la nécessité de conserver Dresde à tout prix, il se rapprocha de la capitale et vint camper à Pestewitz et Kesselsdorf; puis, pour gagner du temps, il répandit très habilement, dans le public intéressé, la décision qu'il avait fait prendre en conseil de guerre d'abandonner Dresde à son sort, après en avoir renforcé les défenseurs, et de remonter le cours de l'Elbe. Daun, averti par ses amis de Dresde, ne bougea pas, et se borna à diriger Hadick sur Meissen pour inquiéter les Prussiens et accélérer leur retraite. Grâce à ce répit, Finck put jeter un pont en aval de la ville, y faire entrer sa grosse artillerie et se préparer à secourir, avec son corps d'armée, la garnison du général de Schmettau, composée de 7 bataillons et de 500 convalescents. La place de Dresde ne pouvait être considérée comme en état de résistance; les deux quartiers bâtis sur les rives de l'Elbe étaient, il est vrai, fortifiés; mais la vieille ville, sur la rive gauche, entourée d'une ceinture bastionnée avec fossés et revêtements, ne possédait ni ravelin ni chemin couvert, et les maisons des faubourgs et les jardins qui encombraient les abords du glacis créaient à l'action des assiégés une entrave des plus sérieuses. La nouvelle ville, située sur la rive droite, était dans des conditions un peu meilleures.

Le 8 novembre, pendant l'après-midi, l'attaque com-

mença; les Autrichiens s'emparèrent du parc devant la porte de Pirna et poussèrent jusqu'à l'enceinte et jusqu'à un grand bâtiment appelé la maison de Zinzendorf; mais, mal soutenus, ils reperdirent une partie du terrain conquis; le lendemain, il y eut un nouveau combat à la suite duquel les Prussiens furent rejetés dans la place. Au bruit de la fusillade, Finck leva son camp, traversa l'Elbe et prit position sous les murs de la nouvelle ville. La venue des troupes et surtout le passage des bagages qui défilaient par le pont de pierre impressionnèrent beaucoup la population, dont les craintes furent portées au paroxisme par l'incendie du faubourg de Pirna, auquel Schmettau fit mettre le feu, vers trois heures du matin le 10 novembre. Cette mesure était justifiable au point de vue militaire, puisqu'elle avait pour but de détruire les bâtiments, dont la proximité gênait le tir du canon des remparts, mais elle paraît avoir été exécutée sans précautions suffisantes et sur une échelle trop vaste; 266 maisons du faubourg de Pirna et des quartiers voisins furent brûlées : « Je ne puis pas vous décrire, écrit l'envoyé Mitchell (1), l'horreur de cette nuit ni la terreur et la confusion des pauvres habitants quand ils virent toute la ville entourée d'une ceinture de flammes. Je suis monté dans un des clochers d'où j'ai contemplé le spectacle le plus triste, les habitants terrifiés courant du faubourg en feu, emportant avec eux les misérables restes de leurs effets... tout le périmètre de la ville paraissait un fouillis de flammes, de ruines et de fumée. » Dans le désastre (2), il y eut peu de victimes, mais le dommage matériel se monta, d'après Mitchell, à un million de couronnes.

Ce malheur, que Daun eût pu éviter si, au lieu de se

(1) Mitchell à Holdernesse. Dresde, 14 novembre 1758. Mitchell Papers, Musée britannique.

(2) Plainte du ministre saxon à la Diète et mémoire en réponse du baron de Plotho. Annual Register 1758, p. 167, etc...

laisser amuser par les bruits de départ de l'ennemi, il eût attaqué plus tôt, ou s'il eût livré l'assaut avec plus d'ensemble (1) et plus d'énergie, donna lieu à une démarche de sa part auprès du gouverneur. A la plainte du maréchal sur un procédé aussi contraire aux lois de la guerre, surtout quand il était appliqué à une résidence royale, et à la menace d'en tenir le général prussien personnellement responsable, Schmettau répondit que, chargé de défendre Dresde jusqu'à la dernière extrémité, il ne pouvait faire entrer en compte le séjour dans la ville de membres de la famille royale, et qu'il obéirait aux ordres de son maître en prolongeant la résistance par tous les moyens possibles, fallût-il même avoir recours à la guerre des rues. Le lendemain 11 novembre, il y eut de nouveaux pourparlers sans résultats, et en fin de compte, l'affaire, transférée sur le terrain diplomatique, fut portée devant la Diète à la suite d'une réclamation du ministre saxon.

Soit peur de causer la ruine d'une ville amie, soit hésitation devant une entreprise dont le succès était douteux, soit appréhension de voir les renforts prussiens et le Roi lui-même intervenir dans la lutte avant qu'elle ne fût terminée, Daun renonça à son projet sur Dresde, et n'ayant ni le temps ni le matériel nécessaires pour un siège régulier, resta inactif dans son camp de Rednitz.

Pendant que les Autrichiens étaient aux prises avec la garnison de Dresde et le corps de Finck, le duc de Deux-Ponts s'était dirigé sur Leipzig avec le gros de ses forces et Hadick, avec une division mixte d'environ 8.000 hommes, avait tenté un coup de main sur Torgau qui n'était défendu que par une poignée de Prussiens. Le commandant de la place, le colonel de Grollmann, avertit Wedell qui accourait de Poméranie, mais qui était encore à 20 kilomètres; puis s'étant porté au-devant de l'ennemi avec ce qu'il avait

(1) Prince de Ligne, *Mélanges militaires*. Campagne de 1758.

de troupes et un canon, fit de ces faibles moyens un si bon usage que les Impériaux se crurent en présence de l'avant-garde de Wedell et suspendirent leur mouvement. Peu à peu survinrent quelques escadrons prussiens, puis le général avec de l'artillerie. En fin de compte Hadick se retira à Eulenbourg et Wedell campa sous les murs de Torgau où il fut rejoint, le 14 novembre, par Dohna, qui, parti de Stargard le 31 ocobre, avait marché sans prendre un jour de repos. Les deux généraux prussiens continuèrent l'offensive et forcèrent Hadick à reculer jusqu'à Penig; les détachements impériaux qui avaient occupé Meissen en firent autant et cette partie de la Saxe retomba au pouvoir de la Prusse. L'armée de Deux-Ponts, après une vaine démonstration contre Leipzig, avait battu en retraite sur Chemnitz et était allée prendre ses quartiers d'hiver en Franconie.

Sur les bords de l'Elbe, la campagne se termina également sans incident. Avisé le 7 novembre du mouvement de Daun sur Dresde, le Roi avait repris aussitôt le chemin de la Saxe. Le 15, il effectuait sa jonction avec le prince Henri qui avait été détaché sur la frontière de Bohême; le lendemain il était à Görlitz, et le 17 à Weissenberg où il fut informé que Daun avait levé le blocus de la capitale. Laissant le margrave Charles avec une partie de ses forces en Lusace, il se rendit avec le reste à Dresde où il parvint le 20 et félicita chaudement Schmettau de sa conduite énergique. Qnant au maréchal Daun, il s'était établi dans le camp de Pirna pour surveiller la démolition du fort de Sonnenstein; il y demeura jusqu'au 21 et puis réintégra la Bohême sans être inquiété. L'armée prussienne fut distribuée dans les cantonnements de la Saxe, de la Lusace et de la Silésie où elle jouit d'un repos bien mérité. Seul le corps de Dohna dut retourner en Poméranie où il prit part aux derniers combats que livrèrent les Suédois avant de rentrer à Stralsund.

« A la fin des hostilités de 1758, écrit l'Autrichien Co-

gniazo (1), nous étions les vainqueurs de nom, mais en fait les vaincus. » Appréciation parfaitement exacte. Les troupes de l'Impératrice, malgré l'échec du roi de Prusse en Moravie, la diversion des Russes et la victoire stérile de Hochkirch, n'avaient pas gardé un pouce des territoires ennemis et étaient rentrées dans les leurs; une dépense énorme en hommes et en argent n'avait abouti qu'au maintien du statu quo; tout au plus les généraux de Marie-Thérèse pouvaient-ils, avec satisfaction, comparer leurs armées recrutées, réorganisées, pleines de la confiance que donne le succès, avec les bandes démoralisées que le prince Charles de Lorraine avait ramenées, à la fin de 1757, du champ de bataille de Leuthen. Les Russes s'étaient avancés jusqu'au centre des possessions de Frédéric; ils avaient ruiné une partie de ses États, mais de leur incursion jusqu'à l'Oder, ils n'avaient tiré d'autre profit que les pertes infligées aux bataillons prussiens et un accroissement de leur prestige militaire. En revanche, ils avaient payé cet avantage de lourds sacrifices en soldats et en matériel. Rien à dire de l'inutile promenade des Suédois. Quant aux Français, chassés du nord de l'Allemagne, battus à Crefeld, ils n'avaient pu, en dépit des petites victoires remportées, hiverner en Hesse et avaient dû regagner les quartiers qu'ils occupaient au mois de mai après la désastreuse retraite du Hanovre.

Du côté des Prussiens et de leurs alliés, le prince Ferdinand avait eu tous les honneurs de la campagne; non seulement il avait recouvré le Hanovre, le Brunswick et la Hesse qui, au mois de février, étaient encore aux mains des Français, mais maître incontesté des évêchés d'Osnabruck, Munster et Paderborn, il y établissait ses cantonnements pour la mauvaise saison et y vivait aux dépens de l'adversaire. Frédéric avait conservé ses positions et forcé les

(1) *Geständnisse eines östreichischen Veterans*, vol. III, p. 54.

Autrichiens, les Russes, les Suédois, les Impériaux à évacuer ses états. Ce succès, il le devait encore plus aux fautes des généraux qui lui avaient été opposés qu'à ses propres prouesses. Certes, le capitaine avait déployé ses qualités habituelles d'initiative, de décision, de promptitude, mais écrasé par le nombre supérieur des coalisés, il eût dû succomber ou, tout au moins, perdre une partie du territoire acquis pendant les années précédentes. A deux reprises différentes, lors de la course du Roi contre les Russes et de sa marche au secours de la Silésie, Daun avait eu pendant plusieurs jours les mains libres pour la conquête de la Saxe; deux fois il eut l'intuition de l'occasion offerte et le dessein d'en profiter; deux fois ses tergiversations, sa prudence voisine de la timidité, sa lenteur, laissèrent échapper le moment propice et donnèrent à Frédéric le temps de revenir à l'aide de ses lieutenants compromis.

Du découragement qui envahit les esprits à la suite des résultats négatifs de la campagne, nous trouvons l'écho dans la correspondance de Montazet. A peine guéri de ses blessures, cet officier fut appelé à Vienne pour remplacer temporairement le duc de Choiseul; il y eut avec Kaunitz et l'Impératrice plusieurs conversations où il s'exprima avec beaucoup de franchise (1). « Si nous restons comme nous sommes, avait-il dit, et si le système de guerre ne change du blanc au noir », il n'y a pas de raison pour que les hostilités ne durent pas 10 ans; le seul moyen serait de marcher droit au roi de Prusse. Mais quoique son avis soit partagé par Kaunitz, l'Impératrice, l'Empereur et les principales autorités, il ne croit pas à la réussite ou même à l'essai d'un projet aussi énergique, et finit par formuler, en faveur de la paix, des vœux qui lui valurent, comme on le verra dans un autre chapitre, une verte réprimande de

(1) Montazet à Belleisle. Vienne, 29 novembre 1758. Archives de la Guerre. Allemagne. 3487.

Choiseul. Le récit de Montazet, s'il faut y ajouter foi, et nous n'apercevons aucun motif pour ne pas en retenir le fond, prouve la confiance que lui marqua l'Impératrice et la perspicacité de la souveraine. Notre Français, interrogé par Marie-Thérèse sur le compte du maréchal Daun à qui « tout le monde aujourd'hui jette la pierre », se répand en éloges : « Je lui répéterai donc que M. le maréchal Daun sert Votre Majesté avec un zèle inexprimable, qu'il est véritablement honnête homme et que sa valeur égale sa bonne volonté. Il est rempli d'ordre, de vigilance et connaît fort bien les détails et les besoins d'une armée. Il faut même lui rendre justice, il n'a pas peu contribué à former celle qu'il commande aujourd'hui. Voilà bien des vertus, madame. Quant aux talents, vous savez aussi bien que moi ceux qui lui manquent, mais malheureusement, Votre Majesté n'a pas à choisir. Il est juste de dire pour sa justification qu'il compte si peu sur ses généraux..... L'Impératrice convint donc avec moi qu'elle n'avait ni général d'armée, ni pour ainsi dire de généraux, excepté quelques jeunes officiers qui se forment et qui ont besoin d'acquérir de l'expérience avant que de les faire commander. Et comme la princesse lui pose la question : « Mais comment finirons-nous donc ceci, Monsieur de Montazet? — Hélas! Madame, lui répondis-je, plût à Dieu que j'eusse le moyen de vous rassurer! Cependant il ne faut pas que Votre Majesté perde l'espérance. Peut-être vois-je les choses trop en noir. — Non, me dit-elle, j'ai bien peur que vous ne voyiez trop bien, mais encore une fois, dites-moi pour ma consolation quelle est donc l'espérance qui vous reste et quel est le plan de campagne que vous feriez si vous étiez le maître absolu. »

Laissons l'Impératrice se consoler des imperfections de son personnel en compilant, pour l'avenir, des projets d'opérations que les événements se chargeront de démolir, et reconnaissons que si le maréchal Daun, malgré ses indis-

cutables qualités, était fort inférieur à sa tâche, l'appréciation de Marie-Thérèse aurait pu s'appliquer à ses collègues français et russes, avec d'autant plus de force qu'ils n'eussent pu invoquer, comme circonstances atténuantes, les succès, stériles peut-être mais non moins réels, remportés par les Autrichiens sur le premier capitaine de l'époque.

# CHAPITRE VII

## LOUISBOURG ET CARILLON

ENVOI DE SECOURS A LOUISBOURG. — DÉBARQUEMENT DES ANGLAIS. — TRAVAUX DU SIÈGE. — DESTRUCTION DE L'ESCADRE FRANÇAISE. — CAPITULATION DE LA PLACE. — EXPULSION DES HABITANTS. — OPÉRATIONS AU CANADA. — BATAILLE DE CARILLON. — PRISE DE FRONTENAC PAR LES ANGLAIS. — ÉVACUATION DU FORT DUQUESNE. — DÉMÊLÉS DE VAUDREUIL ET MONTCALM. — ÉTAT DE LA COLONIE. — MISSION DE DOREIL ET BOUGAINVILLE. — DERNIÈRE ESCADRE FRANÇAISE AU CANADA.

La cour de Versailles était parfaitement au courant des projets des Anglais pour la campagne de 1758 en Amérique ; elle savait que la première et la principale attaque serait dirigée contre Louisbourg, auquel seule la présence de la formidable flotte de Dubois de Lamotte avait évité, en 1757, le danger d'un siège. Malheureusement, il était impossible de songer à réunir au Cap-Breton une armée navale de même importance ; l'épidémie qui avait plus que décimé les équipages pendant la traversée et depuis le retour à Brest, avait singulièrement diminué le personnel auquel on pouvait avoir recours ; d'autre part, les captures faites avant le commencement des hostilités, les prises journalières dues à la supériorité maritime des Anglais, et la concurrence nationale

des corsaires et des bâtiments munis de lettres de marque, ne laissaient que peu de monde pour le recrutement de la marine royale. Enfin les ressources financières faisaient défaut et les quelques fonds disponibles étaient accaparés pour la guerre et pour les subsides des alliés.

Cependant, le département avait essayé de renforcer ses escadres de l'Océan au moyen de prélèvements sur celle de la Méditerranée, mais la surveillance qu'exerçaient les Anglais au détroit de Gibraltar empêcha la tentative d'aboutir. Une première division, aux ordres de La Clue, fut obligée de se réfugier à Carthagène où elle resta bloquée plusieurs mois. Le chef d'escadre Duquesne, que nous avons vu, à la veille des hostilités, gouverneur général du Canada, fit voile de Toulon avec mission de dégager son collègue; le 26 février, après avoir perdu deux jours en rade de Carthagène, il fut surpris par la flotte de l'amiral Osborne (1), forte de 14 vaisseaux et 6 frégates. Les 3 vaisseaux et la frégate dont se composait la division française prirent chasse, poursuivis par les Anglais; le *Foudroyant,* beau bâtiment de 80 canons, fut rejoint par le *Monmouth,* de force inférieure, qui eut dans l'action son capitaine tué et 113 matelots tués ou blessés, mais qui réussit à démâter son adversaire. A l'arrivée de deux autres anglais, Duquesne dut amener son pavillon; il avait eu 164 hommes mis hors de combat.

L'*Orphée,* vaisseau de 64, succomba à peu près dans les mêmes conditions; le troisième vaisseau et la frégate purent s'échapper. Pour remplacer la flotte qu'on ne put pas reconstituer, on expédia pour le Cap-Breton ou l'Ile Royale, son nom officiel d'alors, des bâtiments isolés ou de petites flottilles composées de vaisseaux armés, les uns en guerre, les autres en flute, c'est-à-dire avec la plupart

(1) Rapport d'Osborne, Divers, Record Office, Londres. Portefeuille de Paulmy. Bibliothèque de l'Arsenal.

de leurs canons démontés, et chargés de vivres, de munitions et de renforts. Les premiers départs ne parvinrent pas à destination. De deux vaisseaux qui firent voile en mars, le premier dut regagner Brest avec des avaries; l'autre, le *Magnifique*, après avoir reconnu la côte de l'île, ne put se frayer une route à travers la banquise de glace qui entourait la terre, et chassé par la tempête, dut relâcher (1) à la Corogne. Dans une seule nuit, il avait eu 12 hommes morts de froid. Les matelots recrutés parmi des convalescents à peine sortis des hôpitaux, perdirent 130 des leurs pendant la traversée. Le *Prudent*, qui battait le pavillon du chef d'escadre des Gouttes, fut plus heureux; il arriva à Louisbourg vers la fin d'avril, mais dans quel état! « Je serai fort embarrassé, écrit (2) le commandant, pour me former un équipage, ne comptant presque pas sur le mien dont j'ai perdu 150 hommes, et en ai plus de 300 à mon hôpital à terre, qui n'ont pour faire du bouillon que du bœuf salé. » Le 28 avril, on signala la division de Beaussier (3), forte de 4 vaisseaux dont 3 en flûte et une frégate; elle avait à bord un bataillon de volontaires étrangers. Ces secours n'étaient pas les seuls. Dans une dépêche apportée par Beaussier, le Ministre (4) énumérait les bâtiments de guerre partis ou en partance pour la colonie : « Tous ces vaisseaux étant arrivés à l'Ile Royale, comme je l'espère, y fourniront une escadre de 9 vaisseaux qui sera portée à 12 après l'arrivée de la division de Rochefort avec le 2e bataillon du régiment de Cambis. Elle sera précédée d'un envoi

(1) Rapport de la Villéon, commandant le *Magnifique*. Archives de la Marine.

(2) Des Gouttes au Ministre, à bord du *Prudent*, 6 mai 1758. Archives de la Marine.

(3) Beaussier était parti de Brest, le 4 avril.

(4) Moras à Drucour et Prevost, 11 mars 1758. Archives des Colonies. Ile Royale.

considérable composé du vaisseau *l'Apollon* et de cinq frégates chargées d'effets et de 15.000 tonneaux de farine. » Le ministre ajoutait de sa main quelques mots d'exhortation : « Je ne saurais trop vous recommander, Monsieur, de bien réfléchir sur l'importance de la colonie dont la défense est confiée à M. de Drucour. C'est de l'événement de cette campagne que dépend principalement celui de la guerre. Les ennemis ne négligeront rien pour en faire la conquête, mais vous devez être plus qu'en état de rendre leurs tentatives vaines et de les repousser avec gloire pour la France. »

Pour commander les troupes de terre dont l'effectif allait être doublé, le Roi désigna le brigadier La Houillère (1) qui parvint à destination le 30 mai. Il n'en fut pas de même de M. de Blenac, à qui le gouvernement avait remis un peu tard la direction générale de la colonie et des forces de terre et de mer; embarqué sur le vaisseau *le Formidable*, il partit de Brest le 11 mai, trouva l'Ile Royale bloquée par l'ennemi, et revint à Brest le 27 juin, « fort heureux d'avoir pu ramener à bon port le vaisseau qui m'était confié ». De ce fait, le gouverneur Drucour resta chef suprême. En définitive, grâce à l'arrivée d'une dernière escadre, sous les ordres de M. Duchaffault, et de quelques frégates et bâtiments de commerce, la place se trouva largement munie de vivres et de munitions; la garnison, à peine suffisante pour l'étendue des ouvrages, était forte des deux bataillons, d'Artois et de Bourgogne, venus de France en 1755, de deux autres bataillons, dont le dernier ne rejoignit qu'après la descente des Anglais, de 24 compagnies de la Marine et de 2 compagnies d'artillerie, soit en tout environ 3.000 réguliers et 400 miliciens. Ces troupes étaient appuyées de 6 vaisseaux de ligne et de 7 frégates qui avaient remonté leurs

(1) Ordre du Roi, 31 mars 1758. Archives des Colonies. Ile Royale.

pièces de batteries et étaient, par conséquent, armés en guerre. On était loin, comme on le voit, du chiffre prévu par le Ministre pour les forces navales. La division de Duchaffault et le vaisseau le *Bizarre,* après avoir débarqué au port Dauphin (1) le bataillon de Cambis, avaient fait voile pour Québec; 3 autres vaisseaux avaient regagné les ports de France ou s'étaient réfugiés en Espagne; le quatrième, le *Raisonnable*, avait été capturé par les Anglais après une résistance des plus honorables où son capitaine, le prince de Rohan Montbazon, se distingua par sa belle conduite. En résumé, il resta à la disposition du gouverneur près de 3.000 matelots composant les équipages de l'escadre, dont le marquis des Gouttes prit le commandement.

Examinons maintenant la forteresse qu'il s'agissait de défendre. Le port, grand bassin d'une lieue de longueur, d'une profondeur variant de 6 à 10 brasses, pouvait recevoir une flotte considérable, comme l'avait démontré le séjour de l'amiral Dubois de Lamotte en 1757; par malheur, dominé par des hauteurs que ne couronnaient aucuns forts, il était ouvert à l'attaque d'un ennemi qui aurait effectué son logement dans l'île. Le port de Louisbourg communique avec la mer par un goulet large de 350 toises qui s'ouvre entre deux promontoires. Sur le premier, appelé la Pointe à Rosse, s'élevait du côté du large un phare, ou, pour employer le langage du temps, une lanterne flanquée d'une batterie de 3 canons qui fut abandonnée dès le commencement du siège. A l'ouest, de l'autre côté de la passe, la presqu'île, sur laquelle était située la ville, se prolonge par des rochers et par des îlots à fleur d'eau; sur l'un de ceux-ci existait un ouvrage muni de canons en barbette, dont les uns regardaient la mer, dont les autres balayaient le port et le che-

(1) Port de l'île à quelque distance de Louisbourg.

nal d'accès. Cette batterie, bien placée, était en mauvais état. Un peu plus loin à l'ouest, à l'extrémité de la ville, sur la pointe à Rochefort, une autre batterie de 12 pièces était orientée dans la même direction que celle de l'îlot. Enfin pour compléter l'énumération des moyens de défense du goulet, nous devrions mentionner la batterie royale, édifiée sur la rive septentrionale du port, en face de l'entrée ; mais, sans ouvrage défensif, elle était insoutenable contre un assaut et fut évacuée peu de jours après le débarquement des Anglais.

Sur le promontoire occidental était bâti Louisbourg, petite ville à rues larges bordées de maisons en bois, avec quelques édifices en pierre affectés presque tous à des services publics. Vers la terre ferme, une enceinte bastionnée, longue de 500 toises environ, coupait la presqu'île depuis le port jusqu'à la mer. Du côté du port et de l'océan, comme unique protection, des murs crénelés de 3 pieds et demi d'épaisseur et de 9 à 10 pieds de haut recouverts de madriers. Ces constructions étaient loin de remplir tout l'espace du front de terre à la pointe à Rochefort; entre le cap et l'enceinte s'étendait une plage ou grève, terminée par des bastions dans les casemates desquels on logea, pendant le bombardement, les officiers blessés et les femmes des fonctionnaires de la colonie et des principaux habitants. Séparée de ces réduits par un étang, et se reliant au mur du quai, était la batterie de la Grave qui avait vue sur le chenal et sur le port.

Revenons au front de terre. Il se composait de deux bastions et de deux demi-bastions, avec quelques ouvrages accessoires. « Toutes ces fortifications (1), écrit Drucour, sont vues et commandées vers le nord dans tout

(1) Mémoire de Drucour sur la place de Louisbourg. Archives des Colonies. — La description de la place est empruntée à ce mémoire et aux rapports de La Houillère et du capitaine Joubert. Voir la carte à la fin du volume.

leur profil par la côte de Martissans qui en est environ à 350 toises et qui voit dans tout l'intérieur de la place. Quoique la hauteur de la Justice ait été écrettée de sept pieds, elle domine encore le front de la fortification vers l'ouest. » Le demi-bastion Dauphin, le plus rapproché du port, se prolongeait de ce côté par une tenaille où était pratiquée la porte Dauphine, seule voie de sortie de la ville à la campagne environnante. A la suite de la tenaille et faisant saillie sur le port, un éperon armé de trois pièces; dans l'intérieur du demi-bastion, un cavalier construit par les Anglais pendant leur occupation et percé de sept embrasures. De tout le front de terre, seul, le flanc droit du bastion du Roi avait été réédifié solidement en 1755. Presque tout le reste était dans un état de ruine dont La Houillère donne l'exemple suivant : « Il y avait une brèche de 7 à 8 toises à la face gauche du bastion du Roi, qui avait été réparée en fascines l'année précédente et qui s'était éboulée pendant l'hiver; elle n'a été relevée que depuis que nous avons été renfermés. » Ajoutons, pour compléter notre description, que les casemates, seule partie de l'enceinte à l'épreuve du feu, étaient dans cet ouvrage.

Cependant, le mauvais entretien de la forteresse avait été signalé à maintes reprises et était parfaitement connu en France. Dès la réoccupation de l'île Royale, après la paix d'Aix-la-Chapelle, le gouvernement avait songé à restaurer et à améliorer les fortifications d'une ville qui passait, à juste titre, pour être la clef des communications avec le Canada. L'ingénieur Franquet y fut envoyé en 1750 pour étudier sur place les mesures à prendre et pour dresser les projets. Quatre années s'écoulèrent en discussions stériles; une proposition de garnir le front de terre de demi-lunes, de protéger les bastions par des contre-gardes et d'établir des redoutes au cap Noir et sur les hauteurs de la Justice et du Four à Chaux, en avant de la

porte Dauphine, fut repoussée à Paris comme trop coûteuse, et l'on se contenta de demi-mesures et de la réparation des parties défectueuses. Il avait été reconnu que (1) « les épaisseurs des remparts, banquettes et parapets, avaient été tenues trop faibles dans leurs constructions et que les revêtements tombaient tous les jours en ruine, soit par la mauvaise qualité des matériaux ou par l'influence du climat ». Les travaux ne commencèrent qu'en 1754, sous la surveillance de Franquet qui, après un séjour en France, était retourné dans la colonie; ils furent entravés par l'humidité persistante, la durée de la mauvaise saison, le défaut de bras et surtout le manque de crédits nécessaires. Dans les quatre campagnes de 1754 à 1757, on n'obtint que des résultats tout à fait insuffisants : Le bastion du Dauphin reçut une restauration provisoire, le flanc du bastion du Roi fut solidement réparé; on construisit une lunette en terre entre ce bastion et celui du Dauphin; les chemins couverts et les palissades furent mis en état, les fossés déblayés et on jeta les fondations d'une demi-lune projetée entre le bastion de la Reine et le demi-bastion de la Princesse. En dehors de la ville, les hauteurs du Cap Noir, de la Justice et du Four à Chaux, qui dominaient le front de terre, avaient été dérasés de 7 à 9 pieds. Mais il restait encore beaucoup à faire. Voici, d'ailleurs, la description que fait La Houillère de la forteresse au début du siège : « Nul ouvrage extérieur, un chemin couvert de mille toises environ de pourtour, un développement trop étendu par conséquent pour la garnison que nous avons; ce chemin vu et enfilé, dans la majeure partie, des hauteurs voisines est cependant notre meilleure défense. La che-

(1) Mémoire pour le sieur Franquet. Archives des Colonies. — De 1754 jusqu'en 1758, on ne dépensa en travaux neufs ou de réparation, en construction de casernes ou magasins qu'une somme totale de 480.000 livres (Mémoire de Drucour).

mise des bastions et courtines dégradée de trois pieds d'épaisseur en plusieurs endroits, les ouvrages qui ont été réparés, pieux et fascines affaissés et ébranlés par les pluies de l'hiver, une partie de l'enceinte fermée par un mur de pierre sèche seulement de 10 ou 12 pieds de haut qui répond à une anse où l'on peut débarquer; la partie de la Grave, depuis la porte Dauphine jusqu'à la pointe de la Grave, est accessible pour un coup de main. On ne remplace ces défauts de la fortification que par des hommes. Quant à l'entrée du port, nous avons lieu d'être tranquilles, étant gardée par le fort de l'entrée et les vaisseaux. »

Néanmoins, malgré ces défectuosités et le mauvais entretien du front de terre, les abords de la place étaient très défendables, car l'assaillant, pour ses travaux d'approche, aurait à surmonter des obstacles sérieux. Le demi-bastion du Dauphin et la courtine entre ce bastion et celui du Roi étaient baignés par un fossé d'eau qu'alimentait un étang; le reste de l'enceinte jusqu'à la mer, du côté du Cap Noir, avait pour glacis un véritable marécage que l'ennemi devrait franchir avant de couronner le chemin couvert. Par contre, Louisbourg, à peine protégé du côté du bassin intérieur, serait à la merci d'un assiégeant dont les vaisseaux auraient pu forcer la passe et se rendre maîtres du port; à défaut de fortifications, il ne faudrait compter que sur la défense mobile que fournirait l'escadre. Enfin la ville, presque toute en bois, souffrirait cruellement d'un bombardement, mais la population civile, de 3.000 âmes environ (1) et composée en grande partie de matelots et de pêcheurs, n'était pas assez nombreuse pour constituer un embarras.

Pour le siège de la forteresse, le ministère britanni-

(1) Bourinot (*Cape Breton and its Memorials*) estime la population civile de l'île au moment du siège à 3 ou 4.000 habitants.

que, stimulé par Pitt, avait fait de grands préparatifs. L'amiral Holborne, dont on blâmait la timidité de l'année 1757, fut remplacé par l'amiral Boscawen que nous avons vu commencer les hostilités en 1755 par la prise de l'*Alcide* et du *Lys,* et qui avait la réputation d'un marin hardi et entreprenant. Lord Loudoun, rendu responsable de l'échec de la tentative sur Louisbourg et de la chute du fort William-Henri, fut rappelé et céda au général Abercromby le commandement suprême des forces anglaises et coloniales en Amérique. Quant à la direction spéciale de l'entreprise sur l'île du Cap Breton, elle fut confiée au général Amherst qui avait fait la campagne du Hanovre dans l'état-major du duc de Cumberland. Boscawen, devançant cette fois le départ des escadres françaises, mit à la voile de Saint-Helens (1) le 19 février; dans la manœuvre de l'appareillage, il perdit un de ses vaisseaux, l'*Invincible,* qui s'échoua et qu'on ne put pas relever. A Halifax, il rallia la division qui avait hiverné dans cette rade et y fut rejoint par les transports qui avaient à bord les troupes destinées au siège. Le 26 mai, Amherst, arrivant d'Angleterre, rencontra la flotte de Boscawen sortant du port de Halifax; elle comptait 157 bâtiments dont 23 vaisseaux de ligne et 18 frégates. Le corps expéditionnaire, composé de 14 bataillons anglais, dont 8 tirés d'Amérique et les autres fournis par les garnisons de la Nouvelle-Écosse ou par la métropole, de 330 artilleurs et d'environ 600 chasseurs (Rangers) et ouvriers coloniaux, atteignait un effectif total de 12.000 combattants; sous les ordres d'Amherst servaient, en qualité

(1) Consulter pour le siège de Louisbourg : *Annual Register* 1758. Le journal du général Amherst reproduit par Mante. *Late war in America,* London, 1772. Les rapports de Drucour et la Houillère· Archives des Colonies et de la Guerre. — Le rapport de des Gouttes, le journal de Querdisien. Archives de la Marine. — Pichon, *Lettres et Mémoires pour l'histoire du Cap Breton,* London et La Haye, 1760. — Le journal du chevalier Johnstone. Archives de la Guerre. — Parkmann, Bourinot, etc.

de brigadiers, Whitmore, Lawrence et Wolfe. Le 3 juin, Louisbourg était en vue; l'amiral et le général firent aussitôt une reconnaissance pour déterminer le point de débarquement. Le lendemain, presque tous les transports se trouvèrent réunis dans la baie de Gabarus, à l'ouest de la ville, mais l'état de la mer fit ajourner l'opération jusqu'au matin du 8 juin. A terre, et malgré quelques démonstrations du côté de la pointe de la Lanterne, il était impossible de ne pas deviner les intentions des Anglais, aussi le commandant des forces françaises avait-il eu le loisir de prendre ses mesures pour repousser la tentative de descente.

Comme presque toujours en pareil cas, les moyens de la défense étaient trop éparpillés : une chaîne de postes s'étendait depuis l'anse de la Cormorandière (Fresh Water Cove), à 6 kilomètres 1/2 de Louisbourg, jusqu'à la pointe Blanche; des ouvrages de campagne avaient été construits et armés de pièces légères; les troupes, composées de forts détachements des régiments d'Artois et de Bourgogne, de la colonie et de quelques miliciens, étaient au nombre de 2.000 hommes dont moitié à l'anse de la Cormorandière, sous les ordres du colonel de Saint-Julien, le reste réparti entre la Pointe Plate, la Pointe Blanche, la plus voisine de Louisbourg, et la montagne du Diable. Au point du jour, l'affaire débuta par une canonnade des frégates de Boscawen, puis les soldats anglais prirent place dans les chaloupes de la flotte et firent route vers la plage en trois divisions. A celle de gauche, sous les ordres de Wolfe, formée des grenadiers et des chasseurs du corps expéditionnaire et d'un régiment écossais, on désigna pour objectif la Cormorandière; celle de droite, beaucoup plus forte, commandée par Whitmore, se dirigea sur la Pointe Blanche; la division du centre, sous Lawrence, d'égale force, fit mine de vouloir prendre terre à la Pointe Plate; enfin quelques bâtiments eurent mis-

sion de simuler un essai de débarquement à l'anse de Lorambec, à l'est de Louisbourg. « De cette façon, écrit Amherst, nous avons attiré l'attention de l'ennemi de tous les côtés à la fois et l'avons empêché, leurs troupes étant postées tout le long de la plage, de secourir leur droite. L'ennemi s'est conduit avec beaucoup de sang-froid ; il n'a pas tiré un coup de fusil jusqu'à ce que les bateaux fussent à portée de la côte, et à ce moment a concentré sur eux toute son artillerie et sa mousqueterie. La lame était si forte qu'il était presque impossible d'aborder. Néanmoins, malgré le feu et la mer qui brisait avec violence, le brigadier Wolfe continua sa route et débarqua juste à la gauche de l'anse ; il forma son monde, attaqua l'ennemi et le força à la retraite. Plusieurs embarcations ont chaviré ; d'autres ont été mises en morceaux et tous les hommes ont dû se jeter à l'eau pour gagner la terre. Aussitôt la division de gauche débarquée, une section de celle du centre se porta sur la gauche. » Le reste suivit le plus vite possible et appuya les soldats de Wolfe. « Tout cela demanda beaucoup de temps ; le terrain que l'ennemi a parcouru dans sa retraite, ou plutôt sa fuite, est le plus mauvais et le plus coupé que j'aie jamais vu. La poursuite a été arrêtée par le canon de la ville, ce qui a servi d'ailleurs à nous montrer à quelle portée nous pouvons commencer les travaux d'investissement. » D'après Amherst, l'affaire coûta aux Anglais 50 officiers et soldats tués ou noyés et 61 blessés. Le vainqueur ramassa une soixantaine de prisonniers (1) et s'empara de 10 pièces de canon et de 10 pierriers dont étaient garnies les fortifications de campagne que le défenseur avait élevées.

Dans leurs grandes lignes, les rapports français ne diffèrent guère de celui du général anglais : « A 4 heures

(1) D'après Pichon qui prit part à l'action, la perte totale des Français aurait été de 200 tués, blessés et pris.

ce matin, écrit Drucour (1), le temps assez beau, l'amiral a fait le signal pour la descente ; le plus fort s'est porté à la Cormorandière, peu à la Pointe Plate, et point du tout à la Pointe Blanche. La totalité de l'attaque du premier poste a été repoussée ; mais à une portée de fusil de l'Anse au Sable, en un endroit escarpé et rempli de roches, quelques berges ont pris pied et il en est successivement descendu plusieurs ; l'on ne s'en est pas aperçu dans l'instant. » Aussitôt averti de ce qui était arrivé, Saint-Julien lança contre les Anglais les grenadiers de ses deux bataillons ; mais ils essuyèrent un feu terrible qui jeta par terre presque tous les officiers, et durent se replier. « Les postes de la Cormorandière et ceux de la Pointe Plate (2) étant ainsi séparés par une colonne fort épaisse des ennemis, il fallut songer à la retraite et la faire avec précipitation jusqu'au faubourg de Barachois où les troupes furent arrêtées pour faire brûler les baraques qui pourraient nuire pendant le siège. »

Au dire de l'historien anglais Mante, l'opération n'aurait réussi que grâce à une surprise heureuse. Le général Wolfe, convaincu que ses chaloupes ne pouvaient aborder à cause de la lame et des brisants, aurait donné, avec son chapeau, le signal de la retraite ; le geste aurait été interprété en sens contraire par quelques officiers qui, avec leurs hommes, prirent terre derrière un promontoire de rochers où ils se mirent à l'abri du feu. Wolfe, profitant de l'erreur, aurait suivi avec les autres bateaux ; entre temps, le premier détachement se serait glissé, sans être vu par les Français, et aurait ouvert à l'improviste sur le flanc des défenseurs un feu des plus vifs qui les détermina à évacuer les retranchements. Le reste de la division, animé par l'exemple du géné-

(1) Relation de Drucour, 8 juin 1758. Archives de la Guerre.
(2) La Houillère au Ministre, 10 juin 1758. Archives de la Guerre.

ral, avait poussé vers la plage et les soldats, entraînés par leur ardeur, s'étaient jetés à la mer pour gagner le bord ; c'est ainsi que plusieurs furent noyés. De ces récits un peu confus, il semble résulter que seule la division de Wolfe, la plus faible des trois mais composée d'éléments d'élite, fut engagée ; que l'intrépidité du général fut secondée par le débarquement d'une poignée d'hommes à l'insu des Français ; que ces derniers, relativement peu nombreux et dispersés le long du rivage, se laissèrent impressionner par une attaque inattendue et donnèrent le temps aux Anglais de se renforcer et de se former avant de fondre sur eux.

« Nous voilà donc renfermés dans la ville, écrit la Houillère après l'échec du 8 juin, et dans le cas d'y être bientôt assiégés... Nous tiendrons, Monseigneur, aussi longtemps qu'il sera possible pour l'honneur des armes du Roi et pour le nôtre ; mais il est triste d'être chargé d'une besogne aussi ingrate et de voir ce qu'il en doit coûter au Roi. Il est certain, et à la connaissance de trop d'officiers de vaisseaux, que la place est dans le plus mauvais état malgré les travaux et la dépense excessive qu'on a faits, parce que la nature des matériaux est très défectueuse et que l'intempérie des saisons détruit tout. »

De la part du personnel de l'escadre, il y eut, dès le début, manque absolu de confiance : Quelques heures après le débarquement des Anglais, des Gouttes soumit au gouverneur une demande motivée et appuyée par ses capitaines, tendant à obtenir l'autorisation de sortir de Louisbourg et de faire voile pour les ports français. Drucour saisit de cette requête un conseil de guerre qui, à la grande majorité de ses membres, la repoussa. Seuls l'intendant Prévost et le brigadier La Houillère se déclarèrent favorables, tous les autres furent d'un avis négatif. A deux reprises durant les opérations, le conseil de guerre, sur de nouvelles instances de la marine, eut à

trancher la question, et deux fois il se prononça pour la rétention des vaisseaux dont le départ aurait eu une répercussion désastreuse sur l'esprit de la garnison. Force fut donc aux marins de des Gouttes de prendre leur part des incidents du siège et de partager le sort de la place.

Un peu ébranlé par le succès des Anglais à la Cormorandière, le moral des troupes fut relevé par les mesures énergiques de Drucour et par l'arrivée du dernier demi-bataillon de Cambis que Duchaffault avait mis à terre au Port Dauphin avant de faire route pour le Canada. On organisa, pour le service des avant-postes, 5 compagnies de volontaires et on travailla activement à la réparation de l'enceinte ; cependant, il fut jugé impossible de conserver la batterie Royale au nord de la rade ; elle fut évacuée après destruction ou enclouage des pièces qu'elle contenait.

Amherst, prévenu de cet abandon, envoya le 12 juin Wolfe, avec 1.200 hommes, prendre possession de la Pointe de Rosse ou de la Lanterne ; cet officier put faire le tour de la baie et s'établir sur la position indiquée sans rencontrer aucune opposition de la part de l'assiégé. Les Anglais y tracèrent une batterie dont l'armement fut apporté par mer et dont le tir était destiné à battre celui de l'îlot de la passe et des vaisseaux français embossés dans le port. Grâce au concours de la marine britannique, la besogne fut vivement menée et, le 19 juin, commença le bombardement qui dura, presque sans intermission, jusqu'à la fin des hostilités.

« Vers les 9 heures du soir, écrit Querdisien (1), les ennemis allumèrent un grand nombre de feux sur les hauteurs de la côte septentrionale de la rade, et tirèrent ensuite quelques fusées qui furent sur-le-champ suivies de plusieurs volées d'une chaîne de 10 mortiers

(1) Journal de Querdisien, commissaire de la Marine. Archives de la Marine.

qui régnait depuis la Lanterne jusqu'au Carénage, et d'une batterie de 2 ou 3 pièces de canon placées au-dessous de la Lanterne. Le feu dura toute la nuit et les vaisseaux y répondirent. » Cette pluie de bombes, dont il tomba plus de 150, était pleine de danger pour les bâtiments à cause du risque d'incendie; aussi le lendemain, des Gouttes fit-il retirer ses vaisseaux de la zone la plus exposée et les rapprocha-t-il de la place. Les capitaines, sur ses ordres, protégèrent les parties vulnérables avec des blindages de bois et des boucauts de tabac qu'on acheta aux particuliers; ils déposèrent également « la plus grande partie de leurs poudres dans des goélettes qui furent mises à l'écart ». Ces précautions prises, le duel d'artillerie continua entre les belligérants; les batteries anglaises des pointes de la Lanterne et de Rosse furent renforcées de grosses pièces empruntées à la flotte et servies par l'infanterie de marine qui vint remplacer les soldats de Wolfe. De leur côté, les Français répliquèrent de leur mieux de la batterie de la pointe de Rochefort, dirigée par un lieutenant de frégate, le chevalier de Queue, et de l'îlot de la passe, où commandait un officier du régiment d'Artois, M. de la Tour. Ce dernier ouvrage fut fort endommagé : « Les embrasures de cette batterie (1) étant de maçonnerie vieille et négligée, rongée et désunie par l'air et le sel de la mer et dans le plus mauvais état, ont beaucoup souffert; ils l'ont tellement maltraitée que 4 embrasures n'en ont plus fait qu'une. Les bombes y ont aussi causé beaucoup de désordre, le fort étant très petit et n'ayant aucune soute, ni souterrain. »

En dépit de leur changement de position, les navires français embossés dans le port servaient de cible aux mortiers de la pointe de la Lanterne; le 29 juin, « sur

(1) Rapport de La Houillère.

les quatre heures du soir (1), le *Capricieux* reçut une bombe qui, malgré tout le blindage possible, tant en cordage qu'en tabac, a percé le gaillard d'avant, les deux ponts, le faux pont et est entrée fort avant dans la cale où, ayant éclaté, elle a mis le feu que l'on a eu de la peine à éteindre ». Cet accident provoqua une nouvelle prière d'autorisation de sortie qui fut refusée par le gouverneur. Là-dessus, des Gouttes demanda « quel serait le genre de service que l'escadre pourrait rendre à la place, ne pouvant sans un risque évident garder dans ses vaisseaux que très peu de poudre ; il est convenu de faire approcher de la ville le plus que l'on pourrait les vaisseaux ». En conséquence, on décida de placer les équipages à la disposition de la défense de terre, d'évacuer les vaisseaux « après les avoir mis sur 4 amarres comme ils pourraient l'être dans un port de France » et de les désarmer, « à la réserve d'un corps de garde de 25 hommes et d'un officier qui y monteront la garde et qui seront relevés toutes les 24 heures ». Le même 29 juin, on coula, pour obstruer le chenal, l'*Apollon* et les frégates la *Fidèle*, la *Chèvre* et la *Biche*. De l'escadre, il ne restait plus à flot que 5 vaisseaux de ligne et une frégate.

Pendant que ces incidents se passaient dans le port, du côté de la Cormorandière l'attaque n'avançait qu'avec une extrême lenteur. Le ressac et le mauvais temps apportaient des entraves à la mise à terre des munitions et du parc de siège ; plus de 100 embarcations et un canon de 24 furent perdus dans cette opération. Mais ce n'était pas tout ; le matériel une fois sur la plage, il fallait le transporter à travers les marécages et les accidents de terrain jusqu'à l'emplacement des batteries. « Toutes les difficultés du débarquement, écrit Amherst (2), la cons-

(1) Rapport de des Gouttes, 1er juillet 1758, à bord du *Prudent*. Archives de la Marine.

(2) Journal d'Amherst, 6 juillet 1758. Mante.

truction des routes, le passage des marais et les précautions pour la défense de notre camp, rendent l'approche de la place beaucoup plus longue que je ne l'eusse souhaité. » Ce ne fut que le 27 juin que les Anglais occupèrent la Colline Verte, et le 3 juillet qu'ils commencèrent à élever les traverses destinées à protéger les tranchées du côté du bassin intérieur. Cette entreprise, ainsi que l'achèvement des chemins d'accès, fut gênée par la frégate l'*Aréthuse* que son brave commandant, Vauquelin, avait embossée au fond de la rade de manière à balayer les ouvrages anglais. Il maintint sa position pendant plusieurs journées et, malgré des pertes sensibles, en infligea de plus sérieuses à l'ennemi. Le *Capricieux* vint appuyer l'action de Vauquelin pendant que les bastions du Roi et Dauphin tiraient de plein fouet sur les travailleurs de l'assiégeant. Pour combattre le feu de l'*Aréthuse* et du *Capricieux,* aussi bien que pour enfiler le front d'attaque, Amherst fit établir plusieurs batteries sur la hauteur de Martissans au nord de la rade. L'*Aréthuse*, fort éprouvée, dut abandonner la partie et, après avoir réparé ses avaries, fut expédiée, avec les dépêches du gouverneur, pour la France où elle arriva saine et sauve.

Au moment de son départ, le 15 juillet, la situation était encore incertaine. Voici en quels termes elle est dépeinte par La Houillère (1) : « Jusqu'à ce jour les Anglais ont occupé toutes les hauteurs et sommités dont la place est entourée du côté de la terre, par des redoutes et retranchements à l'éloignement de 5 à 600 toises. Du côté de la Pointe Blanche, le long de la mer vers le Cap Noir, ils se sont avancés sur 3 petits monticules qui se suivent, dont le plus proche de la place se trouve à 350 toises environ. » Les remparts étaient intacts et n'avaient guère

(1) La Houillère au Ministre. Louisbourg, 13 juillet 1758. Archives de la Guerre.

souffert que de l'ébranlement causé par leur propre artillerie; sur le front de terre, les Anglais étaient encore à 600 toises du chemin couvert et n'avaient pas entamé leurs parallèles. Par contre, la ville et les batteries des bastions avaient été très incommodées par le feu des canons et mortiers qu'Amherst avait distribués au nord de la rade et à la Pointe à Rosse; des malades et des religieuses avaient été blessés dans les hôpitaux, un chirurgien avait été tué; le défaut d'abri sûr contre les bombes était un inconvénient qui ne ferait que grandir avec la continuation du siège. Malgré tout, le moral de la garnison était excellent; une sortie faite dans la nuit du 8 au 9 juillet, sous la direction du colonel Marin, avait bien réussi. Les volontaires pénétrèrent sans tirer dans les tranchées de l'ennemi, le surprirent, tombèrent sur lui à la baïonnette, lui tuèrent du monde, entre autres un capitaine, lord Dundonald, et firent des prisonniers parmi lesquels deux officiers. Du côté français, deux capitaines de volontaires y perdirent la vie et un officier d'Artois fut blessé.

Ces rencontres n'empêchaient pas les commandants opposés de se livrer à un assaut de politesses : De la part d'Amherst, vint un parlementaire porteur de deux ananas pour Madame de Drucour, et chargé de lui exprimer ses regrets « des inquiétudes que la circonstance allait lui causer ». La femme du gouverneur répondit à cette courtoisie par un présent de 50 bouteilles de vin. Le troc fut sans doute trouvé avantageux, car peu de jours après, survint un second cadeau d'ananas. On se contenta cette fois de donner deux louis au messager avec un billet de remerciements, « mais point de vin au général qui, je crois, remarque judicieusement Drucour (1), ferait volontiers le change de ma cave pour des ananas ». Il y eut

(1) Rapport de Drucour, 24 juin 1758. Ile Royale. Archives des Colonies.

aussi un commencement de négociation entre les deux camps pour la protection des hôpitaux : Les Anglais étaient prêts à accorder aux assiégés la latitude « de les placer (1), soit à l'île de l'entrée, soit dans un vaisseau, en observant qu'ils seraient les maîtres d'y envoyer un officier..... pour voir que les ouvrages restent dans l'état qu'ils se trouvent actuellement et qu'on y transporte les malades et blessés ». Drucour, on ne sait pourquoi, ne crut pas pouvoir consentir à cette condition qui, inacceptable pour l'îlot, n'aurait pas eu grand inconvénient pour un des vaisseaux.

Dans les rangs de la marine, le découragement était à son comble. Le brave Beaussier, qui avait toujours été très hostile à la rétention des vaisseaux pour la défense, écrivait, le 15 juillet (2), les lignes suivantes : « L'escadre retardera de quelques jours l'attaque de la place, mais ce retard n'est pas à comparer avec la perte de l'escadre qui tombera au pouvoir des ennemis. J'ai dit à ce sujet tout ce que je croyais de bien pour l'État, mais je n'ai pas été écouté. Nos équipages malades ou blessés sont sous des tentes, exposés aux canons et sans aucun secours. Les équipages pour le service de la place sont aussi sous des tentes, commandés par nos officiers, manquant de bois pour faire leur chaudière. » L'écrivain ne professe aucune illusion sur la destinée de Louisbourg : « La place est en mauvais état ; elle ne saurait soutenir le siège. Si elle avait été attaquée par tout autre que les Anglais, il y a longtemps qu'elle aurait été enlevée. Il était même inutile qu'on nous ait retenus ici pour causer la perte de l'escadre en lui faisant suivre le même sort de la ville ».

Le 19 juillet eut lieu un conseil des capitaines auquel assista l'auteur du journal que nous avons déjà cité, le

(1) Rapport de Drucour, 7 juillet 1758. Ile Royale. Archives des Colonies.
(2) Lettre de Beaussier de l'Isle, 15 juillet 1758. Archives de la Marine.

commissaire Querdisien. « Il fut arrêté (1) que, vu le mauvais état de la place et la nécessité où elle se trouverait bientôt d'une capitulation, M. des Gouttes ferait à M. de Drucour une demande par écrit de lui indiquer le moment où il pourrait faire mettre le feu aux vaisseaux qu'il lui paraissait important de ne pas laisser tomber au pouvoir de l'ennemi. » Les artilleurs anglais se chargèrent de la réponse : « Le 21, il tomba une bombe sur la poupe du *Célèbre* qui y mit le feu; les progrès du feu furent si prompts qu'on ne put parvenir à l'éteindre. Les amarres que ce vaisseau avait de l'arrière ayant manqué en venant à l'appel des câbles de l'avant, il présenta la poupe à l'*Entreprenant* qui se trouvait sous le vent (E.-N.-E.). Celui-ci coupa ses grelins d'embossage de l'arrière, évita, et par ce mouvement présenta le beaupré à la poupe du *Célèbre* dont il reçut quelques étincelles qui y mirent le feu. Ce feu fut encore fort actif et l'embrasement se communiqua bientôt au *Capricieux* qui termina ce déplorable incendie pendant lequel l'ennemi fit sur les vaisseaux un feu prodigieux de canon et de bombe; il ne périt personne en cette occasion. »

Un désastre de cette importance, qui tranchait la question soulevée dans le conseil de l'avant-veille, donna lieu à des commentaires fort désobligeants pour la marine : « La joie (2) que les capitaines témoignent de la perte de leurs bâtiments est un sûr garant des peines qu'ils se sont données pour éteindre le feu. Cependant ils voudront nous persuader qu'ils ont fait l'impossible pour sauver leurs vaisseaux, mais que la chose n'était pas faisable. En conséquence ils ont fait mettre aux arrêts un capitaine du régiment de Bourgogne parce qu'il disait qu'avec une

(1) Journal de Querdisien. Archives de la Marine.

(2) Extrait du Journal d'un officier de la garnison de Louisbourg. Archives de la Guerre.

compagnie de grenadiers il se faisait fort de sauver les vaisseaux du Roi. »

Ce ne fut que le 16 juillet, 38 jours après leur débarquement, que les Anglais amorcèrent leur véritable attaque. « Sur les 7 heures du soir, écrit La Houillère (1), à la faveur de plusieurs ravins dont la place est entourée, les ennemis marchaient en force pour s'emparer des hauteurs qui sont à 250 toises du chemin couvert, en avant du bastion Dauphin et du bastion du Roi..... On fit toute la nuit un très grand feu pour incommoder les travailleurs, mais l'ouvrage étant à moitié fait et à couvert par la nature du terrain, les ennemis travaillèrent sans beaucoup de risque et pouvaient avant le jour perfectionner leur logement en sûreté. » Pour cheminer plus sûrement, les ingénieurs anglais s'étaient abrités derrière une chaîne de monticules dont le principal, celui de la Justice, avait été partiellement rasé, mais qu'on avait négligé de couronner d'ouvrages de campagne. Ces hauteurs, au lieu de servir à la défense, facilitèrent l'approche. « Le 17 au point du jour les quatre batteries de la hauteur des Martissans, dont il est parlé ci-dessus, commencèrent à tirer avec la plus grande vivacité sur la pièce de l'éperon qui est à droite et au bas du cavalier Dauphin, sur ledit cavalier et son bastion et sur le bastion du Roi, ainsi que sur les casernes qui devinrent inhabitables. Notre artillerie répondit à celle des ennemis avec beaucoup de vigueur; mais la terre n'étant à Louisbourg que de la tourbe sans consistance et n'ayant pas plus de corps que de la cendre, nos batteries furent fort endommagées; on les répara pendant la nuit et on commença à travailler à quelques traverses sur la courtine, entre le bastion du Roi et celui de la Reine qui était écharpé dans toute sa longueur. »

(1) Rapport de La Houillère. Louisbourg, 5 août 1758. Archives de la Guerre.

Pendant les deux ou trois jours qui suivirent, la canonnade continua ; les Anglais poussèrent leurs tranchées ; les Français souffrirent beaucoup du feu des canons et mortiers de Martissans. Il fallut masquer les embrasures de l'éperon, « le cavalier Dauphin n'étant formé que par des pièces de charpente debout entraversées par un double rang de madriers qui soutiennent la terre meuble dont on a fait ce cavalier, il a été fort endommagé ; la terre commence à s'ébouler et à remplir le bastion Dauphin qui est fort étroit ».

Malgré les réparations effectuées pendant la nuit, l'état du front d'attaque empirait d'heure en heure ; dès le 19, le feu du cavalier était éteint, presque tout le matériel hors de service et le bastion Dauphin très délabré. Entre temps, l'ennemi activait l'armement des batteries destinées à faire brèche. Pour entraver cette opération, les défenseurs organisèrent, pour le 21, une grande sortie à laquelle l'escadre devait coopérer en envoyant 2 vaisseaux balayer les hauteurs de Martissans. Cette expédition, qui aurait dû être exécutée dans la nuit, fut remise, et, par suite de l'incendie des 3 vaisseaux, indéfiniment ajournée. « Le 22, rapporte Amherst (1), nous avons commencé à tirer de deux batteries de la droite avec 13 canons de 24, et d'une troisième avec 7 mortiers ; notre tir a eu beaucoup de succès. L'ennemi a tiré de la ville pendant quelque temps avec beaucoup de vigueur ; il a envoyé les obus dans nos ouvrages. » La nuit suivante, une bombe des assiégeants mit le feu au grand corps de caserne du bastion du Roi ; à peine l'incendie fut-il surmonté qu'une nouvelle explosion le ralluma du côté de l'église ; on ne put pas sauver le bâtiment qui était en pierre et on s'estima heureux de conserver « la batterie du bastion du Roi qui y touche et qui étant de bois courut grand ris-

(1) Journal d'Amherst cité par Mante.

que ». La journée d'après, ce fut le tour des casernes du bastion de la Reine qui, construites en bois, devinrent promptement la proie des flammes.

La fin approchait. L'ingénieur Franquet le constatait dans son rapport du 24 (1) : « Le cavalier du bastion Dauphin est totalement détruit, et proprement il ne nous reste sur le front attaqué en état de défense que les batteries des flancs; le canon de l'ennemi croise dans tout l'intérieur de la ville ; les bombes nous désolent tellement qu'il n'y a pas un coin où l'on puisse être en sûreté. On lui compte 31 mortiers en batterie. » La constatation du lendemain est encore plus alarmante : « Il ne reste dans la place de canon en état de tirer, et dont on puisse faire usage, sur le front attaqué que 7 pièces; les autres sont tellement maltraitées qu'il n'y faut plus songer. » Cependant, la profondeur de l'eau dans les fossés et l'état encore intact du chemin couvert et de l'escarpe, donnaient l'espoir de pouvoir prolonger la résistance de quelques jours. En attendant, la garnison employait ses nuits à déblayer le bas de la brèche du bastion Dauphin qui s'élargissait d'heure en heure.

Dans le camp anglais, les travaux étaient poussés avec ardeur; le 24, l'assaillant démasqua à sa gauche une nouvelle batterie qui tira avec effet sur le flanc droit et la face droite du bastion du Roi déjà fort abîmé par le feu des derniers jours. Pour venir en aide aux troupes de terre, l'amiral Boscawen débarqua (2) 400 matelots. Le soir du 24, il n'y avait plus guère debout, sur le front battu, que le flanc droit du bastion du Roi; la brèche pouvait être rendue praticable avec des fascines. Le gouverneur, accompagné de La Houillère et de Franquet, visita les ruines du bastion Dauphin et demanda à l'in-

(1) Mémoire pour le S[r] Franquet. Archives des Colonies.
(2) Journal d'Amherst. Mante.

génieur (1) « un mémoire sur l'état de la place qui paraissait annoncer une chute prochaine et le moment d'obtenir une capitulation honorable et utile ».

Le 25, les Anglais commencèrent la construction d'une batterie sur la hauteur de la Justice et débouchèrent à la sape volante pour former leur troisième parallèle. Ce travail, il est vrai, contrarié par la mousqueterie qui partait du chemin couvert, ne fit guère de progrès. Le soir, nouvelle inspection de la brèche par les généraux et les lieutenants-colonels; on la trouva plus accessible que la veille mais on convint d'en nettoyer la base tant qu'on pourrait pendant les heures d'obscurité; malheureusement la brièveté et la clarté des nuits ne favorisaient pas l'opération : « les ennemis firent un feu prodigieux, le canon tirait comme le jour et ils tirèrent quantité de bombes ». Cette recrudescence d'activité avait pour but de seconder une tentative hardie de l'amiral anglais contre les deux survivants de l'escadre de des Gouttes. Ces deux vaisseaux étaient encore à flot dans le port; l'un d'eux, le *Bienfaisant,* avait enfilé avec quelque efficacité les tranchées et les batteries de l'assiégeant. Il s'agissait de les prendre ou de les détruire. A cet effet, les berges et embarcations de la flotte, en deux divisions sous les ordres des commandants Laforey et Balfour, pénétrèrent dans la rade intérieure; grâce à la brume, elles ne furent pas aperçues, et purent s'attaquer aux deux bâtiments dont elles s'emparèrent à l'abordage. Les postes de garde furent complètement surpris (2) : « Nous avons su par l'officier qui était à bord du *Prudent,* que sans avoir eu connaissance des chaloupes qui arrivaient pour l'enlever, étant à faire pomper, dans un instant les gaillards et pas avants avaient été couverts d'Anglais qui les ont fait descendre en bas et fermé les écoutilles. » Le *Prudent,*

(1) Rapport de La Houillère.

(2) Rapport de Drucour. Archives des Colonies.

aussitôt les amarres coupées, échoua et fut incendié par le vainqueur. Les matelots de Boscawen furent plus heureux en ce qui concerne le *Bienfaisant* qu'ils remorquèrent et mirent en sûreté au fond de la baie. Ce navire avait été si maltraité par la canonnade du siège que son grand mât tomba dans le trajet. Dans la ville, l'alarme fut donnée par l'incendie du *Prudent;* on courut aux remparts et on tira sur la flottille anglaise quelques coups de canon de la pièce de la Grave. Pendant l'alerte, il y eut du désordre et, comme le fait observer La Houillère, « si l'ennemi eût attaqué en même temps la brèche et l'éperon, le mur crénelé et la pointe de Rochefort, il est vraisemblable qu'il eût percé en quelque endroit ». Ce coup de main audacieux, qui ne coûta aux Anglais que 7 tués et 9 blessés, trancha le sort de Louisbourg.

Au point du jour du 26 juillet, les 4 pièces de la Justice ouvrirent le feu. Drucour, La Houillère, Franquet, les commandants des régiments et des Gouttes constatèrent que la brèche était devenue plus praticable que jamais. La perte des vaisseaux découvrait la place du côté du port où elle n'était défendue que par « le mur du quai de 8 à 9 pieds de haut ». Aussi, sur un mémoire de Franquet démontrant une situation désespérée, le conseil résolut à l'unanimité d'entrer en pourparlers pour la capitulation.

Peut-être eût-il été possible de prolonger la résistance de quelques jours. Certes la brèche du bastion Dauphin était accessible et les bastions avoisinants du Roi et de la Reine étaient en ruine; mais, pour y arriver, il eût fallu effectuer un logement sur le chemin couvert et, pour cela, franchir la retenue d'eau et les marais qui protégeaient le front de terre. Or, l'ennemi était encore à distance et aurait été exposé dans le trajet au feu de la garnison dont le moral restait excellent. Les véritables causes de la reddition furent le manque d'abris pour les

soldats, le bombardement continuel duquel les habitants avaient à souffrir, et surtout la crainte d'escalades du côté des quais, du port et de la pleine mer, qui, combinées avec l'attaque de la brèche, auraient donné aux assiégeants de grandes chances de succès. Que le danger fût réel, il n'y a pas de doute. Au moment même où Amherst reçut la visite du parlementaire français, l'amiral Boscawen était venu lui annoncer son intention de faire entrer, le lendemain, 6 vaisseaux dans la rade intérieure. Pour s'opposer à une entreprise de cette nature, on pouvait, il est vrai, se servir du canon des batteries de l'îlot, de la pointe de Rochefort et des bastions du front de la passe, mais une fois les navires anglais en dedans du goulet, la ville, presque sans défense du côté de la rade, eût été à leur merci. Drucour eut un moment la pensée de soutenir l'assaut quand il se vit refuser les conditions accordées par Richelieu à la garnison de Port Mahon et il rompit même la négociation; mais il finit par céder aux instances de l'ordonnateur Prévost, qui s'était fait l'interprète des sentiments de la population civile, et se résigna à subir la loi du vainqueur.

Aux termes de la capitulation, datée du 26 juillet, la ville de Louisbourg (1), ainsi que les îles du Cap Breton et de Saint-Jean, devaient être remises aux Anglais avec les magasins leur appartenant; les troupes devaient être envoyées en Angleterre comme prisonnières de guerre; les marchands et employés qui n'avaient pas participé aux hostilités seraient transportés en France par les soins de l'amiral britannique. Le 27 juillet, le général Whitmore prit possession de la place et la garnison déposa les armes. Elle comptait (2), tant des 4 bataillons de l'armée de terre que des compagnies coloniales, 214 officiers et 2.374 soldats présents dans le

(1) Annual Register, 1758, page 177.
(2) Chiffres officiels des rapports anglais.

rang; aux ambulances, il y avait 453 malades et blessés. Des équipages de l'escadre, il ne restait effectif que 135 officiers, 1.124 mariniers, soldats et matelots; 1.347 étaient aux hôpitaux. En fait de matériel, les Anglais s'emparèrent de 221 canons, 18 mortiers, de munitions et de vivres en grandes quantités. Les opérations du siège et du débarquement leur coûtèrent en officiers 12 tués et 23 blessés, en sous-officiers et soldats 160 tués et 329 blessés. Ces chiffres ne comprennent pas les pertes du personnel de la flotte qui, d'ailleurs, ne furent pas sensibles. Les Français eurent (1) 9 officiers tués et 27 blessés, 84 sous-officiers et soldats tués et 210 blessés; la part relativement importante de la milice bourgeoise, 19 hommes tués et 29 blessés, indique une association sérieuse à la défense. Nous ne possédons aucune donnée sur le déchet des équipages de des Gouttes, qui ne put être inférieur à 150 ou 200 officiers et marins mis hors de combat.

Pendant le siège, Louisbourg ne reçut aucun secours du dehors; on ne peut en effet qualifier de ce nom l'expédition de Boishébert. Cet officier, envoyé du Canada, arriva le 13 juillet à Miré, hameau de l'intérieur de l'île, avec 50 réguliers, 130 miliciens, pour la plupart Acadiens, et 40 à 50 sauvages. Il y fut rejoint par Villejouin qui avait amené de l'île Saint-Jean un détachement de pareille force. Boishébert ne donna d'autre signe de vie qu'une petite affaire d'avant-postes et l'enlèvement de quelques convoyeurs. Un peu plus énergique, il eût pu inquiéter les postes anglais qui gardaient le nord de la rade et protégeaient les batteries de Martissans. Inutile d'ajouter qu'il n'attendit pas la chute de la place pour se retirer sur la terre ferme.

Jugée au point de vue technique, la prise de Louis-

(1) Rapport de Drucour. Archives des Colonies.

bourg fut un événement normal. Des fortifications qui, à chaque mauvaise saison, ne restaient debout que grâce à des réparations répétées, ne pouvaient résister longtemps à la pluie de boulets et de bombes que l'assaillant dirigea sur eux de ses 65 canons (1) et 44 mortiers; les remparts étaient en si mauvais état que la brèche fut faite par le feu de Martissans malgré l'éloignement, considérable pour l'époque, de plus de 400 toises. Les incendies fréquents dans une petite ville presque tout en bois, le bombardement de jour et de nuit, fatiguèrent le soldat qui n'obtenait qu'un repos insuffisant, et énervèrent le civil qui voyait tuer ses proches et détruire ses propriétés. Enfin, pour la défense, la suprématie dans la rade était indispensable; fort disputée dès le début, elle appartint sans conteste aux Anglais à partir de la nuit du 25 au 26 juillet. Dans de pareilles conditions, la capitulation pouvait être retardée, mais était en fin de compte inévitable. Les chefs français Drucour, La Houillère, Franquet, sans faire montre de grande capacité ou d'initiative, firent leur devoir; les officiers et soldats de la garnison se conduisirent bravement, mais le héros ou plutôt l'héroïne du siège fut Mme de Drucour qui donna l'exemple du sang-froid; elle se montra sur les batteries et poussa, dit-on, le courage jusqu'à pointer elle-même deux ou trois coups de canon chaque jour.

Dans la marine, au contraire, il y eut des défaillances et beaucoup de laisser-aller. Des Gouttes paraît avoir été aussi incompétent que faible. Beaussier, dont nous avons raconté la belle conduite en 1756, fut au-dessous de sa réputation; à en juger par sa correspondance, il se résigna trop philosophiquement à une défaite qu'il croyait fatale. Le roturier Vauquelin, commandant de l'*Arethuse*, que nous retrouverons au Canada, et les

(1) Rapport de La Houillère. Archives de la Guerre.

officiers détachés aux batteries de la ville, se comportèrent avec un dévouement qui leur valut, de la part de leurs camarades de l'armée de terre, des éloges d'autant plus précieux qu'ils faisaient exception dans un concert de critiques et de sarcasmes. La capture du *Prudent* et du *Bienfaisant*, par surprise et presque sans combat, prouve une absence complète de discipline et de surveillance (1) à bord. En résumé, au siège de Louisbourg, le rôle de la marine française ne fut rien moins que glorieux : pas le moindre esprit d'entreprise, pas un essai de profiter de l'éloignement (2) momentané de l'escadre de blocus; puis, après le refus du gouverneur d'autoriser le retour en France, coopération timide et boudeuse à la défense, abandon prématuré des vaisseaux au moins par leur état-major qui eût dû rester au poste du danger; enfin, dans le service, négligence et incurie poussées à l'incroyable (3).

Quant aux Anglais, ils célébrèrent leur succès avec d'autant plus d'enthousiasme qu'il mettait fin à une longue série de revers et d'échecs sur les deux continents. La prise de Louisbourg leur procura un accroissement de prestige indiscutable; elle fit constater la supériorité maritime de l'Angleterre, fort ébranlée en 1755 par l'échec de Byng, et qu'aucun événement signalé n'avait relevée pendant les années 1756 et 1757. En 1758, les Français, en se bornant à l'envoi au Cap Breton d'une division de quelques unités, en ne faisant aucun effort pour se-

(1) Ordre avait été donné le 14 juillet de faire exécuter des rondes de service par les chaloupes de l'escadre. La surprise n'aurait pu avoir lieu si cet ordre avait été exécuté.

(2) Le fait se serait produit le 14 et le 29 juin. Journal d'Amherst. Journal de Querdisien.

(3) Ni des Gouttes ni ses capitaines ne paraissent avoir été appelés à rendre compte de leur conduite; le premier fut autorisé à se retirer en 1764 avec les provisions de chef d'escadre et quatre mille livres d'appointements. Beaussier fut promu chef d'escadre en 1764; il mourut l'année suivante.

courir la place et forcer le blocus, paraissaient renoncer à la lutte navale et abandonner à leurs rivaux la domination des mers. En elle-même, la conquête avait une réelle importance, car à tort ou à raison, Louisbourg était regardé comme la clef du Canada ; c'était dans sa rade, ouverte pendant la plus grande partie de l'année, que venaient relâcher, et au besoin se réfugier les navires chargés du ravitaillement de la grande colonie en hommes, munitions et vivres. La réputation de son port, la renommée de fortifications qui, en dépit de leur médiocrité, étaient les plus belles de l'Amérique du Nord, faisaient de Louisbourg la citadelle avancée de la Nouvelle-France.

Dans la conduite des opérations, l'amiral Boscawen fit preuve d'énergie et d'audace ; à louer surtout l'entente parfaite qui semble avoir régné entre lui et le général Amherst. Ce dernier dirigea le siège avec méthode sinon avec vivacité ; s'il consacra 38 jours au débarquement et au transport de son artillerie et aux préparatifs des travaux d'approche, à partir du 16 juillet, il déploya beaucoup d'activité, et, grâce à l'intensité de son feu, épargna à ses soldats les risques et les pertes d'un assaut. Parmi ses lieutenants, Wolfe attira l'attention par sa bravoure et ses qualités militaires.

Aussitôt maîtres de la ville, les Anglais eurent soin d'embarquer la garnison sans retard pour l'Angleterre ; puis ils s'occupèrent de la population civile. Conformément à la politique cruelle de l'époque, les habitants, car c'est ainsi que les vainqueurs interprétèrent l'expression de la capitulation « marchands et leurs employés », devaient être arrachés sans compensation à leurs demeures et expédiés en France. Si, à la rigueur, un pareil traitement n'infligeait qu'un préjudice restreint aux commerçants de Louisbourg dont les biens étaient pour la plupart meubles, il entraînait la ruine complète

pour les paysans du Cap Breton et de l'île Saint-Jean dont tout le patrimoine se composait de vergers, de bétail et de grains. A l'île Saint-Jean surtout, où après des épreuves terribles commençaient à prospérer 5.000 réfugiés acadiens, on vit se renouveler les scènes du « grand dérangement ».

Villejouin (1), gouverneur de l'île, songea d'abord à évacuer une partie des colons sur les postes de la baie des Chaleurs où flottait encore le pavillon français. Faute de vivres, il fallut renoncer au projet : « Quelques-uns de nos habitants qui se sont trouvés le plus à portée de s'y rendre ont été obligés de revenir sur leurs pas, préférant de tout abandonner plutôt que de mourir de faim. » Lord Rollo, qui prit possession de l'île Saint-Jean au nom de Sa Majesté Britannique, se montra humain; il accueillit la prière des malheureux qui ne voulaient pas quitter leurs fermes, et leur permit d'envoyer à Louisbourg des délégués présenter une requête dans ce sens. Les commandants anglais la repoussèrent et décidèrent l'expulsion complète de toute la population. « Je ne pense pas, Monseigneur, écrit Villejouin, qu'ils puissent y réussir pour cet automne, car quoique M. Rollo ait fait embarquer en même temps que moi environ 700 personnes qui sont actuellement dans cette rade, il reste encore sur l'île environ 4.000 âmes... » Une fois expatriés, que deviendront-ils? leur ancien gouverneur s'en préoccupe : « Tout ce misérable peuple se rendra, je pense, en France; j'ose prendre la liberté de vous représenter leur triste situation. Il y a trois ans, Monseigneur, que les derniers réfugiés sont sur l'île; il leur a fallu essuyer bien des pertes et des fatigues pour s'y rendre, et rendus, ils s'y sont trouvés dénués pour ainsi dire de tout secours.

(1) Villejouin au ministre. Port Lajoie, 8 septembre 1758. Archives des Colonies.

La disette des vivres et de vêtements les a accompagnés sur l'île; je n'avais que très peu de chose à leur distribuer, mes distributions n'ont été que minces et ce n'est qu'en les rendant fréquentes que je suis parvenu à ne voir mourir personne de toutes ces misères. Rendus en France, Monseigneur, si vous n'avez la bonté de jeter un œil favorable sur leurs misères et leurs pertes, je les vois replongés dans la plus affreuse, qu'ils aient jamais essuyée, et que je ne puis vous dépeindre aussi grande qu'elle sera. Ce pauvre peuple sera sans vivres, sans vêtements, hors d'état de se procurer du logement et du bois de chauffage dans un nouveau monde, ne sachant à qui s'adresser pour représenter leurs besoins, timide de son naturel. » Villejouin termine sa lettre en offrant de suivre ses anciens administrés, quelle que soit la destination qui leur sera affectée. L'ordre des autorités britanniques fut exécuté à la lettre; il ne resta dans l'île que quelques centaines de miséreux qui échappèrent aux Anglais en se réfugiant au fond des bois. Une quantité considérable de bétail, évaluée à 6.000 têtes, devint la proie de l'envahisseur.

Aux expulsés le vainqueur aurait dû, d'après les termes du contrat, fournir les moyens d'exister jusqu'à leur débarquement en France. Il n'en fut rien. La traversée d'Amérique à la métropole fut une nouvelle étape douloureuse dans le véritable chemin de croix qu'eurent à parcourir les infortunés Acadiens. Pour donner un aperçu de leurs souffrances, laissons la parole au maréchal de Senecterre (1) : « Messieurs de Duis et Dabbadie n'auront pas manqué de vous informer de l'arrivée ici de cinq parlementaires qui ont apporté une partie des habitants de l'île Royale, et ils ne vous auront pas laissé ignorer la quan-

(1) Senecterre à Massiac. La Rochelle, 24 octobre 1758. Archives de la Guerre.

tité prodigieuse de malades qu'ils avaient à leurs bords... Le médecin et le chirurgien m'ont dit seulement que toutes ces maladies, la plupart fièvres vermineuses, étaient causées par la mauvaise qualité des vivres que les Anglais avaient embarqués pour leur nourriture. Les officiers français, revenus de l'île Royale, m'ont assuré que le général anglais n'avait pas voulu permettre de rien embarquer des vivres trouvés dans les magasins du Roi à Louisbourg, lesquels naturellement auraient dû servir à la nourriture des habitants de ce pays-là pendant leur traversée en France, et qu'on leur avait fourni du biscuit pourri et du bœuf salé rempli de vers; en sorte que dans le parlementaire arrivé hier au soir dans les rades de La Rochelle, qui avait embarqué 400 habitants ou autres personnes de Louisbourg, on en avait jeté, pendant la traversée, quatre-vingts à la mer, et le médecin, envoyé hier matin à bord, m'est venu dire qu'il y avait trouvé plus de 200 malades dont plusieurs mourants. Ce sera encore pis lorsque les habitants de l'île Saint-Jean et îles voisines arriveront ici; il y a plus de huit mois que ces pauvres gens n'ont mangé de pain et qu'ils n'ont vécu que de coquillages. Il faut s'attendre que la plupart seront jetés à la mer pendant la traversée et que le reste arrivera malade. »

Nous ne suivrons pas les débris de la population acadienne dans l'odyssée qu'ils accomplirent après leur retour en France et avant leur établissement définitif (1). Pour ce qui est de leur départ forcé et de leurs privations au cours du voyage, la responsabilité des traitements indignes qu'ils subirent incombe tout entière à l'amiral Boscawen et au général Amherst. Non seulement ces chefs introduisirent dans la capitulation la clause de l'expulsion, mais ils l'interprétèrent à leur guise, et ils

(1) Voir à ce sujet Louis XV, *Le Renversement des alliances*, ch. IX.

ne prirent pour son exécution aucune des précautions qu'eût dû leur dicter le moindre sentiment d'humanité, ou, à son défaut, le simple respect de la bonne renommée de leur pays.

Pour terminer le sujet de Louisbourg, ajoutons que les défaillances des défenseurs de la forteresse s'effacent devant la faute initiale du cabinet de Louis XV. C'est grâce à son incurie et à des temporisations blâmables que les fortifications, dont l'expérience du siège de 1745 avait mis en évidence les défectuosités, ne furent ni réparées, ni complétées. Si la cour de Versailles, agissant comme l'avait fait Marie-Thérèse pour Olmütz, avait profité de la période de paix pour entreprendre les travaux reconnus indispensables, la résistance eût pu être prolongée, peut-être eût-elle été victorieuse, tout au moins durant la saison de 1758. Pour assurer la conservation définitive des possessions d'Amérique, de l'île Royale aussi bien que du Canada, il eût fallu la suprématie sur mer, ou le moyen de la disputer. Or, les débuts de la guerre l'avaient démontré, ce résultat n'aurait été atteint que par l'affectation à la Marine des ressources follement dissipées dans l'aventure de l'Allemagne.

A la suite de la prise de Louisbourg, Amherst répartit son armée en plusieurs divisions : trois bataillons, avec des détachements de chasseurs et d'artillerie, furent employés à ruiner les établissements français de la rivière Saint-Jean et de la baie de Fundy; Wolfe, à la tête de trois bataillons, fut chargé, de concert avec l'escadre de Sir Charles Hardy, d'une mission du même genre contre les postes acadiens de la baie des Chaleurs et de la Gaspésie; Amherst lui-même fit voile, le 30 août, avec cinq bataillons, pour aller au secours d'Abercromby, et le reste de ses troupes fut laissé en garnison à Louisbourg. Les deux premières expéditions ne rencontrèrent guère d'obstacle; les exploits des soldats anglais se bornèrent

à l'incendie d'un grand nombre de cabanes, à la destruction de barques de pêche, de hangars et de provisions de poisson, et à la capture de malheureux, parmi lesquels en majorité des femmes et des enfants. Ces hauts faits accomplis, on rentra hiverner dans les forts de la Nouvelle-Écosse et dans les îles récemment conquises.

L'entreprise de Louisbourg n'était qu'un chapitre, le plus important, il est vrai, du plan général que le gouvernement britannique avait combiné contre les possessions françaises d'Amérique. Le général Abercromby, aussitôt qu'il eut en mains l'ordre de la cour le désignant comme successeur de Lord Loudoun, se mit à l'œuvre pour préparer la campagne projetée contre les forts du lac Champlain et les postes de la Belle Rivière (l'Ohio). A ces opérations, les provinciaux devaient participer; aussi le nouveau commandant en chef entama-t-il à cet effet des négociations (1) avec les divers États de la colonie. Les offres de concours varièrent avec les ressources et la bonne volonté de chaque province : New-York ne vota de crédits que pour 1.000 hommes; Connecticut, beaucoup plus libéral, en promit 5.000; Massachusetts 7.000, Virginie 2.000, Pensylvanie 2.700. Somme toute, on espérait réunir 22.000 soldats dont 17.000 seraient affectés à l'armée principale et 5.000 seraient détachés sur l'Ohio. Pour compléter ces chiffres, Abercromby autorisa l'enrôlement des soldats qui avaient été compris dans la capitulation de William-Henri, sous prétexte que les conditions de cet arrangement avaient été violées par les Français. De concert avec les autorités locales, notamment avec le gouverneur Pownall, il prit des mesures (2) pour la bonne discipline des contingents et pour le meilleur recrutement de leurs

(1) Abercromby à Pitt. New-York, 28 avril 1758. America. Record Office.
(2) Abercromby à Pitt. Albany, 22 mai 1758. America Record Office.

officiers; à ces derniers, il fut rigoureusement interdit de vendre des effets et des provisions à leurs hommes et d'exercer, comme par le passé, le métier de cantinier. Pour le service des voitures, on organisa, sous les ordres du colonel Bradstreet, un corps de convoyeurs, et pour les transports par eau et pour la navigation des lacs, on construisit 1.500 bateaux et 2 goélettes.

Comme éclaireurs des troupes régulières et pour la petite guerre, les Indiens étaient fort recherchés par les belligérants. Johnson, spécialement chargé de cette partie, s'efforça de détacher des Français et de rallier aux couleurs anglaises ces auxiliaires capricieux et turbulents. Dans les campagnes précédentes, la grande majorité des sauvages de l'intérieur avaient pris fait et cause pour la France; les cinq Nations elles-mêmes, longtemps flottantes, avaient fourni des escouades à l'armée de Montcalm, lors du siège de William-Henri. Il y avait cependant des indices de revirement, et Johnson (1) signalait un chef Delaware du nom de Feedyscung qui, après avoir participé aux incursions faites en Pensylvanie et aux atrocités commises sur les colons anglais, se déclarait prêt à lever la hache contre ses anciens protecteurs. Symptôme plus encourageant encore : les Indiens au sud du lac Erié auraient répudié l'alliance française et auraient envoyé des ambassadeurs aux cinq Nations pour les engager à servir sous le drapeau britannique. Par contre, les Quakers de la Pensylvanie avaient répandu, pendant l'hiver, une proclamation de neutralité qui produisait un effet déplorable. Ce document, véritable chef-d'œuvre d'égoïsme naïf, est à citer : « Si vous vous décidez à frapper sur l'Anglais, disaient-ils aux sauvages (2), il faut que

(1) Johnson à Abercromby, 28 avril 1758. America. Record Office.

(2) Adresse des Quakers aux cinq Nations communiquée par Johnson, 29 janvier 1758.

vous visiez les soldats seulement et pas nous, car nous ne prenons aucune part à la guerre et n'avons pas l'intention de nous y mêler; mais nous vous fournirons de tout en abondance..... et si vous vous décidez à frapper sur le Français, nous mettrons à votre disposition tout ce qu'il vous faudra pour cet objet..... Nous désirons qu'il n'y ait plus de sang versé dans cette province, mais si la guerre continue et vous y prenez part, vous pourrez tuer assez de monde dans d'autres cantons du pays, sans venir chez nous. »

En attendant les Indiens qui hésitaient encore sur le parti à adopter, Abercromby vint camper, le 26 juin (1), sur l'emplacement de l'ancien fort William-Henri. Il avait avec lui 7 bataillons d'infanterie de ligne et de l'artillerie, soit un effectif de 7.000 combattants, et à peu près autant de provinciaux. Stanwix était sur le Mohawk avec 500 réguliers et 1.400 coloniaux; le reste de ces derniers n'avait pas encore rallié ou était échelonné le long de la ligne de communication. Sur le lac George, on avait rassemblé 800 berges dont chacune devait contenir 22 hommes avec vivres pour 30 jours, et 90 baleinières pouvant transporter 10 hommes sans provisions. Aussitôt rejoint par les fractions laissées en arrière, Abercromby avait l'intention d'agir contre les Français qui se concentraient à Carillon.

Avant de le suivre dans son expédition, il faut faire visite au Canada et voir quelles précautions avaient été prises pour repousser le formidable armement qui se préparait contre la colonie. L'hiver s'était passé sans gros événements; de part et d'autre on avait lancé des coureurs qui rapportaient de leurs excursions fatigantes des nouvelles plus ou moins exactes, des chevelures et

(1) Abercromby à Pitt. Camp du lac George, 29 juin 1758. America. Record Office.

quelquefois des prisonniers. Ce fut un raid de ce genre contre une bourgade située dans la vallée du Mohawk et dite des Palatins à cause de la nationalité allemande des émigrants qu'on y avait fixés, qui donna lieu à des commentaires amers de Bougainville (1) : « Le sieur de Belestre, lieutenant des troupes de la marine, avec un détachement composé presque tout entier de sauvages, a sur la fin de l'automne surpris, pillé, brûlé un village fort riche de Palatins, établis à quelques lieues de Corlar, et en a enlevé les habitants. Dans la relation qui émanera des bureaux de la marine, on décrira fastueusement des forts enlevés l'épée à la main. Pure fiction, ni forts, ni assauts; la surprise, la nuit, le feu, les cris de l'enfer, une terreur panique. Voilà tout et c'en est assez pour entretenir cette inconcevable frayeur que les Anglais ont des sauvages, les plus lâches de tous les hommes pour qui les méprise, les plus redoutables à qui les craint. »

Les troupiers de France prenaient volontiers part à la petite guerre qui se continuait, presque sans interruption, dans le voisinage des postes de la frontière. C'est ainsi que des volontaires de la garnison de Carillon assistèrent à un combat, plus sanglant que d'habitude, qui eut lieu, le 17 mars, entre les partisans de Langy et les rangers de Rogers. Sur un effectif de 200 hommes engagés, ce dernier ne ramena que 49 soldats et 2 officiers; le reste fut tué ou pris. Six jours après l'affaire, 2 officiers appartenant aux réguliers anglais vinrent se rendre; ils s'étaient perdus dans les bois et mouraient de froid et de fatigue. Il est superflu d'ajouter que ces courses, dont l'organisation ne laissait pas d'être fort coûteuse, n'exerçaient aucune influence réelle sur le sort de la campagne.

(1) Bougainville à M^me Hérault. Québec, 20 février 1758. Collection appartenant à M. de Kerallain.

Comme les années passées, pour le Canada qui produisait à peine de quoi nourrir sa population, la question des vivres avait une importance prépondérante. Pendant l'hiver de 1757-58, une véritable disette avait sévi et force avait été d'employer toutes sortes d'expédients plus ou moins bien accueillis par les intéressés, tant militaires que civils : « Il a fallu encore, écrit Bougainville, réduire la ration. A Québec où M. de Montcalm était resté pour contenir les troupes et le peuple, sa présence et son exemple ont fait que les choses se sont passées de bonne grâce. A Montréal les femmes ont été jeter aux pieds de M. de Vaudreuil le cheval qu'il avait ordonné qu'on distribuât. Il a dit : « Tout comme il vous plaira. » En conséquence, le lendemain au prêt, les soldats de la marine ont aussi déclaré qu'ils ne prendraient pas de cheval. Leurs officiers ont été fort embarrassés. Il a fallu avoir recours à M. le chevalier de Lévis dont le ton a étouffé l'émeute dans sa naissance. »

Une dépêche de Montcalm nous fournit des détails topiques sur les rapports des troupes avec les Canadiens et sur les effets de l'obligation de loger le soldat chez le paysan pendant les longs mois de la mauvaise saison : « La discipline se relâche, écrit le général (1), malgré mes soins et ma sévérité. Les recrues arrivées de l'année dernière sont un ramassis de mauvaise espèce. Il faut nécessairement que le soldat, afin de subsister dans les circonstances présentes, soit répandu chez l'habitant ; là il vit dans une espèce d'indépendance, éloigné de la vue de l'officier et du sergent. » Entre militaires et indigènes, l'entente était excellente : « Nos troupes vivent dans la plus grande union avec les Canadiens et les sauvages... Nos soldats paraissent prendre goût au séjour de cette colonie. Il continue à s'y faire beaucoup de

(1) Montcalm à Belleisle. Montréal, le 13 avril 1758. Archives de la Guerre.

mariages; plusieurs sans se marier ont pris cet hiver des terres à défricher, et sans les dispenser du service militaire, je me prête volontiers à tous les arrangements que l'intérêt politique de la colonie exige. Nous ne saurions y laisser trop de soldats de nos bataillons, nous les ramènerions mauvais pour l'Europe et nous les laisserons très bons pour l'Amérique. Grâce aux difficultés que j'y apporte nous n'avons eu que deux mariages d'officiers. »

Pour entrer en campagne, on n'attendit pas l'arrivée des bâtiments de France qui apportaient recrues, munitions, effets, et surtout farines. Le principal convoi, qu'accompagnait l'escadre Du Chaffault, ne parvint à Québec que le 29 juin, et dès la première quinzaine du mois, les régiments de la Reine et du Berry étaient campés à Carillon où ils furent rejoints, quelques jours plus tard, par les autres unités de l'armée de terre, Montcalm était encore à Montréal. Il avait eu avec Vaudreuil, à propos de la conduite des opérations, une discussion des plus aigres. D'après les instructions du gouverneur (1), le général était chargé de défendre la partie du lac Saint-Sacrement (lac George) qui paraissait la plus menacée, avec une division composée des 8 bataillons de France, d'environ 600 soldats de la marine et autant de miliciens, soit, en y comprenant les non-combattants, « 5.000 bouches à nourrir ». Le manque de vivres obligeait provisoirement de limiter les effectifs affectés à la frontière, sauf à les augmenter, au fur et à mesure des possibilités, par des renforts de Canadiens et de sauvages. Du mémoire de Vaudreuil, nous négligerons les banalités dont il était coutumier, et ne retiendrons que les indications stratégiques : « Si les Anglais viennent occuper le lac Saint-Sacrement avec des forces supérieures, M. le marquis de Montcalm ne doit

(1) Mémoire pour servir d'instruction à M. de Montcalm, 23 juin 1758. Archives des Colonies.

pas perdre un instant pour occuper de son côté le Portage et le lac Saint-Sacrement; il fera ses dispositions de façon à conserver l'offensive sur ce lac; il inquiétera et harcellera vivement les ennemis sur le chemin de Lydius au lac Saint-Sacrement, et partout ailleurs où il croira plus à propos de s'attacher, surtout pour tâcher d'intercepter leurs convois... Si, contre toute attente, les ennemis prenaient le parti de venir faire le siège de Carillon, ce sera à M. le marquis de Montcalm à se déterminer à aller à leur rencontre pour les combattre dans leur marche, ou sur le lac, ou à les attendre dans un camp retranché ou autre position qu'il croira plus avantageuse; nous lui observons seulement qu'il ne pourra se décider à aller au-devant des ennemis qu'autant qu'il croira qu'il aura suffisamment de sauvages et de Canadiens pour les combattre avec succès dans le bois. » Vaudreuil recommandait à Montcalm, dans le cas où il n'aurait pas avec lui assez d'auxiliaires indiens, de se borner à « harceler ses ennemis afin de retarder leur marche, étant de sa prudence de ne point s'exposer à se compromettre pour une affaire générale et décisive ». Il terminait enfin en annonçant son intention de se porter de sa personne, si les circonstances l'exigeaient, au secours de la région menacée.

Ces instructions aussi obscures que filandreuses, et quelque peu contradictoires, soulevèrent l'ire du bouillant général, qui répondit, le jour même, par un contre-mémoire (1) où il s'efforçait de démontrer, en termes peu respectueux, les difficultés, sinon l'impossibilité, du plan d'opérations qui lui était tracé. Il s'inclinait devant les raisons données pour restreindre les effectifs qui lui étaient confiés, mais, avec les 4.000 combattants qu'ils re-

(1) Mémoire de Montcalm à Vaudreuil. Montréal, 23 juin 1758 au soir. Archives des Colonies.

présentaient, il ne serait en état de « faire de la besogne que relativement à ce nombre ». M. de Vaudreuil était seul « à se dissimuler les forces des Anglais dans cette partie ». Sans l'aide des sauvages, l'interception des convois ne pourrait être entreprise avec chance de succès. Quant à se tenir au Portage, « ce poste était insoutenable et facile à tourner ». Montcalm demandait à être fixé sur la date précise de l'arrivée à Carillon des « environ 600 hommes de troupes de la marine et 5 à 600 Canadiens dont parlait le gouverneur » ; il observait enfin que, dans le cas de l'abandon forcé du Portage, il n'aurait pas le temps de retirer les bateaux qu'on l'invitait à avoir sur le lac Saint-Sacrement. Le passage suivant nous édifiera sur le ton de la controverse : « M. de Vaudreuil paraît se contredire formellement dans l'article le plus important de son instruction. Il commence par s'en rapporter au marquis de Montcalm pour aller au-devant de l'ennemi, pour le combattre dans sa marche ou sur le lac, et M. le marquis de Vaudreuil ajoute dans ce même article qu'il ne faut point s'exposer par une affaire générale et décisive. M. le marquis de Montcalm ne saurait partir, que M. le marquis de Vaudreuil ait totalement changé cet article de son instruction et ne l'ait expliqué clairement. Car, si M. le marquis de Montcalm marche au-devant pour combattre, l'affaire est engagée et il contrevient à l'instruction de M. le marquis de Vaudreuil. S'il veut s'en tenir à la dernière partie, il doit prendre des mesures en conséquence qui dépendront des circonstances et du temps que l'ennemi donnera, car un camp retranché n'est pas toujours aisé à placer, ni prompt à faire. »

A la réception de cette pièce qu'accompagnait une lettre conçue dans le même sens, le gouverneur, pris de peur à la pensée d'un éclat dont il aurait à porter la responsabilité, modifia ses ordres, de manière à accorder au

général plus de latitude au point de vue stratégique. Montcalm se mit en route aussitôt pour la frontière, laissant à Montréal le chevalier de Lévis. Ce dernier avait reçu du gouverneur une mission spéciale : avec un détachement de 2.400 hommes formé de 800 réguliers, tant de l'armée que de la colonie, et de 1.600 sauvages et Canadiens, il devait gagner le lac Ontario, remonter la rivière de Chouaguen, descendre le Mohawk et pousser jusqu'aux postes anglais et la ville de Corlar. Vaudreuil se flattait que cette diversion qui, sur le tapis depuis longtemps, avait été ajournée, faute de vivres, aurait pour résultat de faire prononcer les Iroquois en faveur de la France et d'arrêter les progrès d'Abercromby.

Montcalm arriva à Carillon le 30 juin (1); il y trouva son monde assemblé, à l'exception des compagnies de la marine, des miliciens et des Indiens. Conformément à ses instructions, il se porta à la rencontre de l'ennemi : Bourlamaque, avec trois bataillons, alla camper sur la rive droite de la rivière qui déverse dans le lac Champlain les eaux du lac George (Saint-Sacrement) ; deux bataillons demeurèrent sur la rive gauche ; Montcalm, avec le reste, s'établit au Portage. La réunion de la petite armée française n'aurait pu être retardée d'un seul jour sans inconvénient grave. Le 4 juillet, Abercromby embarqua son artillerie et ses munitions (2) ; le lendemain au point du jour, il leva le camp qu'il avait occupé au fond du lac George. Les troupes, qui atteignaient un effectif de 6.367

(1) Pour les opérations de la campagne, consulter le *Journal de Lévis*, publié à Montréal, 1889. — Journal de Malartic. — Rapports de Pontleroy et La Pause. — *Désandrouins*, par l'abbé Gabriel. — *La Jeunesse de Bougainville*, René de Kerallain. — *Montcalm et Lévis*, par l'abbé Casgrain. — Correspondance de Montcalm, Doreil, etc. Archives de la Guerre. — Correspondance de Vaudreuil et Bigot. Archives des Colonies. — Lettres d'Abercromby. Record Office. — Parkmann, Pouchot, etc. Voir la carte.

(2) Abercromby à Pitt. Camp du lac George, 12 juillet 1758. America. Record Office.

réguliers et 9.024 provinciaux de tous grades, prirent place à bord de 900 berges et 135 baleinières; le canon qui devait protéger la mise à terre avait été monté sur des radeaux. Après une courte halte à la baie du Dimanche, la flottille continua sa route pendant la nuit du 5 juillet et parvint à destination le 6 au matin. La veille, Bourlamaque, prévenu des préparatifs d'Abercromby par le rapport de Langy, avait envoyé un détachement de 300 volontaires, guidé par cet officier et commandé par Trepezec, capitaine de Béarn, à la Montagne Pelée pour surveiller les mouvements de l'ennemi; malgré cette précaution, il n'eut connaissance que tardivement du voisinage des Anglais. « Au jour, écrit Malartic (1), un officier détaché sur une montagne d'où il voyait fort avant sur le lac, fit signal qu'il découvrait près de 1.500 barques ou bateaux; une heure après, nous les aperçûmes qui traversaient d'une rive à l'autre pour chercher un endroit propre à débarquer. A une heure (du matin), nous reçûmes l'ordre de détendre, et à huit, comme les Anglais approchaient, de nous mettre en marche pour nous replier sur la Chute. » Bourlamaque resta avec les grenadiers pour couvrir la retraite et évacuer les équipages; sur les ordres réitérés (2) du quartier général, il se décida à brûler ce qu'il ne put emporter et rejoignit le gros vers onze heures. Montcalm avait fait passer toutes les troupes sur la rive gauche de la rivière de la Chute, rompre les ponts et prendre à l'armée une position d'attente.

Tard dans l'après-midi, arrivèrent aux lignes françaises des fuyards isolés, puis le commandant des volontaires, mortellement blessé, avec un peloton de quarante hommes.

(1) Journal de Malartic. Carillon, 30 juillet 1758. Archives de la Guerre. Canada, 3498.

(2) Rapport de Pontleroy au Ministre. Québec, 28 octobre 1758. Archives de la Guerre. Canada, 3498.

Voici ce qui avait eu lieu : l'avant-garde anglaise, ayant touché terre à un endroit appelé le camp de Contrecœur, ou le Camp brûlé, avait chassé le poste français de cinquante hommes qui y avait été placé et était entrée dans les bois; elle s'était, sans le savoir, engagée entre l'armée de Montcalm et le détachement de Trepezec. Cet officier se rendit compte trop tard du danger qui le menaçait et chercha à rallier le gros en traversant la forêt; abandonné par ses guides sauvages, il s'égara, et quand, après une course des plus fatigantes, il essaya de repasser la rivière pour retrouver Bourlamaque qu'il croyait encore dans son camp de la rive droite, il se heurta aux têtes de colonnes anglaises. Enveloppés de toutes parts, les Français eurent les deux tiers de leur effectif tués, blessés ou pris. De leur côté, les Anglais firent une perte grave en la personne d'un de leurs meilleurs officiers, Lord Howe, colonel du 55$^{me}$, qui fut tué à la première décharge. Cette échauffourée en plein bois avait causé du désordre dans les rangs britanniques; pour y mettre fin, Abercromby fit bivouaquer ses hommes sur place et sous les armes; grâce à ce répit, les Français purent, sans être inquiétés, opérer leur concentration à Carillon.

Après quelque hésitation sur la meilleure position à choisir, le général en chef s'était décidé pour un emplacement qu'il avait fait étudier et préparer par ses ingénieurs, Pontleroy et Désandrouins. Le fort de Carillon était situé, on le sait, au confluent du bras supérieur du lac Champlain et de la rivière de la Chute, déversoir du lac George. En avant du fort construit au bord de l'eau, et dans la direction de l'ouest, s'étend un plateau assez escarpé dont le flanc gauche s'appuie sur la rivière de la Chute et ne laisse entre lui et la rive qu'un espace restreint. A droite, au contraire, entre le versant et le lac Champlain, s'allonge une plaine basse et marécageuse d'une largeur de 500 toises. Pendant les jours précé-

dents, des travailleurs fournis par le 2me bataillon de Berry avaient ébauché des retranchements par le travers du promontoire. Le 7 juillet, « on continua l'abatis du coteau ; on établit au sommet un parapet de pièce sur pièce » ; en dehors du talus ainsi élevé, des arbres renversés, munis de leurs branches qu'on avait effilées, firent office de chevaux de frise. Durant toute la journée, l'ouvrage fut activement mené par la troupe disponible sous la surveillance des officiers qui prêchaient d'exemple ; mais, malgré tout, on ne put achever la tranchée de droite entre le plateau et le lac ; au moment de l'engagement, il n'y avait dans cette partie que 100 toises terminées.

Fort heureusement pour Montcalm et sa poignée d'hommes, Abercromby perdit la journée du 7 ; il passa la matinée à ranger ses troupes, dont bon nombre s'était égaré dans les bois après le combat du 6, et à reconstituer les vivres du sac que beaucoup de ses soldats avaient jetés pendant la marche. Dans l'après-midi, Bradstreet occupa sans résistance la scierie près de la Chute, tandis que le gros campait sur les bords de la rivière. D'après les dires des prisonniers du détachement de Trepezec, on savait que des renforts considérables étaient en route pour rejoindre Montcalm, et d'autre part, l'ingénieur Clerk, envoyé sur la rive droite pour reconnaître la position de Carillon, affirmait qu'elle pourrait être enlevée si on ne laissait pas aux Françaisle temps de compléter leurs travaux ; une attaque immédiate était indiquée. En conséquence, le 8 juillet, les colonnes anglaises s'ébranlèrent ; l'avant-garde, composée des chasseurs, de l'infanterie légère et d'un contingent de provinciaux, forma un rideau de tirailleurs derrière lequel les bataillons de ligne se massèrent pour l'assaut.

Depuis son arrivée à Carillon, Montcalm avait reçu un renfort de 400 hommes de la colonie et de Canadiens, sous

les ordres du capitaine Raymond ; à neuf heures du soir, la veille de la bataille, débarquèrent les 400 hommes des bataillons de France, affectés à l'expédition sur Corlar que Vaudreuil, sur les avis alarmants de Carillon, s'était décidé à changer de destination ; enfin, le 8 juillet, au point du jour, Lévis lui-même rejoignit l'armée où il fut accueilli par les acclamations de ses camarades. Tout compte fait, pour résister à 14.000 ou 15.000 Anglais, le général français disposait d'environ 4.000 hommes dont un peu plus de 3.500 appartenaient aux huit bataillons de ligne. Le deuxième bataillon de Berry fut laissé en réserve au fort de Carillon. « Les sept autres bataillons, écrit Pontleroy, faisant ensemble nombre de 2.800 à 2.900 hommes, gardèrent le retranchement du coteau dont le développement était d'environ 300 et quelques toises. Sur la gauche, à 25 toises du coteau, était la rivière de la Chute. » L'intervalle était défendu par les volontaires détachés des régiments de France, appuyés du canon du fort, dont sept pièces avaient vue sur cette partie. La trouée de droite, large d'à peu près 500 toises, fut confiée à la garde des troupes de la marine et des miliciens. « M. le chevalier de Lévis était à la droite du coteau, M. de Bourlamaque à la gauche, M. le marquis de Montcalm au centre, prêt à se porter où sa présence serait nécessaire. M. de Raymond, capitaine du détachement de la marine, à la droite du coteau dans le fond, à la tête de sa troupe et des Canadiens. »

Au cours de la matinée, Montcalm avait fait lire aux troupes un ordre du jour énergique (1), et communiqué ses intentions à tout son personnel. A un signal concerté, les bataillons, dont chacun avait sa place assignée d'avance, devaient garnir les parapets en lignes de trois rangs de profondeur. Au centre seraient postés, en ré-

(1) Cette proclamation est reproduite par Casgrain, *Montcalm et Lévis*, vol. I, p. 403. — Gabriel, *Désandrouins*, p. 169.

serve, les grenadiers de toute la division prêts à courir au point menacé.

Ce furent les Indiens du parti anglais, aux ordres de Johnson, qui commencèrent l'affaire ; du bord opposé de la rivière de la Chute, ils se mirent à tirailler sur les Français; mais cette fusillade, hors de portée, ne fit aucun mal; aussi se contentèrent-ils bientôt du rôle de spectateurs. L'attaque des Anglais débuta par un feu violent de mousqueterie de leurs troupes légères embusquées derrière les arbres. Soit qu'il ne put pas amener son canon à travers la forêt, soit qu'il ne crut pas nécessaire d'avoir recours à cette arme, Abercromby ne paraît pas s'être servi de son artillerie pour préparer l'assaut. « Vers une heure, continue notre narrateur, nos détachements de grenadiers, qui se tenaient en avant, aperçurent l'ennemi s'avancer sur trois colonnes; ils rentrèrent tous sans confusion; on donna le signal et l'instant suivant on vit déboucher les trois colonnes, la première dirigée à la gauche du retranchement, la deuxième au centre, et la troisième, qui parut la plus forte, marchant vers le fond à la droite du coteau. » Cette dernière était précédée, en guise d'éclaireurs, de quelques sauvages et de rangers. Lévis, qui commandait de ce côté, fit prendre l'assaillant en flanc par les coloniaux et miliciens de Raymond; la diversion ainsi effectuée et les salves des régiments de la Reine et de Béarn, qui occupaient la droite du coteau, eurent pour résultat de faire obliquer les Anglais vers le centre et de les empêcher de tourner la position française. D'après un autre récit, la colonne anglaise aurait changé de direction pour éviter de tomber sous le canon du fort qui balayait la plaine. A partir de ce moment, l'action se concentra sur « le coteau où on fit le feu le plus vif qu'on puisse imaginer. On vit dans le même instant paraître 28 à 30 berges qui s'épanouirent dans l'anse au-dessus du goulet de la rivière de la Chute; 7 à 8 coups

de canon tirés du fort, qui leur en coulèrent 2 à fond, les firent disparaître et elles ne se remontrèrent plus. Cependant l'ennemi se tint constamment au pied de l'abatis jusqu'à trois heures et demie, tentant inutilement de le franchir; mais voyant qu'il ne lui était pas possible, il remonta le coteau et rentra dans le bois pour se rallier ». Après une accalmie relative d'une heure, le feu reprit « plus vif que jamais » et l'ennemi « tenta de nouveaux assauts sans cependant s'engager autant que la première fois ». Vers cinq heures et demie, les Anglais commencèrent à battre en retraite.

D'après une relation (1) qui complète celle que nous venons de citer, l'effort principal de l'assaillant aurait porté sur un angle mort du retranchement où était posté le régiment de Guyenne. C'est là que se passa un incident relaté un peu différemment par Désandrouins et Pouchot. Des soldats anglais, soit par ruse de guerre, soit trompés par la couleur blanche des drapeaux de Guyenne que les enseignes agitaient pour encourager leurs hommes, s'approchèrent du parapet en criant aux défenseurs de se rendre et en leur promettant quartier. Les malheureux payèrent leur hardiesse de leur vie et furent presque tous couchés à terre par une décharge à bout portant. Il y eut aussi un instant de défaillance de la part des jeunes recrues de Berry qui assistaient à leur première affaire; ils furent promptement ramenés par leurs officiers. En résumé, la troupe montra son courage habituel et un entrain extraordinaire. « L'attaque fut vigoureuse, dit Malartic, mais la défense plus opiniâtre, le feu vif de part et d'autre, plus nourri cependant de la nôtre; on ne recommandait au soldat que de tirer à sa fantaisie, à propos et de bien ajuster; il ne fallut pas le leur dire deux fois, ils ne s'occupèrent que de ce soin, le soldat de recrue comme le vieux, et tous témoignèrent une même

(1) Relation de La Pause. Archives de la Guerre, 3498.

ardeur. » Un autre spectateur (1) fait du tir et de la conduite des troupes le même éloge : « Le feu de notre mousqueterie était si bien dirigé qu'ils (les Anglais) étaient détruits, à mesure qu'ils paraissaient. Jamais le soldat n'a montré tant de fermeté ; il semblait qu'ils connussent que leur salut dépendait de la victoire. » A cette belle attitude de l'armée, les généraux Montcalm, Lévis et Bourlamaque avaient largement contribué ; merveilleux de sang-froid, s'exposant aux balles comme le dernier de leurs hommes, ils se prodiguèrent partout où il y avait danger, payèrent de leur personne et donnèrent le plus brillant exemple. Le service des munitions fut admirablement assuré ; pendant toute la durée du combat, il y eut un transport incessant du fort aux lignes dont s'acquittèrent à merveille, malgré des pertes sensibles, les ouvriers de l'artillerie et les fantassins du 2e bataillon de Berry.

A partir de 5 heures et demie, l'action se ralentit pour cesser complètement à 7 heures et demie. Il n'y eut pas de poursuite, tout au plus des sorties isolées ; soit ordre du général, soit fatigue, les Français ne quittèrent pas leurs lignes. Abercromby qui, d'après la rumeur de l'époque, n'avait été présent qu'à la fin de la bataille, couvrit sa retraite, comme il l'avait fait pour l'attaque, par de nombreux essaims de tirailleurs ; il put emporter la plupart de ses blessés. « Après des attaques répétées, écrit-il dans son rapport, qui ont continué plus de 4 heures dans les circonstances les plus défavorables, je me suis retiré à mon camp de la nuit de la veille avec les débris en désordre de plusieurs corps. J'ai fait transporter tous les blessés aux berges à 3 milles de distance ; le lendemain de bonne heure, nous avons rejoint la flottille, nous nous sommes embarqués et sommes parvenus ici (camp du fond du lac George) dans la soirée du 9. »

(1) La Pause. Récit de la bataille du 8. Archives de la Guerre, 3498.

Dans la petite armée de Montcalm, on n'osa pas croire à une victoire aussi complète ; on pensait que l'assaut serait renouvelé le lendemain et on fit des préparatifs pour une seconde journée. Tout le monde, officiers et soldats, coucha aux pieds des abatis et occupa ses loisirs à nettoyer ses fusils. L'affaire de Carillon coûta aux Français, en officiers 14 tués et 20 blessés, en soldats 92 tués et 248 blessés, presque tous appartenant à l'armée de terre. La part des compagnies coloniales et des miliciens ne fut que 2 officiers blessés, 21 soldats tués ou blessés. Les régiments de la Reine, Guyenne, Béarn et Berry avaient été les plus éprouvés ; dans l'état-major, Bourlamaque fut dangereusement, Bougainville légèrement blessé. Les Anglais eurent beaucoup de monde atteint par le feu. Le rapport officiel d'Abercromby accusa un déchet de 1.610 réguliers et 334 provinciaux (1), inférieure à la réalité s'il faut s'en rapporter aux témoignages des Français (2) présents sur le terrain. Le nombre des prisonniers ne fut que de 38 ou 40 presque tous blessés. Sauf l'action du canon du fort dont nous avons parlé, d'aucun côté il ne fut fait emploi d'artillerie.

En résumé, le combat de Carillon, où 3.500 Français résistèrent victorieusement à 12.000 ou 13.000 Anglais ou provinciaux, fut chaudement disputé, puisque les vainqueurs y perdirent plus de 10 p. 100 de leur effectif, et que les vaincus, ou du moins les réguliers anglais, qui seuls prirent part aux assauts, y laissèrent 27 p. 100 des leurs. Le résultat fait honneur à l'armée de Montcalm, et contraste avantageusement avec la plupart des batailles d'Europe où furent engagées nos troupes pendant la guerre de Sept Ans. De la tactique des généraux rivaux, il y a

(1) En officiers, 34 tués dont un général et 2 colonels, 89 blessés ; en soldats, 517 tués et 1.290 blessés; 35 prisonniers.

(2) Lévis, dans son journal, parle de 800 Anglais enterrés sur le champ de bataille.

peu à dire : nous avons déjà constaté l'emploi insignifiant de l'artillerie; il semblerait cependant que les Français eussent pu profiter de la journée du 7 juillet pour mettre en position quelques-unes des pièces dont ils armèrent leurs ouvrages après la bataille. Quant au chef anglais, il paraît n'avoir eu d'autre conception que celle de se fier à la bravoure de ses soldats qu'il lança à l'assaut sans souci des obstacles, et sans reconnaissance des lieux; quoiqu'il disposât de plus de trois fois les forces de son adversaire, bien loin de se servir de sa supériorité, il en perdit le bénéfice en se limitant à une attaque directe sur un front dont l'étroitesse interdisait le déploïement de ses troupes.

Dès le point du jour, Montcalm dépêcha à la découverte de l'ennemi les volontaires qui, à défaut des sauvages encore absents, faisaient l'office d'éclaireurs; ils poussèrent jusqu'à moitié route de la Chute sans rencontrer d'opposition. Néanmoins, par précaution et dans la crainte d'une reprise du combat, on travailla à améliorer le retranchement et on mit en batterie du canon sur les deux flancs. Le 10, grande sortie dirigée par Lévis; on ramassa dans les bois et au bord du lac George quelques blessés, beaucoup de farines et d'effets abandonnés par les Anglais dans la rapidité de leur fuite. Entre temps, l'armée française se renforçait rapidement; le jour même de l'affaire, 300 soldats de la marine et miliciens avaient rejoint. Le 12, arrivée d'une trentaine d'Indiens; le 13 et les jours suivants, surviennent 3.000 Canadiens, sauvages et soldats de la colonie sous les ordres de Rigaud, frère du gouverneur général. De ces éléments nouveaux, Montcalm forma deux bataillons de mille hommes qu'il fit commander par Rigaud et qu'il envoya occuper la Chute et la décharge du lac George; puis il détacha des partis pour inquiéter la ligne de ravitaillement des Anglais et pour enlever leurs convois. Cette petite guerre, avanta-

geuse pour les Français, se traduisit, comme d'usage, par un assez grand nombre de chevelures et par quelques captifs, les « lettres vivantes », comme les appelaient les Indiens. Un des derniers engagements eut lieu le 8 août, entre Marin, officier des troupes coloniales, et le major Rogers, commandant des Rangers. Marin, averti du voisinage de l'ennemi par des coups de fusil que celui-ci s'amusait à tirer sur une cible, plaça ses gens en embuscade sur le chemin des Anglais dont l'avant-garde, composée de provinciaux du Connecticut, fut surprise et mise en déroute. Quelques hommes du détachement français, des Canadiens du gouvernement de Québec, lâchèrent pied; mais le reste, soldats, miliciens et sauvages, se jeta aux trousses des fuyards; le gros des Anglais tint bon et on se sépara après deux heures de fusillade. Chacun des belligérants s'attribua la victoire : Abercromby (1) parle de 56 chevelures et de 2 prisonniers, tandis que Lévis (2) réduit la perte française à une trentaine de tués ou blessés. Parmi les prisonniers faits par Marin figurait le major Putnam qu'il eut beaucoup de mal à arracher des mains de ses cruels auxiliaires. La période de la moisson mit fin aux hostilités; sous peine de disette pendant le prochain hiver, il fallut envoyer à leurs récoltes la plupart des Canadiens.

Montcalm aurait-il pu tirer un meilleur parti de sa victoire? Vaudreuil le prétendit et lui en fit un grief. Le désordre de l'armée anglaise, son retour précipité à son ancien camp du lac George, font supposer qu'une poursuite active le lendemain et même le surlendemain de la bataille aurait donné des résultats, mais avec les faibles moyens dont disposait le général français elle aurait été très risquée. Ce n'est que le 13 juillet, cinq jours après

(1) Abercromby à Pitt. Lac George, 19 août 1758. America. Record Office.
(2) Journal de Lévis, page 145.

l'action, qu'arrivent Rigaud et ses 3.000 hommes de renfort. A cette date, Abercromby était loin; ses troupes s'étaient ressaisies; pour les aborder, il eût fallu recommencer l'entreprise de 1757 contre le fort de William Henry, avec toutes les difficultés de transport et de ravitaillement qu'on avait rencontrées à cette époque. Ajoutons que, à l'inverse de ce qui s'était passé alors, les Anglais auraient eu sur l'armée de Montcalm une supériorité accablante. Dans ces conditions, assumer l'offensive contre Abercromby, c'était s'exposer à des chances de mauvaise fortune que le Canada n'eût pas été en état de supporter. Par contre, il est fâcheux que ni le gouverneur, ni le commandant militaire, n'aient eu l'idée de reprendre le projet d'incursion sur le Mohawk, dont l'exécution aurait peut-être décidé les forces britanniques à reculer jusqu'à l'Hudson et sûrement empêché la tentative de Bradstreet sur le fort de Frontenac.

En l'espèce, les Anglais allaient montrer une initiative qui fit complètement défaut à leurs rivaux. Malgré la défaite de Carillon qui avait mis fin, pour le moment, à toute velléité de mouvement dans la direction du lac Champlain, Abercromby n'avait pas renoncé à l'expédition vers le lac Ontario, dont il était question depuis longtemps et dont le promoteur était Bradstreet. Cédant aux instances de cet officier qui avait été souvent employé dans les parages des grands lacs, et qui se faisait fort de réussir un coup de main sur Frontenac, principal poste français sur l'Ontario, se fiant d'ailleurs à ses effectifs nombreux pour tenir tête à Montcalm, le général anglais (1) résolut de rester sur la défensive dans son camp du lac George et de confier à Bradstreet 4 régiments de provinciaux pour agir de concert avec le général Stanwix sur

(1) Abercromby à Pitt. Lac George, 12 juillet 1758. America. Record Office.

le Mohawk. Bradstreet opéra sa jonction sans difficulté; apprenant qu'il n'y avait aucune troupe française entre lui et le lac (1), il poursuivit sa route à la tête d'une brigade de 3.000 hommes, tous provinciaux à l'exception de 200 fantassins de ligne ou artilleurs, s'embarqua à Oswego et prit terre devant Frontenac le 25 août. Ce poste était incapable de résister au canon; il était dominé par des hauteurs à 150 toises de distance, n'avait ni fossé, ni chemin couvert; les murs n'avaient que 2 pieds d'épaisseur sans terre-plein. « Voilà, écrit l'ingénieur Pontleroy (2), ce qu'on appelle un fort dans ce pays, et suffisant à la vérité lorsqu'on ne faisait la guerre que contre des sauvages ou des partis sans artillerie. » Le lendemain (3), les Anglais débarquèrent leur canon et commencèrent le feu à 400 mètres. Le tir produisant peu d'effet à cette portée, Bradstreet prit possession, pendant la nuit, du camp retranché avoisinant le fort, et mit ses pièces en batterie à 200 mètres. Après une canonnade de part et d'autre qui dura une journée, la garnison, qui comptait 130 hommes, battit la chamade et obtint la libre sortie sous condition d'échange. Les officiers anglais eurent quelque peine à retenir leurs sauvages, heureusement peu nombreux; d'après Vaudreuil (4), ceux-ci tranchèrent la tête d'un soldat blessé et lui levèrent la chevelure. Les vainqueurs s'emparèrent de 100 canons et pierriers, d'une quantité de munitions, vivres et effets et, ce qui était plus important, de la flottille française; ils incendièrent 7 petits bâtiments et emmenèrent les deux autres, un brick percé pour 16 canons qui avait été capturé à Oswego et un schooner de construction française. Le poste et les magasins furent détruits. Cette opération ne coûta à

(1) Bradstreet à Abercromby, 6 août 1758. America. Record Office.
(2) Pontleroy au Ministre. Québec, 28 octobre 1758. Archives de la Guerre.
(3) Lettre du lieutenant Macauley. Oswego, 30 août 1758. Record Office.
(4) Vaudreuil à Abercromby. 19 octobre 1758. Archives des Colonies.

l'assiégeant que 14 blessés; la garnison eut 17 hommes tués ou blessés.

Ce malheur qui, par suite de la perte des approvisionnements et de l'effet moral produit, eut des conséquences désastreuses pour le Canada, aurait pu être facilement évité. Les avertissements n'avaient pas manqué : des prisonniers faits dans un des premiers raids qui avaient suivi la bataille de Carillon avaient annoncé (1) le départ de Bradstreet et le but de son expédition; quelques jours plus tard, les prisonniers de Marin (2) confirmèrent ce récit. Non seulement l'avis en avait été transmis à Vaudreuil, mais celui-ci put interroger les informateurs qui avaient été transférés à Montréal. S'il ne prit aucune mesure pour secourir Frontenac, ce fut sans doute parce qu'il s'en rapporta à M. de Longueuil, envoyé en ambassadeur auprès des cinq Nations, qui, trompé lui-même par les dires des indigènes, assura son chef que les Anglais étaient occupés à la reconstruction du fort Bull (3) et, par conséquent, encore fort éloignés du lac Ontario. M. de Noyan, le vieux commandant du fort, n'eut connaissance de l'approche de Bradstreet et ne réclama de l'aide qu'au dernier moment. Le gouverneur général, prévenu le 26 août, c'est-à-dire le jour même de l'attaque, assembla à la hâte, et malgré les travaux de la moisson, 1.500 Canadiens et quelques domiciliés, et les fit partir sous les ordres de Duplessis, major de Montréal. En dépit de toute sa diligence, le détachement n'était encore qu'à la Présentation quand il apprit la prise et la destruction de Frontenac qu'il rapporta aussitôt à Vaudreuil. Ce dernier, très ému de la reddition de Louisbourg dont la nouvelle venait de lui parvenir, très inquiet pour Niagara et les

(1) *Journal de Lévis*, p. 142.
(2) *Journal de Lévis*, p. 146.
(3) Vaudreuil au Ministre, 2 septembre 1758. Archives des Colonies.

pays d'En Haut, dont les communications avec le Canada étaient coupées, pour parer au plus pressé, expédia à Niagara un renfort de 600 hommes, et appela à lui Montcalm pour conférer sur les mesures que nécessitait une situation devenue critique. On fut bientôt rassuré sur Niagara : Bradstreet, satisfait de l'effet obtenu, craignant peut-être de le compromettre en prolongeant son séjour sur l'Ontario, était retourné à Oswego, avait brûlé les deux navires qu'il avait emmenés et était en route pour le fort Bull.

Une entente entre le gouverneur et le commandant des troupes s'imposait d'autant plus que la rivalité latente qui existait entre eux avait assumé, depuis l'affaire du 8 juillet, le caractère d'une brouille ouverte. Vaudreuil, très jaloux de son autorité, persistait à donner, au sujet des opérations militaires, des instructions souvent impraticables, toujours obscures, que Montcalm prenait en fort mauvaise part et auxquelles il répondait sur un ton qui frisait l'impertinence. Aussitôt informé de la victoire de Carillon, Vaudreuil était revenu à son thème favori d'offensive sur le lac George et de manœuvres sur la ligne de retraite des Anglais. Mais, tout en invitant son général à se montrer plus entreprenant, en annonçant même qu'il retardait le départ pour la France de son courrier dans l'espoir d'un nouveau succès sur un ennemi démoralisé, il le prévenait de l'obligation de congédier les Canadiens « par rapport aux vivres et à la récolte ». Montcalm, fier à bon droit du résultat de la journée du 8, beaucoup mieux renseigné que son chef sur les effectifs et le moral de l'armée d'Abercromby, ne croyait pas possible de lui faire abandonner sa position au fond du lac George. En tout cas, si on voulait aller de l'avant, ce n'était pas le moment de rappeler les Canadiens.

Quelques extraits de la correspondance échangée permettront de constater à quel point le débat s'était enve-

nimé. « Voilà, Monsieur, écrit Montcalm (1), mon plan; voulez-vous que l'ennemi s'opiniâtre à rester au fort George? Nous essayerons de l'en chasser, je suis prêt à y marcher avec toute l'armée; ce ne sera pas mon avis, mais un ordre clair et précis de votre part me suffira. Si d'eux-mêmes et sur des mouvements que je fais, ils veulent se retirer de bonne grâce, j'en serai comblé. Si j'étais assez heureux, Monsieur, pour que vos importantes occupations vous permissent d'être à la tête de l'armée, vous verriez par vous-même toutes choses et j'aurais la satisfaction de recevoir des ordres plus clairs et moins embarrassants et vous auriez jugé que j'ai joint de l'audace à la prudence, et quelque activité; cela n'empêche pas que la colonie n'ait été jouée le 8 juillet. Vous voyez, Monsieur, qu'à mon ordinaire, je vous parle avec vérité et d'une fermeté respectueuse. » Puis, Montcalm qui s'échauffe en maniant la plume manifeste le désir de rentrer en France : « Ce même amour pour la vérité fait que je vous préviens que je demande aux deux ministres mon rappel, que je prie M. le Premier Président Molé et M. l'abbé comte de Bernis, de le solliciter. » En post-scriptum, le général, tout en regrettant que la pénurie de vivres ait retardé l'envoi des sauvages qu'il avait réclamés avant son départ pour Carillon, et qui lui auraient été très utiles le jour et le lendemain de la bataille, estime que lui expédier maintenant des Canadiens en si grand nombre serait retomber « dans une extrémité contraire et fâcheuse ».

Nouvelle lettre du gouverneur en date du 15 juillet. Montcalm ne se possède plus : « Comme en général (2),

(1) Extrait de la lettre de Montcalm du 16 juillet en réponse à celle de Vaudreuil du 12 juillet 1758. Annexes à la dépêche de Montcalm du 28 juillet. Archives de la Guerre, 3498.

(2) Extrait de la lettre de Montcalm du 18 juillet en réponse à celle de Vaudreuil du 15 juillet. Annexes à la dépêche de Montcalm au Ministre du 28 juillet.

elle ne contient que les mêmes choses que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12, j'y ai déjà répondu. J'ajouterai que je n'ai pu faire de gros détachements par le lac Saint-Sacrement jusqu'à ce que j'y aie rétabli mes camps à la Chute et au Portage, et que j'aie fait passer des bateaux et canots, manœuvre qui ne se fait guère dans la spéculation. Jusqu'à présent, j'ai fait l'impossible au Canada avec mes faibles moyens; je tâcherai de faire de mon mieux et je n'ai besoin d'aucun aiguillon..... Pour profiter de la peur des ennemis, il fallait être en état de les suivre dès le lendemain; une armée qui ne peut être suivie que 10 ou 12 jours après, par des détachements, se remet de sa frayeur. »

Dans la dépêche du 17, Vaudreuil (1) revient à la charge : Harceler nos ennemis, couper leurs communications avec fort Lydius, intercepter leurs convois « nous n'avons pas de meilleure manœuvre pour les obliger d'abandonner leur position à l'ancien fort George; leur consternation et leur découragement doivent même vous faire espérer que se trouvant vivement pressés, ils seront peut-être dans la nécessité d'abandonner leur artillerie, bateaux, etc. et qu'ils ne s'occuperont que de leur fuite au fort Lydius. Ce que j'ai eu l'honneur de vous écrire à ce sujet par plusieurs de mes lettres, mérite, Monsieur, votre attention. Votre brillante affaire ne doit point rester imparfaite ».

Mécontents l'un de l'autre tout autant que d'un débat sans issue, Montcalm et Vaudreuil en appelèrent tous deux au jugement du cabinet de Versailles. Le premier s'adressa à la fois au ministre de la Guerre, son chef hiérarchique, et au ministre de la Marine, M. de Moras (2), beau-frère de

(1) Extrait de la lettre de Vaudreuil du 17 juillet.

(2) Montcalm à Moras. Carillon, 28 juillet 1758. Archives de la Guerre, 3498. M. de Moras n'était plus ministre de la Marine au moment où Montcalm écrivait.

M^me Hérault. Ce fut probablement cette parenté avec la protectrice de Bougainville, qui décida Montcalm à adopter un ton dont la liberté n'eût pas été sans inconvénient avec un étranger : « Depuis la journée du 8, M. le marquis de Vaudreuil, rempli d'idées avantageuses que l'expérience à la guerre et la connaissance d'une frontière qu'il n'a jamais vue lui feraient bientôt perdre, ne cesse de m'écrire par ses lettres du 12, 15, 16 et 17, qu'il est possible par de gros détachements de faire quitter aux ennemis leur position au fond du lac Saint-Sacrement. » L'écrivain allègue le risque d'attaquer un ennemi dont la supériorité, malgré son échec, restait prépondérante, et pour sa justification joint à sa dépêche le double de la correspondance échangée avec le gouverneur. Les explications fournies à Belleisle (1) revêtent une tournure plus intime : « Je veux vous édifier en vous envoyant copie d'une dernière lettre en date de hier à M. le marquis de Vaudreuil, et vous y verrez qu'il ne tient qu'à lui de bien vivre avec moi, et que je sacrifie tout en vue du service de Sa Majesté. Vous serez peut-être surpris que je lui parle du compositeur de ses lettres. Il convient qu'il n'en fait, ni n'en dicte aucune, d'ailleurs il fallait bien que je cherchasse à l'excuser... » Quant à lui, il désire quitter le Canada, mais fera son devoir jusqu'au bout : « Je travaillerai toujours avec le même zèle à la défense de cette colonie, jusqu'à ce qu'il plaise à Sa Majesté de m'accorder un rappel que ma santé et mes dettes m'obligent de demander. »

L'épître du 2 août de Montcalm à Vaudreuil (2), à laquelle il est fait allusion, si elle manquait de diplomatie, avait le mérite du franc parler : « Soyez sûr, Monsieur, que les choses personnelles dont je puis me plaindre et

(1) Montcalm à Belleisle. Carillon, 3 août 1758. Collection Moreau. Archives des Colonies.

(2) Montcalm à Vaudreuil. Carillon, 2 août 1758. Collection Moreau. Archives des Colonies.

que j'impute bien au compositeur de vos lettres, aux esprits turbulents et tracassiers qui cherchent à vous éloigner de moi, ne diminueront jamais ni mon zèle pour le bien public, ni mon affection pour vous, ni mon attention constante à n'écrire que du bien de vous et de M. votre frère... Pourquoi n'en agiriez-vous pas de même à mon égard, et pourquoi ne pas changer le style de votre secrétaire? Pourquoi ne pas me donner plus de confiance? J'ose dire que le service du Roi y gagnerait et que nous n'aurions pas l'air de la désunion qui transpire au point que je vous envoie une gazette de la Nouvelle York qui en parle. Vous croyez, Monsieur, n'avoir aucun tort, et moi de même... Qu'avez-vous besoin, Monsieur, après trois ans que je sers sous vos ordres, de me prescrire des détails inutiles ou minutieux que je rougirais de prescrire à un dernier capitaine? Cela vient de ce que votre secrétaire n'a qu'un moule pour faire des instructions et des lettres depuis moi jusqu'à l'enseigne de la colonie. J'ai déjà eu l'honneur de vous dire que nous comptions n'avoir tort ni l'un ni l'autre. Il faut donc croire que nous l'avons tous deux et qu'il faut apporter quelque changement à notre façon de procéder. Pour moi, Monsieur, je ne répondrai plus ni à des plaintes de votre part, ni ne chercherai à me justifier, ni ne vous donnerai aucun mémoire qu'autant que vous me les demanderez ou que le service du Roi y sera véritablement intéressé. Vous m'écrirez ou vous en agirez, comme vous voudrez; si c'est bien à mon égard, beaucoup de reconnaissance! et je vous la témoignerai. Si c'est mal, mon silence vous apprendra que je ne suis pas content. Mais je me flatte que je ne me trouverai pas dans le cas. »

Malgré ses excellentes intentions, Montcalm ne put s'empêcher de reprendre la plume pour réfuter un nouveau reproche du gouverneur. Les sauvages, mécontents d'avoir manqué la bataille et encore plus le pillage qui

l'eût suivi, avaient montré à Carillon plus que leur indiscipline ordinaire; force fut au général d'intervenir et de sévir en leur refusant la ration habituelle d'eau-de-vie. La plupart se soumirent et prirent part aux courses contre les Anglais; quelques chefs crurent bon de porter leurs griefs à Montréal. Ils racontèrent à Vaudreuil (1), avec exagération, la scène qui s'était passée entre eux et le général français. Ce dernier les aurait accueillis par cette apostrophe : « Vous venez dans un temps où je n'ai plus besoin de vous; n'êtes-vous venus que pour voir des corps morts? Allez derrière le fort, vous en trouverez. Je n'ai pas besoin de vous pour tuer des Anglais. » Lors d'une seconde entrevue, en réponse à leurs offres de service, Montcalm aurait frappé sur la table en disant : « F..... vous n'irez pas; allez-vous-en au diable si vous n'êtes pas contents. » Les plaignants avaient ajouté : « Mon père, nous n'eûmes pas besoin d'interprète pour entendre ces paroles. Sur-le-champ, nous lui dîmes que nous étions surpris de sa colère sans lui en avoir donné le sujet. Le conseil ne fut pas long, nous nous retirâmes chacun chez nous. » Vaudreuil avait pris au sérieux les dires des sauvages, avait cherché à excuser Montcalm auprès d'eux, et, au lieu de taire l'incident, avait envoyé à Carillon le procès-verbal de la conférence avec des observations prudhommesques sur la nécessité de ménager les auxiliaires indigènes. On peut imaginer l'effet que produisit la communication sur l'esprit prévenu du général.

Cet épisode n'était qu'un exemple, d'ailleurs typique, de la rivalité entre les deux fractions dont se composaient les forces militaires du Canada. D'un côté, les troupes de la milice coloniale et les Indiens, soutenus par le gouverneur, prônés par lui à toute occasion, objet de ses préférences et de ses faveurs; de l'autre, les bataillons venus

(1) Paroles des Iroquois. Procès-verbal de la conférence. Archives des Colonies, 30 juillet 1758.

de France, relevant d'un autre département, plus solides, plus disciplinés, plus en contact avec leur général auquel ils étaient attachés par les liens du service et de l'esprit de corps. Jusqu'alors dans les campagnes antérieures, la contribution au succès avait été égale ; peut-être même le rôle prépondérant était-il dévolu aux officiers et aux soldats de la colonie, tant réguliers qu'auxiliaires, plus expérimentés, ou plus aptes à la guerre de surprises et de découvertes que leurs camarades des régiments de ligne. Contrairement à ce qui s'était passé les années précédentes, à la bataille de Carillon c'étaient ceux-ci qui avaient donné presque seuls, c'était eux que décorait l'auréole de la victoire. De là une exaltation très naturelle chez Montcalm et ses soldats, et un mécontentement très explicable, sinon peu justifié, du côté des coloniaux qui avaient eu peu de part au combat ou étaient arrivés après l'affaire. Les deux chefs, au lieu de chercher à apaiser les discordes locales et de tout sacrifier à l'intérêt national, eurent le tort d'épouser la cause de leurs clients respectifs et de prendre position dans le débat.

Dans cette voie fâcheuse, Vaudreuil, malgré la réserve qu'aurait dû lui imposer la dignité suprême dont il était investi, alla beaucoup plus loin que son subordonné. Presque le même jour que ce dernier, il en appela aussi au ministre de la Marine ; le 4 août, il expédia en France toute une liasse de lettres, de copies et de documents. Selon sa coutume, il applique au rapport de Montcalm sur la bataille de Carillon le système de dénigrement et d'insinuation que lui suggèrent l'étroitesse de son esprit et la mesquinerie jalouse de son caractère. Il s'évertue à diminuer le mérite du général, à attribuer aux instructions préparées à Montréal telle opération, telle manœuvre heureuse. S'agit-il au contraire d'un mouvement en arrière, d'un défaut de poursuite, il a soin de rappeler qu'ils sont en contradiction avec les ordres reçus. Si, dans sa relation

au ministre de la guerre, Montcalm ne s'étend pas longguement sur les exploits des 400 coloniaux et Canadiens de l'aile droite, c'est que le parti pris l'empêche de reconnaître les qualités des provinciaux. Si le nom d'un officier colonial est omis, cet oubli est clairement intentionnel. Sur les faits et gestes de Montcalm, il est aussi fielleux que perfide. « Lorsque je n'envisagerai que moi, Monseigneur, je sacrifierai toujours tout pour maintenir l'union; mais je prévois avec douleur qu'en voulant user des voies de la douceur, je compromettrai indubitablement l'autorité que le Roi m'a confiée. Je suis d'autant plus fondé à le croire qu'après l'action du 8, M. le marquis de Montcalm fut si transporté de joie qu'il oublia la modération qu'il se devait à lui-même. Il exalta sa victoire en termes si peu ménagés, qu'ils produisirent dans son armée les propos les plus indécents contre le gouvernement et sur tout ce qui émane du ministère de la Marine. Il ne pensa plus, Monseigneur, à vos recommandations en faveur de nos sauvages. Bien loin de les ménager, il les rebuta au point qu'ils sont presque tous revenus. » Suit l'incident raconté plus haut : « A l'égard des Canadiens, ils ne peuvent qu'être rebutés par la façon dont il les fait servir; ils ont toujours été excités par les sentiments, ils ont rendu les plus grands services. Maintenant on les avilit par la dureté avec laquelle on les commande. Les Canadiens ont beaucoup à souffrir des vivacités et des emportements de M. de Montcalm, et cependant ils ne demandent pas mieux que d'être placés dans les lieux les plus exposés, soit dans les campements, les découvertes et même à la vue de l'ennemi. Ils se sont distingués la journée du 8. » Puis il aborde le chapitre personnel : « Je crois inutile de vous rapporter les propos de M. le marquis de Montcalm à mon égard; depuis la campagne dernière jusqu'à son départ j'ai affecté de les ignorer; je l'ai prévenu de politesse; j'ai eu des conférences avec lui pour satisfaire à l'envie

qu'il a d'être consulté, quoique j'aie éprouvé plusieurs fois qu'aussitôt que je lui avais fait part de quelque projet, il devenait public par les mémoires qu'il faisait d'après mes idées et qu'il montrait à diverses personnes dans la vue de se les attribuer. L'attachement que les troupes en général, les Canadiens et les sauvages ont en M. le chevalier de Lévis, ont produit en M. le marquis de Montcalm des sentiments de jalousie. Il les fit paraître à l'occasion du détachement que devait commander ce brigadier. » Enfin la conclusion : « D'après toutes ces raisons, je croirais manquer à ce que je dois au service du Roi et à la confiance dont vous m'honorez, si je ne vous suppliais de vouloir bien demander à Sa Majesté le rappel de M. le marquis de Montcalm. Il le désire lui-même et m'a prié de vous le demander. Bien loin de penser à lui nuire, j'estime, Monseigneur, qu'il mérite de passer au grade de lieutenant-général. Il pourra servir très utilement en Europe ; personne ne rend plus de justice que moi à ses excellentes qualités, mais il n'a pas celles qu'il faut pour la guerre de ce pays-ci. Il est nécessaire d'avoir beaucoup de douceur et de patience pour commander les Canadiens et les sauvages. » Comme successeur à la tête des troupes de terre, car il n'a garde de parler de celles de la colonie, Vaudreuil propose le chevalier de Lévis, pour lequel il sollicite le grade de maréchal de camp ; Bourlamaque suffira pour le seconder.

Il va sans dire que toute la colonie était au courant des discussions entre le gouverneur et le commandant militaire ; l'intendant Bigot, en très bons termes avec les deux rivaux, tient le langage (1) du bon sens. « Je fais de mon mieux auprès de l'un et de l'autre, pour les engager à cacher au public les reproches qu'ils croient être en droit

(1) Bigot au Ministre. Particulière. Québec, 13 août 1758. Archives des Colonies.

de se faire, et je les excuse réciproquement lorsque je leur écris. Une brouillerie d'éclat serait aussi dangereuse dans la colonie que l'entrée d'une armée anglaise. Il n'y a déjà que trop de jalousie répandue dans les différents corps. M. le marquis de Montcalm et M. le marquis de Vaudreuil ont tous les deux des parties nécessaires pour la conservation et la défense du Canada. Le premier s'est fait connaître pour un bon général et homme d'un grand détail, vif et actif, zélé pour le service. Le second fait ce qu'il veut des Nations sauvages et des Canadiens, et il connaît parfaitement le genre de guerre de ce pays-ci ; il sait aussi tirer parti de la terreur que les Anglais ont des sauvages. Comme je leur suis attaché également, je vivrais au mieux avec eux, mais je doute qu'ils en fassent de même. Leur humeur est trop opposée l'une à l'autre et il y a longtemps qu'ils m'ont paru ne vivre ensemble que politiquement. » Tout pourrait s'arranger, assure Bigot, par la promotion de Montcalm au grade de lieutenant-général, trop important pour son commandement, et par la nomination de Lévis pour le remplacer.

Qu'en général les préférences se soient déclarées pour le chevalier, cela se comprend facilement. Moins brillant, moins instruit que son chef, mais plus maître de lui, Lévis possédait des qualités solides de cœur et d'esprit ; l'affabilité de ses rapports, le liant de ses manières, sa belle humeur, l'activité infatigable que lui permettait une santé de fer, le don d'entraîner les hommes, une grande dose de philosophie, lui avaient acquis des sympathies nombreuses dans le militaire français et colonial et dans la société canadienne. Tandis que Montcalm se tenait à l'écart de réunions mondaines qui ne lui inspiraient que de l'ennui et le regret d'être si loin des siens, Lévis se mêlait à toutes les distractions, à toutes les parties de plaisir ; très empressé auprès du sexe, il ne demandait qu'à flirter avec les belles Canadiennes. Quant à un sen-

timent d'envie du général à son égard, on n'en trouve aucune trace dans la correspondance qui rend toujours justice à un camarade aimé et apprécié. Montcalm, susceptible peut-être à l'excès, ne manquait ni de générosité ni de bienveillance, aussi ses jugements sur ses compagnons d'armes sont-ils toujours empreints d'équité et même d'indulgence.

Pendant que le navire porteur des dépêches voguait pour la France, la situation du Canada empirait de jour en jour. La victoire de Carillon n'avait été qu'un répit; bientôt les régiments anglais, libérés par la prise de Louisbourg, viendraient renforcer l'armée d'Abercromby et lui permettre de renouveler une attaque qui, dirigée cette fois avec plus d'intelligence, aurait chance de réussir. La destruction des magasins de Frontenac allait entraîner la perte des postes de l'Ohio où il serait difficile de se maintenir faute de vivres et de munitions. Enfin, du côté de Québec, rien n'était préparé pour résister à l'expédition que, d'après la rumeur publique, le vainqueur de Louisbourg organisait contre la capitale.

Quelques jours avant d'être mandé à Montréal par le gouverneur, Montcalm adressa au ministre (1), par l'entremise de son ami Doreil, commissaire des guerres à Québec, un court exposé : « La situation de la colonie est des plus critiques, si la paix ne vient au secours. Les Anglais réunissent avec les troupes de leurs colonies mieux de cinquante mille hommes; nonobstant l'entreprise de Louisbourg ils en ont eu 30.000 qui ont agi cette campagne vis-à-vis le Canada; qu'opposer à cela? 8 bataillons qui font 3.200 hommes; le reste, troupes de la colonie, dont 1.200 seulement en campagne, le surplus à Québec, Montréal, la Belle-Rivière....... Pourrait-on ti-

(1) Montcalm à Belleisle. Lettre chiffrée par Doreil, 28 juillet 1758. Archives de la Guerre, 3498.

rer meilleur parti des Canadiens? je le crois; cependant on n'en pourra jamais tenir toute la campagne au delà de 3.000 sans ruiner le pays. Au reste ces peuples comme les sauvages ne sont propres qu'à des courses et ne savent ce que c'est que de rester cinq mois en campagne. Les sauvages, bons pour des courses; il ne faut pas compter sur eux pour le fonds d'une armée. Avec si peu de forces comment garder sans miracle depuis la Belle-Rivière jusqu'au lac Saint-Sacrement et s'occuper de la descente à Québec, chose possible? Qui écrira le contraire de ce que j'avance trompera le Roi... » Pour faire face au danger, Montcalm demande « 1.500 hommes de recrues de la bonne espèce... pour compléter les 8 bataillons au Canada et 6 bataillons nouveaux à forts effectifs avec des vivres pour nourrir ces troupes pendant un an... Je ne crains que trop, ajoute-t-il, qu'il ne soit pas possible à la France d'envoyer ce secours, vu la supériorité de la marine anglaise, mais les Anglais mettent sur pied trop de force dans ce continent, pour croire que les nôtres y résisteront et attendre une continuation de miracles qui sauvent la colonie de trois attaques ».

A défaut des renforts qui ne pouvaient venir que de la métropole, Montcalm cherchait à utiliser le plus possible les ressources de la colonie. Dans un mémoire daté du commencement de septembre (1), il attirait l'attention du gouverneur sur la nécessité de concentrer la défensive, d'évacuer les points trop excentriques et de prendre des précautions du côté de Québec; il recommandait le recensement des miliciens dans toute la province et l'incorporation d'un certain nombre d'entre eux, à raison de 15 par compagnie des troupes de France, et un peu plus

(1) Réflexions générales pour la défense de cette colonie. L'accusé de réception de Vaudreuil à Montcalm est daté de Montréal, 12 septembre 1758. Archives des Colonies.

pour les compagnies de la marine. Ces propositions furent sans doute l'objet des conversations avec Vaudreuil durant le séjour de Montréal.

Fort heureusement, il ne se passa rien d'extraordinaire au cours de l'automne sur les frontières mêmes du Canada. Amherst, conformément à la promesse donnée, avait débarqué le 13 septembre avec 5 bataillons (1), retour de Louisbourg. Le 3 octobre, il était à Albany, et le surlendemain il eut au camp du lac George une conférence avec le commandant en chef. On y décida que, vu l'augmentation des fortifications de Carillon et le manque de grosse artillerie pour les battre, il fallait renoncer à l'idée d'une nouvelle attaque. Les Anglais gardèrent leur position jusqu'aux derniers jours d'octobre, époque à laquelle ils se retirèrent après avoir coulé leurs plus gros bateaux et mis en cache tout ce qu'ils ne purent emporter. Peu de temps après, Abercromby, à sa rentrée à New-York, reçut une lettre de Pitt lui annonçant son rappel et son remplacement par Amherst. Sur quatre gouverneurs des possessions anglaises en Amérique, trois avaient été disgraciés à cause de leur incapacité militaire; le quatrième, Braddock, était mort de ses blessures. Grâce aux moyens mis à sa disposition, Amherst allait réussir où ses prédécesseurs avaient échoué.

Montcalm resta jusqu'au 4 novembre à Carillon. Pendant les derniers jours de la campagne, il avait écrit à sa mère une lettre caractéristique (2) où, malgré le ton de confiance assumé, perce le découragement : « Notre situation est critique, et plus nous irons, plus elle le doit devenir, mais nulle inquiétude : Dieu soutient, et l'honneur sera toujours conservé de ma part en tout événement... J'ai toujours cru que l'ennemi viendrait m'at-

(1) Abercromby à Pitt. New-York, 25 novembre 1758. America. Record Office.

(2) Montcalm à sa mère, 16 octobre 1758. Collection particulière.

taquer une seconde fois, mais je commence à croire, vu la saison avancée, qu'il n'en sera rien..... J'ai reçu une lettre de mon fils écrite un peu style du siècle; les détails militaires bien, un peu trop de princes et comtes d'Empire..... J'ai grand besoin de repos. Je dois dix mille écus. Je vieillis bien. Je compte n'être à Montréal qu'avec les glaces du 10 au 20 novembre. Je vais me reposer jusqu'à Noël; de là, Québec janvier et février; mars et avril à Montréal, sans doute revenir ici ou une affaire qui sera décisive. Les Anglais sont au moins dix contre un. »

Dans les parages de l'Ohio ou de la Belle-Rivière, les événements furent d'abord favorables aux Français. Le général Forbes, chef de l'expédition contre le fort Duquesne, eut à surmonter des difficultés de transport qu'aggrava la mauvaise volonté des autorités locales. D'après les projets du printemps, Forbes devait avoir sous ses ordres 18 ou 1.900 réguliers, 5.000 provinciaux et autant d'Indiens qu'il pourrait réunir; mais les troupes de ligne venues d'Angleterre avaient besoin de repos (1) après une longue traversée; d'autre part, si les assemblées provinciales avaient voté les crédits nécessaires pour la solde et les accoutrements de leurs contingents, ceux-ci, encore incomplets, n'étaient pas en mesure de commencer les opérations; les Indiens, il est vrai, étaient accourus en masse et déjà quatre cents étaient en course. L'armée n'avança qu'avec lenteur; le 10 juillet, le général en était encore à annoncer son espoir d'atteindre Raestown où il s'était fait précéder par 1.500 provinciaux chargés de construire des magasins et d'établir des fortifications de campagne. « Il n'y a, écrit-il (2), ni habitants, ni maisons d'ici à l'Ohio, excepté aux forts Loudoun et Lyttleton qui

(1) Forbes à Pitt. Philadelphie, 1er mai 1758. Record Office.
(2) Forbes à Pitt. Carlisle Camp, 10 juillet 1758. Record Office.

comptent deux ou trois habitations et qui sont protégés par une palissade. Tout le pays est une immense forêt de 240 milles d'étendue, coupée par plusieurs rangées de montagnes inaccessibles à tout être humain, sauf les Indiens si on peut accorder à ceux-ci cette qualité... J'espère trouver, pour franchir les monts Alleghany, une route meilleure que celle qu'a prise le général Braddock. Si je réussis, je gagnerai 40 milles sur mon itinéraire et j'abrégerai le travail nécessaire pour frayer le passage à travers les bois, ce qui est de toute importance. » Forbes se plaint de la désertion des volages Indiens qui, venus trop tôt, étaient repartis de même et dont il ne restait que 200 fidèles. Pendant l'été, la marche se poursuivit péniblement, sans opposition des Français qui attendaient les Anglais par la route de Braddock et paraissent avoir été assez mal servis par leurs éclaireurs.

Une première rencontre eut lieu à peu de distance du fort Duquesne. Le major Grant avait obtenu la permission (1) de se porter en avant avec un détachement de 900 hommes, composé moitié de montagnards écossais et moitié de Virginiens, à l'effet de reconnaître la position française et de renseigner la colonne principale. Il put arriver dans la nuit du 14 septembre, et sans être signalé, à une hauteur éloignée du fort d'un kilomètre. Il garda avec lui dans la forêt, le gros de sa troupe (2), et envoya le major Lewis avec ses provinciaux surprendre le camp indien qui était établi sous les murs de Duquesne. Aussitôt l'affaire engagée, Lewis devait battre en retraite, de manière à attirer l'ennemi sous le feu des réguliers embusqués dans les bois. Malheureusement pour la réussite du projet,

(1) Forbes à Pitt. Raes Town, 20 octobre 1758. Record Office.

(2) Voir pour le récit du combat, Casgrain, *Montcalm et Lewis*, vol. I. — Parkman, *Montcalm et Wolfe*, vol. II.

les Virginiens s'égarèrent et revinrent au point de départ sans avoir rien accompli. Grant se décida alors à attaquer au petit jour, mais il éparpilla ses forces de telle façon qu'il se fit écraser en détail. Au son des tambours qu'il avait fait battre pour entraîner son monde, les Canadiens et les sauvages se jetèrent sur l'avant-garde, formée d'Écossais, et la repoussèrent. Une action confuse se livra dans la forêt; fusillés à bout portant par des adversaires qu'ils ne voyaient pas, terrifiés par les hurlements des Indiens, les soldats de Grant furent saisis de panique et s'enfuirent en désordre. Ce fut, en petit, la répétition de la défaite de Braddock. Sans la résistance de quelques pelotons de Virginiens, le tout eût été détruit. Grant, Lewis et plusieurs officiers restèrent aux mains des vainqueurs, sept furent tués, et la perte totale atteignit 280 tués, blessés ou prisonniers. Les Français, qui, non compris les sauvages, ne dépassaient pas un millier d'hommes (1), n'auraient laissé sur le champ de bataille que six des leurs.

A la suite de cette affaire, Ligneris, commandant de Duquesne, envoya à la découverte un détachement mixte de 600 Canadiens et Indiens sous les ordres du capitaine Aubry qui avait rallié le fort, quelques jours avant le combat, avec un renfort venu des postes de l'Illinois (2). Aubry alla insulter le camp des Anglais à Loyal Hannon, enleva beaucoup de chevaux, tua des bestiaux, fit des prisonniers et rentra à Duquesne avec son butin.

En dépit de ces succès, la situation de Ligneris et de ses compagnons devenait de jour en jour plus précaire. « Notre fort, écrit-il (3), est prêt à tomber, il est pourri par-

(1) Lettre de Vernys, officier d'artillerie, citée par Casgrain.

(2) Les postes français de l'Illinois dépendaient du gouvernement de la Louisiane.

(3) Ligneris à Vaudreuil. Fort Duquesne, 18 octobre 1758. Archives des Colonies.

tout, et je doute qu'il subsiste jusqu'au printemps si nous avons des crues d'eau semblables à celles de l'hiver dernier. Il est bien triste pour d'honnêtes gens d'être chargés de la défense d'une si mauvaise place ; M. Duvernis, ingénieur, a dû vous en rendre compte. » Il ne restait en magasin que de quoi nourrir 1.200 hommes pendant dix-huit jours. Ligneris réunit un conseil d'officiers où l'on décida qu'on se bornerait à garder à Duquesne la garnison normale et qu'on renverrait le surplus. En conséquence de cette résolution, les sauvages furent congédiés après avoir promis de revenir aussitôt qu'on pourrait leur distribuer des rations.

Cet engagement ne fut pas rempli. Déjà les Anglais avaient réussi à détacher de la cause française une partie des tribus de la région de l'Ohio. Dans une grande assemblée tenue à Easton (1), pendant le mois d'octobre, le gouverneur de Pensylvanie avait conclu un traité avec les délégués des cinq Nations et de plusieurs groupes alliés à la confédération. A la suite de cette entente, des ambassadeurs, parmi lesquels, à côté des Indiens, figurait un membre de la communauté des frères moraves, du nom de Post, furent expédiés aux sauvages des environs de Duquesne pour les déterminer à adopter la même politique. La négociation fut bien conduite, et malgré les efforts des officiers français présents à la conférence, la plupart des Indiens de la contrée abandonnèrent le drapeau sous lequel ils avaient servi depuis le début des hostilités. Les causes de cette désertion sont difficiles à préciser ; il faut sans doute l'attribuer à la versatilité indigène, à l'abondance des cadeaux britanniques, à la facilité de se procurer aux postes anglais des effets et des denrées que le blocus maritime du Canada ne permettait plus de trouver en quantité suffisante chez les Français, surtout au pres-

(1) Voir pour le récit des conférences indiennes, Casgrain et Parkman.

tige des armes de la Grande-Bretagne, rehaussé par l'expédition heureuse de Frontenac et par la supériorité du nombre.

Encouragé par les nouvelles du mouvement indien, soutenu par une volonté de fer qui savait avoir raison d'une santé déplorable, Forbes ne voulut pas, malgré la défaite de son lieutenant Grant, renoncer à son entreprise; apprenant la détresse des Français, il réduisit sa troupe et son convoi au strict nécessaire et reprit sa course sur Duquesne avec 2.500 hommes, sans tentes ni bagages; trop malade pour monter à cheval, il se fit porter dans une litière. Le 24 novembre, on était parvenu sans encombre à quelques lieues de Duquesne, quand on fut surpris d'entendre le bruit de détonations successives. Le lendemain, vers la fin de la journée, lorsqu'on arriva au fort, on le trouva en ruine, les bâtiments incendiés et la garnison partie. Faute de provisions et conformément à l'avis du conseil de guerre, il avait fallu disloquer les contingents réunis à Duquesne; Aubry était retourné avec ses hommes à l'Illinois, Belestre s'était mis en route pour le Détroit avec ses miliciens. « J'ai été, mande Ligneris (1), dans l'indispensable nécessité de renvoyer..... M. de Saint-Ours et les garnisons de la Rivière aux Bœufs, de la Presqu'île et de Niagara, sans quoi je n'aurais pas eu de vivres pour subsister qu'environ 10 jours, et point du tout pour faire la retraite. » Tous ces départs effectués, il restait, pour défendre le fort, 300 réguliers ou miliciens dont plus du tiers malade; aussi Ligneris ne crut-il pas possible de soutenir un siège et se retira-t-il au fort Machault, après avoir fait sauter les bastions de Duquesne et brûlé ses magasins. Les soldats de Forbes ne virent d'autres traces de l'ennemi que les cadavres non enterrés du

(1) Ligneris à Vaudreuil. Fort Duquesne, 18 octobre 1758. Archives des Colonies.

combat du 14 septembre, et les têtes de quelques Écossais que les sauvages avaient fixées au bout de perches revêtues des jupes d'uniforme de ces malheureux.

En elle-même, la conquête de Forbes n'avait pas grande importance ; le fort Duquesne, comme la plupart des fortifications du même genre en Amérique, n'était qu'un ouvrage en terre encadré de bois équarri, hors d'état de résister au canon ; mais l'effet moral du succès de l'entreprise fut tout autre. L'évacuation du poste, dont la possession contestée avait été la cause initiale de la guerre, suivait à quelques mois de distance la destruction de Frontenac. Ces incidents étaient la revanche du massacre de la Monanghahela et de l'humiliation de Chouaguen ; ils faisaient prévoir la victoire du drapeau anglais dans les pays d'En-Haut ; aussi l'impression fut-elle profonde chez les sauvages, qui désertèrent de plus en plus les fleurs de lys pour offrir leurs services aux Anglais, ou pour rester neutres entre les belligérants.

A la fin de novembre, la saison avancée ne permettait pas de songer à continuer la campagne. Forbes, presque aussi à court de provisions que son adversaire, n'essaya pas de le suivre. « J'aurais remonté, écrit-il (1), avec mes troupes la rivière jusqu'au lac Erié, et détruit les postes français de Venango (Machault) et Presqu'île ; mais la mauvaise saison et la rareté de mes vivres me l'interdisent. Étant donné que je suis obligé de transporter à une distance de 3 à 400 milles, à travers les montagnes et par des routes presque impraticables, tout ce qu'il me faut pour hommes et pour bêtes, il me sera très difficile de laisser ici une garnison suffisante pour la protection du pays, car toute communication avec les parties habitées des provinces sera coupée pendant au moins 4 mois de l'hiver. » Le général anglais confia la garde des ruines à un déta-

(1) Forbes à Pitt. Pittsburg, 27 novembre 1758. America. Record Office.

chement de 200 provinciaux, protégés par des palissades érigées à la hâte, et fit diligence pour regagner la Pensylvanie. Fidèle aux traditions britanniques qui s'efforcent avec la conquête d'effacer la mémoire du passé, Forbes avait changé le nom de la localité, et, en bon courtisan, avait attaché celui du grand ministre de son pays aux quelques cabanes groupées autour de son camp. « J'ai pris la liberté, écrit-il à Pitt, de donner votre nom au fort Duquesne, car selon mon estime, c'est en quelque sorte parce que nous étions inspirés de votre esprit que nous avons pu nous rendre maîtres de la place..... J'espère que le père adoptif voudra bien la prendre sous sa protection; si vous l'accordez, ces tristes solitudes deviendront bientôt les terres les plus riches et les plus fertiles de toutes les possessions britanniques dans l'Amérique du Nord. » La prophétie s'est réalisée en partie : Pittsburg est aujourd'hui un des centres les plus actifs de la région industrieuse de l'Ohio, mais sur les bâtiments de la ville, le drapeau de l'Angleterre est remplacé, depuis plus d'un siècle, par celui de la libre Amérique; quant au nom de Duquesne que le vainqueur voulait rayer de la carte, resté appliqué à une bourgade voisine, il rappelle aux générations présentes les souvenirs de la domination française.

Forbes ne survécut pas longtemps à sa victoire; de plus en plus miné par la maladie, il ne rentra à Philadelphie que pour y mourir peu de temps après. Quant aux soldats de Ligneris, ils ne firent aucun effort pour profiter de l'isolement de la petite garnison de Pittsburg, et se contentèrent de consommer les rations du Roi dans les forts où ils s'étaient retirés.

A l'époque des derniers départs pour la France, avant la fermeture de la navigation du Saint-Laurent, les événements de l'Ohio n'étaient pas encore connus à Montréal, mais la situation était assez grave pour que Vaudreuil et

Montcalm, malgré leurs divergences de vues en matière canadienne, fussent d'accord sur les dangers qui menaçaient la colonie, et sur l'urgence d'envoyer en France des hommes de confiance qui pussent éclairer la cour de Versailles.

Déjà Péan, officier des troupes de marine, s'était embarqué au mois d'août; il fut suivi en novembre par Doreil, le commissaire des guerres, et par Bougainville, promu depuis peu aide-major général de l'armée. Ce dernier a trop souvent figuré dans nos récits pour qu'il soit indispensable de reparler de lui. Quant à Doreil, sa correspondance va nous le faire connaître. Ami dévoué de Montcalm, il avait épousé sa querelle au point d'attribuer à Vaudreuil des noirceurs qui eussent été de véritables actes de trahison à l'égard de la patrie. Comme presque tous les militaires venus de France, il était convaincu qu'une paix aussi prompte que possible s'imposait si on voulait conserver la province. « Il est donc de nécessité absolue, écrivait-il (1), de ne penser qu'à faire la paix sans se rendre difficile pour les limites; il serait à souhaiter qu'on n'eût jamais pensé à les étendre en Acadie ni à l'établissement du fort Duquesne... » A l'en croire, la préservation du Canada était due à Montcalm : « Il y a deux ans qu'il ne cesse de parler de l'entreprise et de la descente que l'ennemi peut faire à Québec; on ne veut ni rien prévoir ni rien ordonner. Il use sa santé ruinée, sa bourse, voit tout le mal, en est pénétré ne pouvant y remédier ni faire le bien. Il demande son rappel et sert en attendant à son ordinaire. Il devra dix mille écus au premier janvier; son désintéressement fait la critique, excite la jalousie et attire l'inimitié. Il a eu beaucoup de peine à calmer l'officier et le soldat français qui enfin, après plus de trois ans

(1) Doreil à Belleisle. Québec, 31 août 1758. Archives de la Guerre, 3499.

de souffrance, ont éclaté. » Doreil était partisan du remplacement de Vaudreuil par Montcalm dont il crayonne un portrait des plus élogieux : « Il possède la science politique (1) comme les talents militaires ; homme de cabinet et de détails, grand travailleur, juste, désintéressé jusqu'au scrupule, clairvoyant, actif, et n'ayant en vue que le bien ; en un mot homme vertueux et universel..... Quand M. de Vaudreuil aurait de pareils talents en partage, il aurait toujours un défaut originel ; il est Canadien. Cette qualité tire plus à conséquence que je ne puis le dire. M. le marquis de Montcalm connaît à présent à fond ce que comporte le pays mieux que M. de Vaudreuil. Il sait la manière de traiter avec les sauvages, de se les attacher et de les faire agir suivant les circonstances. Ils le connaissent, l'aiment, le respectent et le craignent. »

L'affection de Bougainville pour le général, dont il avait été pendant trois ans l'aide de camp et le confident, devait le rendre suspect au gouverneur ; aussi, en outre de la lettre officielle (2) qui annonçait la mission des deux mandataires et qui assurait le cabinet de la foi absolue qu'on devait avoir dans leurs rapports verbaux, Vaudreuil eut-il soin d'expédier au ministre de la Marine un billet chiffré (3) où il mettait son chef hiérarchique en garde contre des renseignements dont l'authenticité laisserait peut-être à désirer. « Dans la vue de condescendre aux désirs de M. le marquis de Montcalm, et de me servir de toutes les voies pour maintenir l'union avec lui, j'ai accordé à MM. Doreil et Bougainville une lettre de créance ; mais je dois avoir l'honneur de vous observer,

(1) Doreil à Belleisle. Québec, 31 juillet 1758. Archives de la Guerre, vol. 3498.

(2) Vaudreuil à Le Normand. Montréal, 4 novembre 1758. Archives des Colonies.

(3) Vaudreuil à Berryer. Montréal, 3 novembre 1758. Archives des Colonies.

Monseigneur, que ces messieurs ne connaissent point assez parfaitement la colonie et ses vrais intérêts, pour pouvoir avoir l'honneur de vous en parler pertinemment..... Cependant, sous quelque couleur qu'ils vous dépeignent notre situation, ils ne pourront assez vous exprimer combien elle est triste et à tous égards critique, par le manque d'hommes, de vivres et de munitions de toutes espèces. » Puis revient la note de méfiance : « Je dois d'ailleurs, Monseigneur, vous prévenir que ces messieurs étant créatures de M. de Montcalm, abondent entièrement dans ses sentiments. Je m'attends qu'ils tâcheront d'éteindre ou du moins diminuer les actions de la colonie, dans l'unique vue d'attribuer aux troupes de terre tous les avantages que nous avons eus sur l'ennemi. »

Ainsi munis de leurs lettres d'introduction, porteurs de mémoires sur l'avenir de la nouvelle France, de demandes de grâces pour les officiers du corps expéditionnaire, de rapports détaillés de Vaudreuil et de Montcalm sur les besoins militaires et sur les renforts indispensables, Doreil et Bougainville mirent à la voile sur des bâtiments différents. Ils arrivèrent tous les deux en France vers la fin de l'année et se rendirent à Versailles pour s'acquitter de leur mission.

Pour compléter le récit des événements du Canada, nous devons mentionner la visite qu'y firent les vaisseaux de Du Chaffault. Ce fut la dernière apparition d'une escadre française dans les eaux du Saint-Laurent. Du Chaffault avait accosté (1) le 29 mai, au Port Dauphin dans l'île du Cap Breton, avec 4 vaisseaux de ligne et une frégate, y avait débarqué le bataillon de Cambis destiné à compléter la garnison de Louisbourg et fait route, le 9 juin, pour Québec où il mouilla le 29 en compagnie du vaisseau le

(1) Archives de la Marine, 1758.

*Bizarre* qui était sorti de Louisbourg dans la nuit du 8 au 9 juin, quelques heures après le débarquement des Anglais. La division ainsi renforcée repartit pour la France vers la fin de septembre; le 27 octobre, elle rencontra dans les parages d'Ouessant, l'amiral Boscawen qui rentrait en Angleterre (1) avec 3 de ses propres vaisseaux, le *Bienfaisant,* capturé dans le port de Louisbourg, et 3 frégates. On échangea quelques bordées sans se faire grand mal; la nuit et le mauvais temps séparèrent les combattants. A la suite de cette échauffourée, l'escadre française se dispersa : le *Dragon* et le *Bizarre* gagnèrent le port de Rochefort, le *Sphinx* et le *Hardi* celui de Brest. Quant au 5e vaisseau le *Belliqueux* de 64 canons, il se fourvoya dans le canal de Bristol (2) où sa présence causa quelque émotion dans le public anglais. Les autorités navales dépêchèrent à sa recherche l'*Antilope* de 50 canons. Le commandant français, M. de Martel, qui n'avait plus que cinq jours de vivres, au lieu d'essayer de les prendre de force à l'Anglais qui lui était inférieur, arbora le pavillon parlementaire et, sur la requête d'un officier de l'*Antilope* envoyé aux renseignements, se rendit à bord de ce vaisseau. Il expliqua sa détresse au capitaine, cita l'exemple d'une frégate anglaise obligée de faire relâche dans la rade de Brest, à laquelle les Français avaient accordé la liberté, réclama le même traitement, et finit par se laisser emmener, lui et son navire, à Bristol où on les retint comme de bonne prise. En punition de sa conduite inexplicable, Martel fut rayé par le ministre Berryer des cadres de la marine.

En fin de compte, les armements considérables que la cour de Londres avait préparés pour la conquête de l'Amé-

(1) W. L. Clowes, *Royal Navy,* vol. III, p. 185. Les noms que donne l'auteur pour les vaisseaux de Du Chaffault sont inexacts.

(2) Lettre de Mercier à bord le *Belliqueux.* Archives de la Marine.

rique française, ne donnèrent pas en 1758 les résultats qu'elle était en droit d'espérer. Louisbourg avait succombé, il est vrai, mais le Canada avait résisté victorieusement à l'attaque formidable dirigée contre lui; sauf vers la fin de l'année, et dans la région lointaine de l'Ohio, pas un pouce du territoire français n'avait été entamé. Grâce à l'héroïque valeur de Montcalm et de ses soldats, grâce aussi à l'incapacité d'Abercromby, les Anglais avaient subi un échec qui les avait mis hors de combat pour le reste de la saison. Mais pour avoir été détourné, l'orage n'en était pas moins menaçant; tout dépendrait des secours que la métropole pourrait expédier, et surtout faire parvenir à ses courageux compatriotes. Malheureusement la suprématie maritime de la Grande-Bretagne, de moins en moins contestée, faisait prévoir à ce sujet de cruels déboires.

## CHAPITRE VIII

### NÉGOCIATIONS ENTRE VIENNE ET VERSAILLES

Difficultés financières du cabinet français. — Bernis veut réduire les subsides dus a l'Impératrice. — Propositions pacifiques mal reçues a Vienne. — Entretiens de Choiseul avec Marie-Thérèse et Kaunitz. — Dissentiments entre Mme de Pompadour et Bernis. — Choiseul appelé au ministère. — Disgrace de Bernis. — Abandon des tentatives de médiation. — Retour a la politique belliqueuse. — Négociations pour le nouveau traité avec l'Autriche.

Pendant l'année 1758, l'entente entre les cours de Versailles et de Vienne fut troublée, non seulement par les incidents de la guerre, en général peu favorables à la cause de l'alliance, mais encore par une divergence de vues qui, malgré les protestations prodiguées de part et d'autre, devint plus accusée avec le cours des événements, et entraîna la chute du personnage le plus en évidence du cabinet français. L'abbé de Bernis, initié aux premières ouvertures de l'Impératrice, principal négociateur du traité défensif du 1er mai 1756, seul représentant des intérêts de son gouvernement dans la préparation du traité secret du 1er mai de l'année suivante, devait être considéré comme dévoué corps et âme à l'ouvrage dont il avait été l'artisan; aussi sa nomination au ministère des Affaires étrangères avait-elle été saluée des ap-

plaudissements de la cour de Vienne qui comptait trouver en lui un collaborateur ardent et sûr. Cette attente fut déçue ; la responsabilité du pouvoir fit du diplomate spirituel, léger et optimiste que nous avons vu à l'œuvre, un ministre indécis, nerveux et trembleur. Autant il avait été présomptueux et imprévoyant avant la guerre et pendant la campagne de 1757, autant il se montre abattu après les premiers revers. Sans énergie pour corriger le mal dont il sait mesurer la profondeur, il n'imagine d'autre remède que l'abandon des engagements qu'il a lui-même souscrits, hésite à se dépouiller de fonctions qu'il s'avoue incapable de remplir, sert à contre-cœur une politique qu'il condamne, et, à force de tergiversations, se fait congédier par son maître et remplacer par son meilleur ami. Aux défaillances, à la sensiblerie, aux attaques de nerfs de Bernis, à l'indolence vaniteuse de Louis XV, le narrateur éprouve un véritable plaisir à opposer le sang-froid, la ténacité, la persévérance de Kaunitz, la dignité et l'indomptable énergie de Marie-Thérèse.

Vers la fin de l'hiver, à la suite des explications échangées entre les deux gouvernements, la confiance de l'Impératrice, fort ébranlée par les tendances pacifiques de Bernis, commençait à renaître. Stainville avait déclaré (1), au nom du Roi, que « Sa Majesté Très-Chrétienne était fermement résolue de faire tous ses efforts pour l'accomplissement du traité secret, de ne jamais songer à traiter la paix que de concert avec l'Impératrice et de continuer à la secourir et soutenir puissamment d'hommes et d'argent ». Les ordres donnés pour ramener de l'armée de Clermont les régiments allemands destinés à former le corps auxiliaire, venaient confirmer ces bonnes paroles et faisaient espérer la prompte arrivée des troupes françaises en Bo-

(1) Kaunitz à Bernis, 4 mars 1758. Archives des Affaires étrangères. Autriche.

hême. De l'autre allié, la Tzarine, non seulement on avait reçu les promesses les plus chaleureuses, mais l'accord sur la conduite de la prochaine campagne était sur le point d'intervenir : En réponse à un mémoire russe du 26 janvier, l'ambassadeur autrichien, Esterhasy, avait demandé l'envoi à Cracovie d'un corps de 30.000 hommes pour coopérer à la défense des États héréditaires, et une offensive de l'armée principale, qui serait portée à un effectif de 50 à 60.000 hommes. Les Russes, déjà maîtres de la Prusse Royale qu'ils avaient occupée sans coup férir, envahiraient le Brandebourg, menaceraient Berlin et donneraient la main aux Suédois ; dans le cas où le détachement des 30.000 hommes serait considéré comme préjudiciable à l'entreprise contre Berlin, le projet accessoire serait abandonné et toutes les troupes réunies sous les ordres du général Fermor. Pour faciliter et activer la mobilisation, la cour de Vienne verserait un acompte de 500.000 écus. Le concours de la Russie était d'autant mieux assuré qu'un événement d'ordre intérieur, le renvoi de Bestuschew, qui eut lieu à cette époque, pouvait à bon droit être interprété comme un gage des intentions amicales de la Tzarine. En effet, bien que le crédit du grand chancelier eût singulièrement baissé devant l'influence de Schouvallow, et qu'il se fût rallié, tout au moins en apparence, au nouveau système politique de la cour de Pétersbourg, son passé était trop connu, l'acceptation des subsides du gouvernement anglais était trop récente, pour qu'on ne se défiât pas à Vienne et à Versailles des conseils qu'il pouvait encore insinuer à sa souveraine. Les causes immédiates de la chute de Bestuschew (1) semblent avoir été son rapprochement de la grande-duchesse Catherine pendant une

(1) Voir à ce sujet, Vandal, *Louis XV et Élisabeth*, et Waliszewski, *La dernière des Romanow*.

maladie d'Elisabeth, et sa participation à la correspondance secrète échangée entre la princesse et le maréchal Apraxine. Quel que fût le motif réel de la disgrâce, elle se traduisit par l'arrestation de Bestuschew, en pleine conférence, le 26 février 1758, et par une instruction criminelle qui se termina par son exil après plusieurs mois de procédure.

En attendant la reprise des hostilités, à Versailles on n'avait pas perdu de vue les négociations relatives à la neutralité du Hanovre, que la cour d'Autriche avait recommandées maintes fois au cabinet de Louis XV. Bernis, dans ce but, avait eu recours aux bons offices du Danemark; il espérait entraîner dans l'alliance autrichienne cette puissance, ou tout au moins la déterminer à prendre une attitude de neutralité bienveillante. Pour arriver à ces fins le ministre français à Copenhague, le président Ogier, avait été autorisé à faire au Danemark l'offre de la province de l'Ost Frise, occupée par les alliés depuis plusieurs mois, et dont la cession serait imposée à la Prusse.

Par malheur, l'irruption du prince Ferdinand en Hanovre et ses succès sur le Weser firent crouler le château de cartes si laborieusement édifié. Stainville, qui avait annoncé à Clermont le rétablissement des armées de l'Impératrice et lui avait parlé des opérations à combiner avec elles, reçut du prince une réponse qui jeta la consternation à Vienne. Clermont lui mandait (1) de Hameln ses embarras, le danger de Minden qu'il ne pouvait secourir, sa prochaine retraite sur le Rhin et l'impossibilité de détacher 24.000 hommes pour la Bohême. De Versailles, les avis étaient tout aussi décourageants. « Le Danemark, écrivait le Ministre (2), marque une oppo-

(1) Clermont à Stainville. Hameln, 16 mars 1758. Archives de Vienne.
(2) Bernis à Stainville, 17 mars 1758. Affaires étrangères. Autriche.

sition presque invincible à commettre aucune hostilité contre l'Électeur d'Hanovre, et beaucoup de répugnance à faire quelques entreprises contre le roi de Prusse. » Par contre, la cour de Copenhague se proposait de réunir en Holstein une armée d'observation de 24.000 hommes, et sollicitait l'autorisation d'emprunter en France les 6 ou 8 millions de francs que nécessiterait cet effort. Bernis, toujours prêt à promettre, sinon à tenir, inclinait à consentir l'avance; mais pour trouver l'argent et pour faire face à une augmentation de 6 millions accordée à la Suède, il faudrait obtenir de l'Autriche des facilités, en autres mots, suspendre ou réduire les subsides stipulés en vertu du traité secret et dont le compte se soldait déjà par un arriéré important. A cette communication peu agréable était jointe une des jérémiades habituelles de l'abbé ministre sur les conséquences de la retraite de Clermont et sur l'urgence de pourparlers en vue de la paix. Enfin, dans une troisième épître du même jour, Bernis énumérait les subventions à la charge de la France, démontrait l'impossibilité de supporter des obligations aussi lourdes, et concluait en demandant à l'Impératrice d'accepter l'imputation, à son débit, des nouveaux paiements à faire à la Suède et au Danemark.

Grâce aux largesses déplacées de Bernis et de ses prédécesseurs la situation était devenue intolérable; en outre des versements à effectuer aux puissances du nord, le gouvernement de Louis XV avait à payer les fonds de concours garantis aux Électeurs de Bavière, Palatin et de Cologne, aux princes de Liège et d'Anhalt Zerbst, aux ducs de Wurtemberg, de Deux-Ponts et de Mecklembourg, aux margraves d'Anspach, de Baireuth et à la république de Gênes. Ces sommes, ajoutées aux mensualités dues à l'Impératrice, constituaient pour le budget des Affaires étrangères une dépense annuelle de 52 millions.

Comme entrée en matières (1) de la négociation délicate dont il était chargé, Stainville communiqua à Kaunitz la lettre de Clermont. Le chancelier de s'écrier que la retraite sur le Rhin était « l'anéantissement de tout secours ». Avant que les Français fussent en état de reprendre l'offensive, l'Impératrice serait écrasée; les Prussiens et les Hanovriens deviendraient les maîtres de l'Empire. Déjà il voyait la Bohême perdue, l'armée autrichienne retirée sur le Danube, les Hanovriens à Ratisbonne, « sa maîtresse subissant le joug d'ici au mois de juillet ». La réduction des subsides était l'équivalent de la paix forcée : « Sans secours ni en hommes, ni en argent », Marie-Thérèse succomberait forcément; elle s'était déjà endettée cette année de 30 millions de florins et ne pourrait se passer de l'appui financier de la France.

La demande relative aux subventions était d'autant plus mal venue qu'elle ne faisait que confirmer les déplorables avis transmis par Starhemberg sur les dispositions du cabinet de Versailles. Il y eut dans les conseils de l'Impératrice une véritable crise (2); dans un billet à son chancelier, Marie-Thérèse dévoile les déceptions que lui cause l'union avec la France, se plaint en termes amers de la conduite des ministres du Roi et met sa foi dans la Tzarine : « Notre seule ressource est dans la Russie; il faut pousser vivement la marche de ses troupes vers nos frontières; plus la France nous manque, ou est trop faible, plus nous devons nous lier avec cette dernière. » Kaunitz eut beaucoup de peine à ramener sa souveraine à de meilleurs sentiments à l'égard de la France. A propos de l'orientation des relations extérieures, il feint de partager ses doutes sur la solidité du nouveau système, pour les combattre victorieusement en

(1) Stainville à Bernis, 26 mars 1758. Affaires étrangères. Autriche.
(2) Voir Arneth, *Histoire de Marie-Thérèse*, vol. V, chapitre XIII.

comparant les bénéfices plus ou moins illusoires que l'Autriche avait retirés de l'alliance anglaise avec les avantages que lui procurait le traité secret de Versailles. C'était prendre Marie-Thérèse par son point faible, sa rancune invétérée contre la puissance maritime dont la morgue, peut-être plus que la politique trop effrontément égoïste, avait infligé à son amour-propre une blessure encore ouverte.

Quoiqu'un peu revenue de son dépit contre le nouvel allié, l'Impératrice-reine était trop franche pour ne pas faire entendre au représentant de Louis XV quelques-unes des vérités qu'elle avait sur le cœur; aussi la conversation (1) qu'elle eut avec l'ambassadeur fut-elle des plus mouvementées : Marie-Thérèse parut plus inquiète qu'il ne l'avait jamais vue; elle résuma les opérations militaires des armées françaises depuis le commencement de la guerre. « Notre faiblesse et les inconvénients qui se rencontrent à tous moments par la France » ne lui semblaient pas naturels. « Il n'y a donc que quand le Roi a été contre moi que la France a pu montrer de la vigueur. Vous conviendrez, Monsieur l'ambassadeur, que cette réflexion est fâcheuse, que je dois paraître affligée que les Français ne veuillent pas combattre pour moi, eux qui ont combattu avec tant de gloire pour tous les autres peuples de la terre. » Kaunitz, qui assistait à l'audience, unit ses efforts à ceux de Stainville pour calmer et rassurer la souveraine. « Il ne faut donc pas, selon vos avis, s'écria celle-ci, tout abandonner et faire la paix. Et ce n'est pas, se tournant vers le Français, l'intention de votre cour. » L'ambassadeur, un peu interloqué par cette apostrophe, se répandit en protestations, et fit dévier l'entretien sur les possibilités de concours compatibles avec l'état de sa patrie. Il termine son compte

(1) Stainville à Bernis, 26 mars 1758. Affaires étrangères. Autriche.

rendu en déclarant qu'il croit avoir soutenu la confiance de L. M. I. « dans un pays où tout le monde généralement (non les souverains et M. de Kaunitz), depuis la retraite de M. de Clermont, croit que la France trompe la maison l'Autriche ».

Cependant, malgré ses griefs, l'Impératrice ne voulut pas se montrer intransigeante et se résigna à entrer dans la voie des concessions : Sur les subsides dus pour l'année courante, elle consentit (1) une réduction de 4 millions de florins (10 millions de livres), c'est-à-dire d'un tiers, mais elle mit à cet abandon deux conditions : l'envoi immédiat de 30.000 hommes en Bohême et l'acquittement de l'arriéré avant le 1er juillet. La pièce officielle qui contenait cette proposition se terminait par une plainte dont la forme était aussi désobligeante que le fond était conforme à la vérité : « L'Impératrice a fait observer aussi à M. l'ambassadeur que nous serions tous perdus, et il y a longtemps, si après la bataille du 6 mai et du 5 décembre 1757 (2), on n'avait pas mis ici, à l'objet de la réparation de ses armées, plus de soins et d'activité qu'on n'en avait mis presque jusqu'ici en France à celles du Roi. Elle a témoigné à M. l'ambassadeur combien elle était peinée de ce que le Roi avait été si mal servi, et comme il ne s'agit pas de moins actuellement que de sa gloire, du rétablissement de la considération de la France et de sauver la cause commune, Elle a chargé M. l'ambassadeur de représenter vivement au Roi la nécessité de toute l'activité possible et imaginable dans les moyens de réparation de toute espèce. »

A ces reproches à peine déguisés, Bernis répondit (3) sur

(1) Réponse aux propositions de M. l'ambassadeur. Kaunitz à Starhemberg, 27 mars 1758. (Annexe). Archives de Vienne.

(2) Défaites de Prague et de Leuthen.

(3) Bernis à Stainville, 7 avril 1758. Affaires étrangères. Autriche.

le même ton, en rappelant la précipitation avec laquelle l'Impératrice avait engagé la guerre en 1756, les échecs des armées impériales, les efforts faits par la France en 1757. Quant aux prétendues concessions, « le soulagement des 4 millions florins, continue-t-il, n'en est pas un... Il vaut mieux, si la cour de Vienne ne veut pas se prêter à un arrangement plus utile au Roi, laisser les choses comme elles sont que de chercher des soulagements imaginaires... Ainsi, monsieur, vous devez vous occuper sérieusement du projet de faire la paix, et vous servir de toutes les ressources de votre esprit pour en démontrer la nécessité à la cour de Vienne et pour l'amener insensiblement jusqu'à la désirer. Je suis bien fâché qu'elle ait manqué le moment que j'avais indiqué. Nous serions convenus bien aisément avec les rois de Prusse et d'Angleterre d'une trêve et d'un congrès..... Aujourd'hui nous ne devons plus faire la guerre pour notre agrandissement..... Cette campagne doit donc être consacrée à la seule vue de faire la paix à des conditions raisonnables..... Le Roi et son conseil pensent donc, monsieur, qu'il faut tout sacrifier pour maintenir l'alliance, mais il ne faut pas risquer de tout perdre pour courir vainement d'un côté après la Silésie et de l'autre après les Pays-Bas ».

Dans une lettre particulière (1), Bernis s'étendait sur les embarras financiers de la monarchie, sur le désarroi de la machine gouvernementale, et insistait sur l'état de l'opinion : « Notre nation est plus indignée que jamais de la guerre. On aime ici le roi de Prusse à la folie parce qu'on aime toujours ceux qui font bien leurs affaires; on déteste la cour de Vienne parce qu'on la regarde comme la sangsue de l'État, et l'on se soucie fort peu de son agrandisse-

(1) Bernis à Stainville, 7 avril 1758. Masson, *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis.* Les copies de ces lettres sont aux Affaires étrangères et à la Bibliothèque nationale.

ment et du nôtre. » La réponse officielle aux offres de la cour de Vienne fut beaucoup plus conciliante que la prose intime du ministre : On se déclarait prêt à porter le corps auxiliaire au total de 30.000 hommes et à le mettre en route au mois de juin; par contre, on désirait élever de 10 à 15 millions de livres l'économie sur les subsides.

Par le même courrier, Stainville fut informé de l'échec des négociations pour la neutralité du Hanovre. Comme il fallait s'y attendre, le roi d'Angleterre avait fait dire à Copenhague que ses engagements récents avec la Prusse (1) lui interdisaient d'accepter des pourparlers pour une paix particulière. En revanche, la Suède, fidèle à l'alliance, avait rejeté les ouvertures pacifiques qu'avait essayées le maréchal Lehwaldt auprès de ses généraux. Le traité avec le Danemark était en bonne voie; il n'y avait de difficulté (2) que sur l'insertion d'une clause par laquelle on réclamait de cette puissance la promesse de ne pas employer ses troupes contre la France et l'Autriche.

Sans savoir l'accueil que ferait l'Impératrice aux propositions du 7 avril et au commentaire qu'il y avait ajouté, Bernis revient (3) à son sujet favori, la nécessité de mettre fin à la guerre : « Nous sommes étonnés du courage ou de l'indolence de la cour de Vienne... Ce n'est pas le sort des armes qu'il faudrait tenter; il serait bien plus expédient de parler net au roi de Prusse pour la restitution de la Saxe et du Mecklembourg et lui laisser la Silésie; la paix serait bientôt faite; mais si on attend qu'il gagne encore trois ou quatre batailles, on le rendra le maître de l'Empire et le despote de l'Europe... Il n'y a point d'autre ressource assurée que la paix : 1° parce que nous ne sommes pas en état de soutenir la dépense plus d'un an; 2° parce que ni nous, ni nos alliés ne savent faire la guerre.

(1) Traité du 11 mars 1758. Voir chapitre IV.

(2) Bernis à Ogier, 17 mars 1758. Affaires étrangères.

(3) Bernis à Stainville, 16 avril 1758. Affaires étrangères.

Je trahirais le Roi, l'État et nos alliés si je vous parlais un langage plus obscur et plus incertain... On nous a demandé cette campagne ; nous l'accordons par bonne volonté, par courage et par amitié plutôt que par aucune espérance de succès. » Le ton du billet particulier (1) qui accompagne presque invariablement la dépêche officielle, est encore plus poussé au noir : Il y est question de la retraite du Hanovre qui n'avait pas été décidée d'avance, ainsi que le croyait Stainville et comme on l'insinuait à Vienne, de la maladie de Clermont, de l'incapacité de ce général, de son remplacement, de la mission de Montazet auprès de lui, de la démoralisation des officiers, du manque d'argent. Le ministre ne témoigne pas plus de confiance dans l'armée autrichienne que dans celle de France : « Quand le roi de Prusse aura regagné une bataille en Bohême, nous serons tous de niveau, et la grande alliance n'aura rien à se reprocher... Nous n'avons ni les uns, ni les autres, ni argent, ni généraux. Il ne faudra pas faire la guerre en attendant qu'il en vienne. » Au cours de la conversation avec Kaunitz qui eut lieu après la réception de ses instructions, Stainville dut lire à son interlocuteur la première lettre de son ministre, ou tout au moins reproduire les expressions dont ce dernier s'était servi, car, dans le précis envoyé à Starhemberg (2), nous relevons non seulement la pensée, mais les phrases de Bernis.

Comme conclusion de l'entretien, l'ambassadeur français avait récapitulé les vœux de sa cour sous les quatre chefs suivants (3) : 1° Entente sur le concours que la situation militaire de la France lui permettrait de prêter à son alliée ; 2° obligation dans laquelle se trouvait cette

(1) Bernis à Stainville, 16 avril 1758. *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis.*

(2) Précis de la conférence avec le comte de Stainville. Annexe à la dépêche de Kaunitz à Starhemberg, 27 avril 1758. Archives de Vienne.

(3) Stainville à Bernis, 20 avril 1758. Affaires étrangères.

puissance de réduire les subsides promis; 3° nécessité de concerter entre les deux cours « plus tôt que plus tard » un plan qui pût amener la paix; 4° examen des moyens de consolider, après la conclusion de la paix, l'alliance et l'union des deux maisons. A cette pièce, le cabinet de l'Impératrice répondit, selon la méthode en usage, par un mémoire (1) reproduisant avec complaisance les arguments des deux parties. En résumé, Marie-Thérèse, par égard pour les embarras militaires et financiers du Roi, consentait à abaisser de moitié, pour l'année en cours, les versements à effectuer en vertu du traité secret; elle ne se refusait plus à la perspective d'une paix prochaine, mais de quelles restrictions était accompagné cet assentiment! « L'Impératrice ne peut dissimuler que ce ne soit avec la plus grande peine qu'elle apprend la dure nécessité que lui annonce Sa Majesté Très-Chrétienne de devoir songer, dès à présent, à la paix. Quoi qu'il en soit cependant, comme elle est incapable de ne pas entrer dans la situation de ses alliés, elle donnera la main s'il le faut à une paix conforme aux circonstances justes et raisonnables. Mais, comme ce sont naturellement les conditions qui doivent en décider », l'Impératrice comptait sur la parole du Roi de ne rien traiter séparément, « mais qu'au contraire, avant de faire aucune démarche, il voudra bien lui communiquer sous réserve ses idées sur ce grand objet. Elle se le promet de son amitié pour elle, et le prie de vouloir bien charger M. l'abbé de Bernis du soin de coucher le plan de la pacification ». A l'alliance avec la France dont elle avait toujours été partisane, Marie-Thérèse entendait rester fidèle, même après la guerre, « mais, avait-elle dit en souriant à Stainville (2), si je fais la paix sans l'affaiblissement du roi de Prusse,

(1) Mémoire remis par Kaunitz à l'ambassadeur de France, 29 avril 1758. Archives de Vienne.

(2) Stainville à Bernis, 20 avril 1758. Affaires étrangères.

j'aurais grande envie de me mettre dans l'état de la République de Venise, et par conséquent, je serai un allié peu utile ».

Pourquoi le cabinet de Vienne, jusqu'alors si rebelle à la pensée de terminer les hostilités sur des bases autres que celles du traité du 1er mai 1757, admettait-il la discussion sur ce point capital? Sans doute parce que Kaunitz, en tacticien consommé, avait compris qu'une fin de non-recevoir absolue ne ferait qu'aliéner le ministère de Versailles et éveiller la susceptibilité du souverain, tandis que, moyennant quelques concessions, il serait aisé de gagner le temps nécessaire pour poursuivre des opérations de guerre dans le succès desquelles on avait espoir. C'était bien là, en effet, la différence entre la manière de voir des deux cours; le gouvernement de l'Autriche avait foi dans la victoire définitive de ses armes et ne se laissait pas abattre par des malheurs passagers; le cabinet français, au contraire, tout meurtri des échecs qu'il venait d'essuyer, avait perdu courage et ne songeait qu'à faire cesser la lutte alors qu'il eût fallu se préoccuper de la revanche. Quant à la désignation de Bernis comme rédacteur des conditions de la paix future, c'était un tour de maître que de confier au promoteur des idées pacifiques une mission aussi flatteuse qu'inextricable, de lui laisser l'initiative et la responsabilité de propositions qui avaient mille chances de ne pas aboutir.

Comme compensation aux défaillances du ministre des Affaires étrangères, le cabinet de l'Impératrice avait enregistré avec satisfaction le transfert du portefeuille de la Guerre des mains du marquis de Paulmy dans celles du maréchal de Belleisle. Le premier, alléguant sa santé débile, avait demandé à être soulagé d'une partie de ses fonctions; à cette requête, le Roi fit une réponse (1) qui

(1) Starhemberg à Kaunitz, 8 mars 1758. Archives de Vienne.

ne laissait d'autre porte de sortie que la démission. Paulmy s'exécuta de bonne grâce et abandonna son ministère tout en conservant sa place dans le conseil. A cette occasion, Louis XV fit brèche pour la première fois au vieux préjugé d'après lequel le département de la Guerre ne devait avoir pour titulaire qu'un homme de robe, et appela à ce poste Belleisle qui après quelques hésitations accepta, sous réserve de prendre son ami Crémille pour adjoint. Starhemberg se félicite de la nomination du maréchal qui faisait déjà partie du conseil et avec lequel il entretenait les meilleures relations. A l'en croire, le personnage n'était pas sans défauts; on pouvait lui reprocher d'être trop en dehors, d'écouter trop volontiers les auteurs de projets et les aventuriers de tout acabit qu'il invitait facilement à sa table, et devant lesquels il tenait des propos parfois imprudents; mais, par contre, son attachement à la cause commune, son expérience de la guerre, son prestige auprès du militaire, son crédit auprès du Roi, son honorabilité et son activité lui assuraient l'autorité nécessaire pour rétablir la discipline dans l'armée et pour donner aux opérations de la campagne l'impulsion qui, jusqu'alors, avait fait défaut.

Pour ouvrir les voies à la pacification générale dont on admettait le principe, il fallait trouver une puissance qui consentirait à devenir l'intermédiaire entre les belligérants. Quel serait le médiateur? Kaunitz ne dissimulait pas ses préférences pour l'Espagne (1) catholique et monarchique dont les sentiments paraissaient favorables, et dont on se croyait beaucoup plus sûr que de la Hollande et du Danemark. Bernis, qui avait déjà eu recours à la cour de Copenhague pour la tentative avortée de la neutralité du Hanovre, ne renonçait pas à ce canal. Du côté de la Hollande (2), il était difficile d'attacher quel-

(1) Stainville à Bernis, 30 avril 1758. Affaires étrangères.
(2) Starhemberg à Kaunitz, 14 avril 1758. Archives de Vienne.

que poids aux propos de la Princesse gouvernante sur les dispositions conciliantes de son père, le roi George ; cependant l'ambassadeur, M. d'Affry, avait été chargé d'affirmer les bonnes intentions de la cour de Versailles, et de suggérer à la Princesse que l'Angleterre ayant été la première à commencer les hostilités, c'était à elle de faire les premiers pas, en indiquant les conditions auxquelles elle serait désireuse de traiter. De Madrid, rien de positif : Certes, l'ambassadeur espagnol, Massones, avait laissé tomber quelques mots sur la cession à Sa Majesté Catholique de l'île de Minorque ; mais, quand Bernis avait invité d'Aubeterre à suivre cette piste et à s'en ouvrir à Wall, notre envoyé avait répondu qu'à moins d'ordres formels il s'en garderait bien, parce qu'une allusion à un sujet aussi scabreux pourrait avoir des résultats désastreux.

A la demande de l'Impératrice, c'était Bernis, on l'a vu, qui avait reçu mission de préparer les bases de la paix ; c'était donc à Versailles que l'affaire allait s'amorcer. Starhemberg obtenait ainsi une satisfaction d'amour-propre ; jusque dans ces derniers temps, il avait eu seul la direction de toute négociation pendante entre les deux cours, et il ne voyait pas sans quelque jalousie l'immixtion de Stainville dans le débat ; il était tenu, il est vrai, au courant par les dépêches de Kaunitz, mais il ne rencontrait plus de la part de son ancien collaborateur Bernis la confiance d'autrefois, et se plaignait discrètement (1) du rôle effacé dont il était contraint de se contenter. A défaut de politique internationale, s'il fallait en croire les bruits de la capitale, il s'intéressait aux intrigues de la cour ; on l'accusait de comploter, avec Bernis, la perte de la Pompadour en lui suscitant une rivale dans la personne de M^me^ de Coislin. Starhemberg se crut obligé (2)

(1) Starhemberg à Kaunitz, 1^er^ avril 1758. Archives de Vienne.
(2) Starhemberg à Kaunitz, 6 avril 1758. Archives de Vienne.

de démentir ces racontars; jamais il n'y avait eu « brouillerie » entre Bernis et la maîtresse attitrée; la faveur de Mme de Coislin n'était qu'un caprice du monarque, sans conséquence; Mme de Pompadour conservait une position inattaquable; quant à lui, il était resté absolument étranger à l'incident.

En guise de préface aux conversations diplomatiques qu'il allait renouer, le représentant de Marie-Thérèse passe en revue (1) le personnel du cabinet français. Rien à ajouter aux appréciations déjà citées sur le compte de Belleisle, dont il renouvelle l'éloge et constate l'action heureuse. Son coadjuteur Crémille est peut-être un excellent chef d'état-major, mais il n'a pas l'étoffe d'un homme d'État. « Tout le monde se plaint de M. de Moras; la marine coûte des sommes incroyables, certainement la moitié de plus que dans la dernière guerre, et jusqu'à présent, n'a fait absolument rien de bon; toutes ses opérations sont mal combinées et ne sont pas entreprises en temps utile; en plus les dilapidations, dans les affaires maritimes, sont pires que dans l'armée de terre. » Il serait grand temps de placer « un homme de mérite à la tête de ce département comme on vient de le faire pour celui de la Guerre ». Le contrôleur général, M. de Boulogne, « peut avoir des qualités et posséder quelque routine de la finance », mais il n'est pas à la hauteur des circonstances difficiles que traverse le pays et ne sait pas trouver les ressources exceptionnelles dont on a besoin; il est, d'ailleurs, la créature et la doublure de Montmartel.

Quant au principal personnage du ministère, Bernis, il n'est plus le même. Faut-il attribuer ce changement d'attitude au dépit d'entendre le public exagérer les succès obtenus par l'ambassadeur autrichien dans la négociation du traité secret, à la crainte d'accréditer, en lui montrant

(1) Starhemberg à Kaunitz, 17 mai 1758. Archives de Vienne.

trop de confiance, les bruits qui circulent sur l'influence qu'exercerait cet étranger dans le domaine de la politique intérieure? Devait-on expliquer la réserve du ministre par son désir de ménager à la fois la Pompadour et Stainville en grandissant le rôle de ce dernier? Toujours est-il que leur commerce n'a plus l'intimité d'antan; il lui semble que parfois Bernis cherche à couper court à l'entretien et, sous prétexte d'affaires pressantes, à se débarrasser d'un interlocuteur devenu importun. Un dernier paragraphe de la dépêche nous apprend que les entrevues de Starhemberg avec la favorite sont moins fréquentes; il se borne à assister, avec ses collègues du corps diplomatique, aux réceptions quasi officielles du mardi. Était-ce, comme il le prétend, pour ne pas éveiller les susceptibilités de Bernis? Ou n'est-il pas plus probable que le ton des relations s'était ressenti de la cabale contre la marquise, vis-à-vis de laquelle le représentant de Marie-Thérèse se serait conduit, sinon en adversaire, peut-être en ami trop tiède?

Après une accalmie qui avait peu duré, les hostilités reprirent de plus belle en Moravie et sur les bords du Rhin, et donnèrent aux conversations de Bernis et de Starhemberg une actualité qui commençait à leur faire défaut. La nouvelle de l'arrivée du roi de Prusse sous les murs d'Olmütz causa une véritable panique à Vienne; aussi les instances pour l'envoi du corps auxiliaire devinrent-elles des plus pressantes et firent-elles même diversion aux craintes que soulevait à la cour de France le bruit d'une incursion des Prussiens en Franconie. « Il a été décidé, Monsieur le comte, écrit Bernis (1) à Starhemberg, au conseil du Roi (et c'est le Roi qui a décidé) que, malgré la marche du prince Henri de Prusse en Franconie, malgré les cris que jettera l'Empire de se voir abandonné par

(1) Bernis à Starhemberg, 4 juin 1758. Archives de Vienne.

nos troupes et par l'armée des Cercles, les 30.000 hommes que le Roi a promis à l'Impératrice marcheraient aux époques convenues... J'ai de plus fait sentir la nécessité au Roi de se procurer les moyens de continuer la guerre autant que le bien de l'alliance et la dignité des couronnes l'exigera. Ainsi on va travailler plus sérieusement que jamais à soutenir la guerre avec plus de courage et de constance que jamais. Dieu veuille donner aux gens d'affaires le même zèle qui anime le Roi et les ministres de la Guerre et de la politique. Vous pouvez donc, Monsieur, annoncer à votre cour les résolutions les plus vigoureuses et les plus constantes. »

Tout en enregistrant cette énergique déclaration, que le langage antérieur de son auteur ne faisait pas prévoir, Starhemberg reste sceptique sur ses effets; il recherche la cause de ce retour belliqueux et se demande si le changement n'est dû « qu'à l'inconséquence et à la légèreté naturelle à ces gens-ci qui saisissent toujours avec emportement les premières idées qui se présentent à eux, sans trop faire d'attention aux choses qui ont précédé et à celles qui doivent s'ensuivre ».

Si peu flatteuse que fût l'appréciation de l'ambassadeur, elle se trouva justifiée par les événements. Peu d'heures après avoir expédié le billet que nous venons de citer, Bernis reçoit l'avis du passage du Rhin par le prince Ferdinand. Comme on aurait pu le prédire, le ton de sa correspondance se ressent (1) de cette mauvaise nouvelle : « Nous touchons au dernier (*sic*) période de la décadence, écrit-il (2) à son ami Stainville; la tête tourne à Montmartel et à Boulogne. Ils ne trouvent plus un écu. La honte de notre armée est aussi à son comble... Nous

(1) Starhemberg à Kaunitz, 4 à 5 juin 1758, deux heures après minuit. Archives de Vienne.

(2) Bernis à Stainville. Personnelle, 6 juin 1758. *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis,* vol. II.

n'avons point de gouvernement. Mes représentations sont inutiles; elles ne font qu'une impression passagère. Le public abhorre le système, parce qu'il abhorre la guerre. Le militaire pense de même. On me menace par des lettres anonymes d'être bientôt déchiré par le peuple, et quoique je ne craigne guère de pareilles menaces, il est certain que les malheurs prochains qu'on peut prévoir pourraient aisément réaliser ces menaces. » Le ministre rappelle les avertissements qu'il avait donnés après les désastres de la Silésie, parle des embarras de la finance, et se pose la question : « Où est le remède? Il n'y en a qu'un seul. C'est un premier ministre qui soit capable; mais je vous annonce que je ne veux pas l'être. Il faudrait en donner l'autorité au maréchal... Il a de la confiance en moi; je pourrais lui être utile et le conseiller sur bien des choses. »

La conception était juste. Pour la monarchie absolue qu'était alors la France, il fallait un directeur; à défaut du Roi, incapable de jouer ce rôle, il eût été indispensable que l'un de ses ministres prît le gouvernail. Bernis, qui revient à chaque instant sur la nécessité d'une impulsion centrale, eût assumé volontiers, sinon le titre, tout au moins la fonction de Président du Conseil. Il ne manquait pas d'ambition; mais il rencontra sur sa route l'opposition de Louis XV et de M^me^ de Pompadour, jaloux tous les deux d'un pouvoir qui porterait ombrage au prestige de l'un, au crédit de l'autre. Hâtons-nous d'ajouter que l'abbé n'eût pas été à la hauteur de l'emploi. Pour jauger l'homme d'État, il suffit de parcourir sa correspondance intime, curieux mélange de critiques sur la conduite des affaires, de prophéties sinistres, d'éloges de sa perspicacité, de visées personnelles, de combinaisons aussi ingénieuses qu'irréalisables, de plaintes sur sa santé, sur l'état de ses nerfs, sur l'insuffisance de ses revenus, le tout assaisonné de

professions d'affection pour ses amis, de désintéressement, de dévouement pour le Roi et pour la favorite. L'on y trouve de l'esprit, de la facilité d'assimilation, des appréciations justes, du bon sens, de l'honnêteté dans les intentions; mais de décision, de fermeté, de suite dans les idées, de sang-froid, il n'y a pas trace; peu d'acquis, des connaissances superficielles, beaucoup de préoccupation de soi, en résumé des aptitudes de diplomate en sous-ordre, mais ni les qualités essentielles, ni la préparation voulue pour chausser les souliers d'un Richelieu, ou même d'un Mazarin.

Rendons cependant justice à Bernis : S'il pense à son chapeau de cardinal, s'il confond souvent le bien public avec son propre avancement, il ne perd jamais de vue son objectif, mettre fin à une guerre dont il a été l'un des promoteurs, mais dont il est le premier à reconnaître les conséquences néfastes : l'obligation de la paix revient à chaque instant dans sa correspondance. Il en parle dans ses dépêches officielles, il l'écrit à Stainville dans ses billets particuliers; il la proclame à tous de vive voix et par la plume.

Pour l'effet qu'il voulait produire à Vienne, il eût été bon que le ministre se fût mis d'accord avec son souverain. Or, les lettres personnelles de Louis XV à Marie-Thérèse étaient rédigées en termes et étaient animées d'un esprit très différents de celles que Bernis échangeait avec l'ambassadeur. Dans la missive royale (1) postérieure de quatre jours seulement au billet ministériel cité plus haut, il était question des embarras de la France, mais de la nécessité de la paix pas un mot; tout au contraire, le Roi annonçait le dessein de « prendre des arrangements qui me procureront, à ce que j'espère, des fonds extraordinaires assez abondants pour me per-

(1) Louis XV à l'Impératrice, 10 juin 1758. Affaires étrangères.

mettre de continuer encore la guerre pendant plusieurs années si nos ennemis communs se refusent à une pacification équitable et honorable pour nous. Je partagerai volontiers mes ressources avec Votre Majesté, et elle doit être bien persuadée que ma fidélité à notre alliance est et sera toujours indépendante du succès ou du malheur de mes armes. Quels que soient les événements je ne ferai ni paix ni trêve avec nos ennemis que de concert avec Votre Majesté et je lui en donne de nouveau et de ma propre main, ma parole royale. Je ne doute pas que Votre Majesté, par un juste retour de sentiments et de confiance, ne prenne aussi avec moi et dans la même forme un engagement semblable ».

Ce langage loyal et viril vint à point dissiper la défiance de Marie-Thérèse. Lors d'une audience (1) qui avait précédé de quelques jours la réception de la lettre royale, l'Impératrice, en renouvelant à Stainville sa promesse de rester l'amie de la France, avait souligné cette déclaration d'un commentaire sarcastique : « Cette assurance doit vous faire plaisir, car vos affaires en Europe et en Allemagne sont si fort décriées que si vous ne m'aviez pas, vous n'auriez, je crois, personne. » Elle n'avait pas dissimulé les appréhensions de son entourage sur l'accomplissement des engagements de la cour de Versailles; à propos du corps de Soubise, dont elle désirait apprendre la mise en route, elle avait même observé, non sans malice, que ce départ « convertirait beaucoup d'incrédules de sa cour ».

Ajoutons à ces impressions défavorables les avis alarmants de Moravie, les progrès des Prussiens devant Olmütz, le danger qui menaçait la capitale, et l'on pourra s'imaginer la joie de la souveraine à la lecture du billet de Louis XV, que lui remit l'ambassadeur :

(1) Stainville à Bernis, 12 juin 1758. Affaires étrangères. Autriche.

« Jamais elle ne se séparerait du Roi (1), s'était-elle écriée ; non seulement elle perdrait Olmütz et Vienne, mais elle se retirerait à Peterwardein (qui est la dernière de ses possessions en Hongrie) où elle essuierait un siège plutôt que de faire la paix sans le Roi. » Sur la possibilité de terminer la guerre, elle fit sa profession de foi : « Elle avait scruté ses sentiments intimes sur le roi de Prusse ; par religion elle devait écarter la haine qu'elle croyait que méritait de sa part ce prince ; par le même motif et pour celui de l'amour de ses peuples elle était fort éloignée d'avoir aucune idée d'ambition, mais elle n'avait pas encore eu la force de faire le sacrifice du repos du reste de ses jours, et elle sentait que ce repos ne pourrait pas exister tant que le roi de Prusse serait en état de le troubler. Cependant elle était si fort attachée au Roi et à l'alliance que, si cela était nécessaire, ce serait à Sa Majesté qu'elle ferait ce sacrifice, mais elle demandait en grâce que l'on ne précipitât rien jusqu'à ce que les événements de la campagne décidassent les positions..... Elle désirerait traiter cette matière tête-à-tête avec le Roi, parce qu'elle était bien sûre que Sa Majesté aurait les mêmes sentiments, et même plus de fermeté qu'elle. »

Ce compliment, dont on se plaira à louer sinon la sincérité du moins la délicatesse, n'était plus mérité quand il fut mis sous les yeux de l'intéressé. Les mauvaises nouvelles du Rhin, la retraite persistante de Clermont, avaient fait évanouir le courage renaissant du cabinet de Versailles. Bernis, sans se soucier de la contradiction entre son langage et celui de son souverain, écrivait à Starhemberg une semaine après le départ de la lettre royale qui allait causer tant de satisfaction à Vienne : « Vous me consolez en vous (2) rapprochant de l'idée de

(1) Stainville à Bernis, 18 juin 1758. Affaires étrangères. Autriche.
(2) Bernis à Starhemberg, 18 juin 1758. Archives de Vienne.

la paix dont la nécessité n'est que trop démontrée. La connaissance des instruments qui devaient être employés cette campagne et du défaut d'argent m'y avait fait songer après les batailles funestes du 5 novembre et décembre. Les événements du Rhin aujourd'hui sont de nature à faire prendre son parti ; Wesel tombera et avec lui tout l'Empire, si on ne le secourt pas promptement par une diversion. » Puis, après avoir constaté les bonnes dispositions des puissances qu'il s'agissait de convier à l'œuvre d'apaisement, Bernis ajoute : « L'entreprise de M. de Daun (1) m'afflige et m'alarme. Il ne faudrait que gagner du temps et non pas risquer les uns et les autres toutes nos forces. Une demi-heure peut nous mettre à la merci de nos ennemis. »

A la suite de cette communication, Starhemberg eut une longue conférence (2) avec le ministre : Pour gagner sa confiance et pour pénétrer ses intentions, il accepta le principe de la paix sauf à en discuter les moyens. Tout d'abord, il repoussa la suggestion de s'adresser directement au roi de Prusse et fit adopter la médiation de l'Espagne. Il fut convenu entre les deux diplomates qu'on débuterait en cherchant à amadouer cette puissance par l'offre de l'île de Minorque ; en cas de refus ou de réponse dilatoire, on demanderait à Wall d'agir auprès de la cour de Saint-James en vue de l'ouverture de négociations pacifiques. L'Autrichien n'hésita pas à avouer ses préférences pour un arrangement restreint à l'Angleterre et à la France, mais, pour se conformer aux vues du Roi qui désirait une entente plus générale, il passa condamnation sur ce point. Restait à savoir si l'Espagne consentirait à étendre son intervention à la Prusse et quel accueil le roi Frédéric ferait à la proposition. Tout cela

(1) Allusion aux ordres donnés à Daun de faire lever le siège d'Olmütz.
(2) Starhemberg à Kaunitz, 22 juin 1758. Archives de Vienne.

entraînerait des explications et exigerait du temps pendant lequel les opérations militaires produiraient leur effet. Quant aux conditions des futurs traités, Bernis aurait voulu poser comme base le « statu quo ante bellum », mais s'était laissé ramener à une formule vague où il n'était mention que de « termes favorables et raisonnables ».

Pendant que Bernis, dans sa correspondance avec Stainville et ses entretiens avec Starhemberg, continuait, en faveur de la paix plus ou moins immédiate, une plaidoirie dont la chaleur variait d'après les impressions du moment et les nouvelles du théâtre de la guerre, Kaunitz avait été éclairé, grâce à une indiscrétion de l'ambassadeur français, sur le dissentiment qui existait entre les instructions officielles du ministre et les tendances intimes du véritable directeur de la politique française, la toute-puissante M^me^ de Pompadour. En commerce épistolaire avec le Roi et la favorite, à même par conséquent de comparer leur langage à celui de son chef hiérarchique, Stainville s'était rendu compte de l'exagération de ce dernier; mais au lieu de garder cette constatation pour lui, il la communiqua, un peu traîtreusement ce semble, au chancelier. Voici en quels termes Kaunitz raconte la confidence qu'il a reçue (1) : « A titre de secret et pour vous seul, je ne dois pas vous cacher que M. de Stainville m'a donné à lire un billet de la main de M^me^ de Pompadour qui contient ce passage surprenant : « L'abbé « se prête trop aux fantaisies du public et à l'envie de lui « plaire ; il en sera la dupe un jour et c'est dommage qu'il « ait le défaut de penser trop à lui, ayant d'ailleurs toutes « les parties d'un grand ministre. » Quoique cette appréciation s'accorde avec ce que Votre Excellence a bien voulu

(1) Kaunitz à Starhemberg, 12 juin 1758. Archives de Vienne. Billet cité par Arneth.

me mander sur les sentiments de l'abbé, il m'a paru bien extraordinaire que Mme de Pompadour n'ait pas hésité à s'exprimer si librement vis-à-vis de M. de Stainville. Ce dernier a reçu, d'autre part, une lettre personnelle du Roi qui ne donne pas à beaucoup près l'impression du grand désir de la paix que l'abbé de Bernis lui attribue. » La suite du texte fournit une indication précieuse sur l'opinion particulière de l'ambassadeur français. « Je dois, pour dire la vérité, rendre témoignage à M. de Stainville qu'en ce qui a trait au grand système et aux mesures vigoureuses, il pense et se comporte fort bien..... A l'arrivée du dernier courrier, il n'a pas pu me dissimuler le déplaisir que lui causait l'insistance de l'abbé de Bernis pour la paix. » Kaunitz, on le voit, quoique assez mal disposé pour l'envoyé de Louis XV dont il ne goûtait ni le ton, ni les manières, a soin de ménager un homme dont il devine la fortune, et qu'il sait déjà désigné par son souverain pour représenter la France au futur congrès.

La fin du mois de juin 1758 fut une époque particulièrement critique pour la bonne entente des alliés. Si les progrès du siège d'Olmütz étaient pour l'Impératrice une cause d'inquiétude, tempérée, il est vrai, par sa confiance dans le commandant de ses troupes, à Versailles l'émotion occasionnée par les nouvelles du Rhin se compliquait de la triste opinion que l'on commençait à se faire sur le compte du généralissime. « On ne veut pas, mandait Bernis (1) dans un billet intime à Stainville, retirer M. le comte de Clermont dont l'incapacité est démontrée... On attend que tout périsse pour raccommoder quelque chose. On meurt de peur, et l'on ne veut pas s'en garantir par de bons choix. » En attendant la désignation d'un nouveau chef, on avait reconnu l'urgence d'arrêter, par une diver-

(1) Bernis à Stainville (particulière), 24 juin 1759. *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis*, vol. II.

sion, l'offensive du prince Ferdinand, et on songea à utiliser pour cet objet le corps de Soubise dont le départ pour la Bohême, tant de fois ajourné, avait été fixé à la fin du mois. Déjà les autorités militaires, toujours opposées à l'envoi du contingent, avaient présenté un mémoire (1) concluant à son emploi sur le Rhin. Louis XV, après quelques hésitations inspirées par la honte de manquer à la parole engagée, donna son assentiment.

Bernis annonce (2) à Stainville cette décision qu'il explique par l'absence de fonds pour la mise en route et pour l'entretien du corps auxiliaire. A ce propos, il revient sur l'obligation dans laquelle se trouve la France de modifier ses arrangements avec l'Autriche : « En deux mots, la nécessité nous force à abandonner le traité secret, et à nous tenir à celui de Versailles. Si l'on veut nos troupes, on n'aura pas notre argent, puisque nous sommes dans l'impossibilité de faire cette double dépense. » Suit le tableau habituel des charges résultant des subsides consentis, et du défaut de ressources pour les payer. Bernis termine en plaidant les circonstances atténuantes pour les auteurs responsables de la convention de 1757 :

« La cour de Vienne était pressée de se venger, le Roi de s'unir avec elle. L'amitié pour ses petits-enfants a augmenté l'impulsion ; les contrôleurs généraux n'ont pas su nous dire qu'ils ne seraient pas en état de fournir à la dépense. On s'est embarqué témérairement. Que reste-t-il? Que de revenir d'où l'on est parti et de rétablir la considération par une sage économie. Voilà, Monsieur, ce que vous représenterez avec force et avec adresse ; on ne résiste pas à des vérités si lumineuses. »

A l'occasion du changement de destination des 30.000 auxiliaires, le Roi Très-Chrétien reçut de sa sœur et cousine

(1) Mémoire militaire, 16 juin 1758. Affaires étrangères.
(2) Bernis à Stainville, 22 juin 1758. Affaires étrangères.

une leçon qui dut coûter cher à son amour-propre. Devançant une mesure dont elle sentait l'imminence, le cabinet de Vienne avait pris, de son initiative, la résolution de renoncer au secours depuis si longtemps promis, et avait autorisé l'utilisation sur le Rhin du corps de Soubise. Pour gagner quelques jours, Stainville avait été invité à en informer (1) directement ce dernier. Une lettre (2) de Marie-Thérèse à Louis fit part de cette décision d'autant plus méritoire que la situation en Moravie était encore pleine de menaces. L'Impératrice appuyait la concession d'un langage des plus courageux : « Il nous faut une paix qui les mette (nos ennemis) hors d'état. Toute autre serait incompatible avec notre gloire, mais même avec notre sûreté à venir, et une pareille paix nous ne pouvons l'espérer qu'en la leur rendant nécessaire ou au moins désirable. » Le billet finissait par des assurances de fidélité à l'alliance, et par le renouvellement de l'engagement de ne traiter que de concert avec la France.

La joie, et on peut ajouter la confusion, furent d'autant plus grandes à Versailles, qu'on n'était pas sans appréhension sur la manière dont le contre-ordre relatif à Soubise serait accueilli à Vienne et sur l'action dont il pourrait être le prétexte : « Il n'est pas croyable, avait écrit Bernis (3), que le changement forcé de la destination de M. de Soubise mette la cour de Vienne dans le cas de nous faire une infidélité en s'arrangeant séparément avec le roi de Prusse. Le Roi croit l'Impératrice incapable d'un pareil procédé qui dissoudrait le système. » Aussi le ministre se sert-il d'expressions d'un lyrisme outré pour annoncer à Starhemberg (4) le bon procédé de Marie-Thérèse : « Que vous êtes heureux, Monsieur le Comte,

(1) Stainville à Soubise, 23 juin 1758. Affaires étrangères. Autriche.
(2) L'Impératrice au Roi, 23 juin 1758. Affaires étrangères. Autriche.
(3) Bernis à Stainville, 24 juin 1758. Affaires étrangères. Autriche.
(4) Bernis à Starhemberg, 30 juin 1758. Archives de Vienne.

d'être né sujet de l'Impératrice! Sur la nouvelle du passage du Rhin et de la descente des Anglais (1) elle a fait expédier un courrier par M. de Stainville à M. de Soubise pour arrêter la marche; elle a écrit au Roi une lettre admirable, lui disant qu'elle aime mieux courir tous les dangers que de l'exposer dans la moindre chose. J'ai publié tout haut et sur les toits cet acte de générosité, de grandeur d'âme et d'amitié. Le Roi en est pénétré jusqu'au fond du cœur et moi jusques aux larmes. »

A Versailles, on était encore sous le coup de la défaite de Crefeld et de la retraite de Clermont sous les murs de Cologne; aussi la réponse de Louis à Marie-Thérèse (2), à côté de chaleureux remerciements, contenait-elle des allusions transparentes à l'obligation de conclure la paix : « Que Votre Majesté prenne une entière confiance dans ma constance et dans mon amitié inaltérable, mais qu'Elle n'oublie pas que le courage ne préserve pas toujours des malheurs. C'est à regret que je fais cette réflexion. L'amour que nous avons pour nos peuples doit nous faire une loi de leur procurer la paix aussitôt que notre sûreté et notre gloire pourront nous le permettre. » Le commentaire que Bernis ajouta, dans sa dépêche (3) du même jour, était plus explicite. Il y était question de « négociations brusques et directes », de l'avis du conseil du Roi que la France ne pouvait plus être astreinte aux conditions de la convention secrète, du devoir de réveiller la cour de Vienne et de lui faire sentir la nécessité de « sauver tous les alliés en se sauvant elle-même ». Dans un mot particulier (4) le ministre allait plus loin : « Si

(1) A Saint-Malo.

(2) Louis XV à l'Impératrice, 6 juillet 1758. Affaires étrangères. Autriche.

(3) Bernis à Stainville, 6 juillet 1758. Affaires étrangères. Autriche.

(4) Bernis à Stainville (particulière), 6 juillet 1758. Affaires étrangères. Autriche.

la cour de Vienne croit la prise d'Olmütz immanquable, elle n'aurait pas un moment à perdre à proposer la paix au roi de Prusse. » Comme préliminaires, Bernis esquissait les articles suivants : Restitution de la Saxe ; garantie de la Silésie à la Prusse comme au traité d'Aix-la-Chapelle ; évacuation réciproque des territoires ennemis ; armistice général ou trêve de 4, 6 ou 10 ans entre les belligérants ; congrès pour un arrangement définitif entre la France et l'Angleterre. Mais comment atteindre ces résultats? Ici l'abbé donne libre carrière à toutes les élucubrations de sa fertile imagination : Il parle d'abord de l'accession de la Prusse au premier traité de 1756, d'une alliance défensive avec cette puissance, qu'on amadoüerait en lui cédant « quelques-unes de nos îles sur lesquelles nous n'avons pas de grands établissements ». Puis réflexion faite, il préfère laisser à l'Autriche l'initiative des négociations, et formule des réserves en désaccord avec ses prémisses : « Commencez donc, monsieur, par vous mettre en règle avec la cour de Vienne sur les arrérages des subsides, sur les comptes à faire par rapport aux revenus des pays conquis, sur la nécessité de renoncer au traité secret;..... ensuite vous traiterez l'article important de la paix. Il s'agirait d'abréger les longueurs de la médiation et de tenter de faire un arrangement brusque avec le roi de Prusse sur le plan à peu près contenu dans cette lettre. Le Roi s'en repose sur votre prudence, votre esprit et la connaissance que vous avez de la cour où vous êtes, pour la manière d'amener insensiblement toutes ces affaires importantes au point où il faut qu'elles arrivent pour ne pas déplaire et pour avoir le succès que nous attendons. » Le P.-S. est beaucoup moins affirmatif : Starhemberg avec lequel il vient de causer pense que « c'est par l'Angleterre que nous pouvons faire la paix » ; qu'en conséquence il faut donner le temps à l'Espagne d'agir et en

attendant « continuer énergiquement la guerre ». Sous l'impression produite par cette conversation, Bernis avoue « qu'il sera bien difficile d'amener la cour de Vienne promptement à la paix » ; cependant, il invite Stainville à s'en ouvrir à Kaunitz « comme de vous-même », puis il conclut prudemment : « Je m'en rapporte à l'usage que vous ferez du contenu de cette lettre persuadé que vous ne gâterez rien. Nous avons l'expérience de votre façon de négocier qui est fort bonne..... Je joins ici la copie de la réponse du Roi (1) à l'Impératrice. Elle y parle de paix avec la discrétion convenable ; c'est un texte que le Roi vous fournit pour entrer en matière. »

D'après les extraits que nous venons de citer, on peut se faire une idée des contradictions qui fourmillaient dans la prose ministérielle et du trouble qu'elle devait jeter dans l'esprit du lecteur. En parcourant la dépêche de son chef, Stainville ne put avoir de doutes sur le désir de sa cour de mettre fin aux hostilités, mais il dut se rendre compte que la latitude laissée sur le mode et sur l'heure des ouvertures à faire dans ce sens, engageait sa propre responsabilité au suprême degré. La tâche, délicate en tout temps pour un diplomate très au courant des sentiments de Kaunitz et de sa souveraine, devenait épineuse à la suite des succès récents des Autrichiens en Moravie, succès ignorés à Versailles au moment du départ du courrier. Déjà avant l'arrivée de ce dernier à Vienne, l'ambassadeur avait pu jauger l'état des esprits à la cour de Vienne par un billet de Kaunitz (2) dont le contenu, destiné à relever le moral des vaincus de Crefeld, n'en était pas moins mortifiant pour la France. Le chancelier se plaignait de voir les Pays-Bas autrichiens ouverts

(1) Toutes ces lettres, celle du roi, la dépêche officielle, le billet particulier de Bernis, sont de la même date 6 juillet.

(2) Kaunitz à Stainville, 7 juillet 1758. Affaires étrangères. Autriche.

aux incursions de l'ennemi : « Cela est affreux parce que c'est moins que rien en vérité que la soi-disant armée de M. l'Électeur d'Hanovre vis-à-vis des armées et du nerf de la puissance française; mais ce serait le comble de l'horreur pour ceux qui vivent actuellement, et de leur postérité, si dans un moment aussi humiliant on allait perdre courage. Vous perdrez tout pour le moment et pour l'avenir, si par du courage et de la fermeté vous ne rétablissez la considération du Roi et de la monarchie française par une conduite politique et militaire digne de tous. Il le faut, ne fût-ce que pour vous seuls, dussiez-vous y mettre les derniers de vos écus. » Il est possible de tout réparer, « mais il faut vouloir, ce qui s'appelle vouloir, se faire obéir sans quartier et n'écouter aucune considération subalterne ».

Très affecté par le ton de cette exhortation et par les propos qu'il entend, Stainville résume la situation et donne son avis personnel (1) : « Si le Roi veut continuer la guerre, et dans ce moment peu glorieux couper toute racine aux négociations de paix, ce qui me paraît un système aussi décent qu'utile, alors je vous réponds à tout événement de la cour de Vienne Si au contraire le conseil de Sa Majesté décidément se croit forcé à la paix, dans ce cas, je suis persuadé que l'Impératrice qui aime la personne du Roi, ne se joigne point à nos ennemis; mais il est certain que toute confiance en notre cour sera perdue en Allemagne et que l'Impératrice restera en guerre malgré notre paix particulière. Au conseil de Sa Majesté à délibérer sur le parti à prendre. »

Peu de jours après la réception des dépêches de Bernis et de la lettre de Louis XV, l'ambassadeur eut une audience de Marie-Thérèse pour lui remettre la missive royale. Le récit détaillé et circonstancié que fait Stain-

(1) Stainville à Bernis, 9 juillet 1758. Affaires étrangères. Autriche.

ville (1) de son entrevue, nous montre l'Impératrice sous son meilleur jour. Dans son langage, nous admirons la dignité, la fierté, le bon sens et la fermeté, en un mot les qualités qui ont valu à cette princesse une place d'élite parmi les souverains de son siècle. Elle prit texte des expressions dont s'était servi le Roi à propos de la nécessité de la paix pour déclarer que, quant à elle, quel que fût le parti adopté par son allié, elle continuerait la lutte. Voici d'ailleurs l'analyse que donne Stainville de ses paroles : « Si Dieu voulait qu'elle fût accablée, elle serait la première à rendre ses hommages au roi de Prusse et à vivre tranquillement dans l'accablement le reste de ses jours; si au contraire elle abattait le roi de Prusse, elle jouirait avec honneur de la tranquillité que la ruine d'un pareil voisin devait lui procurer..... Elle s'était trouvée dans des situations beaucoup plus critiques dont son courage l'avait tirée; elle avait encore dans ses États quinze fois plus d'hommes que le roi de Prusse ne pouvait en avoir; pour ce qui est de l'argent (remarquez bien cette phrase) Dieu y pourvoirait comme il y a toujours pourvu. Au surplus sur cet article, elle avait les Pays-Bas à donner, lesquels Pays-Bas étaient un morceau que beaucoup de puissances envieraient. Sa Majesté m'a dit cette tirade sans emportement, mais avec une suite qui ne m'a pas permis de l'interrompre. » Stainville ajoute, non sans ironie : « Vous jugerez aisément, Monsieur, que je n'ai pas trouvé le moment propre pour expliquer à l'Impératrice les idées contenues dans la lettre 56 (celle du 6 juillet). »

La conversation de deux heures que l'ambassadeur eut avec Kaunitz (2) fut plus mouvementée. Le chancelier commença en disant qu'il n'ignorait pas les intentions de

(1) Stainville à Bernis, 15 juillet 1758. Affaires étrangères. Autriche.
(2) Stainville à Bernis, 16 juillet 1758. Affaires étrangères. Autriche.

la cour de Versailles de faire la paix le plus promptement possible; « il continua sans me permettre de l'interrompre, à se récrier avec force sur les variations qu'il avait remarquées dans le conseil du Roi depuis quelque temps..... On ne pouvait compter sur rien si, après les traités les plus solennels et les paroles réitérées du Roi, sa cour avait à craindre des changements à chaque événement ». Aux protestations de Stainville sur le désintéressement et la droiture de son maître, Kaunitz réplique en louant la loyauté de sa souveraine : « Nous étions heureux que l'Impératrice ait autant de probité, car si elle avait voulu depuis trois mois, et qu'il eût été en moi de lui donner des conseils..... Le chancelier ne finit pas sa phrase et mit la conversation sur le traité secret. »

Il était impossible de se faire la moindre illusion sur l'opportunité des ouvertures pacifiques dont on le chargeait; aussi Stainville termine-t-il sa dépêche par ces mots : « Je crois dangereux de vouloir les presser trop vivement sur cet article. » Dans un billet confidentiel (1) à Bernis, il s'explique très catégoriquement sur les bases de négociation proposées par son chef : « Ce serait s'abuser dangereusement que de penser et de travailler à faire consentir la cour de Vienne aux préliminaires énoncés dans votre lettre. On ne pourrait en parler à l'Impératrice et à son ministre qu'après la reddition de Vienne et je me suis bien gardé de les détailler à cette princesse et à M. de Kaunitz..... Si décidément le Roi pense qu'il faut ou obliger l'Impératrice à faire la paix, ou ce qui arrivera plus sûrement, rompre l'alliance avec cette princesse, soyez sûr, Monsieur, que... j'exécuterai avec courage et précision les idées du Roi », mais il insiste, non sans raison, pour que dans ce cas, ses instructions soient

(1) Stainville à Bernis (particulière), 16 juillet 1758. Affaires étrangères. Autriche.

claires et formelles. A sa dépêche, Stainville avait ajouté une critique sommaire du concept jeté sur le papier par Bernis; il faisait remarquer avec beaucoup de sens que ces conditions, et notamment celle de l'évacuation des pays conquis, étaient tout à l'avantage du roi de Prusse dont une partie des possessions était occupée par les alliés tandis qu'il ne détenait aucune des leurs.

Quand les rapports de l'ambassadeur parvinrent à Versailles, il s'était opéré dans les conseils du Roi un de ces revirements habituels à la politique française de l'époque. Soit meilleurs avis de l'armée du Rhin qui avait repris l'offensive contre le prince Ferdinand, soit regret de propositions qui cadraient si mal avec l'heureuse issue de la campagne de Moravie, soit honte de manquer à la parole donnée, soit versatilité naturelle du Roi et de son ministre des Affaires étrangères, on était revenu aux résolutions viriles. Dès le 15 juillet, c'est-à-dire neuf jours seulement après les malencontreuses confidences faites à Paris ou envoyées à Vienne, Bernis écrit (1) à Starhemberg : « Ayez la bonté de rassurer votre cour sur nos projets de paix. Le Roi perdrait son royaume plutôt que d'en faire une séparée ». Si lui Bernis a parlé, comme il l'a fait, « à cœur ouvert, c'est qu'il avait le devoir d'exposer la situation désastreuse du royaume; mais il n'en est pas moins vrai que ces malheurs n'ébranlent pas le Roi, qu'il désire la paix pour ses peuples, mais qu'il ne la désire qu'autant que ses alliés y consentiront. Je me repentirais d'être véridique si l'ouverture avec laquelle je vous ai toujours parlé et écrit ainsi qu'à notre ambassadeur, faisait craindre à votre cour ou des dessous de cartes indignes de la façon de penser du Roi, ou une faiblesse qui n'est pas dans son caractère ni dans le mien ».

(1) Bernis à Starhemberg, 15 juillet 1758. Archives de Vienne.

De son côté, Stainville dut être agréablement surpris d'apprendre que sa dépêche du 9 juillet, malgré la contradiction de son contenu avec la pensée gouvernementale de cette date, avait été fort applaudie (1), que le conseil avait été unanime sur la nécessité de continuer la guerre, qu'il fallait achever la campagne avant de songer à la paix, et que, loin de faire les premiers pas, on se bornerait à accueillir les propositions des belligérants s'ils en prenaient l'initiative. Le ministre, toujours à la recherche de combinaisons nouvelles, détruisait, il est vrai, le bon effet de ses déclarations, en suggérant l'idée malheureuse d'obtenir de l'Impératrice son consentement à la remise aux Hollandais de la garde d'Ostende et de Nieuport.

Au reçu du courrier de Stainville, Bernis, déjà averti par Starhemberg du mécontentement causé à Vienne, comprit qu'il avait dépassé la mesure ; mais au lieu d'incriminer la pensée initiale, il s'en prit (2) à l'interprétation qui en avait été donnée : « La lettre particulière que je vous ai écrite le 6 juillet portait tout entière sur la supposition de la prise d'Olmütz et sur les suites funestes que devait avoir cet événement, qui pour lors n'était que trop vraisemblable ; mais comme cette place était délivrée lorsque vous avez reçu cette même lettre, il aurait été plus sage de n'en faire aucun usage. » Désormais, il négociera directement à Versailles avec l'envoyé impérial : « Par là nous éviterons un double inconvénient, celui de vous charger d'une commission toujours désagréable à la cour de Vienne, et celui de mettre M. de Kaunitz dans l'embarras par la différence de votre langage et de celui de M. de Starhemberg. Vous serez exactement informé de tout ce que je traiterai avec cet ambassadeur sur un point si délicat et si important. »

(1) Bernis à Stainville, 21 juillet 1758. Affaires étrangères. Autriche.
(2) Bernis à Stainville, 1er août 1758. Affaires étrangères. Autriche.

Pour se disculper, Stainville (1) n'eut qu'à rappeler « les ordres tellement positifs que je pouvais bien les modifier selon les circonstances, mais non pas les éluder tout à fait ». D'ailleurs, il n'avait pas mis les préliminaires du 6 juillet sous les yeux du chancelier, mais s'était borné à lui parler du retour aux conditions de la paix d'Aix-la-Chapelle.

Par malheur, l'affaire n'avait pas été limitée à un échange d'explications verbales. Kaunitz, en diplomate avisé qui sait tirer parti de son avantage, avait expédié à Paris une longue dépêche (2) rédigée en français et destinée à être communiquée au ministre des Affaires étrangères. Dans ce document, il se plaignait et de la lettre de Louis XV et des commentaires de Stainville que celui-ci semble avoir développés beaucoup plus que ne le feraient supposer ses rapports : « Si j'ai eu lieu d'être étonné du contenu de cette lettre qui ne cadre nullement avec celle qui l'a précédée, je l'ai été bien davantage de ce que M. l'ambassadeur y a ajouté ministériellement. On le charge de nous déclarer qu'il faut que, sans tarder davantage, nous fassions la paix avec le roi de Prusse sur le pied du traité d'Aix-la-Chapelle, et même pis, à ce qu'on fait entrevoir, s'il le fallait, enfin à tout prix. On se rétracte sur l'idée d'un congrès, comme étant un moyen trop long. On dit qu'il faut brusquer cette affaire, et après que l'on a demandé à traiter avec vous (Starhemberg), on envoie jusqu'à un projet de préliminaires à M. de Stainville, de la communication duquel il doit sans doute avoir appréhendé les effets, puisqu'il n'a pas même jugé à propos de me le faire voir. Vous pouvez vous imaginer l'effet que ce procédé a fait sur mon esprit. Mais pour vous le rendre plus sensible, je m'en vais mettre sous vos yeux le tableau de la conduite de la

(1) Stainville à Bernis, 15 août 1758. Affaires étrangères. Autriche.
(2) Kaunitz à Starhemberg, 18 juillet 1758. Archives de Vienne.

France... depuis qu'il existe des engagements entre les deux cours... » Poursuivant sur le même ton, le chancelier procède à une revue peu flatteuse des agissements du cabinet de Versailles depuis la convention défensive du 1er mai 1756 ; puis il qualifie durement les conceptions qu'on vient de lui soumettre : « On ose nous proposer, après nous être embarqués dans cette guerre sur la foi des traités les plus solennels, de la finir tout d'un coup et brusquement par une paix honteuse, laquelle laissant le roi de Prusse et ses alliés dans leur entière puissance, pendant que nous et les nôtres nous nous sommes épuisés, rendrait notre condition bien plus mauvaise après la paix qu'elle n'a été avant la guerre. Si nous proposions à la France qu'il faut qu'elle fasse la paix avec l'Angleterre, cela serait assez simple, vu le mauvais état de ses affaires vis-à-vis de cette puissance ; mais que la France croie pouvoir nous proposer à nous, qui ne sommes pas, grâce à Dieu, dans ce cas vis-à-vis du roi de Prusse, de lui demander la paix, de la faire précipitamment et à tout prix, de sacrifier par conséquent tous nos autres alliés, de leur manquer aussi essentiellement et de nous exposer ainsi à rester vis-à-vis de rien, cela est en vérité trop fort et incompréhensible. » Kaunitz termine par un appel de l'Impératrice au monarque français : « Le Roi peut s'en reposer dans tous les cas sur son amitié et sur son équité ; mais elle se flatte en échange qu'il lui fera éprouver les effets de sentiments pareils et qu'il tiendra la main d'autorité à ce qu'on le serve dans son esprit, et à ce qu'il ne soit rien fait, ni proposé à l'avenir qui ne soit conforme à l'intérêt commun et à ses principes comme homme et comme prince, auxquels l'Impératrice aura toujours la plus grande confiance. »

A l'occasion de la remise de cette semonce, Starhemberg eut avec Bernis une longue explication (1). Le ministre

(1) Starhemberg à Kaunitz, 7 août 1758. Archives de Vienne.

s'excusa sur le dos de son ambassadeur, se plaignit des difficultés qu'il rencontrait à l'intérieur, du manque d'accord dans le cabinet, de son peu d'autorité sur ses collègues. Pour rétablir l'unité de vues qui ne paraissait plus exister entre Stainville et lui, il aurait désiré l'appeler à Versailles afin de le mettre au courant et de lui faire juger par lui-même des embarras du royaume. « Je n'y comprends plus rien ; nous ne nous comprenons absolument pas. Votre cour a été effarouchée au dernier point par les choses que M. de Stainville lui a dites ; il ne rend donc pas mes idées. Eh bien, je le ferai revenir et je n'articulerai plus le mot de paix puisqu'il n'est plus permis d'en parler. » A l'avenir, il éviterait ces méprises en négociant personnellement avec l'ambassadeur impérial dont il a toujours eu à se louer : « Dans toutes les grandes affaires que nous avons traitées ensemble il n'y a jamais eu d'inconvénient ni de malentendu entre nous. Nous nous connaissons et nous saurons toujours à quoi nous en tenir sur ce que nous nous disons réciproquement. » Il est superflu d'ajouter que l'envoyé de Marie-Thérèse se congratula de ce retour de confiance grâce auquel il recouvrait le rôle actif qu'il avait momentanément perdu. Quant à la dépêche française de Kaunitz, quoique Bernis eût relevé certaines expressions qui avaient éveillé des susceptibilités au sein du conseil, Starhemberg affirme (1) que l'effet produit est excellent et qu'il y avait tout avantage à dire des vérités à la cour de France.

Le défaut d'entente dans le ministère, que signalait Bernis, tenait probablement au remaniement important qui avait eu lieu vers la fin de juin. Déjà Moras, le ministre de la Marine, avait dû céder la place à un lieutenant-général des armées navales, à un homme du métier, M. de Massiac. Comme fiche de consolation, le

(1) Starhemberg à Kaunitz, 19 août 1758. Archives de Vienne.

démissionnaire avait été gratifié d'une pension de 40.000 livres et avait conservé provisoirement son siège dans le cabinet, mais quelques semaines plus tard, il reçut, ainsi que Rouillé et Paulmy, également anciens ministres sans portefeuilles, son congé avec octroi des libéralités dont la vieille monarchie était coutumière. En leur lieu, le Roi désigna M. de Puysieulx, le maréchal d'Estrées et M. Berryer. Ces choix furent l'objet de force commentaires; le premier était un revenant de la politique; ancien titulaire des Affaires étrangères, il passait pour avoir quitté le gouvernement, parce qu'il était opposé à l'alliance autrichienne. Sans grands talents, mais rompu au détail, très au courant des intrigues de la cour, il pouvait devenir un embarras pour Bernis dont il contrecarrerait les vues. D'après Starhemberg (1), cette nomination, contrairement à ce que prétendait l'abbé, n'était pas due à son initiative; elle devait même être considérée comme un échec pour lui et comme une preuve de défiance de la part du Roi et de M^me^ de Pompadour, jalouse de sa situation prépondérante. Les mêmes motifs auraient inspiré l'appel d'Estrées qui eût été mieux à la tête de l'armée qu'à la table du conseil. Bernis aurait été de cet avis et aurait même proposé, si l'état de la santé du maréchal était un obstacle à un commandement devant l'ennemi, de l'envoyer à Bruxelles et de lui confier la défense des Pays-Bas. Quant à Berryer, créature de la marquise, personnage rusé et pointilleux sans autre expérience administrative que celle acquise dans les fonctions de lieutenant de police, il n'avait dû sa promotion qu'au désir d'avoir des intelligences dans le ministère. En résumé, au dire du sagace Autrichien, l'arrivée aux affaires du nouveau personnel était un événement fâcheux pour l'abbé dont elle ne favoriserait pas les

(1) Starhemberg à Kaunitz, 8 juillet 1758. Archives de Vienne.

visées ambitieuses. Il avait été mal servi par Stainville. Ce dernier, soit par excès de zèle pour son ami, soit pour préparer son propre avancement, avait dépassé la mesure en plaidant, auprès de Mme de Pompadour, l'agrandissement du seul homme capable, selon lui, de diriger la chose publique; il avait été « jusqu'à casser les vitres » pour employer le mot de Bernis dans un entretien avec Starhemberg. Loin de produire l'effet recherché, il n'avait réussi qu'à exciter les soupçons de la dame, soucieuse de voir une influence rivale faire ombre à la sienne. L'insuccès de ces démarches, la crainte des difficultés qu'il voyait surgir chaque jour, avaient assombri le caractère de l'abbé dont l'énergie n'était pas à la hauteur du talent. « Je le trouve, depuis quelque temps, si abattu, écrit l'envoyé impérial, que je ne serais pas surpris quand il reprendrait de nouveau son intention de résigner ses fonctions et de demander au Roi d'accepter sa démission. »

De ces aperçus sur les coulisses de la cour de Versailles, il est intéressant de rapprocher le tableau (1) que fait l'ambassadeur de l'état politique de la France à cette époque : « La plupart des sujets pourvus des emplois les plus importants, sont de capacité médiocre, sans expérience des affaires, en général préoccupés avant tout de leurs besoins et de leurs intérêts personnels, le plus souvent impropres aux fonctions dont ils sont investis. Ils ne possèdent ni la confiance, ni la considération du public, où chacun discute et critique à loisir leur conduite. Ils n'exercent d'action ni sur le Parlement, ni sur la finance, ni sur le militaire dont aucun ne cherche à s'entendre avec eux pour le bien de l'État. Tous ils dépendent du bon plaisir de la Pompadour qui pousse tantôt l'un, tantôt l'autre, qui ne sait pas ce qu'elle veut, sinon em-

(1) Starhemberg à Kaunitz, 8 juillet 1758. Archives de Vienne.

pêcher de parvenir à un crédit trop grand. Le Roi lui même reconnaît, à la vérité, les services par l'octroi de pensions libérales, mais il est prêt à retirer sa confiance pour des futilités, même à ceux auxquels il a montré le plus de faveur; tout à coup et sans faute de leur part, il leur tourne le dos et s'il ne les renvoie pas en disgrâce, il leur fait grise mine. Dans de pareilles conditions est-il surprenant que le désordre dans la plupart des départements soit si grand, que les défaillances et les abus aient fait de tels progrès, que, si des réformes ne sont pas introduites dans le système, la perte totale de ce grand et puissant pays doive s'ensuivre. » Un des symptômes les plus inquiétants est « le changement radical du génie de la nation. L'affection naguère si vraie et le respect pour leur Roi se sont transformés en malveillance presque séditieuse et en tous cas fort dangereuse ».

Au dire de quelques écrivains, la stabilité ministérielle passerait pour être l'apanage d'un gouvernement monarchique, et surtout absolu. Que cette règle comporte des exceptions, l'expérience de cette période du règne de Louis XV le prouve. Starhemberg fait observer que, dans l'espace de quatre ans et demi, le conseil a été renouvelé en entier, sauf Saint-Florentin, le plus effacé de ses membres; depuis son arrivée en France, il a vu se succéder trois ministres des Affaires étrangères, trois ministres de la Guerre, quatre de la Marine et trois contrôleurs généraux.

A la suite sans doute des récriminations hautaines de Kaunitz et peut-être aussi de la meilleure marche des opérations militaires en Allemagne, pendant quelque temps il ne fut plus question de paix, du moins à Vienne, et quant aux négociations de Paris, elles se bornèrent à des conversations dont, grâce au diplomate autrichien, il ne sortait rien de défini. Bernis se décourage de plus en plus; en fin observateur qu'il est, il sent que son

influence sur Mme de Pompadour n'est plus celle d'autrefois. Dans ses lettres intimes à Stainville, il prend soin de démentir les propos de cour qui l'accusaient de vouloir substituer son crédit à celui de la favorite; il va jusqu'à offrir son portefeuille à l'ambassadeur. « Je crois, lui écrit-il (1), que vous seriez plus propre que moi aux Affaires étrangères, en les considérant sous le point de vue de l'alliance. Vous auriez plus de moyens que moi pour frapper de grands coups par notre amie. » Dans une autre lettre (2) postérieure de quelques jours, où il félicite Stainville de son élévation à la dignité de duc de Choiseul, il reproduit son projet de le rappeler à Versailles et de partager avec lui le fardeau des relations extérieures.

La correspondance échangée entre Bernis, le nouveau duc et Mme de Pompadour, nous montre le ministre très occupé de son chapeau de cardinal, encore en suspens en dépit des promesses du Saint-Siège, et très désireux de s'assurer la collaboration de Choiseul, celui-ci prêt à accepter mais sous certaines réserves, la favorite embarrassée et hésitante. « Le duc de Choiseul a gagné M. de Kaunitz, à ce qu'il me mande, et le gouvernera, écrit Bernis à Mme de Pompadour (3). De plus il mettra ici une activité dans la Guerre qui n'y est pas; il en mettra dans la Marine et dans la Finance, et certainement nous serons toujours d'accord..... Je mènerai avec mon successeur le Clergé, la Sorbonne et le Parlement; je travaillerai de concert avec lui sur les affaires politiques; je ne sècherai pas sur pied, je ne manquerai pas de pa-

(1) Bernis à Stainville, 1er août 1758. *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis*, vol. II.

(2) Bernis au duc de Choiseul, 26 août 1758. *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis*, vol. II.

(3) Bernis à Mme de Pompadour, mardi s. d. septembre 1758. *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis*, vol. II.

role et j'aurai la consolation de voir le Roi plus glorieux qu'il n'est, parce que la conduite et les projets militaires seront plus fermes. On ne craindra plus ici que je veuille être premier ministre par ambition. Vous aurez deux amis unis auprès de vous et l'ami intime de M. de Soubise. Vous ferez le bonheur des trois et le Roi en sera mieux servi. Je vous demande en grâce de finir cette affaire dont la guerre et la paix dépendent..... J'ai la tête frappée de notre état et j'ai besoin du secours du duc de Choiseul pour nous en tirer. » Le billet qui suit (1) est encore plus pressant : « Je vous avertis, madame, et je vous prie d'avertir le Roi, que je ne puis plus lui répondre de mon travail. J'ai la tête perpétuellement ébranlée ou obscurcie. Il y a un an que je souffre le martyre. Si le Roi veut me conserver, il faut qu'il me soulage. Je n'ai point fait le mémoire que vous m'avez demandé sur M. de Stainville. Je ne veux pas proposer une chose qui ne vous plaît pas. Je vous défie cependant de faire occuper ma place dans les circonstances où nous sommes par un autre que par lui. Il est le seul instruit de la totalité du système et il a la confiance de la cour de Vienne. » Enfin, le 4 octobre, il se décide à remettre, par l'entremise de la marquise, le rapport réclamé (2) pour le Roi. Ce document passe en revue les événements de l'année, rappelle les efforts faits pour amener la cour de Vienne à terminer la guerre ; puis, passant du général au particulier, Bernis invoque pour la nécessité de son remplacement deux raisons, le délabrement de sa santé, et l'impossibilité pour lui, négociateur et signataire du traité secret, d'entreprendre, sans perte absolue de

(1) Bernis à Mme de Pompadour, 19 septembre 1758. *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis*, vol. II.

(2) Mémoire pour le Roi. *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis*, vol. II.

tout crédit, la destruction du système dont ce traité était la pièce fondamentale. « Il n'y a qu'un ministre nouveau qui puisse prendre de nouveaux engagements. » Bernis poursuit en racontant ses démarches auprès de Mme de Pompadour et de Choiseul, fait allusion à la condition essentielle posée par ce dernier, l'affectation au département de fonds suffisants pour les subsides promis, et expose son désir « que nous travaillassions ensemble et que je continuasse même à voir les ambassadeurs et à leur parler d'affaires ». Après avoir énuméré tous les titres qui indiquaient son ami au choix de Louis XV, Bernis conclut par l'argument qui devait avoir le plus de poids sur l'esprit du monarque : « Je crois, Sire, que M. de Choiseul est le seul homme dans votre royaume qui puisse conserver l'alliance en dérogeant aux traités, comme la finance nous y force aujourd'hui. »

Cet appel produisit son effet. Le 11 octobre, l'abbé, devenu cardinal, put écrire à Choiseul (1) : « Votre affaire et la mienne sont finies. » En effet, il venait de recevoir presque en même temps, de Rome, la calotte rouge dont le retard lui avait causé de si poignantes émotions, et du souverain, un billet (2) lui apprenant qu'il était fait droit à sa demande et l'autorisant à notifier à son successeur sa nomination au ministère. « Je consens à regret, écrivait Louis XV, que vous remettiez les Affaires étrangères entre les mains du duc de Choiseul que je pense être le seul en ce moment-ci qui y soit propre, ne voulant absolument pas changer le système que j'ai adopté, ni même qu'on m'en parle. » Le 19 octobre, Choiseul fit part à Kaunitz de l'importante mutation.

Durant ces pourparlers intimes, les conversations sui-

(1) Bernis à Choiseul, 11 octobre 1758. *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis*, vol. II.

(2) Le Roi à Bernis, 9 octobre 1758. *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis*, vol. II.

virent leur cours à Vienne et à Versailles. A signaler une audience (1) que Choiseul eut de Marie-Thérèse au commencement de septembre. L'Impératrice manifeste sa sympathie à l'occasion de la perte de Louisbourg dont la nouvelle était parvenue depuis peu par la voie de la Hollande. Elle aborde ensuite le sujet de la cessation des hostilités, comme si elle voulait réfuter d'avance les propositions que cet échec aurait inspirées à la cour de France : « Elle avait beaucoup réfléchi sur les inconvénients de la continuation de la guerre, elle les avait discutés avec M. de Kaunitz en qui elle entrevoyait une propension à la paix, mais ce ministre ne connaissait pas aussi bien qu'elle le fond de ses affaires. » La souveraine s'étend sur le danger d'un accord qui ne serait qu'une trêve armée, sur les charges qu'elle entraînerait, et appuie sur la nécessité de poursuivre activement les opérations militaires. Choiseul fit respectueusement remarquer que « dans ce moment-ci il n'était pas question d'arrangement définitif de paix..... et que les cours se concerteraient pendant l'hiver selon ce qui serait le plus avantageux ».

De son côté, Starhemberg tenait à Paris (2) des propos désobligeants sur l'impuissance des armées françaises en Allemagne. Le retour en Saxe du roi de Prusse après la bataille de Zorndorf et l'avortement du plan pour la conquête de l'Électorat firent changer la note. Choiseul profite de ces événements (3) pour se venger des sarcasmes de Kaunitz : « J'ai fait observer à ce ministre qu'il était possible que l'Impératrice fît la guerre au roi de Prusse maître de l'Elbe et de l'Oder, pendant dix ans, sans qu'il y eût aucune action décisive, mais que je

(1) Choiseul à Bernis, 5 septembre 1758. Affaires étrangères. Autriche.
(2) Starhemberg à Kaunitz, 5 et 14 septembre 1758. Archives de Vienne.
(3) Choiseul à Bernis, 12 septembre 1758. Affaires étrangères. Autriche.

ne croyais pas que le Roi fût dans le cas et dans la possibilité de la continuer aussi longtemps. » Bientôt, on reçoit des détails précis sur les retards et les fausses manœuvres de Daun. A la nouvelle de la rentrée de Frédéric à Dresde, « une nouvelle terreur, écrit Choiseul (1), sous le nom de prudence, s'est emparée du général autrichien ». Aussi priera-t-il L. M. I. « de n'être pas étonnées d'entendre parler de paix, quand on voit faire la guerre aussi mollement avec tous les moyens imaginables qui existaient dans l'armée impériale... J'ai pressenti M. de Kaunitz que, si cette faute n'était pas réparée et que les armées impériales fussent obligées de venir se renforcer l'hiver derrière les montagnes de Bohême, il faudrait songer sérieusement à la paix cet hiver. M. de Kaunitz n'a pas rejeté cet avis; il l'a simplement modifié par l'espérance que la fin de la campagne réparerait les torts que l'on avait eus. Au reste, Monsieur, mon humeur n'a point déplu ».

Étant donnés les sentiments de Bernis, il n'est pas surprenant de le voir prendre texte des paroles de Marie-Thérèse pour remettre sur le tapis les pourparlers interrompus. Oublieux de l'arrangement d'après lequel ce sujet délicat était réservé pour les entretiens de Versailles, il invite Choiseul (2) « à faire des efforts auprès de la cour de Vienne, pour qu'elle sacrifie les idées de vengeance et les projets, dont l'apparence spécieuse peut éblouir, aux partis que les événements rendent possibles et la prudence nécessaires ». Il examine la situation de l'Europe et démontre à sa satisfaction « qu'il n'y a aucune espérance solide, et au contraire beaucoup de craintes fondées à concevoir de la continuation de la guerre pour l'année prochaine. S'il ne s'agit que de renoncer aux avantages du traité secret et de nous en tenir au premier

(1) Choiseul à Bernis, 17 septembre 1758. Affaires étrangères. Autriche.
(2) Bernis à Choiseul, 16 septembre 1758. Affaires étrangères. Autriche.

traité de Versailles, nous sommes résolus à le faire. Nous aurions déjà pris ce parti qui deviendra forcé, s'il avait convenu à l'Impératrice ; mais la nécessité n'a pas de loi... Tels sont, Monsieur, les motifs solides qui nous font désirer, au delà de toute expression, que l'Impératrice veuille bien se porter à faire la paix cet hiver ».

Ainsi stylé, Choiseul se remit en campagne ; il eut avec le chancelier (1) une de ces longues discussions d'où il sortait convaincu d'avoir conquis son interlocuteur à ses idées, alors que ce dernier, resté inébranlable, se plaint la plupart du temps à Starhemberg du langage de l'ambassadeur et du vide de ses raisonnements. En résumé, on tomba d'accord sur l'échange de mémoires dont l'un rechercherait dans quelle mesure pourrait être accueilli le vœu manifesté en faveur de la paix immédiate, dont l'autre viserait « le cas que la paix en Allemagne n'ait pas lieu cet hiver », et expliquerait « les arrangements que le Roi désire prendre avec la cour de Vienne, lesquels arrangements établiront une nouvelle base à l'alliance des deux couronnes ».

Tout en s'inclinant devant les instructions pacifiques qu'il recevait de son chef, Choiseul aurait voulu que la campagne se terminât par quelque succès pour les armes de son pays ; il fait appel à l'amour-propre des deux généraux français. A Contades (2), il transmet le dire de Kaunitz qu'il entend à tout propos « que l'on ne conçoit pas que l'Électeur d'Hanovre dont l'armée est faible et sans réputation pour ses troupes, tienne tête à presque toute la puissance militaire de la France ». Pour l'édification de Soubise, il reproduit les critiques dont son inaction fait le sujet (3) : « Enfin, mon Prince, il faut faire quelque chose pour relever l'opinion que l'on a de nous.

(1) Choiseul à Bernis, 26 septembre 1758. Affaires étrangères. Autriche.
(2) Choiseul à Contades, 30 septembre 1758. Affaires étrangères. Autriche.
(3) Choiseul à Soubise, 30 septembre 1758. Affaires étrangères. Autriche.

L'Impératrice qui s'est désistée de votre armée, prétend qu'elle ne s'en est pas désistée pour qu'elle reste aux quartiers. Avec des compliments et des phrases on gagne du temps; l'on manque encore de parole pendant plusieurs mois, mais à présent je suis à bout de voix, et je ne sais plus que lui dire... Sans les hasards qui m'ont favorisé, je me trouverais dans le cas de ne plus pouvoir parler guerre ici, ce qui est fort extraordinaire lorsque le roi de France la fait. »

Tandis que Choiseul reprenait avec Kaunitz les pourparlers un moment suspendus et s'efforçait de préciser les questions, en s'attachant, de préférence, à la conclusion d'une convention nouvelle qui dégagerait la France des liens trop étroits du traité secret, Bernis s'emploie à rédiger ou tout au moins à signer des dépêches dont la banalité, le vague et le vide rappelaient la prose de son prédécesseur Rouillé. « Avant de traiter du plan de la paix, écrivait le ministre (1), il faut savoir auparavant si on a envie de la faire, et si chaque allié croit y trouver plus d'avantage qu'à continuer la guerre. Lorsqu'on sera d'accord sur ce point, il sera bien aisé de proposer à tous les alliés un congrès, et de pressentir le Roi de Prusse pour faire proclamer un armistice... S. M. voudrait qu'elle (la paix) fût faite, mais Elle ne veut ni forcer ses alliés, ni rompre d'autorité les engagements qu'Elle a pris avec eux. » Une médiation serait facile à trouver, quoique celle de l'Espagne « est actuellement une chimère. Quelle influence pourrait avoir une cour plongée dans l'anarchie et gouvernée par un prince (2) dont la tête est dérangée?... La conclusion de cette lettre, Monsieur, est que vous devez employer tous vos

(1) Bernis à Choiseul, 9 octobre 1758. Affaires étrangères. Autriche.

(2) Le roi d'Espagne, toujours assez faible d'esprit, venait d'être particulièrement affecté par la mort récente de la reine.

efforts et surtout toute l'adresse de votre esprit à convaincre la cour de Vienne de la nécessité de la paix... Telle est, Monsieur, la façon de penser du Conseil par rapport à la paix, et la façon particulière du Roi pour ne pas en précipiter la détermination et pour ne pas déroger si entièrement au traité secret qui unit les deux cours ».

Tout autre était l'attitude de l'Impératrice-Reine; dans une audience que Choiseul (1) eut vers cette époque, cette princesse se montre aussi ferme et aussi sûre d'elle-même que l'était peu son allié. Le contraste est frappant et cependant, pour Marie-Thérèse, le moment était critique, car elle avait donné au maréchal Daun l'ordre de risquer une bataille, et elle attendait d'heure en heure du théâtre de la guerre des nouvelles décisives. Voici son langage tel que le rapporte l'ambassadeur : « Elle devait me dire en honneur et conscience que, si le Roi voulait la paix avec le roi de Prusse, il pouvait la faire, mais qu'elle ne la ferait pas la campagne prochaine, et que si le cas arrivait que le Roi l'abandonnât toute seule, elle devait en honneur me prévenir qu'elle prendrait ses arrangements. » Elle répéta cette phrase trois fois, et comme Choiseul l'interrompait, en s'étonnant à la fois de sa confiance et des menaces qu'impliquaient ses paroles, Marie-Thérèse protesta de ses sentiments d'amitié pour Louis XV; mais ajouta « qu'elle mourait de peur d'avoir plus compté qu'elle ne devait sur la puissance française, qu'elle voyait que Votre Excellence avait une propension décidée pour la paix, qu'elle avait lieu de croire que vous aviez engagé le Roi dans votre sentiment, et que même vous aviez dit que Sa Majesté la voulait absolument; que pour elle, elle croyait une autre campagne aussi absolument nécessaire que la paix ». Elle termina en demandant

(1) Choiseul à Bernis, 15 octobre 1758. Affaires étrangères. Autriche.

« une réponse claire sur la volonté du Roi ». L'heureuse fortune qui vint en aide si souvent à la courageuse souveraine ne lui fit pas défaut en cette occurrence. Le lendemain de l'expédition du courrier qui contenait le récit de l'entretien, elle eut la satisfaction d'annoncer (1) à son frère et cousin la victoire d'Hochkirch. On ne sera pas surpris de voir Marie-Thérèse accompagner de reproches à peine voilés les souhaits qu'elle fait pour le triomphe des armes françaises : « Plus l'occasion paraît être favorable aux succès de ce qu'elles pourraient entreprendre, plus je me flatte que Votre Majesté voudra bien leur donner incessamment des ordres qui puissent me procurer la consolation de pouvoir la féliciter sur des événements dignes d'Elle et de ses armées. »

Comme on peut l'imaginer, les propos de l'Impératrice, et surtout l'allusion à un abandon possible de la France, firent mauvaise impression à Versailles : « Je vois, écrit Bernis (2), que toutes les fois qu'il est question de paix, je suis sujet à être mal interprété, soit par écrit, soit dans la conversation... L'Impératrice demandait une seconde campagne ; elle en voudra une quatrième..... Ce que je trouve de plus dangereux pour la France et de moins délicat pour le Roi, c'est qu'il est à la volonté de l'Impératrice, indépendamment de son État. La menace que vous a faite l'Impératrice ne peut nous embarrasser si elle ne doit s'effectuer que lorsque le Roi manquera à ses engagements, mais elle n'en est pas moins déplaisante. » Bernis reconnaît qu'il est impossible de reparler de paix après Hochkirch dont il faut attendre les suites. « Si cette victoire fait perdre la Saxe au roi de Prusse, je conviens qu'il faut faire une campagne encore pour accomplir le traité secret, et profiter du succès pour faire

(1) Marie-Thérèse à Louis XV, 16 octobre 1758. Affaires étrangères. Autriche.

(2) Bernis à Choiseul, 22 octobre 1758. Affaires étrangères. Autriche.

la paix. Telle est ma façon de penser et celle de Sa Majesté. » Cependant, malgré cette affirmation, le ministre s'efforce de dégager sa responsabilité personnelle et dévoile la mobilité de son état d'âme : « La continuation de la guerre étant résolue à Vienne, et le Roi étant également résolu à ne pas se séparer de ses alliés, il n'y aura peut-être rien de mieux à faire que de laisser subsister le traité secret tel qu'il est, avec une diminution de subsides considérable dont on conviendrait formellement par une convention nouvelle. »

A partir de ce moment, les fils de la négociation passèrent entre les mains du nouveau ministre des Affaires étrangères. Choiseul employa les derniers jours de son séjour à Vienne à échanger avec Kaunitz des notes et des mémoires à la suite desquels on s'arrêta à l'idée d'un arrangement qui prendrait la place du traité secret tout en reproduisant certaines clauses de cet instrument. L'accord était à peu près intervenu sur la poursuite des hostilités et sur la réduction des subsides que la France aurait à verser à l'Impératrice, et quand Choiseul prit congé, le 15 novembre, il ne restait plus à régler que des points de détail pour lesquels pleins pouvoirs furent donnés à Starhemberg.

En remettant son portefeuille, Bernis n'avait aucune intention de se retirer du cabinet. Pendant le mois d'octobre, la question demeura en suspens ; aussi voyons-nous le cardinal entretenir avec Mme de Pompadour une correspondance (1) active à ce sujet, enfin s'adresser au Roi pour le prier de régler définitivement son sort. Les lettres à la favorite sont un curieux mélange de lamentations sur sa santé, de justification de sa retraite, d'exposé des services qu'il peut rendre, du bon effet que produira

(1) Voir cette correspondance dans les *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis*, vol. II, p. 306-345.

son maintien au gouvernement, de demandes de gratifications pour payer les dettes contractées pendant son ministère, de pensions ou d'abbayes pour lui permettre de faire face aux obligations de sa nouvelle dignité ecclésiastique. Malgré l'intimité du ton, on voit percer l'inquiétude. Aurait-il été desservi auprès du Roi? Sa Majesté lui saurait-elle mauvais gré, comme le prétendent quelques-uns, d'avoir sollicité son remplacement aux Affaires étrangères? Sa protectrice n'aurait-elle plus foi en lui? « Pour ce qui me regarde, écrit-il (1), j'ai cru avoir perdu une partie de votre confiance, et je sais que sans cela je ne pouvais pas bien servir le Roi. J'ai appelé au conseil tous vos amis. On m'accusait d'ambition et d'ingratitude envers vous; je me suis dépouillé en faveur de vos amis; mais j'ai épuisé ma santé; j'ai empoisonné ma vie par des chagrins qui intéressent mon cœur. Rappelez-vous l'époque où vous avez cessé de me montrer les lettres de M. de Stainville. Je vous ai toujours communiqué les siennes; de ce moment j'ai cru avoir perdu votre confiance; soyez juste; n'ai-je pas dû le croire? »

A Starhemberg, Bernis fait de longues confidences dont l'Autrichien rend à sa cour un compte détaillé (2). Sur les raisons de santé que le cardinal mettait en avant pour expliquer sa démission, il émet des doutes : Un homme, qui ne dormait plus depuis huit mois, pouvait-il être encore au lit à dix heures du matin, comme lui, Starhemberg, l'avait constaté fréquemment lors de ses visites au ministère? Le second motif invoqué lui paraît plus sérieux. Bernis se plaignait d'être cantonné dans son département et de n'être pas à même d'exercer sur la conduite générale des affaires l'influence nécessaire ; ses efforts pour augmenter son autorité, mal interprétés et attribués à

(1) Bernis à Mme de Pompadour. *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis*, vol. II.

(2) Starhemberg à Kaunitz, 29 octobre 1758. Archives de Vienne.

l'ambition personnelle, lui valaient le mauvais vouloir de la femme toute-puissante à qui il devait sa fortune. « Il lui était impossible, avait-il dit en propres termes, de rester plus longtemps dans une position où il voyait toujours sa reconnaissance en opposition avec son devoir. » Le seul remède avait été de céder la direction de la politique extérieure à Choiseul, ami dévoué, non seulement de la marquise, mais aussi des intimes de celle-ci, le prince de Soubise et le duc de Gontaut. Son successeur, partisan zélé du nouveau système, militaire de carrière, et plus versé que lui dans la finance, aurait plus de crédit auprès de ses collègues. Du reste, conformément à la volonté du Roi, il mettrait à la disposition de Choiseul son expérience du passé et son concours absolu pour l'avenir.

Dans un autre entretien (1), il est encore question de la favorite autour de laquelle tout semble graviter. Bernis avoue « qu'il ne parviendrait jamais à écarter tous les soupçons de M^me^ de Pompadour, et à la faire agir de la manière que le bien des choses exigeait ; que comme, néanmoins, elle était, sans contredit, l'instrument principal dont il fallait se servir ici, il n'y avait pas à balancer sur l'emploi des moyens qui pourraient rendre ces instruments aussi utiles qu'il était possible ; que le ministère de M. de Choiseul produirait certainement (au moins pour quelque temps) ce bon effet », et que c'était ce motif qui l'avait déterminé à lui passer son portefeuille. En dépit des professions de collaboration loyale et de désintéressement dont le cardinal est prodigue, l'Autrichien ne croit pas à la durée du dualisme ministériel et, en bon opportuniste, cherche à renouer avec la Pompadour les relations que, depuis le ministère, et sur la demande expresse de Bernis, il avait un peu négligées.

(1) Starhemberg à Bernis, 13 novembre 1758. Archives de Vienne.

Il se console du départ probable de son ami en voyant, dans la désignation de son remplaçant, la preuve que Louis XV et sa maîtresse sont restés aussi chauds partisans de l'alliance qu'ils l'étaient au début de la guerre. Sur la personnalité de Choiseul, il n'est pas sans inquiétude. Dans la discussion, le duc se montre dur et impérieux; il sera certainement moins malléable et plus résistant que son prédécesseur; déjà avant son ambassade de Vienne, il avait critiqué les traités qu'il trouvait beaucoup trop avantageux pour l'Autriche; que serait-ce quand il aurait le pouvoir en mains et la mission de les remanier? Pour l'heure, Bernis paraît complètement remonté à la suite d'une conversation avec M[me] de Pompadour où il y avait eu échange d'explications et de promesses. Il avait, affirmait-il, établi la fausseté des accusations de participation aux cabales ourdies contre sa protectrice, et l'avait convaincue de son dévouement aussi absolu que par le passé; à son tour, la favorite lui avait déclaré qu'elle n'avait jamais cru à ces reportages, « que leur amitié et son égard pour lui étaient demeurés les mêmes, qu'elle regrettait d'autant plus la décision prise de donner sa démission qu'on l'en rendrait responsable ». D'autre part, Choiseul, avec force assurances d'affection et de respect, lui avait écrit, qu'en politique il avait toujours mis de côté son intérêt égoïste et voulait persévérer dans cette manière d'agir; que les intrigues, ou pour employer sa propre expression, « les tracasseries des caillettes » le laissaient indifférent et ne le feraient pas dévier de la ligne droite.

Les illusions de Bernis, s'il en eut comme tout porte à le croire, ne furent pas de longue durée. Choiseul débarqua à Paris le 29 novembre; sa première visite fut pour M[me] de Pompadour à Saint-Ouen; il y passa la journée du lendemain. Le 2 décembre, il alla voir Starhemberg et lui parla avec franchise : « Il me déclara, rapporte

l'ambassadeur (1) qu'au point de vue de la paix, il était d'un tout autre avis que le cardinal de Bernis; dans la situation actuelle des événements, non seulement il serait impossible de faire la paix, mais il fallait laisser de côté toute pensée de ce genre et ne s'occuper que de l'examen et de la découverte des moyens pour la poursuite de la guerre. Cette opinion, qui était la sienne, il l'exposerait librement et carrément au premier conseil où il aurait à faire le rapport. » Aussitôt la décision de principe prise, les pourparlers seraient rapidement poussés, de manière à conclure un nouvel arrangement dès le commencement de l'année 1759. Choiseul ayant assisté pour la première fois au conseil, le dimanche qui suivit son arrivée, et le cabinet, sur sa demande, n'ayant pas tenu de réunion pendant la semaine, Starhemberg pensait que le débat annoncé aurait lieu le dimanche 10 décembre (2). Dans la conversation, le nouveau ministre avait émis l'opinion, qu'il ne fallait pas tabler sur la neutralité du Hanovre qui n'était ni possible, ni désirable; qu'il serait bon, au contraire, de mener cette guerre avec vigueur, et d'obtenir à cette fin le concours efficace de la cour de Vienne; qu'avec les procédés employés jusqu'alors on ne forcerait jamais le roi de Prusse à céder la Silésie et le comté de Glatz; que les avantages offerts à la France étaient des plus maigres, mais que la déclaration d'après laquelle l'Impératrice « assurerait dans tous les cas l'état de l'Infant », serait du meilleur effet, non pas tant par elle-même, mais pour la satisfaction d'amour-propre procurée au Roi. A l'encontre de son habitude, l'envoyé de Marie-Thérèse ne fait pas mention de l'argumentation qu'il a opposée à celle de son interlocuteur; ce silence nous fait supposer qu'il avait trouvé Choiseul beaucoup plus tranchant

(1) Starhemberg à Kaunitz, 7 décembre 1758. Archives de Vienne.
(2) Trois jours avant la disgrâce de Bernis.

et plus autoritaire que son prédécesseur dont il connaissait le fort et le faible et auquel il se plaisait à faire la leçon.

Au cours de la semaine qui suivit la venue de Choiseul, il y eut une audience officielle des diplomates étrangers que Bernis présenta à son successeur. On s'en tint aux compliments (1), et quand Starhemberg essaya d'introduire les sujets brûlants, Choiseul montra, par sa réserve, qu'il ne voulait pas entamer la discussion devant le cardinal. Enfin, dans un billet daté du 13 décembre (2), l'Autrichien parle du vif dissentiment qui aurait éclaté au dernier conseil entre les deux ministres, à propos de l'animosité de l'Impératrice contre le roi de Prusse qui seule, d'après Bernis, empêcherait la conclusion de la paix générale.

Quelle que fût la cause immédiate de la disgrâce, elle se produisit avec cette soudaineté qui était la caractéristique des changements ministériels du règne. « Les uns, écrit Erizzo, ministre de Venise (3), croyaient que le cardinal de Bernis resterait au pouvoir, d'autres qu'il conserverait encore quelque temps ses fonctions; les uns et les autres se sont trompés..... Bernis vient d'être envoyé en exil..... Trois jours auparavant il avait été bien reçu du Roi, ce qui d'ailleurs ne prouve rien; il a passé la soirée du 12 à Paris pour traiter avec les ministres étrangers, les évêques et les membres du Parlement. C'est dans la matinée du 13, pendant qu'il était en conférence avec l'ambassadeur impérial et que d'autres attendaient dans l'antichambre, que Bernis reçut sa lettre de bannissement. » Starhemberg était en effet avec le cardinal quand on lui remit le billet

(1) Erizzo au Sénat, 10 décembre 1758. Archives de Venise.
(2) Starhemberg à Kaunitz, 13 décembre 1758. Archives de Vienne.
(3) Erizzo au Sénat, 17 décembre 1758. Archives de Venise.

du roi (1) : « Il n'a fait aucune allusion à l'ordre qu'il venait de recevoir en ma présence, et quoique je fusse encore dans son cabinet quand il a lu l'écrit qui lui avait été présenté et quand il a répondu, j'ai fait la réflexion seulement que le contenu de la lettre éveillait une grande attention chez lui ; mais je ne me suis aperçu d'aucun signe de trouble ou de mécontentement dans son maintien extérieur, si bien que je ne me serais jamais imaginé qu'il recevait son ordre d'exil et que je n'en ai appris la nouvelle que le lendemain par le duc de Choiseul qui s'est rendu exprès chez moi pour me mettre au courant. »

La lettre d'exil (2), les fautes d'orthographe dont elle est émaillée le prouvent, était de la main du Roi ; très sèche comme la plupart des documents de ce genre, elle paraît rattacher la disgrâce du cardinal, ainsi que le faisait prévoir le mot de Mme de Pompadour, à sa prière d'être relevé de ses fonctions : Louis XV estimait que Bernis ne remplirait pas bien un office dont il avait demandé avec tant d'insistance à être déchargé ; il avait senti en même temps que son ministre ne répondait plus « à la confiance qu'il lui avait marquée dans des circonstances aussi critiques, ni aux grâces singulières dont il avait été comblé ». Ordre lui était donné de se retirer dans un délai « de deux fois vingt-quatre heures, sans voir personne », dans une de ses abbayes à son choix. Le cardinal prit pour lieu de retraite l'abbaye de Saint-Médard, près de Vic-sur-Aisne, à quelques kilomètres de Soissons.

Quelle fut la cause réelle de la chute de Bernis? Le Vénitien Erizzo, qui reproduit les bruits de la cour, prétend qu'il était accusé d'avoir essayé de se former un

(1) Starhemberg à Kaunitz, 16 décembre 1758. Archives de Vienne.

(2) Lettre d'exil, 13 décembre 1758. *Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis*, vol. II, p. 346.

parti dans la famille royale et d'avoir voulu s'appuyer sur le Dauphin et l'Infante de Parme; il aurait aussi outrepassé les intentions du Roi et de son conseil. D'après le même diplomate (1), on devait attribuer la démission à des dissentiments avec la Pompadour, et « à la crainte d'être responsable d'une paix peu honorable succédant à une guerre dont il était le véritable auteur ». Les partisans de Bernis alléguèrent que, sans l'opposition de la marquise, il eût négocié la paix. « Les haines, conclut Erizzo, les passions et les intérêts particuliers de la Pompadour prennent le pas en toute circonstance sur le bien de la nation. »

Que la favorite fût pour quelque chose dans le renvoi de celui qui lui devait l'origine de sa fortune, cela ne fait guère de doute. La correspondance échangée entre elle et Choiseul nous indiquerait le commencement de la brouille; en l'absence de ces lettres égarées ou détruites, nous n'avons, pour nous guider, que les rapports de Starhemberg et les allusions contenues dans les billets que Bernis adresse à sa protectrice. L'extrait lu par Choiseul à Kaunitz et le fait que M^me de Pompadour avait cessé de communiquer au ministre les confidences qu'elle recevait de l'ambassadeur, nous inclinent à penser que le désaccord remontait à la fin du printemps. Quelque bon courtisan que fût Bernis, et quelque persuadé qu'il fût que gouverner sans la Pompadour était œuvre impossible, il se crut indispensable; grandi à ses propres yeux par le rôle qu'il avait joué, grisé par les distinctions dont il avait été l'objet, il voulut avoir une opinion, une politique à lui; devenu, non sans raison, partisan de la paix à tout prix, il essaya de gagner à ses vues ses collègues, la dame et son maître. Il n'y réussit qu'à moitié. Le Roi, à qui le bon

(1) Erizzo au Sénat, 5 et 12 novembre 1758. Archives de Venise.

sens ne faisait pas défaut, mais dont l'indolence et l'égoïsme n'étaient dépassés que par la vanité, comprenait la nécessité de clore un état de choses désastreux pour ses sujets, mais était encore plus sensible aux reproches de la cour de Vienne sur les manquements à la parole donnée. De là des hésitations, des contradictions qui se traduisirent par du mauvais vouloir à l'égard du promoteur du système qui les avait fait naître. Puis quand celui-ci, se rendant compte de son impuissance, voulut se dérober, le mécontentement royal se grossit de tout l'ennui du changement et du souci du remplacement. Quel fut le rôle de la Pompadour dans cette volte-face? Probablement celui de seconder les rancunes d'un maître dont on ne peut conserver la faveur qu'à la condition de flatter l'amour-propre et de respecter l'insouciance. Nous estimons que Bernis fut le véritable artisan de sa chute en forçant une démission qui déplut. Le Roi en effet, toujours prêt à congédier ses ministres, n'admettait pas qu'ils quittassent de leur gré son service. La résolution du cardinal s'explique : en tant que négociateur, il était l'auteur responsable de la guerre avec le roi de Prusse et du traité secret ourdi contre ce prince; aussi était-il mal placé pour y substituer une orientation nouvelle; d'autre part, ses tergiversations répétées, ses déclarations emphatiques au sujet de l'urgence de la paix rendaient impossible son maintien au pouvoir pour le cas où sa cour se déciderait à continuer les hostilités. La retraite de Bernis s'imposait, mais pour sa renommée, elle eût dû être complétée par sa sortie volontaire du cabinet. Quant à Choiseul, s'il ne remplit pas toujours à l'égard de son ministre la part d'un ami fidèle, s'il lui montra un dévouement trop exagéré pour n'être pas maladroit, si vers la fin de son ambassade il eut soin de laisser voir la différence entre sa politique et celle de son chef, il serait injuste de l'accuser de

trahison. On ne peut en effet lui reprocher d'avoir été, après son retour à Paris, prendre langue auprès de M[me] de Pompadour; les habitudes de l'époque le voulaient ainsi. Quand dans cet entretien il eut acquis la conviction que Bernis était condamné, il s'inclina devant l'inévitable et ne fit rien pour celui auquel il avait tant de fois affirmé son attachement. Entre hommes d'État, un abandon de ce genre n'est que péché véniel.

En Europe, l'opinion attribua la chute du cardinal à ses efforts pour faire prévaloir une solution pacifique, et en fit une victime du parti de la guerre, au premier rang duquel figuraient la Pompadour et ses intimes. En enregistrant ce verdict trop bienveillant, nous ne pouvons oublier que Bernis avait été, avec son souverain et la favorite, le grand ouvrier de l'alliance autrichienne; initié à tous les détails de la négociation dont il conduisit lui-même les fils, il dut ou il aurait dû peser le poids des engagements militaires et financiers si légèrement contractés. Éclairé par l'expérience, il voulut sauver son pays de l'abîme qu'il voyait s'entr'ouvrir, mais il n'échappe pas au reproche de l'avoir poussé dans la voie fatale. Sa disgrâce fut justifiée; elle n'eut qu'un tort, c'est d'avoir été infligée par ses complices.

Avec le ministère de Bernis expirèrent, du moins pour le moment, les essais de médiation qu'il avait mis en train. L'intervention espagnole n'avait produit, jusqu'alors, d'autre résultat que des conversations de Wall avec l'envoyé anglais à Madrid, dans lesquelles on n'avait pas abordé le fond du débat; il en était de même des avances faites à la Haye par l'Espagnol Quadra, qui n'avaient abouti qu'à l'échange de banalités (1) entre les représentants de la France et de la Grande-Bretagne, le comte d'Affry et le général Yorke. A la cour de Copen-

(1) Starhemberg à Kaunitz, 24 novembre 1758. Archives de Vienne.

hague, les choses avaient été poussées plus loin. Bothmar, ministre danois à Londres, qui avait été chargé de sonder les intentions du gouvernement britannique, transmit une réponse (1) où, contrairement à la volonté du cabinet de Versailles, on mettait celui-ci directement en cause : « Le roi de la Grande-Bretagne, écrivait Holdernesse, a reçu l'ouverture faite en dernier lieu par la France tendant au rétablissement de la paix. S. M. n'est pas éloignée d'écouter des propositions justes et équitables, et dans lesquelles elle trouve les intérêts de ses royaumes et États avec ceux de ses alliés, et nommément du roi de Prusse, ses engagements ne lui permettant pas de donner les mains à aucun accord ou négociation particulière. » Choiseul, qui venait de prendre la direction des affaires, repoussa cette communication, qui était presque une invite, en termes fort désobligeants pour le médiateur : « S. M. désavoue absolument une pareille démarche faite en son nom. S. M. qui désire sincèrement le rétablissement de paix... n'avait jamais imaginé que des désirs généreux et conformes à l'humanité de son cœur, pussent produire des propositions formelles, ni des avances en son nom vis-à-vis de ses ennemis. » A Vienne, le ministre saxon Fleming n'eut guère plus de réussite auprès de Kaunitz, quand il voulut l'entretenir de pourparlers entamés entre des émissaires des rois de Prusse et de Pologne, suggérant l'évacuation de la Saxe contre celle de la Prusse royale, et une indemnité pour les Russes en Courlande.

Eût-il été possible de terminer la guerre pendant l'hiver de 1759? Quel succès auraient eu les tentatives que Bernis avait esquissées et qu'il aurait certainement

(1) La lettre de Holdernesse du 13 novembre et la réponse française sont reproduites dans une dépêche de Choiseul à Boyer chargé d'affaires à Vienne, en date du 13 décembre 1758. Affaires étrangères. Autriche.

poursuivies sans l'opposition de la cour de Vienne? A en juger par ce que nous connaissons des dispositions intimes du ministère britannique et du roi de Prusse, il y a lieu de penser que les deux alliés n'auraient pas fermé l'oreille à des ouvertures tendant au rapprochement.

Au sein du cabinet de Londres, la prise de Louisbourg fut saluée avec d'autant plus de plaisir que la possession de cette forteresse, dont la restitution avait joué un si grand rôle dans les négociations d'Aix-la-Chapelle, compensait la perte de Minorque et enrichissait le jeu anglais d'un atout de grand prix. « Quelques bonnes nouvelles du roi de Prusse, écrit le chancelier de l'Echiquier Legge (1), et notre tâche sera accomplie. Cherbourg, Louisbourg et le Sénégal amèneront certainement les Français à obtenir la paix; je dis obtenir, car, je l'espère, nous pourrons aujourd'hui l'accorder sans être obligés de l'accepter. Dieu veuille que cela arrive avant l'hiver, car si la guerre croît au point d'absorber plus de 5 millions de livres sterling en dépenses extraordinaires, je ne sais pas comment le pays pourra fournir l'argent ou supporter l'impôt nécessaire pour garantir l'emprunt. » Que ferons-nous de Louisbourg? se demande Newcastle (2). « Lord Chesterfield et beaucoup d'autres répondent : il faut démolir la place. Peut-être serait-ce le bon parti à certain point de vue, mais alors elle n'aura que peu ou pas de valeur comme pièce d'échange. Nous voulons la baie de Fundy et un arrangement satisfaisant des autres litiges en Amérique; nous voulons qu'on nous rende Minorque; il faut que la Flandre soit remise sur l'ancien pied, et enfin en Allemagne la paix s'impose et avec elle le rétablissement de l'état de choses d'avant la guerre. Comment obtiendrons-nous,

(1) Legge à Newcastle, 19 août 1758. Newcastle Papers, 32882.
(2) Newcastle à Hardwicke, 26 août 1758. Newcastle Papers, 32883.

même la moitié de ces objets si le Cap Breton n'est pas en statu quo?... » Le roi George était beaucoup plus exigeant : « S. M. dit qu'il faut conserver le Cap Breton, prendre le Canada, expulser les Français d'Amérique, entretenir en Allemagne deux armées en tout de 80.000 hommes, et qu'alors nous serons une grande nation... » Deux mois plus tard, malgré les défaites de Saint-Cast (1) et de Carillon, le monarque se montrait encore intransigeant. « Il faut, avait-il dit à Pitt (2), que nous gardions le Cap Breton, le Canada, que nous prenions la Martinique que nous échangerons contre Minorque. » Mais comme ni le Canada ni la Martinique n'étaient aux mains des Anglais, il ne fallait pas attacher grande importance à des propos qui n'étaient que des boutades de vieillard.

Par contre, Newcastle et ses amis s'inquiétaient à bon droit des charges toujours montantes du budget et des embarras du trésor. La banque d'Angleterre venait d'avancer, il est vrai, près de 2 millions de livres sterling sur le produit de l'impôt foncier et de la taxe sur le houblon, mais c'était peu de chose pour une dépense annuelle (3) de 12 millions dont plus de 3 étaient consacrés à la guerre d'Allemagne. En résumé, en Angleterre l'opinion était divisée; un parti influent, Pitt en tête, désirait profiter de la supériorité de plus en plus accusée de la marine britannique pour ravir à la France ses possessions d'Amérique, tandis que le Roi, assez indifférent à l'expansion coloniale, recherchait avant tout l'agrandissement de son domaine électoral. Dans la masse des contribuables, au contraire, la guerre continentale n'était rien moins que populaire; la résistance de Pitt à l'envoi puis à l'augmentation du contingent anglais employé en Allemagne en est la preuve, car l'homme d'État, en

(1) Voir Volume III.
(2) Newcastle à Hardwicke, 19 octobre 1758. Newcastle Papers, 32883.
(3) Newcastle à Yorke, 1 décembre 1758. Newcastle Papers, 32886.

sa qualité de leader parlementaire, était aux écoutes de l'opinion publique. En réalité, et en dépit des manifestations en l'honneur de Frédéric, considéré comme le champion du protestantisme, une grande partie de la nation ne voyait pas d'un bon œil l'argent national se dépenser sur les champs de bataille de l'Empire. Étant donné l'état des esprits, une proposition de paix générale eût eu des chances de réussite, alors même qu'on n'eût pas été mûr pour un arrangement particulier avec la France.

Chez le roi de Prusse, les dispositions favorables étaient plus accentuées; à plusieurs reprises, Frédéric n'avait pas dissimulé son désir de terminer une guerre dont il supportait le principal fardeau et dont la prolongation entraînerait la ruine de ses états. La campagne de 1758 le laissait maître de la Saxe et de la Silésie; il avait pu arrêter les Russes et obliger les Autrichiens à réintégrer leur territoire; mais au prix de quels sacrifices avait-il obtenu ces résultats? où lèverait-il les recrues pour remplir les cadres des régiments décimés en Moravie, à Zorndorf et à Hochkirch? Sous le coup de pensées que venait d'assombrir la mort récente de sa sœur bien-aimée, il tient un langage qui fait contraste avec celui du commencement de l'année. A Knyphausen qui lui transmet (1) la réponse de la cour de Saint-James aux ouvertures danoises, il écrit (2) qu'il faut se servir de la bonne volonté de la France et entamer des négociations « pour le rétablissement d'une paix juste et raisonnable ». Son envoyé exposera aux ministres anglais « que les circonstances où je me trouvais paraissaient l'exiger d'une manière particulière, que je luttais de-

(1) Knyphausen à Frédéric, 17 novembre 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 407.

(2) Frédéric à Knyphausen. Dresde, 2 décembre 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 407.

puis plus de deux ans contre les puissances les plus formidables de l'Europe, et qu'il était à craindre qu'à la longue je ne succombasse dans une guerre où la partie était si inégale... et que si la France venait par conséquent à témoigner un désir sincère de pacifier les troubles présents et de s'accommoder en même temps avec moi et avec le roi d'Angleterre, il faudrait alors, à ce que je croyais, ne pas laisser échapper une occasion pareille, mais la saisir pour faire une paix conforme à nos intérêts communs ». Au roi George (1), Frédéric exprime les mêmes sentiments : « Si j'y puis ajouter quelque chose, ce serait de négocier, ne fût-ce que pour semer la méfiance et la zizanie parmi nos ennemis, et particulièrement peut-être cela mènerait-il à la fin d'une guerre dont la continuation entraînerait l'entière subversion de l'Allemagne. »

A peu près à la même époque, le Roi profita d'un voyage que son vieux serviteur, le lord maréchal d'Écosse (2), frère du maréchal Keith, allait faire en Espagne, pour lui confier une mission officieuse à la cour de Madrid. Il avait appris, par une confidence de Pitt (3) aux représentants prussiens de Londres, que Wall, le principal ministre du cabinet espagnol, avait laissé entrevoir l'ambition de Sa Majesté catholique de jouer le rôle de médiateur entre les puissances belligérantes. Aux termes de l'instruction qui lui fut donnée (4), le lord maréchal s'efforcerait de sonder les intentions conci-

(1) Frédéric à George. Dresde, 9 décembre 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 419.

(2) George Keith, qui, avant de fuir l'Écosse, avait pris part aux rébellions jacobites, était entré au service du roi de Prusse, avait été son représentant à Paris et était devenu en dernier lieu gouverneur de Neufchatel.

(3) Knyphausen et Michel à Frédéric, 14 novembre 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 405.

(4) Frédéric au lord maréchal, 8 et 9 décembre. Instruction, 19 décembre 1758. *Correspondance Politique*, vol. XVII, p. 417, 418, 426.

liatrices de l'Espagne et de s'enquérir des préliminaires dont il pouvait être question. Il s'entendrait à cet effet avec l'ambassadeur anglais, lord Bristol, sans toutefois lui révéler sa connaissance des propos de Wall sur lesquels on avait promis le secret. Le choix de l'émissaire, habile vis-à-vis du ministre espagnol dont il était l'ami, ne l'était guère à l'égard du cabinet britannique qui, sous l'habit du diplomate prussien, ne pouvait oublier le passé jacobite de l'émigré écossais; mais la désignation d'un personnage aussi important et la teneur des recommandations dont il était porteur prouvent les tendances pacifiques du monarque.

Au surplus, il est inutile de s'attarder dans le domaine des conjectures et il nous faut revenir au positif sous la forme du nouveau traité d'alliance que la France et l'Autriche étaient d'accord pour substituer à la convention secrète du 1^er^ mai 1757. Au cours des derniers mois, les pourparlers avaient fait un pas considérable. Avant de quitter Vienne, Choiseul (1) avait échangé des notes et soutenu des discussions, grâce auxquelles le terrain commençait à être déblayé. Dans une pièce dictée à Kaunitz, il avait laissé à la cour de Vienne le choix entre deux alternatives : la première visait une paix générale, moyennant quelques cessions de territoire à l'Autriche (le maximum des avantages prévus était l'acquisition du comté de Glatz et de quelques cantons prussiens en Lusace) et, en ce qui concernait l'Angleterre et la France, le rétablissement de l'état de choses consacré par le traité d'Aix-la-Chapelle. La seconde hypothèse envisageait la continuation de la guerre par la France, sous la double réserve de la reprise des négociations si la campagne de 1759 ne donnait pas des ré-

(1) Mémoire de Choiseul, adressé au Roi, décembre 1758. Affaires étrangères. Autriche. Supplément, 18.

sultats décisifs, et de la signature d'un arrangement modifiant celui de 1757.

Dans sa réponse, Kaunitz repoussa la première solution, que Choiseul affirme n'avoir introduite que pour forcer la cour de Vienne à abattre son jeu. A la lecture du document de la chancellerie autrichienne, on retrouve la répugnance bien connue de l'Impératrice à tout accommodement avec la Prusse et la volonté d'utiliser, contre le roi Frédéric, toutes les forces de la France; dans ce but, cette puissance était engagée à faire une paix séparée avec l'Angleterre, ou à reprendre le projet favori du chancelier relatif à la neutralité du Hanovre. Comme le faisait observer Choiseul, ces pourparlers prendraient du temps, et en attendant, la cour de Vienne conserverait le bénéfice du traité secret, et la France resterait partie principale dans la lutte au lieu de revenir au rôle d'auxiliaire que lui assignait le traité défensif de 1756. Du consentement commun, on convint d'écarter toute idée de pacification générale et d'aborder l'examen de la convention entre les deux cours. A un nouveau mémoire de l'ambassade, le cabinet de l'Impératrice répliqua par une note que Choiseul emporta et qui devint le point de départ du débat entre Starhemberg et lui.

On s'était mis d'accord sur les clauses suivantes : 1° l'utilité d'antidater la pièce, afin d'en faciliter la communication aux alliés; 2° le maintien des garnisons françaises dans les villes d'Ostende et Nieuport pendant la durée de la guerre; 3° les bons offices de l'Impératrice pour faire disparaître des traités futurs la démolition des fortifications de Dunkerque; 4° la fixation des limites en Alsace; 5° la renonciation de l'Autriche, en faveur de l'Infant don Philippe et de sa postérité, des droits de reversion sur les duchés italiens. Enfin, la cour de Vienne, pour le cas de l'acquisition de la Silésie et du comté de Glatz, offrait de céder à la France les prin-

cipautés de Chimay et Beaumont et quelques cantons du Luxembourg; elle abandonnait aussi les arrérages en souffrance, à l'exception des paiements dus pour les deux derniers mois de 1758. Comme on le verra par la suite, le texte définitif, qui ne fut adopté que cinq mois plus tard, apporta des modifications à ces premières bases; mais le point essentiel était acquis : les deux gouvernements s'étaient entendus sur la nécessité de poursuivre vigoureusement la lutte, tout au moins pour l'année 1759.

Du retour de la France à la politique belliqueuse, Choiseul donna bientôt les preuves les plus incontestables. Le cabinet de Vienne, très ému des desseins de Bernis et sous le coup d'une désertion qui paraissait imminente, s'était ouvert au cabinet de Pétersbourg, lui avait communiqué et les suggestions pacifiques venues de Versailles et les exhortations guerrières par lesquelles elle avait répondu. Conformément au désir tacitement exprimé de son alliée, la Tzarine avait chargé son ambassadeur à Paris d'appuyer les vues de l'Impératrice. En fait, la précaution de Kaunitz avait été sage, car Bernis avait invité (1) l'Hôpital, représentant de la France à Pétersbourg, à sonder le gouvernement moscovite sur la possibilité de mettre fin aux hostilités, et malgré les précautions de langage dont cette enquête devait être entourée, il était évident que la puissance du nord aurait vent de la divergence qui avait éclaté, sur ce sujet délicat, entre les ministères de Versailles et de Vienne. Cependant, étant donné le caractère confidentiel des conversations engagées, le procédé était peu amical, et Choiseul se crut le droit de le relever en termes des plus vifs. Dans une lettre personnelle à Kaunitz (1), il

(1) Bernis à l'Hôpital, 13 mai 1758. Affaires étrangères. Autriche. Supplément, 17.

lui dit combien le Roi avait été blessé par une indiscrétion qui lui attribuait la volonté de poser les armes. Sans doute, l'action énergique du gouvernement français détruirait bientôt la mauvaise impression produite à Pétersbourg; « mais, en attendant, nous avons lieu de nous plaindre que des idées convenues, mal digérées et pernicieuses, aient été rendues à d'autres cours. Cela a l'air d'avoir voulu se faire un mérite et de se procurer des avantages à nos dépens ».

Dans le même billet, Choiseul désavoue péremptoirement des propos tenus par Montazet. Ce général, qui avait été rappelé de l'armée de Daun pour étudier, avec le ministère autrichien, les plans de la campagne prochaine, s'était attaché à démontrer à Marie-Thérèse et au chancelier la futilité des errements militaires suivis jusqu'alors. A l'écouter, il n'y avait pas de raison pour que les opérations de détail qu'on faisait depuis le commencement de la guerre, ne durassent pas dix ans. De là à préconiser la paix il n'y avait qu'un pas, et Montazet, peu au courant de la nouvelle orientation de la politique extérieure, le franchit. Il suggéra à Choiseul (2) de lui notifier de Versailles, en langage explicite, l'impossibilité dans laquelle la France se trouvait d'envoyer aucun secours à l'Impératrice. Muni de cette pièce, il se faisait fort de prouver à la souveraine « qu'il est cent fois plus difficile de détruire les forces du roi de Prusse en temps de guerre que pendant la paix; et si, ajoutait-il, les observations et les réflexions sensées et calculées que j'ai faites sur cette matière, n'achèvent pas de déterminer à la paix l'Impératrice et ses ministres, il ne me restera qu'à pleurer avec eux les malheurs qui menacent ».

(1) Choiseul à Kaunitz, 11 janvier 1759. Affaires étrangères. Autriche.

(2) Montazet à Choiseul, 29 novembre 1758. Affaires étrangères. Autriche. Supplément, 18.

La semonce qu'il reçut de Paris dut faire comprendre au général que sa montre, réglée sur le méridien de Bernis, retardait beaucoup sur celui de son nouveau chef. « Il en est de même, écrit Choiseul (1), du vieux système de paix de M. de Bernis, que j'apprends que M. de Montazet laisse encore traîner dans ses propos à Vienne. Je lui en dis mon avis et je me flatte qu'il ne s'avisera pas longtemps de prendre sous son bonnet des idées aussi opposées à la volonté et au service du Roi. » En quelques lignes énergiques, l'écrivain affirme la ligne de conduite que la France entend tenir : « L'on croyait, il y a trois mois ici, que tout était perdu. Il n'y avait rien de perdu que les têtes; avec de l'économie, de la fermeté et de la patience tout reviendra, et nous nous flattons que la cour de Vienne qui a vu notre faiblesse, rendra justice à la vigueur et à la suite de nos opérations, et surtout à notre fidélité à l'alliance. Monsieur le Comte, je vous en réponds sur ma parole d'honneur, le Roi ne fera jamais la paix sans ses alliés, et il ne désire autre chose sinon que ses alliés fassent aussi onlgtemps la guerre qu'il est déterminé à la faire. » Choiseul ne croit pas à la possibilité de finir en 1759; il prévoit des campagnes pour 1760, peut-être pour 1761, « jusqu'à la destruction de nos ennemis ». Quant à la paix avec l'Angleterre, le Roi pense que c'est en poursuivant la guerre contre cette puissance « que nous affaiblirons le roi de Prusse. Nous mettrons à l'appui (*sic*) de cette opinion le risque de perdre nos colonies, mais ce danger nous afflige sans nous effrayer, et nous espérons qu'en 1760 les ressources de l'Angleterre, malgré ses succès, seront usées, et que nous serons en état alors de faire des efforts qui la rendront raisonnable ».

En s'exprimant ainsi, le nouveau ministre était sin-

(1) Choiseul à Kaunitz, 11 janvier 1759. Lettre déjà citée.

cère, mais avant de parler avec tant de confiance, peut-être eût-il bien fait de consulter la collection des dépêches de son prédécesseur; il y eût trouvé des promesses d'action, des assurances de fidélité, formulées dans un langage tout aussi convaincu que le sien. Les événements militaires dont Bernis n'était pas responsable avaient ruiné ses projets et l'avaient empêché d'exécuter ses engagements. Choiseul serait-il plus heureux? En prenant la direction des affaires, il avait foi dans l'avenir, et, ce qui vaut mieux, il apportait à l'accomplissement de sa tâche, avec des défauts que la suite fera ressortir, des qualités réelles, décision, énergie, et surtout volonté. C'est à elles qu'il dut ses longues années d'un pouvoir presque absolu.



# TABLE DES MATIÈRES

## CHAPITRE PREMIER

### Retraite du Hanovre.



## CHAPITRE II

### Crefeld.



## CHAPITRE III



## CHAPITRE IV

### Campagne de Moravie.



## CHAPITRE V

### Zorndorf.

## CHAPITRE VI

### Hochkirch.



## CHAPITRE VII

### Louisbourg et Carillon.



## CHAPITRE VIII

### Négociations entre Vienne et Versailles





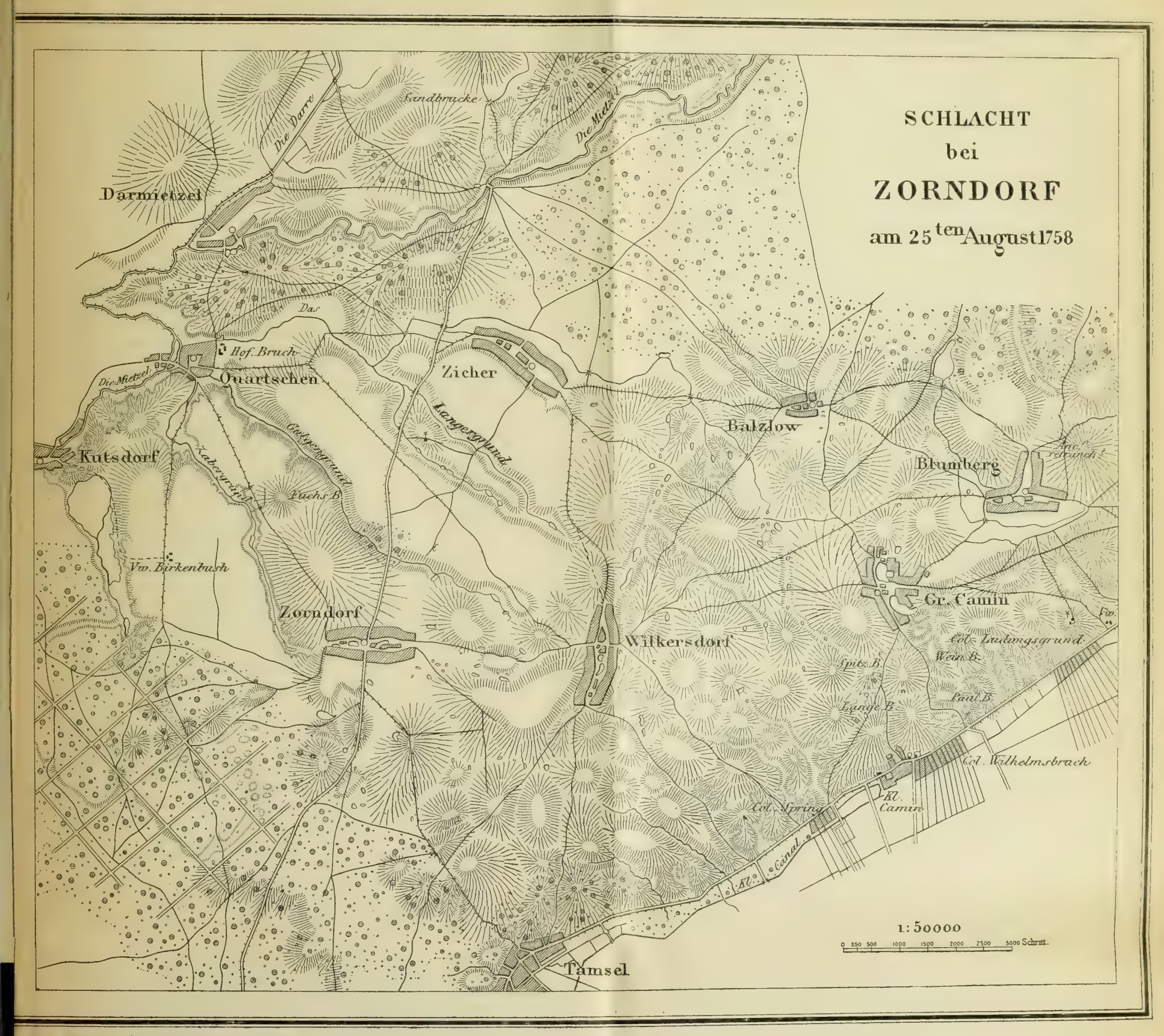
TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — MESNIL (EURE).

# LISTE DES CARTES

## CONTENUES DANS LE IIe VOLUME

---

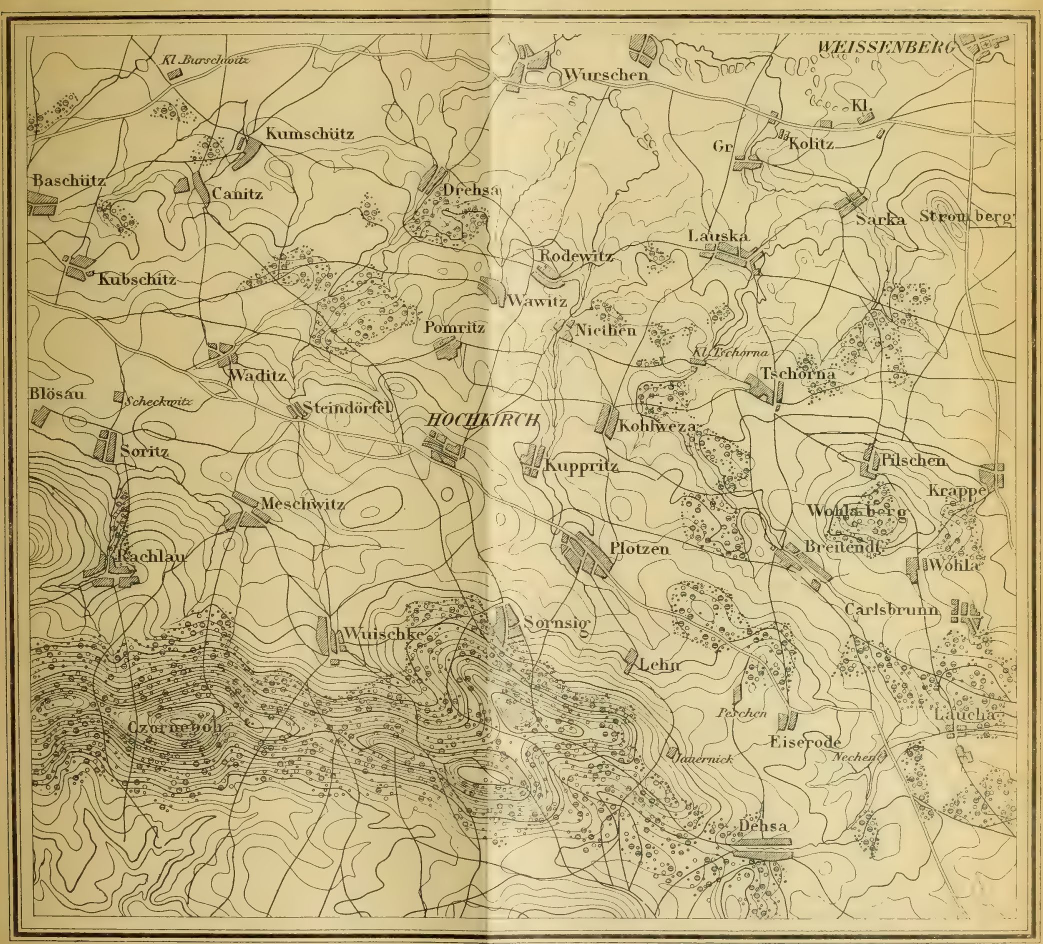

PLAN
de la
BATTAILLE
de
CREVELD
donée le 23 Juin 1758.
contenant les Mouvements de l'Armée
alliée depuis le 14 Juin jusqu'au
2.me Juillet 1758.
F.W. de Bawr.
Echelle de deux heures de Chemin, ou d'une Lieue d'Allemagne.
Gravé sous la Direction de T. J. Schley, et Publié a La Haye aux Depens de PIERRE GOSSE junior & DANIEL PINET, 1765
Kempen
Creveld
St. Antonius
Vorst
Anradt
Willich
Viecheln
Cisterad
DONCK HEID
ANTONIUS HEID
KEHNER FELD
LIDBERG
Mulhausen
Oedt
Hulsdunck
Kulschkes
Muhlenbusch
Kaghnershoff
Buschhof
Schnitter
Bunninger
Rosoamp
Dongen
Germs
Pirot
Gr. Beck
cross Honschaff
Karst




Carte déposée a l'État-Major général de Berlin.

# BATAILLE DE HOCHKIRCH

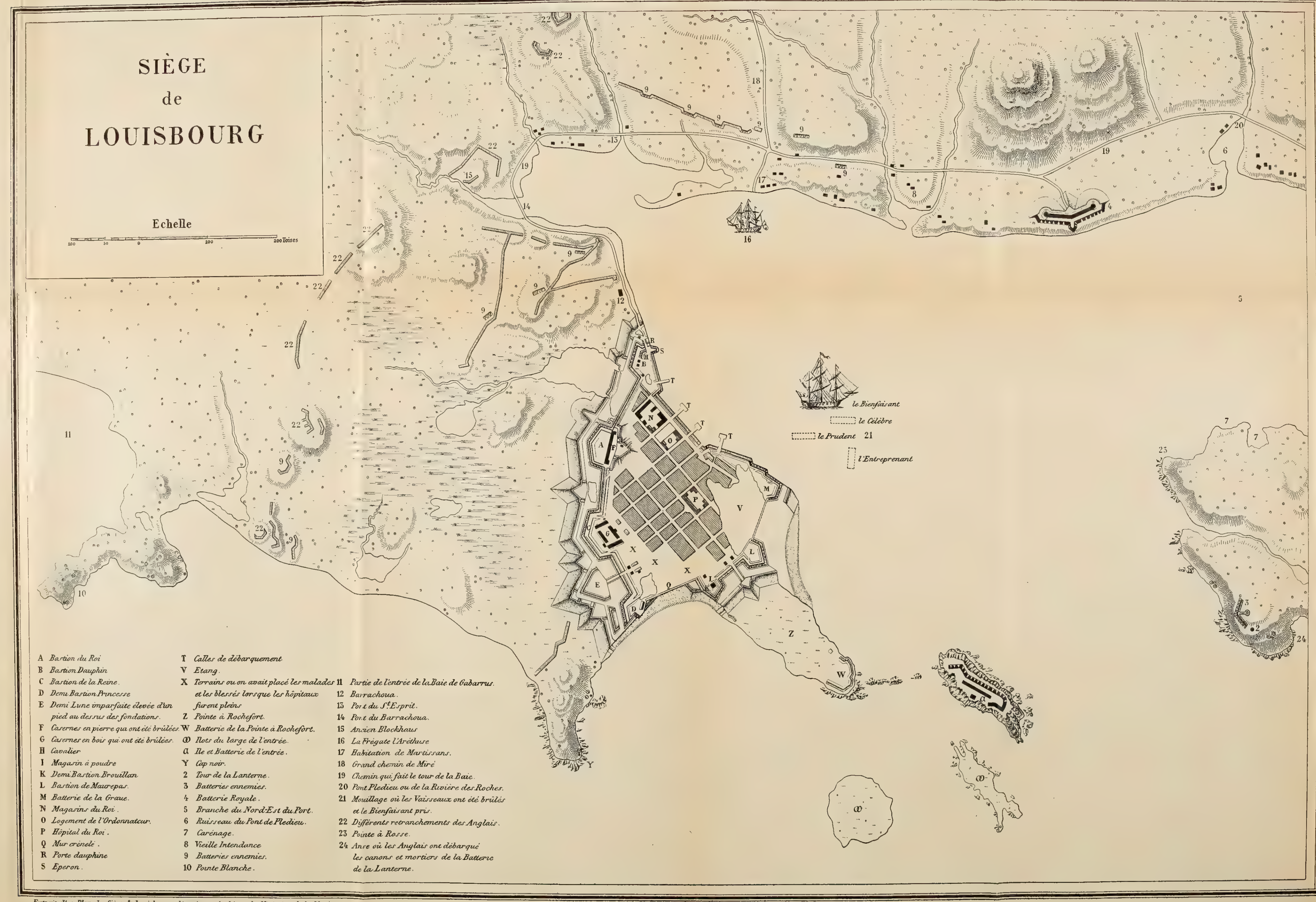
Livrée le 14 Octobre 1758




*D'après des Plans et Cartes de l'Etat-Major G^al Allemand.*

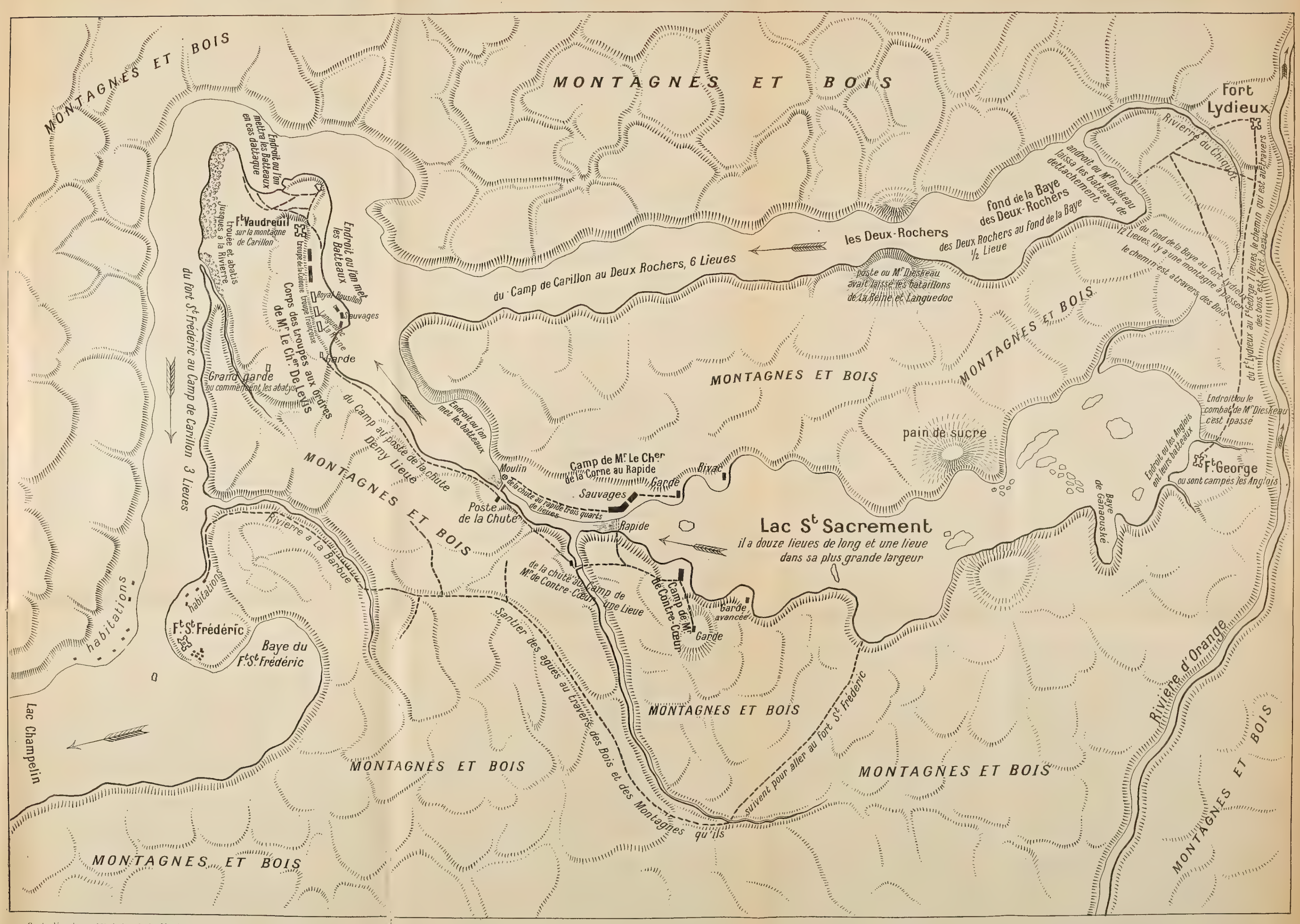
Echelle au 50.000^e

100 M 500 0 1 2 3 4 5 Kil.

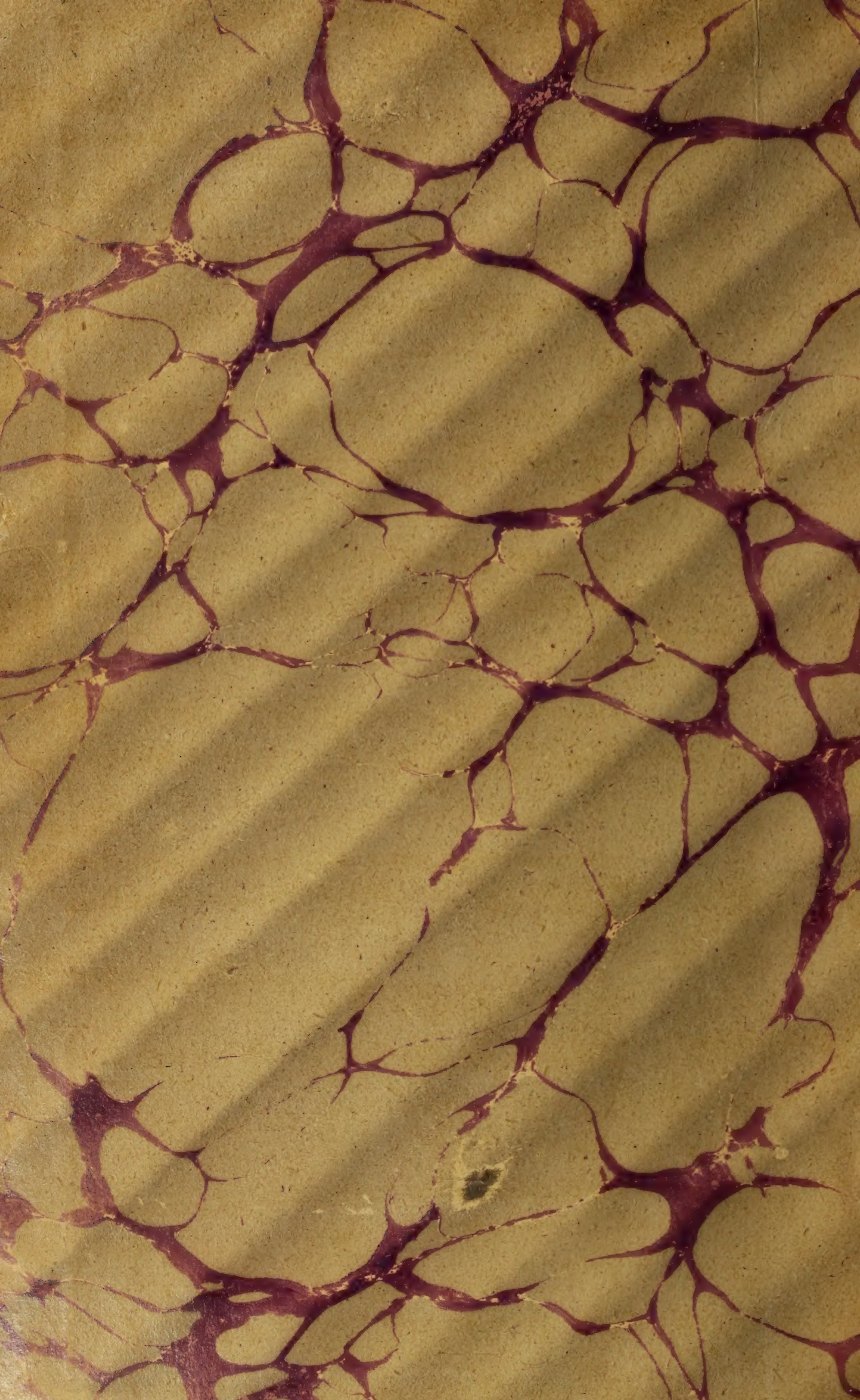


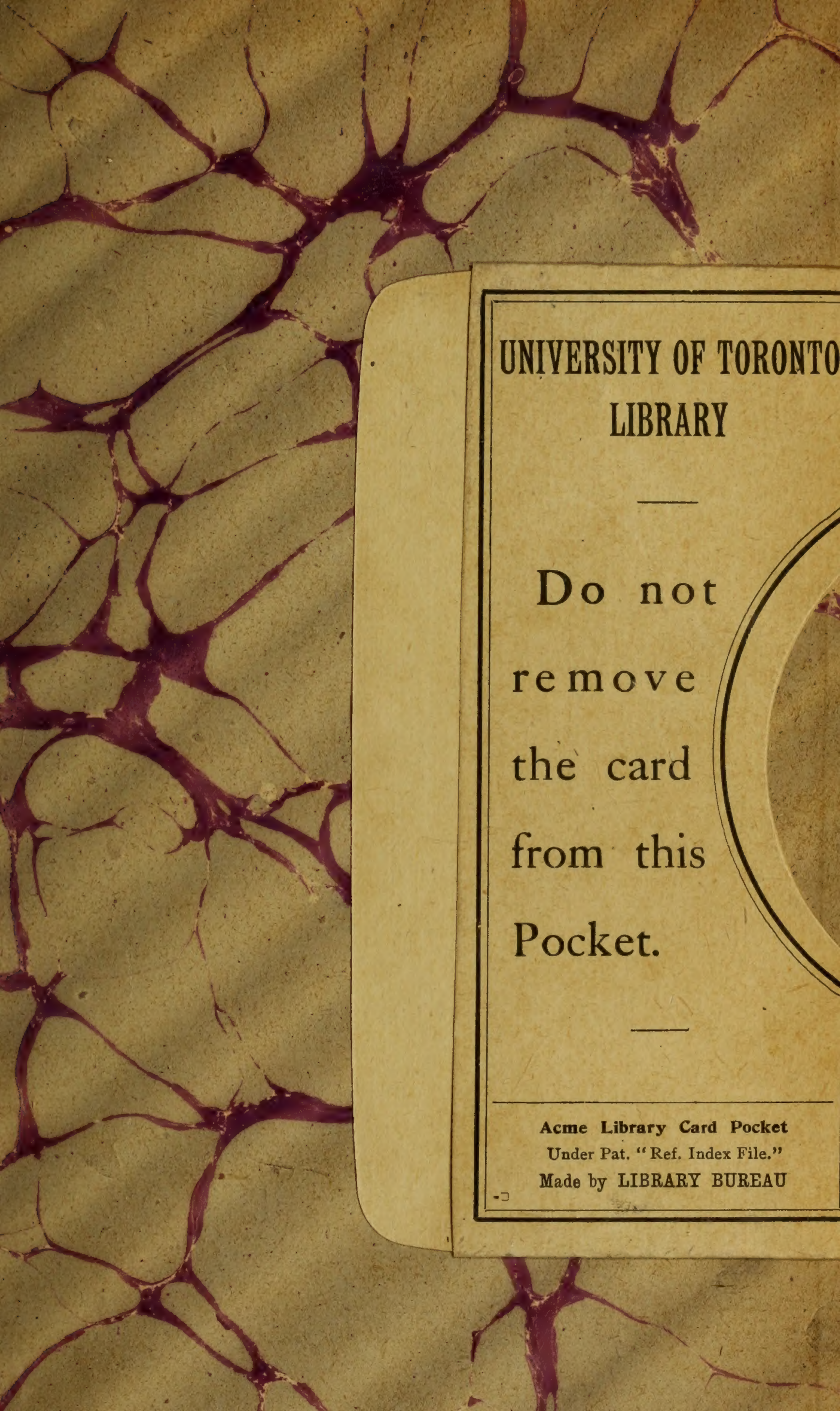

*Extrait d'un Plan du Siège de Louisbourg, déposé aux Archives du Ministère de la Marine.*

# CAMP de M. le chev. de LÉVIS à CARILLON le 21 Août 1756




*Carte déposée au Ministère de la Marine.*





UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
Do not
remove
the card
from this
Pocket.
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

